

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1885

JX
3
A6



Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques,
Membre de l'Institut de Droit international.

Avec la collaboration de M. JOSEPH CHAILLEY, Docteur en Droit,
Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

DEUXIÈME SÉRIE

TOME XV
JUILLET, AOÛT, SEPTEMBRE

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

ALLEMAGNE, AUTRICHE, BELGIQUE, BRÉSIL, FRANCE, ETC.

Convention pour la protection des câbles télégraphiques sous-marins.

(14 mars 1884) (1).

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, Son Excellence le Président de la Confédération Argentine, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté l'Empereur du Brésil, Son Excellence le Président de la République de Costa-Rica, Sa Majesté le Roi de Danemark, Son Excellence le Président de la République Dominicaine, Sa Majesté le Roi d'Espagne, Son Excellence le Président des Etats-Unis d'Amérique, Son Excellence le Président des Etats-Unis de Colombie, Son Excellence le Président de la République Française, Son Excellence le Président de la République de Guatémala, Sa Majesté le Roi des Hellènes, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand Duc de Luxembourg, Sa Majesté le Schah de Perse, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Son Excellence le Président de la République de Salvador, Sa Majesté le Roi de Serbie, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège et Son Excellence le Président de la République Orientale de l'Uruguay, désirant assurer le maintien des communications télégraphiques qui ont lieu au moyen des câbles sous-marins, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir.....

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

(1) La convention a été signée à Paris et les ratifications y ont été échangées le 16 avril 1885.

Art. I. La présente Convention s'applique, en dehors des eaux territoriales, à tous les câbles sous-marins légalement établis et qui atterrissent sur les territoires, colonies ou possessions de l'une ou de plusieurs des Hautes Parties contractantes.

Art. II. La rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin, faite volontairement ou par négligence coupable, et qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver en tout ou en partie les communications télégraphiques, est punissable sans préjudice de l'action civile en dommages et intérêts.

Cette disposition ne s'applique pas aux ruptures ou détériorations dont les auteurs n'auraient eu que le but légitime de protéger leur vie ou la sécurité de leurs bâtiments, après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour éviter ces ruptures ou détériorations.

Art. III. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à imposer, autant que possible, quand elles autoriseront l'atterrissage d'un câble sous-marin, les conditions de sûreté convenables, tant sous le rapport du tracé que sous celui des dimensions du câble.

Art. IV. Le propriétaire d'un câble qui, par la pose ou la réparation de ce câble, cause la rupture ou la détérioration d'un autre câble, doit supporter les frais de réparation que cette rupture ou cette détérioration aura rendus nécessaires, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application de l'art. II de la présente convention.

Art. V. Les bâtiments occupés à la pose ou à la réparation des câbles sous-marins doivent observer les règles sur les signaux qui sont ou seront adoptées d'un commun accord, par les Hautes Parties contractantes, en vue de prévenir les abordages.

Quand un bâtiment occupé à la réparation d'un câble porte lesdits signaux, les autres bâtiments qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir ces signaux doivent ou se retirer ou se tenir éloignés d'un mille nautique au moins de ce bâtiment, pour ne pas le gêner dans ses opérations.

Les engins ou filets des pêcheurs devront être tenus à la même distance.

Toutefois, les bateaux de pêche qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir un navire télégraphique portant lesdits signaux auront, pour se conformer à l'avertissement ainsi donné, un délai de vingt-quatre heures au plus, pendant lequel aucun obstacle ne devra être apporté à leurs manœuvres.

Les opérations du navire télégraphique devront être achevées dans le plus bref délai possible.

Art. VI. Les bâtiments qui voient ou sont en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles, en cas de pose, de dérangement ou de rupture, doivent se tenir éloignés de ces bouées à un quart de mille nautique au moins.

Les engins ou filets des pêcheurs devront être tenus à la même distance.

Art. VII. Les propriétaires des navires ou bâtiments qui peuvent prouver qu'ils ont sacrifié une ancre, un filet ou un autre engin de pêche, pour ne pas endommager un câble sous-marin, doivent être indemnisés par le propriétaire du câble.

Pour avoir droit à une telle indemnité, il faut, autant que possible,

qu'aussitôt après l'accident, on ait dressé, pour le constater, un procès-verbal appuyé des témoignages des gens de l'équipage, et que le capitaine du navire fasse, dans les vingt-quatre heures de son arrivée au premier port de retour ou de relâche, sa déclaration aux autorités compétentes. Celles-ci en donnent avis aux autorités consulaires de la nation du propriétaire du câble.

Art. VIII. Les tribunaux compétents pour connaître des infractions à la présente Convention sont ceux du pays auquel appartient le bâtiment à bord duquel l'infraction a été commise.

Il est, d'ailleurs, entendu que, dans les cas où la disposition insérée dans le précédent alinéa ne pourrait pas recevoir d'exécution, la répression des infractions à la présente Convention aurait lieu, dans chacun des Etats contractants à l'égard de ses nationaux, conformément aux règles générales de compétence pénale résultant des lois particulières de ces Etats ou des traités internationaux.

Art. IX. La poursuite des infractions prévues aux art. II, V et VI de la présente Convention aura lieu par l'Etat ou en son nom.

Art. X. Les infractions à la présente Convention pourront être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le tribunal saisi.

Lorsque les officiers commandant les bâtiments de guerre ou les bâtiments spécialement commissionnés à cet effet de l'une des Hautes Parties contractantes auront lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente Convention a été commise par un bâtiment autre qu'un bâtiment de guerre, ils pourront exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité dudit bâtiment. Mention sommaire de cette exhibition sera faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux pourront être dressés par lesdits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé. Ces procès-verbaux seront dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier qui les dresse; ils pourront servir de moyen de preuve dans le pays où ils seront invoqués et suivant la législation de ce pays. Les inculpés et les témoins auront le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croiront utiles; ces déclarations devront être dûment signées.

Art. XI. La procédure et le jugement des infractions aux dispositions de la présente Convention ont toujours lieu aussi sommairement que les lois et règlements en vigueur le permettent.

Art. XII. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention, et notamment pour faire punir soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines, ceux qui contreviendraient aux dispositions des articles II, V et VI.

Art. XIII. Les Hautes Parties contractantes se communiqueront les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs Etats relativement à l'objet de la présente Convention.

Art. XIV. Les Etats qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la République Française, et par celui-ci aux autres gouvernements signataires.

Art. XV. Il est bien entendu que les stipulations de la présente Convention ne portent aucune atteinte à la liberté d'action des belligérants.

Art. XVI. La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont les Hautes Parties contractantes conviendront.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à dater de ce jour, et, dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

Dans le cas où l'une des Puissances signataires dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard.

Art. XVII. La présente Convention sera ratifiée ; les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt possible, et, au plus tard, dans le délai d'un an.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en vingt-six exemplaires, à Paris, le 14 mars 1884.

(L.S.)	LYONS.		
(L.S.)	HOHENLOHE.		
(L.S.)	M. BALCARCE.		
(L.S.)	LADISLAS Comte HOYOS.		
(L.S.)	BEYENS.	(L.S.)	LÉOPOLD ORBAN.
(L.S.)	BARON D'ITAJULA.		
(L.S.)	LÉON SOMZÉE.		
(L.S.)	MOLTKE-HVITFELDT.		
(L.S.)	EMANUEL DE ALMEDA.		
(L.S.)	MANUEL SILVELA.		
(L.S.)	L. P. MORTON.	(L.S.)	HENRY VIGNAUD.
(L.S.)	JOSEPH G. TRIANA.		
(L.S.)	JULES FERRY.	(L.S.)	A. COCHERY.
(L.S.)	CRISANTO MEDINA.		
(L.S.)	MAVROCORDATO.		
(L.S.)	L. L. MENABREA.		
(L.S.)	ESSAD.		
(L.S.)	BARON DE ZUYLEN DE NYEVELT.		
(L.S.)	NAZARE AGA.		
(L.S.)	F. D'AZEVEDO.		
(L.S.)	ODOBESCO.		
(L.S.)	PRINCE ORLOFF.		
(L.S.)	J. M. TORRÈS-CAICEDO.		
(L.S.)	J. MARINOVITCH.		
(L.S.)	G. SIBBERN.		
(L.S.)	JUAN J. DIAZ.		

Article additionnel.

Les stipulations de la Convention conclue, à la date de ce jour, pour la protection des câbles sous-marins seront applicables, conformément à l'art. I^{er}, aux colonies et possessions de Sa Majesté Britannique, à l'exception de celles ci-après dénommées, savoir :

Le Canada;
Terre-Neuve;

Le Cap;
Natal;
La Nouvelle-Galles du Sud;
Victoria;
Queensland;
La Tasmanie;
L'Australie du Sud;
L'Australie Occidentale;
La Nouvelle-Zélande.

Toutefois, les stipulations de ladite Convention seront applicables à l'une des colonies ou possessions ci-dessus indiquées, si, en leur nom, une notification à cet effet a été adressée par le Représentant de Sa Majesté Britannique à Paris, au Ministre des Affaires étrangères de France.

Chacune des colonies ou possessions ci-dessus dénommées qui aurait adhéré à ladite Convention conserve la faculté de se retirer de la même manière que les Puissances contractantes. Dans le cas où l'une des colonies ou possessions dont il s'agit désirerait se retirer de la Convention, une notification à cet effet serait adressée par le Représentant de Sa Majesté Britannique à Paris, au Ministre des Affaires étrangères de France.

Fait en vingt-six exemplaires, à Paris, le 14 mars 1884.

Procès-verbal de signature.

(14 mars 1884).

Après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, MM. les Plénipotentiaires collationnent les instruments de la Convention qui ont été préparés en nombre égal à celui des Etats contractants, et, tous ces actes étant trouvés en bonne et due forme, MM. les Plénipotentiaires y apposent leur signature et le cachet de leurs armes.

Au moment de signer la Convention, *Son Excellence Lord Lyons* présente, au nom du Gouvernement Britannique, la déclaration suivante :

« Le Gouvernement de Sa Majesté entend l'art. XV en ce sens qu'en temps de guerre un belligérant, signataire de la Convention, sera libre d'agir, à l'égard des câbles sous-marins, comme si la Convention n'existait pas. »

Il est donné acte de cette déclaration à Son Excellence M. l'Ambassadeur de la Grande-Bretagne.

M. *Léopold Orban* donne lecture, au nom du Gouvernement belge, de la déclaration suivante :

« Le Gouvernement belge, par l'organe de son délégué à la Conférence, a soutenu que la Convention n'avait aucun effet sur les droits des Puissances belligérantes; ces droits ne seraient, après la signature, ni plus ni moins étendus qu'ils ne le sont aujourd'hui. La mention insérée à l'art. XV, bien qu'absolument inutile aux yeux du Gouvernement belge, ne pourrait toutefois justifier, de sa part, le refus de s'associer à une œuvre dont l'intérêt est incontestable. »

Il est donné acte de cette déclaration à M. *Léopold Orban*.

M. le *baron de Zuylen de Nyevelt* fait connaître que le Gouvernement Néerlandais, en signant la Convention, ne peut, quant à présent, s'engager qu'en ce qui concerne la métropole. Il se réserve d'accéder ultérieurement à cette Convention pour l'ensemble ou pour une partie de ses colonies ou possessions.

Il est donné acte de cette déclaration à M. le Ministre des Pays-Bas.

M. le *Ministre de Suède et Norvège* déclare que ses instructions lui prescrivent de réserver, en signant la Convention, l'approbation ultérieure des pouvoirs législatifs des Royaumes-Unis.

M. le *Président* donne acte de cette déclaration à M. le Ministre de Suède et Norvège, en faisant d'ailleurs observer que la réserve de l'accomplissement des formalités prescrites par les constitutions respectives, avant l'échange des ratifications de la Convention, est de droit pour tous les Etats contractants.

Eu égard au grand nombre des Parties contractantes, et suivant un mode de procéder déjà adopté lors de la ratification des traités relatifs au rachat des droits du Sund et des péages de l'Escaut, de la Convention télégraphique de Paris et de la Convention du Mètre, il est convenu, sur la proposition de M. le Président, que l'échange des ratifications pour la protection des câbles sous-marins se fera par l'entremise du Gouvernement de la République Française.

MM. les Plénipotentiaires décident, en outre, que l'acte qui vient d'être signé sera porté officiellement à la connaissance de tous les Etats non-signataires, qui seront invités à user de la faculté d'accession qui leur est réservée par l'art. XIV de la Convention.

Il est entendu que cette communication se fera par les soins de M. le Ministre des Affaires étrangères de France. C'est également au Gouvernement de la République Française que devront être notifiées les accessions qui viendraient à se produire avant la date fixée pour l'entrée en vigueur de la Convention.

Le présent procès-verbal, dressé séance tenante, étant lu et approuvé, la Conférence se sépare à 3 heures.

Procès-verbal de l'échange des ratifications,

(6 avril 1885).

Des circonstances particulières ayant empêché de procéder, dans le délai fixé primitivement, à l'échange des ratifications sur la Convention internationale, relative à la protection des câbles sous-marins, il a été entendu, d'un commun accord, que ce délai serait ajourné jusqu'à ce jour. En conséquence, les soussignés se sont réunis pour faire le dépôt des instruments de cet acte :

Son Excellence M. l'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse;

Son Excellence M. l'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême et Roi Apostolique de Hongrie;

M. l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges;

M. l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Brésil ;

M. l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Son Excellence M. le Président de la République Dominicaine ;

Son Excellence M. l'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Espagne ;

M. l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Son Excellence M. le Président des Etats-Unis d'Amérique ;

Son Excellence M. le Ministre des Affaires Etrangères de Son Excellence M. le Président de la République Française ;

Son Excellence M. l'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes ;

M. l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Son Excellence M. le Président de la République de Guatémala ;

Son Excellence M. l'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans ;

M. le Chargé d'Affaires de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves ;

Son Excellence M. l'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ;

M. l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Son Excellence M. le Président de la République du Salvador ;

M. l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Serbie ;

M. l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège ;

M. l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire chargé de la Légation de la République Orientale de l'Uruguay ;

Ont présenté leurs exemplaires, qui ont été trouvés en bonne et due forme, et remis entre les mains du Ministre des Affaires Etrangères de France, pour être déposés aux archives du Ministère à Paris ; ce dépôt tenant lieu d'échange desdits actes.

D'autre part,

M. le Chargé d'Affaires de la Confédération Argentine à Paris ;

M. l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Son Excellence M. le Président de la République de Costa Rica ;

M. l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Danemark ;

M. le Consul-Général de la République des Etats-Unis de Colombie, à Paris ;

M. l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Hellènes ;

Son Excellence M. l'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie ;

M. l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg ;

M. l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Schah de Perse ;

Et M. l'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Roumanie ;

Ayant demandé des délais nouveaux pour accomplir, à leur tour, cette formalité, les soussignés sont convenus de charger le Gouvernement Français de recevoir les ratifications desdits Etats, qui devront les envoyer le 1^{er} janvier 1886 au plus tard.

Le Gouvernement Français donnera avis de ces dépôts successifs aux Puissances contractantes.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent procès-verbal de dépôt qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, le 16 avril 1885,

(L.S.)	LYONS.
(L.S.)	HOHENLOHE.
(L.S.)	HOYOS.
(L.S.)	BEYENS.
(L.S.)	BARON D'ARINOS.
(L.S.)	EMANUEL DE ALMEDA.
(L.S.)	F. DE CARDENAS.
(L.S.)	L. P. MORTON.
(L.S.)	C. DE FREYCINET.
(L.S.)	CRISANTO MEDINA.
(L.S.)	ESSAD.
(L.S.)	VISCOMTE D'AZEVEDO DE SILVA.
(L.S.)	MOHRENHEIM.
(L.S.)	J. M. TORRES CAICEDO.
(L.S.)	J. MARINOVITZ.
(L.S.)	C. LEEVENHAUPT.
(L.S.)	J. M. TORRES CAICEDO.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

QUESTION

DE LA PROTECTION DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

AU MAROC (1)

CONFÉRENCE DE MADRID

PROTOCOLE N° 1

Séance du 19 Mai 1880

Les Plénipotentiaires réunis à Madrid sur l'invitation qui leur a été adressée par le gouvernement Espagnol, afin de traiter certaines questions relatives au droit de protection que les légations et les consulats étrangers exercent au Maroc, ainsi que d'autres s'y rattachant, ont tenu leur première Conférence aujourd'hui 19 mai 1880.

Étaient présents :

Pour l'Allemagne : Son Exc. M. le Comte de Solms Sonnewalde, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Madrid ;

Pour l'Autriche-Hongrie : Son Exc. M. le Comte Ludolf, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Madrid ;

Pour la Belgique : Son Exc. M. Anspach, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Madrid ;

Pour les Etats-Unis d'Amérique : Son Exc. M. le général Fairchild, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Madrid ;

Pour l'Espagne : Son Exc. M. Canovas del Castillo, président du Conseil des Ministres ;

Pour la France : Son Exc. M. l'amiral Jaurès, ambassadeur à Madrid ;

Pour la Grande-Bretagne (et le Danemark) : Son Exc. M. Sackville West, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Madrid ;

Pour l'Italie : Son Exc. M. le Comte Greppi, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Madrid ;

Pour le Maroc : Ci Mohammed Bargash, ministre des affaires étrangères et ambassadeur extraordinaire ;

Pour les Pays-Bas : Son Exc. M. de Heldewier, ministre résident à Madrid ;

(1) V. *Archives*, 1885, II, 147 et 267.

Pour le Portugal : Son Exc. M. le Comte de Casal Ribeiro, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Madrid ;

Pour la Suède et la Norvège : Son Exc. M. Akerman, ministre résident à Madrid.

Les plénipotentiaires entrent en séance à 1 heure et demie.

Son Exc. M. le ministre d'Allemagne prend la parole en ces termes :

« Messieurs,

« Je vous prie de m'accorder la parole, en raison de l'ordre alphabétique. Il nous reste, pour nous constituer en conférence, à procéder à l'élection d'un Président. L'Espagne nous ayant offert son hospitalité, et ayant en même temps délégué l'éminent homme d'Etat que nous avons l'honneur d'avoir parmi nous, je suis certain de votre approbation unanime en vous proposant de confier la présidence des travaux de la Conférence à Son Exc. M. Canovas del Castillo. »

Cette proposition ayant été acceptée à l'unanimité, M. le plénipotentiaire d'Espagne occupe la présidence, et dit :

« Messieurs,

« J'accepte avec une profonde reconnaissance l'honneur que vous venez de me faire en me conférant la Présidence de cette importante réunion ; mais ce n'est qu'avec votre concours intelligent qu'il me sera possible d'accomplir ma tâche. Comptez donc sur toute ma bonne volonté, et permettez-moi de compter à mon tour sur votre bienveillance et même sur votre indulgence. »

M. le président propose ensuite comme secrétaires de la Conférence MM. Figuera, ministre plénipotentiaire faisant fonction de sous-directeur au Ministère d'Etat, et Muro, chargé d'affaires, directeur des Archives au Ministère ; et comme adjoints aux secrétaires, MM. Villa-Urrutia, secrétaire de Légation, et Osma, attaché.

Sur l'acceptation de MM. les plénipotentiaires, les membres du bureau sont présentés à la Conférence.

Les pièces et documents relatifs à la Conférence de Tanger sont déposés au bureau.

Le président invite les plénipotentiaires à présenter leurs pouvoirs.

M. Canovas del Castillo lit le discours suivant :

« Messieurs,

« Avant de commencer nos travaux, je suis heureux de vous témoigner, au nom du Cabinet de Madrid, les sentiments de la plus sincère gratitude pour le bienveillant accueil que les gouvernements, si dignement représentés par vous, ont fait à l'invitation que nous leur avons adressée d'accord avec le gouvernement de Sa Majesté Britannique.

« Toutes les Puissances qui se trouvent en relations diplomatiques et commerciales avec l'Empire du Maroc sont également intéressées à ce que leurs représentants et leurs sujets jouissent, dans ce pays, de la sécurité et des garanties spéciales qui seules peuvent assurer, aux uns l'exercice de leurs hautes fonctions, aux autres le libre développement de leurs intérêts légitimes.

« Un autre lien encore doit unir, à mon avis, ces mêmes Puissances : le désir de concilier, avec la reconnaissance de leurs droits, établis par des stipulations solennelles, les nécessités d'ordre intérieur qui s'imposent à tout gouvernement, et le ferme propos de faciliter à celui du Maroc les progrès qui lui permettront, par la réforme graduelle de l'état social du pays, de devenir lui-même le premier protecteur des personnes et des intérêts que sauvegardent les traités existants.

« C'est à ce double point de vue, Messieurs, qu'ils nous faudra, je pense, envisager les propositions que doit soumettre à la Conférence notre collègue M. le plénipotentiaire du Maroc, ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Chérifiennne.

« Ces propositions seront vraisemblablement analogues à celles qu'il présen-

taît à la délibération des représentants réunis à Tanger dans les premiers mois de l'année dernière ; et vous n'ignorez pas qu'elles furent à cette époque l'objet d'une discussion complète, qui ne put toutefois amener l'entente sur certains points d'une importance incontestable.

« Ce précédent ne saurait pourtant nous décourager ; car, l'accord sur nombre d'autres points se trouvant constaté, il nous est permis de croire que l'examen impartial et approfondi que nous reprenons en ce moment aboutira sûrement à la solution équitable de la totalité des questions débattues.

« Il n'est point douteux que la modération et la sincérité dont s'inspirera certainement la sagesse de notre collègue Ci Mohammed-Bargash seront appréciées par les plénipotentiaires des Puissances ici représentées, et que chacun d'entre nous sera disposé à consentir à telles modifications du régime actuel qui seraient reconnues compatibles avec les droits acquis et les intérêts considérables qu'il faut laisser à l'abri de toute atteinte. Dès lors nous sommes bien fondés à espérer que nos labeurs ne seront pas perdus, et que votre Conférence, Messieurs, si hautement autorisée, ne se sera pas réunie en vain.

« Quant à moi, rien ne me coûtera pour contribuer à la réalisation de cet espoir : convaincu, comme je le suis, que l'entente des Puissances et leur communauté de vues dans ces questions constitueront la plus puissante des influences pour hâter le développement du commerce et assurer les progrès de la civilisation dans ces intéressantes contrées de l'Afrique septentrionale, régies depuis tant de siècles par les Souverains du Maroc. »

Répondant à une question du Président, le plénipotentiaire du Maroc déclare que le texte qui a été distribué des demandes présentées par lui à la Conférence de Tanger est exact et authentique.

Le plénipotentiaire d'Autriche demande s'il existe des documents autres que le résumé de cette Conférence dont les plénipotentiaires ont reçu communication.

Le Président répond affirmativement, ajoutant que les autres pièces déposées au bureau, qui comprennent toutes celles que possède le gouvernement espagnol, seront imprimées et distribuées à MM. les plénipotentiaires.

Le Président propose ensuite d'entendre les observations générales qu'aurait à présenter le plénipotentiaire du Maroc.

Ci Mohammed-Bargash exprime l'espoir qu'il trouvera auprès des plénipotentiaires réunis à Madrid le même esprit d'équité qu'il a constaté dans ses relations comme ministre des affaires étrangères avec les représentants des mêmes Puissances au Maroc.

Il annonce qu'il proposera quelques modifications aux demandes présentées par lui à la réunion de Tanger, qui lui sont suggérées par les résultats de cette Conférence.

Ci Mohammed-Bargash ajoute que son but sera en général de faire cesser les abus de la protection, pour arriver à s'en tenir exclusivement, en tout et pour tout, au texte des traités.

Les plénipotentiaires estimant qu'il importe à la régularité de la discussion de connaître le texte exact des modifications annoncées, la Conférence s'ajourne pour permettre au plénipotentiaire du Maroc de faire savoir par écrit l'ensemble de ses nouvelles observations.

La séance est levée à 2 heures et demie.

(Suivent les signatures.)

PROCOLE N° 2

Séance du 24 Mai 1880

Etaient présents :

MM. les plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne, du

Danemark, d'Italie, du Maroc, des Pays-Bas, du Portugal, et de Suède et Norvège.

La séance est ouverte à une heure et demie.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et approuvé.

Lecture est donnée des déclarations additionnelles présentées à la Conférence par M. le plénipotentiaire du Maroc. (*Voir l'annexe.*)

Le plénipotentiaire de France constate que Ci Mohammed Bargach, aggravant ses propositions antérieures et s'écartant de l'accord établi à Tanger sur sa demande n° 1, revient aujourd'hui sur cette demande pour déclarer que la Convention de 1863 est préjudiciable aux transactions commerciales, qu'elle entrave l'exercice de la justice et empêche le maintien de l'ordre dans l'Empire du Maroc, etc., etc.

M. le plénipotentiaire de France a fait connaître sommairement à son gouvernement les nouvelles propositions du représentant de Sa Majesté Chérifienne, en même temps qu'il annonçait l'envoi du texte complet de ces propositions : mais jusqu'à ce que le gouvernement de la République française ait pu examiner ce document et lui faire connaître son appréciation, il ne lui serait pas permis, en premier lieu, d'accepter que les actes internationaux qui lient la France au Maroc fussent, pour ainsi dire, mis en question, et, d'autre part, devant attendre les ordres de son gouvernement, il se voit dans l'impossibilité d'entrer en conversation sur lesdites nouvelles propositions.

M. le plénipotentiaire du Maroc, en présence de ces observations, déclare ne souhaiter qu'une solution qui puisse satisfaire les intérêts de tous.

Le Président demande à présenter quelques observations touchant plutôt à la forme de la discussion qu'au fond de la question même.

Il ne faut pas, à son avis, voir dans le n° 1 de Tanger une demande véritable : ce numéro, ainsi que le suivant, ne constitue que la déclaration d'un état de choses existant, que M. le plénipotentiaire du Maroc vient de commenter par l'annonce de modifications qui seront demandées au cours de la Conférence actuelle.

Le Président croit que le Maroc pourrait renoncer à cette addition. En effet, l'arrangement de 1863 a été, de fait, discuté à Tanger : qu'il soit ou non commenté par la nouvelle déclaration de Ci Mohammed Bargach, cet arrangement et les modifications qu'il serait possible d'y apporter seront nécessairement l'objet de l'examen de MM. les plénipotentiaires.

La déclaration ou observation du plénipotentiaire du Maroc paraît donc tout au moins superflue.

Le Président pense, par conséquent, que le représentant du Maroc pourrait, sans inconvénient, abandonner cette addition ; mais il déclare avec une égale franchise que, si l'on ne devait pas, au cours des délibérations actuelles, toucher absolument au texte de 1863, la Conférence se tiendrait dans des conditions moins favorables que celle de Tanger, au sein de laquelle ces questions ont été traitées par les représentants.

Le plénipotentiaire de France répond en faisant remarquer la différence qui existe entre la demande de Tanger et le langage tenu à Madrid par Ci Mohammed Bargach.

Il accepte la proposition du Président de faire disparaître cette déclaration préalable ; mais il y a aussi d'autres points dont l'étude est devenue nécessaire par suite de nouvelles additions, ce qui ne lui permet pas de prendre part à la discussion immédiate des propositions marocaines.

Le plénipotentiaire du Maroc répète qu'il ne cherche qu'une solution qui mette sur le même pied les sujets du Sultan et les sujets étrangers, et qui sauvegarde les droits du Sultan.

Il rappelle les paroles du représentant de la France, qui a constaté à Tanger qu'il ne tenait qu'au Maroc de se dégager, s'il désirait rompre l'engagement de 1863. (Séance du 27 mars 1879.)

Néanmoins, le plénipotentiaire du Maroc se borne à exposer à la Conférence

l'état des choses tel qu'il existe actuellement, dans l'espoir que les plénipotentiaires réunis sauront trouver une solution.

L'amiral Jaurès insiste sur ce point que la France a accepté de prendre part à une Conférence ayant pour but d'examiner certains abus et d'en chercher le remède, et non pas d'attaquer et de détruire une Convention. La dénonciation de l'arrangement de 1863, s'il en était question, lui semblerait plus naturellement réservée à une négociation directe entre le Maroc et la France.

Le Président observe que le plénipotentiaire de France est le seul juge de la nécessité où il se trouverait d'attendre de nouvelles instructions en vue des observations présentées par Ci Mohammed Bargash. La Conférence devrait s'ajourner, en ce cas, jusqu'à ce que M. le plénipotentiaire de France soit en mesure de prendre part à ses travaux.

Cependant, comme président de la Conférence, plus encore que comme plénipotentiaire d'Espagne, il croirait nécessaire, avant de suspendre les délibérations, de fixer exactement l'état de la question.

Selon lui, la validité de la Convention de 1863 n'a aucunement été révoquée en doute par Ci Mohammed Bargach, car une prétention semblable devrait nécessairement provoquer d'autres déclarations comme celle que vient de faire le plénipotentiaire de France. Les nos 1 et 2 de la Conférence de Tanger sont une constatation de faits qui impliquent la reconnaissance de la valeur absolue de l'arrangement de 1863. M. Canovas del Castillo rappelle que l'Espagne est d'ailleurs liée par une Convention identique.

M. le Président pense que le représentant du Maroc a voulu seulement constater les difficultés résultant de l'application de la Convention de 1863, qui le forcent de prier la Conférence de chercher une modification conciliatrice de cet acte international. Ce n'est qu'ainsi que l'on doit entendre l'addition proposée par Ci Mohammed Bargash.

Du reste, dans les Conférences de Tanger, on a longuement discuté, non la valeur absolue, mais les modifications éventuelles de l'arrangement de 1863. Or, ce qui a été discuté à Tanger doit être considéré comme discutable à Madrid.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne déclare adhérer entièrement à ces observations du président de la Conférence.

Le plénipotentiaire de France dit qu'il est également d'accord sur bien des points avec M. Canovas del Castillo. En effet, les stipulations particulières de 1863 pourront être l'objet de discussions dans la Conférence.

Il prie toutefois de bien vouloir remettre la discussion à une prochaine séance, afin de permettre l'examen par le gouvernement français des autres points nouvellement soulevés.

Le Président demande si, l'addition au n° 1 étant retirée, le plénipotentiaire de France croirait pouvoir prendre part à une discussion immédiate des demandes jusqu'à la 14^e, sur laquelle portent également les modifications.

Le plénipotentiaire de France maintient sa demande de remise. Il annoncera à son gouvernement que, l'addition au n° 1 étant retirée, la discussion semble être libre jusqu'au n° 14.

Sur la demande du président, le plénipotentiaire du Maroc déclare qu'il retire en effet cette addition.

Le Président observe que la discussion des numéros à partir du 14 pourra porter sur l'ensemble des propositions marocaines, et qu'il reste entendu que tout ce qui a été discuté à Tanger pourra être l'objet d'additions ou de modifications dans la Conférence actuelle.

La Conférence s'ajourne jusqu'au surlendemain 26 mai.

La séance est levée à deux heures et demie.

(Suivent les signatures.)

**Demandes présentées par Ci Mohammed Bargash à la Conférence
de Madrid dans la séance du 24 Mai 1880**

(Traduction de l'original arabe)

LOUANGE A DIEU UNIQUE !

**ADDITIONS AUX DEMANDES PRÉSENTÉES A LA CONFÉRENCE
DE TANGER (1).**

A la demande n° 1.

Quant à la Convention ou arrangement de 1863, par lequel la protection a été jusqu'ici accordée aux agents (courtiers ou censeurs) des négociants étrangers, nous l'avons essayé depuis près de dix-sept ans, et avons constaté qu'il cause des préjudices aux transactions commerciales dans l'intérieur du pays et dans les villes de la côte, et qu'il entrave l'administration de la justice et le maintien de l'ordre dans les marchés de l'intérieur et les cités, ainsi que nous l'avons démontré dans la séance du 19 juillet 1879, en répondant aux propositions faites par M. le ministre de la Grande-Bretagne à Tanger au sujet des demandes 14, 15 et 16.

C'est pourquoi nous vous prions de vouloir bien chercher avec nous un moyen de transaction pour parvenir à une solution qui, tout en évitant ces préjudices, soit également avantageuse aux négociants sujets du Sultan et aux sujets étrangers.

LOUANGE A DIEU SEUL !

Aux demandes nos 14, 15 et 16.

Accomplissant la promesse faite par nous dans la séance tenue à Tanger le 19 juillet 1879 (2), Sa Majesté le Sultan, ayant approuvé cette promesse qui se rapporte au commerce, parce qu'elle désire faciliter les transactions commerciales et porter aide à tout ce qui tend à leur développement, je vous sou mets les propositions suivantes :

Les agents (courtiers ou censeurs) des négociants étrangers seront choisis parmi les habitants des villes et des ports, et non parmi les habitants de la campagne.

Ils seront soumis à la juridiction locale. Si un de ces individus, se trouvant au service d'un négociant, venait à commettre un acte punissable qui rendrait nécessaire son arrestation dans la campagne, le gouverneur de cet endroit pourra l'arrêter. En ce cas, un inventaire de tout ce qui se trouve entre ses mains sera dressé par les notaires publics et signé par l'agent, s'il sait écrire, en union des notaires. Ces biens seront gardés par le gouverneur, qui enverra l'agent arrêté au gouverneur de la ville d'où il est parti, pour être jugé par les autorités locales en présence du Consul : l'agent sera immédiatement éliminé de la liste des agents, et le négociant nommera un autre pour se charger de ses biens.

Tout agent sera muni d'une lettre du gouverneur de la ville d'où il procède, constatant qu'il est l'agent d'un tel, afin que l'autorité de la campagne en soit prévenue.

De cette manière, la protection s'étendra sur les marchandises et sur l'argent des négociants étrangers.

S'il arrivait qu'un gouverneur de la campagne commit une injustice contre un agent, la plainte sera portée au ministre des affaires étrangères à Tanger,

(1) Pour les demandes, V. *Archives*, 1885, II, 156 et suiv.

(2) V. *Archives*, 1885, II, 169 et suiv.

et une fois l'injustice constatée, l'agent obtiendra une satisfaction en proportion de l'injustice commise par ce gouverneur.

Finalement, notre désir est d'ôter les préjudices, que les sujets du Sultan soient mis sur le même pied que les sujets étrangers et que l'indépendance du Sultan et de ses autorités ne soit nullement lésée.

LOUANGE A DIEU SEUL !

De la protection irrégulière

Vu que quelques-uns des représentants à Tanger ont exprimé certaines craintes au sujet des personnes qui seraient rayées de leurs listes actuelles, et notre désir étant de faire disparaître ces craintes et d'annuler les propositions que nous avons faites dans nos deux lettres du 18 février et du 12 avril 1879, et reproduites verbalement à la séance tenue à Tanger le 19 juillet de la même année, nous vous proposons maintenant au sujet de ces individus :

Que toutes les questions relatives à héritages, biens immeubles, et qui sont du ressort de Chrà, soient soumises au cadî ainsi que cela se pratique aujourd'hui ; et quant aux autres questions, telles qu'assassinats, querelles, et qui sont du ressort du gouverneur, si l'ex-protégé ne voulait pas soumettre son affaire au gouverneur, il aura le droit de la porter par devant le ministre des affaires étrangères à Tanger. Une fois que la sentence aura été prononcée par le ministre, si l'ex-protégé se croyait lésé, ledit ministre n'aura aucune objection à écouter l'ambassadeur et à lui expliquer les raisons et la base de la sentence.

Les représentants devront remettre au ministre des affaires étrangères une liste spéciale contenant les noms des individus qui ont été protégés et éliminés de la protection par suite de cet arrangement, afin que les autorités locales soient prévenues sur le compte de ces individus.

Signé : MOHAMMED BARGASH, Dieu lui soit propice !

Pour traduction littéraire : Anibal RINALDY, Antonio M. ORFILA.

PROTOCOLE N° 3

Séance du 26 Mai 1880

Étaient présents :

MM. les plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne et du Danemark, d'Italie, du Maroc, des Pays-Bas, du Portugal et de la Suède et de la Norvège.

La séance est ouverte à une heure et demie.

Le procès-verbal de la séance antérieure est lu et approuvé. Le plénipotentiaire de France se réserve seulement d'examiner plus tard, s'il y a lieu, le sens donné par M. le plénipotentiaire du Maroc à la phrase où il est dit :

« Qu'il ne cherche qu'une solution qui mette sur le même pied les sujets du Sultan et les sujets étrangers. »

La Conférence passe à la discussion par numéros des demandes présentées aux Conférences de Tanger par le gouvernement marocain (1).

Les plénipotentiaires reconnaissent que les nos 1 et 2 de ces demandes ne sont qu'une constatation de faits.

Sur la mise en discussion du n° 3, ainsi conçu : « Les Consuls, dans les villes de la côte, ne pourront choisir qu'un interprète, un soldat et deux domestiques parmi les sujets du Sultan. Ceux-ci ne seront non plus soumis à aucun droit, impôt ni taxe quelconque ; » le plénipotentiaire de France fait observer que, vu la possibilité d'avoir un jour des Consuls dans l'intérieur du Maroc, il y aurait lieu de supprimer le membre de phrase restrictif : « *dans les villes de la côte.* »

(1) V. Archives, 1885, II, 156 et suiv.

Le Président propose d'adopter les termes des traités anglais et espagnol. Cette proposition étant acceptée, le n° 3 est adopté par la Conférence, avec la rédaction suivante :

« Les Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires Chefs de poste, qui résident dans les Etats du Sultan du Maroc, ne pourront choisir qu'un interprète, un soldat et deux domestiques parmi les sujets du Sultan. Ceux-ci ne seront non plus soumis à aucun droit, impôt ni taxe quelconque. »

La Conférence adopte également le n° 4, avec l'addition déjà proposée à Tanger par le représentant d'Allemagne.

L'article sera rédigé par conséquent en ces termes :

« Si un Représentant nomme un sujet du Sultan à un poste d'Agent consulaire dans un port de la côte, cet Agent sera respecté et honoré, ainsi que sa famille habitant sous le même toit, laquelle, comme lui, ne sera soumise à aucun droit, impôt ni taxe quelconque ; mais il n'aura pas le droit de protéger d'autres sujets du Sultan en dehors de sa famille. »

« Toutefois il pourra, pour l'exercice de ses fonctions, avoir un soldat protégé. »

A propos du n° 5, ainsi conçu : « Le gouvernement marocain reconnaît aux ministres, chargés d'affaires et autres représentants, le droit qui leur est accordé par les traités de choisir les personnes qu'ils emploient, soit à leur service personnel, soit à celui de leurs gouvernements, à moins toutefois que ce ne soient des cheiks ou autres employés du gouvernement marocain, tels que les soldats de ligne ou de cavalerie, en dehors des maghaznias préposés à leur garde. De même ils ne pourront employer des gens poursuivis ; » une discussion s'engage sur le sens exact à attribuer à l'expression « des gens poursuivis », à laquelle a déjà été substituée à Tanger celle de « aucun sujet marocain sous le coup de poursuites. »

M. le plénipotentiaire de Belgique propose de développer le sens de ces mots, en ajoutant :

« Il reste entendu que les procès civils engagés avant la Protection se termineront devant le tribunal qui en aura entamé la procédure. »

Le Plénipotentiaire du Portugal demande que l'on déclare qu'il y aura réciprocité de la part du Maroc pour les procès engagés contre des protégés pour lesquels la protection viendrait à cesser, suivant la déclaration de Ci Mohammed Bargash, dans sa lettre du 18 février 1879, qui ne se trouve pas reproduite dans ses dernières observations.

Le n° 5 avec ses additions est réservé, afin de permettre à M. le plénipotentiaire de France d'en référer à son Gouvernement.

La Conférence adopte à la suite le n° 6, avec la rédaction suivante :

« Les Représentants étrangers informeront par écrit le Ministre des Affaires étrangères du Sultan du choix qu'ils auront fait d'un employé. Toutefois le droit de Protection ne pourra être exercé à l'égard des personnes poursuivies pour un délit ou un crime avant qu'elles aient été jugées par les autorités du pays et qu'elles aient, s'il y a lieu, accompli leur peine. »

La Conférence passe à l'examen du n° 7, ainsi conçu :

« D'après les Traités et Conventions, la Protection s'étend sur la famille du protégé et sa demeure est respectée ; mais il est évident que la famille ne doit se composer que de la femme, des enfants et de certains parents mineurs qui habitent sous le même toit. Quelques personnes l'ayant étendue davantage, le Gouvernement marocain demande qu'elle soit limitée à ces individus. »

« La protection n'est point héréditaire. »

A la demande du Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie, les mots « de certains parents mineurs... » jugés trop vagues, sont remplacés par ceux-ci : « parents mineurs. »

Sur la question de la protection héréditaire, le Plénipotentiaire de France rappelle que la Convention de 1863 accorde formellement cette Protection à la famille Ben-Chimol. Les raisons qui ont motivé cette exception ont été dûment appréciées à cette époque par le Gouvernement marocain ; elles ont conservé toute leur force, et il est impossible au Gouvernement français d'abandonner une famille qui jouit, depuis dix-sept ans, de la plus juste considération. Il demande le maintien de cette exception si légitime.

Le Plénipotentiaire du Portugal, tout en maintenant dans toute son étendue le droit au traitement de la nation la plus favorisée, reconnu toujours au Portugal, et récemment encore lors des Ambassades spéciales envoyées par Sa Majesté Chérifienne en 1875 et 1877, admet que la France puisse alléguer des motifs spéciaux en faveur d'une exception qui, selon lui, n'invalide pas le principe. Il accepte donc sans réserve que la protection ne soit pas héréditaire, avec l'exception unique établie nominativement dans la Convention de 1863. Seulement, pour le cas où le Gouvernement marocain accorderait, par la suite, d'autres exceptions de cette nature, il réserverait le droit du Gouvernement portugais de réclamer une exception analogue.

Pareille réserve est faite par les autres Plénipotentiaires.

Le n° 7 est ainsi rédigé :

« D'après les Traités et Conventions, la Protection s'étend sur la famille du protégé et sa demeure est respectée ; mais il est entendu que la famille ne doit se composer que de la femme, des enfants et des parents mineurs qui habitent sous le même toit. La Conférence déclare que la déclaration est limitée à ces individus. »

« La Protection n'est point héréditaire. Une seule exception est maintenue en faveur de la famille Ben-Chimol, comme étant établie dans la Convention de 1863 ; mais elle ne saurait créer un précédent. Cependant, si le Souverain du Maroc accordait une autre exception, toutes les Puissances représentées à la Conférence auraient le droit de réclamer une exception pareille. »

Le Plénipotentiaire d'Italie ne se croit pas autorisé, avant d'avoir reçu de nouvelles instructions de son Gouvernement, à renoncer à la Protection héréditaire que le Représentant d'Italie à la Conférence de Tanger a réclamée en faveur de la famille Toledano.

Le n° 8 est adopté dans les termes suivants :

« Les Représentants communiqueront chaque année au Ministère des Affaires étrangères une liste nominative des personnes qu'ils protègent ou qui sont protégées par leurs Agents dans les Etats du Sultan du Maroc. Cette liste sera transmise aux autorités locales ; celles-ci ne devront considérer comme protégés que ceux qui y seront inscrits. »

La Conférence s'ajourne jusqu'au surlendemain vendredi 28 mai.

La séance est levée à cinq heures et demie. *(Suivent les signatures.)*

PROTOCOLE N° 4

Séance du 28 Mai 1880

Etaient présents :

MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne et Danemark, de l'Italie, du Maroc, des Pays-Bas, du Portugal, de la Suède et Norvège.

La séance est ouverte à une heure et demie.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et approuvé.

La Conférence reprend la discussion du n° 5, réservé à une délibération ultérieure dans la séance du 26 mai.

Le Président demande à M. le Plénipotentiaire de France s'il est en mesure d'accepter ce numéro.

L'Amiral Jaurès répond affirmativement.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie propose d'ajouter à la rédaction de ce numéro ces mots : « L'exécution de la sentence ne rencontrera pas d'empêchement. Toutefois, l'autorité locale marocaine aura soin de communiquer immédiatement la sentence rendue à la Légation, Consulat ou Agence consulaire dont relève le protégé. »

La Conférence adopte cette clause, ainsi que celle suggérée à la séance antérieure par le Plénipotentiaire de Portugal.

La Conférence déclare adopter l'ensemble du n° 5, ainsi rédigé :

« Le Gouvernement marocain reconnaît aux Ministres, Chargés d'affaires et autres Représentants, le droit qui leur est accordé par les Traités de choisir les personnes qu'ils emploient, soit à leur service personnel, soit à celui de leurs Gouvernements, à moins toutefois que ce ne soient des cheiks ou autres employés du Gouvernement marocain, tels que les soldats de ligne ou de cavalerie, en dehors des maghaznias préposés à leur garde. De même ils ne pourront employer aucun sujet marocain sous le coup de poursuites. »

« Il reste entendu que les procès civils engagés avant la Protection se termineront devant les tribunaux qui en auront entamé la procédure. L'exécution de la sentence ne rencontrera pas d'empêchement. Toutefois, l'autorité locale marocaine aura soin de communiquer immédiatement la sentence rendue à la Légation, Consulat ou Agence consulaire dont relève le protégé. »

« Quant aux protégés qui auraient un procès commencé avant que la Protection ait cessé pour eux, leur affaire sera jugée par le tribunal qui en était saisi. »

La Conférence passe à la discussion du n° 7, également réservé dans la dernière séance.

M. le Plénipotentiaire d'Italie déclare qu'il est autorisé à accepter ce numéro tel qu'il a été établi dans la séance du 26 mai.

La Conférence déclare en conséquence que le numéro 7 est adopté.

Sur le n° 9, ainsi conçu :

« Il ne sera accordé aux Consuls que le nombre de protégés stipulé dans les Traités, à moins toutefois qu'ils n'aient besoin d'un secrétaire arabe. »

Le Plénipotentiaire de France observe qu'il s'agit ici du nombre des protégés stipulé, non dans les Traités, mais dans les articles précédemment adoptés.

La Conférence, constatant qu'en effet ce numéro semblerait reproduire le n° 3, qui détermine précisément le nombre de protégés que pourront avoir les Consuls ou Agents consulaires, adopte le n° 9 avec la rédaction suivante :

« Il ne sera accordé aux Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires, Chefs de poste que le nombre de protégés stipulés dans le n° 3, à moins toutefois qu'ils n'aient besoin d'un secrétaire indigène. »

La Conférence entreprend à la suite la discussion du n° 10, ainsi conçu :

« L'Officier consulaire sera tenu d'annoncer les changements survenus dans le personnel de son Consulat. Les Agents remettront chaque année à l'autorité du pays qu'ils habitent une liste, revêtue de leur sceau, des personnes qu'ils protègent. Cette autorité la transmettra au Ministre des Affaires étrangères, afin que, si elle n'est pas conforme aux Réglements, les Chefs de mission à Tanger en soient informés. »

M. le Plénipotentiaire de France observe qu'il est bien entendu que les listes de Protection, dressées régulièrement, auront leur plein effet du jour où elles auront été arrêtées et transmises, et qu'elles n'auront pas à attendre de ratification directe ou indirecte de la part du Gouvernement marocain.

La Conférence reconnaît la justesse de cette observation admise par Ci Mohammed Bargash.

Le Plénipotentiaire du Maroc demande, et la Conférence accepte, qu'il n'y

ait pas de délai dans la communication qui sera faite des mutations survenues dans le personnel des Consulats.

La Conférence adopte le n° 10, avec la rédaction suivante :

« Les Agents remettront chaque année à l'autorité du pays qu'ils habitent une liste, revêtue de leur sceau, des personnes qu'ils protègent. Cette autorité la transmettra au Ministre des Affaires étrangères, afin que, si elle n'est pas conforme aux Règlements, les Représentants à Tanger en soient informés. »

« L'Officier consulaire sera tenu d'annoncer immédiatement les changements survenus dans le personnel protégé de son Consulat. »

Sur la mise en discussion du n° 11, ainsi conçu : « Les Gérants des Vice-Consulats sujets du Sultan n'auront pas le droit de protéger leurs employés, à moins que ceux-ci ne soient leurs parents, » qui a été accepté par la Conférence de Tanger avec la substitution des mots « Agents consulaires sujets du Sultan », M. le Plénipotentiaire de France expose que la situation des Agents consulaires sujets du Sultan ayant été réglée par le n° 4, il est utile de régler par le n° 11 celle des Gérants des Vice-Consulats sujets du Sultan.

La Conférence adopte le n° 11, rédigé dans ces termes :

« Les Gérants des Vice-Consulats, sujets du Sultan, jouiront, pendant l'exercice de leurs fonctions, des droits reconnus par le n° 4 aux Agents consulaires. »

Elle adopte de même, sans discussion, le n° 12, ainsi rédigé :

« Les domestiques, fermiers et autres employés indigènes des secrétaires et interprètes indigènes ne jouissent pas de la protection. »

Et le n° 13, qui dit :

« Les employés ou domestiques marocains des sujets étrangers ne sont pas protégés. Toutefois, les autorités locales ne pourront arrêter un employé ou domestique d'un fonctionnaire indigène au service d'une Légation, d'un Consulat ou d'un sujet étranger, sans en avoir prévenu l'autorité dont il dépend. Si un sujet marocain au service d'un sujet étranger venait à tuer quelqu'un, à le blesser ou à violer son domicile, il sera immédiatement arrêté, mais l'autorité diplomatique ou consulaire sous laquelle il est placé sera avertie sans retard. »

La Conférence s'ajourne au lundi 31 mai.

La séance est levée à cinq heures.

(Suivent les signatures.)

PROTOCOLE N° 5

Séance du 1^{er} Juin 1880

La Conférence ne s'étant pas réunie le 31 mai, par des raisons que M. le Président expose brièvement, la cinquième séance est ouverte le 1^{er} juin, à une heure et demie.

Etaient présents :

MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne et du Danemark, d'Italie, du Maroc, des Pays-Bas, du Portugal, de Suède et Norvège.

Le procès-verbal de la séance antérieure est lu et approuvé.

Le Président, après avoir constaté que l'ordre de la discussion appelle les n° 14 et suivants de Tanger, propose à la Conférence de prendre en considération l'ensemble des n° 14 à 16, qui portent également sur la situation des censeux.

Le Plénipotentiaire de France pense que l'on pourrait examiner par numéros les propositions qui ont été présentées par le Gouvernement marocain.

Le Plénipotentiaire du Maroc, rappelant que les nouvelles demandes qu'il a présentées à Madrid ne font que reproduire le langage qu'il a tenu aux Représentants étrangers réunis chez lui à Tanger, le 19 juillet 1879, demande à retirer sa déclaration de Madrid et à s'en tenir à ce qu'il a dit à Tanger. Il n'a voulu qu'exposer les maux dont souffre son pays; il en attend le remède de la Conférence, et préfère discuter ce qu'elle proposera.

Il ajoute qu'en présence des préjudices qu'occasionne la Protection accordée aux censaux, le Sultan pourrait user du droit, que lui reconnaissent les Traités, d'interdire l'exportation. Il pourrait aussi déclarer que le commerce ne s'exercerait désormais que par les ports qu'il désignerait. Mais il n'aura recours à aucune de ces mesures, aimant mieux s'en rapporter à l'équité des Plénipotentiaires appelés à discuter cette question d'un intérêt vital pour le Maroc.

Le Plénipotentiaire de France observe qu'au moment de passer à l'examen de la Protection accordée à la deuxième catégorie des protégés, les censaux, on ne saurait admettre qu'elle soit définie par analogie, comme le fait le n° 14. Il importe de mieux établir leur situation, et il propose une rédaction reproduisant les termes du Règlement de 1863.

M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne demande à présenter quelques observations. Il estime que le Plénipotentiaire du Maroc ayant retiré les additions aux demandes n° 14, 15 et 16 de Tanger, la Conférence devrait discuter d'autres moyens, afin d'arriver, d'un commun accord, à la solution des points dont il s'agit. Mais avant de soumettre à la Conférence les propositions qu'il a rédigées à cet effet, il doit déclarer que son Gouvernement désire maintenir l'indépendance du Sultan du Maroc, ainsi que son autorité dans son propre territoire, et souhaite qu'il soit libéré des abus de la Protection étrangère.

C'est donc dans les intérêts de l'Empire du Maroc et dans les intérêts du commerce légitime qu'il soumet les articles suivants, qu'il propose de substituer, dans la discussion, aux n° 14, 15 et 16 :

« 1. Les agents, courtiers ou censaux indigènes des négociants étrangers seront choisis parmi les habitants des villes ou des ports et non parmi les habitants de la campagne.

« 2. Tout agent indigène de négociant étranger sera muni d'une lettre du gouverneur de la ville d'où il procède, afin que l'autorité de la campagne le reconnaisse comme tel agent.

« 3. Le nombre de ces agents, pour chaque maison de commerce, sera d'un, deux ou trois, en proportion de l'importance de la maison de commerce.

« 4. Les agents seront soumis à la juridiction locale. Ils seront traités et considérés comme les autres sujets du Sultan du Maroc, et comme eux soumis au paiement des contributions dues au Gouvernement chériffien.

« 5. Si un agent, dans la campagne, est accusé de meurtre ou de tout autre acte punissable, et arrêté, l'autorité de la campagne ne le jugera pas ni lui imposera aucune peine, mais elle se limitera seulement à l'arrêter.

« 6. Un inventaire de toute propriété en possession de l'agent, appartenant au négociant qui l'emploie, sera dressé par les notaires publics et signé par l'agent, s'il sait écrire, en union des notaires. Deux copies de cet inventaire seront envoyées au gouverneur du port où réside le négociant, qui en donnera une au Consul de la nation du négociant, et le gouverneur de l'intérieur sera tenu responsable de la sûreté de cette propriété.

« 7. L'agent arrêté à la campagne sera envoyé, avec toutes les preuves constatant son crime ou délit, au port où réside le négociant qui l'emploie pour y être jugé en présence du Consul de la nation qui protège le négociant.

« 8. Si l'agent est trouvé coupable, la lettre du gouverneur dont parle l'article 2, ainsi que l'agence, lui seront retirées, et le négociant devra en nommer un autre pour se charger de sa propriété.

« 9. Si au contraire l'agent est reconnu innocent, l'affaire sera portée à la connaissance du Sultan par le Représentant de la nation du négociant, et le gouverneur ou cheik qui aura porté la fausse accusation sera puni, et une satisfaction lui sera donnée en proportion de l'injustice dont il aurait été victime. »

M. le Président observe qu'il a eu connaissance d'autres propositions que le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie avait préparées, et adresse à ce dernier la demande s'il ne voudrait pas les présenter.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie répond que son projet étant conçu d'un point de vue différent de celui du Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, il croit devoir laisser la priorité à la discussion du projet anglais et faire dépendre la présentation de ses propositions de l'accueil qu'auront trouvé celles de M. West.

Le Plénipotentiaire de France dit que la rédaction qu'il a proposé de substituer au n° 14 des propositions marocaines reproduit le texte de 1863, dont le Gouvernement français ne peut se départir. Il rappelle qu'aucun Traité n'avait limité, pour la France, le nombre de ses protégés; en le fixant, en 1863, à deux censeux par comptoir, on a déjà peut-être été au delà, comme concession, de ce qu'exigent les intérêts des négociants français. Il déclare qu'il ne pourrait accepter que le nombre des censeux fût encore réduit.

Le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie fait remarquer qu'il serait essentiel d'examiner en premier lieu si les censeux continueront à être admis à la protection, et dans quelle mesure.

Le Plénipotentiaire de France n'entend discuter que sur la base du fait existant, c'est-à-dire la situation établie par le Règlement de 1863, qui ne mentionne que des censeux protégés.

Le Président observe que la Conférence sera nécessairement amenée à s'occuper de la nature même de la protection dont pourront jouir les courtiers indigènes. Les articles lus par M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne impliquent déjà une solution de cette question de principe.

Le Président pense, comme M. le Plénipotentiaire de France, que l'on ne saurait établir la situation des censeux par une analogie.

La définition des censeux contenue dans le Règlement de 1863 semble irréprochable. Ce texte établit en même temps deux catégories de protégés; le Président est d'avis qu'il serait utile de faire précéder par cette déclaration l'examen de la question des censeux. Il appartiendra ensuite à la Conférence de décider si la protection doit être la même pour les deux catégories de protégés.

Le Gouvernement marocain a cru évidemment qu'on pourrait établir une distinction entre les deux catégories. Les articles présentés par les Représentants de la Grande-Bretagne à Tanger et à Madrid témoignent de la même persuasion.

Comme Plénipotentiaire d'Espagne, M. Canovas del Castillo serait du même avis. Selon lui, il serait possible de déduire du texte même de 1863, qui est commun à l'Espagne et à la France, qu'on n'a pas entendu assimiler complètement les employés des négociants aux employés des consulats: les catégories supposent une distinction.

Cette question est également soulevée par les demandes marocaines et par les propositions anglaises. Toutefois, M. le Président n'entend pas entrer pour le moment dans le fond de la question; ses remarques n'ont d'autre but que d'indiquer les opinions qui pourront se faire jour dans le courant de la discussion. Pour le moment, il désire seulement consulter la Conférence sur l'ordre à suivre dans les débats qui vont s'engager.

M. le Plénipotentiaire de France ne croit pas que le texte de 1863 puisse être interprété comme il vient d'être fait. Pour lui, les catégories qu'établit ce texte sont basées naturellement sur les qualités des personnes et non sur la nature de leurs droits; l'identité de ces droits est, au contraire, absolue et confirmée par dix-sept ans d'un usage continu.

M. le Plénipotentiaire de Belgique pense qu'il est préférable de discuter sur l'ensemble des n°s 14 à 16, ainsi qu'il a été proposé par le Président. Il faut avant tout examiner quelle sera la protection qu'on accordera aux censeux.

Le Plénipotentiaire de France ne s'oppose pas, si la Conférence le préfère, à ce que la discussion porte sur l'ensemble des n°s 14 à 16.

Le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie observe qu'il importe d'examiner dès

le principe si la question des censaux devra être discutée sur la base, préférable à son avis, des Traités existants, ou sur celle des propositions marocaines ou anglaises, qui paraissent faire abstraction de ces Traités.

Le Plénipotentiaire de Portugal, d'accord avec le Président et M. le Plénipotentiaire de Belgique, croit qu'il faut discuter ensemble les nos 14 à 16. Ces numéros ont toujours été réunis dans les délibérations antérieures : la nature même des faits et des propositions l'a exigé.

En discutant ainsi l'ensemble de la question sur la base, déjà adoptée, des propositions marocaines, on sera amené naturellement à traiter la question de principe, soulevée par le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie. En effet, les nos 14, 15 et 16 constituent en eux-mêmes une modification des Traités existants. Il ne s'agit point seulement pour la Conférence de constater ce qui existe dans les Traités ; elle a déjà fait plus que d'interpréter les textes : l'addition faite au n° 4 est une extension et, par conséquent, une modification d'un des Traités existants ; il est évident qu'on pourra d'un commun accord les modifier sur d'autres points également.

Le Président constate que le droit actuel est incontestablement celui qu'établissent les Traités existants et, en particulier, le texte de 1863 ; il est non moins évident, et il a déjà été reconnu, que l'objet même des délibérations de la Conférence est la modification de ces Traités. L'ordre de la discussion paraît ressortir de ce point acquis.

Le Président demande à M. le Plénipotentiaire du Maroc s'il entend maintenir les demandes présentées à Tanger sous les nos 14, 15 et 16.

Le Plénipotentiaire du Maroc déclare qu'il ne veut qu'exposer les maux de son pays, et qu'il laisse à la Conférence le choix des moyens propres à y porter remède. Il ajoute que ses plaintes sont les mêmes qu'il a déjà formulées à Tanger, et qu'il est disposé, ainsi qu'il l'a dit à cette époque, à entrer dans la discussion de tout nouvel arrangement qui pourrait mettre fin aux maux de son pays, tout en sauvegardant les intérêts légitimes du commerce. Il déclare à plusieurs reprises qu'il ne propose rien et s'en rapporte à la Conférence.

En présence de ces déclarations de Ci Mohammed Bargach, et les Plénipotentiaires étant d'accord pour prendre comme point de départ de leurs délibérations sur cette question les plaintes présentées à Tanger par le Gouvernement marocain, le Président consulte les Plénipotentiaires sur le choix des propositions à discuter.

Le Plénipotentiaire d'Allemagne est d'avis d'adopter comme base les nos 14 à 16 marocains.

Le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie demande que l'on prenne en considération les plaintes du Maroc, en passant à la discussion des propositions de l'Angleterre, puisque le Plénipotentiaire du Maroc a retiré les siennes.

Le Plénipotentiaire de Belgique constate que, le Maroc ayant retiré ses demandes, la Conférence se trouve en présence du projet anglais, qui doit servir de base à la discussion.

Le Plénipotentiaire d'Espagne est du même avis [que les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie et de Belgique].

Le Plénipotentiaire des Etats-Unis adhère à la demande de celui d'Autriche-Hongrie.

Le Plénipotentiaire de France demande que la discussion s'engage sur les propositions de Tanger.

Le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne demande la priorité de discussion pour les articles qu'il a présentés.

Le Plénipotentiaire d'Italie vote pour la discussion des propositions marocaines.

Le Plénipotentiaire du Maroc répétant qu'il s'en rapporte à la Conférence les Plénipotentiaires des Pays-Bas, du Portugal et de Suède et Norvège déclarent partager l'avis qui a été exprimé par le Plénipotentiaire de Belgique.

M. le Comte de Casal Ribeiro observe, toutefois, qu'il eût été plus naturel que le Maroc modifiât la rédaction de ses demandes, ou en présentât de nouvelles ;

mais il ne croit pas que cette question toute de forme puisse faire une difficulté réelle pour discuter les propositions anglaises.

Le Plénipotentiaire de France déclare qu'il était prêt à accepter la discussion sur le terrain où elle avait été placée à Tanger ; mais que si l'on doit discuter les articles présentés par l'Angleterre, il est obligé de prier la Conférence de s'ajourner, afin de lui permettre de faire connaître à son Gouvernement les nouvelles propositions anglaises.

La Conférence s'ajourne, suivant le désir exprimé par M. le Plénipotentiaire de France.

La séance est levée à quatre heures.

(Suivent les signatures.)

PROTOCOL N° 6

Séance du 6 Juin 1880

La séance est ouverte à une heure.

Etaient présents :

MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne et Danemark, d'Italie, de Maroc, des Pays-Bas, de Portugal, de Suède et Norvège.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et approuvé.

M. le Plénipotentiaire de France demande la parole et s'exprime en ces termes :

« Avant d'entrer dans l'examen des propositions présentées à la dernière séance par notre Collègue le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, permettez-moi, Messieurs, de faire tout d'abord cette observation : que lorsqu'une Puissance demande à d'autres nations, avec lesquelles elle est liée par des Traités et des Conventions, de renoncer à une partie des avantages que leur assurent ces Actes internationaux, il semblerait naturel, si de sérieuses difficultés s'élèvent, que cette Puissance atténue ses demandes afin de faciliter l'accord. Or, que s'est-il passé ? Dans ses premières demandes, le Maroc réclamait simplement, sous les nos 14, 15 et 16, le paiement de taxes par les censaux et le droit d'arrêter ces agents en cas de flagrant délit de meurtre ou de violation de domicile. Il y avait déjà dans ces premières demandes certains points qu'il nous eût été difficile d'accepter ; mais le Ministre de la Grande-Bretagne à Tanger jugea sans doute qu'on pouvait aller au-delà ; car il présenta des propositions dont le premier article dit qu'il nous sera interdit de prendre des agents commerciaux dans l'intérieur, et Ci Mohammed Bargash accepta cette addition.

« Les Conférences de Tanger n'ayant pu aboutir, on proposa d'en ouvrir de nouvelles à Madrid, et les Puissances intéressées acceptèrent. Eh bien ! ces demandes sur lesquelles l'entente n'a pu s'établir à Tanger, les atténue-t-on ici ? En aucune façon. Dans les propositions qu'il nous présente dès son arrivée, le Plénipotentiaire de Sa Majesté Chérifienne reproduit ses demandes de Tanger accrues de l'interdiction de prendre des agents dans l'intérieur ; puis, Ci Mohammed Bargash retire définitivement toutes ses demandes et nous n'avons plus devant nous que les nouvelles propositions du Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, qui aggravent encore, dans les nos 3 et 4, celles que le Représentant de Sa Majesté Britannique avait présentées à Tanger.

« Après avoir ainsi démontré que de jour en jour on nous a demandé davantage, permettez-moi, messieurs, de vous exposer les motifs pour lesquels le gouvernement français ne saurait accepter les propositions qui nous ont été présentées.

« En premier lieu, je dirai que nous avons, il est vrai, consenti à rechercher ce qu'il y aurait à faire pour supprimer certains abus qui, je ne crains pas de

l'affirmer, nous étai^{ent} moins imputables qu'à d'autres, car nous n'avons jamais usé de nos droits qu'avec modération, et dès les premières réclamations du gouvernement marocain, nous avons rayé de nos listes tous les protégés qui n'étaient pas strictement nécessaires pour le service de la légation et des consulats, ne conservant, d'autre part, que le nombre de censeux qui nous est accordé par notre convention avec le Maroc ; mais de la recherche des abus à la suppression de la protection pour nos censeux, qu'on nous propose en réalité, il y a loin !

« Nous avons, par la Convention de 1863, consenti à réduire à deux par maison de commerce et par comptoir le nombre de nos agents commerciaux. J'ai déjà dit que par cette concession nous étions allés au-delà de ce que nous permettaient les intérêts de notre commerce. Assurément, nous sommes désireux d'aider le Maroc à sortir de ses difficultés, et nous pensons lui en éviter pour l'avenir en maintenant les privilèges d'un nombre restreint de courtiers que l'administration marocaine connaît, et auxquels elle pourrait, au besoin, faire retirer diplomatiquement la protection s'ils donnaient de justes sujets de plaintes ; mais nous ne pouvons accepter une modification aux termes de notre convention avec le Maroc, en ce qui concerne la protection acquise aux censeux employés par nos négociants.

« Nous ne saurions admettre davantage une limitation de notre liberté pour le choix des censeux.

« Les conditions particulières de notre commerce avec le Maroc nécessitent l'emploi de courtiers indigènes chargés par les négociants d'aller, souvent à de grandes distances des ports, chercher les laines qui fournissent la plus grande partie de l'exportation française. Vouloir nous interdire de prendre des censeux dans les campagnes, ce serait vouloir nous faire accepter la ruine à courte échéance de notre commerce au Maroc. Il faut indispensablement à nos négociants des agents qui connaissent l'intérieur du pays, les routes, les marchés, les points où ils peuvent s'arrêter sans péril. On a dit que ce serait priver le Sultan des forces dont il aurait besoin en cas de rébellion ; mais, messieurs, sans compter qu'on envisage là un cas bien exceptionnel, comment admettre que le censal, propriétaire dans l'intérieur, refusera ses services à son souverain lorsque les contrées qu'il habite seront menacées de troubles ? Mais son propre intérêt sera, au contraire, de se joindre aux troupes de son maître pour assurer le rétablissement de l'ordre, et s'il est engagé dans une opération commerciale et absent, ses parents et ses serviteurs marcheront ; car il y va de son honneur, de son influence personnelle, et souvent de sa vie et de ses biens, de ne pas se soustraire dans un moment de danger au devoir qui incombe à tous. Et à l'appui de ce que je viens de dire, j'ajouterai que dans un de ses rapports, notre ministre à Tanger, M. de Vernouillet, cite le fait d'un riche agriculteur, censal français, qui, lorsque les Kabyles insurgés menaçaient la ville d'Alcayar, paya plus que tout autre de sa personne et contribua efficacement, en se joignant avec tout son monde aux soldats du Sultan, à faire rentrer dans l'ordre les tribus turbulentes.

« Enfin, d'autre part, ne pourra-t-on pas toujours, comme je l'ai déjà dit, demander par voie diplomatique de retirer la protection de tout censal qui, exceptionnellement, s'en serait montré indigne ? C'est là assurément une garantie sérieuse.

« Pour toutes les raisons qui précèdent nous ne pouvons, messieurs, renoncer au droit que nous avons eu de tout temps de choisir des censeux dans l'intérieur ; car c'est le seul moyen que nous ayons d'entrer en rapport avec les populations rurales.

« Quant à admettre que nos censeux soient soumis à l'autorité locale et considérés et traités absolument comme les autres sujets du Sultan, cela nous est également impossible. J'ajouterai que plus encore, peut-être, pour les censeux que pour les employés des consulats, la protection est indispensable. En effet, il serait difficile que les serviteurs des légations et des consulats pussent, sous les yeux de nos agents, souffrir de graves injustices ; on serait là pour intervenir

et pour les protéger ; mais nos agents commerciaux dans l'intérieur, qui donc s'entremettra pour eux ? Personne, et ils n'ont d'autre sauvegarde que le titre de protégé qui les couvre.

« Je ne veux pas insister sur l'état de choses qui règne dans l'intérieur du Maroc ; mais en présence des actes arbitraires qui nous sont journellement signalés, autoriser l'arrestation d'un agent commercial sous l'accusation si facile à faire naître de tentative de meurtre, et même de tout acte punissable, comme on le propose, ce serait vouloir à chaque instant voir les intérêts de nos commerçants compromis. Il suffirait, en effet, pour écarter d'un marché l'un de nos acheteurs, d'élever contre lui une accusation quelconque, quitte plus tard à la reconnaître non fondée ; mais, en attendant, l'achat n'aurait pu s'effectuer et l'un de nos négociants aurait été gravement atteint dans ses intérêts.

« Enfin, messieurs, en ce qui touche le paiement des contributions, nous sommes prêts à admettre que les censaux comme les autres protégés soient, en tant que propriétaires, soumis au paiement des taxes agricoles, avec des garanties à déterminer ; mais en retour de notre consentement à ces impositions, nous demandons au Maroc la reconnaissance formelle du droit de propriété pour les étrangers. Il y a une corrélation directe entre ces deux idées, et si notre demande était repoussée, nous nous verrions obligés de nous en tenir aux termes de la Convention de 1863, en ce qui concerne l'exemption de toute taxe pour nos protégés.

« Deux mots encore. et je termine.

« Le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne nous a dit que son gouvernement désire maintenir l'indépendance du Sultan du Maroc. Je répondrai que nulle puissance ne peut être plus intéressée que la France à l'indépendance de notre voisin le sultan Muley Hassan, et que personne ne peut désirer plus vivement que nous que l'ordre règne au Maroc, car le contre-coup de toute révolte se ferait probablement sentir sur nos frontières ; mais, dans la louable intention de sauvegarder une indépendance que nous ne menaçons certainement pas, il ne faut pas nous demander de sacrifier le commerce de la France.

« Le ministre des affaires étrangères du sultan nous a parlé du droit qu'aurait son souverain d'interdire l'exportation et de fermer, pour ainsi dire, certains ports. Je ne vois pas vraiment ce que le Maroc gagnerait à agir ainsi, et j'observerai simplement à Ci Mohammed Bargash que, pas plus en Afrique qu'en Asie, il ne me paraîtrait possible aujourd'hui d'opposer longtemps des barrières au commerce européen.

« Et maintenant, messieurs, je me résume en disant : nous ne pouvons laisser restreindre encore le nombre de nos censaux ; nous ne pouvons admettre qu'on nous interdise d'en prendre dans l'intérieur ; nous ne saurions enfin les laisser tomber sous la juridiction des cadis.

« Ces bases posées, je dois déclarer qu'il me serait impossible de m'en écarter, et si un de nos collègues présentait d'autres propositions, je ne pourrais entrer en discussion sur des points de détail qu'autant que ces propositions ne seraient point en contradiction avec les vues de mon gouvernement que je viens d'avoir l'honneur de vous exposer. »

M. le plénipotentiaire du Maroc dit qu'il avait trouvé acceptables les propositions présentées dans la dernière séance par le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne : elles sauvegardent, en effet, les intérêts légitimes du commerce tout en portant remède, selon son expression, à la maladie mortelle dont souffre le Maroc par suite de la protection accordée aux agents. Il se déclare prêt à souscrire tout arrangement qui, accordant les mêmes avantages aux négociants indigènes qu'aux négociants étrangers, assure cependant la protection la plus complète au commerce étranger, auquel il désire donner toutes les garanties qui seront jugées nécessaires. Il proteste seulement contre la protection personnelle accordée aux courtiers indigènes, telle qu'on la comprend et pratique aujourd'hui, cette protection étant la cause des maux dont souffre son pays : ainsi qu'il l'a dit à Tanger et répété à la conférence de Madrid, il y va pour le Maroc, dans cette question, de la vie ou de la mort.

Le Sultan pourrait, ainsi qu'il l'a indiqué, être amené par la force des choses à interdire l'exportation. Il serait avec ses sujets la première victime de cette mesure, par la diminution du produit des douanes et par la cessation du commerce. Néanmoins, de deux maux on choisit toujours le moindre, lorsqu'on s'y voit forcé : la vie, même entourée de souffrances, est préférable à la mort. Il verrait encore un moyen de tout concilier, en interdisant la vente, ailleurs que dans les ports où résident les négociants étrangers, des articles dont le commerce exige l'intervention des censeaux. Il termine en invitant la Conférence, au cas où elle n'approuverait pas ces moyens, à tendre au même but par d'autres propositions, sans pour cela accorder aux censeaux la protection personnelle, telle qu'on la comprend aujourd'hui, puisqu'elle jette le désordre dans le pays et annule l'autorité du Sultan, chose que ne peuvent souhaiter les Puissances ses amies.

Le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne reconnaît que la discussion de ses propositions est devenue impossible en présence des déclarations que vient de faire M. le plénipotentiaire de France. Il retire donc les articles qu'il avait soumis à la Conférence, afin de laisser le champ libre à d'autres propositions.

M. le président demande si le plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie entend présenter le projet dont il a été question à la dernière séance.

M. le comte Ludolf répond affirmativement : il doit dire toutefois que ses articles, qui sont basés sur les traités existants, y compris le règlement de 1863, établissent pour les censeaux une certaine protection, mais la réduisent aux limites strictement nécessaires.

Le président rappelle qu'il est acquis à la délibération que le règlement de 1863 est toujours la base de la discussion. Toute proposition nouvelle présentée à la Conférence ne peut qu'en être une modification, qu'il est libre à chacun de proposer, mais que tous doivent être unanimes à accepter.

Le plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie donne lecture de ses propositions. (*Annexe n° 1.*)

Le président consulte les plénipotentiaires sur la prise en considération de ces articles comme base de discussion.

M. le plénipotentiaire de France reconnaît que les articles qui viennent d'être lus constituent une atténuation des dernières demandes. Ils portent atteinte, néanmoins, aux trois points essentiels sur lesquels son gouvernement a déclaré ne pouvoir faire des concessions, et qui sont : le nombre des censeaux, la limitation du choix de ces agents et la suppression pour les censeaux de la juridiction consulaire.

Le président, constatant qu'il y a lieu sans doute à des différences d'appréciation sur certains points des propositions autrichiennes, — différences, les unes essentielles, les autres peut-être accidentelles, — croit néanmoins que leur adoption comme base de discussion ne préjugerait aucunement leur acceptation en détail. Il demande à la Conférence de les prendre en considération, sauf à discuter, modifier ou rejeter chaque proposition séparément, afin que l'on sache exactement sur quels points porte le désaccord.

Le plénipotentiaire d'Italie demande à présenter un contre-projet, réglant également la situation des censeaux, et lit ses propositions. (*Annexe n° 2.*)

Le président propose à la conférence de s'ajourner afin de donner le temps à l'étude, devenue nécessaire, des projets autrichien et italien. La conférence décidera ensuite lequel de ces projets elle préfère discuter en premier lieu.

Le plénipotentiaire d'Italie dit qu'en ce cas les propositions du second projet pourraient être prises comme amendements aux articles du premier.

Le plénipotentiaire du Portugal déclare son accord avec les observations du président. Pour le moment l'ajournement est indispensable afin qu'on puisse se rendre compte, après mûr examen, des propositions présentées par les plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie et d'Italie. Il constate que dans la séance précédente on était d'accord que la discussion porterait sur l'ensemble des n°s 14 à 16 des propositions marocaines. Celles-ci ont été retirées ; le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne vient aussi de retirer les siennes. Il reste donc comme

base de discussion les propositions autrichiennes présentées en premier lieu ; ensuite les propositions italiennes qu'on peut considérer comme des amendements.

M. le comte de Casal-Ribeiro est d'avis qu'une discussion d'ensemble sur les propositions autrichiennes et italiennes, à l'instar de celle précédemment admise, serait utile avant d'entreprendre l'examen des numéros en détail. Chacun des plénipotentiaires pourrait ainsi exprimer ses vues sur la matière, et l'on parviendrait peut-être plus facilement à l'accord unanime sans lequel le régime actuel ne saurait être amélioré.

La Conférence s'ajourne au mercredi 9 juin.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE N° 1 AU PROTOCOLE N° 6

Propositions présentées à la Conférence de Madrid dans la séance du 6 juin, par M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie

Le règlement de 1863 parle de deux catégories de protégés :

1. De ceux qui se trouvent au service des légations ou des consulats ;
2. De ceux qui servent d'agents ou de censeaux aux négociants étrangers.

Ledit règlement n'indique cependant pas en quoi ces deux catégories de protégés se distinguent. Toutefois, il est permis de croire que cette classification s'est imposée par la nature des services qui incombent à chacune des deux catégories des protégés.

Les uns, employés d'une manière complète et stable par une autorité, doivent nécessairement être soustraits, en tout et pour tout, à l'influence et à l'action de toute autre autorité. Pour eux la protection doit donc être pleine et entière.

Pour les autres, au contraire, qui ne sont employés que par des particuliers et pour de certaines affaires seulement, il suffit de leur assurer la protection dans les limites strictement nécessaires pour mettre à l'abri les intérêts et les biens des négociants qu'ils représentent, sans les soustraire pour cela, plus que ne l'exigent les circonstances, à leurs devoirs envers leur souverain et le pays auquel ils appartiennent.

Partant de ce point de vue, il semblerait possible de renfermer la protection nécessaire auxdits agents et censeaux dans les limites suivantes :

1. La protection des agents sera purement personnelle et ne s'étendra que sur leurs femmes et enfants mineurs demeurant avec eux sous le même toit. Elle ne les dispensera pas du paiement des impôts, ni de l'acquittement des charges qui pèsent sur leurs biens immeubles. On aura cependant soin de déterminer la quotité des impôts que chacun devra payer à l'Etat.

2. Les agents indigènes, dans le nombre prévu par le règlement de 1863, seront choisis de préférence dans les villes et les ports, et, dans tous les cas, un négociant ne pourra choisir, pour chacun de ses établissements, qu'un seul agent dans les campagnes.

3. Ce dernier devra indiquer un substitut apte à le remplacer dans le cas où il aurait à concourir au maintien de l'ordre dans son district, pendant qu'il se trouverait empêché par les affaires du négociant de remplir lui-même ce devoir.

4. Les agents et censeaux auront à se conformer, comme tout autre acheteur, aux règlements et usages établis pour les marchés ; et ils ne pourront se délier d'une vente déjà formellement conclue que par les voies judiciaires.

5. Aucun agent ne pourra être arrêté, pendant l'exercice de ses fonctions de censal, qu'en cas de flagrant délit. Il ne sera jugé que dans un endroit où se trouve un Consul de la nation à laquelle appartient le négociant dont il est l'agent. Ce consul sera averti et pourra assister à la procédure. Si l'agent est arrêté en dehors de l'exercice de ses fonctions pour crime ou délit, on devra de

même donner avis au consul le plus proche de la nation dont il est le protégé, afin que celui-ci puisse intervenir s'il le désire.

6. Dans les causes civiles entamées contre des agents, celles qui ont trait aux intérêts des négociants qu'ils représentent seront déférées au Consulat dont dépend le négociant. Celles qui sont propres à l'agent seront jugées devant les tribunaux locaux avec l'assistance du Consul si ce dernier le réclamait aussi.

7. Dans aucun cas, les marchandises ou l'argent que l'agent tient dans sa possession ne pourront lui être enlevés; et, en cas de son arrestation, il gardera l'argent, et les marchandises, emballées par ses soins, seront transportées, sans que personne autre puisse y toucher, ensemble avec lui à l'endroit où il devra être jugé. Cet endroit sera toujours une localité où se trouve un représentant de la nation du négociant qui a employé l'agent. Ce représentant dressera, de concert avec l'autorité locale, un inventaire des effets amenés avec l'agent arrêté, et ce qui sera reconnu comme appartenant au négociant étranger sera déposé au Consulat ou rendu au négociant.

9. Toute cause intentée contre un agent protégé est susceptible d'un appel au ministre des affaires étrangères à Tanger et un agent ne perdra la protection qu'après avoir été reconnu coupable d'un crime ou délit dament constaté. Une accusation injuste portée contre lui en rendra responsable l'auteur, quel qu'il soit; et, outre la punition qui lui sera infligée pour sa calomnie, il aura aussi à rembourser tous frais et dommages causés à l'agent ou au négociant qui l'emploie.

9. La qualité d'agent sera constatée, pour un indigène, par un document délivré par la légation dont dépend le négociant qui l'emploie, et avis en sera donné au ministre des affaires étrangères, afin que celui-ci puisse, à son tour, en informer l'autorité de l'endroit où demeure l'agent.

ANNEXE N° 2 AU PROTOCOLE N° 6

Propositions présentées à la Conférence de Madrid dans la séance du 6 juin, par M. le Plénipotentiaire d'Italie.

1. Les agents commerciaux ou censeaux jouiront de la même protection dont jouissent les protégés de première catégorie ainsi que leurs biens immeubles. Ils ne pourront être arrêtés que dans le cas où ils seraient surpris en flagrant délit de meurtre. Dans tous les autres cas, ils ne pourront être arrêtés sous aucun prétexte. Ils seront choisis dans les villes de la côte et dans l'intérieur, excepté dans les districts militaires et où la population est soumise, comme réserve, au service militaire.

2. Les agents paieront l'impôt agricole et la taxe des portes dans la quotité qui sera déterminée d'un commun accord entre le gouvernement marocain et les chefs de mission.

3. En cas d'arrestation pour flagrant délit de meurtre, l'agent ou censal rédigera ou fera rédiger en sa présence l'inventaire de la marchandise et de l'argent qu'il possède, soit pour son compte, soit pour compte du négociant dont il est au service; cet inventaire sera signé par deux notaires, par l'autorité supérieure de l'endroit, par deux témoins connus pour leur honorabilité, et par l'agent lui-même. Une copie de cet inventaire lui sera immédiatement remise, une autre copie sera envoyée au ministre de Sa Majesté le Sultan à Tanger pour être consignée au chef de la mission dont relève l'agent, et le gouvernement du Sultan sera responsable des valeurs et de la marchandise inventoriées.

4. L'agent jouira exclusivement de la juridiction consulaire comme les autres protégés.

5. Les négociants pourront avoir pour chaque comptoir deux agents commerciaux, c'est-à-dire le nombre indiqué par le règlement de 1863.

6. Les agents ou censeaux auront à se conformer, comme tout autre acheteur,

aux règlements et usages établis pour les marchés, et ils ne pourront se délier d'une vente formellement conclue que par les voies judiciaires.

7. Si un agent ou censal venait à être accusé de quelque faute punissable ou de quelque délit, l'autorité de l'endroit le dénoncera, avec les preuves à l'appui, au ministre des affaires étrangères à Tanger, et celui-ci, à son tour, au chef de la mission dont relève l'agent, pour y être jugé.

8. Si une autorité marocaine faisait arrêter un agent ou censal, sauf le cas de flagrant délit de meurtre, elle sera châtiée et en outre tenue responsable envers son gouvernement du dommage que cette arrestation aurait pu causer au négociant dont l'agent est employé; et le gouvernement sera responsable de ce dommage envers le même négociant.

9. La qualité d'agent ou censal d'un indigène sera constatée par un document délivré par le chef de mission dont dépend le négociant qui l'emploie, et ce document traduit en langue arabe.

Le chef de mission donnera en outre avis au ministre des affaires étrangères de l'inscription sur ses registres dudit agent.

PROTOCOLE N° 7

Séance du 9 juin 1880

La séance est ouverte à midi et demi.

Etaient présents :

MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, de Grande Bretagne et de Danemark, d'Italie, de Maroc, des Pays-Bas, de Portugal, de Suède et de Norvège.

Le procès-verbal de la séance antérieure est lu et approuvé.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie demande la parole et s'exprime en ces termes :

« En me conformant aux vœux de la Conférence, je lui sou mets de nouvelles propositions dans lesquelles, pour me rapprocher de celles de M. le Plénipotentiaire d'Italie, j'ai inséré plusieurs articles de son projet. Mais il m'a été impossible de m'entendre avec lui sur deux points essentiels.

« Le premier est celui où M. le Comte Greppi dit, à l'article 1^{er}, que « les agents ne pourront être arrêtés que dans le cas où ils seraient surpris en « flagrant délit de meurtre ». L'agent aurait donc la faculté de commettre tous les autres crimes jusque sous les yeux de l'autorité et de s'en aller librement sans qu'on pût empêcher sa fuite, puisque personne ne pourrait l'arrêter, pas même pour le soustraire à la vindicte publique. A mon avis, une pareille impunité exorbitante ne saurait être exigée, pas même pour le négociant en personne, et encore moins pour son agent indigène.

« M. le Plénipotentiaire d'Italie demande ensuite, à l'article 4, que les agents soient placés exclusivement sous la juridiction consulaire. Dans cette disposition, qui introduirait un véritable Etat dans l'Etat et porterait une atteinte sérieuse à l'indépendance du Maroc, j'ai dû reconnaître aussi des incompatibilités et même des impossibilités, que peu de mots suffiront à relever.

« Au criminel, par exemple, et comme on veut aujourd'hui que tous les agents puissent être choisis dans l'intérieur, le Consul qui exercerait la juridiction sur un agent accusé d'un crime, devrait donc citer ou interroger des témoins qui vivent peut-être à 30 ou 40 lieues de sa résidence, ou procéder à des perquisitions domiciliaires chez les Marocains pour constater un fait se rapportant au crime imputé à l'agent. Mais pourra-t-il exercer ces actes de juridiction chez et sur des Marocains? Et si ceux-ci se refusent, comment fera-t-il respecter son autorité? Aura-t-il le droit de requérir à cet effet l'aide

des autorités locales ? Mais, dans ce cas, sa juridiction s'étendra aussi sur elles et par conséquent sur tout le pays !

« Quant au civil, mêmes difficultés. Les agents des campagnes étant presque tous grands propriétaires de terres, la plupart, sinon la totalité des causes et litiges où le Consul aura à intervenir, se rapporteront à leurs biens-fonds. Tantôt il s'agira d'une dispute sur les limites ou la possession d'un champ, tantôt d'une vente de terre ou d'un partage d'héritage contestés. Le pays étant mahométan et les deux parties musulmanes (car il n'y a que les musulmans qui puissent posséder des biens-fonds), le Consul pourra-t-il juger ces causes, ou celles qui pourront naître du mariage ou divorce de l'agent, d'après la loi française ou anglaise ? Certainement non, car elles ne sauraient se résoudre que d'après le Khrâ ou le Coran. Mais un Consul saura-t-il interpréter et appliquer le Coran ? Et comment fera-t-il exécuter ses sentences, si la partie adverse résiste ? Encore et seulement avec l'aide de l'autorité locale !

« Par toutes ces raisons et mille autres, j'ai cru devoir m'en tenir à ce que l'expérience de plusieurs siècles a enseigné en Turquie, comme le seul moyen propre à éviter de semblables incompatibilités, c'est-à-dire de ne pas soustraire les agents indigènes à la juridiction des tribunaux locaux, mais de les protéger seulement en entourant l'action de ces tribunaux sur l'agent de toutes les garanties et précautions aptes à empêcher l'arbitraire, et à assurer à l'agent un jugement juste et équitable. A cet effet, j'ai élargi mon nouveau projet dans quelques-unes de ses parties qui se réfèrent précisément à ces garanties à offrir aux agents inculpés, afin de rendre la protection dont ils jouiront aussi efficace que possible. »

Sur l'invitation de M. le Président, le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie donne lecture de ses nouvelles propositions (*voir l'annexe*), qu'il déclare substituer à son premier projet, tout en conservant l'exorde de celui-ci et en laissant à la Conférence l'option de discuter le 7^e de ses articles avec sa rédaction primitive.

M. le Plénipotentiaire d'Italie demande à faire quelques corrections aux propositions qu'il a présentées à la dernière séance, en vue de les rapprocher de celles de M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie. Le n^o 4 de ses propositions, amendé, sera rédigé ainsi :

« 4. L'agent jouira de la juridiction consulaire comme les autres protégés, excepté toutefois, s'il est musulman, dans les causes civiles ayant trait à ses biens immeubles et aux affaires d'héritages. Ces causes seront jugées par les tribunaux marocains, selon les lois du pays, en présence du Consul dont relève l'agent, ou d'un délégué de ce Consul. Si l'agent appartient à la religion israélite, alors ces mêmes causes seront jugées par le rabbin, selon l'usage établi dans l'Empire du Maroc. »

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie observe que l'amendement à l'article 4 du projet italien a pour résultat de scinder la juridiction pour les mêmes personnes. Ce régime lui semble constituer une anomalie judiciaire, et il croit qu'il serait, dans la pratique, difficile à appliquer.

Le Président consulte les Plénipotentiaires sur la priorité à accorder aux nouvelles propositions autrichiennes ou aux propositions amendées de l'Italie.

Le Plénipotentiaire d'Allemagne vote pour le projet autrichien, comme ayant été présenté le premier à la Conférence. Le résultat à atteindre sera d'ailleurs le même en tous cas, du moment où les propositions italiennes seront prises en considération comme amendements.

Les Plénipotentiaires de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, du Maroc, des Pays-Bas, du Portugal et de Suède et Norvège sont du même avis.

M. le Plénipotentiaire de France eût préféré discuter sur la base des propositions italiennes comme offrant un terrain sur lequel l'accord eût été pour lui plus facile.

La priorité étant, par suite du vote, attribuée au projet autrichien, le Prési-

dent déclare ouverte la discussion générale qui a été demandée sur les questions relatives aux censaux.

M. le Plénipotentiaire de France a déjà indiqué, dans la dernière séance, qu'il ne lui serait pas possible d'adhérer entièrement aux propositions autrichiennes. Sur certains points il espère que l'entente sera facile ; mais il y en a d'autres sur lesquels il ne pourra assurément céder.

M. l'Amiral Jaurès accepte complètement l'article 1^{er}.

Sur l'article 2, il demande qu'on supprime les mots « *de préférence* » comme établissant une restriction vague qui pourrait donner lieu à des difficultés.

Il ajoute qu'il accepte que les censaux ne puissent être pris dans le district militaire de « Sharda » où tous les hommes naissent soldats et constituent pour ainsi dire la garde du Sultan ; mais non dans les districts où la population est soumise comme réserve au service militaire, car ce serait interdire de choisir des censaux, non seulement dans la Gharbia, qui est un centre considérable de commerce, mais encore dans presque tout le Maroc.

Quant au n° 3, il rappelle qu'il a déjà accepté en principe que les censaux payeraient certaines taxes, mais avec des garanties à déterminer et sous la condition que le droit de propriété serait formellement reconnu aux étrangers.

Le Plénipotentiaire de France ne présente pas d'observations sur le n° 4 ; mais il ne peut en aucune façon accepter le n° 5.

Pour le Gouvernement français, les censaux jouissent de la protection exactement au même titre que les autres protégés. Il ne peut admettre la distinction que l'on cherche à établir entre la position du censal pendant l'exercice et en dehors de ses fonctions ; le censal doit être considéré comme étant en tout temps au service du négociant : s'il n'est pas constamment protégé, il sera toujours possible de lui susciter d'avance des difficultés dans le but de l'empêcher d'arriver sur un marché.

L'arrestation ne peut être permise qu'en cas de flagrant délit de meurtre.

Le censal ne pourra se soustraire au jugement qui aurait à l'atteindre pour tout autre crime ou délit ; car lorsque ce crime ou délit aura été signalé au Consul, celui-ci fera comparaître l'inculpé, et si après un certain délai il ne s'était pas présenté au tribunal consulaire, il serait rayé des listes de protection, et retomberait sous la justice marocaine.

Les articles suivants n'étant que des corollaires de l'article 5, le Plénipotentiaire de France ne les examinera pas, et il se borne à accepter l'article 10.

En résumé : on a demandé au Gouvernement français de rechercher, au sein de la Conférence, des remèdes à certains abus. Il en désire sincèrement la suppression, bien qu'il y ait lieu de les croire exagérés : on n'a cité, en effet, qu'un fait de mauvaise foi dans une transaction commerciale ; mais on n'a présenté aucun document, aucune statistique qui prouve que l'autorité du Sultan ait été ébranlée, ou l'ordre troublé au Maroc, par la protection qui s'étend aux censaux. La France ne peut admettre la suppression de cette protection qui équivaudrait à la suppression de son commerce. On ne pourra assurément lui reprocher de ne faire aucune concession ; car elle a déjà supprimé les protections irrégulières et admis la limitation du nombre des protégés et des censaux. Elle est prête, sous la réserve du droit de propriété pour les étrangers, à consentir au paiement des taxes agricoles et de la taxe des portes. Elle ne se refuse pas à examiner ce qu'il convient de faire pour que le Sultan ne soit pas privé des forces qui lui sont nécessaires en cas de rébellion, ni à prendre des mesures pour assurer la loyauté des transactions sur les marchés ; et elle pense prouver ainsi qu'elle n'est animée que de sentiments de justice à l'égard du Maroc.

Le Plénipotentiaire d'Italie appuie les observations du Plénipotentiaire de France.

Le Plénipotentiaire du Maroc croit qu'il pourra accepter la plupart des nouvelles propositions présentées par l'Autriche-Hongrie, mais demande à la Conférence de s'ajourner pour lui permettre d'en prendre une connaissance plus détaillée.

Il doit dire cependant que ses instructions lui défendent formellement d'accepter que les censaux puissent être pris dans les campagnes. Le Sultan est prêt à donner toutes les garanties que l'on voudra, s'ils sont choisis parmi les habitants des villes : ce qui ne lui est pas possible, c'est de s'exposer, le jour où il aura à lever des Kabyles, à se trouver avec des censaux et non des soldats.

Les autres Plénipotentiaires se réservant pour la discussion des différents articles, la discussion générale est close.

Sur la prise en considération de l'article n° 1, que le Plénipotentiaire du Maroc déclare accepter, cet article est adopté par la Conférence avec la rédaction suivante :

« 1. La protection des agents commerciaux indigènes ou censaux ne s'étendra que sur leurs femmes et enfants mineurs demeurant avec eux sous le même toit ; elle s'exercera de la manière déterminée par les articles suivants. Leur nombre sera celui prévu par le Règlement de 1863, c'est-à-dire, il sera limité à deux par chaque maison de commerce et chaque comptoir. »

L'article 2 devant être nécessairement réservé en présence de la déclaration faite par le Plénipotentiaire du Maroc, la Conférence s'ajourne, suivant le désir exprimé par Ci Mohammed Bargash, au vendredi 11 juin.

La séance est levée à deux heures et quart.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 7

Nouvelles propositions présentées par M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie et conçues dans le but d'opérer un rapprochement avec le projet de M. le Plénipotentiaire d'Italie.

1. La protection des agents ou censaux, qui ne s'étendra que sur leurs femmes et enfants mineurs demeurant avec eux sous le même toit, s'exercera de la manière déterminée par les articles suivants. Leur nombre sera celui prévu par le Règlement de 1863, c'est-à-dire qu'il sera limité à deux par chaque maison de commerce et chaque comptoir entretenu par elle.

2. Les agents ou censaux seront choisis de préférence dans les villes et les ports, mais ils pourront être choisis aussi dans les campagnes, excepté les districts militaires et où la population est soumise comme réserve au service militaire. (Dans le cas où l'agent aurait d'après la loi à concourir au maintien de l'ordre dans son district pendant qu'il se trouverait empêché par les affaires du négociant de remplir lui-même ce devoir, il devra indiquer un substitut apte à le remplacer.)

3. La protection ne dispensera pas l'agent du paiement des impôts, ni de l'acquittement des charges qui pèsent sur ses biens immeubles, mais on aura soin d'en déterminer la quotité par un accord entre le Gouvernement marocain et les Chefs de mission.

4. Les agents et censaux auront à se conformer comme tout autre acheteur aux règlements et usages établis pour les marchés ; et ils ne pourront se délier d'une vente déjà formellement conclue que par les voies judiciaires.

5. Aucun agent ne pourra être arrêté pendant l'exercice de ses fonctions qu'en cas de flagrant délit. On entend par le terme « exercice de ses fonctions » le temps compris entre le moment où il se rend au marché de l'intérieur pour y faire ses opérations d'achat jusqu'à son retour à la ville où le négociant qu'il sert est domicilié. Si une autorité marocaine faisait arrêter un agent ou censal pendant l'exercice de ses fonctions, sauf le cas de flagrant délit, elle sera châtiée et sera tenue responsable du dommage causé par cette arrestation au négociant qui l'emploie.

6. Chaque fois qu'un agent ou censal est arrêté ou mis en cause, pendant ou en dehors de l'exercice de ses fonctions, pour crime ou délit, il ne pourra être

jugé que dans un endroit où se trouve un Consul de l'Etat dont il est protégé. L'agent accusé sera mis entre les mains du Consul et sera détenu au Consulat jusqu'à ce que le jugement ait été rendu. Le Consul fera comparaître l'agent devant le tribunal local qui aura à le juger, chaque fois qu'il en sera requis par ce tribunal, et pourra assister à la procédure. Si l'agent est convaincu du crime ou délit dont il est accusé, on lui retirera la protection et on le livrera aux autorités marocaines pour lui faire subir sa peine.

7. Dans le cas de l'arrestation d'un agent ou censal, on rédigera ou fera rédiger en sa présence l'inventaire des marchandises et de l'argent qu'il possède, soit pour son compte ou celui du négociant qu'il sert. Cet inventaire sera signé par deux notaires, par l'autorité supérieure de l'endroit où l'arrestation se fait, ainsi que par deux témoins connus par leur honorabilité, et finalement par l'agent lui-même. Une copie de cet inventaire lui sera immédiatement remise; une autre copie sera envoyée au Ministre des Affaires étrangères à Tanger pour être consignée au Chef de la mission dont relève l'agent, et le Gouvernement de S. M. le Sultan sera responsable des valeurs et des marchandises inventoriées.

8. Quant aux causes civiles intentées contre un agent, celles qui ont trait aux intérêts du négociant qu'il représente seront déferées au Consulat dont dépend le négociant; celles qui sont propres à l'agent seront jugées par les tribunaux locaux, après qu'avis aura été donné au Consul le plus proche de la nation dont dépend le négociant qui emploie l'agent, afin que ce Consul puisse assister, soit en personne, soit par un délégué, au jugement de la cause. Le Consul pourra de même faire surveiller l'exécution de la sentence.

9. Toute cause, tant criminelle que civile, intentée contre un agent protégé, est susceptible d'un appel au Ministre des Affaires étrangères à Tanger, et toute accusation injuste portée contre un agent en rendra responsable l'auteur, quel qu'il soit: et, en dehors de la punition qui lui sera infligée, il aura aussi à rembourser tous frais et dommages causés à l'agent ou au négociant qu'il représente.

10. La qualité d'agent ou censal sera constatée par un document, accompagné d'une traduction arabe, délivré par la Légation dont dépend le négociant. Avis en sera donné au Ministre des Affaires étrangères, afin que celui-ci puisse, à son tour, informer l'autorité de l'endroit où demeure l'agent.

PROTOCOLE N° 8

Séance du 12 juin 1880

La séance, remise d'un jour, est ouverte à midi et demi.

Etaient présents :

MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, de Grande-Bretagne et Danemark, d'Italie, du Maroc, des Pays-Bas, du Portugal, de Suède et Norvège.

Le procès-verbal de la séance antérieure est lu et approuvé.

Sur la lecture de ce procès verbal, M. le Plénipotentiaire de France observe que la rédaction de l'article 4^{er} des propositions autrichiennes, qui a été adopté par la Conférence, ne mentionne que la femme et les enfants mineurs des censaux. Il croit qu'il serait préférable d'adopter, toutes les fois qu'il sera question des familles des protégés, une même rédaction, c'est-à-dire celle qui a été arrêtée lors de la discussion du n° 7 des propositions marocaines de Tanger, et qui établit que la famille se compose de la femme, des enfants et des parents mineurs qui habitent sous le même toit.

Le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie croit que la distinction établie entre les familles des censaux et celles des autres protégés découle naturellement du principe qu'il défend, que la protection n'a pas besoin d'être la même pour les deux catégories de protégés. Il observe qu'il y aurait lieu de réserver ce point

particulier, et de le faire dépendre de la décision qui sera prise sur la question de principe.

Le Plénipotentiaire d'Italie désirerait également amender la rédaction de cet article en y rétablissant la mention des biens immeubles des censeaux protégés, contenue dans l'article correspondant des propositions italiennes.

Le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie, défendant la rédaction adoptée dans la dernière séance, fait remarquer qu'une stipulation qui mettrait ces biens directement sous la protection d'un Gouvernement étranger aurait presque le caractère d'une prise de possession. La protection reconnue au censal s'étendra naturellement à ses biens immeubles comme aux autres.

Le Président observant que l'article premier avait paru adopté par la Conférence et que les amendements présentés semblent porter non seulement sur la rédaction, mais aussi sur le sens de l'article, propose, et la Conférence accepte, de réserver l'examen de ces amendements.

La parole est à M. le Plénipotentiaire du Maroc sur l'ensemble des différentes propositions ayant pour but de régler la situation des censeaux.

Ci Mohammed Bargash remercie tout d'abord la Conférence d'avoir eu la bonté d'accéder à sa demande en ajournant à aujourd'hui sa réunion. Il a eu besoin de relire la traduction du dernier Protocole et des Protocoles antérieurs ; car, ayant retiré ses demandes nos 14, 15 et 16, et s'étant limité à exposer à la Conférence les maux de son pays, il a dû naturellement en attendre d'elle le remède ; et des propositions ayant été présentées tendant à ce but, il a dû également les lire et réfléchir à tout ce qui s'est passé dans les dernières séances, afin de pouvoir former et exprimer son opinion. Il va avoir l'honneur de soumettre à la Conférence les observations que lui a suggérées la lecture de ces Protocoles.

Dans la séance du 6 juin, lors de la mise en discussion des propositions britanniques, M. le Plénipotentiaire de France a voulu démontrer que le Maroc, au lieu d'atténuer ses demandes afin de faciliter l'accord, n'a fait que les accroître de jour en jour.

A l'appui de cette assertion, le Plénipotentiaire de France a dit que « dans ses premières demandes le Maroc réclamait simplement, sous les nos 14, 15 et 16, le payement des taxes par les censeaux, et le droit d'arrêter ces agents en cas de flagrant délit de meurtre ou de violation de domicile ». Or, Ci Mohammed Bargash constate que sous le n° 14 il a demandé plus que cela : il a demandé que les censeaux *ne fussent pas protégés*. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les demandes présentées à Tanger sous les nos 13, 14, 15 et 16.

Toujours dans le but de démontrer que le Maroc a constamment accru ses demandes, le Plénipotentiaire de France ajoutait que Ci Mohammed Bargash a demandé à *Madrid* l'interdiction de prendre des agents dans l'intérieur. — Ci Mohammed Bargash fera observer de même qu'il avait déjà fait cette demande à Tanger, le 19 juillet 1879. (*Voir le procès-verbal de cette séance, Archives, 1885, II, 165.*)

Enfin le Plénipotentiaire de France a dit : « Nous avons, par la Convention de 1863, *consenti* à réduire à deux par maison de commerce et par comptoir le nombre de nos agents commerciaux ; » et immédiatement après il a ajouté : « J'ai déjà dit que par cette *concession* nous étions allés au delà de ce que nous permettaient les intérêts de notre commerce. » Voici, d'ailleurs, en quels termes Son Excellence avait déjà fait cette observation : « Aucun Traité n'avait limité, pour la France, le nombre de ces *protégés* ; en le fixant en 1863 à deux censeaux par comptoir, on a déjà peut-être été au delà, comme *concession*, de ce qu'exigent les intérêts des négociants français. » (*Voir Protocole n° 5, séance du 1^{er} juin 1880.*) Or, Ci Mohammed Bargash ne peut que répéter ce qu'il a dit à Tanger le 19 juillet 1879, à savoir, que « le Traité français de 1767 n'avait soustrait personne à la juridiction des autorités locales ; et que, d'après ce Traité, non seulement les indigènes au service des Représentants, mais même les sujets français résidant au Maroc, étaient soumis à la juridiction locale. »

Avant d'aborder la question qui est en discussion, Ci Mohammed Bargash

observe encore qu'il est évident, et qu'il a été déjà reconnu, que l'objet des délibérations de la Conférence est la modification du régime actuel en ce qui, étant exigé par les circonstances et dicté par l'expérience, serait en même temps compatible avec les intérêts généraux.

Or, qu'est-il arrivé ? Le Gouvernement du Maroc a répété aux Puissances représentées à la Conférence que la protection accordée aux agents censeaux, telle qu'on la comprend et pratique, est une cause principale des maux dont il demande le remède. Qu'on accorde la protection d'une manière énergique, absolue, aux marchandises et aux intérêts légitimes du commerce étranger, mais qu'on ne l'étende pas à la personne des indigènes servant d'agents ou censeaux. Et si l'on veut quand même la leur accorder, que ces individus soient pris au moins parmi les habitants des ports et des villes de l'intérieur, mais jamais dans les campagnes, et cela pour les raisons que Ci Mohammed Bargash a exposées à Tanger dans la séance précitée du 19 juillet 1879.

Le Plénipotentiaire du Maroc lit, à l'appui de ce qui précède, plusieurs extraits du procès-verbal de cette séance. (*Annexe n° 2 au Protocole n° 1.*)

Les raisons qui ont été données à cette époque expliquent pourquoi le Gouvernement marocain désire que les censeaux ne soient pris que dans les villes et les ports. Ci Mohammed Bargash tient à bien expliquer que cette prétention est fondée sur la qualité et la condition des censeaux qui sont pris dans les campagnes. Un cas, cité par M. le Plénipotentiaire de France dans la séance du 6 juin, et dont Ci Mohammed Bargash n'a eu jusqu'à présent aucune connaissance, sans qu'il prétende pour cela nier le fait, fera précisément comprendre ces raisons.

« Un censal français, — a dit son Excellence, — riche agriculteur arabe, contribua efficacement, en se joignant, avec tout son monde, aux soldats du Sultan, à faire rentrer dans l'ordre les tribus turbulentes d'Alcazar. » Malheureusement la conduite exceptionnelle de cet individu n'est pas toujours imitée, tant s'en faut, par les censeaux. A supposer qu'il n'y ait au Maroc que 200 négociants étrangers ayant droit à des censeaux (Ci Mohammed Bargash ne peut pas en préciser le nombre exact en ce moment), il faut compter 400 censeaux, tous gens riches, influents, disposant des chevaux et des frères ou individus de leurs Kabyles. Or, n'est-il pas naturel que le Sultan répugne à se voir enlever, par la protection étrangère, de telles personnes qui, Ci Mohammed Bargash le répète et l'affirme de nouveau, observent constamment une conduite tout opposée à celle du censal français qui vient d'être mentionné ?

On a répondu à la demande du Gouvernement marocain par trois propositions. Une de la Grande-Bretagne, qui a été retirée par son Plénipotentiaire en présence des déclarations faites par M. l'Amiral Jaurès. Ci Mohammed Bargash a déjà dit son opinion sur cette proposition.

La seconde est celle de l'Autriche-Hongrie, sur laquelle le Plénipotentiaire du Maroc se propose de revenir.

La troisième, enfin, est celle de M. le Comte Greppi.

Dans cette dernière, M. le Plénipotentiaire d'Italie propose que les agents soient non seulement protégés à l'instar des protégés de la première catégorie, mais aussi « qu'ils ne puissent être arrêtés que dans un seul cas : celui de surprise en flagrant délit de meurtre. »

Le Plénipotentiaire du Maroc demande quelles seraient les conséquences pour son pays, si cette proposition venait à être adoptée. M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie les a déjà exposées, non seulement avec grande éloquence, mais surtout avec une grande vérité. Ci Mohammed Bargash l'en remercie, ainsi que les Plénipotentiaires des autres Puissances qui lui ont montré leur assentiment. Il doit seulement ajouter que M. le Comte Ludolf lui-même n'a envisagé ces conséquences que sous le point de vue européen, comme s'il s'agissait d'agents européens et non d'Arabes, de Kabyles. Ces agents sont cause des maux que le Maroc endure, et se croient déjà tout-puissants et supérieurs, en leur qualité d'agents européens, aux autorités de leur pays : de quoi ne seraient-ils pas cause et que ne se croiraient-ils pas, si au régime actuel que cette propo-

sitions tend à aggraver encore, si au silence gardé jusqu'ici sur leurs prérogatives, on venait à ajouter, pour l'avenir, par une stipulation écrite et solennelle, l'interdiction aux autorités de les arrêter, sauf dans le seul cas, non de meurtre, mais de *surprise en flagrant délit de meurtre* ! C'est là une immunité que le Maroc ne reconnaît qu'à S. M. le Sultan et aux Représentants des Puissances qui lui font l'honneur d'entretenir des relations diplomatiques et commerciales avec son Empire.

Pour répondre, enfin, à certains doutes que M. le Plénipotentiaire de France a exprimés dans la dernière séance, Ci Mohammed Bargash déclare que les abus dénoncés par le Maroc ne sont nullement exagérés : on est loin, au contraire, d'avoir tout dit. Quant à n'avoir cité qu'un seul fait de mauvaise foi dans une transaction commerciale par un agent ou censal, Ci Mohammed Bargash avait cru que cet exemple suffirait pour donner une idée des procédés de ces individus ; mais, si l'on veut des preuves écrites et des exemples, il s'empressera de demander les déclarations des victimes : elles ne sont que trop nombreuses.

Revenant ensuite à la proposition de l'Autriche-Hongrie, actuellement soumise à la délibération de la Conférence, Ci Mohammed dit qu'il adhère au premier paragraphe de l'article 2, quant à l'esprit de son contenu. L'exception faite pour les habitants des districts militaires et des lieux où la population est soumise comme réserve au service militaire mérite, en effet, son entière approbation.

Tel étant l'esprit de la proposition de M. le comte Ludolf, parfaitement d'accord sur ce point, — Ci Mohammed Bargash est heureux de le reconnaître, — avec l'esprit du dernier paragraphe de l'article 1^{er} des propositions italiennes, le paragraphe dont il s'agit devrait néanmoins être modifié dans la rédaction, afin de faire disparaître une contradiction dont les Plénipotentiaires se rendront compte dès qu'ils sauront que le mot « *campagne* » est synonyme, en parlant du Maroc, de « *district militaire* » et de « *population soumise, comme réserve au service militaire.* »

Le Plénipotentiaire du Maroc propose la rédaction suivante, complètement conforme à l'esprit des propositions présentées : « Les agents ou censeaux seront choisis dans les villes de la côte et de l'intérieur, et non parmi les habitants des campagnes, où la population est soumise, comme réserve, au service militaire. »

Quant au dernier paragraphe de l'article, s'il n'est pas réservé, Ci Mohammed Bargash l'accepte pour ce qui concerne ceux des habitants des ports et des villes de l'intérieur que le sort appellerait au service des armes dans l'armée régulière.

Mais si ce paragraphe devait s'appliquer aux habitants des campagnes, le Plénipotentiaire du Maroc aurait le devoir de faire remarquer qu'il modifie essentiellement et contredit même l'exception établie par le paragraphe précédent.

Il observe en même temps que la substitution dont il s'agit ne serait pas possible dans les cas que l'on envisage, parce qu'il ne s'agirait pas, comme en Europe en pareil cas, d'un homme quelconque à remplacer par un autre, mais d'une personne influente dans le pays, qui par son exemple entraînerait ses domestiques, ses cheveaux et un grand nombre de ses frères ou individus de la même tribu kabyle.

Telles sont les considérations que le Plénipotentiaire du Maroc déclare laisser avec une confiance entière à l'impartiale appréciation de la Conférence.

M. le Président demande si Messieurs les Plénipotentiaires ont des observations à présenter.

Le Plénipotentiaire de France ne répondra pas immédiatement à l'exposé que vient de lire le Représentant du Maroc, mais il doit relever de prime abord une inexactitude. L'interdiction de prendre des censeaux dans l'intérieur du pays ne figure pas dans les dix-neuf demandes que le Ministre des Affaires étrangères du Sultan a présentées à Tanger. Ci Mohammed Bargash n'a fait qu'accepter,

dans la réunion extraordinaire qui a été tenue chez lui le 19 juillet 1879, cette interdiction proposée à la Conférence par Sir John Drummond-Hay. C'est ce qu'a voulu faire ressortir M. le Plénipotentiaire de France, en disant que les demandes primitives du Maroc avaient été aggravées par cette disposition, que Ci Mohammed Bargash n'avait pas présentée, qu'il avait simplement admise à Tanger et qu'il a faite sienne à Madrid.

M. le Président, donnant acte au Plénipotentiaire de France de cette rectification, constate qu'il semble résulter des déclarations du Plénipotentiaire du Maroc, qui a accepté le n° 1 du projet autrichien et qui vient de présenter un amendement au n° 2, que le Maroc est prêt à discuter sur le terrain des propositions autrichiennes.

Le Plénipotentiaire du Maroc accepte, en effet, cette discussion. Il lit de nouveau la rédaction qu'il propose pour l'article 2.

Le Président observe que cette rédaction constitue une véritable contre-proposition au nouveau projet autrichien, qui a été rédigé, sur ce point, en conformité avec les propositions italiennes.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie dit que la forme que le Plénipotentiaire du Maroc propose de donner à l'article 2 en altère essentiellement le sens. Dans la pensée du Comte Ludolf, sa proposition constituait un terme de conciliation. S'il est vrai qu'il impose au Maroc un sacrifice très réel, il est impossible, d'autre part, de méconnaître la valeur des arguments par lesquels on justifie le choix des censeaux parmi les habitants de la campagne. Il croit que le Maroc pourrait reconnaître explicitement le droit en question, en vue de concessions qui lui seraient faites sur d'autres points.

M. le Plénipotentiaire du Maroc rappelle l'observation qu'il a faite, que la rédaction du projet autrichien implique une contradiction. En parlant du Maroc, « *les campagnes* » se confondent avec « *les districts militaires et ceux où la population est soumise, comme réserve, au service militaire* ». L'exception faite comprend, par conséquent, tout ce que demande le Maroc.

M. le Président observe que les propositions autrichiennes et italiennes paraissent supposer l'existence au Maroc de districts de la campagne où la population ne serait pas soumise au service militaire, il devient nécessaire d'adopter une rédaction différente qui soit conforme à l'état réel des choses.

M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie répond qu'il avait prévu que l'exception, copiée sur la proposition italienne, pourrait faire des difficultés, en vue desquelles il avait expressément réservé, dans la parenthèse, l'article correspondant de son premier projet. Il propose de supprimer le membre de phrase qui établit l'exception.

M. le Plénipotentiaire de France accepte la rédaction ainsi amendée par M. le Comte Ludolf. Le principe qu'on peut prendre des censeaux dans l'intérieur une fois admis, on pourra examiner quelles dispositions il conviendrait de prendre pour assurer en tout temps à Sa Majesté Chérifienne les contingents dont Elle aurait besoin pour maintenir l'ordre et son autorité souveraine au Maroc.

Le Président demande à M. le Plénipotentiaire du Maroc s'il est disposé à accepter l'article 2 du projet autrichien, rédigé comme il vient d'être dit.

Ci Mohammed Bargach répond négativement. Il ne peut pas accepter que la protection s'étende à des censeaux choisis dans les campagnes.

Le Président constate que le Maroc, qui refusait naguère et absolument la protection aux censeaux, semble maintenant accepter, par le fait, cette protection, qui serait même complète pour les censeaux pris parmi les habitants des villes ou des ports. Le refus de son Représentant paraît seulement absolu en ce qui concerne le choix de ces agents dans les campagnes.

Le Plénipotentiaire de Belgique remarque que ce refus, opposé aux déclarations des Plénipotentiaires français et italien, est une barrière à tout arrangement.

Le Plénipotentiaire du Maroc prend alors la parole, et rappelle que M. le Plénipotentiaire de France a dit le 1^{er} juin qu'il n'entendait discuter que sur

la base du fait existant, c'est-à-dire la situation établie par le Règlement de 1863, qui ne mentionne que des censeaux protégés. Puis, dans la séance du 6 de ce mois, qui avait été ajournée pour que l'Amiral Jaurès pût consulter son Gouvernement, Son Excellence a déclaré que son Gouvernement repousse d'avance toute demande de concessions sur ces trois points : le nombre des censeaux, *la limitation du choix de ces agents* et la suppression pour les censeaux de la juridiction consulaire.

En vue de ces déclarations catégoriques et solennelles, Ci Mohammed Bargash a le regret de conclure que tous ses efforts, joints à ceux des autres Plénipotentiaires, n'aboutiront à rien qui puisse porter remède aux maux de la situation que crée le Règlement de 1863 ; une exception admise en faveur de la France serait naturellement et très justement réclamée par les autres Puissances.

Dans ces conditions et n'ayant pu, par conséquent, parvenir en ce moment au but qu'il s'était proposé ; ne pouvant, d'autre part, renoncer à l'atteindre, parce que la protection dont jouissent les agents indigènes des campagnes porte préjudice à la liberté des transactions commerciales dans l'intérieur du Maroc, entrave l'action des autorités et entraîne des désordres dans les marchés publics, Ci Mohammed Bargash déclare réserver à son Souverain le droit d'obtenir le résultat nécessaire par la voie diplomatique.

Cette déclaration faite, il se bornera à prier les Plénipotentiaires de vouloir bien établir que les prescriptions du Règlement de 1863 seront, en attendant, ponctuellement et scrupuleusement observées, en tout et pour tout ; car il y a eu des abus, il y en a encore beaucoup, et il faut qu'ils disparaissent tous.

Ci Mohammed Bargash termine en priant également la Conférence de bien vouloir poursuivre la discussion sur ses autres demandes, à partir de la 17^e.

Le Président, en vue de la gravité de la déclaration qui vient d'être faite par le Représentant du Maroc, et qui marque une phase entièrement nouvelle aux délibérations des Plénipotentiaires, propose à la Conférence de s'ajourner.

Le Plénipotentiaire de France fait observer qu'il ne s'agit pas seulement de ses déclarations, mais que c'est l'article 2 des propositions de l'Autriche-Hongrie que vient de repousser le Maroc. Il tient à constater que les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie et d'Italie demandent comme lui le maintien du droit de prendre des censeaux dans l'intérieur.

Le Président observe que d'autres Plénipotentiaires n'ont pas encore fait connaître leur appréciation sur ces propositions.

La Conférence s'ajourne à la convocation ultérieure de la Présidence.

La séance est levée à deux heures et quart.

(*Suivent les signatures.*)

PROCOLE N° 9

Séance du 19 juin 1880

Étaient présents :

MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne et Danemark, d'Italie, du Maroc, des Pays-Bas, du Portugal, de Suède et Norvège.

La séance est ouverte à midi et demi.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et approuvé.

Le Président rappelle qu'en proposant l'ajournement de la Conférence, lors de la séance du 12 juin, son but a été de laisser aux Plénipotentiaires le temps nécessaire à un échange d'idées au sujet des importantes déclarations faites par le Représentant du Maroc ; il demande à Ci Mohammed Bargash s'il entend les maintenir.

Le Plénipotentiaire du Maroc déclare maintenir, en effet, dans leur intégrité,

es déclarations qu'il a faites précédemment. Il propose de substituer aux nos 14, 15 et 16 des demandes qu'il a présentées à Tanger l'article suivant : « *Il n'est rien changé à la situation des censaux, telle qu'elle a été établie par les Traités et par la Convention de 1863, sauf ce qui sera stipulé, relativement aux impôts, dans les articles suivants.* » Il demandera à la Conférence de continuer ensuite l'examen des autres propositions soumises par lui aux Représentants à Tanger.

En vue de cette déclaration du Plénipotentiaire du Maroc, le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie retire ses propositions, dont l'article 1^{er}, déjà adopté par la Conférence, se trouve par suite annulé.

Le Plénipotentiaire d'Italie retire également les propositions qu'il a présentées.

La Conférence adopte, sous le n° 14, l'article proposé par Ci Mohammed Bargash.

Le Plénipotentiaire du Maroc prie la Conférence de vouloir bien adhérer aussi à l'autre demande qu'il a faite dans la dernière séance, tendant à ce qu'il soit établi que tous les abus existants, contraires au texte des Traités et Règlements, prendront fin. Il suffira que l'acceptation de cette demande par les Plénipotentiaires soit constatée par le procès-verbal de la séance.

Le Plénipotentiaire de France fait observer que la Conférence pourrait difficilement faire une déclaration de cette nature et qu'il appartient au Gouvernement marocain de dénoncer, par la voie diplomatique, aux Représentants étrangers à Tanger, les abus existants ou qui viendraient à se produire.

La Conférence, ratifiant l'observation de M. le Plénipotentiaire de France, passe à la discussion du numéro 17 des propositions marocaines, qui a trait au payement des impôts par les protégés.

M. l'Amiral Jaurès rappelle que le Gouvernement français s'est déclaré prêt à consentir, en principe, au payement par les censaux et autres protégés de la taxe agricole ; mais qu'il a demandé en retour que le droit de propriété pour les étrangers au Maroc soit reconnu, et que l'exercice de ce droit devienne l'objet d'un Règlement spécial, entre le Gouvernement marocain et les Représentants des Puissances à Tanger.

Il propose en conséquence de remplacer le numéro 17, qui se trouve en discussion, par deux articles, qui prendront les numéros 15 et 16.

Le premier, relatif au droit de propriété, serait ainsi conçu :

« Le droit de propriété des étrangers au Maroc est reconnu. L'exercice de ce droit et la procédure à suivre en cas de contestation seront l'objet d'un Règlement spécial qui sera établi d'un commun accord par les Représentants des Puissances et le Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté Chérifienne à Tanger. »

Le Plénipotentiaire du Maroc est prêt à accepter la première partie de l'article, qui ne fait que constater un droit déjà reconnu par les Traités ; mais, pour ce qui concerne la seconde, il doit faire observer que l'exercice de ce droit n'a jamais donné lieu à des difficultés ni à des abus, et que les questions de procédure relatives aux immeubles ont toujours été régies par la loi du pays, le Chré, qui est tiré du Koran. Si le Règlement demandé devait n'être que la reproduction de cette loi, il serait superflu ; d'autre part, s'il devait s'en écarter, le Gouvernement marocain serait dans l'impossibilité absolue de l'accepter.

Répondant à une demande du Président, Ci Mohammed Bargash ajoute que le droit de propriété, inscrit déjà dans les Traités anglais et espagnol, est reconnu par le Maroc à tous les étrangers ; mais les biens immeubles sont et devront être soumis aux lois nationales ; il ne peut pas accepter qu'il soit fait de « Règlement spécial » à leur égard.

Le Plénipotentiaire de France propose de modifier ainsi que suit la rédaction de son article :

« Le droit de propriété des étrangers au Maroc est reconnu. L'exercice de ce droit sera l'objet d'une entente entre le Ministre des Affaires étrangères à Tanger et les Représentants des Puissances. »

Le Plénipotentiaire de Portugal pense qu'il serait préférable de définir dès à présent cette entente.

Le Président propose de préciser sa portée, en reproduisant exactement la rédaction qui a été consentie dans la Conférence de Tanger.

Tous les Plénipotentiaires se rallient à cette proposition, le Plénipotentiaire de France n'insiste plus, et l'article 15, définitivement rédigé ainsi que suit, est adopté par la Conférence :

Le droit de propriété au Maroc est reconnu pour tous les Etrangers.

Les Plénipotentiaires admettent que l'achat de propriétés doit être exécuté avec le consentement préalable du Gouvernement, et que les titres de ces propriétés soient faits dans les formes prescrites par les lois du pays, et que toute question qui pourrait surgir sur ces droits soit décidée d'après les lois du pays avec l'appel stipulé dans les Traités, c'est-à-dire, au Ministre des Affaires Etrangères.

Sur la prise en considération du numéro 16, qui stipule le paiement par les censaux et autres protégés de la taxe agricole, tout en réservant à l'examen spécial des Représentants étrangers à Tanger la quotité et la nature de cet impôt, une discussion s'engage sur l'opportunité qu'il y aurait à établir d'ores et déjà que cette taxe sera basée sur le principe de l'égalité, devant l'impôt, des étrangers et des indigènes, protégés ou non protégés.

Les Plénipotentiaires d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, du Portugal et de Suède et Norvège, pensent que la Conférence pourrait établir dès à présent ce principe d'égalité, en laissant aux Représentants des Puissances à Tanger le soin de régler les détails d'application. M. le Général Fairchild demande, en outre, que le paiement de cet impôt soit effectué par les étrangers ou protégés sous la surveillance des Représentants diplomatiques et consulaires dont ils relèvent.

Les Plénipotentiaires d'Allemagne, de France et d'Italie, sans repousser ce principe, estiment que son application doit être plus naturellement réservée à la sanction des Représentants à Tanger.

Le Plénipotentiaire du Maroc déclare que l'impôt agricole est invariable, le Chrâ, loi imprescriptible du pays, en déterminant, de droit, la quotité.

Le Plénipotentiaire de Portugal fait observer que le terme « impôt agricole » comprend les deux impôts, sur les récoltes et sur les troupeaux.

La Conférence l'entend ainsi.

Le numéro 16, rédigé, comme le précédent, en conformité avec les observations faites par les Représentants au sein de la Conférence de Tanger, est amendé d'un commun accord, en ce qui concerne la pénalité attachée à une fausse déclaration, et la Conférence l'adopte en ces termes :

Les étrangers et les protégés propriétaires ou locataires de terrains cultivés, ainsi que les censaux adonnés à l'agriculture, payeront l'impôt agricole. Ils remettront chaque année à leur Consul la note exacte de ce qu'ils possèdent, en acquittant entre ses mains le montant de l'impôt.

Celui qui fera une fausse déclaration payera, à titre d'amende, le double de l'impôt qu'il aurait dû régulièrement verser pour les biens non déclarés. En cas de récidive, cette amende sera doublée.

La nature, le mode, la date et la quotité de cet impôt seront l'objet d'un Règlement spécial entre les Représentants des Puissances et le Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté Chériffienne.

La Conférence adopte à la suite, sous le numéro 17, l'article suivant, que les Représentants réunis à Tanger se sont déclarés prêts à accepter :

Les étrangers, les protégés et les censaux propriétaires de bêtes de somme payeront la taxe dite des portes. La quotité et le mode de perception de cette taxe, commune aux étrangers et aux indigènes, seront également l'objet d'un Règlement spécial entre les Représentants des Puissances et le Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté Chériffienne.

La dite taxe ne pourra être augmentée sans un nouvel accord avec les Représentants des Puissances.

La Conférence accueillant ensuite la demande contenue dans le numéro 18 des propositions marocaines, adopte, sous le même numéro, l'article suivant :

La médiation des interprètes, secrétaires indigènes ou soldats, des différentes Légations ou Consulats, lorsqu'il s'agira de personnes non placées sous la Protection de la Légation ou du Consulat, ne sera admise qu'autant qu'ils seront porteurs d'un document signé par le Chef de mission ou par l'Autorité consulaire.

M. le Plénipotentiaire des Etats-Unis demande à présenter à la Conférence des propositions réglant la situation des protégés qui cesseraient de l'être par suite de la revision des listes de Protection.

La Conférence prend acte de ces propositions, qui sont réservées à une délibération ultérieure, et s'ajourne au lundi 21 juin.

La séance est levée à trois heures et demie. *(Suivent les signatures.)*

PROTOCOLE N° 10

Séance du 21 Juin 1880

Etaient présents :

MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne et du Danemark, d'Italie, du Maroc, des Pays-Bas, du Portugal, de Suède et de Norvège.

La séance est ouverte à midi et demi.

Le procès-verbal de la séance antérieure est lu et approuvé.

Lecture est donnée du n° 19 des propositions du Gouvernement marocain, qui appelle l'attention des Puissances sur l'abus qui résulte du retour et de la résidence au Maroc des sujets autrefois marocains naturalisés à l'étranger.

Le Président invite les Plénipotentiaires à faire connaître leur avis sur les points soulevés par la proposition marocaine.

Le Plénipotentiaire d'Allemagne constate que son Gouvernement n'est pas directement intéressé dans cette question, l'Allemagne n'accordant la naturalisation que lorsqu'elle est demandée avec le consentement formel du Gouvernement du candidat. D'ailleurs le Gouvernement allemand a déclaré que le marocain naturalisé qui retournerait se fixer au Maroc perdrait la Protection allemande.

Le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie fait observer qu'en Hongrie également, on n'accorde des lettres de naturalisation que sur la présentation d'un certificat constatant que le candidat a été autorisé par son Gouvernement à changer de nationalité. Dans le reste de la Monarchie, on fait dépendre cette concession de la réciprocité ou des conventions spéciales qui existent avec quelques Etats.

Le Plénipotentiaire de Belgique dit que la loi belge demande, comme première condition pour être naturalisé, une résidence de cinq ans au moins en Belgique. Les naturalisations sont votées par les Chambres et approuvées par le Souverain. Dans ces conditions, le cas d'un marocain naturalisé en Belgique serait absolument exceptionnel. Néanmoins, comme le retour dans le pays d'origine du sujet naturalisé n'a pas été prévu par la loi belge, M. Anspach ne se croirait pas, quant à présent, autorisé à prendre part à une discussion dont le résultat pourrait modifier les effets de dispositions législatives en vigueur dans son pays. Il ne serait, en aucun cas, disposé à admettre que les effets de la naturalisation puissent cesser par le seul fait du retour dans la patrie d'origine ; il faudrait que ce retour fût accompli dans un but avéré de résidence perma-

nente, et que toute concession qui pourrait être faite à la demande du Gouvernement marocain fût entourée, en outre, des garanties les plus formelles.

Le Plénipotentiaire des Etats-Unis dit que son Gouvernement n'admet aucune distinction entre sujets américains, qu'ils le soient par le fait de la naissance ou par naturalisation, qu'ils se trouvent dans leur propre pays ou dans des pays étrangers; il ne saurait, par conséquent, reconnaître au Gouvernement du Maroc le droit de ne point tenir compte de documents qui attesteraient qu'un de ses anciens sujets serait devenu citoyen américain par droit de naturalisation, pas plus qu'il ne peut admettre la prétention du Maroc de méconnaître les effets des passeports légalement délivrés à des citoyens, nés ou naturalisés, des Etats-Unis.

Le Général Fairchild estime cependant qu'il n'est pas juste qu'un Marocain, devenu citoyen naturalisé des Etats-Unis ou de tout autre pays, retourne au Maroc avec l'intention de s'y fixer et puisse continuer néanmoins à réclamer sa qualité de naturalisé. Il admet donc qu'un pareil retour, accompli avec intention de séjour permanent, devra faire perdre la qualité acquise de citoyen étranger, et replacer le Marocain dans les mêmes conditions où il se trouvait avant d'avoir quitté son pays. Le Plénipotentiaire des Etats-Unis pense qu'il serait juste de considérer tout individu qui, revenu au Maroc, y résiderait sans esprit de retour dans son pays d'adoption un nombre d'années déterminé, dont les Gouvernements fixeraient le minimum, comme ayant perdu sa nouvelle nationalité et repris l'ancienne.

Le Gouvernement des Etats-Unis a le droit et le devoir de protéger complètement, et par tous moyens légitimes, ses sujets naturalisés partout où ils se trouvent. Mais le Général Fairchild ne croit pas que l'on doive admettre que la naturalisation étrangère puisse être recherchée par les sujets d'un pays quelconque dans le but unique de continuer à résider dans leur patrie en éludant ses lois; il déclare qu'il se joindra volontiers aux autres Plénipotentiaires pour recommander aux Gouvernements représentés au sein de la Conférence toutes les mesures qui pourront protéger le Maroc contre une telle injustice, une telle fraude. Le Général Fairchild ne doute point que le Gouvernement des Etats-Unis ne soit disposé à entrer en négociations avec le Maroc pour régler ce point.

Le Plénipotentiaire de France expose que la naturalisation étant accordée par des lois, lois qui d'ailleurs ne sont pas les mêmes pour toutes les Puissances, il lui paraît difficile que la Conférence puisse prendre une décision sur la question des naturalisés.

En ce qui concerne la France, sa législation intérieure n'a pas prévu le cas où des naturalisés français viendraient se fixer, après leur naturalisation, dans leur pays de naissance, mais l'Amiral Jaurès pense que, par voie de mesure individuelle, il serait peut-être admissible, le cas échéant, de ne plus accorder d'appui aux Marocains qui, après avoir séjourné sur le territoire français durant trois ans, dans la seule intention d'y acquérir la naturalisation française, retourneraient ensuite sur le territoire du Maroc avec la pensée de s'y établir, sans esprit de retour.

C'est donc, à son avis, par la voie diplomatique qu'il pourrait être remédié à l'état de choses dont se plaint le Maroc.

Le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne estime que les plaintes du Maroc sont très fondées, et que les Marocains qui retournent dans leur pays doivent être soumis à ses lois. Ce n'est même point d'une demande du Gouvernement marocain qu'il est question, mais d'une loi du Sultan, d'un droit de Souveraineté.

Le Plénipotentiaire d'Italie se rallie à l'avis exprimé par le Plénipotentiaire de France.

Le Plénipotentiaire des Pays-Bas dit que la législation hollandaise exige un séjour de six ans et un vote des deux Chambres comme condition de la naturalisation d'un étranger; elle n'a pas prévu le cas de retour au pays d'origine.

M. de Heldewier partage entièrement, d'ailleurs, l'avis de M. le Plénipoten-

tiaire de Belgique, et, comme lui, ne se croirait pas en mesure de prendre part à la discussion d'une question de cette nature.

Le Plénipotentiaire de Portugal rappelle, en commençant, que le Représentant du Portugal à la Conférence de Tanger a eu, sur ces questions, une attitude très accentuée, dictée d'ailleurs par les instructions de son Gouvernement.

M. le Comte de Casal Ribeiro partage, sur la question de fond, la manière de voir du Plénipotentiaire des Etats-Unis ; il pense, d'autre part, que l'importance de cette matière et la forme sous laquelle la Conférence en est saisie, font qu'elle ne puisse être que l'objet d'un accord général. Le Plénipotentiaire de Portugal se trouve suffisamment autorisé pour discuter et établir dès à présent, en ce qui concerne le Portugal, les bases de cet accord.

Il rappelle que la loi portugaise n'exige pas, comme celles de certains autres pays, la présentation de documents ou certificats de libération comme une des conditions pour être naturalisé. La naturalisation, d'autre part, n'est point accordée comme un droit à toute demande : elle dépend d'une faculté gouvernementale. Le Gouvernement portugais peut donc s'engager à ne l'accorder qu'avec certaines réserves ou dans certains cas.

Un point capital, sur lequel sera forcé d'insister d'une façon absolue le Plénipotentiaire du Portugal, est celui de la non-rétroactivité qu'il doit stipuler pour toute disposition qui viendrait à être adoptée par la Conférence.

M. le Comte de Casal Ribeiro fait brièvement l'historique de cette question, soulevée pour la première fois par le Gouvernement marocain à Tanger en 1877, et rappelée par la lettre de Si Mohammed Bargash du 18 février 1879. Il rappelle que le Représentant du Portugal a dû s'élever, à cette époque, contre l'intention, annoncée par le Gouvernement marocain, de ne pas reconnaître les effets de la naturalisation ; et qu'il a eu plus tard à protester contre cette même prétention, formulée de nouveau, dans une note du mois de février 1880, au moment où cette question allait être prochainement soumise à l'examen d'une Conférence internationale.

Le Comte de Casal Ribeiro conteste, en passant, le bien fondé des plaintes du Gouvernement marocain, au sujet de l'abus qui serait fait de « passeports de naturalisation. » La possession d'un passeport ne suffit pas pour attester une nationalité ; le Gouvernement portugais, qui ne défend que ses lettres de naturalisation, n'a, par conséquent, aucune concession à faire au Maroc sur ce point.

La question du paiement des impôts, sur laquelle insistait naguère le Maroc, se trouve désormais résolue par la récente décision de la Conférence ; il est peu douteux, en effet, que les étrangers ne soient mis, sous ce rapport, sur le pied de l'égalité avec les sujets du Sultan.

Reste l'argument tiré de la juridiction spéciale dont jouissent les étrangers au Maroc, argument qui ne serait généralement pas de mise en Europe, où la juridiction spéciale, en pareil cas, ne serait pas reconnue. Le Gouvernement portugais est prêt à accepter sur ce point toute solution équitable : il n'a pu seulement admettre que la question fût tranchée uniquement par une décision du Gouvernement marocain.

Le Comte de Casal Ribeiro rappelle à ce propos que le nombre des Marocains naturalisés en Portugal est peu considérable et ne dépasse guère une vingtaine.

Le Plénipotentiaire de Portugal passe ensuite à la discussion d'un précédent qui a été allégué à Tanger comme une raison d'admettre la demande du Maroc.

La Turquie a bien déclaré, en effet, par l'article 5 de la loi du 10 janvier 1869, que la naturalisation étrangère, acquise sans autorisation préalable du Gouvernement Impérial, serait considérée comme nulle et non avenue : elle a pu aussi, ainsi que l'a rappelé M. le Ministre d'Allemagne à la Conférence de Tanger dans la séance du 5 avril 1879, dire que tout sujet ottoman naturalisé étranger perdrait cette qualité en revenant en Turquie ; et il est vrai que les

Puissances ont accepté ces déclarations. Mais il importe de signaler les difficultés qu'a présentées cette acceptation de la part des Gouvernements étrangers.

La Russie n'a pas adhéré tout d'abord : elle a même demandé un instant qu'une conférence se tint sur cette question. L'Angleterre, de son côté, donnait à ses représentants des instructions qui paraissaient prévoir des conflits. Le gouvernement français, enfin, n'a accepté la loi qu'après avis du Comité du Contentieux, qui a notamment constaté qu'aucune expression employée dans sa rédaction ne pouvait attribuer à ses dispositions un effet rétroactif. Le gouvernement turc lui-même a dû reconnaître, dans des mémoires adressés à des gouvernements étrangers, que la loi du 19 janvier avait été l'objet des critiques les plus sévères, qui n'étaient tombées que devant la déclaration officielle par la Sublime Porte de l'esprit dans lequel serait appliquée chacune de ses dispositions ; il avait solennellement déclaré, dans la circulaire du 26 mars 1869, que la loi ne pourrait modifier en aucune manière les qualités et les droits antérieurement acquis.

Le plénipotentiaire de Portugal, observant que les questions qui touchent à la nationalité ont toujours été comptées parmi les plus ardues du droit international privé, constate que la tendance générale des législations modernes paraît être dans le sens d'une plus grande liberté, qui admet le choix de la nationalité par l'individu, dans des conditions et sous des réserves déterminées. Il est regrettable que l'on soit obligé, dans le cas du Maroc, de rétrograder dans cette voie, mais il est impossible de méconnaître les conditions spéciales que l'on invoque, et la valeur d'arguments comme celui que l'on tire de l'existence d'une juridiction spéciale.

Le Portugal désire ardemment l'indépendance et le développement du Maroc, et reconnaît qu'ils exigent que son gouvernement conserve sa liberté d'action à l'intérieur. Il doit refuser absolument de revenir sur la qualité déjà acquise de sujets naturalisés portugais ; mais il est prêt à examiner, et à réformer, toutes fois qu'il y aura lieu, les abus qui ont pu se produire dans des cas particuliers. Pour l'avenir, enfin, le gouvernement portugais est disposé à sanctionner telles mesures qui, sans dénier les effets de la naturalisation aux sujets autrefois marocains qui retourneraient, sans esprit de résidence, dans leur pays, les refuseraient cependant dans les cas où la nationalité portugaise n'aurait été considérée que comme un moyen d'éluider les lois du Maroc.

Le plénipotentiaire de Suède et de Norvège constate que les lois de ces deux royaumes font dépendre la naturalisation de la présentation par le demandeur, de documents certifiant qu'il a cessé d'être le sujet de l'Etat qui, jusqu'à l'époque de la demande, avait été sa patrie. M. Akerman ajoute que cette condition lui paraît constituer déjà une réponse favorable à la proposition marocaine, mais il n'aurait pas non plus d'objection à adhérer à celle-ci d'une manière plus formelle.

Le président fait observer qu'il serait regrettable que la Conférence dût renoncer à discuter la demande présentée à Tanger sous le n° 19 par le gouvernement marocain, par suite du défaut d'instructions spéciales dont excipent certains des plénipotentiaires. La question des effets de la naturalisation à l'étranger des indigènes qui retournent au Maroc pour y résider, posée déjà au sein de la Conférence de Tanger, a toujours paru être réservée à l'examen de la Conférence de Madrid, et faire partie de son programme.

Comme plénipotentiaire d'Espagne, M. Canovas del Castillo croit que la demande du Maroc ne soulève en réalité aucune question de droit international, et que son acceptation n'affecterait point la législation intérieure de chaque Etat.

La Turquie, en somme, a pu faire accepter, en 1869, et dans des circonstances analogues, tout ce qui lui était nécessaire ; les effets rétroactifs de la loi ont seuls été l'objet des réserves et des objections faites par les puissances. Les documents cités par le plénipotentiaire de Portugal n'établissent pas que, parmi ces objections, ait jamais été faite celle qu'on semble opposer à la demande du Maroc, à savoir que son acceptation pourrait être incompatible avec la légis-

lation existante des puissances. Il s'agit plutôt de l'exercice d'un droit de législation intérieure par le gouvernement marocain, qui ne s'oppose pas à ce que ses sujets se fassent naturaliser à l'étranger, et qui exige uniquement qu'ils renoncent à leur nouvelle nationalité au cas où ils reviendraient se fixer au Maroc.

Mais la Turquie a fait plus encore. Le gouvernement ottoman n'a pas seulement déclaré que les sujets ottomans ne pourraient, en aucun cas, se naturaliser à l'étranger sans autorisation préalable : il n'a pas seulement dit qu'il ne reconnaîtrait pas les effets de la naturalisation obtenue sans cette condition : il a défendu à tout ottoman de la demander, et cette prohibition suppose une sanction pénale.

Or que demande le Maroc, alors que le retour dans son pays du marocain naturalisé a lieu dans le but avéré d'y fixer à nouveau sa résidence, dans un esprit contraire, par conséquent, à celui qu'a supposé toujours sa naturalisation par un autre Etat; lorsque la présence de cet homme, les privilèges dont il continue à jouir, les exceptions dont il est l'objet au milieu de ses compatriotes et de ses parents mêmes, choquent toute idée de justice, entretiennent une agitation permanente et peuvent, à chaque instant, devenir la source de troubles et de désordres publics? Le gouvernement chériffien ne prétend pas interdire à ses sujets de se faire naturaliser : il ne demande même pas que son autorisation préalable ait été obtenue, quoique ce soit là une condition exigée déjà par la législation de plusieurs pays d'Europe : il veut seulement que le marocain revenu au Maroc cesse d'être étranger.

Par ces raisons, M. Canovas del Castillo estime que cette demande, si modérée dans la forme, si légitime quant au fond, ne serait trouvée incompatible avec la législation d'aucun Etat, et qu'elle pourrait être admise par les plénipotentiaires.

La Conférence pourrait tout au moins adopter, à ce sujet, une déclaration générale : sa décision sur un point déjà débattu à Tanger, sur une question de principe reconnu jadis par les puissances lorsqu'il s'agissait de son application en Turquie, ne saurait surprendre aucun des gouvernements représentés.

Quant à l'effet rétroactif des dispositions qui pourraient être prises, un effet de cette nature toujours si difficile à admettre ne saurait être consenti dans le cas actuel. Mais, si la rétroactivité qu'a combattue le plénipotentiaire de Portugal est, en effet, absolument inadmissible, il semble qu'on ne puisse, sur la question du fond, nier que les plaintes du Maroc ne soient fondées en justice.

Sur la proposition du président, la Conférence s'ajourne, à la suite de cette discussion, au mercredi 23 juin.

La séance est levée à trois heures et demie.

(Suivent les signatures.)

PROTOCOLE N° 11

Séance du 24 juin 1880

Etaient présents :

MM. les plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne et du Danemark, d'Italie, du Maroc, des Pays-Bas, du Portugal, de Suède et de Norvège.

La séance, remise du mercredi 23 juin, s'ouvre à midi et demi.

Le procès-verbal de la séance antérieure est lu et approuvé.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des questions relatives à la naturalisation de sujets marocains à l'étranger.

Le plénipotentiaire du Maroc dit que son gouvernement ne s'oppose aucune-

ment à ce que les sujets marocains changent de nationalité. Sa demande se réduit, ainsi que l'a constaté dans la dernière séance M. le plénipotentiaire d'Espagne, à ce qu'une fois naturalisés à l'étranger, ils ne reviennent plus se fixer au Maroc, à moins qu'ils ne veuillent s'y soumettre à l'autorité de Sa Majesté le Sultan.

Ci Mohammed Bargash a signalé, par la lettre en date du 18 février 1879, qui a été jointe à sa demande n° 19, ainsi que dans la séance tenue à Tanger le 19 juillet de la même année, les abus de tout genre qui ont rendu nécessaire cette demande.

Il s'agit, d'ailleurs, d'une loi marocaine, édictée par le Sultan comme souverain indépendant dans une question d'ordre intérieur, et qui ne touche en rien à la législation particulière de chaque Etat.

S'il est vrai qu'en Amérique comme en Europe les gouvernements admettent le retour et la résidence dans leurs Etats des sujets naturalisés à l'étranger, il ne faut pas oublier que ces individus ne sont pas, comme au Maroc, soustraits par leur nouvelle qualité aux juridictions nationales.

Du reste, ces mêmes gouvernements expulseraient immédiatement, par raisons d'ordre public, les individus naturalisés à l'étranger dont la résidence deviendrait un danger ou un scandale : et cela sans rencontrer d'opposition de la part des puissances qui pourraient protéger ces gens. Or, ce droit, le gouvernement marocain ne peut l'exercer ; et pourtant il aurait, plus que tout autre, besoin qu'il lui fût reconnu, car son autorité, ébranlée par l'état des choses dont il se plaint, ne saurait, en aucun cas, être comparée à celle des gouvernements européens.

Il ne faut point oublier combien différent des citoyens européens ou américains les sujets marocains. Le caractère et l'éducation de ces derniers font qu'à l'abri des privilèges accordés par le Maroc aux étrangers, ils abusent de leurs droits pour susciter des difficultés et donner occasion à des troubles, sérieux souvent et toujours nuisibles au prestige des autorités nationales. Que si l'on ne portait remède à cette situation par l'adoption de mesures qui rendraient à la naturalisation son véritable caractère, car il est évident qu'aucune nation ne l'accorde dans l'esprit de créer une difficulté au gouvernement d'une puissance amie, le Maroc, délivré des protégés irréguliers grâce aux dispositions arrêtées par la Conférence, se verrait bientôt envahi par des marocains naturalisés, et le mal n'aurait disparu que pour prendre une forme plus menaçante encore pour la paix de l'Empire.

Par ces motifs, le plénipotentiaire du Maroc prie la conférence de prendre en considération le projet d'article qu'il lui soumet en ces termes :

« Le gouvernement du Maroc ne s'oppose pas à ce que les sujets marocains changent leur nationalité ; mais, de retour dans leur pays natal, ils ne pourront se soustraire à l'autorité de Sa Majesté le Sultan ni à la juridiction locale. »

Le président fait observer que la Conférence ne saurait accepter une rédaction qui, d'une part, fait dépendre la perte de la nationalité acquise à l'étranger du seul fait d'un retour au Maroc, et qui, d'un autre côté, n'exclut point expressément tout effet rétroactif.

Il croirait préférable de soumettre à la discussion des plénipotentiaires le projet d'article suivant :

« Tout sujet marocain naturalisé à l'étranger qui viendra au Maroc devra, après un temps de séjour égal à celui qui lui aura été régulièrement nécessaire pour obtenir la naturalisation, opter entre sa soumission entière aux lois de l'Empire et l'obligation de quitter le Maroc. »

La Conférence paraissant disposée à accepter cette rédaction, le plénipotentiaire de France dit qu'il aurait préféré réserver pour une entente directe entre le Maroc et la France la question des naturalisations ; mais que, par esprit de conciliation et comme marque de déférence envers l'opinion de ses collègues, il accepte la rédaction proposée par le président, se bornant à demander qu'elle soit complétée par le membre de phrase suivant, qui lui paraît indispensable :

« à moins qu'il ne soit prouvé que la naturalisation étrangère a été obtenue avec l'assentiment du gouvernement marocain. »

Le plénipotentiaire du Portugal demandera aussi une addition à l'article, qui déclarera que la naturalisation étrangère acquise jusqu'à ce jour par des sujets marocains suivant les règles établies par les lois de chaque pays, leur est maintenue, pour tous ses effets, sans restriction aucune.

Le plénipotentiaire du Maroc retire la rédaction qu'il a proposée en premier lieu, et demande à lui substituer le projet suivant, qu'il croit entièrement conforme au sentiment des plénipotentiaires, et qui prévient toute difficulté et toute discussion lors de l'application de l'article.

« Tout sujet marocain naturalisé à l'étranger, qui reviendra au Maroc, devra, après un temps de séjour égal à celui qui lui aura été régulièrement nécessaire pour obtenir la naturalisation, opter entre la renonciation à cette naturalisation et l'obligation, pour lui et pour sa famille, de quitter le Maroc. Dans ce dernier cas, le retour au Maroc ne lui sera plus permis, pas plus qu'à sa famille, à moins de soumission entière à l'autorité du Sultan et aux lois du pays.

« La durée du séjour sera comptée jour pour jour égale à celle que la loi du pays étranger aura exigée pour la naturalisation, soit que le nombre voulu d'années ait été fourni par une résidence continue au Maroc, soit que cette résidence ait été interrompue par des absences à l'étranger.

« Par famille, on comprendra la femme et les enfants qui suivent la nationalité du mari et du père.

« La résidence, dans les Etats du Sultan, de la famille ou d'un individu de la famille du marocain naturalisé, sera considérée, pour les fins de cet article, comme équivalant à la résidence du naturalisé lui-même. Il en serait de même s'il conservait au Maroc une maison de commerce opérant en son nom. »

Ci Mohammed Bargash demande enfin à la Conférence de sanctionner la disposition suivante, qu'il croit essentielle au prestige de l'autorité chériffienne et au maintien de l'ordre public dans son pays ;

« Il est entendu que si, pendant son séjour au Maroc, le marocain naturalisé ou un membre de sa famille venait à intervenir, directement ou indirectement, dans les affaires du pays, à provoquer des troubles, à commettre une action contraire aux lois ou à manquer au respect dû aux autorités locales, celles-ci s'en plaindront au Consul, qui, dès lors et sans attendre l'expiration du délai stipulé, expulsera immédiatement les délinquants du territoire marocain. »

Le président constate que les autres plénipotentiaires paraissent unanimes à préférer la rédaction qui a déjà été l'objet d'une entente générale. La Conférence ne peut entrer dans certains détails ni prévoir toutes les formes d'abus qui pourraient se présenter ; elle ne peut que déclarer un principe dont l'application devra être requise, dans des cas particuliers, par la voie diplomatique.

Le plénipotentiaire du Maroc insistant pour qu'il soit fait mention de la famille du naturalisé, le président fait observer que la rédaction proposée répond, par le fait, à toute difficulté de ce chef, car ses dispositions s'appliquent également aux membres de la famille, si l'on considère qu'ils deviennent eux-mêmes naturalisés par le fait de la naturalisation du père ou du mari.

Le plénipotentiaire du Maroc déclare accepter l'article, du moment où l'on doit admettre cette interprétation.

Quant à l'addition qui a été proposée par M. le plénipotentiaire de France, Ci Mohammed Bargash se borne à déclarer que le consentement que Sa Majesté le Sultan pourrait donner à la naturalisation d'un de ses sujets ne le sera que sous forme de firman chériffien.

La Conférence adopte l'article 19, qui est rédigé en ces termes :

Tout sujet marocain, naturalisé à l'étranger, qui reviendra au Maroc, devra, après un temps de séjour égal à celui qui lui aura été régulièrement nécessaire pour obtenir la naturalisation, opter entre sa soumission entière

aux lois de l'Empire et l'obligation de quitter le Maroc, à moins qu'il ne soit constaté que la naturalisation étrangère a été obtenue avec l'assentiment du gouvernement marocain.

La naturalisation étrangère acquise jusqu'à ce jour par des sujets marocains suivant les règles établies par les lois de chaque pays leur est maintenue pour tous ses effets, sans restriction aucune.

La conférence passe ensuite à l'examen des faits exposés à la Conférence de Tanger, par Ci Mohammed Bargash, dans la lettre du 18 février 1879.

Le président constate que tous les plénipotentiaires reconnaissent, ainsi que l'ont déjà fait les représentants à Tanger, la justice des observations présentées par le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Chériffienne au sujet de l'ingérence des agents consulaires dans les affaires déferées aux tribunaux marocains ; mais il ne semble pas que la Conférence ait à statuer sur ce point, les représentants des puissances à Tanger ayant déclaré qu'ils feraient droit à la demande de Ci Mohammed Bargash.

Le plénipotentiaire de France propose ensuite, et la Conférence adopte à l'unanimité, sous le n° 20, l'article suivant :

Le droit au traitement de la nation la plus favorisée est reconnu par le Maroc à toutes les puissances représentées à la Conférence.

Le président fait observer que la Conférence, qui a examiné les dix-neuf demandes présentées par le gouvernement marocain, et statué sur chacune d'elles, et qui vient d'adopter enfin un dernier et nouvel article, paraît être arrivée au terme prévu de ses travaux. Il prie, néanmoins, les plénipotentiaires, au cas où ils désireraient soumettre des matières nouvelles à la délibération commune, de vouloir bien en saisir la Conférence.

Le plénipotentiaire du Maroc demande alors la parole, et fait la déclaration suivante, qu'il considère comme la conséquence nécessaire de toutes les dispositions consenties par la Conférence au sujet de la protection au Maroc :

« Le gouvernement marocain ne reconnaitra d'autres protégés que ceux dont le nombre et les qualités ont été déterminés par les articles que la Conférence a adoptés.

« Les individus qui ne se trouveraient pas dans ces conditions devront être, par conséquent, rayés des listes et privés de la protection étrangère ; ils passeront sous la protection directe de Sa Majesté Chériffienne, et il sera procédé à leur égard, dans tous les cas où ils auraient des contestations avec d'autres sujets du Sultan ou avec des sujets ou protégés étrangers, de la manière suivante :

« Toute question sera soumise au Cadi ou au Gouverneur, selon qu'elle sera du ressort de l'un ou de l'autre, mais toujours avec l'appel, stipulé dans les traités, au ministre des affaires étrangères à Tanger. Pour le cas où l'ex-protégé s'opposerait à ce que son affaire fût soumise aux autorités marocaines du lieu de sa résidence, il aura le droit de la porter directement devant ledit ministre, lequel, après avoir prononcé la sentence, et au cas où l'ex-protégé se croirait lésé par elle, entendra le représentant étranger à Tanger de la nation qui protégeait autrefois l'intéressé, et lui fera connaître les raisons sur lesquelles se fonde la sentence.

« Les représentants étrangers remettront au ministre des affaires étrangères une liste spéciale mentionnant les noms et résidences des individus qui ont été éliminés des listes de protection par suite des présentes dispositions, afin que les autorités locales puissent être prévenues. »

Le président remarque que cette proposition reproduit les observations développées par Ci Mohammed Bargash dans les lettres du 18 février et 12 avril 1879. Il rappelle que la conférence a eu connaissance d'un projet du plénipotentiaire des Etats-Unis, visant la situation des ex-protégés, mais ce projet, qui suppose une décision antérieure sur le principe, paraît devoir être réservé à une délibération ultérieure.

Le plénipotentiaire d'Italie demande la parole et s'exprime en ces termes :

« Permettez-moi, messieurs, de rappeler tout d'abord les traités stipulés entre le Maroc et les Etats italiens, depuis le commencement du x^e siècle jusqu'en 1833. Ils sont nombreux et dignes d'être notés.

« La République de Gènes a été la première à conclure des traités avec le Maroc ; Pise, Florence et Venise suivirent son exemple. Le Royaume des Deux-Siciles, la Toscane, la Sardaigne, stipulèrent successivement des accords internationaux avec ce pays. Le gouvernement des Deux-Siciles a confirmé, en 1833, ses anciens traités. Les papes exerçaient déjà, au xii^e siècle, une protection sur les chrétiens sujets des émirs du Maroc.

« Dans ces traités même dans les plus anciens, on trouve, comme dans les traités français de 1767, le principe du droit de protection Avec le temps et par l'usage de l'exercice de ce droit, a été fondé un droit de protection *consuetudinaire*.

« Le droit même de propriété est mentionné dans le traité avec les Deux-Siciles, lequel accordait aux sujets relevant de ce pays, le droit de posséder des maisons dans l'Empire marocain.

« Le droit consuetudinaire de protection n'a jamais soulevé la moindre objection de la part du gouvernement marocain. Celui-ci l'a reconnu et sanctionné par le fait, puisqu'il a toujours exécuté les arrêts que les tribunaux consulaires, ou les juges arbitres, ont prononcé contre des sujets du Sultan en faveur de ses sujets protégés, en vertu du droit coutumier. C'est contre les abus et non contre le droit, que le gouvernement a parfois élevé des plaintes.

« Les gouvernements de la Grande-Bretagne, d'Espagne et de France, ont trouvé, dans leur haute appréciation, qu'il était plus conforme à leurs intérêts de limiter, en ce qui les concernait le droit de protection. La Grande-Bretagne et l'Espagne ont conclu des traités qui limitent la protection aux indigènes employés et domestiques de leurs légations, consulats vice consulats et agences consulaires. La France a signé le règlement de 1863, qui admet seulement deux catégories de protégés, c'est-à-dire la catégorie des employés et des domestiques et celle des censeux. Ce qui n'a pas empêché qu'en dehors de ces catégories, d'autres inscriptions de protégés, ressortissant de ces légations, aient pu avoir lieu, inscriptions rayées plus tard, à l'occasion de la présentation des listes au ministre des affaires étrangères du Maroc.

« L'Italie a toujours maintenu inaltérable son droit consuetudinaire, sans jamais en abuser. En effet, en examinant le chiffre de 108, auquel montent ses protégés, on trouvera qu'onze seulement sont protégés en vertu du droit consuetudinaire.

« Six sont d'anciens vice-consuls et interprètes des Etats italiens composant actuellement le royaume d'Italie. Le nombre de ceux qui ont rendu ainsi des services à l'Italie est de six et non d'un seul (M. Moses Nahon) comme M. le ministre des affaires étrangères du Maroc avait cru pouvoir l'affirmer dans la séance du 19 juillet 1879 des conférences de Tanger.

« La veuve David Busaglio et ses deux fils composent la famille d'un agent diplomatique italien, et jouissent, à ce titre, de la protection.

« La veuve Isaac Toledano et huit autres personnes appartiennent à la famille de Joseph Toledano, interprète de la légation d'Italie, famille qui, jusqu'à présent a joui de la protection héréditaire comme la famille Ben-Chimol, protégée par la France.

« Trente-deux indigènes sont employés et domestiques de la légation à Tanger et des agents consulaires au Maroc.

« Enfin, quarante-sept sont agents commerciaux ou censeux, dont dix-huit seulement sont musulmans.

« D'après mes informations, ces agents commerciaux ont été choisis *exclusivement* dans les villes de la côte et de l'intérieur. Ils ne sont pas riches ; parmi eux un seul est propriétaire aisé.

« Les protégés par droit consuetudinaire, qui sont au nombre de onze, et les six anciens employés, appartiennent à de riches maisons de commerce. Ainsi

quatre d'entre eux ont versé aux douanes du Sultan, en droits d'importation et d'exportation, et pendant les années 1877, 1878 et 1879, la somme d'un million et demi de francs.

« Le fait de cette protection accordée à des maisons riches et influentes aussi pour le commerce italien, n'exclut pas une intervention éventuelle, *collective*, en faveur des familles qui se trouvent dans une position moins aisée.

« Depuis douze ans que le ministre d'Italie actuel se trouve à Tanger, il n'a accordé, en vertu du droit consuetudinaire, qu'une seule protection, en faveur d'un pauvre batelier marocain musulman qui, au risque de sa vie, sauva celles de trois matelots italiens.

« Maintenant que j'ai exposé les raisons de droit qui conseillent à mon gouvernement de conserver les protégés qu'il a actuellement au Maroc, ainsi que le droit consuetudinaire de protection, je donnerai les raisons de fait qui ne peuvent que confirmer mon gouvernement dans cet ordre d'idées. »

M. le comte Greppi lit des extraits du discours prononcé par le ministre de la Grande-Bretagne, doyen du corps diplomatique à Tanger, à l'occasion de l'ouverture des conférences de 1879, Sir John Drummond Hay, dont les paroles sont d'ailleurs à la connaissance des plénipotentiaires par les procès-verbaux de ces conférences, a tracé un tableau sévère de l'état du Maroc.

Il rappelle que, dans la séance du 16 avril, Sir John Drummond-Hay proposait, dans le cas où le gouvernement marocain viendrait à manquer aux engagements précédemment pris par lui, de s'associer à ses collègues pour obliger le gouvernement chériffien à tenir ses promesses. Le ministre d'Italie, en vue des éventualités prévues par ces paroles, trouvait plus sage pour l'Italie de garder ses protégés.

Sir John Drummond-Hay a encore déclaré, dans son memorandum sur une conversation qu'il a eue avec le Révérend M. Lowi, que le Sultan Muley-Hasan est un homme juste et humain, mais qu'il n'a pas le pouvoir qu'il faudrait pour contenir ses sujets fanatiques, s'il essayait de mettre les israélites sur le même pied que ses autres sujets musulmans. Il serait, en outre, dangereux que les représentants des puissances vinssent exercer une pression excessive ou faire des demandes péremptoires à ce propos, puisque le sultan ne céderait que par la crainte des conséquences de son refus à l'égard des gouvernements étrangers. Des concessions ainsi accordées n'auraient pour effet que de provoquer les excès du fanatisme musulman.

Le plénipotentiaire d'Italie reprend en ces termes :

« Sans faire un tableau plus noir de la situation du Maroc, je crois que le représentant britannique à Tanger a dévoilé les véritables causes de la « maladie » dont se plaint le plénipotentiaire du Maroc. Il me semble qu'au lieu de demander à la conférence le *remède* pour ces *maux*, on devrait chercher ce remède dans une réforme politique et administrative de son pays.

« Le ministre de la Grande-Bretagne à Tanger pense, et sa manière de voir paraît être partagée par quelques membres de la conférence, qu'on doit tout concéder au Maroc pour qu'il marche sans entraves vers la civilisation. Ma conviction est qu'avant tout le gouvernement marocain doit établir la réforme politique nécessaire et la faire exécuter ; une fois bien assise, elle mettrait les puissances à même de venir au-devant des désirs du Maroc.

« Au fond l'Italie veut la même chose, mais elle diffère sur le chemin à prendre pour arriver au but.

« Les onze protégés de l'Italie et les quelques autres des autres puissances ne sauraient à la vérité entraver la marche franche et résolue du Maroc dans les voies indiquées du progrès.

« Le gouvernement du roi est sincèrement ami du souverain éclairé qui règne au Maroc. L'Italie désire autant que toute autre puissance que l'Empire du Sultan du Maroc soit fort, prospère et indépendant. Elle connaît parfaitement les excellentes intentions de Sa Majesté Muley-Hassan ; malheureusement le gouvernement marocain est faible, ses ordres ne sont pas obéis, le gouvernement

italien ne saurait avoir confiance, et ne *pourrait céder qu'à la suite de réformes accomplies.*

« Il était à croire que M. le plénipotentiaire du Maroc, en se présentant à la conférence, se trouverait en mesure d'annoncer la promulgation d'un édit ou Hatti-Chérif qui aurait donné à ses sujets l'égalité devant la loi, sans distinction de religion, et aurait institué des tribunaux mixtes à l'instar de ce qui s'est fait en Turquie, et ceci avant d'exiger des puissances étrangères l'acceptation des demandes présentées à la conférence.

« Dans la Tunisie, qui est un gouvernement relativement bien organisé, les puissances étrangères maintiennent le droit de protection, et l'exercent sur une base beaucoup plus large qu'au Maroc ; et si, en Tunisie, où existent les tribunaux mixtes, on ne renonce pas au droit de protection, pouvons-nous y renoncer au Maroc ? Le gouvernement italien ne le croit pas.

« Remarquez bien, messieurs, que ce que l'Italie demande à conserver, c'est le droit consuetudinaire sans abus, c'est-à-dire la protection restreinte à quelques cas exceptionnels. Ce n'est ni l'agent consulaire, ni le vice-consul, ni le consul, ni le ministre, qui doivent être les juges de ce cas exceptionnel et qui doivent accorder la protection, mais seulement le gouvernement du roi. Voilà comment le gouvernement italien entend restreindre la protection.

« Jusqu'ici quelques représentants des puissances étrangères ont toléré que les consuls, vice-consuls et agents consulaires accordassent de leur chef les protections, par un abus que la légation d'Italie n'a jamais autorisé. Toutes les fois que quelques agents subalternes se permettaient de le faire, malgré les ordres en sens contraire, ces protégés étaient immédiatement privés de leur qualité ; une première fois l'agent consulaire était sévèrement réprimandé, en cas de récidive il était destitué.

« On a bien prétendu que les populations des villes du littoral sont aujourd'hui moins exposées que par le passé à des vexations par des autorités locales ; mais, de tout temps, ces populations ont été plus épargnées que celles de l'intérieur, car les populations des villes de la côte se trouvent sous les yeux des agents consulaires.

« Je suis obligé, malgré moi, de vous dire la vérité sur l'état du Maroc pour vous persuader que le temps n'est pas encore arrivé de renoncer aux droits que je défends ; je ne puis, d'un autre côté, mieux vous prouver, messieurs, le bon vouloir de mon gouvernement envers le Maroc, qu'en vous priant de lire les procès-verbaux des séances qui ont eu lieu à Tanger en 1877 et 1879. Vous verrez par ces documents que le ministre d'Italie n'a jamais cessé de défendre les intérêts du gouvernement chériffien, tout en soutenant les droits que l'Italie entend conserver.

« Aucune des puissances qui sont représentées au Maroc ne saurait voir avec indifférence aux portes de l'Europe un vaste et riche empire restant étranger au mouvement général de la civilisation.

« Si le gouvernement italien ne peut céder sur les deux points en question pour les raisons que j'ai longuement exposées, il serait cependant heureux si la conférence trouvait un moyen tout à fait efficace pour empêcher, à l'avenir, le renouvellement des abus, de quelque côté qu'ils se présentent.

« Pour ce qui concerne les abus de protection, le ministre d'Italie au Maroc a proposé, dans la séance des conférences de Tanger du 16 avril 1879, un moyen que vous connaissez, savoir : que le droit de protection sera exercé, à l'avenir, dans des cas exceptionnels et avec l'approbation du gouvernement. Si la conférence trouve que ces garanties n'atteignent pas d'une manière efficace le but qu'on a en vue, d'éviter les abus, je suis prêt à me joindre aux plénipotentiaires mes collègues, pour chercher la manière de compléter ces garanties, à la condition, bien entendu, que le principe du droit consuetudinaire de protection, tel qu'il est envisagé par l'Italie, soit maintenu.

« Je suis également disposé à m'associer à vous, messieurs, pour chercher un moyen de rendre impossibles, à l'avenir, les protections officieuses qui, aujourd'hui encore, sont tolérées par certaines autorités locales. Ces protections, qui

sont assez nombreuses, sont plus dangereuses pour le Maroc que ne le sont les protections réelles, et entravent l'action légale des représentants qui combattent ces abus.

« Je ne puis que répéter que le gouvernement du Roi ne veut rien faire, comme il n'a rien fait par le passé, qui puisse mettre obstacle à la prospérité, à la force et à l'indépendance du Maroc : mais il entend garder tout ce que les droits de l'Italie et les intérêts de l'humanité et de la justice lui commandent de conserver.

« En résumé, le gouvernement du roi croit devoir garder cette catégorie de protégés que le plénipotentiaire du Maroc a désignée, d'une manière erronée, comme irrégulière ; ce n'est, d'ailleurs, que la conséquence du principe de *non-rétroactivité*. Le gouvernement italien tient aussi à conserver le droit consuetudinaire de protection, mais il ne l'accordera que dans des cas *tout à fait exceptionnels*. En vue d'éloigner tout soupçon même d'abus éventuels, le gouvernement du roi se réserve, sur chaque proposition qui lui sera faite par son représentant à Tanger, d'accorder la protection ou de la refuser.

« Je prie MM. les plénipotentiaires de prendre en sérieux examen les considérations que j'ai eu l'honneur d'exposer, et je voudrais pouvoir compter sur leur concours bienveillant pour obtenir un résultat conforme aux vues de l'Italie dans cette question. Pour atteindre ce but, j'ai confiance également dans l'esprit, conciliant et éclairé en même temps, du digne représentant parmi nous de Sa Majesté Chériffienne, dont les principes de justice et de moralité lui ont valu l'estime du corps diplomatique au Maroc, et les vives sympathies des membres de la conférence. »

Le président, donnant acte au plénipotentiaire d'Italie de ses déclarations, doit néanmoins faire observer qu'elles paraissent conçues dans un esprit autre que celui qui a présidé jusqu'à ce moment aux travaux de la conférence. Les plénipotentiaires ont constamment fait, en effet, œuvre de définition, en déterminant le nombre et les qualités des protégés. Le droit consuetudinaire, dont le plénipotentiaire d'Italie réclame l'exercice, serait, s'il n'y était apporté de restrictions, la négation même de ce principe. Quelle que soit la modération avec laquelle ce droit a été exercé dans le passé et le sera dans l'avenir, il n'en devra pas moins, s'il est confirmé à l'Italie, être acquis dorénavant à toutes les autres puissances. Or que deviendraient, en présence de droits de cette nature, les dispositions limitatives que la conférence vient d'adopter ?

Le président est persuadé que la discussion permettra de concilier les prétentions opposées des plénipotentiaires de l'Italie et du Maroc. Il remarque que la proposition italienne tendrait à créer une troisième catégorie de protégés. Cependant le droit qu'elle réclame paraît n'avoir été exercé qu'une seule fois depuis douze ans.

Tout dépendrait donc de l'extension que l'Italie entend donner au principe ; le droit de protection qu'on invoque ne pourrait être admis sans restrictions par la conférence ; il me semble, par contre, que l'on pourrait reconnaître le principe dans les limites du fait constaté.

Il demande au comte Greppi s'il serait disposé à entrer en discussion sur une base qui restreindrait, à l'avenir, le droit consuetudinaire de protection à des cas absolument exceptionnels, comme ceux qui ont motivé son exercice dans le passé.

Sur la réponse affirmative du plénipotentiaire d'Italie, la Conférence ajourne la discussion au samedi 26 juin.

La séance est levée à trois heures.

(*Suivent les signatures.*)

Séance du 26 juin 1880

Etaient présents :

MM. les plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne et du Danemark, d'Italie, du Maroc, des Pays-Bas, du Portugal et de Suède et Norvège.

La séance est ouverte à une heure.

Le procès-verbal de la séance antérieure est lu et approuvé, après quoi M. le plénipotentiaire du Maroc a pris la parole pour répondre au discours prononcé par M. le plénipotentiaire d'Italie dans la séance du 24 juin.

Tout en faisant observer qu'il lui serait difficile de suivre, dans sa partie historique, l'argumentation de Son Excellence le comte Greppi et d'y répondre sur le champ, sans autres documents que ceux dont il dispose, Ci Mohammed Bargash croit devoir relever tout au moins la contradiction qu'implique la mention des traités conclus depuis le x^e siècle entre les émirs du Maroc et les Etats italiens, alors qu'il s'agit de l'exercice du droit de protection. Ce droit, en effet, et la protection elle-même, dans l'acception réelle et usuelle de ce terme, ne saurait se confondre avec les demandes, les recommandations souvent accompagnées du paiement d'une rançon annuelle, qu'adressaient autrefois aux souverains du Maroc les Etats italiens.

L'erreur de Son Excellence le comte Greppi est plus grande encore lorsqu'il cite, à l'appui de son argument, des traités qui, non-seulement n'ont pas établi de protection au Maroc, mais qui ont laissé les sujets étrangers soumis à la juridiction marocaine.

« Le Maroc, a dit encore le plénipotentiaire d'Italie, a reconnu et sanctionné le droit coutumier de protection en exécutant les arrêts que les tribunaux consulaires ont prononcés contre des sujets du Sultan en faveur de ses sujets protégés en vertu de ce droit. »

Or, au Maroc, tout litige est porté devant le tribunal de la nationalité du défendeur ; il semble donc étrange que l'autorité marocaine ait eu à « exécuter les arrêts des tribunaux consulaires ; » Ci Mohammed Bargash répondrait, en tout cas, que l'exigence de la force n'a jamais été considérée comme un argument irréfutable contre le droit du faible.

Quant aux protégés italiens que M. le comte Greppi a bien voulu énumérer, le plénipotentiaire du Maroc se bornera à en noter le nombre et les conditions, afin de pouvoir établir au besoin, et par l'aveu même du plénipotentiaire d'Italie, combien a été rare et difficile l'usage du droit « coutumier » qu'on prétend maintenir, puisque, pendant douze ans, l'Italie n'a accordé qu'une seule protection en vertu de ce droit et celle-là par les motifs tout exceptionnels que l'on a rappelés.

Parmi les paroles attribuées au représentant de la Grande-Bretagne à Tanger, il y en a que Ci Mohammed Bargash n'a pas trouvées dans le texte qui lui a été communiqué des procès-verbaux, et d'autres, citées isolément, dont le sens lui semble mal interprété. Le ministre des affaires étrangères du Sultan n'a pas connu davantage la conversation de Sir John Drummond Hay avec le révérend M. Lowy ; il aurait, sans cela, protesté contre ces appréciations.

Le plénipotentiaire du Maroc termine en exprimant sa conviction que les plénipotentiaires, en possession des faits, apprécient les raisons qui ont rendu nécessaire et qui justifient sa demande, qu'il doit maintenir ; il espère encore que le comte Greppi viendra s'unir à ses collègues pour en reconnaître la justice.

Le plénipotentiaire d'Italie répond aux observations de M. le plénipotentiaire du Maroc, en formulant les réserves les plus formelles, et en maintenant intégralement tout ce qu'il a précédemment exposé.

Sur la reprise de la discussion des questions relatives à la protection irrégulière, le président annonce qu'il croit pouvoir soumettre aux plénipotentiaires de l'Italie et du Maroc le projet d'article suivant, qui serait accepté par tous les autres plénipotentiaires :

« Aucune protection irrégulière ne pourra être accordée à l'avenir. Cependant l'exercice du droit consuetudinaire de protection sera exceptionnellement réservé au seul cas où il s'agirait de récompenser des services éclatants rendus à un gouvernement étranger par un marocain. La nature des services et l'intention de les récompenser par la protection seront préalablement notifiées au ministre des affaires étrangères à Tanger afin qu'il puisse, au besoin, présenter ses observations; la résolution définitive restera néanmoins réservée au gouvernement auquel le service aura été rendu. Le nombre des protégés ainsi créés ne pourra jamais dépasser celui de trois par puissance. »

Sur des observations successivement présentées par les plénipotentiaires de l'Italie et du Maroc et par le plénipotentiaire de Portugal, qui demande qu'il soit établi que la situation des personnes jouissant d'une protection irrégulière antérieurement obtenue soit assimilée, pour l'avenir, à celle des autres protégés, l'article proposé est modifié ainsi qu'il suit :

Aucune Protection irrégulière ne pourra être accordée à l'avenir.

Cependant, l'exercice du droit consuetudinaire de Protection sera réservé au seul cas où il s'agirait de récompenser des services éclatants rendus par un Marocain à une Puissance étrangère, ou pour d'autres motifs tout à fait exceptionnels et particuliers à cette Puissance. La nature des services et l'intention de les récompenser par la Protection seront préalablement notifiées au Ministre des Affaires étrangères à Tanger, afin qu'il puisse, au besoin, présenter ses observations; la résolution définitive restera néanmoins réservée au Gouvernement auquel le service aura été rendu. Le nombre des protégés ainsi créés ne pourra jamais dépasser celui de trois par Puissance.

La situation des protégés qui ont obtenu la Protection en vertu d'usages désormais réglés par les dispositions qui précèdent, sera, pour eux et pour leurs familles, identique à celle établie pour les autres protégés.

Le Plénipotentiaire du Maroc déclare accepter l'article en ces termes, et la Conférence l'adopte provisoirement, sous la réserve, pour le Plénipotentiaire d'Italie, de consulter son Gouvernement.

Le Président rappelle que M. le Plénipotentiaire des États-Unis avait annoncé qu'il soumettrait à la Conférence des propositions visant la situation des individus auxquels la Protection viendrait à être retirée. La Conférence n'ayant pas admis d'effet rétroactif pour ses décisions, les propositions en question ne deviendraient pas applicables.

Le Général Fairchild, reconnaissant que son projet supposait une revision des listes de Protection, déclare le retirer du moment où la Conférence a repoussé le principe de la rétroactivité.

Le Plénipotentiaire du Maroc demande qu'il soit entendu que toutes les personnes qui sont abusivement protégées, en sus du nombre et en dehors des conditions déterminées par les Traités, le Règlement de 1863, et les dispositions adoptées par la Conférence, seront rayées des listes de Protection.

Ainsi entendu par les Plénipotentiaires.

Le Président observe que la Conférence, ayant accompli, et au delà, la tâche qu'elle s'était proposée, est à la veille de se dissoudre. Mais il doit porter à la connaissance de ses Membres, avant qu'ils ne se séparent, une communication importante qui a été adressée par le Saint-Siège au Gouvernement de Sa Majesté Catholique.

M. Canovas del Castillo donne lecture de la traduction suivante d'une lettre en date du 4 Mai 1880, qu'il a reçue de Son Eminence le Cardinal Nina :

Excellence,

« Le Saint-Père, obéissant aux devoirs de sa Mission apostolique, ne peut que mettre à profit toutes les occasions qui se présentent de veiller aux intérêts

du Catholicisme, sur n'importe quel point du globe. Ayant appris que, dans le courant de ce mois, un Congrès diplomatique doit se réunir sous votre présidence pour s'occuper des affaires du Maroc, Sa Sainteté, tout en reconnaissant que, parmi les questions qui seront soumises à la délibération de la Conférence, celle qui se rapporte à la liberté religieuse dans l'Empire marocain n'a pas été particulièrement désignée, croit cependant que rien n'interdirait aux Plénipotentiaires réunis à Madrid de porter leur attention sur un sujet si important pour le bien-être des habitants du Maroc, quand même il ne serait considéré qu'au point de vue matériel.

« Il n'est point douteux que, de même qu'au dernier Congrès de Berlin, les appels faits par mon illustre prédécesseur le Cardinal Franchi aux Représentants de la France et de l'Autriche, MM. Waddington et Andrassy, eurent pour résultat de faire accueillir et voter, avec l'approbation générale, les demandes de Sa Sainteté relatives à la liberté de la Religion catholique pour les sujets de la Sublime Porte et des Etats qui l'avoisinent, de même la proposition que je fais en ce moment trouvera un accueil non moins favorable de la part des dignes Représentants à la veille de se réunir dans la capitale d'une nation si dévouée au Saint-Siège, et liée par tant d'intérêts à l'Empire du Maroc. D'autre part, il n'est pas permis de présumer que le Gouvernement marocain, uni par un lien si étroit au Représentant suprême de l'Islamisme, puisse se refuser à suivre l'exemple qui lui a été offert par l'adhésion de l'Empereur des Ottomans aux articles stipulés dans le Congrès de Berlin, lorsque la Conférence qui va se réunir lui proposera d'adopter une résolution analogue.

« Obéissant à ces considérations, le Saint-Père m'a chargé de m'adresser à Votre Excellence, digne Président de l'Assemblée, et de faire appel, en son Nom Pontifical, à ses sentiments comme catholique et comme espagnol, afin qu'elle veuille bien se charger de proposer et de défendre au sein du Congrès la proposition sus-indiquée, qui porte que les sujets du Sultan, ainsi que les étrangers, jouiront au Maroc du libre exercice du culte catholique, sans que, par ce motif, ils aient à souffrir tort ou préjudice dans leurs droits civils ou politiques.

« Le Saint-Père ne méconnaît point les obstacles qu'oppose l'état actuel du Maroc à la réalisation de cette liberté ; mais ces obstacles, loin de décourager, doivent stimuler les cœurs généreux qui n'envisagent que la grandeur du but à atteindre.

« Du reste, une fois que le Gouvernement marocain aura accepté le principe en question et pris à l'égard des Puissances étrangères l'engagement de s'y conformer, si ces Puissances, d'accord avec l'Espagne, dont les relations avec le Maroc présentent un caractère tout spécial, voulaient prendre une attitude semblable à celle qu'elles ont adoptée en Orient, on pourrait avec raison espérer que les progrès de la civilisation amèneraient bientôt, par des voies pacifiques, le libre exercice du culte catholique dans ces régions africaines.

« En me conformant aux ordres de l'Auguste Pontife, je dois en même temps vous faire savoir que le Saint-Père est animé d'une conviction intime que vous répondrez à son appel paternel, et que les Représentants des autres Puissances secondront vos efforts, en accueillant avec faveur une demande conforme aux principes aujourd'hui admis du droit public international.

« Le Saint-Père croit également qu'en agissant ainsi, Votre Excellence répondra aux sentiments connus de Sa Majesté le Roi, son Auguste Souverain, en faveur de notre Sainte Religion.

« Je saisis avec empressement cette occasion, etc. — (Signé.) — *L. Card. Nina* — A son Excellence M. Canovas del Castillo. »

M. Canovas del Castillo a eu l'honneur de répondre à Monseigneur le Nonce Apostolique à Madrid, avec lequel il s'est entretenu à ce sujet, que le Plénipotentiaire d'Espagne était prêt à présenter et à appuyer, au sein de la Conférence, la proposition du Saint-Siège, aussitôt qu'il serait avéré que les Représentants des autres Puissances pourraient consentir à traiter des questions en dehors de celles qui avaient motivé leur réunion ; il devait, en particulier, consulter son

Collègue le Représentant de la Grande-Bretagne, dont le Gouvernement a pris l'initiative de la convocation des Plénipotentiaires, sur l'opportunité qu'il y aurait à saisir la Conférence de cette proposition. M. Canovas a ajouté que, si la Conférence admettait en principe la possibilité de traiter des questions étrangères au but déterminé qu'elle s'était proposé, le Plénipotentiaire d'Espagne tiendrait à honneur de remplir la mission que le Saint-Siège daignait lui confier, et qu'il était persuadé que la communication du Saint-Siège serait accueillie, en ce cas, avec toute la déférence due à sa haute origine.

Il a rappelé en même temps que le Traité de 1861 assure la liberté religieuse aux catholiques espagnols au Maroc, et que, d'autre part, le Traité anglais de 1856 stipulait également, pour les sujets britanniques, le libre exercice de leur culte.

Ayant acquis postérieurement la conviction que les Plénipotentiaires sont disposés à examiner cette question, le Président estime que la Conférence devra faire une déclaration érigeant en règle générale le principe que le Maroc a déjà admis par des Traités.

Le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie prend alors la parole et dit que le Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, à la suite d'une démarche analogue du Saint-Siège, a pu s'assurer, de son côté, que les autres Cabinets seraient, en effet, disposés à se joindre à un vœu comme celui dont vient de prendre l'initiative le Président de la Conférence, pourvu que ce vœu fût exprimé en faveur de tous les habitants non musulmans du Maroc, et que la Conférence recommandât en même temps à la sagesse du Sultan du Maroc l'abolition des incapacités qui pèsent encore sur certaines classes de ses sujets en raison de leurs croyances.

C'est dans ce sens, et pour donner une forme plus précise à ce vœu, que M. le Comte Ludolf a été chargé de préparer le projet d'adresse au Souverain du Maroc qu'il a l'honneur de soumettre à la Conférence.

Le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie donne lecture du document en ces termes :

« La Conférence, au moment de se dissoudre, informée par son Président de la demande exprimée en faveur de l'Eglise Catholique par Sa Sainteté le Souverain Pontife, dans la lettre dont lecture vient d'être faite, demande, de son côté, que le libre exercice de tous les cultes soit reconnu au Maroc.

« La Conférence est d'autant plus convaincue que ce vœu trouvera un accueil favorable auprès de Sa Majesté Chérifienne, que l'illustre Souverain du Maroc a déjà donné une preuve manifeste de sa tolérance et de sa sollicitude pour le bien-être de ses sujets non musulmans, en confirmant, en 1874, le décret accordé par Sa Majesté le Sultan Si Mohammed sous le 26 chaban de 1288 (février 1864), à Sir Moses Montefiore, décret qui proclame que tous les sujets de l'Empire du Maroc doivent avoir le même rang devant la loi : que, par conséquent, les juifs au Maroc doivent être traités conformément à la justice et à l'équité, et qu'aucune violence ne doit être exercée à l'égard de leurs personnes ni de leurs biens.

« A la suite de ce décret, bien des lois humiliantes édictées contre les non musulmans dans des temps antérieurs ont été mises hors de pratique, et le sort des races non musulmanes au Maroc est devenu plus supportable.

« Toutefois ces lois ne sont pas encore toutes formellement révoquées, et quelques-unes même continuent à être en vigueur dans plus d'un endroit de l'intérieur de l'Empire. De même, le libre exercice de leurs cultes n'est pas encore accordé d'une manière légale aux sujets non-musulmans de Sa Majesté Chérifienne, et beaucoup de restrictions existent encore pour ces derniers qui sont contraires à l'esprit du décret du 26 chaban 1280 et à cette règle si élémentaire et si universellement respectée, que les sujets d'un même pays, de quelque race ou de quelque religion qu'ils soient, dès qu'ils accomplissent fidèlement leur devoirs envers le Souverain, doivent jouir d'une parfaite identité de droits et d'une complète égalité devant la loi.

« Le Sultan Abdul-Medjid, Empereur des Ottomans, a déjà, en 1839, par

le hatti-chérif de Gulhané, reconnu spontanément et inscrit dans la législation de son pays ce même principe, qui a été développé et consacré depuis par ses successeurs, en 1836 et dernièrement encore en 1878, de façon qu'on ne saurait douter qu'il ne se laisse parfaitement concilier avec la loi mahométane.

« Quoique persuadée que l'illustre Souverain du Maroc est animé, non moins que le Sultan de la Turquie, d'intentions bienveillantes envers ses sujets non musulmans, la Conférence croirait manquer à un devoir si elle ne témoignait le vif et profond intérêt qu'elle prend à la prompte amélioration de leur sort. A cet effet, la Conférence, au nom des hautes Puissances représentées dans son sein, fait appel à Sa Majesté Chériffienne afin que, fidèle à ses sentiments de justice et de générosité, Elle manifeste sa ferme volonté :

1° De faire respecter dans ses Etats le principe que tous ceux qui y habitent et qui y habiteront à l'avenir pourront professer et exercer sans entraves leurs cultes ;

2° De prescrire à son Gouvernement, comme base immuable de la législation du Maroc, la maxime déjà adoptée dans le décret du 26 chaban 1280 et d'après laquelle, ni la religion ni la race ne pourront jamais être un motif pour établir une différence dans le traitement par et devant la loi entre ses sujets musulmans et non musulmans, ni servir de prétexte pour imposer à ces derniers des humiliations, pour les priver d'un droit civil quelconque ou pour les empêcher d'exercer librement toutes les professions et industries qui sont permises aux sujets musulmans de l'Empire.

« Une pareille manifestation non seulement honorerait le règne de Sa Majesté Chériffienne, mais inaugurerait aussi pour ses Etats une ère nouvelle de prospérité.

« Les soussignés, en déposant le présent acte entre les mains de Son Excellence Ci Mahommed Bargash, prient M. le Plénipotentiaire du Maroc de le soumettre à Sa Majesté Chériffienne, qui ne lui refusera certes pas la sérieuse attention que mérite un vœu exprimé au nom des Puissances que les soussignés ont l'honneur de représenter.

« Madrid, le 26 juin 1880. »

Ce texte est approuvé par les Plénipotentiaires, à l'exception du Représentant de Sa Majesté Chériffienne, qui ne peut que s'engager à porter à la connaissance de Son Souverain les vœux que les Plénipotentiaires viennent d'exprimer au nom de leurs Gouvernements respectifs.

Ci Mohammed Bargash croit cependant devoir rappeler qu'au Maroc les musulmans, les chrétiens et les juifs suivent leur religion, sans qu'il y soit mis d'empêchement ni d'obstacle.

Le Plénipotentiaire du Maroc n'a pas d'instructions de son Souverain qui lui permettent de traiter cette question ou toute autre qui, comme elle, ne se rattacherait pas directement à l'objet de sa mission à Madrid. Néanmoins, en vue de l'adresse que vient d'adopter la Conférence, il croit devoir lui communiquer une lettre qu'il a reçue de Sa Majesté le Sultan Muley-el-Hassan, et qui a trait aux juifs ses sujets. Il en donne lecture en ces termes :

« Louange à Dieu unique ! Que la bénédiction de Dieu soit sur Mahomet, notre Seigneur et Maître, sur sa famille et ses compagnons !

« A notre estimé serviteur, le Taleb Mohammed Bargash. Que Dieu te soit propice, et que la paix soit sur toi, ainsi que la bénédiction du Dieu Très-Haut et sa miséricorde.

« Et puis :

« Il est parvenu à notre connaissance que certains juifs de nos sujets se sont plaints à plusieurs reprises à leurs frères résidant en Europe et aux Représentants étrangers à Tanger, de ce qu'ils ne parviennent pas à obtenir justice dans leurs réclamations relatives à des meurtres, vols, etc. Ils prétendent que les gouverneurs montrent de l'indifférence à leur faire avoir satisfaction des personnes qui les attaquent, et que leurs demandes n'arrivent jamais à Notre Majesté Chériffienne, si ce n'est par l'entremise de ces personnes (les juifs résidant en Europe et les Représentants étrangers.)

« Notre volonté chériffienne est qu'ils obtiennent justice sans l'intervention des Puissances ni des Représentants, parce qu'ils sont nos sujets et nos tributaires, ayant par là les mêmes droits que les musulmans devant nous, et tout abus contre eux étant défendu par notre religion.

« C'est pourquoi nous t'ordonnons d'accepter la réclamation de tout juif qui se plaindra de ne pas obtenir justice d'un gouverneur, et de nous en donner connaissance lorsque tu ne trouveras pas le moyen d'y faire droit.

« Nous avons envoyé des ordres en ce sens aux gouverneurs des villes, des ports et de la campagne, afin qu'ils en donnent connaissance aux juifs, et en même temps nous les avons prévenus que, si quelqu'un d'eux s'oppose ou met des difficultés à ce que la plainte d'un juif parvienne à toi, nous le punirons très sévèrement.

« Nous t'ordonnons de traiter leurs affaires avec toute justice et de ne rien nous cacher sur l'arbitraire des gouverneurs à leur égard, car tous les hommes sont égaux pour nous en matière de justice.

« Le 22 joumadi premier an 1297. »

Le Président, donnant acte au Représentant du Maroc de cette communication, constate, au nom de tous les Plénipotentiaires, la vive satisfaction avec laquelle la Conférence accueille les déclarations qui viennent de lui être faites. Les Plénipotentiaires voient dans le principe, qu'elles établissent, d'un appel au Ministre des Affaires étrangères, à la fois une preuve des sentiments de justice qui animent Sa Majesté Chériffienne à l'égard de ses sujets israélites, et l'annonce du prompt accomplissement des vœux exprimés par la Conférence.

Le Président annonce à la Conférence qu'il a reçu du Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Brésil une réponse à l'invitation à prendre part à la Conférence, qui lui a été adressée, en même temps qu'aux autres Puissances.

Le Gouvernement Impérial, par des motifs indépendants de sa volonté, n'a pu se faire représenter à Madrid en temps utile ; mais il est disposé à adhérer, à l'occasion et dans la mesure du possible, aux décisions qui auraient été prises en commun par les Plénipotentiaires.

La Conférence s'ajourne au lundi 28 juin.

La séance est levée à trois heures.

(Suivent les signatures.)

PROTOCOLE N° 13

Séance du 28 juin 1880

Étaient présents :

MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne et du Danemark, d'Italie, du Maroc, des Pays-Bas, du Portugal, de la Suède et Norvège.

La séance est ouverte à une heure.

Le procès-verbal de la séance antérieure est lu et approuvé.

M. le Plénipotentiaire d'Italie ne se trouvant pas encore autorisé à accepter la rédaction suggérée pour l'article relatif à la Protection irrégulière, le Président propose de revoir la rédaction des articles déjà votés, et de prendre connaissance d'un projet préparé par les Secrétaires, qui coordonne et groupe les articles.

Cette proposition étant acceptée, le projet de Convention suivant est adopté, après un examen attentif de chaque article, et à l'exception des articles 16 et 18, réservés :

PROJET DE CONVENTION

Les hautes Parties contractantes ayant reconnu la nécessité d'établir sur des bases fixes et uniformes l'exercice du droit de Protection au Maroc, et de régler

certaines questions qui s'y rattachent, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à la Conférence qui s'est réunie à cet effet à Madrid, savoir, etc., etc., etc. : lesquels, en vertu de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes :

Article premier. — Les conditions dans lesquelles la Protection peut être accordée sont celles qui sont stipulées dans les Traités britannique et espagnol avec le Gouvernement marocain et dans la Convention survenue entre ce Gouvernement, la France et d'autres Puissances en 1863, sauf les modifications qui y sont apportées par la présente Convention.

Art. 2. — Les Représentants étrangers Chefs de mission pourront choisir leurs interprètes et employés parmi les sujets marocains ou autres.

Ces protégés ne seront soumis à aucun droit, impôt ou taxe quelconque, en dehors de ce qui est stipulé aux articles 12 et 13.

Art. 3. — Les Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires, Chefs de poste qui résident dans les Etats du Sultan du Maroc, ne pourront choisir qu'un interprète, un soldat et deux domestiques parmi les sujets du Sultan, à moins qu'ils n'aient besoin d'un secrétaire indigène.

Ces protégés ne seront soumis non plus à aucun droit, impôt ou taxe quelconque, en dehors de ce qui est stipulé aux articles 12 et 13.

Art. 4. — Si un Représentant nomme un sujet du Sultan à un poste d'Agent consulaire dans une ville de la côte, cet Agent sera respecté et honoré, ainsi que sa famille habitant sous le même toit, laquelle comme lui-même ne sera soumise à aucun droit, impôt ou taxe quelconque, en dehors de ce qui est stipulé aux articles 12 et 13, mais il n'aura pas le droit de protéger d'autres sujets du Sultan en dehors de sa famille.

Il pourra toutefois, pour l'exercice de ses fonctions, avoir un soldat protégé.

Les Gérants des Vice-Consulats, sujets du Sultan, jouiront, pendant l'exercice de leurs fonctions, des mêmes droits que les Agents consulaires sujets du Sultan.

Art. 5. — Le Gouvernement marocain reconnaît aux Ministres, Chargés d'affaires et autres Représentants, le droit qui leur est accordé par les Traités de choisir les personnes qu'ils emploient, soit à leur service personnel, soit à celui de leurs Gouvernements, à moins toutefois que ce ne soient les cheiks ou autres employés du Gouvernement marocain, tels que les soldats de ligne ou de cavalerie, en dehors des maghaznias préposés à leur garde. De même ils ne pourront employer aucun sujet marocain sous le coup de poursuites.

Il reste entendu que les procès civils engagés avant la Protection se termineront devant les tribunaux qui en auront entamé la procédure. L'exécution de la sentence ne rencontrera pas d'empêchement. Toutefois l'autorité locale marocaine aura soin de communiquer immédiatement la sentence rendue à la Légation, Consulat ou Agence consulaire dont relève le protégé.

Quant aux ex-protégés qui auraient un procès commencé avant que la protection eût cessé pour eux, leur affaire sera jugée par le tribunal qui en était saisi.

Le droit de Protection ne pourra être exercé à l'égard des personnes poursuivies pour un délit ou un crime avant qu'elles n'aient été jugées par les autorités du pays, et qu'elles n'aient, s'il y a lieu, accompli leur peine.

Art. 6. — La Protection s'étend sur la famille du protégé. Sa demeure est respectée.

Il est entendu que la famille ne se compose que de la femme, des enfants et des parents mineurs qui habitent sous le même toit.

La Protection n'est pas héréditaire. Une seule exception, déjà établie par la Convention de 1863, et qui ne saurait créer un précédent, est maintenue en faveur de la famille Ben-Chimol.

Cependant, si le Sultan du Maroc accordait une autre exception, chacune des Puissances contractantes aurait le droit de réclamer une concession semblable.

Art. 7. — Les Représentants étrangers informeront par écrit le Ministre des Affaires étrangères du Sultan du choix qu'ils auront fait d'un employé.

Ils communiqueront chaque année audit Ministre une liste nominative des personnes qu'ils protègent ou qui sont protégés par leurs Agents dans les Etats du Sultan du Maroc.

Cette liste sera transmise aux autorités locales, qui ne considéreront comme protégés que ceux qui y sont inscrits.

Art. 8. — Les Agents consulaires remettront chaque année à l'autorité du pays qu'ils habitent une liste, revêtue de leur sceau, des personnes qu'ils protègent. Cette autorité la transmettra au Ministre des Affaires étrangères, afin que, si elle n'est pas conforme aux Règlements, les Représentants à Tanger en soient informés.

L'Officier consulaire sera tenu d'annoncer immédiatement les changements survenus dans le personnel protégé de son Consulat.

Art. 9. — Les domestiques, fermiers et autres employés indigènes des secrétaires et interprètes indigènes ne jouissent pas de la Protection. Il en est de même pour les employés ou domestiques marocains des sujets étrangers.

Toutefois les autorités locales ne pourront arrêter un employé ou domestique d'un fonctionnaire indigène au service d'une Légation ou d'un Consulat ou d'un sujet ou protégé étranger, sans en avoir prévenu l'autorité dont il dépend.

Si un sujet marocain au service d'un sujet étranger venait à tuer quelqu'un, à le blesser ou à violer son domicile, il serait immédiatement arrêté, mais l'autorité diplomatique ou consulaire sous laquelle il est placé serait avertie sans retard.

Art. 10. — Il n'est rien changé à la situation des censaux telle qu'elle a été établie par les traités et la convention de 1863, sauf ce qui est stipulé, relativement aux impôts, dans les articles suivants.

Art. 11. — Le droit de propriété au Maroc est reconnu pour tous les étrangers.

L'achat de propriétés devra être effectué avec le consentement préalable du gouvernement, et les titres de ces propriétés seront soumis aux formes prescrites par les lois du pays.

Toute question qui pourrait surgir sur ce droit sera décidée d'après ces mêmes lois, avec l'appel au ministre des affaires étrangères stipulé dans les traités.

Art. 12. — Les étrangers et les protégés propriétaires ou locataires de terrains cultivés, ainsi que les censaux adonnés à l'agriculture, paieront l'impôt agricole. Ils remettront chaque année à leur consul la note exacte de ce qu'ils possèdent, en acquittant entre ses mains le montant de l'impôt.

Celui qui fera une fausse déclaration payera, à titre d'amende, le double de l'impôt qu'il aurait dû régulièrement verser pour les biens non déclarés. En cas de récidive, cette amende sera doublée.

La nature, le mode, la date et la quotité de cet impôt seront l'objet d'un règlement spécial entre les représentants des puissances et le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Chériffienne.

Art. 13. — Les étrangers, les protégés et les censaux propriétaires de bêtes de somme paieront la taxe dite des portes. La quotité et le mode de perception de cette taxe, commune aux étrangers et aux indigènes, seront également l'objet d'un règlement spécial entre les représentants des puissances et le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Chériffienne.

Ladite taxe ne pourra être augmentée sans un nouvel accord avec les représentants des Puissances.

Art. 14. — La médiation des interprètes, secrétaires indigènes ou soldats des différentes légations ou consulats, lorsqu'il s'agira de personnes non placées sous la protection de la légation ou du consulat, ne sera admise qu'autant qu'ils seront porteurs d'un document signé par le chef de mission ou par l'autorité consulaire.

Art. 15. — Tout sujet marocain naturalisé à l'étranger, qui reviendra au

Maroc, devra, après un temps de séjour égal à celui qui lui aura été régulièrement nécessaire pour obtenir la naturalisation, opter entre sa soumission entière aux lois de l'Empire et l'obligation de quitter le Maroc, à moins qu'il ne soit constaté que la naturalisation étrangère a été obtenue avec l'assentiment du gouvernement marocain.

La naturalisation étrangère acquise jusqu'à ce jour par des sujets marocains suivant les règles établies par les lois de chaque pays, leur est maintenue pour tous ses effets sans restriction aucune.

Art. 16. — Aucune protection irrégulière ne pourra être accordée à l'avenir.

Cependant l'exercice du droit consuetudinaire de protection sera réservé au seul cas où il s'agirait de récompenser des services éclatants rendus par un marocain à une puissance étrangère, ou pour d'autres motifs tout à fait exceptionnels et particuliers à cette puissance.

La nature des services et l'intention de les récompenser par la protection seront préalablement notifiées au ministre des affaires étrangères à Tanger, afin qu'il puisse, au besoin, présenter ses observations ; la résolution définitive restera néanmoins réservée au gouvernement auquel le service aura été rendu. Le nombre des protégés ainsi créés ne pourra jamais dépasser celui de trois par puissance.

La situation des protégés qui ont obtenu la protection en vertu d'usages désormais réglés par les dispositions qui précèdent, sera, pour eux et pour leurs familles, identique à celle établie pour les autres protégés.

Art. 17. — Le droit au traitement de la nation la plus favorisée est reconnu par le Maroc à toutes les puissances représentées à la conférence de Madrid.

Art. 18. — Sous réserve de la ratification ultérieure, les dispositions de la présente convention seront mises en vigueur à partir du jour de la signature.

Les ratifications seront échangées à Tanger dans le plus bref délai possible.

La séance est levée à quatre heures, et la conférence s'ajourne à la convocation de son président.

(Suivent les signatures.)

PROTOCOLE N° 14

Séance du 30 juin 1880

Etaient présents :

MM. les plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne et du Danemark, d'Italie, du Maroc, des Pays-Bas du Portugal, de la Suède et Norvège.

La séance est ouverte à trois heures.

Le procès-verbal de la séance antérieure est lu et approuvé.

L'ordre du jour appelle la discussion de l'article 16 du projet de Convention.

Le président rappelle que cet article, relatif à la protection irrégulière, qui a été réservé jusqu'à ce moment sur la demande de M. le plénipotentiaire d'Italie, a donné lieu à des difficultés sérieuses, portant principalement sur le nombre des protégés qu'il reconnaît à chaque puissance en vertu de l'exercice exceptionnel de la protection consuetudinaire. Il propose à la conférence d'adopter, pour cet article, la rédaction suivante, qui a été suggérée en vue de concilier les exigences de l'Italie et du Maroc, et qui paraît être acceptée par les plénipotentiaires de ces deux puissances.

Aucune protection irrégulière ni officieuse ne pourra être accordée à l'avenir. Les autorités marocaines ne reconnaîtront jamais d'autres protections,

quelle que soit leur nature, que celles qui sont expressément arrêtées dans cette convention.

Cependant l'exercice du droit consuetudinaire de protection sera réservé aux seuls cas où il s'agirait de récompenser des services signalés rendus par un Marocain à une puissance étrangère, ou pour d'autres motifs tout à fait exceptionnels. La nature des services et l'intention de les récompenser par la protection seront préalablement notifiées au ministre des affaires étrangères à Tanger, afin qu'il puisse, au besoin, présenter ses observations ; la résolution définitive restera néanmoins réservée au gouvernement auquel le service aura été rendu. Le nombre de ces protégés ne pourra dépasser celui de douze par puissance, qui reste fixé comme maximum, à moins d'obtenir l'assentiment du Sultan.

La situation des protégés qui ont obtenu la protection en vertu de la coutume désormais réglée par la présente disposition, sera, pour eux et pour leurs familles, identique à celle qui est établie pour les autres protégés.

Le plénipotentiaire du Maroc fait observer qu'il devra être entendu que les services signalés dont il est question dans cet article seront particuliers à la puissance qui les récompense par la protection.

Le président constate que la conférence l'entend ainsi.

La conférence, en vue de l'entente qui s'est établie entre les plénipotentiaires de l'Italie et du Maroc, adopte l'article 16.

Les plénipotentiaires procèdent ensuite à l'examen de l'article 18 du projet de convention, qui a été également réservé.

Le plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie fait observer que cet article, dont mention provisoire seulement a été faite dans la séance du 28 juin, devrait faire ressortir que l'application immédiate des dispositions adoptées par la conférence est autorisée comme mesure d'exception par les hautes parties contractantes elles-mêmes.

Sur cette observation du comte Ludolf, le plénipotentiaire de Belgique propose de rédiger ainsi qu'il suit l'article 18.

La présente convention sera ratifiée. Les ratifications seront échangées à Tanger dans le plus bref délai possible.

Par consentement exceptionnel des hautes parties contractantes, les dispositions de la présente convention entreront en vigueur à partir du jour de la signature à Madrid.

Le plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie déclare accepter cette rédaction, sous la réserve faite par son gouvernement, que la disposition exceptionnelle dont il s'agit ne devra pas créer un précédent.

Les autres plénipotentiaires s'associant, au nom de leurs gouvernements respectifs, à la réserve faite par le comte Ludolf, la conférence adopte l'article 18 et dernier.

Le plénipotentiaire d'Italie croit seulement devoir réserver encore son adhésion formelle : le gouvernement italien a accepté en effet le principe de cet article, mais s'est réservé de prendre connaissance du texte complet de la convention avant d'en autoriser la signature par son représentant.

La conférence s'ajourne à convocation ultérieure pour la signature de la convention.

La séance est levée à quatre heures.

(Suivent les signatures.)

PROTOCOLE N° 15

Séance du 2 juillet 1880

Étaient présents :

MM. les plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique,

d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne et de Danemark, d'Italie, du Maroc, des Pays-Bas, du Portugal et de Suède et de Norvège.

La séance, convoquée extraordinairement, est ouverte à cinq heures.

Le président, rappelant que le plénipotentiaire d'Italie a dû réserver, dans la dernière séance, son adhésion formelle au projet de Convention, afin de permettre à son gouvernement de prendre connaissance du texte complet, annonce que M. le comte Greppi vient de le prévenir qu'il a une communication à faire à la Conférence.

Le plénipotentiaire d'Italie prend la parole en ces termes :

« Le gouvernement italien vient de m'autoriser à signer la convention, avec la condition, cependant, que j'obtienne de la Conférence une légère modification dans la rédaction du nouveau paragraphe de l'article 16. A son avis, le principe de non-rétroactivité en faveur des anciens protégés créés par le droit consuetudinaire, n'est pas suffisamment établi. Par conséquent, j'ai l'honneur de soumettre à la conférence la rédaction suivante du paragraphe en question :

« La situation des protégés qui ont obtenu la protection en vertu de la coutume désormais réglée par la présente disposition sera, sans limitation du nombre pour les protégés actuels de cette catégorie, identique pour eux et pour leurs familles, à celle qui est établie pour les autres protégés.. »

Les plénipotentiaires constatent que l'addition qui vient d'être proposée rentre dans le sens de l'article, tel qu'ils l'ont toujours entendu.

Néanmoins, la conférence est disposée, par déférence envers le gouvernement italien, à accepter la rédaction qu'il a télégraphiée à son représentant.

Le plénipotentiaire du Maroc demande que le sens de ces mots : « sans limitation du nombre », soit mieux établi.

La conférence entend que la nouvelle rédaction, comme l'ancienne, signifie que le nombre des protégés de cette catégorie qui figurent actuellement sur les listes ne pourra pas être réduit par des radiations.

L'article 16 est définitivement adopté, dans les termes demandés par M. le comte Greppi au nom du gouvernement italien.

La conférence s'ajourne au lendemain 3 juillet pour la signature de la Convention.

La séance est levée à six heures ; le présent protocole, rédigé séance tenante, ayant été approuvé.

(Suivent les signatures.)

PROTOCOLE N° 16

Séance du 3 juillet 1880

Etaient présents :

MM. les plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne et du Danemark, d'Italie, du Maroc, des Pays-Bas, du Portugal et de Suède et Norvège.

La seizième et dernière séance de la Conférence est ouverte à onze heures.

Le président invite les plénipotentiaires à vouloir bien procéder à la signature de la Convention.

M. le plénipotentiaire d'Allemagne prend la parole en ces termes :

« Au moment de nous séparer, nous avons encore à remplir un devoir, et je dois ajouter un devoir des plus agréables.

« La Conférence a été menée à bonne fin, et si nous avons pu remplir notre tâche, nous devons cet heureux résultat principalement à l'esprit d'im-

partialité et de conciliation avec lequel notre honorable président a dirigé nos travaux.

« Je sais combien ce sentiment est partagé par tous les représentants réunis en conférence, et je peux donc me permettre de m'en faire l'interprète en empruntant à Son Excellence M. Canovas del Castillo nos remerciements les plus sincères et notre entière gratitude. »

Le plénipotentiaire du Maroc demande à s'associer d'une façon toute spéciale, et comme représentant de la partie la plus intéressée, au vote de remerciements qui vient d'être adopté.

M. Canovas del Castillo répond :

« C'est moi, messieurs, qui ai à vous adresser des remerciements pour le bienveillant concours que vous avez bien voulu me prêter pendant toute la durée de nos travaux. Sans lui il m'eût été impossible de remplir ma tâche. Croyez, messieurs, à ma reconnaissance, et permettez-moi d'espérer en même temps que vous garderez toujours un bon souvenir de nos discussions si loyales et si amicales. »

La Conférence procède à la signature des treize exemplaires de la Convention.

Les plénipotentiaires signent également l'adresse à Sa Majesté le Sultan du Maroc qui a été adoptée dans la séance du 26 juin.

Le président reprend la parole en ces termes :

« Messieurs, les travaux de la Conférence sont terminés.

« Mon dernier devoir serait de remercier le secrétariat, au nom de la Conférence, pour le zèle et l'intelligence dont il a fait preuve, en étendant également nos remerciements à messieurs les interprètes.

« Permettez-moi pourtant de dire quelques mots encore sur la Conférence elle-même. Les difficultés de toute nature qui ont provoqué notre réunion ne seront pas, sans doute, aplanies tout à coup par nos résolutions. Mais en acceptant pour règle générale le principe de non-rétroactivité, nous avons compté avec le temps, et lui avons laissé une part dans l'amélioration des circonstances actuelles.

« Nous avons fixé des limites à tous les droits reconnus, pour remédier aux inconvénients et aux abus possibles de l'arbitraire.

« Nous avons admis en matière d'impôt, et pour d'autres questions encore, des solutions qui augmenteront considérablement les ressources du Sultan du Maroc, et qui contribueront à fortifier de plus en plus son autorité dans toute l'étendue de son vaste Empire.

« Nous avons, enfin, appelé sérieusement son attention, au nom des puissances que nous représentons, sur les nécessités, religieuses et civiles, de ses sujets, en vue d'obtenir de l'exercice de son autorité vigoureuse et raffermie, des améliorations dans des questions qui touchent de près à l'humanité et à la civilisation. On nous devra la justice de reconnaître, plus spécialement sur ce dernier point, que, si nous n'avons pas, dès à présent, tout réalisé, nous avons du moins fait tout ce que les circonstances rendaient possible. »

Le procès-verbal ayant été rédigé et approuvé séance tenante, les plénipotentiaires se séparent à midi.

(Suivent les signatures.)

AFFAIRES DU CONGO

ET DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE¹

CONFÉRENCE DE BERLIN

PROTOCOLE N° 1

Séance du 15 Novembre 1884

Les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Suède et la Norvège et de la Turquie, ayant décidé de se concerter sur les questions qui ont été indiquées dans les lettres d'invitation adressées par le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne aux différentes Puissances intéressées dans les affaires d'Afrique, les Plénipotentiaires de ces Gouvernements se sont réunis à Berlin, en Conférence, le samedi 15 novembre, à deux heures.

Etaient présents :

Pour l'Allemagne : Son Altesse Sérénissime le Prince de Bismarck, Chancelier de l'Empire d'Allemagne ; Son Exc. M. le Comte de Hatzfeldt, Secrétaire d'Etat au Département des affaires étrangères ; M. Busch, Sous-Secrétaire d'Etat au Département des affaires étrangères ; M. de Kusserow, Conseiller intime de légation.

Pour l'Autriche-Hongrie : Son Exc. M. le Comte Széchényi, Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin.

Pour la Belgique : M. le Comte van der Straten-Ponthoz, Ministre de Belgique à Berlin ; M. le Baron Lambermont, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères à Bruxelles.

Pour le Danemark : M. de Vind, Ministre du Danemark à Berlin.

Pour l'Espagne : M. le Comte de Benomar, Ministre d'Espagne à Berlin.

Pour les Etats-Unis d'Amérique : M. John A. Kasson, Ministre des Etats-Unis d'Amérique à Berlin.

Pour la France : Son Exc. M. le Baron de Courcel, Ambassadeur de France à Berlin.

Pour la Grande-Bretagne : Son Exc. Sir Edward Malet, Ambassadeur d'Angleterre à Berlin.

Pour l'Italie : Son Exc. M. le Comte de Launay, Ambassadeur d'Italie à Berlin.

1. V. *Archives*, 1885, II, 15 et 139.

Pour les Pays-Bas : M. le Jonkheer van der Hoeven, Ministre des Pays-Bas à Berlin.

Pour le Portugal : M. le Marquis de Penafiel, Ministre du Portugal à Berlin ; M. le Conseiller de Serpa Pimentel. Pair du Royaume.

Pour la Russie : M. le Comte Kapnist, Ministre Plénipotentiaire.

Pour la Suède et la Norvège : M. le Général Baron de Bildt, Ministre de Suède et Norvège à Berlin.

Pour la Turquie : Son Exc. Saïd Pacha, Ambassadeur de Turquie à Berlin.

Son Altesse Sérénissime le Prince de Bismarck prononce les paroles suivantes :

Messieurs,

Avant d'entrer en matière, je tiens à m'acquitter d'un ordre de l'Empereur, mon maître, en vous exprimant la satisfaction avec laquelle Sa Majesté salue votre réunion et en vous priant de faire parvenir les remerciements de Sa Majesté aux Gouvernements qui ont bien voulu accepter son invitation.

Son Altesse Sérénissime propose ensuite de constituer la Conférence en désignant le Président et les membres du Secrétariat.

Le Comte de Launay, représentant de l'Italie, prononce le discours ci-après :

En ma qualité de doyen du corps diplomatique près cette Cour, qu'il me soit permis de prendre la parole pour exprimer mes remerciements au sujet du message de bienvenue de Sa Majesté l'Empereur et Roi et de prier le Chancelier de l'Empire de se faire auprès de Son Souverain l'interprète de nos sentiments les plus respectueux et les plus sympathiques pour Son Auguste personne. Qu'il me soit également permis, au début de notre réunion dans cette même salle qui rappelle les souvenirs du Congrès de 1878, de vous prier, Messieurs, de confier à Son Altesse Sérénissime le Prince de Bismarck la présidence des travaux de la Conférence. C'est un usage consacré par les précédents et à la fois un hommage rendu au Souverain auquel nous devons l'hospitalité dont nous jouissons en ce moment. Il y a plus : il y va de notre intérêt à tous. Les éminentes qualités du Prince, son expérience, sa sagesse éprouvée, offrent la sérieuse garantie que la meilleure direction sera imprimée à nos travaux.

Je ne doute donc pas de l'assentiment général et empressé à cette proposition.

Le Comte Széchényi constate l'adhésion que rencontre la proposition du Comte de Launay.

Son Altesse Sérénissime le Prince de Bismarck accepte la Présidence, en exprimant ses remerciements aux membres de la réunion ; il leur demande la permission de se faire remplacer par un de ses collègues au cas où d'autres affaires, ou l'état de sa santé, l'exigeraient.

Comme secrétaires de la Conférence, Son Altesse Sérénissime propose M. Raindre, Conseiller de l'Ambassade de France, M. le Comte Guillaume de Bismarck, Conseiller au Ministère d'Etat, et M. le Docteur Schmidt, Vice-Consul, attaché au Département des affaires étrangères d'Allemagne.

Ces suggestions étant accueillies, les Membres du secrétariat sont introduits et présentés à la Conférence.

Le Prince de Bismarck annonce que les pouvoirs des Plénipotentiaires ont été déposés au secrétariat pour y être examinés en tant que de besoin.

Les Agents diplomatiques accrédités à Berlin sont, d'ailleurs, considérés comme ayant les pouvoirs nécessaires pour représenter leurs Gouvernements à la Conférence.

Son Altesse Sérénissime reprend comme suit :

En conviant à la Conférence, le Gouvernement Impérial a été guidé par la conviction que tous les Gouvernements invités partagent le désir d'associer les indigènes d'Afrique à la civilisation en ouvrant l'intérieur de ce continent au commerce, en fournissant à ses habitants les moyens de s'instruire, en encourageant les missions et les entreprises de nature à propager les connaissances utiles, et en préparant la suppression de l'esclavage, surtout de la traite des noirs, dont l'abolition graduelle fut déjà proclamée au Congrès de Vienne de 1815 comme un devoir sacré de toutes les Puissances.

L'intérêt que prennent toutes les nations civilisées au développement matériel de l'Afrique assure leur coopération à la tâche de régler les relations commerciales avec cette partie du monde.

Le régime observé depuis nombre d'années dans les rapports des Puissances occidentales avec les pays de l'Asie orientale ayant donné jusqu'ici les meilleurs résultats en restreignant les rivalités commerciales à une concurrence légitime, le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne a cru pouvoir recommander aux Puissances d'appliquer à l'Afrique, dans les formes appropriées à ce continent, le même régime, fondé sur l'égalité des droits et sur la solidarité des intérêts de toutes les nations commerçantes.

Le Gouvernement Impérial a pressenti les Puissances sur le mode le plus convenable de réaliser cette idée. Ayant rencontré un parfait accord de vues auprès du Gouvernement français, il a été autorisé par Sa Majesté l'Empereur à inviter les Puissances disposées à se joindre à cet accord à se réunir en Conférence pour délibérer des résolutions à prendre sur la base du programme proposé dans les lettres d'invitation.

L'idée fondamentale de ce programme est de faciliter à toutes les nations commerçantes l'accès de l'intérieur de l'Afrique.

A cet effet, il serait à désirer que les marchandises destinées à l'intérieur fussent admises en franchise de transit sur tout le littoral de l'Afrique.

Toutefois, cette portée de la question étant en dehors du programme de la Conférence, le Gouvernement Impérial se borne ici à exprimer le vœu que la réunion de la Conférence puisse offrir l'occasion d'entamer des négociations entre les Etats intéressés au règlement de ce point de droit international, pour donner satisfaction aux besoins du commerce par rapport au transit en Afrique.

Le programme de la Conférence ne porte que sur la liberté du commerce dans le bassin du Congo et ses embouchures. En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur aura l'honneur de soumettre aux délibérations de la Conférence un projet de déclaration traitant de la liberté du commerce dans cette partie de l'Afrique, lequel projet renferme les propositions suivantes :

Toute Puissance qui exerce ou qui exercera des droits de souveraineté dans cette région y donnerait libre accès à tous les pavillons sans distinction. Elle ne pourrait y concéder de monopoles ni introduire un traitement différentiel. Seraient prohibées toutes les taxes autres que celles perçues à titre de rétribution pour les dépenses faites dans l'intérêt du commerce.

Toutes les Puissances exerçant des droits ou de l'influence dans les territoires qui forment le bassin du Congo et son embouchure prendraient l'obligation de concourir à la suppression de l'esclavage dans ces pays, de favoriser et d'aider les travaux des missions, les institutions servant à instruire les indigènes et à leur faire comprendre et apprécier les avantages de la civilisation.

Le Congrès de Vienne, en proclamant la liberté de la navigation sur les fleuves qui parcourent le territoire de plusieurs Etats, a voulu empêcher la séquestration des avantages inhérents à un cours d'eau. Ce principe a passé dans le droit public, en Europe et en Amérique. Or, le Gouvernement allemand se rallierait volontiers à des propositions tendant à régler, en dehors de la Conférence, la question de la liberté de navigation sur tous les fleuves de l'Afrique. Mais le programme de la Conférence étant circonscrit à la liberté de la navigation sur le Congo et le Niger, le projet d'acte provisoire de navigation que le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur aura l'honneur de présenter à la Conférence ne concernera que ces deux fleuves et leurs affluents.

Ce projet a été calqué sur les articles 108 à 116 de l'acte final du Congrès de Vienne de 1815, les articles 15, 16 et 19 du Traité de Paris de 1856, l'acte de navigation du Danube de 1857, l'acte public relatif à la navigation des embouchures du Danube de 1865 et sur les traités identiques conclus, en 1853, entre la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique, d'une part, et la Confédération Argentine, de l'autre, pour assurer la libre navigation du Parana et de l'Uruguay.

Le principe fondamental de ce projet est d'assurer pleine et entière liberté de navigation à tous les pavillons et la franchise de toutes autres taxes que celles prélevées dans un but de rétribution pour des travaux nécessités par les besoins de la navigation même.

Le développement naturel du commerce en Afrique fait naître le désir bien légitime d'ouvrir à la civilisation les territoires inexplorés et inoccupés à l'heure qu'il est. Pour prévenir des contestations qui pourraient résulter du fait d'une nouvelle occupation, les Gouvernements de France et d'Allemagne ont pensé qu'il serait utile d'arriver à un accord relativement aux formalités à observer pour que des occupations nouvelles sur les côtes de l'Afrique soient considérées comme effectives.

Les membres de la Conférence auront l'occasion de se concerter entre eux sur les questions qui se rattachent à la délimitation des établissements coloniaux de leur pays ou au traitement de leurs nationaux respectifs ; il n'entre cependant pas dans les attributions de l'assemblée de décider de la validité des prises de possession antérieures.

Ce n'est qu'en vue de l'avenir que j'aurai l'honneur de soumettre à la Conférence un projet de déclaration portant que désormais la validité d'une nouvelle prise de possession sera subordonnée à l'observation de certaines formes, telles que la notification simultanée, afin de mettre les autres Puissances à même de reconnaître cet acte ou de formuler leurs objections.

Pour qu'une occupation soit considérée comme effective, il est, de plus, à désirer que l'acquéreur manifeste dans un délai raisonnable, par des institutions positives, la volonté et le pouvoir d'y exercer ses droits et de remplir les devoirs qui en résultent.

La Conférence se composant de représentants d'Etats souverains, cha-

cun de ses membres restera juge des communications qu'il croira devoir faire à ses collègues au nom de son Gouvernement ; mais des propositions faites en dehors des limites tracées à nos délibérations par le programme de l'invitation n'entraîneront pas pour l'assemblée l'obligation de les discuter.

Messieurs, l'intérêt que toutes les nations représentées dans cette Conférence prennent au développement de la civilisation en Afrique, intérêt incessamment témoigné par des entreprises hardies d'exploration, par le mouvement commercial et par les sacrifices et les efforts faits par chaque nation dans un de ces buts, nous offre une garantie du succès des travaux que nous entreprenons pour régler et pour développer les relations commerciales que nos nationaux entretiennent avec ce continent et pour servir en même temps la cause de la paix et de l'humanité.

Le Prince de Bismarck fait observer incidemment que les projets dont il a fait mention seront distribués le plus tôt possible aux Plénipotentiaires et que ceux-ci seront en mesure de se former une impression personnelle avant la prochaine séance. Son Altesse Sérénissime s'en remet aux travaux des membres de la Conférence pour le développement et le succès de l'œuvre proposée aux délibérations communes.

Sir Edward Malet lit alors la déclaration suivante :

Messieurs,

Après avoir entendu les paroles que Son Altesse le Président vient de nous adresser, il m'est bien agréable de voir que les vues du Gouvernement que j'ai l'honneur de représenter me semblent s'accorder en général avec celles du Gouvernement de l'Empereur. Je suis autorisé à donner mon chaleureux appui aux points qui concordent aussi complètement avec la politique toujours suivie par mon pays que la liberté du commerce dans le bassin du Congo et la libre navigation des fleuves africains.

Je dois cependant ne pas perdre de vue que, dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, les intérêts commerciaux ne doivent pas être envisagés comme sujet exclusif des délibérations de la Conférence.

Si l'exploitation des marchés du Congo est désirable, le bien-être des indigènes ne doit pas être négligé.

Ceux-ci perdront plus qu'ils ne gagneront, si la liberté du commerce, dépourvue du contrôle raisonnable, venait à dégénérer en licence. J'ose espérer que cette considération aura son poids, et que des mesures de précaution seront prises, en ce qui concerne le commerce légitime, pour que son introduction assure, autant que possible, les avantages de la civilisation aux indigènes et l'extinction des maux, pareils à la traite dans l'intérieur, par lesquels leur progrès est à présent retardé.

Je dois me rappeler que les indigènes ne sont pas représentés dans notre sein et que, cependant, les décisions de la Conférence auront pour eux une gravité extrême.

Le principe qui emportera la sympathie et l'appui du Gouvernement de Sa Majesté Britannique sera le progrès du commerce légitime, avec garantie pour l'égalité de traitement envers toute nation et le bien-être des indigènes.

La première base de discussion de la Conférence est *la liberté du commerce dans le bassin et les embouchures du Congo*.

Le bassin traversé par le Congo, en venant de ses sources, comprend une grande partie de l'Afrique centrale. Dans les régions supérieures il est encore inaccessible au commerce. — Par conséquent, tandis que le principe de la liberté du commerce, dans le bassin entier, acquerra probablement l'assentiment général, les délibérations pratiques de la Conférence seront nécessairement restreintes à cette partie de son étendue où l'entreprise européenne pénètre déjà, et qui est en train de se soumettre directement ou indirectement à l'influence de l'Europe. Le bassin du fleuve inférieur est comparativement étroit, mais près de Stanley Pool il s'étend au Nord et au Sud et comprend un vaste district, dont le commerce a plusieurs débouchés à la mer par eau et par terre. Or, si le commerce dans ce bassin doit être libre pour tous, il est manifeste qu'il doit avoir communication libre avec la côte, non seulement par le fleuve du Congo, mais également par toutes les autres issues. Il serait donc à désirer, en tâchant d'assurer la liberté du commerce dans le bassin même, de la sauvegarder en même temps pour la ligne de la côte.

Sans une stipulation de ce genre, la liberté accordée serait illusoire en ce qui regarde une grande partie du bassin.

Le Gouvernement de Sa Majesté accepterait avec plaisir que le principe de la liberté du commerce fût étendu sur toute la ligne de la côte entre les limites de la colonie du Gabon et celles de la province d'Angola.

Je vous prie ensuite de me permettre quelques paroles sur l'interprétation à donner au terme *liberté du commerce*.

Je crois avoir raison en pensant que le Gouvernement Impérial le comprend comme une garantie aux commerçants de tous pays qu'aucun droit d'entrée et aucun droit de transit ne sera levé et que leurs marchandises subiront seulement des impôts modérés, destinés uniquement à pourvoir aux nécessités administratives.

Cette interprétation répond à l'idée générale du Gouvernement de Sa Majesté.

Mais je pense que la Conférence, après un mûr examen de la question, reconnaitra la nécessité de pourvoir, d'une manière plus détaillée, à l'égalité absolue du traitement des sujets de toutes les Puissances, en ce qui concerne les droits et les impôts directs et indirects, la résidence, la liberté de faire le commerce et de voyager, l'emploi de routes et de chemins de fer, le cabotage et la liberté de religion.

En rapport avec la discussion de cette base, surgira la question : Quelles sont les Puissances qui doivent garantir la liberté stipulée ?

Il est à espérer que nous arriverons à un accord général auquel il sera désirable d'inviter l'adhésion des Puissances non représentées à la Conférence ; que cet accord consistera dans un engagement de la part des Puissances occupant ou protégeant, à présent ou dans l'avenir, directement ou indirectement, des territoires quelconques dans le bassin du Congo et sur la côte susmentionnée, d'étendre aux sujets de toutes nations la liberté du commerce, selon l'interprétation convenue, à titre égal, à celui octroyé à leurs propres sujets.

En d'autres termes, chaque Puissance s'engagera à laisser toutes les nations participer aux avantages qu'elle aurait acquis elle-même pour son

commerce et ses sujets. Un engagement de cette nature aura l'assentiment empressé du Gouvernement de la Reine.

La seconde base de discussion est l'application au Congo et au Niger des principes adoptés par le Congrès de Vienne en vue de consacrer la liberté de la navigation sur plusieurs fleuves internationaux.

Le Gouvernement de Sa Majesté verrait avec plaisir l'extension de ces principes non seulement au Congo et au Niger, mais également à d'autres fleuves de l'Afrique, et je suis autorisé à discuter une pareille extension de l'application de ces principes.

La question pratique, selon la pensée du Gouvernement de Sa Majesté, sera moins l'acceptation des principes que le mode de les appliquer. Les fleuves d'Europe soumis au régime ayant son origine dans les articles du Congrès de Vienne parcourent des territoires appartenant à des Etats bien définis ; leurs positions et leurs particularités étaient connues ou faciles à déterminer. Pour les fleuves d'Afrique, les difficultés seront sans doute plus grandes, mais pas insurmontables.

Le gouvernement de Sa Majesté s'est déjà convaincu que la navigation du Congo pourrait être réglée par une commission internationale, dont il a même conseillé la création à plusieurs reprises. Je suis autorisé à donner son consentement à une pareille commission, sauf examen et approbation de sa constitution.

La situation du Niger est entièrement différente. L'établissement d'une commission sur ce fleuve est regardé par nous comme étant impraticable. Le fleuve même sur une grande partie de son parcours est insuffisamment exploré ; mais on sait qu'il est divisé géographiquement en trois sections, dont la supérieure n'a aucune communication avec l'inférieure, laquelle, en s'approchant de la mer, se disperse dans un réseau d'embouchures.

Le commerce de l'intérieur se trouve, pour la plupart, entre les mains des tribus de la côte, qui se font intermédiaires et qui, ayant un vif égard pour leurs intérêts, sont difficiles à ménager et à contrôler. Depuis la découverte des embouchures, en 1830, par les frères Lander, expédiés par le gouvernement anglais, l'exploration du fleuve a été l'œuvre du même gouvernement, qui en a fourni les moyens à diverses reprises. En conséquence, le commerce a dû son développement presque exclusivement à l'entreprise britannique. Il est à présent entièrement entre les mains britanniques, et les tribus les plus importantes, après avoir regardé les agents de ce pays pendant de longues années comme leurs protecteurs et leurs conseillers, ont maintenant, par suite de leurs demandes urgentes et répétées, été placées officiellement sous le protectorat de la Grande-Bretagne. Cette situation entraîne, d'une manière impérative, une différence dans l'application des principes du Congrès de Vienne. La ligne de la côte et le cours inférieur du fleuve sont suffisamment sous contrôle pour que le gouvernement de Sa Majesté Britannique puisse en régulariser la navigation, tout en se tenant lié au principe de la libre navigation par une délibération formelle.

Si la conférence se décide à étendre les principes du Congrès de Vienne à d'autres fleuves, je me permettrai de suggérer que le mode de l'application, comme dans le cas du Niger, soit pris en considération séparément, après une étude des conditions individuelles de chacun de ces fleuves, dans l'ordre où ils viendront à être discutés.

La troisième base est la définition des formalités à observer pour que

des occupations nouvelles sur les côtes d'Afrique soient considérées comme effectives.

Les données qui existaient sur la tournure que prendrait cette question n'étaient pas assez précises pour que le gouvernement de Sa Majesté ait pu me donner des instructions nettes sur ce point ; mais il s'agit, en général, de donner des assurances dans l'avenir que les principes posés unanimement par les jurisconsultes et les juges de tous pays seront appliqués dans la pratique ; je n'aurai aucune hésitation à accepter la discussion sur cette base.

Le président fait observer que la déclaration de Sir Edward Malet sera reproduite dans le protocole et que l'étude pourra en être faite utilement en l'examinant dans chacune de ses parties, au fur et à mesure que chacune des questions diverses auxquelles elle se rapporte sera mise à l'ordre du jour de la Conférence. Une discussion générale serait prématurée.

Le comte de Launay rappelle qu'au Congrès de Berlin il avait été réglé que toute proposition nouvelle, au lieu d'être immédiatement mise en délibération, devait être déposée et reproduite au protocole d'une séance pour venir en discussion seulement lors d'une des séances suivantes.

Le président appuie cette suggestion, sous la réserve qu'elle ne concerne que les propositions nouvelles et non les amendements. Il constate qu'elle ne soulève aucune opposition et pourra, dès lors, servir de règle au cours des discussions.

Le prince de Bismarck déclare que l'ordre du jour est épuisé. Sur son initiative, la Conférence s'ajourne au mardi 18 novembre, à une heure.

La séance est levée à trois heures et demie.

Signé : SZÉCHÉNYI, comte Auguste VAN DER STRATEN PONTHOZ, baron LAMBERMONT, E. VIND, comte de BONEMAR, John A. KASSON, Alph. de COURCEL, Edward B. MALET, LAUNAY, F.-P. VAN DER HOEVEN, marquis de PENAFIEL, A. de SERPA PIMENTEL, comte P. KAPNIST, GILLIS BILDT, SAÏD, V. BISMARCK, P. HATZFELDT, BUSCH, V. KUSSEROW.

Certifié conforme à l'original :

RAINBRE, comte W. BISMARCK, SCHMIDT.

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 1

Projet de déclaration relative à la liberté du commerce dans le bassin du Congo et ses embouchures

Les représentants des gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Suède et la Norvège et de la Turquie, s'étant réunis en conférence à la suite de l'invitation du gouvernement impérial Allemand, sont tombés d'accord sur la déclaration suivante :

DÉCLARATION

Dans tous les territoires constituant le bassin du Congo et de ses affluents, c'est-à-dire...

(délimitation)

le commerce de toutes les nations jouira d'une complète liberté.

Tous les pavillons, sans distinction de nationalité, auront libre accès à tout le littoral des territoires décrits ci-dessus, ainsi qu'à toutes les eaux du Congo et de ses affluents et à tous les ports situés sur les bords de ces eaux.

Les marchandises de toute provenance importées dans ces territoires, sous quelque pavillon que ce soit, par la voie maritime ou fluviale ou par celle de terre, n'auront à acquitter d'autres taxes que celles qui pourraient être perçues comme compensation de dépenses utiles pour le commerce et qui, à ce titre, devront être également supportées par les nationaux et par les étrangers de toute nationalité.

De quelque nature que soient ces taxes, les marchandises importées dans ces territoires resteront affranchies de droits d'entrée et de transit.

Toute puissance qui exerce ou exercera des droits de souveraineté dans les territoires susvisés ne pourra y concéder ni monopole ni privilège d'aucune espèce en matière commerciale. Les étrangers y jouiront indistinctement du même traitement et des mêmes droits que les nationaux.

Toutes les puissances exerçant des droits de souveraineté ou une influence dans lesdits territoires prendront l'obligation de concourir à la suppression de l'esclavage et surtout de la traite des noirs, de favoriser et d'aider les travaux des missions et toutes les institutions servant à instruire les indigènes et à leur faire comprendre et apprécier les avantages de la civilisation.

Sauf arrangement ultérieur entre les gouvernements signataires de cette déclaration et telles puissances qui exerceront des droits de souveraineté dans les territoires dont il s'agit, la commission internationale de la navigation du Congo, instituée en vertu de l'acte signé à Berlin le au nom des mêmes gouvernements, sera chargée de surveiller l'application des principes proclamés et adoptés par cette déclaration.

 PROTOCOLE N° 2

Séance du 19 novembre 1884

Le comte de Hatzfeldt annonce que le prince de Bismarck est empêché par une indisposition de se rendre à la conférence. Comme il a été convenu lors de la première séance, le chancelier de l'Empire demande à la haute assemblée la permission de déléguer la présidence au comte de Hatzfeldt.

Le comte de Hatzfeldt, président, propose que, suivant la procédure adoptée lors du Congrès de Berlin, la communication préalable du protocole imprimé aux plénipotentiaires tienne lieu de la lecture traditionnelle au début de la séance. Dans le cas où aucune modification n'aurait été faite par les membres de l'assemblée, le texte serait considéré comme approuvé; la signature en aurait lieu au début de la séance et l'original serait ensuite déposé aux archives.

La conférence donne son assentiment à cette procédure.

Le protocole de la première séance est ensuite adopté.

Le président annonce que le représentant de la Russie s'est excusé de ne pouvoir assister à la réunion, vu l'état de sa santé.

Il fait connaître que M. Sanford, plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amé-

rique, a été reçu dans la Conférence à la suite d'une communication du ministre des Etats-Unis à Berlin définissant le caractère de sa mission.

Le comte de Hatzfeldt demande si personne ne désire prendre la parole avant de passer à l'ordre du jour.

Le marquis de Penafiel fait alors la déclaration suivante :

Messieurs,

Le gouvernement du Portugal a accueilli avec un grand empressement et une véritable satisfaction l'invitation qui lui a été adressée, au nom du gouvernement de l'empire d'Allemagne et de celui de la République française, pour prendre part à cette conférence.

Une telle satisfaction était bien légitime, en voyant réalisé le vœu qu'il avait émis dans sa dépêche circulaire du 13 mai aux légations de Sa Majesté Très Fidèle à Berlin, Paris, Bruxelles, La Haye, Madrid, Rome et Vienne.

Là se trouvait, pour la première fois peut-être, exprimé le besoin de réunir les puissances intéressées dans les questions pendantes sur la côte occidentale d'Afrique.

Le gouvernement Portugais, dans sa réponse à l'invitation qui nous réunit ici, a constaté les sentiments qui l'animent, en disant que le gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle avait déjà manifesté, chaque fois que l'occasion lui en a été offerte, l'intention sincère d'admettre le principe de la liberté de commerce et de navigation dans le bassin et les embouchures du Congo, lorsqu'il aurait établi une administration régulière dans les territoires compris sur la côte occidentale d'Afrique entre 5° 12' et le 8° de latitude sud, territoires depuis des siècles déjà incorporés à titre incontestable aux domaines de la couronne de Portugal.

Le Portugal a non seulement à intervenir dans le règlement des droits qui seront acquis à toutes les puissances dans le Congo, mais il a encore à délibérer sur les devoirs qui lui incombent comme puissance riveraine.

Le gouvernement Portugais est donc heureux de pouvoir affirmer de nouveau, devant les puissances ici représentées, ce qu'il a déjà déclaré dans maintes occasions : son adhésion complète aux principes de liberté de commerce et de navigation appliqués au bassin et aux embouchures du Congo, à l'exécution desquels il s'engagera solennellement devant vous. De pareils principes, le Portugal les a déjà appliqués lors de l'occupation de Cacongo et Massabi au nord du 5° 12' de latitude sud, qui a été dernièrement réalisée par le gouverneur général d'Angola au nom du gouvernement Portugais. Plusieurs actes, aussi bien anciens que récents, démontrent qu'il n'a pas cessé de les défendre et de les maintenir sur les deux rives du Congo.

C'est encore avec une vive satisfaction que le Portugal prendra part à la discussion des deux autres points qui constituent la base de nos délibérations, et qui renferment des principes d'un si haut intérêt.

Le gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle partage complètement la profonde pensée, si noblement exprimée par notre président Son Altesse Sérénissime le Prince Chancelier à la séance d'inauguration, que les relations commerciales qui vont se développer sur le continent africain serviront la cause de la paix et de l'humanité ; il espère enfin voir les vœux émis par Son Excellence le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne pour que les indigènes profitent autant que possible des avantages de la civilisation se réaliser d'une manière complète, au moyen de l'extinction de la traite et de

l'esclavage, les plus grands obstacles qui puissent être opposés aux progrès de cette civilisation sur les côtes de l'Afrique.

Vous savez, messieurs, que le Portugal a introduit les germes de la civilisation en Afrique ; vous connaissez aussi les sacrifices qu'il s'est imposés pour arriver à l'entière suppression de la traite dans ces territoires.

Le comte de Launay désire présenter quelques observations générales avant d'aborder l'examen du premier des trois points énoncés dans la circulaire d'invitation à la Conférence, et s'exprime dans les termes suivants :

L'Italie n'a pas de possessions territoriales sur la côte occidentale d'Afrique. Son attention vigilante se dirige plutôt dans d'autres directions, ainsi qu'il résulte des déclarations récemment faites aux Chambres et qui ont reçu la plus grande publicité. Jusqu'ici, nos rapports commerciaux et maritimes dans les parages de l'Ouest et du centre de l'Afrique ne sont qu'au début ; mais déjà nos commerçants tournent les yeux de ce côté, encouragés comme ils le sont par des rapports venus de hardis explorateurs italiens, et par les suffrages qu'un tel mouvement rencontrerait dans l'opinion publique.

L'Italie, tout en réservant l'avenir pour le cas où, sans heurter ni offenser des intérêts légitimes, elle croirait devoir examiner s'il lui conviendrait, à l'instar d'autres Etats civilisés, de fonder à son tour quelque colonie ou d'exercer un protectorat sur certains territoires inexplorés, inexploités ou abandonnés à l'incurie de tribus barbares ou nomades ; — l'Italie, dis-je, n'a pas moins un intérêt évident à ce qu'il s'établisse dans les régions africaines, soit pour le commerce et la navigation, soit pour des occupations ultérieures éventuelles, des règles qui doivent tenir à cœur à tous les pays qui participent déjà, ou qui participeront un jour, au mouvement économique et civilisateur, lequel, notamment dans le bassin du Congo, se développe d'une manière merveilleuse et avec de grands avantages.

J'ai lu avec la plus grande attention les considérations exposées dans la première séance par notre illustre président, et qui portent l'empreinte de sa haute intelligence. Elles répondent, en substance, à l'esprit de mes instructions. Les déclarations de mon honorable collègue Britannique me semblent également inspirer une juste confiance que les questions essentielles renfermées dans notre programme pourront être résolues dans un sens équitable et conforme au droit public moderne. Je me rallie, entre autres, aux généreux sentiments émis par Son Altesse Sérénissime et par Son Excellence en faveur des populations indigènes, pour la suppression de l'esclavage et surtout de la traite des noirs. Dans cet ordre d'idées aussi, il existe un lien de solidarité entre tous les Etats civilisés.

Le président demande aux plénipotentiaires s'ils sont déjà en mesure de présenter des observations sur le projet dû à l'initiative du gouvernement allemand et qui leur a été distribué entre la première et la seconde séance. Il ajoute qu'il se réserve de soumettre à la haute assemblée une proposition sur le mode de procédure relativement au projet de déclaration présenté par le gouvernement impérial.

Le comte de Launay dit qu'il lui paraît opportun de reprendre à cette occasion l'exposé des vues générales de son gouvernement, et il s'explique sur le premier des trois points signalés dans la circulaire précitée et sur le

projet de déclaration y relatif présenté par le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne.

Ce projet coïncide en substance avec les vues du gouvernement royal. Les dispositions y énoncées expriment clairement ce que l'on entend par liberté de commerce : libre accès pour tous les pavillons, libre transit, interdiction de tout monopole et de droits différentiels. Mais, en excluant toute prohibition absolue, il y aurait lieu d'examiner dans quelles limites il conviendrait d'établir des taxes que, même dans les pays les plus civilisés, il est d'usage de percevoir, sans que l'on croie pour autant déroger au principe de la liberté commerciale. Dans cet examen, on ne saurait ne pas tenir compte de diverses considérations qui induiraient à rendre désirable la franchise absolue pour l'exportation comme pour le transit, la consommation et la fabrication locale, pour le commerce sous la forme d'échange en nature de marchandises et produits, de même qu'à suggérer une grande modération dans les droits d'importation. Fien des motifs viennent à l'appui de cette modération de droits, entre autres le fait que jusqu'ici, dans une grande partie de ces régions inhospitalières et placées en dehors des conditions de civilisation, les trafiquants n'ont subi aucune charge quelconque ; les risques auxquels le commerce sera exposé pour longtemps encore, même après l'adoption d'un nouveau régime ; l'absence d'une constante et efficace protection gouvernementale envisagée, à juste titre, comme une compensation des taxes perçues.

La restriction qu'il n'y aurait de droit compensateur que pour couvrir les frais supportés dans l'intérêt du commerce pourrait, à elle seule, offrir des inconvénients et fournir le prétexte de droits excessifs, si une semblable restriction n'était pas mitigée par la fixation d'une limite de maximum qu'on ne devrait pas dépasser, celle, par exemple, du 2 ou même du 4 p. 0/0 *ad valorem*. Il importerait en même temps de définir quelle valeur devrait être adoptée comme base de la taxe douanière : la valeur au lieu d'origine ou celle au lieu de débarquement.

Il serait également à désirer d'obtenir un éclaircissement sur ce point : Y aurait-il dans la région du Congo une franchise absolue de tout droit d'exportation ?

A la liberté du commerce en général se rattachent des questions spéciales, comme celles du trafic des armes et des boissons spiritueuses. Si l'assemblée s'occupe de ces questions, le plénipotentiaire du roi se prononcera d'une manière conforme aux principes de progrès et de civilisation qui forment la règle constante du gouvernement de Sa Majesté.

Dans l'exposé de notre président et à l'alinéa 6 du projet de déclaration, il est dit que toutes les puissances exerçant des droits de souveraineté ou une influence dans les territoires qui forment le bassin du Congo prendraient l'obligation de concourir à la suppression de l'esclavage et surtout de la traite des noirs. Je suis autorisé à me montrer favorable à toute mesure qui assurerait le mieux la cessation de ce trafic infâme. Nous sommes disposés à appuyer tout ce qui pourrait contribuer à une répression sérieuse et à affirmer en même temps la solidarité des Etats civilisés contre cet attentat de lèse-humanité, que nous voudrions voir compris, comme la piraterie, parmi les crimes contre le droit des gens. Le code d'Italie pour la marine marchande contient maints articles infligeant des punitions très sévères, et notre régime conventionnel à ce sujet établit le droit de visite,

entre autres sur la côte occidentale d'Afrique, depuis le cap Vert jusqu'à la distance du 10° au sud de l'Equateur.

A l'alinéa 6, dont je viens de citer la première partie, il est parlé, en outre, dans la même phrase de l'engagement de favoriser et d'aider les travaux des missions et toutes les institutions servant à instruire les indigènes et à leur faire comprendre et apprécier les avantages de la civilisation.

Son Altesse Sérénissime le prince de Bismarck laissait entrevoir le désir que certains points de droit international, à l'égard de la franchise de transit sur tout le littoral et de la liberté de navigation sur tous les fleuves de l'Afrique, pussent être réglés par des négociations ultérieures à entamer entre les puissances intéressées.

En me rattachant à cette idée de généraliser un jour de sages dispositions soumises à notre examen, il me semblerait utile de recommander qu'il fût tenu compte d'une proposition que j'aurai l'honneur de déposer au bureau de la présidence et qui me paraît conçue en des termes rendant acceptable une prise en considération.

Le comte de Launay donne lecture de cette proposition ainsi conçue :

« Dans le but de faciliter, de développer et d'assurer l'œuvre de la civilisation et des découvertes, les plénipotentiaires réunis en conférence à Berlin recommandent à leurs gouvernements respectifs, — en attendant des pourparlers ultérieurs, — d'aider, autant que faire se pourra, dans chaque pays et dans chaque localité du continent africain, à la protection des missionnaires chrétiens, sans distinction de culte, des savants et des explorateurs, pour leurs personnes, comme pour les escortes, avoir et collections. »

Le comte de Launay ajoute : En attendant, une adjonction pourrait être faite à l'alinéa 6, à savoir que la protection serait étendue aux missionnaires de tout culte chrétien, aux explorateurs, aux savants, pour leurs personnes, comme pour les escortes, avoir et collections. Une pareille disposition serait également indiquée relativement aux pays situés vers le Niger et ses affluents.

Je crois qu'une mention de ce genre produirait le meilleur effet parmi les savants, les explorateurs, les nombreuses sociétés géographiques, si bien représentés par les délégués spéciaux et autres personnes des plus compétentes réunies à Berlin à l'occasion de la Conférence.

M. Kasson lit ensuite, en langue anglaise, la déclaration dont la traduction suit :

Bien que je sois autorisé à déclarer que le gouvernement des Etats-Unis partage d'une manière générale les idées exposées dans le discours d'ouverture prononcé par Son Altesse Sérénissime le président de la Conférence internationale, il ne sera pas cependant inutile de faire connaître brièvement les vues de mon gouvernement au sujet des questions pendantes en Afrique.

Jusqu'à l'année 1874, d'immenses territoires au cœur de l'Afrique, y compris une grande partie de ses régions intérieures salubres, étaient complètement inconnus aussi bien des géographes que des hommes politiques d'Europe et d'Amérique. Un citoyen américain, connu par son courage, sa persévérance, son intelligence, sa remarquable intrépidité et son aptitude

pour les voyages d'exploration, résolut, avec l'aide d'amis américains et anglais, de gagner, s'il était possible, à la lumière de la civilisation cette région inconnue.

Avec le drapeau pacifique de son pays au-dessus de ses tentes et à la tête de ses caravanes, il disparut aux yeux du monde civilisé et, après trente-neuf longs mois de dangereuse exploration et de voyage, il se montra de nouveau, apportant le résultat de ses découvertes, qui furent communiquées au monde.

Il faut faire observer que, depuis le temps où il quitta la côte orientale d'Afrique, près de Zanzibar, durant son voyage vers le Haut-Nil et dans toute cette région jusqu'au Congo, tout le long de ce grand fleuve et pendant qu'il en descendit lentement le cours, jusqu'au jour où il aperçut un vapeur mouillé sur le Bas-Congo, nulle part il n'a rencontré d'autorité civilisée, ou de pouvoir représentant des hommes de race blanche excepté celui qu'il exerçait sur ses caravanes. Nulle part il n'a trouvé de puissances ou de forteresses, asiles de la civilisation, ni aucune souveraineté établie, si ce n'est celle des tribus indigènes.

Ses découvertes ont éveillé l'attention de toutes les nations. Il était évident que bientôt ces régions seraient exposées à la dangereuse rivalité de nations diverses ayant leurs intérêts en conflit. Il y avait également danger de voir une seule puissance s'approprier ce pays, et le libre accès de ces territoires fermé ainsi à la libre concurrence d'une grande partie du monde civilisé.

Le plus sérieux désir du gouvernement des Etats-Unis a été que ces découvertes pussent être utilisées pour civiliser les races indigènes, pour obtenir l'abolition de la traite des esclaves, et que des mesures fussent bientôt prises pour empêcher des conflits entre les nations, comme pour éviter les rivalités que ferait naître entre elles l'acquisition de privilèges spéciaux dans cette vaste région, si soudainement ouverte aux entreprises commerciales.

Un arrangement mettant ce pays par une neutralisation à l'abri des attaques à main armée, avec privilèges égaux pour tous, serait aux yeux de mon Gouvernement de nature à assurer la satisfaction générale.

Une association internationale, composée d'Européens et d'Américains, s'est formée, sous le haut patronage d'un Européen philanthrope, pour réaliser un pareil dessein. Ils ont obtenu des concessions et le droit d'exercer leur juridiction dans le bassin du Congo, de la part des souverains indigènes, les seules autorités existant dans ces régions et disposant de la souveraineté sur les territoires et les peuples. Ils ont immédiatement entrepris d'établir un gouvernement de fait pour maintenir l'ordre, pour garantir les droits des personnes et pour faire prévaloir les principes d'égalité et de liberté à l'égard des immigrants, du commerce et de tous les intérêts étrangers.

Pour obtenir ces précieux avantages, il a bien pu être nécessaire de recourir à la force afin de maintenir l'ordre et la justice. L'organisation de l'association a été dictée par des principes de civilisation et d'humanité. Il faut reconnaître la légalité de ses actes, sinon considérer ses membres comme de simples pirates. Dans ce dernier cas, il n'y aurait dans toute cette région ni lois ni justice.

Le Président des Etats-Unis, dûment informé de l'organisation de cette société et connaissant ses droits pacifiquement acquis, les moyens dont

elle dispose pour protéger les personnes et la propriété, et ses desseins équitables à l'égard des nations étrangères, a reconnu le gouvernement actuellement établi par elle et le pavillon qu'elle a adopté. Ses droits reposaient sur le consentement même des indigènes, dans un pays actuellement occupé par elle et dont les routes commerciales et les voies de communication étaient placées sous son contrôle et sous l'autorité de son administration. Il a pensé qu'en reconnaissant le seul pavillon représentant une domination dans ces parages, il a agi dans l'intérêt commun des nations civilisées. Il considère l'existence de ce gouvernement local ou de celui qui lui succéderait établi sur les mêmes bases et reposant sur les mêmes principes, comme une garantie contre des dangers de violences internationales, comme destinée à amener la suppression du trafic odieux des esclaves et comme un moyen de faire comprendre aux noirs que la civilisation et le gouvernement de la race blanche signifient pour eux paix et liberté, en même temps que développement du commerce libre pour tout le monde.

Il désire en conséquence voir donner la plus grande expansion à la délimitation des territoires qui devront être soumis aux bénéfices de cette règle, en réservant toutefois les justes droits territoriaux des autres gouvernements.

Aussi loin qu'on pourra étendre les limites de cette puissance neutre et pacifique, il prévoit la consolidation des garanties du maintien de la paix, les progrès de la civilisation africaine et un développement du commerce profitable à la famille entière des nations.

M. Kasson ajoute qu'il adhère à la partie de l'exposé du Comte de Lau-nay tendant à contrôler l'introduction des liqueurs dans les régions barbares dont s'occupe la Conférence.

Le Président croit qu'il serait nécessaire de régler préalablement un point de procédure concernant les travaux de la Haute Assemblée.

Le projet présenté par le Gouvernement allemand parle des « territoires constituant le bassin du Congo et de ses affluents ». Or, personne ne sait encore exactement ce qui doit être compris dans cette expression générale. Il y aurait donc lieu, pour donner une base utile aux travaux de la Conférence, de fixer d'abord ses vues sur ce point. Dans ce but, une commission pourrait être nommée par la Haute Assemblée, et elle se composerait, outre les Plénipotentiaires allemands, de tous les Plénipotentiaires accrédités par les Etats les plus directement intéressés qui ont été compris dans la première invitation envoyée pour la Conférence ; c'est-à-dire des Représentants de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et du Portugal.

Cette Commission présenterait à la Conférence un rapport sur la question susvisée, et elle aurait le droit de s'éclairer en faisant appel aux Délégués des Gouvernements représentés dans la Conférence.

Le Comte de Hatzfeldt constate l'adhésion de la Conférence à cette proposition.

Le Baron de Courcel met à la disposition de la Commission les services des délégués adjoints, désignés par le Gouvernement français à l'occasion de la Conférence.

Les autres Membres de la Haute Assemblée offrent, de même, le concours de leurs délégués adjoints.

Le Président en prend acte.

Sir Edward Malet demande si la Commission aura la faculté d'appeler d'autres personnes que les délégués, et, sans en faire l'objet d'une proposition formelle, il indique que, dans sa pensée, la Commission aurait avantage à puiser à toutes les sources d'information.

Le Président fait observer que les Plénipotentiaires seuls, et non les Délégués, auront voix délibérative dans la Commission ; mais que, d'une façon générale, cette dernière sera libre de chercher partout où elle espérera les trouver, des indications propres à l'éclairer. Elle convoquera donc, outre les délégués, toutes les autres personnes qu'elle croira utile d'entendre.

Quant à la date de la prochaine réunion de la Conférence, elle pourra être fixée seulement lorsque la Commission sera en mesure d'exposer le résultat de ses travaux.

Le comte de Launay fait observer que la Commission devant comprendre exclusivement les Plénipotentiaires des Puissances le plus directement intéressées et primitivement invitées à la Conférence, un des délégués adjoints appartenant aux autres Puissances pourrait tout au moins assister aux séances de la Commission.

Le Président répond en renouvelant les explications qu'il a déjà données, et d'après lesquelles la commission, intéressée à se renseigner le plus complètement possible, ne manquera pas de faire largement appel au concours des délégués.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à deux heures un quart.

Signé : SZÉCHÉNYI, Comte Auguste VAN DER STRATEN PONTHOZ, Baron LAMBERMONT, E. VIND, Comte de BENOMAR, John A. KASSON, H. S. SANFORD, Alphonse DE COURCEL, Edward B. MALET, LAUNAY, F. P. VAN DER HOEVEN, Marquis DE PENAFIEL, A. DE SERPA PIMENTEL, GILLIS BILD, SAÏD, P. HATZFELDT, BUSCH, V. KUSSEROW.

Certifié conforme à l'original :

RAINDRE,
Comte W. BISMARCK,
SCHMIDT.

PROTOCOLE N° 3

Séance du 27 Novembre 1884

La séance est ouverte à deux heures et demie, sous la présidence de M. le Comte de Hatzfeldt.

Le Président rappelle que, dans sa dernière séance, la Conférence a chargé une Commission de lui présenter un rapport destiné à fixer ses vues relativement à la signification précise de l'expression *constituant le bassin du Congo et de ses affluents*, insérée dans le premier paragraphe du projet de déclaration présenté par le Gouvernement allemand et annexé au Proto-

cole n° 1. Cette Commission, après avoir entendu les Délégués des diverses Puissances et avoir dûment délibéré, a présenté son rapport qui a été imprimé et distribué aux Plénipotentiaires.

Le Président estime que la lecture de ce document serait, dès lors, superflue, et il s'assure que la Conférence partage cette opinion.

M. le Comte de Hatzfeldt indique que la Commission a été conduite à concentrer définitivement le débat sur trois points nettement séparés et il ouvre la discussion sur le premier point ainsi défini :

« *Quelle est l'étendue géographique du bassin du Congo ?* »

La Commission s'est mise d'accord sur la formule suivante :

« *Le bassin du Congo est délimité par les crêtes des bassins contigus, à savoir, notamment, les bassins du Niari, de l'Ogoué, du Schari et du Nil, au Nord, par le lac Tanganyka, à l'Est ; par les crêtes des bassins du Zambèze et de la Logé, au Sud. Il comprend, en conséquence, tous les territoires drainés par le Congo et ses affluents, y compris le lac Tanganyka et ses tributaires orientaux.* »

Le Comte de Hatzfeldt dit que, si personne ne demande la parole à ce sujet, la formule proposée par la Commission sera considérée comme adoptée par la Conférence.

Le Comte de Launay fait observer que le texte rédigé par la Commission indique d'abord le lac Tanganyka comme limite orientale du bassin du Congo et que, dans la phrase suivante, il l'y comprend expressément. Il demande si cette rédaction n'est pas de nature à créer quelque obscurité.

Des explications sont échangées à cet égard, auxquelles prennent part le Baron de Courcel et le Baron Lambermont ; il en résulte qu'il ne reste aucun doute sur ce que le lac Tanganyka est bien compris, avec ses tributaires, dans la délimitation arrêtée par la Commission. Cet accord étant constaté, le Président déclare la formule adoptée par la Conférence. Il donne ensuite lecture du deuxième point ainsi conçu :

« *Quels territoires convient-il d'y adjoindre sur le littoral de l'Océan Atlantique, au Sud et au Nord de l'embouchure du Congo, dans l'intérêt des communications commerciales ?* »

La Commission a proposé la solution suivante :

« *La zone maritime soumise au régime de la liberté commerciale s'étendra sur l'Océan Atlantique depuis la position de Sette-Camma jusqu'à l'embouchure de la Logé.*

« *La limite septentrionale suivra le cours de la rivière qui débouche à Sette-Camma, et, à partir de la source de celle-ci, se dirigera vers l'Est jusqu'à la jonction avec le bassin géographique du Congo, en évitant le bassin de l'Ogoué.*

« *La limite méridionale suivra le cours de la Logé jusqu'à la source de cette rivière, et se dirigera de là vers l'Est, jusqu'à la jonction avec le bassin géographique du Congo.* »

L'Ambassadeur de France rappelle les explications données par lui au sein de la Commission et d'après lesquelles le Gouvernement français n'a pas entendu étendre dès à présent, en fait, l'application du régime de la liberté commerciale sur le littoral au Nord de Massabie, tout en admettant, en principe, l'extension du régime conventionnel aux établissements français au Sud de Sette-Camma pour la réaliser lorsque certains arrangements

encore en suspens auront pu être terminés. Le Baron de Courcel doit attendre jusque-là pour faire une concession définitive.

Sir Edward Malet fait remarquer, au sujet de la ligne septentrionale à fixer, que, dans la Commission, la grande majorité des Plénipotentiaires a demandé de reporter la limite du domaine de la liberté commerciale plus au Nord, et il demande, au nom du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, l'extension jusqu'à Fernan-Vaz de la liberté commerciale.

Le Baron de Courcel se réfère à ce qu'il a dit précédemment en ce qui touche la partie du littoral qui s'étend au Nord de Massabie. Quant à la région située au Nord de Sette-Camma, l'Ambassadeur de France ne sait si son Gouvernement pourra rien abandonner de son autonomie administrative.

Le Baron de Courcel ne se refuse pas à faire part à son Gouvernement des vœux dont le Représentant de l'Angleterre a renouvelé l'expression. Ceux qui pensent, d'ailleurs, que le principe de la liberté commerciale s'imposera, par le fait de la simple concurrence, aux territoires voisins de la zone libre, peuvent s'en remettre à l'avenir pour en amener l'extension.

L'Ambassadeur d'Angleterre, après avoir constaté l'impossibilité où se trouve le Baron de Courcel d'adhérer actuellement à sa proposition extensive, déclare accepter la ligne de Sette-Camma en se bornant à maintenir, à titre de simple vœu, ses demandes précédentes. Il exprime l'espoir que Son Excellence sera à même d'annoncer, avant la fin de la Conférence, que son Gouvernement, prenant en considération le désir de la majorité des Plénipotentiaires, accepte Fernan-Vaz comme la limite Nord de la zone attribuée à la liberté commerciale.

Le Président s'associe au vœu de Sir Edward Malet au nom de l'Allemagne, et M. Kasson au nom des Etats-Unis d'Amérique.

Le Baron de Courcel demande que la Haute Assemblée veuille bien lui donner acte de ses réserves.

Le Président déclare qu'acte est donné de ces réserves au Plénipotentiaire de France, et il constate ensuite l'adoption de la formule proposée par la Commission.

Le Comte de Launay fait observer à ce sujet qu'il voudrait même que l'on parvint, dans l'intérêt général qui engendre l'esprit de conciliation, à s'entendre sur une extension plus grande de la zone ouverte à la liberté de commerce.

Quant aux 2^e, 3^e et 4^e alinéas, qui sont connexes, le Comte de Launay se réfère aux considérations générales qu'il a énoncées à la deuxième séance, et entre autres sur les taxes à établir uniquement pour couvrir les frais supportés dans l'intérêt du commerce. Afin d'éviter qu'à ce titre on n'allât peut-être au-delà du but en percevant des droits fiscaux excessifs, il suggérerait de fixer, pour les droits dits de compensation, une limite qui ne devrait pas être dépassée comme maximum, celle, par exemple, de 2 ou même 4 p. 0/0 *ad valorem*; il demandait qu'il fût indiqué s'il s'agirait de la valeur au lieu d'origine ou au lieu de débarquement; enfin, il désirait savoir si, dans la région du Congo, il y aurait une franchise complète de tout droit d'exportation, et si la liberté du cabotage serait admise. Il tiendrait à obtenir quelques éclaircissements sur ces quatre points.

Le Président donne ensuite lecture de la troisième question, posée par la Commission dans ces termes :

« Y a-t-il lieu de placer également sous le régime de la liberté commerciale

certaines territoires s'étendant à l'Est du bassin du Congo, dans la direction de l'Océan Indien? »

La Commission y a répondu en émettant le vœu que *« le régime de la liberté commerciale soit étendu à l'Est du bassin du Congo, jusqu'à l'Océan Indien, sous réserve du respect des droits des souverainetés existantes dans cette région »*.

Le Baron de Courcel, afin de donner une sanction pratique au vœu que la Commission propose d'émettre en vue de l'extension du régime de la liberté commerciale à la région comprise entre le bassin du Congo et l'Océan Indien, soumet à la Conférence le texte du paragraphe additionnel ci-après, destiné à faire suite à la rédaction proposée par la Commission :

« Les Puissances représentées à la Conférence conviennent d'employer leurs bons offices auprès des Gouvernements établis sur le littoral africain, de la mer des Indes à l'Est du bassin du Congo, afin d'assurer au transit de toutes les nations les conditions les plus favorables. »

L'Ambassadeur de France rappelle les déclarations qu'il a faites dans la Commission, et demande que l'on tienne compte des souverainetés existantes sur la côte orientale de l'Afrique. Ce sera rendre hommage à ces droits, et en même temps donner une suite pratique aux vœux de la Commission, que de demander les bons offices des Gouvernements en vue de solliciter en faveur du principe de la liberté commerciale l'adhésion des Pouvoirs établis à l'Est du bassin du Congo.

Une discussion, à laquelle prennent part M. Kasson, le Comte de Hatzfeldt et M. Busch, s'engage pour savoir si cette proposition sera immédiatement prise en considération. Il est décidé de voter séparément, d'abord sur la formule de la Commission, ensuite sur la proposition additionnelle du Baron de Courcel, enfin sur l'ensemble des deux textes.

M. de Serpa dit qu'il adhère aux vues exprimées dans le sens d'une large extension de la liberté commerciale. Le Gouvernement portugais cherche en ce moment la voie de transit la plus favorable entre la mer des Indes et le lac Nyassa ; il partage donc tout à fait les vues de l'Ambassadeur de France.

L'Ambassadeur d'Angleterre déclare qu'il partage entièrement l'avis de son collègue de France, relativement au respect dû aux souverainetés établies à l'Est du bassin du Congo. Sous cette réserve, il adhère au vœu de la Commission.

Le Baron de Courcel rappelle que les deux Gouvernements de France et d'Angleterre se sont réciproquement engagés, par une Déclaration en date de 1862, à respecter la souveraineté du sultan de Zanzibar, et l'adjonction qu'il propose à la formule de la Commission répond notamment à cette préoccupation.

Le baron Lambermont fait remarquer que l'addition proposée par le baron de Courcel a une valeur pratique très sérieuse. Les marchandises débarquées à la côte orientale ne sont pas toutes destinées à la consommation du littoral. Une partie, et c'est même la plus importante, est transportée vers l'intérieur par les caravanes et ce serait rendre un véritable service à ce genre d'opérations que de lui assurer le libre transit à travers les Etats du littoral ou de l'intérieur, ce qui est le but de la proposition de M. l'Ambassadeur de France.

Le président met aux voix la formule de la commission, relative à la

délimitation du territoire placé sous le régime de la liberté commerciale, et il demande si aucun des plénipotentiaires n'a d'objections à présenter contre son adoption.

Saïd Pacha déclare que son adhésion est acquise en ce qui touche le premier et le deuxième point ; mais que ses instructions se bornant à l'Afrique occidentale seule, il attend les nouvelles instructions de son gouvernement en ce qui concerne le troisième point. Il demande à établir, en tout cas, une réserve pour le cas où la délimitation projetée comprendrait un ou plusieurs lacs du Nil, ainsi que leurs bassins.

M. Busch fait remarquer que ces lacs sont en dehors de la ligne proposée.

Saïd Pacha dit qu'il lui reste un doute à cet égard à la suite de l'examen de la carte annexée à la proposition américaine.

Le président répond, en conséquence, que le vote auquel la conférence aura à procéder, se fera sous cette réserve que le plénipotentiaire de la Turquie pourra s'abstenir provisoirement de s'y associer et que le protocole restera ouvert jusqu'à ce que Saïd Pacha ait réuni les informations utiles ou reçu les instructions nécessaires.

M. van der Hoeven désire aussi suspendre son vote définitif et demande que le protocole reste également ouvert pour lui.

Sir Edward Malet fait observer à cette occasion que les plénipotentiaires ne sont pas définitivement liés par les opinions qu'ils ont émises au sein de la Commission et qu'ils peuvent revenir dans la conférence sur les votes auxquels ils ont été appelés à prendre part.

Le président établit que l'on est d'accord sur ce point, que, d'ailleurs, le protocole restera ouvert pour Saïd Pacha et pour M. van der Hoeven.

Il constate que la formule de la commission est adoptée sous ces réserves. Il soumet ensuite à la conférence la proposition du baron de Courcel, avec la même faculté ouverte, pour les représentants de la Turquie et des Pays-Bas, de s'associer ultérieurement à la décision de la haute assemblée.

La proposition de l'ambassadeur de France étant ensuite adoptée par la conférence, le vœu de la commission et le paragraphe additionnel lui sont soumis ensemble et adoptés.

M. Kasson désire constater que la conférence a décidé d'étendre le bassin du Congo en dehors de ses limites géographiques et que, par conséquent, il y aurait lieu de modifier comme suit le paragraphe 1^{er} de la déclaration préparée par le gouvernement allemand :

« Dans tous les territoires constituant le bassin du Congo et ses affluents, y compris certaines régions situées entre ledit bassin et les deux océans respectivement, et donnant des lignes de communication entre le bassin et l'Océan. »

M. Busch fait observer qu'un comité de rédaction sera chargé de coordonner les amendements adoptés par la conférence et de refondre le projet primitif pour le mettre en harmonie avec ces décisions.

Le président passe au deuxième alinéa du projet de déclaration présenté par le gouvernement allemand et conçu comme suit :

« Tous les pavillons, sans distinction de nationalité, auront libre accès à tout le littoral des territoires décrits ci-dessus, ainsi qu'à toutes les eaux du Congo et de ses affluents, et à tous les ports situés sur les bords de ces eaux. »

Le représentant des Pays-Bas rappelle qu'il a déposé la proposition ci-après qui a déjà été distribuée aux membres de la Conférence :

« Le gouvernement royal des Pays-Bas propose d'intercaler à l'alinéa 2 de la déclaration, entre les mots « affluents » et les mots « et à tous les ports », les mots suivants : « y compris les lacs, ainsi qu'à tous les canaux qui pourraient être creusés à l'avenir dans le but d'en relier les différentes parties navigables. »

Il propose de rayer, derrière le mot *ci-dessus* les mots *ainsi que* et d'ajouter à la fin de l'alinéa mentionné les mots *de ces canaux et de ces lacs*.

La teneur de l'alinéa serait par conséquent la suivante :

« Tous les pavillons, sans distinction de nationalité, auront libre accès à tout le littoral des territoires décrits ci-dessus, à toutes les eaux du Congo et de ses affluents, y compris les lacs, ainsi qu'à tous les canaux qui pourraient être creusés à l'avenir dans le but d'en relier les différentes parties navigables, et à tous les ports situés sur les bords de ces eaux, de ces canaux et de ces lacs. »

Sir Edward Malet est d'avis d'ajouter les mots suivants au deuxième paragraphe du projet présenté par le gouvernement allemand :

« Et sur le littoral ils ont aussi le droit de cabotage. »

Le baron de Courcel fait remarquer qu'en mentionnant spécialement le cabotage à la suite du paragraphe 2, on risquerait de créer des malentendus et de faire présumer une exclusion de la liberté du cabotage là où elle n'aurait pas été nommément déclarée, par exemple sur les rivières et les lacs. Il vaudrait mieux qu'il fût entendu que la liberté du cabotage est comprise dans l'expression générale de la liberté de navigation, et que la Conférence entend voir appliquer la liberté du cabotage partout où elle déclare que la navigation doit être libre.

Sir Edward Malet dit que, dans sa pensée, il s'agissait bien de déterminer que le cabotage doit être libre non-seulement sur les fleuves, mais aussi sur la côte.

Le président pense que l'accord de la Conférence étant évident à cet égard, il n'y a plus là qu'une question de forme que l'on peut renvoyer au comité de rédaction à constituer ultérieurement.

Sir Edward Malet se range à cette manière de voir.

M. Kasson, au sujet de l'amendement du plénipotentiaire des Pays-Bas, demande si, en stipulant la libre navigation sur les canaux à créer, M. van der Hoeven admet que, pour arriver à ouvrir ces voies navigables, on puisse concéder l'établissement de taxes permettant de rémunérer les travaux nécessaires.

M. van der Hoeven croit que, selon lui, des taxes de cette nature pourraient être, en effet, perçues, mais seulement en compensation des frais d'établissement des canaux.

M. Kasson croit que cette réserve aurait besoin d'être inscrite dans la déclaration.

M. Busch considère que cette question de la rétribution des entreprises de canalisation trouvera plus naturellement sa place dans l'acte relatif à la navigation.

M. Kasson reconnaît le bien-fondé de cette observation.

Le baron de Courcel ajoute qu'en aucun cas les tarifs ne devront être différentiels.

Le président demande qu'il soit voté sur le paragraphe 2 complété par la

proposition du ministre des Pays-Bas, en constatant d'ailleurs que les membres de la conférence sont d'accord en ce qui touche les observations présentées sur la question du cabotage ; que, de plus, la haute assemblée laisse à la commission de rédaction le soin de modifier le texte de la déclaration dans la mesure voulue pour qu'il soit tenu compte des observations qui ont obtenu l'agrément de la Conférence. Sous le bénéfice de ces observations, le deuxième paragraphe du projet et la proposition y relative de M. van der Hoeven sont adoptés par la Conférence.

Le président lit ensuite les paragraphes 3 et 4 du projet, ainsi conçus :

« Les marchandises de toute provenance importées dans ces territoires, sous quelque pavillon que ce soit, par la voie maritime ou fluviale ou par celle de terre, n'auront à acquitter d'autres taxes que celles qui pourraient être perçues comme compensation de dépenses utiles pour le commerce et qui, à ce titre, devront être également supportées par les nationaux et par les étrangers de toute nationalité.

« De quelque nature que soient ces taxes, les marchandises importées dans ces territoires resteront affranchies de droits d'entrée et de transit. »

Le comte de Hatzfeldt donne connaissance d'un amendement présenté par Sir Edward Malet et tendant à intercaler les mots *directes ou indirectes* entre les mots *d'autres taxes* et les mots *que celles*, dans le paragraphe ci-dessus.

Le baron de Courcel demande quelles seront alors les taxes que les autorités locales pourront percevoir.

Sir Edward Malet admet que ces autorités perçoivent des taxes à l'exportation, et, en général, les taxes spéciales qui pourront être prélevées comme rémunération d'un service utile ; ce que veut le gouvernement anglais, c'est surtout interdire toute taxe différentielle.

Le baron Lambermont croit que la question doit être renvoyée à la Commission de rédaction qui appliquera sur ce point l'idée générale au sujet de laquelle tous les membres de la conférence sont d'accord.

M. de Kusserow fait remarquer que l'interdiction des taxes différentielles est déjà inscrite au projet de la Conférence.

Le comte de Launay rappelle qu'il a déjà présenté des observations pour établir que les seules taxes admissibles seraient des taxes corrélatives à un service rendu et que, pour limiter ces droits, il a proposé de fixer un maximum de 2 ou 4 p. 100 *ad valorem* qu'ils ne devraient pas dépasser.

Il demande que le comité de rédaction tienne compte de ses recommandations.

Le baron Lambermont estime que les demandes du comte de Launay dépassent la compétence de la conférence ; celle-ci ne saurait fixer d'avance la rétribution de services à rendre ou de travaux à exécuter. Il faudra, pour créer des voies praticables dans ces pays nouveaux, faire appel au concours des capitaux européens, et, par suite, leur assurer une rémunération et même des bénéfices. On ne doit donc pas lier les pouvoirs publics qui auront à recourir à l'esprit d'entreprise. La tentation d'imposer des taxes abusives trouverait, au besoin, son correctif dans la libre concurrence qui rendrait impraticables les voies commerciales sur lesquelles pèseraient des charges trop lourdes. D'ailleurs, déterminer si c'est la valeur au point d'origine ou au point de débarquement qui doit servir de base à la taxe, c'est admettre *a priori* l'existence de droits d'entrée et anticiper sur la discussion du paragraphe suivant.

Quant au droit d'exportation, le projet est muet. On veut proclamer la libre entrée et la libre circulation des marchandises. Les autres questions, et notamment celle qui concerne les droits de sortie, se résoudront en leur temps, d'elles-mêmes et suivant les nécessités de l'avenir. La perception de droits de sortie est d'ailleurs beaucoup moins vexatoire que celle de droits d'entrée. Il faut admettre qu'on laisse ouvertes aux autorités locales certaines sources de revenus et la possibilité de pourvoir à leurs besoins.

Le comte de Launay, en présence de ces observations, déclare qu'il s'en remet à la décision de la commission ; s'il paraît impossible de préciser un maximum pour les taxes, on pourrait tout au moins remplacer, dans le paragraphe 2, les mots : *perçues comme compensation* par ceux-ci : *perçues comme équitable compensation*.

Le baron de Courcel demande que l'on ajoute au paragraphe 4 les mots : *qui ne seraient pas perçues comme équitable compensation*.

Le président indique que ce sera la tâche du comité de rédaction de tenir compte de toutes ces observations.

Le baron Lambermont. Il faut que le comité de rédaction connaisse bien clairement les vues qui animent la conférence. Celle-ci veut admettre exclusivement la perception de taxes destinées à compenser une prestation de services ; les taxes douanières ne répondent pas à cette conception.

Le baron de Courcel croit qu'il ne rentre pas dans le programme de la conférence de tracer un programme fiscal et économique complet aux territoires dont elle s'occupe. Elle affirme nettement sa volonté d'exclure toutes taxes différentielles ; mais elle ne peut se faire juge du mode de perception des futurs impôts et du détail de l'administration. Il ne faut pas renouveler l'expérience coloniale faite au seizième siècle, alors que l'on a conduit des colonies à la ruine en prétendant fixer d'Europe, et en se plaçant au seul point de vue de la métropole, leur mode d'existence financière et administrative. La haute assemblée doit se borner à interdire tous droits différentiels et tout traitement de faveur, et à exiger que des droits ne soient jamais perçus dans un but fiscal, c'est-à-dire dans un but d'enrichissement ; mais elle n'a ni le droit juridique, ni le droit moral de légiférer au-delà.

M. de Kusserow fait ressortir que le gouvernement allemand, en proposant sa déclaration, désirait écarter tout traitement différentiel quant aux taxes qui devront nécessairement être perçues à titre de compensation des dépenses utiles pour le commerce, et, en même temps, exclure tous les droits d'entrée et de transit. Une proposition qui tendrait à introduire des droits d'entrée modifierait matériellement la proposition du gouvernement allemand et ne saurait plus ressortir à la décision d'un simple comité de rédaction. Il en serait de même, si, à la demande de M. le plénipotentiaire d'Italie, les droits de sortie, qui ne sont pas mentionnés dans la déclaration proposée par l'Allemagne, devraient être limités à un maximum.

Sous le bénéfice de ces observations, le président propose de renvoyer l'alinéa 5 à la commission qui pourra s'éclairer, au besoin, en entendant de nouveau certains délégués. Cette proposition est adoptée.

Sir Edward Malet fait observer que, vu la tâche confiée à la commission, il conviendrait que chaque puissance y fût représentée.

M. le baron de Courcel. Dans ce but, on pourrait établir que tous les

membres de la conférence auront la faculté de siéger à la commission s'ils le veulent, ou de s'y faire représenter.

Le président constate l'agrément de la conférence à cette proposition, et la constitution de la commission se trouve ainsi fixée.

Il donne ensuite lecture de l'alinéa 5 du projet, ainsi conçu :

« Toute puissance qui exerce ou exercera des droits de souveraineté dans les territoires susvisés ne pourra y concéder ni monopole ni privilège d'aucune espèce en matière commerciale. Les étrangers y jouiront indistinctement du même traitement, des mêmes droits que les nationaux. »

M. Sanford donne lecture du paragraphe additionnel suivant qu'il propose d'ajouter à ce paragraphe :

« La navigation du Congo étant actuellement difficile ou impossible par suite d'obstacles naturels dans la partie de son cours comprise entre Vivi et le Stanley Pool, les hautes puissances contractantes reconnaissent à l'Etat ou pouvoir riverain qui, au moment de la conclusion du présent traité, possèdera la plus grande étendue de fleuve entre ces deux points, le droit exclusif de construire ou d'exploiter, ou de faire construire ou exploiter par une compagnie concessionnaire, une route ou un chemin de fer dans la région des cascades du bas Congo.

« Si la susdite voie passait par le territoire de plusieurs riverains, son prolongement en aval de Vivi jusqu'au point où cesse la grande navigation est reconnu à l'Etat, Pouvoir ou Compagnie qui aura construit la section principale, y compris le droit d'exploitation et l'application de ses tarifs.

« Les Etats ou Pouvoirs riverains donneront toutes facilités pour l'exécution de ce travail, et, afin d'en mieux assurer la réalisation, l'Etat ou Pouvoir riverain qui construit la voie, ou la Compagnie concessionnaire, ne subira en matière d'exploitation et de tarifs, d'autre restriction que celle résultant de l'assimilation des étrangers aux nationaux sous tous les rapports. »

Sur une observation de M. de Serpa, tendant à laisser aux Membres de la Conférence le temps d'examiner cet amendement avant sa discussion, conformément à la procédure concertée lors d'une précédente séance, le Président annonce que le projet de M. Sanford sera imprimé et distribué, pour être discuté dans une prochaine réunion.

A l'occasion de la proposition de M. Sanford, M. Kasson désire faire remarquer que son Gouvernement ne s'engage pas dans les détails de ce projet, mais le présente seulement dans le but de saisir la Conférence en vue de l'amélioration des communications.

Le Président demande si les membres de la Conférence ont quelque observation à présenter au sujet du paragraphe 6, ainsi libellé :

« Toutes les Puissances exerçant des droits de souveraineté ou une influence dans lesdits territoires prendront l'obligation de concourir à la suppression de l'esclavage et surtout de la traite des noirs, de favoriser et d'aider les travaux des missions et toutes les institutions servant à instruire les indigènes et à leur faire comprendre et apprécier les avantages de la civilisation. »

Le Comte de Launay parle alors de nouveau de sa proposition présentée à la séance du 19 novembre et dont il rappelle les termes. Il s'agirait de la recommander aux Gouvernements respectifs, et, en attendant, de faire à l'alinéa 6 l'adjonction indiquée. La teneur de cet alinéa resterait donc la même, sauf l'adjonction suivante :

« La même protection serait étendue aux missionnaires chrétiens de tout culte, aux savants, aux explorateurs, pour leurs personnes, comme pour les escortes, avoir et collections, »

C'est aux savants, aux explorateurs, dit le Comte de Launay, que nous sommes redevables des merveilleuses découvertes faites dans ces dernières années en Afrique. Les missionnaires prêtent, de leur côté, un précieux concours pour gagner ces pays à la civilisation inséparable de la religion. Il est de notre devoir de les encourager, de les protéger tous dans leurs recherches et expéditions présentes ou ultérieures, et dans une œuvre où leurs efforts se combinent et se complètent. Bien des pays ont fourni un glorieux contingent. Leurs noms sont présents à notre mémoire. Pour ce qui concerne l'Italie, Son Excellence cite entre autres ceux des Massaia, Cecchi, Antinori, Bianchi, Chiarini, Antonelli, Gessi, Casati, Matteucci, Comtoni, Piaggia, Sapeto, Borghese, Massari, Giulietti, Salimbeni, Colaci, Dabbene, Pippo, Naretti, Sacconi, etc.

M. Busch croit que, sans comprendre cette question dans la déclaration, on pourrait en faire l'objet d'un vœu spécial.

Sir Edward Malet fait connaître qu'il a aussi présenté un amendement tendant à inscrire à l'alinéa 6, entre les mots *travaux des missions* et les mots *et toutes les institutions*, les mots suivants : *l'exercice de toutes les religions sans distinction de culte*.

Saïd Pacha donne son adhésion à cette rédaction.

Le Président dit que l'amendement de Sir Edward Malet pourra utilement être renvoyé au Comité de rédaction. Quant à la proposition du Comte de Launay, on répondrait aux intentions de l'ambassadeur d'Italie si les Plénipotentiaires transmettaient son vœu à leurs Gouvernements respectifs, en le recommandant à l'attention de ces Gouvernements au nom de la Conférence.

M. de Serpa rappelle que l'Ambassadeur d'Italie, s'appuyant sur des considérations morales, a demandé l'interdiction de l'importation des boissons spiritueuses et de la poudre dans les territoires dont elle s'occupe. Pour des motifs de même nature, M. de Serpa propose d'interdire aussi l'importation des cangues, fouets et de tous les instruments de supplice dont se servent les propriétaires d'esclaves.

Le Comte de Hatzfeldt fait observer que l'Ambassadeur d'Italie n'a pas réclamé l'adoption d'une décision formelle par la Conférence et n'a formulé aucun amendement positif.

Le Comte de Launay reconnaît l'exactitude de cette remarque, tout en rendant pleine justice au sentiment humanitaire qui a inspiré le langage d'un de ses collègues du Portugal. M. de Serpa déclare qu'il n'entend pas donner à sa demande un caractère différent que celui que le Comte de Launay attribue à ses propres suggestions.

A la suite des explications échangées à ce sujet, le Comte de Launay et M. de Serpa tombent d'accord avec le Président pour admettre qu'une inscription de leurs vœux au Protocole suffira pour remplir leurs intentions.

Sur le même paragraphe 6, le Baron de Lambermont fait remarquer que le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat appliqué par certains Gouvernements leur permet bien de se dire prêts à *protéger*, mais non prêts à *aider* les entreprises religieuses qui sont du seul ressort de l'Eglise.

Le Comte de Hatzfeldt répond que l'observation sera mentionnée au Protocole et que le Comité de rédaction en tiendra compte.

L'alinéa 6 est ensuite adopté avec l'amendement proposé par l'Ambassadeur d'Angleterre.

M. Kasson, revenant sur ce qu'il a dit au sujet de la nécessité d'un remaniement de la rédaction du paragraphe 1^{er}, et au sujet du vœu exprimé par la Commission dans le sens de l'extension de la liberté commerciale à l'Est du bassin du Congo, M. de Kusserow est amené à expliquer que la *commission* a dû se borner à émettre un simple vœu relativement à l'extension de la liberté commerciale sur la côte orientale d'Afrique, tandis que la *Conférence* pourrait émettre une décision si tous ses Membres avaient à ce sujet les instructions nécessaires. L'Ambassadeur de France, pour répondre à une demande d'éclaircissement de M. Kasson et à la suite d'une observation de M. de Kusserow, explique d'ailleurs que, dans sa pensée, le mot littoral, employé dans son paragraphe additionnel au vœu de la Commission, comprend les territoires situés entre la crête orientale du bassin du Congo et la mer des Indes.

M. Kasson exprime de nouveau le désir qu'une décision positive soit prise par la Conférence conformément aux vues de la majorité de la Commission, qui se montrait favorable à l'adoption de la délimitation tracée par le Plénipotentiaire de l'Amérique pour le domaine de la liberté commerciale.

Le Président répond qu'on ne saurait aller au-delà d'un simple vœu aussi longtemps que certains plénipotentiaires n'auront pas les instructions nécessaires.

Le Baron de Courcel fait remarquer que la Conférence, ayant dès à présent étendu le principe de la liberté commerciale à des territoires non compris dans le bassin géographique du Congo, il y a lieu, en effet, de modifier le paragraphe 1^{er} de la déclaration, et qu'à ce point de vue il partage l'avis de M. Kasson. Mais le soin de remanier cette rédaction incombe naturellement au Comité de rédaction.

Le Ministre des Etats-Unis tombe d'accord avec le Baron de Courcel à cet égard.

L'alinéa 6 de la Déclaration est ensuite adopté par la Conférence.

Le Président soumet à la discussion l'alinéa 7, qui suit :

« Sauf arrangement ultérieur entre les Gouvernements signataires de cette Déclaration et telles Puissances qui exerceront des droits de souveraineté dans les territoires dont il s'agit, la Commission internationale de la navigation du Congo, instituée en vertu de l'acte signé à Berlin le au nom des mêmes Gouvernements, sera chargée de surveiller l'application des principes proclamés et adoptés par cette Déclaration. »

M. de Serpa estime que la surveillance attribuée par ce paragraphe à la Commission internationale de navigation du Congo entraverait la liberté d'action et l'initiative légitime des Gouvernements territoriaux et créerait de perpétuelles occasions de conflit. Les autorités locales auront la responsabilité de leurs actes et devront conserver leur pleine liberté d'administration. La leur retirer, ce serait compromettre le développement des colonies.

Le Baron de Courcel dit que ce paragraphe soulève en effet certaines difficultés, que, d'ailleurs, la constitution de la Commission qui y est mentionnée ne saurait être connue que lorsque se discutera la question de la navigation. Dans ces conditions, il serait logique de renvoyer l'examen d'une des attributions de cette même Commission jusqu'au moment où sa constitution aura été décidée et réglée.

M. de Kusserow, interprétant les intentions du Gouvernement allemand

à l'égard du paragraphe 7, fait observer que les mots *sauf arrangement ultérieur* n'avaient d'autre portée que de signifier *jusqu'à*. Le Gouvernement allemand n'a nullement l'intention d'empiéter sur les droits souverains des Gouvernements reconnus ou qui seraient ultérieurement reconnus. Mais, en attendant, il lui semble nécessaire de ne pas laisser sans contrôle la liberté du commerce dans le bassin du Congo, telle qu'elle sortirait des décisions de la Conférence. La Commission internationale de la navigation du Congo lui paraît un organe compétent pour être provisoirement chargé de ce contrôle. Du reste, les Plénipotentiaires d'Allemagne se rangent à l'opinion de l'Ambassadeur de France, tendant à ajourner la discussion de cet alinéa jusqu'à la création de la Commission internationale dont il s'agit.

Le Président constate que la Conférence est d'accord sur ce point.

Il propose ensuite de s'en rapporter à la Commission pour désigner le Comité de rédaction.

La Conférence exprime son adhésion à cet égard.

Le Comte de Hatzfeldt fait observer que, pour fixer la date de la prochaine séance, il conviendra de tenir compte des travaux ultérieurs de la Commission.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à cinq heures.

Signé : SZÉCHÉNYI, Comte Auguste VAN DER STRATEN PONTHOZ, Baron DE LAMBERMONT, E. VIND, Comte DE BENOMAR, John A. KASSON, H. S. SANFORD, Alphonse DE COURCEL, Edward B. MALET, LAUNAY, F. P. VAN DER HOEVEN, Marquis DE PENAFIEL, A. DE SERPA PIMENTEL, Comte P. KAPNIST, Gillis BILDT, SAÏD, P. HATZFELDT, BUSCH, V. KUSSEROW.

Certifié conforme à l'original :

RAINBRE, Comte W. BISMARCK, SCHMIDT.

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 3.

Rapport de la Commission instituée par la Conférence pour fixer la délimitation du bassin du Congo et de ses affluents

Messieurs,

Quelles sont les limites du Congo et de ses affluents ?

Cette question figure en tête du projet de déclaration annexé au Protocole de votre première séance.

Pour la résoudre, la Conférence a nommé une Commission composée des représentants de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et du Portugal, et elle l'a autorisée à entendre les Délégués officiels des Gouvernements ainsi que toutes les personnes qui, d'après son jugement, pourraient lui apporter d'utiles lumières.

La Commission, dès le début de ses travaux, a décidé de poser aux Délégués la question suivante :

Qu'est-ce que le bassin du Congo, non seulement au point de vue géographique, mais encore au point de vue spécial qui intéresse la Commission,

c'est-à-dire au point de vue de l'application de la liberté du commerce au centre de l'Afrique ?

Cette distinction entre le bassin géographique et ce qu'on pourrait appeler le bassin économique ou commercial du Congo a conduit la Commission à concentrer définitivement le débat sur trois points nettement séparés :

1° Quelle est l'étendue du bassin géographique du Congo ?

2° Quels territoires convient-il d'y adjoindre sur le littoral de l'Océan Atlantique, au Sud et au Nord de l'embouchure du Congo, dans l'intérêt des communications commerciales ?

3° Y a-t-il lieu de placer également sous le régime de la liberté commerciale certains territoires s'étendant à l'Est du bassin du Congo, dans la direction de l'Océan Indien ?

I

Quelle est l'étendue du bassin géographique du Congo ?

D'après les idées qui ont été développées par MM. les Délégués de la Belgique, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, le bassin du Congo serait délimité au Nord par les lignes de faite qui le séparent des bassins de l'Ogowé, du Bénoué, du Schari et du Nil ; à l'Est, par le lac Tanganyka et ses tributaires, et au Midi, par les lignes de partage des eaux du Zambèze et de la Logé.

On s'est demandé si le Tanganyka fait réellement partie du bassin du Congo, ce qui revient à savoir si la Lukuga est ou n'est pas le déversoir des eaux du lac dans le Lualaba.

M. le Délégué portugais a émis certains doutes à cet égard. Sans les admettre comme fondés, M. le Délégué belge a proposé de prendre pour limite la rive occidentale du lac Tanganyka. M. le Délégué américain, allant plus loin, enveloppe dans le bassin du Congo, non-seulement le lac, mais encore le bassin de son principal tributaire, le Malagarasi. M. le Délégué britannique étend sa définition vers l'Est jusqu'aux sources des affluents du Congo et son avis a reçu l'approbation de M. l'Ambassadeur d'Angleterre. Il ne restait donc à cet égard aucun dissentiment sérieux, et l'unité des vues était quasi complète quant à l'étendue réelle du bassin du Congo.

Il est vrai que M. le Délégué portugais, frappé de la difficulté que présente en ce moment une définition rigoureusement exacte du bassin du Congo, a proposé de restreindre la liberté du commerce à la partie du bassin du fleuve comprise entre la mer et le Stanley-Pool ; mais M. de Serpa Pimentel a depuis accepté également la définition ci-dessus indiquée du bassin géographique.

II

Quels territoires convient-il d'adjoindre au bassin naturel du Congo, sur le littoral de l'Océan Atlantique, au Nord et au Sud de l'embouchure du Congo, dans l'intérêt des communications commerciales ?

La Commission se rappellera que, dans la séance d'inauguration, son Altesse Sérénissime le Prince Président de la Conférence avait exprimé le vœu que tout le littoral de l'Afrique pût être ouvert au transit des marchandises.

Dans le même ordre d'idées, M. l'Ambassadeur d'Angleterre, prenant la parole après notre illustre Président, proposa d'appliquer le principe de la liberté commerciale à toute la ligne de la côte comprise entre les limites de la colonie du Gabon et celles de la province d'Angola.

La Commission a cherché, à son tour, à déterminer l'étendue de la côte occidentale qu'il conviendrait de placer sous la protection des garanties conventionnelles.

Il est aisé de se rendre compte des considérations qui ont fait désirer cette extension du bassin du Congo à la côte. Le cours inférieur du fleuve est en grande partie innavigable. Les routes commerciales qui, pour la plupart, convergent vers le Stanley-Pool, se dirigent de là vers la côte par les deux rives du fleuve et se déplacent fréquemment sous l'influence d'hostilités entre les tribus

de l'intérieur, ou pour d'autres causes accidentelles. C'est ainsi que les caravanes aboutissent parfois à des points du littoral qui étaient loin de leurs destinations premières. M. le Délégué néerlandais et, après lui, l'un des Délégués britanniques, sont entrés à ce sujet dans des explications d'un intérêt pratique. M. de Bloeme a complété dans une séance subséquente ses premières indications. Il a décrit l'organisation du commerce dans les régions qui s'étendent de Sette-Camma à Ambriz et en retraçant la manière dont s'y accomplissent les transactions, il a fait ressortir la nécessité de maintenir ou de placer ces contrées sous le régime d'une large liberté commerciale. M. Woermann, Délégué allemand, a poursuivi et achevé cette démonstration. Il a passé en revue les marchés échelonnés de l'embouchure du Niger à celle du Congo et s'est appuyé sur des considérations et des faits, auxquels sa compétence bien connue donne une autorité particulière, pour arriver à la même conclusion que son Collègue néerlandais, en portant toutefois jusqu'au Nord de l'Ogowé la limite du territoire qu'il serait désirable de doter des bienfaits de la liberté commerciale.

Plusieurs solutions ont été proposées :

M. Stanley, dont les vues ont été officiellement reproduites par M. le Ministre des Etats-Unis, propose de donner toute liberté d'accès à la côte entre 1° 25' correspondant aux branches méridionales du delta de l'Ogowé et 7° 55' de latitude Sud (embouchure de la Logé).

M. Anderson indique comme limite supérieure l'embouchure du Fernand-Vaz, délimitation qui se rapproche de celle de M. Stanley.

M. de Bloeme ne remonte pas au-dessus de Mayumbé.

M. Cordeiro indique 4° de latitude Sud ; M. de Serpa Pimentel a exprimé l'avis que la limite pourrait s'arrêter aux possessions françaises.

M. l'Ambassadeur de France compte être très prochainement en mesure de faire connaître les vues de son Gouvernement au sujet de l'application du principe de la liberté commerciale à la zone maritime située au Nord du Congo.

Quant à la limite de la zone méridionale, MM. les Délégués ont été généralement d'accord pour la fixer à Ambriz, c'est-à-dire par 7° 55' de latitude Sud, à l'embouchure de la rivière de la Logé.

Etant donnés les points de la côte qui limiteraient la zone maritime, de quelle manière la rattacherait-on au bassin du Congo ?

M. Stanley, dont les vues sont soutenues en cette matière par MM. Kasson et Anderson, propose de tracer un parallèle à 1° 25' de latitude Sud jusqu'à la rencontre des sources de l'Alima, qui correspondent à 13° 30' de longitude Est de Greenwich. Au Sud, un parallèle mené d'Ambriz dans les mêmes conditions suivrait à peu près le cours de la Logé (rive droite), et serait prolongé jusqu'au point où il atteint le bassin du Quango.

Les autres Délégués n'ont pas déterminé de limites à l'intérieur, sauf M. le Délégué portugais qui arrête au méridien de Stanley-Pool la délimitation du bassin du Congo à placer sous le régime de la liberté commerciale. Ce système cesse de subsister en présence des déclarations ultérieures de M. de Serpa Pimentel.

L'un des délégués français, M. le docteur Ballay, a fait observer que la voie fluviale, complétée dans la région des cataractes par une route régulière ou un chemin de fer, absorbera forcément le trafic futur. Cette circonstance, d'après lui, enlève une grande partie de son intérêt à l'idée d'adjoindre du côté de l'Atlantique des territoires au bassin naturel du Congo. Cette observation s'applique notamment au cours de l'Ogowé dont l'incorporation au bassin du Congo serait, au point de vue commercial, sans utilité à ses yeux.

Le Délégué américain ayant constaté que ce jugement ne s'accordait point avec des appréciations antérieures de MM. de Brazza et Ballay, ce dernier a répondu que son opinion s'était modifiée depuis que des observations plus exactes avaient fait notablement rapprocher le Stanley-Pool de la mer.

A la question posée incidemment par M. le Ministre des Pays-Bas, si des

canaux pourraient être utilement construits dans l'Afrique centrale, M. Stanley a répondu qu'un travail de ce genre, impraticable à son avis pour la jonction des lacs Nyassa et Tanganyka, pourrait être exécuté sans grande difficulté s'il s'agissait de relier le lac Léopold II au lac Matumba.

III

Y a-t-il lieu de placer également sous le régime de la liberté commerciale certains territoires s'étendant à l'Est du bassin du Congo dans la direction de l'Océan Indien ?

Cette question n'a fait l'objet que d'une seule proposition.

M. le Délégué américain a développé un vaste plan qui tend à adjoindre au bassin géographique du Congo du côté de l'Océan Indien toute la région des grands lacs, une partie du bassin supérieur du Nil et du bassin inférieur du Zambèze. La limite orientale de ce bassin conventionnel comprend tout le littoral de l'Océan indien entre 5° de latitude Nord et 18° environ de latitude Sud, à l'équidistance vers l'intérieur d'un degré géographique. Arrivée à la rive gauche du Zambèze, la ligne de démarcation reprendrait à cinq milles en amont du confluent du Schiré et suivrait ensuite la ligne de faite du versant occidental du lac Nyassa, d'où elle rejoindrait la ligne de partage des eaux du Zambèze et du Congo.

Le projet de M. Stanley a reçu l'adhésion de M. le Ministre des Etats-Unis qui a déposé une proposition dont le texte est joint au présent rapport. M. Kasson a constaté, à cette occasion, que le commerce des Etats-Unis avec le bassin du Congo se fait par Zanzibar non moins que par la côte occidentale.

Cette proposition n'a pas donné lieu à un débat proprement dit. M. l'Ambassadeur d'Angleterre a déclaré qu'il était momentanément sans instructions à cet égard. Les deux Plénipotentiaires allemands, MM. Busch et de Kusserow, se sont ralliés à la proposition de M. le Ministre des Etats-Unis et ont exprimé l'avis que le bassin du Congo ne serait véritablement ouvert au commerce universel que s'il était rendu accessible par son issue orientale aussi bien que par l'occidentale. M. l'Ambassadeur de France, tout en se déclarant autorisé à admettre une extension du bassin géographique du Congo, n'a pas cru pouvoir se prononcer encore sur la proposition de M. Kasson. M. de Serpa Pimentel, en se rangeant à la même manière de voir, ajoute des réserves expresses au sujet de la souveraineté de son pays sur le territoire qu'il possède à la côte orientale d'Afrique.

Quelques membres de la Commission, sans en faire l'objet d'une proposition formelle, ont demandé si l'on ne pourrait présenter sous la forme d'un vœu l'idée de rattacher par des communications libres le bassin du Congo à l'Océan Indien.

Il a été entendu que MM. les Plénipotentiaires réclameraient par la voie télégraphique les instructions de leurs Gouvernements au sujet de l'extension qui serait donnée conventionnellement au bassin du Congo tant à l'Ouest qu'à l'Est.

IV

Tel était l'état des questions lorsque la Commission s'est réunie le 24 novembre.

Après un court échange d'observations, la Commission a adopté à l'unanimité, pour résoudre la première question, la formule suivante :

« Le bassin du Congo est délimité par les crêtes des bassins contigus, à savoir, notamment, les bassins du Niari, de l'Ogowé, du Schari et du Nil, au Nord ; par le lac Tanganyka, à l'Est ; par les crêtes des bassins du Zambèze et de la Logé, au Sud. Il comprend, en conséquence, tous les territoires drainés par le Congo et ses affluents, y compris le lac Tanganyka et ses tributaires orientaux. »

La discussion s'est ensuite ouverte sur la seconde question.

M. l'Ambassadeur de France a déclaré que son Gouvernement souscrit volontiers à l'incorporation de ses établissements du Stanley-Pool et de l'Alima au domaine de la liberté commerciale, mais qu'il n'a pas entendu étendre l'application de ce régime aux bouches de l'Ogowé et à la colonie du Gabon. Son Excellence accepte immédiatement la limite à la côte du 5° 12'; elle admet en principe l'extension du régime conventionnel aux établissements français au Sud de Sette-Camma, se réservant de la réaliser aussitôt que certains arrangements territoriaux encore en suspens auront pu être conclus.

M. Sanford fait observer à ce sujet qu'une partie des territoires compris dans la zone visée par M. l'Ambassadeur de France appartient déjà, en vertu de dispositions conventionnelles, au régime de la liberté commerciale.

M. le Plénipotentiaire portugais propose de substituer à la limite de 5° 12' indiquée par l'Ambassadeur de France la rivière Massabé, qui est un peu plus au Nord.

Cette modification est admise sans objection. En conséquence, la proposition de M. le Baron de Courcel porte sur l'extension du régime commercial du Congo à la partie de la côte située entre la rivière Logé et celle de Massabé, avec extension éventuelle au Nord jusqu'à Sette-Camma.

M. le docteur Busch constate qu'au point de vue de l'intérêt commercial, la limite devrait être reportée le plus loin possible au Nord. Il rappelle que M. Stanley proposait de la fixer à 1° 25' et il se prononce pour cette solution. Frappé du reste des faits rapportés par M. le Délégué Woermann, il voudrait que la limite allât jusqu'à l'Ogowé et même au-delà.

MM. les Plénipotentiaires de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et du Portugal se prononcent pour la zone la plus étendue possible.

Sur l'observation faite par l'un des représentants de l'Allemagne que cette limite devrait être définie, M. l'Ambassadeur de la Grande-Bretagne reproduit sa proposition antérieure de la fixer à l'embouchure du Fernan-Vaz (1° 25').

Les Plénipotentiaires de l'Allemagne appuient cette proposition et expriment en outre le vœu que la liberté commerciale s'étende ultérieurement au bassin de l'Ogowé.

M. l'Ambassadeur de France propose finalement de fixer la limite septentrionale à Sette-Camma, en maintenant la réserve que Son Excellence a déjà énoncée.

M. l'Ambassadeur d'Angleterre et M. le Ministre des Etats-Unis se rallient à cette délimitation, mais en exprimant la confiance que la ligne de démarcation sera reculée plus tard vers le Nord.

Quant à la limite méridionale, tous les Plénipotentiaires se sont trouvés d'accord pour la placer à la rive droite de la rivière la Logé, qui correspond à la latitude de 7° 55'.

Passant au vote, la Commission, après avoir donné acte à M. l'Ambassadeur de France de sa réserve provisoire, décide à l'unanimité que la seconde question sera résolue de la manière suivante :

« La zone maritime soumise au régime de la liberté commerciale s'étendra sur l'Océan Atlantique depuis la position de Sette-Camma jusqu'à l'embouchure de la Logé. »

« La limite septentrionale suivra le cours de la rivière qui débouche à Sette-Camma, et à partir de la source de celle-ci se dirigera vers l'Est jusqu'à la jonction avec le bassin géographique du Congo, en évitant le bassin de l'Ogowé. »

« La limite méridionale suivra le cours de la Logé jusqu'à la source de cette rivière et se dirigera de là vers l'Est jusqu'à la jonction avec le bassin géographique du Congo. »

La Commission aborde la discussion du troisième et dernier point.

Les Plénipotentiaires de l'Allemagne acceptent comme base des délibérations le projet déposé par M. Kasson.

Les Plénipotentiaires belges l'adoptent en principe, en réservant leur décision finale.

Ce projet est également admis par le Plénipotentiaire d'Espagne. Son Excellence réserve les droits des Puissances qui ont des possessions sur le littoral.

M. le Plénipotentiaire des Etats-Unis déclare qu'en formulant son projet, il n'a point entendu méconnaître les droits du Portugal ou du Sultan de Zanzibar, et que c'est pour ce motif que les lignes de démarcation se tiennent partout à une certaine distance de la côte. Il propose toutefois d'exprimer le désir que les libres communications du bassin du Congo soient prolongées jusqu'à la côte, en réservant les droits existants.

M. l'Ambassadeur de France, en vertu des instructions qu'il a reçues de son Gouvernement, se déclare favorable à l'extension du principe de la liberté commerciale du côté de l'Est. Mais on ne saurait oublier qu'on se trouve, dans la région dont il s'agit, en face de certains Pouvoirs établis. On doit tenir compte, notamment, des droits du Portugal et de ceux du Sultan de Zanzibar, qui n'est pas représenté à la Conférence ¹.

M. le docteur Busch constate que tous les Plénipotentiaires entendent respecter les droits du Sultan de Zanzibar.

M. l'Ambassadeur d'Angleterre et M. le Ministre des Pays-Bas, faute d'instructions, ne désirent pas se prononcer sur la proposition de M. Kasson.

Le projet d'établir des communications libres entre le bassin du Congo et l'Océan Indien ne soulèverait pas d'objections de la part des Représentants du Portugal, s'il était entendu que ces communications atteindraient l'Océan Indien au Nord du cap Delgado.

A la suite des considérations qui précèdent, la Commission a émis le vœu que :

« Le régime de la liberté commerciale soit étendu à l'Est du bassin du Congo jusqu'à l'Océan Indien, sous réserve du respect des droits des souverainetés existantes dans cette région. »

Arrivée au terme de la mission qui lui a été assignée par la Conférence, la Commission se fait un devoir de reconnaître que les explications de MM. les Délégués spéciaux ont notablement allégé sa tâche. Leurs dépositions, parmi lesquelles l'une surtout se distingue par son étendue et son importance, ont été écoutées avec le plus vif intérêt et ont guidé notre marche sur un terrain difficile et compliqué.

Le Président,
Alph. DE COURCEL.

Le Rapporteur,
BARON LAMBERMONT.

Proposition de M. Kasson

M. le Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique propose d'intercaler dans le projet de déclaration relative à la liberté du commerce dans le bassin du Congo et de ses embouchures, après les mots, « dans tous les territoires constituant le bassin du Congo et de ses affluents », les mots :

« Y compris certaines régions situées entre ledit bassin et les deux Océans respectivement, et donnant des lignes de communication entre le bassin et l'Océan. »

Dans le cas où cet amendement trouverait l'approbation de la Commission, M. Kasson proposerait pour ces régions la délimitation suivante :

A partir de l'Océan Atlantique, le parallèle 1° 25' de latitude Sud jus-

1. La rédaction de ce paragraphe a été modifiée comme précède en vertu d'une correction apportée, d'accord entre le Baron de Courcel et le Baron Lambermont, au document primitivement distribué à MM. les Plénipotentiaires.

qu'à sa rencontre avec la longitude 13° 30' Est de Greenwich ; de ce point une ligne droite se dirigeant au Nord jusqu'au parallèle 5" de latitude Nord ; de ce point, le 5" de latitude Nord se dirigeant à l'Est jusqu'au point distant d'un degré géographique de l'Océan Indien ; de ce point une ligne parallèle à la côte dans sa direction Sud-Ouest équidistante de la mer d'un degré géographique, jusqu'à la rive droite du Zambèze ; de ce point le long du Zambèze une ligne s'arrêtant à cinq milles en amont du confluent du Shiré avec le Zambèze et de ce point une ligne suivant au Nord la ligne de faite séparant les eaux coulant dans le lac Nyassa des autres tributaires du Zambèze, jusqu'à sa rencontre avec la ligne de faite séparant le bassin du Congo du bassin du Zambèze ; puis cette ligne suivant la ligne de faite prolongée jusqu'au tributaire principal du Kwango ou Kwa ; de ce point vers le Nord, suivant la rive gauche du Kwango ou Kwa jusqu'à la rencontre du parallèle 7° 50' de latitude Sud ; de ce point suivant le parallèle 7° 50" de latitude Sud jusqu'au fleuve Logé et suivant la rive gauche de ce fleuve jusqu'à l'Océan Atlantique.

(*A suivre*).

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Loi concernant la répression des infractions à la convention internationale du 14 mars 1884, relative à la protection des câbles sous-marins.

(20 décembre 1884¹⁾)

TITRE 1^{er}. — *Dispositions spéciales aux eaux non territoriales.*

Art. 1^{er}. — Les infractions à la convention internationale du 14 mars 1884, ayant pour objet d'assurer la protection des câbles sous-marins², qui seront commises par tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire français, seront jugées par le tribunal correctionnel, soit de l'arrondissement où sera situé le port d'attache du bâtiment du délinquant, soit de l'arrondissement du premier port de France dans lequel sera conduit le bâtiment.

Art. 2. — Les poursuites auront lieu à la diligence du ministère public, sans préjudice du droit des parties civiles.

Art. 3. — Les procès-verbaux dressés conformément à l'article 10 de la convention du 14 mars 1884 ne seront point soumis à l'affirmation; ils font foi jusqu'à inscription de faux.

A défaut de procès-verbaux, ou en cas d'insuffisance de ces actes, les infractions pourront être prouvées par témoins.

Art. 4. — Sera puni d'une amende de 5 à 100 francs et d'un emprisonnement de deux à dix jours quiconque se sera refusé à exhiber les pièces nécessaires pour rédiger les procès-verbaux prévus par l'article précédent.

Art. 5. — Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait, envers les personnes ayant qualité, aux termes de l'article 10 de la convention du 14 mars 1884, à l'effet de dresser procès-verbal, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions établies au Code pénal.

Art. 6. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 fr. :

1^o Le capitaine d'un bâtiment qui, occupé à la réparation ou à la pose d'un câble sous-marin, n'observera pas les règles sur les signaux adoptées en vue de prévenir les abordages ;

2^o Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, apercevant ou étant en mesure d'apercevoir ces signaux, ne se retirera pas ou ne se tiendra

1. Loi promulguée dans le *Journal officiel* du 21 décembre 1884.

2. V. plus haut, p. 5.

pas éloigné d'un mille nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin ;

3° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui, voyant ou étant en mesure de voir les bouées destinées à indiquer la position des câbles, ne se tiendra pas éloigné de la ligne des bouées d'un quart de mille nautique au moins.

Art. 7. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 fr. et pourra être puni d'un emprisonnement de un à cinq jours :

1° Le capitaine ou patron de tout bâtiment qui aura jeté l'ancre à moins d'un quart de mille nautique d'un câble sous-marin dont il est en mesure de connaître la position au moyen de lignes de bouées ou autrement ; ou se sera amarré à une bouée destinée à indiquer la position du câble, sauf les cas de force majeure ;

2° Le patron de tout bateau de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou filets à un mille nautique au moins du bâtiment occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin ; toutefois, les bateaux de pêche qui aperçoivent ou sont en mesure d'apercevoir le bâtiment télégraphique portant les signaux adoptés auront, pour se conformer à l'avertissement, le délai nécessaire pour terminer l'opération en cours, sans que ce délai puisse dépasser vingt-quatre heures ;

3° Le patron de tout bateau de pêche qui ne tiendra pas ses engins ou filets à un quart de mille nautique au moins de la ligne des bouées destinées à indiquer la position des câbles sous-marins.

Art. 8. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 fr. et pourra être puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

1° Quiconque, par négligence coupable, et notamment dans les cas visés par les articles 6 et 7, aura rompu un câble sous marin ou lui aura causé une détérioration qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques ;

2° Le capitaine de tout bâtiment qui, occupé à la pose ou à la réparation d'un câble sous-marin, sera cause, par l'inobservation des règles sur les signaux adoptés en vue de prévenir les abordages, de la rupture ou de la détérioration d'un câble commise par tout autre navire.

Art. 9. — Sera puni d'une amende de 16 à 300 fr. et pourra être puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois :

1° Quiconque aura fabriqué, détenu hors de son domicile, mis en vente, embarqué ou fait embarquer des instruments ou engins servant exclusivement à couper ou à détruire des câbles sous-marins ;

2° Quiconque aura fait usage des mêmes instruments ou engins.

Art. 10. — Sera puni d'une amende de 300 à 1,000 francs et d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans, quiconque volontairement aura rompu un câble sous-marin ou lui aura causé une détérioration qui pourrait interrompre ou entraver, en tout ou en partie, les communications télégraphiques.

Les mêmes peines seront prononcées contre les auteurs des tentatives des mêmes faits.

Le coupable pourra, en outre, être mis sous la surveillance de la haute police pendant dix ans au plus, à partir du jour où il aura subi sa peine.

Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux personnes qui auraient été contraintes de rompre un câble sous-marin ou de lui cau-

ser une détérioration, par la nécessité actuelle de protéger leur vie ou d'assurer la sécurité de leur navire.

TITRE II. — *Dispositions spéciales aux eaux territoriales.*

Art. 11. — Les dispositions des articles 4, 6 à 10 ci-dessus seront observées dans le cas où l'infraction aurait été commise dans nos eaux territoriales par tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire quelconque, français ou étranger, sans préjudice des dispositions de l'article 4 du décret du 27 décembre 1851.

Art. 12. — Les infractions poursuivies aux termes de l'article précédent seront jugées par le tribunal correctionnel, soit du port d'attache du navire sur lequel est embarqué le délinquant, soit du premier port français où ce navire abordera, soit du lieu du délit.

Art. 13. — Les infractions commises dans nos eaux territoriales seront établies par procès-verbaux et, à défaut de procès-verbaux, par témoins.

Art. 14. — Les procès-verbaux prévus à l'article précédent seront dressés :

Par les officiers commandant tous les navires de guerre français ;

Par tous officiers de police judiciaire ;

Par tous officiers de police municipale assermentés ;

Par les autres fonctionnaires énumérés aux articles 10 du décret du 27 décembre 1851, 16 du décret du 9 janvier 1852.

Toute attaque, toute résistance avec violences et voies de fait envers les agents ayant qualité, aux termes des dispositions ci-dessus, pour dresser procès-verbal, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion suivant les distinctions établies au Code pénal.

Art. 15. — Les procès-verbaux dressés par les officiers commandant les navires de guerre français ne sont point soumis à l'affirmation ; ils font foi jusqu'à inscription de faux.

Les procès-verbaux dressés par tous autres agents ayant qualité à cet effet, aux termes de l'article 14, ont la force probante et sont soumis aux formalités réglées par les lois spéciales, notamment les articles 10 et 11 du décret du 27 décembre 1851, 17 et 20 du décret du 9 janvier 1852.

TITRE III. — *Dispositions générales.*

Art. 16. — Le délinquant dans le cas de l'article 8, paragraphe 1^{er}, sera tenu, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, de donner avis aux autorités locales du premier port où le navire sur lequel il est embarqué abordera, de la rupture ou de la détérioration du câble sous-marin dont il se serait rendu coupable.

À défaut de déclaration, les peines encourues seront élevées jusqu'au double.

Dans le cas de l'article 10, paragraphe 4, l'auteur de la rupture ou détérioration sera tenu, sous peine d'une amende de 16 à 100 fr., de faire la déclaration ci-dessus.

Art. 17. — En cas de récidive, le maximum des peines édictées ci-dessus sera prononcé ; ce maximum pourra être élevé jusqu'au double.

Il y a récidive :

1° Pour les faits prévus par les articles 6, 7, 8 et 9 de la présente loi, lorsque, dans les deux années qui précèdent, il a été rendu contre le contrevenant un jugement définitif pour infraction aux dispositions desdits articles ;

2° Pour les faits prévus par l'article 10, lorsque, à une époque quelconque, il a été rendu contre le délinquant un jugement définitif pour infraction aux dispositions de cet article.

Art. 18. — Seront déclarés responsables des amendes prononcées pour infraction à la présente loi et des condamnations civiles auxquelles ces infractions pourraient donner lieu, les armateurs des navires, qu'ils en soient ou non propriétaires, à raison des faits de l'équipage de ces navires.

Les autres cas de responsabilité civile seront réglés conformément aux dispositions de l'article 1384 du Code civil.

Art. 19. — En cas de conviction de plusieurs infractions prévues par la présente loi, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Art. 20. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées pour infractions à la présente loi.

— Nous reproduisons l'*Exposé des motifs* présenté par le gouvernement à l'appui de la loi qui précède :

Le développement de la télégraphie sous-marine, dont les câbles mesurent plus de 60,000 milles nautiques et représentent une valeur de plusieurs milliards, a inspiré au gouvernement français l'initiative de la réunion d'une conférence internationale ayant pour mission « d'étudier et de formuler par voie d'arrangement diplomatique des règles destinées à protéger les câbles sous-marins et les navires télégraphiques. »

Cette initiative rencontra un assentiment unanime, et, le 16 octobre 1882, à la séance d'ouverture de la Conférence, trente-deux Etats étaient représentés.

Les travaux de la Conférence ont abouti à la Convention du 14 mars 1884, qui fut signée à Paris par les plénipotentiaires des vingt-six Etats suivants :

Allemagne, Confédération Argentine, Autriche-Hongrie, Belgique, Brésil, Costa-Rica, Danemark, République dominicaine, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Etats-Unis de Colombie, France, Grande-Bretagne, Grèce, Guatemala, Italie, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Salvador, Serbie, Suède et Norvège, Turquie, Uruguay.

En exécution de l'article 12 de cette convention, ainsi conçu :

« Les hautes parties contractantes s'engagent à prendre, ou à proposer à leurs législatures respectives, les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention et, notamment, pour faire punir, soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines, ceux qui contreviendraient aux dispositions des articles 2, 3 et 6, »

Nous avons l'honneur de soumettre à votre examen un projet de loi dont il convient de donner un rapide aperçu.

Ce projet de loi, qui comprend vingt articles, est divisé en trois titres.

Le premier est relatif à la protection des câbles sous-marins immergés en dehors des eaux territoriales.

Les dix articles qui le composent, à côté de pénalités sévères pour les délits volontaires contre la télégraphie sous-marine, édictent des peines plus modérées contre les auteurs des contraventions qui ne supposent pas d'intention coupable.

Les faits réprimés sont ceux prévus par la convention.

Dans la détermination des peines, nous nous sommes inspirés de dispositions législatives présentant une certaine analogie avec la matière à réglementer, notamment du décret du 27 décembre 1851 sur la télégraphie terrestre, sans perdre de vue que l'importance des intérêts en cause, la difficulté de constater les infractions, les dépenses causées par les détériorations des engins de la télégraphie sous-marine devaient entraîner une répression plus sévère.

Le second titre, composé de cinq articles, assure la protection des câbles immergés dans nos eaux territoriales.

Il prévoit les mêmes faits et édicte les mêmes peines que le premier ; mais, dans ce cas, la compétence de nos tribunaux n'est plus limitée à nos nationaux ou aux délinquants qui se trouvent à bord d'un bâtiment de nationalité française et, conformément au principe posé à l'article 3 du Code civil, le délit ayant été commis dans nos eaux territoriales, les délinquants, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, ou de quelque nationalité que soit le navire à bord duquel ils se trouvent, sont justiciables de nos tribunaux.

Le titre III, également composé de cinq articles, contient les dispositions générales du projet.

Dans un premier article, il oblige, sous peine d'une aggravation de pénalité, les auteurs des ruptures ou détériorations de câble à faire une déclaration qui mettra à même l'autorité compétente de prendre immédiatement les mesures nécessitées, dans l'intérêt du service télégraphique, par la rupture ou la détérioration d'un câble sous-marin.

Un second article est relatif à la récidive.

Un troisième règle les cas de responsabilité civile qui pourraient se présenter.

Dans le but d'assurer la réparation des dommages causés aux câbles sous-marins, il déclare les armateurs des navires responsables, dans tous les cas, des amendes et des condamnations civiles qui seraient prononcées pour infraction aux dispositions du projet de loi.

Il renvoie aux articles du Code civil pour le règlement des autres cas de responsabilité civile.

Un quatrième article reproduit la règle de droit commun du « non-cumul des peines ».

Le dernier article dispose que l'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées pour infraction au projet de loi.

— Voici également le *Rapport* fait par M. Vivenot au nom de la commission du Sénat :

Messieurs, une convention internationale pour la protection des câbles sous-marins a été signée le 14 mars 1884, à Paris, par les plénipotentiaires des vingt-six Etats suivants :

Allemagne, Confédération Argentine, Autriche-Hongrie, Belgique, Brésil, Costa-Rica, Danemark, République Dominicaine, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Etats-Unis de Colombie, France, Grande-Bretagne, Grèce, Guatemala, Italie, Pays-Bas, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Salvador, Serbie, Suède et Norvège, Turquie et Uruguay.

Cette convention a été approuvée par la loi du 9 août 1884, ainsi conçue :

« *Article unique.* — Le président de la République est autorisé à ratifier, et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention conclue à Paris, le 14 mars 1884, pour la protection internationale des câbles sous-marins, et suivie d'un article additionnel. Une copie authentique de cette convention demeurera annexée à la présente loi. »

D'après l'article 12 de la convention, « les hautes parties contractantes s'engagent à prendre, ou à proposer à leurs législatures respectives, les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention et notamment

pour faire punir soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines, ceux qui contreviendraient aux dispositions des articles 2, 5 et 6 ».

Ce sont ces mesures que le gouvernement a proposées par le projet de loi déposé au Sénat le 16 août 1884 et renvoyé à l'examen de votre commission.

Elles sont destinées à assurer la protection des câbles sous-marins qui mesurent actuellement plus de 60,000 milles nautiques et représentent une valeur de plusieurs milliards.

Il s'agit de punir les faits résultant de négligence coupable et les faits intentionnels.

Il a été constaté que la plupart des cas d'avaries des câbles proviennent de force majeure. D'après une statistique anglaise, 60 pour 100 des destructions résultent de faits naturels et 40 pour 100 peuvent être attribuées aux actions humaines.

Sur ces 40 pour 100 de destructions dues aux actions humaines, 35 pour 100 sont causées par des faits involontaires et de force majeure. Il ne reste que 5 p. 100 de faits provenant de négligence ou d'actes intentionnels.

Il n'en est pas moins très utile de permettre d'atteindre cette fraction minime de 5 p. 100.

Nous allons indiquer sommairement l'économie du projet de loi.

Ce projet de loi, qui comprend vingt articles, est divisé en trois titres.

Le premier est relatif à la protection des câbles sous-marins immergés en dehors des eaux territoriales.

Le second titre assure la protection des câbles immergés dans nos eaux territoriales.

Le troisième titre contient les dispositions générales du projet.

L'article 1^{er} attribue compétence pour juger les infractions à la convention du 14 mars 1884, non-seulement au tribunal correctionnel du port d'attache, mais aussi au tribunal correctionnel du premier port français dans lequel sera conduit le bateau du délinquant.

Cet article est le même que celui inséré dans la loi relative à la répression des infractions à la convention internationale du 6 mai 1882 sur la police de la pêche dans la mer du Nord en dehors des eaux territoriales.

D'après l'article 2, les poursuites auront lieu à la diligence du ministère public, sans préjudice du droit des parties civiles.

L'article 3 est à peu près la reproduction de l'article 4 de la loi relative à la répression des infractions à la convention internationale du 6 mai 1882 sur la police de la pêche dans la mer du Nord en dehors des eaux territoriales.

Les articles 5 et 10 édictent les pénalités.

Elles sont sévères pour les délits volontaires contre la télégraphie sous-marine.

Les peines sont plus modérées contre les auteurs des contraventions qui ne supposent pas d'intention coupable.

Les faits réprimés sont ceux prévus par la convention.

Les dispositions pénales présentent une certaine analogie avec celles du décret du 27 décembre 1851 sur la télégraphie terrestre ; toutefois, la répression proposée est plus sévère à raison de l'importance des intérêts en cause, de la difficulté de constater les infractions, et des dépenses causées par les détériorations des engins de la télégraphie sous-marine.

ALLEMAGNE

Loi pour l'exécution de la Convention internationale du 6 mai 1882, relative à la réglementation par mesure de police de la pêche dans la mer du Nord, hors des eaux territoriales (1).

(30 avril 1884).

Article premier. — Les dispositions des articles 6 à 23 de la Convention internationale du 6 mai 1882, relative à la réglementation par mesure de police de la pêche dans la mer du Nord hors des eaux territoriales, seront applicables aux bâtiments destinés à la pêche maritime, même durant leur séjour dans les eaux territoriales allemandes de la mer du Nord.

Art. 2. — Les contraventions aux dispositions contenues dans les articles 6 à 23 de la Convention internationale du 6 mai 1882 et dans le § 1 de la présente loi, ou aux décrets rendus par l'Empereur en exécution de ces dispositions seront, si d'après la loi pénale de droit commun elles n'encourent pas de peine plus forte, punies d'une amende n'excédant pas six cents marks, ou d'emprisonnement n'excédant pas six mois.

Dans le cas où il serait emporté ou employé des engins ou ustensiles prohibés, il doit, outre l'amende ou l'emprisonnement, être prononcé la confiscation de ces engins, sans distinguer s'ils appartiennent ou non au condamné. Et si la poursuite ou la condamnation d'une personne déterminée n'est pas possible, la confiscation peut être prononcée comme peine principale.

Art. 3. La présente loi entrera en vigueur avec la Convention internationale du 6 mai 1882 (2).

(1) *Reichs-gesetzblatt*, 1884, n° 43. Cette loi a été traduite par M. J. Chailley. — Pour la Convention internationale dont elle est destinée à permettre l'exécution en Allemagne, V. *Archives*, 1884, III, p. 129, et pour une loi française analogue, *eod. loc.*, p. 183.

(2) Par suite de l'échange des ratifications de la Convention internationale du 6 mai 1882, la mise en vigueur en est, aux termes de son article 39, paragraphe 1, fixée au 15 mai 1884. (*Note ajoutée au texte officiel allemand*).

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

BRÉSIL

Le nouveau ministère brésilien, présidé par M. Saraiva, vient de présenter le projet de loi suivant sur l'émancipation des esclaves. Il est destiné à remplacer l'ancienne loi Rio-Branco de 1871.

Article premier. — On procèdera dans tout l'empire à une nouvelle matricule des esclaves, comprenant déclaration du nom, de la couleur, du sexe, de la filiation, — si elle est connue, — de la profession ou du genre de service, de l'âge et de la valeur calculée d'après le tableau de l'article 2.

§ 1. L'inscription de la nouvelle matricule se fera sur le vu des rapports ayant servi de base pour la matricule spéciale effectuée en vertu de la loi du 28 septembre 1871 ou d'après des extraits de la même matricule.

§ 2. A l'âge déclaré dans l'ancienne matricule, on ajoutera le temps écoulé jusqu'au jour où le maître, ou son représentant, présentera au bureau de l'administration compétente le rapport nécessaire pour la matricule ordonnée par la présente loi.

§ 3. Le délai accordé pour la matricule sera de huit mois et devra être stipulé par des édits publiés soixante jours à l'avance.

§ 4. Les esclaves qui n'auraient pas été immatriculés dans le délai stipulé seront considérés de fait comme affranchis et la présente clause sera expressément et intégralement déclarée dans les édits.

§ 5. Le maître, ou son représentant, payera pour l'inscription de chaque esclave un droit de 1,000 reis dont le montant sera affecté aux frais de la matricule et le surplus au fonds d'émancipation.

§ 6. Après la clôture de la matricule, les maîtres d'esclaves seront déchargés des amendes qu'ils auraient encourues pour la non-observance des dispositions de la loi du 28 septembre 1871, relatives à la matricule et à la déclaration prescrites par la même loi et par les règlements respectifs.

Art. 2. — La valeur dont parle l'article 1^{er} sera celle que le maître de l'esclave déclarera; toutefois, elle n'excèdera jamais le maximum correspondant à l'âge de l'immatriculé selon les catégories d'âges suivantes :

Esclaves âgés de moins de 20 ans, milreis	1,000
» de 20 à 30 ans	» 800
» de 30 à 40 »	» 600
» de 40 à 50 »	» 400
» de 50 à 60 »	» 200

§ 1. La valeur des individus du sexe féminin se règlera de la même façon, toutefois avec une réduction de 25 0/0 sur les prix établis ci-dessus.

§ 2. Les esclaves de soixante ans seront tenus de prêter leurs services à leurs anciens maîtres pendant l'espace de trois ans à titre d'indemnité pour leur affranchissement.

§ 3. Les esclaves qui, à la promulgation de la présente loi, seraient âgés de

plus de soixante et de moins de soixante-cinq ans ne seront plus astreints aux susdits services dès qu'ils auront atteint cet âge et quel que soit le moment où ils auraient prêté ces services relativement au délai ci-dessus.

§ 4. Le rachat de ces services est permis, moyennant une somme n'excédant pas la moitié de la valeur fixée pour les esclaves de la classe de cinquante à soixante ans.

§ 5. Tous les affranchis âgés de plus de soixante ans resteront chez leurs anciens maîtres qui seront tenus de les nourrir, de les habiller et de les soigner s'ils sont malades. Les maîtres auront la jouissance des services compatibles avec les forces de ces esclaves, sauf le cas où le juge des orphelins les jugerait capables de subsister sans avoir besoin de la protection de leurs anciens maîtres.

Art. 3. — § 1. Les esclaves immatriculés seront affranchis, moyennant indemnité de leur valeur payée par le fonds d'émancipation ou par tout autre moyen légal.

§ 2. Les affranchissements au moyen de l'épargne individuelle seront accordés sur le vu des certificats de la valeur de l'esclave, réglée selon le § 1, et sur présentation du certificat du dépôt de cette valeur dans les caisses fiscales désignées par le gouvernement.

Ces certificats seront délivrés gratuitement.

§ 3. Le système actuel pour l'estimation des esclaves en vue des divers moyens d'affranchissement restera en vigueur tant que la nouvelle matricule ne sera pas close et suivant le maximum fixé par l'article 2.

§ 4. L'indemnité n'est pas due dans le cas d'affranchissement d'un esclave qui, par raison de santé, serait reconnu invalide et incapable d'aucun service; mais ses anciens maîtres seront tenus de le nourrir tant qu'il restera chez eux.

Art. 4. Le fonds d'émancipation sera constitué :

1° Avec les taxes et revenus affectés à ce service par la législation en vigueur.

2° Avec la taxe additionnelle de 5 0/0 sur tous les impôts généraux, excepté ceux d'exportation.

Cette taxe sera perçue dès à présent avec exemption des frais de perception.

3° Avec l'émission annuelle et au pair de titres de la Dette de l'Etat, à l'intérêt de 5 0/0, jusqu'à concurrence de 6,000 contos de reis.

L'amortissement de ces titres ne commencera qu'après complète extinction de l'esclavage.

§ 1. Les intérêts des titres émis seront tirés du produit de l'impôt additionnel tant que le pouvoir législatif n'aura pas décrété les fonds nécessaires à leur paiement en augmentant le budget des intérêts de la Dette interne.

§ 2. L'émission des titres pourra être augmentée annuellement de 1,000 contos de reis, ou davantage si le montant de la taxe additionnelle suffit au paiement des intérêts respectifs.

§ 3. La taxe additionnelle continuera à être perçue même après l'affranchissement intégral des esclaves jusqu'à amortissement complet de la Dette provenant de l'émission des titres qu'autorise la présente loi.

Art. 5. Le fonds d'émancipation sera divisé en trois parts.

§ 1. La première part continuera à être appliquée conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement approuvé par le décret n° 3,133 du 13 novembre 1872.

§ 2. La seconde part, c'est-à-dire celle qui résultera du produit de la taxe additionnelle, sera affectée à l'affranchissement des esclaves les plus âgés et, parmi ceux du même âge, ceux de la plus petite valeur, ainsi qu'au paiement des intérêts des titres émis en vertu de la présente loi.

§ 3. La troisième part sera affectée de préférence à l'affranchissement des esclaves employés dans l'agriculture dont les maîtres se résoudraient à substituer le travail libre au travail esclave dans leurs établissements avec observance des dispositions suivantes :

1° Affranchissement de tous les esclaves existant dans lesdits établissements avec engagement de n'en pas admettre d'autres.

2° Indemnité payée en titres 5 0/0 par l'Etat équivalant à la moitié de la

valeur des esclaves affranchis de cette façon. Les maîtres qui réduiront le plus l'indemnité et affranchiront un plus grand nombre d'esclaves auront la préférence.

3° Jouissance des services des affranchis pendant cinq ans avec réserve de la disposition de l'article 2, § 1 de la présente loi.

§ 4. Les services prêtés par les affranchis, dont il est question dans le paragraphe précédent et dans d'autres dispositions de la présente loi, seront rémunérés par la nourriture, le vêtement, les soins dans le cas de maladie et une gratification pécuniaire pour chaque jour de service à déterminer dans les règlements du gouvernement.

Art. 7. — La distribution des fonds d'émancipation continuera à se faire comme présentement, et les titres de 5 0/0 seront distribués par les municipes en raison proportionnelle de la population esclave employée dans l'agriculture.

Art. 8. — Le domicile de l'esclave ne pourra être transféré dans une province autre que celle où il aura été immatriculé à l'époque de la promulgation de la présente loi.

§ 1. Le changement équivaudra au bénéfice de l'affranchissement, excepté dans les cas suivants :

1° Changement du domicile du maître.

2° Evasion de l'esclave.

§ 2. L'esclave évadé de la maison du maître ou de l'endroit où il serait employé ne pourra être affranchi par aucun des moyens déclarés dans la présente loi tant que durera son absence.

§ 3. Ceux qui auront détourné du devoir ou accueilli les esclaves d'autrui encourront une amende de 500 milreis à 1 conto de reis.

Les juges d'arrondissement — *juizes de direito* — seront compétents pour infliger l'amende, avec recours facultatif aux présidents de Cour d'appel des districts respectifs.

§ 4. L'amende dont parle le paragraphe précédent n'exclut pas l'action criminelle ni l'action civile pour le préjudice causé par la privation des services des esclaves.

Art. 9. — Le domicile de l'affranchi dans le municipe où a eu lieu l'affranchissement sera son domicile obligatoire pendant un espace de cinq ans comptés de la date de l'affranchissement.

§ 1. Celui qui s'absenterait de son domicile serait considéré comme vagabond et pris par la police pour être employé à des travaux publics ou dans des colonies agricoles.

§ 2. L'affranchi qui allèguerait devant le juge des orphelins une maladie nécessitant le changement de séjour, et qui donnerait la preuve d'une bonne conduite, pourra obtenir de ce juge la permission de s'absenter en déclarant l'endroit où il élit domicile.

Art. 10. — L'affranchi sans occupation sera tenu d'en prendre une dans un délai que la police lui assignera.

§ 1. Si après l'expiration de ce délai l'affranchi ne s'était pas conformé aux décisions de la police, il serait renvoyé par celle-ci devant le juge des orphelins qui le forcerait à passer contrat pour la location de ses services, sous peine de quinze jours de prison avec travail, ou d'être envoyé dans une colonie agricole dans le cas de récidive.

§ 2. Le gouvernement établira sur divers points de l'empire ou dans les provinces frontières des colonies agricoles disciplinées militairement où seront envoyés les affranchis sans occupation.

Art. 11. — Les esclaves des établissements agricoles ne peuvent être donnés en gage qu'avec la clause *constituti*, et l'infraction de cette disposition entraîne de fait l'affranchissement.

Art. 12. — Les clauses *à retro* sont nulles dans les ventes d'esclaves aiusi que toute autre stipulation contraire ou préjudiciable à la liberté.

Art. 13. — Les affranchissements concédés sont valides, même si leur valeur excède celle du tiers des biens de celui qui affranchit, que les héritiers existants soient des héritiers forcés ou non.

Art. 14. — Dans les règlements à établir pour l'exécution de la présente loi, le gouvernement devra déterminer :

1^o Les rapports et obligations des affranchis envers leurs anciens maîtres, et *vice versa*;

2^o Les obligations des affranchis qui loueraient leurs services, et celles des personnes qui les emploieraient, envers ces mêmes affranchis.

§ 1. Il pourra instituer des peines d'amendes jusqu'à 200 milreis et de prison avec travail jusqu'à 30 jours.

§ 2. Ces peines seront infligées par les juges de paix avec recours facultatif aux juges d'arrondissements.

§ 3. Les contrats pour la location de services seront passés devant les juges de paix du domicile de l'affranchi.

§ 4. Dans le système à établir, le gouvernement déterminera les devoirs des procureurs de l'empire comme curateurs des affranchis, et des juges d'arrondissements comme procureurs fiscaux des actes des autorités chargées de la protection de ces affranchis, ainsi que les devoirs des juges de paix, et il pourra fixer des amendes pour les fautes commises par ces fonctionnaires.

§ 5. Le règlement sera mis à exécution et soumis à l'approbation du pouvoir législatif avec consolidation de toutes les dispositions relatives à l'élément servile résultant de la loi du 28 septembre 1871 et des règlements respectifs, lesquelles n'ont pas été révoquées.

Art. 15. — Les dispositions contraires sont abrogées.

FRANCE

Affaires de Chine

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Dans la séance du 22 juin, M. de Freycinet, ministre des affaires étrangères, a déposé un projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Président de la République à ratifier le traité de paix conclu entre la France et la Chine, le 9 juin 1885. Voici comment il s'est exprimé :

Messieurs, le protocole signé à Paris, le 4 avril dernier (1), consacrait comme vous vous le rappelez, une suspension d'armes entre la France et la Chine. La Chine s'engageait à rappeler ses troupes du Tonkin, et la France, tout en maintenant les mesures destinées à empêcher la contrebande de guerre, promettait de lever le blocus de Formose. Les deux gouvernements devaient, en outre, ouvrir immédiatement des conférences pour préparer un traité de paix sur les bases de la convention préliminaire, signée le 11 mai de l'année dernière à Tien-Tsin.

Les dispositions du protocole du 4 avril ont été exécutées de part et d'autre avec un sincère désir d'arriver à une solution satisfaisante du conflit. Si le Tonkin n'a pas encore été complètement évacué à l'heure actuelle, bien que les délais fixés soient expirés, il faut reconnaître que les parties encore occupées par les Chinois et les Pavillons Noirs sont des régions montagneuses, d'un accès difficile, où les mouvements de troupes sont particulièrement malaisés en cette saison. Il appartient aux autorités militaires françaises de se concerter sur place avec les commandants des forces chinoises pour terminer cette évacuation qu'aucun mauvais vouloir d'ailleurs ne paraît devoir retarder.

Quant aux négociations pour la paix, elles ont abouti à la conclusion d'un traité qui a été signé à Tien-Tsin, le 9 de ce mois, par M. Patenôtre, au nom de

(1) V. *Archives*, 1885, II, 346.

la France, et, au nom de la Chine, par Li Hung-Chang, vice-roi du Tcheli, et deux membres du Tsong-li-Yamen, désignés pour l'assister. C'est ce traité que nous avons l'honneur de vous présenter aujourd'hui, dans la ferme confiance que vous y trouverez, comme nous, les éléments d'une paix durable avec le vaste Empire dont nous devenons les voisins.

Le but que la politique française poursuit depuis plusieurs années dans la péninsule indo-chinoise, est d'assurer la pacification de l'Annam et particulièrement du Tonkin, afin d'ouvrir cette région à l'industrie et au commerce européens.

L'appui que les Annamites trouvaient au dehors a été la principale cause des difficultés auxquelles nous nous sommes heurtés. Ils recevaient, en effet, de leurs voisins, non pas seulement des contingents militaires, mais des encouragements et une assistance morale qui les enhardissait à nous braver et à violer les engagements qu'à plusieurs reprises ils avaient souscrits envers nous. Il importait donc, avant tout, de faire cesser un état de choses incompatible avec l'exercice paisible, régulier, de notre protectorat, et cela, en obtenant de la Chine la promesse de ne plus intervenir dans les affaires de l'Annam. A cet égard, les articles 1 et 2 du présent traité nous donnent des assurances positives, et vous constaterez sans doute avec satisfaction qu'ils consacrent formellement de la part de l'empire du Milieu la reconnaissance de nos droits sur l'Annam.

La Chine s'engage à ne plus faire franchir par ses troupes la frontière du Tonkin, et elle promet de respecter les traités et arrangements que nous avons conclus, ou que nous pourrions conclure avec l'Annam. Ces arrangements, Messieurs, vous les connaissez ; ils font, à l'heure actuelle, l'objet du traité de Hué, qui a été tout récemment soumis à votre approbation et qui institue, en termes formels et explicites, le protectorat de la France. Parmi les clauses du traité de Hué figure un article stipulant que l'Annam n'aura de relations diplomatiques que par l'intermédiaire de la France. Rapproché de cette disposition, l'article 2 du traité de Tien-Tsin nous donne toutes les garanties désirables.

Quant aux rapports de voisinage entre l'Annam et la Chine, motivés par le contact des populations ainsi que par les besoins du commerce et de l'échange, non-seulement il ne pouvait entrer dans nos vues de les supprimer, mais il est de notre intérêt de les étendre. Aussi avons-nous souscrit avec plaisir à la requête de la Chine d'entretenir dans le Tonkin, à l'instar de ce que nous faisons chez elle, un certain nombre de consuls sur des points déterminés d'un commun accord.

Désireuse de constater que toute communication avec l'Annam ne lui serait pas interdite, la Chine nous a demandé d'introduire cette mention dans l'article 2. Nous avons tenu toutefois à spécifier que ces rapports seraient, en tous cas, renfermés dans le cercle du présent traité, c'est-à-dire qu'ils ne pourraient jamais rouvrir la question des relations politiques que le traité de Hué, sanctionné par celui-ci, a définitivement fermée.

De son côté, la Chine a stipulé que ces rapports ne pourraient point porter atteinte à son antique prestige. C'est là une clause dérivée de l'article 4 de la convention de Tien-Tsin de 1884 et qui est inspirée du même esprit. Nous y avons consenti, mais à la condition que le mot de prestige, un peu vague et susceptible de fâcheuses extensions, serait remplacé par le terme plus précis de dignité.

Les articles 1 et 2 qui viennent d'être commentés contiennent la partie, à proprement parler, politique du nouveau traité. Nous passerons un peu plus rapidement sur les autres, dont la plupart s'expliquent d'eux-mêmes. Tel est le cas, notamment des articles 3 et 4 qui stipulent l'un, une délimitation de la frontière entre la Chine et le Tonkin, l'autre, certaines formalités à imposer aux personnes qui voudraient franchir cette frontière.

Les articles 5 et 6 s'occupent des rapports commerciaux entre l'Annam et les provinces chinoises du Yunnan, du Kouang-Si et du Kouang-Tong.

Les détails de l'organisation sont réservés à une commission spéciale ; mais

les principes sont posés. On s'est inspiré des règles établies par les traités existants entre la Chine et la seule puissance européenne qui ait eu jusqu'ici une frontière commune avec l'empire du Milieu, c'est-à-dire la Russie. Deux points de la frontière seront, dès à présent, désignés pour servir d'entrepôt aux marchandises qui transiteront entre les deux pays et de résidence aux négociants européens qui entreprendront, dans les provinces chinoises voisines du Tonkin, des opérations de commerce. Quant au tarif d'importation et d'exportation auquel la Chine soumettra ces marchandises, il sera inférieur à celui qui est actuellement en vigueur dans les ports ouverts, sauf toutefois pour le commerce entre le Tonkin et le Kouang-Tong. Cette différence s'explique clairement, si l'on songe que la diminution des tarifs est, en quelque sorte, la compensation des frais de transport par terre.

Le Kouang-Tong n'étant limitrophe du Tonkin que dans le voisinage immédiat de la mer, il était naturel de ne pas abaisser les tarifs pour les marchandises qui en sortiraient ou y entreraient.

L'article 7 prévoit la création de voies de communication au Tonkin et en Chine, pour rendre plus fréquentes et plus suivies les relations commerciales que les deux articles précédents ont pour objet de préparer. Le moment où la Chine construira des chemins de fer ne paraît pas éloigné; car la lutte engagée à Pékin entre les hommes attachés aux anciennes habitudes, et ceux qui désirent faire bénéficier leur patrie des progrès réalisés en Europe semble près d'aboutir au triomphe des idées nouvelles. Il est convenu qu'alors le gouvernement impérial fera appel à nos industriels et à nos ingénieurs.

Ceux-ci trouveront dans l'immense empire chinois un nouveau champ d'activité, en même temps qu'ils contribueront à un rapprochement plus intime entre les deux pays.

Les trois derniers articles du traité stipulent, comme vous le pourrez voir, des délais pour la revision éventuelle de certaines clauses, la suspension des opérations militaires de la flotte française, l'évacuation des points encore occupés par nous sur le territoire chinois, la remise en vigueur des anciennes conventions et la ratification du présent traité. Sur ce dernier point, il a été convenu que la sanction de l'empereur de Chine aurait lieu immédiatement; elle est depuis le 12 de ce mois un fait accompli.

Il nous a, dès lors, paru désirable que la ratification du Gouvernement de la République fût différée le moins longtemps possible. D'autre part, nous avons pensé qu'il appartenait à la Chambre actuelle de clore, avant de se séparer, la question dont elle avait si laborieusement poursuivi la solution, de concert avec le Sénat.

C'est pour cette double raison que nous n'avons pas attendu l'arrivée en France de l'instrument authentique du traité du 9 juin, et que nous présentons au Parlement un texte transmis par la voie télégraphique, mais dont l'exactitude a été soigneusement contrôlée.

Si, comme nous l'espérons, messieurs, le traité du 9 juin 1885 vous paraît devoir être accepté, nous vous prions de vouloir bien voter le projet de loi dont la teneur suit.

« Article unique. — Le Président de la République est autorisé à ratifier et à faire exécuter le traité de paix, d'amitié et de commerce, conclu entre la France et la Chine, à Tien-Tsin, le 9 juin 1885, et dont une copie est jointe à la présente loi.

Traité de paix, d'amitié et de commerce, conclu entre la France et la Chine le 9 juin 1885, à Tien-Tsin

« Le Président de la République française et Sa Majesté l'empereur de Chine, animés l'un et l'autre d'un égal désir de mettre un terme aux difficultés auxquelles a donné lieu leur intervention simultanée dans les affaires de l'Annam et voulant rétablir et améliorer les anciennes relations d'amitié et de commerce

qui ont existé entre la France et la Chine, ont résolu de conclure un nouveau traité répondant aux intérêts communs des deux nations en prenant pour base la convention préliminaire signée à Tien-Tsin le 11 mai 1884, ratifiée par décret impérial, le 13 avril 1885.

« A cet effet, les deux Hautes Parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

« Le Président de la République française :

« M. Jules Patenôtre, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France en Chine, officier de la Légion d'honneur, grand'croix de l'Etoile Polaire de Suède, etc. ;

« Et Sa Majesté l'empereur de Chine :

« Li-Hong-Chang, commissaire impérial, premier grand secrétaire d'Etat, grand précepteur honoraire de l'héritier présomptif, surintendant du commerce des ports du Nord, gouverneur général de la province du Tcheli, appartenant au premier degré du troisième rang de la noblesse, avec le titre de Souyi ;

« Assisté de Si-Tchen, commissaire impérial, membre du conseil des affaires étrangères, président au ministère de la justice, administrateur du Trésor au ministère des finances, directeur des écoles pour l'éducation des officiers héréditaires de l'aile gauche de l'armée tartare à Pékin, commandant en chef le contingent chinois de la bannière jaune à bordure ;

« Et de Teng-Tcheng-Sieou, commissaire impérial, membre du cérémonial d'Etat ;

« Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs qu'ils ont reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

« Article premier. — La France s'engage à rétablir et à maintenir l'ordre dans les provinces de l'Annam qui confinent à l'empire chinois. A cet effet, elle prendra les mesures nécessaires pour disperser ou expulser les bandes de pillards et gens sans aveu qui compromettent la tranquillité publique et pour empêcher qu'elles ne se reforment. Toutefois les troupes françaises ne pourront, dans aucun cas, franchir la frontière qui sépare le Tonkin de la Chine, frontière que la France promet de respecter et de garantir contre toute agression.

« De son côté, la Chine s'engage à disperser ou à expulser les bandes qui se réfugieront dans ses provinces limitrophes du Tonkin, et à disperser celles qui chercheraient à se former sur son territoire pour aller porter le trouble parmi les populations placées sous la protection de la France, et en considération des garanties qui lui sont données quant à la sécurité de sa frontière, elle s'interdit pareillement d'envoyer des troupes au Tonkin.

« Les hautes parties contractantes fixeront par une convention spéciale les conditions dans lesquelles s'effectuera l'extradition des malfaiteurs entre la Chine et l'Annam.

« Les Chinois, colons ou anciens soldats, qui vivent paisiblement en Annam, en se livrant à l'agriculture, à l'industrie ou au commerce et dont la conduite ne donnera lieu à aucun reproche, jouiront pour leurs personnes et pour leurs biens de la même sécurité que les protégés français.

« Art. 2. — La Chine décidée à ne rien faire qui puisse compromettre l'œuvre de pacification entreprise par la France, s'engage à respecter, dans le présent et dans l'avenir, les traités, conventions et arrangements directement intervenus ou à intervenir entre la France et l'Annam.

« En ce qui concerne les rapports entre la Chine et l'Annam, il est entendu qu'ils seront de nature à ne point porter atteinte à la dignité de l'empire chinois et à ne donner lieu à aucune violation du présent traité.

« Art. 3. — Dans un délai de six mois, à partir de la signature du présent traité, des commissaires désignés par les hautes parties contractantes se rendront sur les lieux pour reconnaître la frontière entre la Chine et le Tonkin. Ils poseront, partout où besoin sera, des bornes destinées à rendre apparente

la ligne de démarcation. Dans le cas où ils ne pourraient se mettre d'accord sur l'emplacement de ces bornes ou sur les rectifications de détail qu'il pourrait y avoir lieu d'apporter à la frontière actuelle du Tonkin, dans l'intérêt commun des deux pays, ils en référerait à leurs gouvernements respectifs.

« Art. 4. — Lorsque la frontière aura été reconnue, les Français ou protégés français et les habitants étrangers du Tonkin, qui voudront la franchir pour se rendre en Chine, ne pourront le faire qu'après s'être munis préalablement de passeports délivrés par les autorités chinoises de la frontière sur la demande des autorités françaises. Pour les sujets chinois, il suffira d'une autorisation délivrée par les autorités impériales de la frontière.

« Les sujets chinois qui voudront se rendre de Chine au Tonkin, par la voie de terre, devront être munis de passeports réguliers, délivrés par les autorités françaises sur la demande des autorités impériales.

« Art. 5. — Le commerce d'importation et d'exportation sera permis aux négociants français ou protégés français et aux négociants chinois par la frontière de terre entre la Chine et le Tonkin. Il devra se faire toutefois par certains points qui seront déterminés ultérieurement et dont le choix, ainsi que le nombre, seront en rapport avec la direction comme avec l'importance du trafic entre les deux pays. Il sera tenu compte, à cet égard, des règlements en vigueur dans l'intérieur de l'empire chinois.

« En tout état de cause, deux de ces points seront désignés sur la frontière chinoise, l'un au-dessus de Lao-Kaï, l'autre au-delà de Lang-Son. Les commerçants français pourront s'y fixer dans les mêmes conditions et avec les mêmes avantages que dans les ports ouverts au commerce étranger. Le gouvernement de Sa Majesté l'empereur de Chine y installera des douanes et le gouvernement de la République pourra y entretenir des consuls dont les privilèges et les attributions seront identiques à ceux des agents de même ordre dans les ports ouverts.

« De son côté, Sa Majesté l'empereur de Chine pourra, d'accord avec le Gouvernement français, nommer des consuls dans les principales villes du Tonkin.

« Art. 6. — Un règlement spécial, annexé au présent traité, précisera les conditions dans lesquelles s'effectuera le commerce par terre entre le Tonkin et les provinces chinoises du Yun-Nam, du Kouang-Si et du Kouang-Tong. Ce règlement sera élaboré par des commissaires qui seront nommés par les hautes parties contractantes, dans un délai de trois mois après la signature du présent traité.

« Les marchandises faisant l'objet de ce commerce seront soumises, à l'entrée et à la sortie, entre le Tonkin et les provinces du Yun-Nam et du Kouang-Si, à des droits inférieurs à ceux que stipule le tarif actuel du commerce étranger. Toutefois, le tarif réduit ne sera pas appliqué aux marchandises transportées par la frontière terrestre entre le Tonkin et le Kouang-Tong et n'aura pas d'effet dans les ports déjà ouverts par les traités.

« Le commerce des armes, engins, approvisionnements et munitions de guerre de toute espèce, sera soumis aux lois et règlements édictés par chacun des Etats contractants sur son territoire.

« L'exportation et l'importation de l'opium seront réglées par des dispositions spéciales qui figureront dans le règlement commercial sus-mentionné.

« Le commerce de mer entre la Chine et l'Annam sera également l'objet d'un règlement particulier. Provisoirement il ne sera innové en rien à la pratique actuelle.

« Art. 7. — En vue de développer dans des conditions les plus avantageuses les relations de commerce et de bon voisinage que le présent traité a pour objet de rétablir entre la France et la Chine, le gouvernement de la République construira des routes au Tonkin et y encouragera la construction des chemins de fer.

« Lorsque, de son côté, la Chine aura décidé de construire des voies ferrées, il est entendu qu'elle s'adressera à l'industrie française, et le Gouvernement

de la République lui donnera toutes les facilités pour se procurer en France le personnel dont elle aura besoin. Il est entendu aussi que cette clause ne peut être considérée comme constituant un privilège exclusif en faveur de la France.

« Art. 8. — Les stipulations commerciales du présent traité et les règlements à intervenir pourront être révisés après un intervalle de dix ans à partir du jour de l'échange des ratifications du présent traité. Mais au cas où, six mois avant le terme, ni l'une ni l'autre des hautes parties contractantes n'aurait manifesté le désir de procéder à la revision, les stipulations commerciales resteraient en vigueur pour un nouveau terme de dix ans, et ainsi de suite.

« Art. 9. — Dès que le présent traité aura été signé, les forces françaises recevront l'ordre de se retirer de Kelung et de cesser la visite, etc., en haute mer. Dans un délai d'un mois après la signature du présent traité, l'île de Formose et les Pescadores seront entièrement évacuées par les troupes françaises.

« Art. 10. — Les dispositions des anciens traités, accords et conventions entre la France et la Chine, non modifiés par le présent traité, restent en pleine vigueur.

« Le présent traité sera ratifié dès à présent par Sa Majesté l'empereur de Chine et, après qu'il aura été ratifié par le Président de la République française, l'échange des ratifications se fera à Pékin dans le plus bref délai possible.

« Fait à Tien-Tsin en quatre exemplaires, le 9 juin 1885, correspondant au vingt-septième jour de la quatrième lune de la onzième année Kouang-Sin,

(L. S.)	Signé :	PATENÔTRE.
(L. S.)	—	LI HONG CHANG.
(L. S.)	—	SI TCHEN.
(L. S.)	—	TENG-TCHENG-SIEOU. »

Le traité est suivi de trois annexes dont je crois inutile de donner lecture à la Chambre.

La première de ces annexes est la convention antérieure de Tien-Tsin, conclue le 11 mai 1884. La seconde est un télégramme de Sir Robert Hart, faisant connaître les propositions de la Chine, à la date du 26 février dernier. La troisième est le protocole du 4 avril qui porte acceptation de ces propositions et constitue les préliminaires de paix.

J'ai déjà donné lecture à la Chambre de ces préliminaires : ils disent en substance que les deux nations conviennent de poursuivre la pleine et entière exécution du traité du 11 mai ; par conséquent, comme je l'indiquais à cette occasion, le traité actuel est renfermé, quant à son esprit, dans ce traité du 11 mai 1884, et je crois que la Chambre, en faisant le rapprochement avec le traité actuel, reconnaitra que, sans sortir de la convention primitive, nous en avons amélioré les termes, autant qu'il était possible, dans le sens des intérêts français. (Marques d'approbation.)

Enfin, les préliminaires du 4 avril sont suivis d'une note explicative concernant les dates de l'évacuation, qui a déjà commencé dans le courant des mois d'avril et de mai, qui se poursuit actuellement, et à laquelle il ne manque plus, pour être complète, que la remise de quelques points secondaires encore occupés le long de la frontière chinoise.

Affaires d'Egypte

A la séance de la Chambre des députés du 11 juin, le baron de Soubeyran s'est exprimé dans les termes suivants :

Messieurs, dans la séance du 30 mai dernier, l'honorable M. Antonin Proust, rapporteur de la convention conclue entre l'Allemagne, la Russie, la France,

l'Autriche-Hongrie, la Grande-Bretagne et l'Italie, relative à une convention qui devait régulariser la situation des finances égyptiennes, vous a demandé l'urgence, et vous avez voté, sans discussion, le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention. Nous avions l'intention si nous n'avions pas été rassurés par quelques mots échangés avec M. le ministre des affaires étrangères, de soulever la question que je viens poser aujourd'hui devant la Chambre.

Au moment où la convention a été discutée à Londres, il n'avait été nullement question lors de la signature et avant la ratification de la convention par les pouvoirs publics, que les mesures indiquées par la convention pourraient être mises à exécution. Il y avait là une question de convenance, et le gouvernement Egyptien aurait dû comprendre que la convention n'était exécutoire qu'après le vote des parlements intéressés.

Malgré cela, le 13 avril, l'avant-veille du paiement d'une échéance, le gouvernement Egyptien s'est cru autorisé à rendre un décret qui, en vertu de la convention et sur les bases de cette convention, autorisait un prélèvement de 5 0 0 sur le coupon à l'échéance du 15 avril.

Toutes les puissances ont réclaté. Devant l'incorrection de la démarche, le gouvernement Egyptien avait pris l'engagement de rapporter le décret, et le gouvernement français lui-même avait cru pouvoir dire que, d'après les renseignements qu'il avait reçus de son agent au Caire, il pensait que le décret serait rapporté. Or, il y a trois jours environ, lord Fitz-Maurice, sous-secrétaire d'Etat au Foreign-Office, a déclaré au Parlement que le décret n'était pas rapporté et qu'il n'avait pas entendu dire qu'il dût être rapporté. Je viens demander à M. le ministre des affaires étrangères si cette affirmation est exacte ; et, si elle l'était par hasard, je crois qu'il y aurait lieu de soumettre au Parlement français une résolution que nous nous réservons de déposer sur le bureau de la Chambre, dans le cas où la réponse qui nous sera faite ne serait pas conforme aux précédents, aux traditions diplomatiques et au respect des engagements pris entre les différentes puissances, qui ont signé une convention.

Voici la réponse de M. de Freycinet, ministre des affaires étrangères :

Messieurs, je viens répondre à la question qui m'est posée par l'honorable M. de Soubeyran. Il est exact qu'à l'époque où la Chambre a voté la convention financière égyptienne qui lui était soumise, c'est-à-dire le 30 mai dernier, nous avons reçu de notre consul général au Caire, l'annonce que le gouvernement Egyptien se proposait de rapporter le décret qu'il avait rendu. Je suis obligé de remonter quelques jours en arrière, afin de bien préciser la situation à laquelle avait trait l'annonce dont je viens de parler.

A l'époque des conventions passées, les 17 et 18 mars, à Londres, il avait été déclaré que, pour faire face au service du nouvel emprunt Egyptien, une retenue de 5 0/0 sur les coupons pourrait être opérée, à titre provisoire, pendant les exercices 1885 et 1886 ; et les diverses puissances signataires de la convention avaient, par conséquent, adhéré à cette retenue éventuelle.

Vers le 13 avril, ainsi que vient de le rappeler M. de Soubeyran, le gouvernement Egyptien, *proprio motu*, avait rendu un décret, aux termes duquel cette retenue était immédiatement appliquée, quoique les formalités préliminaires pour la mise en vigueur de la convention elle-même n'eussent pas encore été remplies.

Ce décret soulevait une double question : une question de droit et une question que j'appellerai de fait.

Au point de vue du droit, c'est-à-dire sur le point de savoir si le décret était ou non légal, deux opinions se sont produites parmi les puissances intéressées.

La France et un certain nombre d'autres puissances ont pensé, et je pense encore en ce qui me concerne, que le décret était absolument illégal.

Le gouvernement Egyptien, au contraire, et le gouvernement anglais, s'appuyant sur ce que la retenue avait été prévue pour une période de deux années,

à savoir les deux années 1885 et 1886, en concluait que, sous peine de déborder les deux exercices prévus, il était nécessaire d'appliquer la retenue dès le commencement de l'année 1885, quelles que pussent être les formalités qui restaient encore à remplir.

Nous n'avons pas admis, quant à nous, cette interprétation, et nous avons continué de penser que le décret rendu était illégal.

A la date du 20 mai, plusieurs puissances, parmi lesquelles nous étions, ont fait connaître ce sentiment sur la validité du décret.

A côté du point de droit, il y a aussi le point de fait, à savoir le degré de dommage qui a été subi par les créanciers et qui devait évidemment entrer en ligne de compte dans la conduite des gouvernements. Ce dommage est incontestablement faible; on peut même se demander s'il y a un dommage réel, attendu que les termes de la convention disposent que la retenue aurait lieu pendant deux exercices, et que, suivant l'époque à laquelle commencerait cette retenue, elle porterait soit sur les exercices 1885 et 1886, comme l'avait prévu la convention, soit sur les exercices 1886 et 1887, si on attendait une année, soit enfin sur la moitié de 1885, sur 1886 et sur la moitié de 1887, si la retenue avait lieu seulement à partir du second semestre; mais, dans tous les cas, c'était une retenue de 5 p. 100 à effectuer pendant deux ans. Le seul élément qui pouvait varier, c'était le point de départ de la retenue.

Je ne sais pas, messieurs, si je me fais bien comprendre... (Oui! oui) — Très bien!)

Je cherche à montrer que les créanciers étaient destinés à subir le même dommage, quelle que fût l'interprétation dont la convention était susceptible; la seule différence qu'il y eût pour eux, c'était que la retenue ne partait pas de la même date, mais elle devait toujours durer le même temps.

Il y avait donc surtout une question de droit pour les gouvernements intéressés, car le point de fait était, comme je viens de l'indiquer, tout à fait secondaire dans l'espèce. Se plaçant donc au point de vue du droit, les gouvernements qui croyaient le décret illégal se sont considérés comme tenus de le constater solennellement au Caire, afin de ne pas laisser s'établir un précédent qui pourrait servir de point de départ à d'autres actes du même genre et aussi illégaux. (Applaudissements.)

Les gouvernements ont eu soin d'établir au Caire, par une constatation officielle, que le décret était illégal, mais ils n'ont pas ajouté, comme semblait le dire M. de Soubeyran, qu'il devait être rapporté et que les retenues déjà effectuées seraient remboursées. Les gouvernements se sont abstenus sur les conséquences pratiques à tirer de leur protestation et ils se sont bornés simplement à assurer leur droit dans le présent et dans l'avenir. Ils ont constaté, je le répète, l'illégalité du décret et ils ont fait des réserves.

La question en était là, et c'est à ce moment, quand la délibération sur la convention Egyptienne allait s'ouvrir, que M. de Soubeyran m'a demandé si le décret devait être rapporté. Je lui ai répondu ce que je savais, c'est-à-dire que le gouvernement khédivial, lors de la protestation, avait indiqué son intention de le rapporter, et que, par conséquent, il y avait lieu de supposer qu'il serait en effet annulé. Depuis ce moment, c'est-à-dire depuis le 1^{er} juin, les retenues ont continué sur les titres à échéance, et non-seulement le décret n'a pas été rapporté, mais encore le gouvernement anglais, qui avait fait examiner la question à son point de vue par des jurisconsultes, a adressé un mémoire aux puissances intéressées, pour indiquer les motifs qui à ses yeux justifiaient la mesure prise par le gouvernement égyptien.

Telle est la situation, messieurs. Depuis, les puissances ont échangé leurs vues et elles ont maintenu leur opinion, mais elles n'ont pas décidé, quant à présent du moins, qu'il y eût lieu de protester à nouveau; elles ont considéré que leur droit était établi par leur protestation antérieure; mais elles n'ont pas encore agité la question de savoir s'il fallait pousser les choses plus loin et mettre le gouvernement du khédivé en demeure de rapporter le décret.

On a parlé d'une action judiciaire, on a parlé d'entrer en instance contre le

gouvernement Egyptien par la voie des tribunaux ; c'est, en effet, le moyen qui avait été employé l'année dernière, lors du détournement des fonds de l'amortissement. Les tribunaux ont été saisis et le gouvernement Egyptien a été condamné.

Il y avait cette voie ouverte, et il est possible, il est assez probable même que les gouvernements l'auraient employée sans une circonstance particulière : c'est qu'au moment où le décret a été rendu, la caisse de la dette, qui est l'organe par lequel l'action judiciaire est mise en mouvement, avait été consultée et n'avait pas cru devoir faire obstacle au décret. Non-seulement elle n'y avait pas fait obstacle, mais, dans une certaine mesure, elle y avait participé en indiquant certaines modifications à apporter au texte.

On peut discuter sur le point de savoir si la caisse de la dette pourrait valablement exercer son action contre le gouvernement Egyptien, on peut se demander si le gouvernement Egyptien, ayant soumis le décret à la caisse de la dette, et ayant reçu en quelque sorte sa collaboration, pourrait être actionné par elle ; de telle sorte que l'action judiciaire se trouve pour le moment suspendue.

Quant à l'action diplomatique, elle reste entière ; les gouvernements ont nettement établi leur droit et jusqu'à plus ample informé, il ne leur a pas paru qu'ils dussent aller plus loin ; je ne dis pas qu'ils ne le feront pas ; mais, enfin, ils n'en ont pas pris la résolution ; car à côté de l'intérêt des créanciers qui est faible, je le répète, il y a certains intérêts généraux qui, dans l'opinion des puissances, doivent tenir le premier rang. (Très bien ! très bien !)

Je ne puis donc pas prendre d'engagement. La seule chose que je puisse dire, c'est que le gouvernement français ne perdra pas la question de vue et que dans la conduite des négociations, il ne se séparera pas des puissances avec lesquelles il s'est trouvé d'accord. (Nouvelles marques d'approbation et applaudissements.)

M. DE SOUBEYRAN. — Messieurs, je ne monte à la tribune que pour prendre acte des déclarations de M. le ministre des affaires étrangères et pour ajouter ceci : La question des créanciers est une question importante, mais j'estime que la question de la légalité du décret doit dominer tout le débat, et voici pourquoi :

Il y a en Egypte une organisation à la fois politique et financière, qui doit être respectée dans l'intérêt des nations européennes qui ont des colonies en Egypte, dans l'intérêt de notre pays, car la colonie française en Egypte est certes la plus considérable. C'est parmi nos colonies une des plus prospères. Au point de vue de la légalité du décret, il est indiscutable que toutes les puissances, sauf l'Angleterre, sont tombées d'accord pour en constater l'irrégularité.

A propos de ce décret rendu et promulgué illégalement le 13 avril, du moment que toutes les puissances constatent cette illégalité, il est sans intérêt d'insister sur le rôle étrange et peu correct des commissaires de la dette, mais il est extrêmement important de constater que le gouvernement Egyptien, qui déjà avait manqué aux engagements pris dans une circonstance qu'a rappelée l'honorable ministre des affaires étrangères, a été obligé, à la suite d'une condamnation devant les tribunaux, de reconnaître ses erreurs et de revenir sur les mesures qu'il avait prises, qu'il a été obligé de restituer à la caisse de la dette les fonds qui avaient été détournés par son ordre.

Aujourd'hui il recommence ; il commettra volontiers des irrégularités nouvelles si on se borne, après avoir constaté celle qu'il commet aujourd'hui, à laisser les choses en l'état, et au point de vue général, au point de vue de l'avenir, il pourrait en résulter des conséquences très regrettables. C'est pourquoi je ne saurais trop insister auprès du gouvernement pour que, dans l'intérêt de ses nationaux, dans l'intérêt de toutes les colonies européennes, de tous ceux qui ont des relations commerciales avec ce pays dont on constate tous les jours les immenses ressources, dans l'intérêt du bon ordre, du respect des engagements internationaux, on ne se borne pas, après avoir constaté que le décret rendu par le gouvernement Egyptien était illégal, à le laisser en vigueur.

Il n'y a rien de plus facile, alors que presque toutes les puissances signataires de la convention du 18 mars sont d'accord, que de contraindre le gouvernement Egyptien au respect des engagements qu'il a pris et que la situation vraiment prospère de ses finances lui permet de tenir. Au point de vue de la convention du 18 mars, ratifiée par nous le 30 mai, je crains que la Chambre n'ait pas bien présents à la mémoire les termes de cette convention et du rapport présenté par l'honorable M. Antonin Proust au nom de la commission, non plus que le texte de l'exposé des motifs rédigé par M. le ministre des affaires étrangères qui a précédé sur ces bancs l'honorable M. de Freycinet.

Je me permettrai de lui rappeler qu'il résulte de cet exposé des motifs et du rapport de M. Proust, que les ressources de l'Egypte sont immenses, que les puissances réunies à Londres ont pu constater que le sacrifice de 5 p. 100 sur les coupons des divers emprunts, consenti pendant deux ans à titre de transaction dans une pensée de conciliation, était bien inutile. Mais encore une fois tout se tient dans cette convention du 18 mars. Par conséquent, les gouvernements qui l'ont signée doivent s'opposer à ce qu'elle soit mise à exécution dans une de ses parties jusqu'à ce qu'ils aient obtenu satisfaction sur l'illégalité du décret du 13 avril.

Je crois qu'en insistant sur ce point, M. le ministre des affaires étrangères fera un pas de plus dans la voie excellente dans laquelle il est entré, ce dont je le remercie pour mon compte personnel et pour celui des intérêts que je m'efforce de défendre.

Quant à la question d'exécution et d'opportunité, il me semble que l'examen du mémoire qui a été présenté par le gouvernement anglais aux différentes puissances signataires de la convention du 18 mars, ne devrait pas suspendre les démarches nécessaires pour que le décret du 13 avril soit rapporté sans retard.

C'est sur ce point que j'appelle surtout l'attention du gouvernement et de la Chambre.

M. LE PRÉSIDENT. — L'incident est clos.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes

1^{er} juin. — *L'ambassade de M. de Chateaubriand à Rome en 1828*, par le comte d'Haussonville (extrait d'un volume de *Souvenirs*). — *La question religieuse en Bosnie et en Herzégovine*, par Gabriel Charmes. — *M. Gladstone et les embarras de la politique anglaise*, par G. Valbert.

15 juin. — *L'avenir de la puissance anglaise : l'empire indien, le conflit anglo-russe*, par Cuheval-Clarigny. — *L'Evêque Strossmayer*, par E. de Laveleye (à propos d'une excursion sur le Danube). — *L'armée et la Démocratie : le service de trois ans*. (Article non signé.)

La Nouvelle Revue

1^{er} juin. — *La Société de Londres*, par le comte Vasili (le Parlement, Leaders, la politique de l'Angleterre). — *L'enseignement supérieur en Russie : la première réforme d'Alexandre III*, par E. de Cyon.

15 juin. — *Le parlementarisme et la Constitution de 1875*, par Bernard Lavergne. — *La bataille de Saint-Privat*, par Alfred Duquet. — *Les îles*

Hawaï, par Marcel Monnier (impressions de voyage). — *Le rôle de la France dans le Sahara et le Soudan*, par Marcel Frescaly.

Revue britannique

Juin. — *La ligue des neutres*, par G. d'Orret (attitude de l'Europe et spécialement de l'Italie pendant la guerre franco-allemande de 1870).

Le Correspondant

10 juin. — *L'alliance et la brouille de M. Molé et de M. Guizot d'après des documents inédits*, par P. Thureau-Dangin. — *Un ministre républicain au XVII^e siècle, par le vicomte de Meaux* (compte-rendu de l'histoire de Jean de Witt, par M. Lefebvre-Pontalis).

25 juin. — *La majorité du Tonkin* (article non signé). — *L'alliance et la brouille de M. Molé et de M. Guizot*, par P. Thureau-Dangin (fin). — *L'Angleterre se convertira-t-elle au catholicisme*, par l'abbé Martin. — *Les cinq banqueroutes de la Révolution*, par H. Forneron. — *Le canal de Panama* (impressions d'un témoin oculaire, peu favorables à l'entreprise). — *Notre frontière des Alpes, études militaires*, par le commandant de Villebois-Mareuil.

Bibliothèque universelle et Revue Suisse

Juin. — *L'Angleterre et la Russie dans l'Asie centrale*, par de Verdilhac. — *Le Congrès postal de Lisbonne* (analyse des délibérations).

Revue politique et littéraire

6 Juin. — *La jeune génération*, par Dionys Ordinaire (sortie contre le pessimisme contemporain). — Prusse et Angleterre (compte-rendu de deux ouvrages importants, l'un de M. Lavis, *Etudes sur l'histoire de Prusse*, l'autre du professeur Seeley de Cambridge, *L'Expansion de l'Angleterre*).

13 juin. — *La jeunesse sous le second empire et la troisième République*, par Jules Lemaitre. — *La Révolution par l'ancien régime*, étude historique d'après des ouvrages récents, par A. Debidour.

20 juin. — *L'amiral Courbet*.

27 juin. — *Le traité franco-chinois*. — *Le général Bourbaki, sa sortie de Metz le 24 septembre 1870*, par M. Louis d'Eichthal.

Revue de géographie

Juin. — *Hérat et les territoires contestés*, par J.-B. Paquier (avec une carte). — *L'Australie* (suite), par E. Levasseur (les eaux). — *Mouvement géographique*, par L. Delavaud (les Russes et les Anglais). — *La prise de la citadelle de Hanoï par le commandant Rivière*.

Revue maritime et coloniale

Juin. — *Les batailles navales au milieu du XVIII^e siècle*, par le capitaine Chabaud-Arnault. — *Le royaume d'Annam*, par Bouinai et Paulus (étude approfondie au point de vue géographique, politique et économique). — *Organisation de la marine suédoise*.

Le Mémorial diplomatique

6 juin. — *La responsabilité ministérielle dans la politique extérieure.* — *La Commission du canal de Suez* (texte de l'avant-projet de la sous-commission). — *Conférence sanitaire de Rome* (courte analyse de ses délibérations). — *Documents* : discours du roi de Grèce à l'ouverture de la session législative (21 mai 1885).

13 juin. — *La défaite du ministère anglais.* — *La Conférence sanitaire de Rome.* — *Documents* : Discours du pape aux représentants de l'œuvre des Congrès catholiques en Italie (5 juin 1885). — *Le comte de Narbonne*, par Imbert de Saint-Amand (chapitre intéressant d'un livre qui doit paraître prochainement).

20 juin. — *Le cabinet conservateur en Angleterre.* — *Agitations bulgares en Macédoine.* — *Traité de commerce entre la France et le Mexique* (état des négociations d'après le *Journal Officiel* du Mexique). — *Documents* : Loi française du 16 juin 1885 modifiant le mode d'élection des députés; projet de loi présenté par le gouvernement brésilien pour l'affranchissement graduel des esclaves.

27 juin. — *Les troubles de Madrid.* — *Documents* : Traité de paix entre la France et la Chine (9 juin 1885); décret relatif aux attributions du représentant de la République française en Tunisie; lettre du cardinal-archevêque de Paris au pape et réponse du pape.

Revue de droit international et de législation comparée.

1885, n° 3. — *Le Congrès de Vienne et la Conférence de Berlin*, par sir Travers Twiss (analyse des résolutions de la Conférence relative à l'Afrique occidentale; l'auteur était l'un des délégués du gouvernement anglais). — *La politique coloniale de l'Italie*, par Catellani, professeur à Padoue (historique de l'établissement de l'Italie à Assab, à Beilul, à Massouah; apologie de la politique de M. Mancini qui « cherche à réaliser comme homme politique son idéal de philosophie, idéal très noble, car il le pousse à modérer et à diriger par la force du droit les énergies historiques de la nation qu'il gouverne »). — *Le projet de Code pénal anglais de 1879*, par Van Swinderen. — *Le droit international de la République romaine : les étrangers, les récupérateurs, les fétiaux*, par G. Fusinato, professeur à l'Université de Macerata. — *Chronique des faits internationaux : Italie*, par César Norsa (indication des traités internationaux conclus récemment par l'Italie). — Bibliographie.

L'Économiste français

13 juin. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis et au Canada* (commerce des Etats-Unis avec l'Amérique méridionale, la marine marchande, l'achèvement du Pacifique Canadien, le régime des Indiens du Dominion). — *L'agriculture anglaise et le libre-échange.*

20 juin. — Lettre d'Italie (*la loi sur la marine marchande*). — *Le système terrien de l'Inde anglaise et ses ressources agricoles*, par de Fontpertuis.

27 juin. — *Le commerce extérieur de la France et de l'Angleterre pendant les cinq premiers mois de 1885.* — Lettre d'Angleterre (le nouveau Cabinet, les emprunts chinois, les colonies australiennes). — *La dissolution de l'Union latine et les écus étrangers* (discussion de la question de savoir si chaque Etat devra reprendre ses espèces d'argent et fournir en échange de l'or suivant le rapport légal de 1 à 15 1/2.)

Recueil manuel et pratique de traités et conventions, par de Martens et de Cussy, 2^e série, par Geffcken, ancien ministre résident et professeur de droit public, tome I^{er}. Leipzig, 1885, Brockhaus.

MM. Ch. de Martens et de Cussy ont publié en 7 volumes un *Recueil manuel et pratique* comprenant les principaux traités de 1760 à 1856. M. Geffcken, connu par d'importants travaux sur le droit international (V. *Archives*, 1883, IV. 416 et 1884, III. 114), s'est proposé de mettre ce recueil au courant et de réunir en deux volumes les traités importants qui se placent de 1857 à 1885. C'est une entreprise fort utile, parce que les grandes collections, spécialement le grand recueil auquel G.-F. de Martens a attaché son nom, ne sont pas à la portée de tous ceux qui veulent étudier les questions internationales. Le volume qui vient de paraître comprend les années 1857 à 1869; il suit l'ordre chronologique; les textes sont en français, en anglais ou en allemand. Il y a une table énumérant les traités suivant les puissances qui les ont signés. Nous désirerions qu'il y eût à la fin du second volume une table par ordre de matières, de sorte qu'on pût trouver tout de suite et facilement les différents traités d'extradition, etc., contenus dans l'ouvrage, qui constituera un *vade mecum* indispensable à ceux qui veulent étudier sérieusement les relations internationales contemporaines au point de vue de la politique et du droit; ils auront en effet les actes principaux qui constituent actuellement le droit des gens conventionnel.

Grundriss des heutigen europäischen Volkerrechtes, par le baron Léopold de Neumann, membre de la Chambre des seigneurs, professeur à l'Université de Vienne, membre de l'Institut de droit international, 3^e édition revue et augmentée. Vienne, 1885, librairie Braumüller.

Nous sommes heureux d'annoncer la nouvelle édition de cet excellent exposé des principes du droit international. Dans ce petit volume qui ne contient guère plus de 200 pages, l'auteur a su renfermer toutes les notions essentielles, sans que la brièveté soit acquise au détriment de la précision et de la clarté. Il ne s'agit pas d'un simple recueil de principes abstraits; les faits historiques les plus importants qui peuvent *illustrer* les règles posées sont rappelés en quelques mots. On a donc un *Précis* très substantiel, excellent pour se préparer à la lecture d'ouvrages plus développés comme pour se rendre compte des notions acquises. Un maître seul peut abréger ainsi, dégager ce qu'il y a d'essentiel et rester intéressant, tout en étant fort bref.

L. R.

Les colonies françaises, par Paul Gaffarel, doyen de la Faculté des lettres de Dijon, 1 vol. in-8°, 3^e édition, 1885. Paris, librairie Félix Alcan.

M. Gaffarel a fait une œuvre de vulgarisation utile surtout à une époque où on parle tant de politique coloniale; il a voulu constater ce qu'avait la France. Après une *introduction* consacrée à la colonisation en général, il passe en revue les parties du monde et y relève les possessions françaises. Voici l'ordre suivi: pour chaque pays, l'auteur indique d'abord les ouvrages à consulter, puis en expose la géographie *historique, physique, économique* et *politique*. On a ainsi un grand nombre de notions claires et précises sur des pays dont la mention revient à chaque instant dans les discussions du Parlement et de la presse.

Un ministre de la Restauration. M. le marquis de Clermont-Tonnerre, par Camille Rousset, de l'Académie française. 1 vol. in-8°, Paris. 1885, librairie Plon.

Le marquis de Clermont-Tonnerre a vécu 85 ans; né en 1779, il est mort en

1865. On voit qu'il a assisté à bien des événements qu'il était du reste bien placé pour observer. Il a fait la guerre sous Napoléon I^{er}, il a été sous la Restauration ministre de la marine et ministre de la guerre. M. Camille Rousset a eu communication des papiers qu'il a laissés et il en a tiré un livre fort intéressant et fort instructif. Il ne cherche pas à donner à son héros une importance exagérée, il lui laisse sa place dans l'histoire tout en nous le faisant bien connaître, en nous initiant à ses travaux et à ses idées. M. de Clermont-Tonnerre a été un homme de second plan, mais un administrateur hors ligne; il suffit de rappeler que c'est lui qui dès 1827, a tracé dans ses grandes lignes le projet de l'expédition d'Alger, qu'on n'a fait que suivre en 1830. En dehors des nombreux renseignements que ce livre nous fournit sur l'histoire générale, l'histoire militaire de l'Empire et de la Restauration, il a ce charme de nous montrer un homme qui, après avoir passé par des situations bien différentes, avait le droit de dire dans sa vieillesse : « la plus grande de toutes les difficultés n'est pas de faire son « devoir, c'est de le connaître. J'ai toujours voulu faire mon devoir, je crois « l'avoir connu; si je me suis trompé, la bonne foi est mon excuse. »

Histoire du Parlement de Toulouse, par M. Dubédat, ancien conseiller à la Cour de Toulouse, 2 beaux vol. in-8°. Paris, 1885, librairie Arthur Rousseau.

On sait le rôle important qu'ont joué les Parlements dans notre ancienne France, non-seulement au point de vue judiciaire ou administratif, mais au point de vue politique. Cependant personne n'avait encore osé entreprendre l'histoire du Parlement de Toulouse, qui était le second Parlement de France et dont le ressort, plus vaste que celui du Parlement de Paris, s'étendait de la Garonne au Rhin, du Quercy au Roussillon et des Cévennes aux Pyrénées. Grâce à des recherches patientes, M. Dubédat, conseiller à la Cour qui a succédé au Parlement de Toulouse, a pu réunir les éléments de l'histoire qui est contenue dans les deux volumes publiés aujourd'hui. Indépendamment des renseignements d'ordre judiciaire, on y trouvera une foule de faits curieux et importants qui intéressent l'histoire générale, comme les guerres de religion, le massacre des protestants, les procès célèbres (de Vanini, de la marquise de Ganges, du duc de Rohan, du duc de Montmorency, de Calas, des jésuites, le Parlement Maupeou, etc.

Histoire des Israélites depuis l'époque de leur dispersion jusqu'à nos jours, Par Théodore Reinach, 1 vol. in-12, Paris, 1885. Librairie Hachette.

On peut dire que ce livre comble une véritable lacune de notre littérature historique; il faut faire des recherches dans de nombreux ouvrages pour avoir des renseignements précis sur l'histoire des israélites aux diverses époques et cependant c'est une histoire des plus curieuses en elle-même, des plus intéressantes parce qu'elle se mêle à celle de tous les peuples modernes. M. Théodore Reinach a donc fait une œuvre utile en exposant cette histoire dans ses traits généraux. Il l'a divisée en cinq périodes : 1° l'époque talmudique et orientale (70-1040); 2° l'époque espagnole et française (900-1200); 3° les persécutions (1215-1497); 4° la décadence (1500-1750); 5° les temps modernes. Le dernier chapitre a pour titre : *l'émancipation progressive au XIX^e siècle* et passe en revue la situation des Israélites dans les principaux pays. L'auteur a pris à tâche de nous faire connaître ses coreligionnaires et de réfuter les diverses accusations portées contre eux. Sa conclusion est la suivante : « chaque pays, comme chaque siècle, a les Juifs qu'il mérite. »

L'ouvrage se termine par trois appendices des plus instructifs. 1° La répartition actuelle de la race juive dans les divers pays du monde; la population juive du monde entier est évaluée à 6,300,000 dont 5,400,000 en Europe; les pays

où les Juifs sont le plus nombreux sont : la Russie (2 millions 1/2), l'Autriche-Hongrie (1,644,000), l'Allemagne (362,000), la Roumanie (265,000); il n'y en a guère plus de 60,000 en France. 2° Un tableau chronologique et synoptique de l'histoire juive depuis la dispersion. 3° Une bibliographie.

Répertoire diplomatique et Consulaire, supplément pour les années 1883 et 1884, par P. Chevrey-Rameau, sous-directeur au ministère des affaires étrangères. 4 vol. in-8°, 1885. Paris, Larose et Forcel.

Nous avons rendu compte du *Répertoire* publié, il y a deux ans, par M. Chevrey-Rameau et nous avons indiqué les services qu'il peut rendre à tous ceux qui s'occupent des questions internationales (*Archives*, 1883. III. 142). L'auteur a eu l'excellente idée de tenir son ouvrage au courant et par une disposition ingénieuse, le supplément est combiné de façon à pouvoir être fondu dans le premier volume ou à être utilisé séparément. On trouvera dans ce supplément d'intéressants documents sur la marine, le commerce, la situation des français à l'étranger au point de vue du service militaire, etc.

Mes entretiens avec Frédéric-le-Grand, par H. de Catt; in-8°, Leipzig et Paris (Wiegand), 1885.

Ces entretiens, dont on a beaucoup parlé, n'apprennent rien d'absolument nouveau. De Catt était un assez mince personnage. Rencontré par le roi dans un voyage en Hollande, appelé par caprice et gardé par habitude autant que par affection, il ne pouvait prétendre recevoir des confidences sur les plus graves questions de la politique ou de la guerre. Autant qu'il ressort de la publication actuelle, le roi avait besoin de quelqu'un pour lui lire ses vers, lui déclamer les passages de ses auteurs favoris et être le témoin complaisant de ses plaisanteries plus ou moins cruelles. De Catt, lui, était suffisamment lettré, assez habile pour n'être pas un plat courtisan, peut-être honnête homme; assez robuste; et il a dû à cet ensemble de qualités d'être gardé par Frédéric pendant deux années de la guerre de Sept-Ans, de 1758 à 1760. La religion, la poésie, l'éloquence, ce singe de Voltaire, l'immortalité de l'âme, les coliques du roi, les tristesses des échecs et les espoirs sans cesse renaissants, voilà ce qui fait le fond de ces entretiens. De style, il n'y en a point. Mais, si l'on peut se fier à leur sincérité, on y voit Frédéric en déshabillé. Les sujets qui l'obsèdent ou l'intéressent reviennent sans cesse. Il ne passe guère de jour sans dauber sur Voltaire, sur son caractère effroyable, sa perfidie; que le lendemain arrive une lettre du démon, et c'est l'illustre patriarche de Ferney, le génie incomparable dont une louange, même suspecte, caresse doucement la vanité royale. Ailleurs, ce sont les querelles philosophiques avec le bon de Catt qui tâche de convertir son malin contradictoire.

En somme, rien de très saillant. Mais une foule de détails vrais, et une exactitude qui va parfois jusqu'à la monotonie. C'est une mine de documents; on ne connaîtra pas bien Frédéric sans y avoir puisé.

J. CHAILLEY.

Le Gérant : FÉCHOZ.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

ASSOCIATION INTERNATIONALE DU CONGO

Conventions diverses

Déclarations échangées entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Association internationale du Congo.

(22 avril 1884)

L'Association internationale du Congo déclare par la présente qu'en vertu de traités conclus avec les souverains légitimes dans les bassins du Congo et du Niadi-Kivillu et dans les territoires adjacents sur l'Atlantique, il lui a été cédé un territoire pour l'usage et au profit d'Etats libres déjà établis ou en voie d'établissement sous la protection et la surveillance de ladite Association dans lesdits bassins et territoires adjacents, et que lesdits Etats libres héritent de plein droit de cette cession :

Que ladite Association internationale a adopté pour drapeau, tant pour elle-même que pour lesdits Etats libres, le drapeau de l'Association internationale africaine, à savoir un drapeau bleu avec une étoile d'or au centre ;

Que ladite Association et lesdits Etats ont résolu de ne percevoir aucun droit de douane sur les marchandises ou les produits importés dans leurs territoires ou transportés sur la route qui a été construite autour des cataractes du Congo ; cette résolution a été prise afin d'aider le commerce à pénétrer dans l'Afrique équatoriale ;

Qu'ils assurent aux étrangers qui se fixent sur leurs territoires le droit d'acheter, de vendre ou de louer des terrains et des bâtiments y situés, d'établir des maisons commerciales et de faire le commerce sous la seule condition d'obéir aux lois. Ils s'engagent, en outre, à ne jamais accorder aux citoyens d'une nation un avantage quelconque sans l'éten-

dre immédiatement aux citoyens de toutes les autres nations, et à faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour empêcher la traite des esclaves.

En foi de quoi, Henry S. Sanford, dûment autorisé à cet effet par ladite Association, agissant tant pour elle-même qu'au nom desdits Etats, a ci-dessous apposé sa signature et son cachet, le 22 avril 1884, en la ville de Washington.

Signé : H. S. SANFORD. L. S.

Frédéric T. Frelinghuysen, Secrétaire d'Etat, dûment autorisé à cet effet par le Président des Etats-Unis d'Amérique, et en conformité de l'avis et consentement donné dans ce but par le Sénat, reconnaît avoir reçu de l'Association du Congo la déclaration ci-dessus et déclare que, se conformant à la politique traditionnelle des Etats-Unis, qui leur enjoint d'avoir égard aux intérêts commerciaux des citoyens américains, tout en évitant en même temps de s'immiscer dans des controverses engagées entre d'autres Puissances, ou de conclure des alliances avec des nations étrangères, le Gouvernement des Etats-Unis proclame la sympathie et l'approbation que lui inspire le but humain et généreux de l'Association internationale du Congo gérant les intérêts des Etats libres établis dans cette région, et donne ordre aux fonctionnaires des Etats-Unis, tant sur terre que sur mer, de reconnaître le drapeau de l'Association internationale à l'égal de celui d'un gouvernement ami.

En foi de quoi il a ci-dessous apposé sa signature et son cachet le 22 avril A. D. 1884, en la ville de Washington.

Signé : FRÉDÉRIC T. FRELINGHUYSEN. L. S.

Convention entre l'Empire d'Allemagne et l'Association internationale du Congo.

(8 novembre 1884)

Article premier. L'Association internationale du Congo s'engage à ne prélever aucun droit sur les articles ou marchandises importés directement ou en transit dans ses possessions présentes et futures des bassins du Congo et du Niadi-Kwilu, ou dans ses possessions situées au bord de l'Océan Atlantique. Cette franchise de droit s'étend particulièrement aux marchandises et articles de commerce qui sont transportés par les routes établies autour des cataractes du Congo.

Art. 2. Les sujets de l'Empire allemand auront le droit de séjourner et de s'établir sur les territoires de l'Association. Ils seront traités sur le même pied que les sujets de la nation la plus favorisée, y compris les habitants du pays, en ce qui concerne la protection de leurs personnes et de leurs biens, le libre exercice de leurs cultes, la revendication et la défense de leurs droits, ainsi que par rapport à la navigation, au commerce et à l'industrie.

Spécialement, ils auront le droit d'acheter, de vendre et de louer des terres et des édifices situés sur les territoires de l'Association, d'y fonder des maisons de commerce et d'y faire le commerce ou le cabotage sous pavillon allemand.

Art. 3. L'Association s'engage à ne jamais accorder d'avantages, n'importe lesquels, aux sujets d'une autre nation, sans que ces avantages soient immédiatement étendus aux sujets allemands.

Art. 4. En cas de cession du territoire actuel ou futur de l'Association ou d'une partie de ce territoire, les obligations contractées par l'Association envers l'Empire d'Allemagne seront imposées à l'acquéreur. Ces obligations et les droits accordés par l'Association à l'Empire d'Allemagne et à ses sujets resteront en vigueur après toute cession vis-à-vis de chaque nouvel acquéreur.

Art. 5. L'Empire d'Allemagne reconnaît le pavillon de l'Association — drapeau bleu avec étoile d'or au centre — comme celui d'un Etat ami.

Art. 6. L'Empire d'Allemagne est prêt à reconnaître de son côté les frontières du territoire de l'Association et du nouvel Etat à créer, telles qu'elles sont indiquées sur la carte ci-jointe.

Art. 7. Cette Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le plus bref délai possible.

Cette Convention entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications.

Ainsi fait à Bruxelles, le huit novembre mil huit cent quatre-vingt-quatre.

Signé : COMTE DE BRANDENBOURG.
STRAUCH.

Déclarations échangées entre le Gouvernement de Sa Majesté britannique et l'Association internationale du Congo.

(16 décembre 1884)

DÉCLARATION DE L'ASSOCIATION

L'Association internationale du Congo, fondée par Sa Majesté le roi des Belges, dans le but de favoriser la civilisation et le commerce de l'Afrique, ainsi que dans des intentions humanitaires et bienveillantes, déclare par la présente ce qui suit :

1° Que, par des traités conclus avec les souverains légitimes dont les Etats sont situés dans les bassins du Congo et du Niadi-Kwilu et dans les territoires adjacents à l'Atlantique, il lui a été cédé des territoires à l'usage et au profit d'Etats libres établis ou à établir dans lesdits bassins et territoires adjacents ;

2° Qu'en vertu de ces traités, l'Association est investie de l'administration des intérêts desdits Etats libres ;

3° Que l'Association a adopté, comme son pavillon et celui des Etats libres, un drapeau bleu avec étoile d'or au centre ;

4° Que, dans le but de permettre au commerce de pénétrer dans l'Afrique équatoriale, l'Association et lesdits Etats libres ont résolu de ne prélever aucun droit sur les articles de commerce ou marchandises importés directement dans leurs territoires ou introduits par la route qui a été construite autour des cataractes du Congo ;

5° Que l'Association et lesdits Etats libres garantissent aux étrangers établis dans leurs territoires le libre exercice de leur religion, les droits de navigation, du commerce et de l'industrie, ainsi que le droit d'acheter, vendre ou louer des terres, des édifices, des mines et des forêts sous condition d'obéir aux lois ;

6° Que l'Association et lesdits Etats libres feront tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher la traite et supprimer l'esclavage.

Ainsi fait à Berlin, le seize décembre mil huit cent quatre-vingt-quatre.

Au nom de l'Association,
Signé : STRAUCH.

Déclaration du Gouvernement de Sa Majesté britannique.

Le Gouvernement de Sa Majesté britannique déclare accorder sa sympathie et son approbation au but humanitaire et bienveillant de l'Association et, par la présente, reconnaît le pavillon de l'Association et des Etats libres sous son administration comme le pavillon d'un Gouvernement ami.

Au nom du Gouvernement de Sa Majesté,
Signé : EDWARD MALET.

Convention entre le Gouvernement de Sa Majesté britannique et l'Association internationale du Congo.

(16 décembre 1884)

Attendu que le Gouvernement de Sa Majesté britannique a reconnu le pavillon de l'Association internationale du Congo et des Etats libres sous son administration comme le pavillon d'un gouvernement ami ;

Etant d'avis qu'il convient de régler et définir les droits des sujets britanniques dans les territoires desdits Etats libres, et de pourvoir, en ce qui les concerne, à l'exercice de la juridiction civile et criminelle comme il sera indiqué ci-après, jusqu'à ce que l'Association ait pourvu d'une manière suffisante à l'administration de la justice à l'égard des étrangers.

Il a été convenu :

Article premier. L'Association internationale du Congo s'engage à ne prélever aucun droit d'importation ou de transit sur les articles de commerce ou marchandises importés par des sujets britanniques dans lesdits territoires ou dans les territoires qui seraient placés à l'avenir sous son gouvernement. Cette franchise de droits s'étendra aux marchandises et articles de commerce qui seront transportés par les routes ou les canaux établis ou à établir autour des cataractes du Congo.

Art. 2. Les sujets britanniques auront en tout temps le droit de séjourner et de s'établir sur les territoires qui sont ou seront sous le gouvernement de l'Association. Ils jouiront de la même protection que les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée en toutes les matières qui regardent leurs personnes et leurs biens, le libre exercice de leur religion et les droits de navigation, commerce et industrie. Spécialement, ils auront le droit d'acheter, de vendre, de bailler à ferme et de louer des terres, des édifices, des mines et des forêts compris dans les territoires susdits, d'y fonder des maisons commerciales et d'y faire le commerce et le cabotage sous pavillon britannique.

Art. 3. L'Association s'engage à ne jamais accorder d'avantages, n'importe lesquels, aux sujets d'une autre nation, sans que ces avantages soient immédiatement étendus aux sujets britanniques.

Art. 4. Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne et d'Irlande peut nommer des consuls ou autres agents consulaires dans les ports ou stations des territoires susdits, et l'Association s'engage à les y protéger.

Art. 5. Tout consul ou agent consulaire britannique qui y aura dûment été autorisé par le Gouvernement de Sa Majesté britannique, pourra établir un tribunal consulaire pour l'étendue du district qui lui est assigné et exercera seul et exclusivement la juridiction tant civile que criminelle à l'égard des personnes et de la propriété des sujets britanniques endéans ledit district, conformément aux lois britanniques.

Art. 6. Rien de ce qui est contenu dans le précédent article ne dispensera n'importe quel sujet britannique de l'obligation d'observer les lois desdits Etats libres applicables aux étrangers ; mais toute infraction de la part d'un sujet britannique à ces lois ne sera déférée qu'au tribunal consulaire britannique.

Art. 7. Les habitants desdits territoires qui sont sujets du gouvernement de l'Association, s'ils portent un préjudice quelconque à la personne ou à la propriété d'un sujet britannique, seront arrêtés et punis par les autorités de l'Association, conformément aux lois desdits Etats libres. La justice sera rendue équitablement et impartialement des deux côtés.

Art. 8. Un sujet britannique ayant des motifs de plainte contre un habitant desdits territoires, sujet du gouvernement de l'Association, doit s'adresser au consulat britannique et y exposer ses griefs.

Le consul fera une enquête quant au bien fondé de la cause et fera tout ce qui est possible pour l'arranger à l'amiable. De même, si quelque habitant desdits territoires avait à se plaindre d'un sujet britannique, le consul britannique écouterait sa plainte et s'efforcera d'arranger l'affaire à l'amiable. S'il surgit des différends de telle nature que le consul britannique ne puisse les arranger à l'amiable, il requerra alors l'assistance des autorités de l'Association pour examiner la nature de la cause et la terminer équitablement.

Art. 9. Si un habitant desdits territoires, sujet du gouvernement de l'Association, faillit au paiement d'une dette contractée envers un sujet britannique, les autorités de l'Association feront tout ce qui sera en leur pouvoir pour le traduire en justice et procurer le recouvrement de ladite dette ; et si un sujet britannique faillit au paiement d'une dette contractée envers un des habitants, les autorités britanniques feront de même tout leur possible pour le traduire en justice et procurer le recouvrement de la dette. Aucun consul britannique ni aucune des autorités de l'Association ne peut être rendu responsable pour le paiement d'une dette contractée soit par un sujet britannique, soit par un habitant desdits territoires qui est sujet du gouvernement de l'Association.

Art. 10. En cas de cession du territoire qui se trouve actuellement sous le gouvernement de l'Association ou qui s'y trouvera plus tard, les obligations contractées par l'Association dans la présente Convention seront imposées au cessionnaire. Ces engagements et les droits accordés aux sujets britanniques resteront en vigueur après toute cession, au profit de quelque nouvel occupant que ce soit, de toute partie que ce soit du territoire.

Cette convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le plus bref délai possible. Cette convention entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications.

Ainsi fait à Berlin, le seize décembre mil huit cent quatre-vingt-quatre.

Signé : EDWARD MALET.
STRAUCH.

Convention entre l'Italie et l'Association internationale du Congo.

(19 décembre 1884)

Article premier. L'Association internationale du Congo s'engage à ne prélever aucun droit d'importation ou de transit sur les marchandises ou les articles de commerce importés par des sujets italiens dans ses possessions présentes ou futures des bassins du Congo et du Niadi-Kwilu, ou dans ses possessions situées au bord de l'Océan Atlantique. Cette franchise de droits s'étendra aux marchandises et articles de commerce qui seront transportés par les routes ou les canaux établis ou à établir autour des cataractes du Congo.

Art. 2. Les sujets italiens auront en tout temps le droit de séjourner et de s'établir sur les territoires qui sont ou seront sous le gouvernement de l'Association. Ils jouiront de la même protection que les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, y compris les habitants du pays, en toutes les matières qui regardent leurs personnes, leurs biens, le libre exercice de leur religion et les droits de navigation, commerce et industrie. Spécialement, ils auront le droit d'acheter, de vendre, de louer, de bailler à ferme des terres, des mines, des forêts et des édifices compris dans les territoires susdits; d'y fonder des maisons de commerce, d'y faire le commerce et le cabotage sous pavillon italien.

Art. 3. L'Association prend l'engagement de ne jamais accorder d'avantages, n'importe lesquels, aux sujets d'une autre nation, sans que ces avantages soient immédiatement étendus aux sujets italiens.

Art. 4. Sa Majesté le Roi d'Italie peut nommer des consuls ou autres agents consulaires dans les ports ou stations des territoires susdits, et l'Association s'engage à les y protéger.

Art. 5. Tout consul italien ou agent consulaire italien qui y aura été dûment autorisé par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, pourra établir un tribunal consulaire pour l'étendue du district qui lui est assigné et exercera seul et exclusivement la juridiction, tant civile que criminelle, à l'égard des personnes et de la propriété des sujets italiens endéans ledit district, conformément aux lois italiennes.

Art. 6. Rien de ce qui est convenu dans le précédent article ne dispensera n'importe quel sujet italien de l'obligation d'observer les lois desdits Etats libres applicables aux étrangers; mais toute infraction de la part d'un sujet italien à ces lois ne sera déférée qu'au tribunal consulaire italien.

Art. 7. Les habitants desdits territoires qui sont sujets du gouvernement de l'Association, s'ils portent un préjudice quelconque à la personne ou à la propriété d'un sujet italien, seront arrêtés et punis par les autorités de l'Association, conformément aux lois desdits Etats libres. La justice sera rendue équitablement et impartialement des deux côtés.

Art. 8. Un sujet italien ayant des motifs de plainte contre un habitant desdits territoires, sujet du gouvernement de l'Association, doit s'adresser au consulat italien et y exposer ses griefs. Le consul procédera à une

enquête quant au bien fondé de la cause, et fera tout ce qui est possible pour la régler à l'amiable. De même, si quelque habitant desdits territoires avait à se plaindre d'un sujet italien, le consul italien écouterait sa plainte et s'efforcera de régler la difficulté à l'amiable. S'il surgit des différends de telle nature que le consul italien ne puisse les régler à l'amiable, il requerra alors l'assistance des autorités de l'Association pour examiner la nature de la cause et la terminer équitablement.

Art. 9. Si un habitant desdits territoires, sujet du gouvernement de l'Association, faillit au paiement d'une dette contractée envers un sujet italien, les autorités de l'Association feront tout ce qui sera en leur pouvoir pour le traduire en justice et procurer le recouvrement de ladite dette; et si un sujet italien faillit au paiement d'une dette contractée envers un des habitants, les autorités italiennes feront de même tout leur possible pour le traduire en justice et procurer le recouvrement de la dette.

Aucun consul italien ni aucune des autorités de l'Association ne peut être rendu responsable pour le paiement d'une dette contractée soit par un sujet italien, soit par un habitant quelconque desdits territoires qui est sujet du gouvernement de l'Association.

Art. 10. En cas de cession du territoire qui se trouve actuellement sous le gouvernement de l'Association ou qui s'y trouverait plus tard ou d'une partie de ce territoire, les obligations contractées par l'Association dans la présente Convention seront imposées au cessionnaire. Ces engagements et les droits accordés aux sujets italiens resteront en vigueur après toute cession, au profit de quelque nouvel occupant que ce soit, de toute partie que ce soit dudit territoire.

Art. 11. L'Association et les Etats libres s'engagent à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher la traite et supprimer l'esclavage.

Art. 12. Le royaume d'Italie, accordant sa sympathie et son approbation au but humanitaire et civilisateur de l'Association, reconnaît le drapeau de l'Association et des Etats libres placés sous son gouvernement — drapeau bleu avec étoile d'or au centre — comme le drapeau d'un gouvernement ami.

Art. 13. Cette Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le plus bref délai possible.

Art. 14. Cette Convention entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin, le dix-neuvième jour du mois de décembre de l'an mil huit cent quatre-vingt-quatre.

Signé : STRAUCH.
LAUNAY.

Déclarations échangées entre le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Roi de Hongrie et l'Association internationale du Congo.

(24 décembre 1884)

Article premier. L'Association internationale du Congo s'engage à ne prélever aucun droit sur les marchandises ou les articles de commerce

importés directement ou en transit dans ses possessions présentes et futures en Afrique. Cette franchise de droit s'étend particulièrement aux marchandises et articles de commerce qui sont transportés sur les voies de communication établies autour du Congo.

Art. 2. Les sujets de la monarchie austro-hongroise auront le droit de séjourner sur les territoires de l'Association. Ils seront traités sur le même pied que les sujets de la nation la plus favorisée, y compris les habitants du pays, en ce qui concerne la protection de leurs personnes et de leurs biens, le libre exercice de leur culte, la revendication et la défense de leurs droits, ainsi que par rapport à la navigation, au commerce et à l'industrie. Spécialement, ils auront le droit d'acheter, de vendre et de louer des terres et des édifices situés sur les territoires de l'Association, d'y fonder des maisons de commerce et d'y faire le commerce ou le cabotage sous pavillon austro-hongrois.

Art. 3. L'Association s'engage à ne jamais accorder d'avantages, n'importe lesquels, aux sujets d'une autre nation, sans que ces avantages soient immédiatement étendus aux sujets de la monarchie austro-hongroise.

Il est entendu que l'Autriche-Hongrie jouira, quant à la nomination des consuls, à leurs fonctions et à la juridiction consulaire, de tous les droits et privilèges qui seraient accordés à un autre Etat.

Art. 4. En cas de cession du territoire actuel ou futur de l'Association ou d'une partie de ce territoire, les obligations contractées par l'Association envers l'Autriche-Hongrie seront imposées à l'acquéreur. Ces obligations et les droits accordés par l'Association à l'Autriche-Hongrie et à ses sujets resteront en vigueur après toute cession vis-à-vis de chaque nouvel acquéreur.

Art. 5. L'Autriche-Hongrie, prenant acte des engagements ci-dessus et accordant ses sympathies au but humanitaire que poursuit l'Association, reconnaît son pavillon — drapeau bleu avec étoile d'or au centre — comme celui d'un Etat ami.

Ainsi fait à Berlin, le vingt-quatre décembre mil huit cent quatre-vingt-quatre.

Signé : STRAUCH.
SZÉCHÉNYI.

Convention entre les Pays-Bas et l'Association internationale du Congo.

(27 décembre 1884).

Article premier. L'Association internationale du Congo s'engage à ne prélever aucun droit d'importation ou de transit sur les marchandises ou articles de commerce importés par des sujets néerlandais dans les possessions actuelles ou futures de l'Association. Cette franchise de droit s'étendra aux marchandises et articles de commerce transportés par les routes ou canaux qui sont ou seront établis autour des cataractes du Congo.

Art. 2. Les sujets néerlandais auront en tout temps le droit de séjourner ou de s'établir dans les territoires qui sont ou seront soumis à l'Association. Ils jouiront de la protection accordée aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, en toute matière concernant leurs person-

nes, leurs propriétés, le libre exercice de leur religion et les droits de navigation, de commerce et d'industrie; ils auront spécialement le droit d'acheter et de vendre, de louer et bailer à ferme des terres, mines, forêts et édifices compris dans les susdits territoires; d'y fonder des maisons de commerce, d'y faire le commerce et le cabotage sous le pavillon néerlandais.

Art. 3. L'Association s'engage à ne jamais accorder aucun avantage quelconque aux sujets d'une autre nation, sans que ces avantages soient immédiatement étendus aux sujets néerlandais.

Art. 4. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas pourra nommer des consuls ou autres agents consulaires dans les ports ou stations des susdits territoires, et l'Association s'engage à les y protéger.

Art. 5. Jusqu'au moment où le service de la justice aura été organisé dans les Etats libres du Congo et où cette organisation aura été notifiée par l'Association, tout consul ou agent consulaire néerlandais, qui y aura été dûment autorisé par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, pourra établir un tribunal consulaire pour l'étendue du district qui lui est assigné et, dans ce cas, exercera seul et exclusivement la juridiction, tant civile que criminelle, à l'égard des personnes et de la propriété des sujets néerlandais endéans ledit district, conformément aux lois néerlandaises.

Art. 6. Rien de ce qui est contenu dans l'article précédent ne dispensera aucun sujet néerlandais de l'obligation d'observer les lois des Etats libres applicables aux étrangers; mais toute infraction d'un sujet néerlandais à ces lois ne sera déférée qu'au tribunal consulaire néerlandais.

Art. 7. Les habitants desdits territoires qui sont sujets du gouvernement de l'Association, s'ils portent un préjudice quelconque à la personne ou à la propriété d'un sujet néerlandais, sont arrêtés et punis par les autorités de l'Association, conformément aux lois desdits Etats libres. La justice sera rendue équitablement et impartialement des deux côtés.

Art. 8. Un sujet néerlandais ayant des motifs de plainte contre un habitant desdits territoires, sujet du gouvernement de l'Association, s'adressera au consulat néerlandais et y exposera ses griefs. Le consul procédera à une enquête quant au bien fondé de la cause et fera tout ce qui est possible pour la régler à l'amiable. De même, si quelque habitant desdits territoires avait à se plaindre d'un sujet néerlandais, le consul néerlandais écouterait sa plainte et s'efforcera de régler la difficulté à l'amiable. S'il surgit des différends de telle nature que le consul ne puisse les régler à l'amiable, il requerra alors l'assistance des autorités de l'Association pour examiner la nature de la cause et la terminer équitablement.

Art. 9. Si un habitant desdits territoires, sujet du gouvernement de l'Association, faillit au paiement d'une dette contractée envers un sujet néerlandais, les autorités de l'Association feront tout ce qui sera en leur pouvoir pour le traduire en justice et procurer le recouvrement de la dette; et si un sujet néerlandais faillit au paiement d'une dette contractée envers un des habitants, les autorités néerlandaises feront de même tout leur possible pour le traduire en justice et procurer le recouvrement de la dette.

Aucun consul néerlandais ni aucune des autorités de l'Association ne peut être rendu responsable pour le paiement d'une dette contractée soit par un habitant quelconque desdits territoires qui est sujet du gouvernement de l'Association, soit un par sujet néerlandais.

Art. 10. En cas de cession du territoire qui se trouve actuellement sous le gouvernement de l'Association ou qui s'y trouvera plus tard ou d'une partie de ce territoire, toutes les obligations contractées par l'Association dans la présente Convention seront imposées au cessionnaire. Ces engagements et les droits accordés au sujets néerlandais resteront en vigueur après cession au profit de tout nouvel occupant de n'importe quelle partie dudit territoire.

Art. 11. L'Association et les Etats libres s'engagent à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher la traite et supprimer l'esclavage.

Art. 12. Le Royaume des Pays-Bas, accordant sa sympathie au but humanitaire et civilisateur de l'Association, reconnaît le drapeau de l'Association et des Etats libres placés sous son administration — drapeaux bleu avec étoile d'or au centre — comme le drapeau d'un gouvernement ami.

Art. 13. Cette Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le plus bref délai possible. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Bruxelles, le vingt-septième jour du mois de décembre de l'an mil huit cent quatre vingt-quatre.

Signé : STRAUCH,
L. GERICKE.

Convention entre l'Espagne et l'Association internationale du Congo

(7 janvier 1885)

Article premier. L'Association internationale du Congo s'engage à ne prélever aucun droit d'importation ou de transit sur les marchandises ou articles de commerce importés par des sujets espagnols dans les possessions actuelles ou futures de l'Association. Cette franchise de droit s'étendra aux marchandises et articles de commerce transportés par les routes ou les canaux qui sont ou seront établis autour des cataractes du Congo.

Art. 2. Les sujets espagnols auront en tout temps le droit de séjourner ou de s'établir dans les territoires qui sont ou seront soumis à l'Association. Ils jouiront de la protection accordée aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée en toute matière, concernant leurs personnes, leurs propriétés, le libre exercice de leur religion et les droits de navigation, de commerce et d'industrie; ils auront spécialement le droit d'acheter et de vendre, de louer et bailler à ferme des terres, mines, forêts et édifices compris dans les susdits territoires; d'y fonder des maisons de commerce, d'y faire le commerce et le cabotage sous pavillon espagnol.

Art. 3. L'Association s'engage à ne jamais accorder aucun avantage

quelconque aux sujets d'une autre nation, sans que ces avantages soient immédiatement étendus aux sujets espagnols.

Art. 4. Sa Majesté Catholique pourra nommer des consuls ou autres agents consulaires dans les ports ou stations des susdits territoires, et l'Association s'engage à les y protéger.

Art. 5. Jusqu'au moment où le service de la justice aura été organisé dans les Etats libres du Congo et où cette organisation aura été notifiée par l'Association, tout consul ou agent consulaire espagnol qui y aura été dûment autorisé par le Gouvernement de Sa Majesté Catholique, pourra établir un tribunal consulaire pour l'étendue du district qui lui est assigné et, dans ce cas, exercera seul et exclusivement la juridiction, tant civile que criminelle, à l'égard des personnes et de la propriété des sujets espagnols endéans ledit district, conformément aux lois espagnoles.

Art. 6. Rien de ce qui est contenu dans l'article précédent ne dispensera aucun sujet espagnol de l'obligation d'observer les lois des Etats libres, applicables aux étrangers ; mais toute infraction de la part d'un sujet espagnol à ces lois ne sera déférée qu'au tribunal consulaire espagnol.

Art. 7. Les habitants desdits territoires qui sont sujets du gouvernement de l'Association, s'ils portent un préjudice quelconque à la personne ou à la propriété d'un sujet espagnol, seront arrêtés et punis par les autorités de l'Association, conformément aux lois desdits Etats libres. La justice sera rendue équitablement et impartialement des deux côtés.

Art. 8. Un sujet espagnol ayant des motifs de plainte contre un habitant desdits territoires, sujet du gouvernement de l'Association, s'adressera au consulat espagnol et y exposera ses griefs. Le consul procédera à une enquête quant au bien fondé de la cause, et fera tout ce qui est possible pour la régler à l'amiable. De même, si quelque habitant desdits territoires avait à se plaindre d'un sujet espagnol, le consul espagnol écoutera sa plainte et s'efforcera de régler la difficulté à l'amiable.

S'il surgit des différends de telle nature que le consul ne puisse les régler à l'amiable, il requerra alors l'assistance des autorités de l'Association pour examiner la nature de la cause et la terminer équitablement.

Art. 9. Si un habitant desdits territoires, sujet du gouvernement de l'Association, faillit au paiement d'une dette contractée envers un sujet espagnol, les autorités de l'Association feront tout ce qui sera en leur pouvoir pour le traduire en justice et procurer le recouvrement de la dette ; et si un sujet espagnol faillit au paiement d'une dette contractée envers un des habitants du pays, les autorités espagnoles feront de même tout leur possible pour le traduire en justice et procurer le recouvrement de la dette. Aucun consul espagnol ni aucune des autorités de l'Association ne peut être rendu responsable pour le paiement d'une dette contractée soit par un habitant quelconque desdits territoires qui est sujet du gouvernement de l'Association, soit par un sujet espagnol.

Art. 10. En cas de cession du territoire qui se trouve actuellement sous le gouvernement de l'Association ou qui s'y trouvera plus tard ou

d'une partie de ce territoire, toutes les obligations contractées par l'Association dans la présente Convention seront imposées au cessionnaire.

Ces engagements et les droits accordés aux sujets espagnols resteront en vigueur après cession au profit de tout nouvel occupant de n'importe quelle partie du territoire.

Art. 11. L'Association et les Etats libres s'engagent à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher la traite et supprimer l'esclavage.

Art. 12. Le Royaume d'Espagne, accordant sa sympathie au but humanitaire et civilisateur de l'Association, reconnaît le drapeau de l'Association et des Etats libres placés sous son administration — drapeau bleu avec étoile d'or au centre — comme le drapeau d'un gouvernement ami.

Art. 13. Cette Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le plus bref délai possible. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Bruxelles, le septième jour du mois de janvier de l'an mil huit cent quatre-vingt-cinq.

Signé : Comte PAUL DE BORCHGRAVE D'ALTENA.
RAFAEL MERRY DEL VAL.

Convention entre le Gouvernement de la République française et l'Association internationale du Congo

(5 février 1885)

Article premier. L'Association internationale du Congo déclare étendre à la France les avantages qu'elle a concédés aux Etats-Unis d'Amérique, à l'Empire d'Allemagne, à l'Angleterre, à l'Italie, à l'Autriche-Hongrie, aux Pays-Bas et à l'Espagne, en vertu des conventions qu'elle a conclues avec ces diverses Puissances, aux dates respectives des 22 avril, 8 novembre, 16, 19, 24, 29 décembre 1884 et 7 janvier 1885, et dont les textes sont annexés à la présente Convention.

Art. 2. L'Association s'engage, en outre, à ne jamais accorder d'avantages, de quelque nature qu'ils soient, aux sujets d'une autre nation, sans que ces avantages soient immédiatement étendus aux citoyens français.

Art. 3. Le Gouvernement de la République française et l'Association adoptent pour frontières entre leurs possessions :

La rivière Chilongo, depuis l'Océan jusqu'à sa source la plus septentrionale ;

La crête de partage des eaux du Niadi-Quillou et du Congo jusqu'au delà du méridien du Manyanga ;

Une ligne à déterminer, et qui, suivant, autant que possible, une division naturelle du terrain, aboutisse entre la station de Manyanga et la cataracte de Ntombo Mataka, en un point situé sur la partie navigable du fleuve ;

Le Congo jusqu'au Stanley-Pool ;

La ligne médiane du Stanley-Pool ;

Le Congo jusqu'à un point à déterminer en amont de la rivière Licona-Nkundja ;

Une ligne à déterminer depuis ce point jusqu'au 17° degré de longitude Est de Greenwich, en suivant, autant que possible, la ligne du partage d'eaux du bassin de la Licona-Nkundja, qui fait partie des possessions françaises ;

Le 17° degré de longitude Est de Greenwich.

Art. 4. Une Commission, composée de représentants des parties contractantes, au nombre égal des deux côtés, sera chargée d'exécuter sur le terrain le tracé de la frontière, conformément aux stipulations précédentes. En cas de différends, le règlement en sera arrêté par des délégués à nommer par la Commission internationale du Congo.

Art. 5. Sous réserve des arrangements à intervenir entre l'Association internationale du Congo et le Portugal, pour les territoires situés au Sud de Chiloango, le Gouvernement de la République française est disposé à reconnaître la neutralité des possessions de l'Association internationale comprises dans les frontières indiquées sur la carte ci-jointe, sauf à discuter et à régler les conditions de cette neutralité d'accord avec les autres Puissances représentées à la Conférence de Berlin.

Art. 6. Le Gouvernement de la République française reconnaît le drapeau de l'Association internationale du Congo — drapeau bleu avec étoile d'or au centre — comme le drapeau d'un gouvernement ami.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Paris, le cinq février mil huit cent-quatre-vingt-cinq.

(L. S.) JULES FERRY,

Comte PAUL DE BORCHGRAVE D'ALTENA.

Convention entre l'Empire de Russie et l'Association internationale du Congo

(5 février 1885)

Article premier. L'Association internationale du Congo s'engage à ne prélever aucun droit sur les marchandises ou articles de commerce importés directement ou en transit dans ses possessions présentes ou futures en Afrique. Cette franchise de droit s'étend particulièrement aux marchandises ou articles de commerce qui sont transportés sur les voies de communication établies autour des cataractes du Congo.

Art. 2. Les sujets de l'Empire de Russie auront le droit de séjourner et de s'établir sur les territoires de l'Association. Ils seront traités sur le même pied que les sujets de la nation la plus favorisée, y compris les habitants du pays, en ce qui concerne la protection de leurs personnes, de leurs biens, le libre exercice de leurs cultes, la revendication et la défense de leurs droits, ainsi que par rapport à la navigation, au commerce et à l'industrie.

Spécialement, ils auront le droit d'acheter, de vendre et de louer des terres et édifices situés sur les territoires de l'Association, d'y fonder des maisons de commerce et d'y faire le commerce et le cabotage sous pavillon russe.

Art. 3. L'Association s'engage à ne jamais accorder d'avantages, n'importe lesquels, aux sujets d'une autre nation, sans que ces avantages soient immédiatement étendus aux sujets de l'Empire de Russie.

Art. 4. Il est entendu que la Russie jouira, quand à la nomination de consuls, leurs fonctions et la juridiction consulaire, de tous les droits et privilèges qui seraient accordés à un autre Etat.

Art. 5. En cas de cession du territoire actuel ou futur de l'Association ou d'une partie de ce territoire, les obligations contractées par l'Association envers la Russie seront imposées à l'acquéreur. Ces obligations et les droits accordés par l'Association à la Russie et à ses sujets resteront en vigueur après toute cession vis-à-vis de chaque nouvel acquéreur.

Art. 6. Le Gouvernement impérial de Russie, prenant acte des engagements ci-dessus et accordant ses sympathies au but humanitaire que poursuit l'Association, reconnaît son pavillon — drapeau bleu avec étoile d'or au centre — comme celui d'un Etat ami.

Fait à Bruxelles, le cinq février mil huit cent quatre-vingt-cinq.

Signé : Comte BLOUDOFF,
Baron BEYENS.

Convention entre les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège et l'Association internationale du Congo

(10 février 1883)

Article premier. Les Royaumes-Unis de Suède et de Norvège reconnaissent le pavillon de l'Association — drapeau bleu avec étoile d'or au centre — comme le drapeau d'un Etat ami.

Art. 2. L'Association s'engage à ne prélever aucun droit d'importation ou de transit sur les marchandises ou articles de commerce importés par des sujets suédois et norvégiens dans les territoires actuels ou futurs de l'Association. Cette franchise de droit s'étendra aux marchandises et articles de commerce transportés par les routes, les chemins de fer ou les canaux qui sont ou seront établis autour des cataractes du Congo.

Art. 3. Les sujets suédois et norvégiens auront en tout temps le droit de séjourner ou de s'établir dans les territoires actuels ou futurs de l'Association. Ils jouiront de la protection accordée aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, y compris les sujets du gouvernement de l'Association, en toute matière concernant leurs personnes, leurs propriétés, le libre exercice de leur religion, la revendication et la défense de leurs droits, ainsi que par rapport à la navigation, au commerce et à l'industrie.

Spécialement, ils auront le droit d'acheter et de vendre, de louer et de bailler à ferme des terres, des mines, des forêts et des édifices situés dans les possessions de l'Association, d'y fonder des maisons de commerce et d'y faire le commerce sous pavillon suédois et norvégien.

Art. 4. L'Association s'engage à ne jamais accorder aucun avantage quelconque aux sujets d'une autre nation, sans que cet avantage soit immédiatement étendu aux sujets suédois et norvégiens.

Art. 3. Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège pourra nommer des consuls ou autres agents consulaires dans les ports ou stations des

territoires susdits de l'Association, et l'Association s'engage à les y protéger.

Art. 6. Jusqu'au moment où le service de la justice aura été organisé dans lesdits territoires de l'Association et où cette organisation aura été notifiée par elle, tout consul ou agent consulaire de Suède et de Norvège qui aura été dûment autorisé par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, pourra établir un tribunal consulaire pour l'étendue du district qui lui est assigné, et exercera seul et exclusivement la juridiction tant civile que criminelle à l'égard des personnes et de la propriété d'un sujet suédois ou norvégien dans ledit district, conformément aux lois suédoises et norvégiennes.

Art. 7. Rien de ce qui est contenu dans l'article précédent ne dispense aucun sujet suédois ou norvégien de l'obligation d'observer les lois en vigueur dans lesdits territoires de l'Association applicables aux étrangers; mais toute infraction de la part d'un sujet suédois ou norvégien à ces lois ne sera déférée qu'au tribunal consulaire suédois et norvégien.

Art. 8 Les habitants desdits territoires de l'Association, qui sont sujets de son gouvernement, s'ils portent un préjudice quelconque à la personne ou à la propriété d'un sujet suédois ou norvégien, seront arrêtés et punis par les autorités de l'Association, conformément aux lois en vigueur dans lesdits territoires. La justice sera rendue équitablement et impartialement des deux côtés.

Art. 9. Un sujet suédois ou norvégien ayant des motifs de plainte contre un habitant desdits territoires, sujet du gouvernement de l'Association, s'adressera au consulat de Suède et de Norvège et y exposera ses griefs. Le consul procédera à une enquête quant au bien fondé de la cause et fera tout ce qui est possible pour la régler à l'amiable. De même, si quelque habitant desdits territoires, sujet du gouvernement de l'Association, avait à se plaindre d'un sujet suédois ou norvégien, le consul de Suède et de Norvège écoutera sa plainte et s'efforcera de régler la difficulté à l'amiable.

S'il surgit des différends de telle nature que le consul ne puisse les régler à l'amiable, il requerra l'assistance des autorités de l'Association pour examiner la nature de la cause et la terminer équitablement.

Art. 10. Si un habitant desdits territoires, sujet du gouvernement de l'Association, faillit au paiement d'une dette contractée envers un sujet suédois ou norvégien, les autorités de l'Association feront leur possible pour le traduire en justice et procurer le recouvrement de la dette.

De même, si un sujet suédois ou norvégien faillit au paiement d'une dette contractée envers un des habitants du pays, sujet du gouvernement de l'Association, les autorités suédoises et norvégiennes feront leur possible pour le traduire en justice et produire le recouvrement de la dette.

Aucun consul de Suède ou de Norvège, ni aucune des autorités de l'Association, ne peut être rendu responsable du paiement d'une dette contractée soit par un sujet suédois ou norvégien, soit par un sujet de l'Association.

Art. 11. L'Association s'engage à faire tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher la traite et supprimer l'esclavage.

Art. 12. En cas de cession des territoires actuels ou futurs de l'Association ou d'une partie de ces territoires, les obligations contractées par l'Association dans la présente Convention seront mentionnées dans l'acte de cession et imposées à l'acquéreur. Ces obligations et les droits accordés par l'Association aux sujets suédois et norvégiens resteront en vigueur après toute cession vis-à-vis de chaque nouvel acquéreur de n'importe quelle partie desdits territoires.

Art. 13. Cette Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le plus bref délai possible.

Cette Convention entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications.

Fait à Berlin, le dixième jour du mois de février de l'an mil huit cent quatre-vingt-cinq.

Signé : STRAUCH,
BILDT.

Convention entre le Portugal et l'Association internationale du Congo

(14 février 1885)

Article premier. L'Association internationale du Congo déclare étendre au Portugal les avantages qu'elle a concédés aux Etats-Unis d'Amérique, à l'Empire d'Allemagne, à l'Angleterre, à l'Italie, à l'Autriche-Hongrie, aux Pays-Bas, à l'Espagne, à la France et aux Royaumes-Unis de Suède et de Norvège, en vertu des Conventions qu'elle a conclues avec ces diverses Puissances aux dates respectives des 22 avril, 8 novembre, 16, 19, 24, 29 décembre 1884, 7 janvier, 5 et 10 février 1885, et dont l'Association s'engage à remettre des copies authentiques au Gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle.

Art. 2. L'Association internationale du Congo s'engage en outre à ne jamais accorder d'avantages, de quelque nature qu'ils soient, aux sujets d'une autre nation, sans que ces avantages soient immédiatement étendus aux sujets de Sa Majesté Très Fidèle.

Art. 3. L'Association internationale du Congo et Sa Majesté Très Fidèle le Roi du Portugal et des Algarves adoptent pour frontières entre leurs possessions dans l'Afrique occidentale, savoir :

Au nord du fleuve Congo (Zaïre), la droite joignant l'embouchure de la rivière qui se jette dans l'Océan Atlantique, au sud de la baie de Cabinda, près de Ponta Vermelha, à Cabo-Lombo ;

Le parallèle de ce dernier point prolongé jusqu'à son intersection avec le méridien du confluent du Culacalla avec le Luculla ;

Le méridien ainsi déterminé jusqu'à sa rencontre avec la rivière Luculla ;

Le cours du Luculla jusqu'à son confluent avec le Chiloango (Luango Luce) ;

Le cours du Congo (Zaïre), depuis son embouchure jusqu'à son confluent avec la petite rivière de Uango-Uango ;

Le méridien qui passe par l'embouchure de la petite rivière de Uango-Uango entre la factorerie hollandaise et la factorerie portugaise, de manière à laisser celle-ci en territoire portugais, jusqu'à la rencontre de ce méridien avec le parallèle de Noqui ;

Le parallèle de Noqui jusqu'à son intersection avec la rivière Kuango (Cuango);

A partir de ce point, dans la direction du sud, le cours de Kuango (Cuango).

Art. 4. Une Commission composée de représentants des Parties contractantes en nombre égal des deux côtés sera chargée d'exécuter sur le terrain le tracé de la frontière, conformément aux stipulations précédentes. En cas de différend, le règlement en sera arrêté par des délégués qui seront nommés par la Commission internationale du Congo.

Art. 5. Sa Majesté Très Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves est disposée à reconnaître la neutralité des possessions de l'Association internationale du Congo, sauf à discuter et à régler les conditions de cette neutralité d'accord avec les autres Puissances représentées à la Conférence de Berlin.

Art. 6. Sa Majesté Très Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves reconnaît le drapeau de l'Association internationale du Congo — drapeau bleu avec étoile d'or au centre — comme le drapeau d'un gouvernement ami.

Art. 7. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans un délai de trois mois ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux Parties contractantes ainsi que son Excellence le baron de Courcel, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de France à Berlin, comme représentant la Puissance médiatrice, ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait en triple à Berlin, le quatorzième jour du mois de février mil huit cent quatre-vingt-cinq.

Signé : STRAUCH,

Marquis DE PÉNAFIEL, ALPH. DE COURCEL.

Convention entre le Danemark et l'Association internationale du Congo

(23 février 1885)

Article premier. Le Gouvernement Royal de Danemark reconnaît le pavillon de l'Association internationale du Congo — drapeau bleu avec étoile d'or au centre — comme le drapeau d'un Etat ami.

Art. 2. L'Association internationale du Congo s'engage à ne prélever aucun droit sur les marchandises ou articles de commerce importés directement ou en transit par des sujets danois dans les territoires actuels et futurs de l'Association. Cette franchise de droit s'étendra aux marchandises et articles de commerce transportés par les routes, chemins de fer ou canaux qui sont ou seront établis autour des cataractes du Congo.

Art. 3. Les sujets danois auront le droit de séjourner et de s'établir sur les territoires actuels et futurs de l'Association. Ils seront traités sur le même pied que les sujets de la nation la plus favorisée, y compris les

sujets du gouvernement de l'Association, en ce qui concerne la protection de leurs personnes, de leurs biens, le libre exercice de leur culte, la revendication et la défense de leurs droits, ainsi que par rapport à la navigation, au commerce et à l'industrie. Spécialement, ils auront le droit d'acheter, de vendre et de louer des terres, des mines, des forêts et des édifices situés sur les territoires de l'Association, d'y fonder des maisons de commerce et d'y faire le commerce et le cabotage sous pavillon danois.

Art. 4. L'Association s'engage à ne jamais accorder aucun avantage quelconque aux sujets d'une autre nation, sans que cet avantage soit immédiatement étendu aux sujets danois.

Art. 5. Il est entendu que le Danemark jouira, quant à la nomination de consuls, leurs fonctions et la juridiction consulaire, de tous les droits et privilèges qui sont ou seront accordés à un autre Etat.

Art. 6. En cas de cession des territoires actuels ou futurs de l'Association ou d'une partie de ces territoires, les obligations contractées par l'Association dans la présente Convention seront mentionnées dans l'acte de cession et imposées à l'acquéreur. Ces obligations et les droits accordés par l'Association au Danemark et aux sujets danois resteront en vigueur après toute cession vis-à-vis de chaque nouvel acquéreur de n'importe quelle partie desdits territoires.

Art. 7. Cette Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le plus bref délai possible.

Cette Convention entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les deux Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le vingt-troisième jour du mois de février dix-huit cent quatre-vingt-cinq.

Signé : STAUCH,
DE VIND.

Déclarations échangées entre le Gouvernement Belge et l'Association internationale du Congo

(23 février 1885)

L'Association internationale du Congo déclare par la présente, qu'en vertu de traités conclus avec les souverains légitimes dans le bassin du Congo et de ses tributaires, il lui a été cédé en toute souveraineté de vastes territoires en vue de l'érection d'un Etat libre et indépendant ; que des conventions délimitent les frontières des territoires de l'Association, de ceux de la France et du Portugal, et que les frontières de l'Association sont indiquées sur la carte ci-jointe ;

Que ladite Association a adopté comme drapeau de l'Etat géré par Elle un drapeau bleu avec une étoile d'or au centre ;

Que ladite Association a résolu de ne percevoir aucun droit de douane sur les marchandises ou les produits importés dans ses territoires ou transportés sur la route qui a été construite autour des cataractes du Congo ; cette résolution a été prise afin d'aider le commerce à pénétrer dans l'Afrique équatoriale ;

Qu'elle assure aux étrangers qui se fixent sur ses territoires le droit d'acheter, de vendre ou de louer des terrains et des bâtiments y situés, d'établir des maisons commerciales et de faire le commerce sous la seule condition d'obéir aux lois. Elle s'engage en outre à ne jamais accorder aux citoyens d'une nation un avantage quelconque sans l'étendre immédiatement aux citoyens de toutes les autres nations, et à faire tout ce qui sera en son pouvoir pour empêcher la traite des esclaves.

En foi de quoi le Président de l'Association, agissant pour elle, a ci-dessous apposé sa signature et son cachet.

Berlin, le vingt-troisième jour du mois de février mil huit cent quatre-vingt-cinq.

Signé : STRAUCH.

Le Gouvernement Belge prend acte des déclarations de l'Association internationale du Congo, et par la présente reconnaît l'Association dans les limites qu'elle indique et reconnaît son drapeau à l'égal de celui d'un Etat ami.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés ont apposé ci-dessous leur signature et leur cachet.

Berlin, le vingt-troisième jour du mois de février mil huit cent quatre-vingt-cinq.

Signé : Comte AUGUSTE VAN DER STRATEN-PONTHOZ.
Baron LAMBERMONT.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

AFFAIRES DE CHINE

CORRESPONDANCE

relative aux hostilités entre la France et la Chine et aux droits des neutres (1).

Le comte Granville à M. Fraser².

Foreign office, 3 décembre 1883.

Monsieur,

Les gouvernements d'Allemagne et des Etats-Unis se sont mis d'accord avec celui de Sa Majesté pour donner à leurs amiraux dans les mers de Chine l'ordre de se concerter avec les commandants des forces navales de la Grande-Bretagne et avec les autres puissances neutres en vue d'organiser la protection des sujets neutres.

Je vous prie d'inviter confidentiellement le gouvernement italien à envoyer de semblables instructions à ses forces navales de la station de Chine, car malheureusement une crise est imminente.

GRANVILLE.

Lord Lyons au comte Granville³.

Paris, 13 décembre 1883.

Mylord,

M. Jules Ferry me dit hier qu'il paraissait qu'une entente, en vue

(1) Nous donnons ici intégralement le *Livre jaune*, publié par le gouvernement français en 1885, sous le titre : *Affaires de Chine*; et, en outre, des dépêches anglaises extraites des deux Livres bleus suivants : *China* n° 1 (1885) C-4245, *France* n° 1 (1885) C-4359.

2. N° 11, *Blue Book, China*. — Le même texte fut télégraphié aux représentants de la Grande-Bretagne à Pétersbourg, Lisbonne et Tokio.

3. *Blue Book, China*, n° 23.

d'une action commune de leurs forces navales en Chine, avait été proposée par la Grande-Bretagne aux autres puissances. Pourrais-je, me demanda-t-il, lui donner quelques renseignements précis à ce sujet.

Je lui répondis que le gouvernement de Sa Majesté avait en fait proposé à toutes les puissances neutres, ayant dans les mers de Chine des navires de guerre, de s'entendre pour la protection des neutres, si malheureusement la guerre éclatait entre la France et la Chine.

M. Jules Ferry continua en disant que peu auparavant le Prince de Hohenlohe, ambassadeur d'Allemagne, était venu lui suggérer, de la part de l'Allemagne, que par suite des troubles, alors récents, de Canton, les diverses puissances, y compris la France, devraient envoyer des canonnières dans ce port pour y protéger leurs sujets et s'entendre pour que le commandement des forces réunies fût pris par l'officier du rang le plus élevé de quelque nation qu'il pût être. M. Jules Ferry avait accepté cette proposition. Le commandement serait, supposait-il, dévolu à la Grande-Bretagne, et il acceptait bien volontiers cette éventualité. Il voulait, cependant, me demander s'il y avait quelque connexité entre la suggestion du Prince de Hohenlohe et la proposition de l'Angleterre aux pouvoirs neutres.

Je lui dis que la proposition anglaise ne paraissait pas se rapporter aux troubles antérieurs de Canton, mais à l'éventualité, que j'espérais très improbable, d'une guerre entre la France et la Chine ; et j'ajoutai que je la croyais faite en termes très généraux, sans aucune indication quant au commandement ou autres détails.

LYONS.

Sir J. Pauncefote au secrétaire de l'Amirauté¹.

Foreign office, 16 juillet 1884.

Monsieur,

Je suis chargé par le comte Granville de vous apprendre confidentiellement, pour en informer les lords commissaires de l'amirauté, qu'en vue de la possibilité que la récente attaque à Langson par les forces chinoises des troupes françaises par le général Millot amène des hostilités entre la France et la Chine, lord Granville s'est adressé aux représentants de Sa Majesté à Berlin, Washington, Rome, Saint-Pétersbourg, Madrid, Lisbonne et Tokio, pour informer les gouvernements près desquels ils sont accrédités, que, dans les prévisions du gouvernement de Sa Majesté, il sera, s'il est nécessaire, procédé à l'exécution de l'arrangement ci-joint qui a été conclu l'an dernier par les Puissances Neutres pour la protection de leurs sujets dans les ports ouverts de la Chine, et que des instructions seront, en conséquence, télégraphiées aux commandants des forces navales en Orient.

Je vous prie de presser les lords commissaires de l'amirauté de faire télégraphier des instructions en ce sens à l'amiral Anglais dans les mers de Chine.

PAUNCEFOTE.

1. N° 51, *Blue Book, China*.

Sir J. Walsham au comte Granville¹.

Paris, 28 septembre 1884.

Mylord,

J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Seigneurie la copie d'une note que j'ai reçue aujourd'hui de M. Jules Ferry, dans laquelle, relativement à une suggestion que je lui ai faite de la part du gouvernement de Sa Majesté, Son Excellence m'assure que le gouvernement français n'a aucune objection à donner toute la publicité possible en Angleterre aux mesures qui ont été adoptées par les autorités françaises en vue de protéger les existences et les intérêts des étrangers pendant les opérations actuelles en Chine; et après avoir énuméré ces mesures, M. Ferry exprime la satisfaction qu'il ressentirait si elles pouvaient sembler au gouvernement de Sa Majesté de nature à détruire les appréhensions qui ont pu exister chez les représentants du commerce du Royaume-Uni.

John WALSHAM.

ANNEXE

M. Ferry à sir J. Walsham.

Paris, le 28 septembre 1884.

Monsieur,

Vous avez bien voulu, par votre lettre du 22 de ce mois, m'entretenir des informations publiées, le 4 septembre dernier, dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, et d'après lesquelles l'ambassadeur de la République à Berlin a fait part à la Chancellerie Impériale des mesures prises par les autorités françaises en faveur des résidents étrangers dans les ports de Chine.

Vous m'avez en même temps fait connaître le désir du Gouvernement de la Reine de se trouver en mesure de rassurer au moyen d'un avis analogue les commerçants britanniques.

Dès le 31 août dernier, le chargé d'affaires de France à Londres a été autorisé à répondre aux questions qui pouvaient lui être faites à cet égard par le Cabinet anglais, en le tenant au courant des dispositions que nous nous étions empressés de prendre pour préserver les Européens en général, et les résidents Britanniques en particulier, contre les sévices de la population chinoise.

Nous n'avons d'ailleurs pas d'objection à ce que l'on sache en Angleterre :

1. Que le commandant en chef de la flotte française dans les mers de Chine a, dès le début de ses opérations, été spécialement invité à aviser, dans la mesure du possible, à la sécurité des étrangers résidant dans les ports, et à la protection de leurs intérêts.

2. Qu'afin de préserver les villes et les concessions étrangères de tout contre-coup, le plan des opérations a été combiné de façon à les laisser, autant que possible, en dehors de l'action directe des forces françaises.

C'est ainsi qu'à Fou-Tcheou le bombardement exécuté par l'amiral Courbet a été exclusivement dirigé sur la flotte, l'arsenal, et les fortifications de la rivière Ming, et que la ville même, séparée des points fortifiés, n'a subi aucune atteinte. De même à Shang-Hai le gouverneur chinois avait publié, à la suite d'une entente avec le consul de France, une proclamation destinée à rassurer les habitants, et menaçant de peines sévères les fauteurs de désordre.

Il convient toutefois d'ajouter que, d'après des renseignements récents, la Cour de Pékin se serait refusée à sanctionner cet arrangement favorable au commerce européen.

1. *Blue Book, China*, n° 95.

Je vous serai obligé de transmettre ces indications au comte Granville. Nous avons été heureux d'apprendre qu'elles paraissaient à sa Seigneurie de nature à produire une bonne impression dans le public anglais, en l'édifiant sur la sollicitude dont les intérêts du commerce britannique ont de notre part été l'objet.

Agrérez, etc.

Jules FERRY.

M. Lemaire, consul général de France, à M. Lühsen, consul général d'Allemagne¹.

Shanghai, le 26 août 1884.

Monsieur et cher doyen,

Me référant à l'entretien que j'ai eu ce matin avec vous au sujet de la proclamation que le Taotai de Shanghai se propose de faire paraître d'accord avec le corps consulaire, je suis heureux de pouvoir vous confirmer, après en avoir référé à M. Patenôtre, les renseignements que j'ai déjà eu l'honneur de vous donner de vive voix. Ainsi que j'ai eu récemment l'occasion d'informer le public par la voie de la presse², le gouvernement français, désireux de sauvegarder autant qu'il lui sera possible les intérêts du commerce international qui sont ici si largement représentés, est résolu de s'abstenir de tout ce qui pourrait porter atteinte à la tranquillité du port et de la ville de Shanghai.

Quelles que soient les mesures que la France puisse être amenée à prendre sur d'autres points du territoire Chinois pour arriver à la solution des difficultés existantes. Shanghai et Woosung resteront donc en dehors du conflit. Il va sans dire qu'il n'en serait pas de même si la neutralité était violée à Shanghai ou à Woosung du fait de la Chine, et si la sécurité de nos nationaux se trouvait mise en péril. Il dépend donc des autorités locales d'assurer le maintien de la paix et de dissiper les inquiétudes de la population, et dans ces conditions je ne puis que m'associer à la proposition faite par le Taotai.

Veuillez, etc.

G. LEMAIRE.

M. Lister à M. Godley³.

Foreign office, 22 novembre 1884.

Monsieur,

J'ai reçu de lord Granville ordre de vous transmettre, pour que vous en informiez lord Kimberley, des copies de la correspondance qui a été échangée, entre l'ambassadeur français à Londres et notre ministère, relativement à l'établissement du blocus d'une partie des côtes de l'île de Formose par les forces navales françaises sous l'amiral Courbet.

Je dois vous prier de vouloir bien, en faisant passer cette correspondance devant Sa Seigneurie, de lui faire savoir que le gouvernement de Sa Majesté est prêt à reconnaître le blocus de Formose comme un blocus effectif, mais qu'aussi longtemps que les hostilités entre la France et

1. *Blue Book, China*, n° 113, annexe n° 3.

2. Une proclamation en chinois avait été adressée la veille à la population par M. Lemaire.

3. *Blue Book, France*, n° 8.

la Chine sont contenues dans une localité particulière et que les navires des neutres ne sont pas arrêtés en pleine mer ; il est déterminé à ne pas aggraver la situation en lançant une proclamation de neutralité, mais se limitera à faire strictement exécuter le *Foreign enlistment act*.

Cette correspondance a été également communiquée au *Colonial office* et au *Board of Admiralty*.

Je dois en outre suggérer, pour que vous le soumettiez à lord Kimberley, que cette décision du gouvernement de Sa Majesté devrait être communiquée au gouvernement de l'Inde afin que fussent envoyées à Aden et autres ports indiens des instructions pour assurer l'observation des dispositions du *Foreign enlistment act*. T.-V. LISTER.

M. Gasselín, gérant du Consulat de France à Singapour, à M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères¹.

Singapour, le 23 janvier 1885.

Je reçois du Gouverneur anglais communication d'un télégramme de Londres interdisant à nos bâtiments de guerre de faire leur charbon et de se réparer à Singapour. J'ai demandé un délai de vingt-cinq jours avant l'application de cette mesure, qui ne peut s'étendre aux bâtiments actuellement en route.

GASSELIN.

M. Déjardin, Consul de France à Hong-Kong, à M. Jules Ferry.

Hong-Kong, le 23 janvier 1885.

D'après les ordres reçus de Londres, le Gouverneur a publié le règlement suivant :

« Attendu qu'aux termes de la section X du *Foreign enlistment act*, il est interdit aux navires belligérants d'embarquer à Hong-Kong des articles propres à aider aux opérations navales, ceux-ci ne prendront que le charbon nécessaire pour gagner le port le plus proche, et qui ne soit le théâtre d'aucune hostilité ; cela une fois en trois mois pour chaque navire.

« Les réparations et le ravitaillement strictement nécessaires pour gagner ledit port s'effectueront sous la surveillance des autorités locales. »

Le Gouverneur doit consulter le Cabinet de Londres pour savoir quel port doit être considéré comme le plus proche, de Saïgon ou des Philippines.

DÉJARDIN.

M. Jules Ferry à M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 24 janvier 1885.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint deux télégrammes qui m'ont été adressés hier par nos consuls à Singapour et à Hong-Kong. Il en résulte, comme vous le verrez, que des ordres envoyés de Londres prescrivent dorénavant aux autorités coloniales

1. Cette dépêche et celles qui suivent sont extraites du *Livre jaune*.

anglaises une application plus rigoureuse des prescriptions du *Foreign enlistment act*. D'après les notifications faites à nos agents, nos vaisseaux de guerre n'auront plus la faculté de se réparer, ni même de faire du charbon dans les ports anglais, du moins ne pourront-ils y prendre que la quantité de charbon nécessaire pour gagner le port le plus proche du théâtre des opérations navales, cette faculté n'étant d'ailleurs concédée à chacun d'eux qu'une fois par trois mois.

Ces résolutions, dont nous n'entendons nullement discuter la légitimité, n'ont pas été sans nous causer quelque surprise. Dès le 4 septembre dernier, le consul de France à Victoria annonçait qu'une proclamation, publiée la veille sur les ordres reçus de Londres, prescrivait la mise en vigueur du *Foreign enlistment act*. Néanmoins, un de nos cuirassés, le *La Galissonnière*, et le torpilleur français n° 46 étaient admis, le jour même, dans les bassins de Hong-Kong, où ils ont pu librement réparer les avaries qu'ils avaient subies dans la rivière de Fou-Tchéou. Depuis lors, les bâtiments de notre marine de guerre n'ont éprouvé aucune difficulté à se ravitailler dans les ports de la mer des Indes et des mers de Chine.

D'autre part, l'attitude que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique avait résolu d'observer provisoirement, en l'état de notre conflit avec la Chine, était indiquée avec précision dans la communication que vous aviez reçue de lord Granville à la date du 26 novembre dernier. D'après cette communication, « le Gouvernement de Sa Majesté Britannique considérerait qu'il existait entre la France et la Chine un état de guerre *de facto et de jure* ». Toutefois, il voulait tenir compte de ce fait « que le Gouvernement français, en vue d'atténuer les conséquences de la guerre en ce qui concerne les vaisseaux neutres, déclarait qu'il ne se proposait pas d'exercer le droit de visite ou de capture sur les vaisseaux neutres en pleine mer, droit qui lui appartient, afin de prévenir le transport de la contrebande de guerre à destination de la Chine ». Dans cet état de choses, le Gouvernement anglais, « ne voulant pas aggraver la situation, déclarait, de son côté, que, tant que les hostilités seraient limitées à certaines localités et qu'on n'entraverait pas les vaisseaux neutres en pleine mer, il s'abstiendrait d'émettre une proclamation de neutralité dans les formes ordinaires, et d'exercer strictement les droits de neutralité vis-à-vis des navires des belligérants, dans les ports britanniques, et qu'il se bornerait à la mise en vigueur du *Foreign enlistment act* ».

Le *modus vivendi*, déterminé par ces déclarations et consacré par la pratique des derniers mois, se trouve évidemment modifié à notre désavantage par les instructions qui viennent d'être envoyées aux autorités des possessions coloniales anglaises. Nos croiseurs ne devant plus trouver dans les ports étrangers les facilités qu'ils y ont rencontrées jusqu'à présent, il n'y a plus de raison pour qu'ils s'abstiennent de soumettre les bâtiments neutres à une exacte surveillance. La situation nouvelle, qui leur est faite par une application plus rigoureuse des règles de la neutralité, nous détermine à avancer l'heure que nous aurions choisie pour revendiquer le plein et entier exercice des droits reconnus aux belligérants par la loi internationale.

Des ordres en ce sens vont être adressés aux commandants de nos escadres. Je vous serai obligé de vouloir bien en aviser le Gouvernement

de la Reine, en ajoutant, d'ailleurs, que nous entendons nous conformer strictement aux règles de la Déclaration du Congrès de Paris du 16 avril 1856.

Je n'ai pas besoin de dire que notre résolution ne doit, à aucun titre, être envisagée comme un acte dirigé contre le Gouvernement anglais, dont nous nous plaisons à reconnaître la parfaite correction et les procédés bienveillants depuis le début de notre conflit avec la Chine. Vous devrez, au contraire, lui donner l'assurance que des recommandations expresses seront faites aux commandants de nos forces navales, pour qu'ils continuent à user de tous les égards et de tous les tempéraments conciliables avec les intérêts légitimes du commerce britannique et la nécessité de prévenir l'importation en Chine de la contrebande de guerre.

JULES FERRY.

M. Jules Ferry aux Ambassadeurs et Agents diplomatiques de la République française.

Paris, le 24 janvier 1885.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie des instructions que je viens d'adresser à l'Ambassadeur de la République à Londres relativement à la poursuite de nos opérations navales dans les mers de la Chine et aux droits de nos escadres à l'égard des neutres. Comme vous le verrez, le Gouvernement anglais, tout en reconnaissant qu'il y a état de guerre entre la France et la Chine, n'avait pas cru devoir jusqu'ici imposer aux navires des belligérants la stricte observation des règles de la neutralité. Egalement désireux de ne point aggraver l'état des choses et d'en atténuer les conséquences pour les neutres, nous nous efforçons de localiser l'action de nos forces navales et nous nous abstenons d'exercer en pleine mer le droit de visite et de capture. Des ordres récemment envoyés de Londres aux autorités des possessions coloniales anglaises ont modifié à notre désavantage ce *modus vivendi*. La situation nouvelle qui est faite à nos croiseurs par l'application rigoureuse des règles de la neutralité nous oblige à avancer l'heure que nous aurions choisie pour revendiquer le plein et entier exercice des droits reconnus aux belligérants par la loi internationale. Des ordres en ce sens viennent d'être adressés au Commandant en chef de nos forces navales dans les mers de Chine. Je vous prie d'en donner avis au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, en témoignant de notre ferme intention d'observer scrupuleusement, vis-à-vis des neutres, les prescriptions du droit des gens et notamment de la Déclaration du Congrès de Paris du 16 avril 1856. Vous pourrez même ajouter que des recommandations expresses sont faites à nos croiseurs pour qu'ils continuent à user de tous les égards et de tous les tempéraments conciliables avec les intérêts légitimes du commerce neutre et la nécessité de prévenir l'importation en Chine de la contrebande de guerre.

JULES FERRY.

M. Jules Ferry à M. Patenôtre, Ministre de France en Chine, à Shanghai.

Paris, le 24 janvier 1885.

Le *modus vivendi* existant depuis plusieurs mois a été modifié à notre

désavantage par les instructions envoyées par le Gouvernement britannique à Singapore et à Hong-Kong pour faire exécuter plus rigoureusement les prescriptions du *Foreign enlistment act*. Dans cet état de choses, nous n'avons pas cru devoir tarder plus longtemps à revendiquer le plein exercice des droits de belligérants. L'Amiral Courbet recevra des ordres dans ce sens et pourra dorénavant exercer sur les neutres, en haute mer, les droits de visite et de capture. Il lui est seulement recommandé de garder vis-à-vis des intérêts légitimes du commerce étranger les ménagements conciliables avec les nécessités de la guerre.

Veuillez en informer votre Collègue à Tokio, pour qu'il avise le Gouvernement japonais.

JULES FERRY.

M. Jules Ferry à M. l'Amiral Peyron, Ministre de la Marine et des Colonies.

Paris, le 25 janvier 1885.

Monsieur l'Amiral et cher Collègue, conformément à la résolution prise hier en Conseil, j'ai invité notre Ambassadeur à Londres à notifier au Gouvernement anglais que la situation nouvelle faite à nos escadres dans les mers de Chine par une application plus rigoureuse des règles de la neutralité, nous déterminait à avancer l'heure que nous aurions choisie pour revendiquer le plein et entier exercice des droits reconnus aux belligérants par la loi internationale. — Vous trouverez ci-joint, avec ses annexes, copie de ma dépêche à M. Waddington. Comme vous le verrez, j'ai annoncé que des instructions conformes aux indications données dans cette dépêche, allaient être adressées aux commandants de nos escadres ; j'ai ajouté que des recommandations expresses leur seront faites pour qu'ils continuent à user de tous les égards et de tous les tempéraments conciliables avec les intérêts légitimes du commerce neutre et la nécessité de prévenir l'importation en Chine de la contrebande de guerre. Je vous serai reconnaissant de vouloir bien tenir compte de ces assurances dans les directions que vous adresserez à M. l'Amiral Courbet. Je vais de mon côté mettre nos Agents diplomatiques en mesure de faire connaître sans retard aux Puissances maritimes les modifications apportées dans le *modus vivendi* auquel nous avons cru pouvoir nous prêter jusqu'ici.

JULES FERRY.

M. Waddington à M. Jules Ferry.

Londres, le 1^{er} février 1885.

Monsieur le Ministre, j'ai reçu ce matin la réponse de lord Granville à la note que je lui avais remise le 29 janvier, relativement à l'exercice de nos droits de belligérants dans les mers de Chine. J'ai l'honneur de vous envoyer sous ce pli copie de ces deux documents.

WADDINGTON.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE DU 1^{er} FÉVRIER 1885.

M. Waddington à Lord Granville.

Londres, le 29 janvier 1885.

Monsieur le comte, il résulte de renseignements fournis au Gouvernement

de la République par ses consuls à Singapore et à Hong-Kong que des instructions viennent d'être adressées aux autorités coloniales anglaises de ces deux ports, en vue de prescrire une application plus rigoureuse du *Foreign enlistment act*. D'après les notifications faites eux agents français, les vaisseaux de guerre de la République n'auront plus la facilité de se réparer dans les ports coloniaux de la Grande-Bretagne; ils ne pourront non plus y faire du charbon, sinon dans une limite extrêmement restreinte.

Ces résolutions, dont mon Gouvernement n'entend nullement discuter la légitimité, impliquent une modification importante dans l'attitude que les ministres de la Reine avaient résolu d'observer provisoirement en l'état de notre conflit avec la Chine, et qui était indiquée avec précision dans les communications de Votre Excellence du 26 novembre dernier.

Il y était dit que « le Gouvernement de Sa Majesté Britannique considérait qu'il existait entre la France et la Chine un état de guerre *de facto et de jure* ». Toutefois il voulait tenir compte de ce fait « que le Gouvernement français, en vue d'atténuer les conséquences de la guerre en ce qui concerne les vaisseaux neutres, déclarait qu'il ne se proposait pas d'exercer le droit de visite ou de capture sur les vaisseaux neutres en pleine mer, droit qui lui appartient, afin de prévenir le transport de la contrebande de guerre à destination de la Chine ».

Dans cet état de choses, le gouvernement de la Grande-Bretagne « ne voulant pas aggraver la situation, déclarait, de son côté, que tant que les hostilités seraient limitées à certaines localités et qu'on n'entraverait pas les vaisseaux neutres en pleine mer, il s'abstiendrait d'émettre une proclamation de neutralité dans les formes ordinaires et d'exercer strictement les droits de neutralité vis-à-vis des navires des belligérants, dans les ports britanniques, et qu'il se bornerait à la mise en vigueur du *Foreign enlistment act* ».

Il s'était établi, à la suite de ces déclarations de Votre Seigneurie, une sorte de *modus vivendi*, qui a été observé durant les derniers mois et qui n'excluait pas la faculté pour les navires de guerre français de se ravitailler dans les ports des mers des Indes et des mers de Chine.

Les instructions qui viennent d'être envoyées aux autorités des possessions coloniales anglaises ont modifié profondément cet état de choses et donné au *Foreign enlistment act* une interprétation qui équivalait à une véritable déclaration de neutralité.

Les bâtiments de nos escadres ne devant plus trouver dans les ports étrangers les facilités qu'ils y ont rencontrées jusqu'à présent, il n'y a plus de raison pour qu'ils s'abstiennent de soumettre les navires neutres à une exacte surveillance. La situation nouvelle qui leur est faite détermine mon gouvernement à avancer l'heure qu'il aurait choisie pour revendiquer le plein et entier exercice des droits reconnus aux belligérants par la loi internationale. Des ordres en ce sens vont être adressés aux commandants des escadres de la République, et je suis chargé par M. Jules Ferry d'en faire part officiellement à Votre Excellence.

En prenant cette résolution, mon gouvernement entend d'ailleurs se conformer strictement aux règles de la déclaration du Congrès de Paris du 16 avril 1856.

Le parti auquel viennent de s'arrêter les ministres de la République n'implique d'ailleurs aucun changement dans nos sentiments pour le Cabinet de la Reine, dont nous nous plaignons à reconnaître la parfaite correction et les procédés bienveillants depuis le début de notre conflit avec la Chine. Pour bien marquer ces dispositions, des recommandations seront envoyées aux commandants des forces navales françaises, afin qu'ils continuent à user de tous les égards et de tous les tempéraments conciliables avec les intérêts légitimes du commerce britannique et la nécessité de prévenir l'importation en Chine de la contrebande de guerre.

WADDINGTON.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE DU 1^{er} FÉVRIER 1885.

Lord Granville, secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, à M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres.

Foreign Office, le 31 janvier 1885.

Monsieur l'ambassadeur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de la note du 29 courant, par laquelle Votre Excellence m'a fait savoir que le Gouvernement français, tout en reconnaissant pleinement la correction de l'attitude du Gouvernement de Sa Majesté en ce qui concerne la mise en vigueur du *Foreign enlistment act*, en vue des hostilités entre la France et la Chine, ne croit pas pouvoir renoncer plus longtemps à exercer la plénitude des droits accordés aux belligérants par la loi internationale, et que des instructions en ce sens vont être adressées aux commandants des forces navales françaises.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut pas contester le droit que possède le Gouvernement français de prendre toutes les précautions permises par la loi internationale contre le transport de la contrebande de guerre, et il prend note avec plaisir des assurances données par Votre Excellence que les commandants des forces navales françaises seront invités à exercer leur devoir à cet égard avec toute la modération possible et les tempéraments conciliables avec les intérêts légitimes du commerce britannique.

J'ai eu l'honneur d'exposer à Votre Excellence, dans notre dernière entrevue, les obligations imposées au Gouvernement britannique par le *Foreign enlistment act* et le sens des instructions qui ont été envoyées à ce sujet aux gouverneurs des colonies anglaises en Orient; il ne me reste plus qu'à donner à Votre Excellence l'assurance que le Gouvernement de Sa Majesté ne se propose d'apporter aucun changement à son attitude dans cette question, qui se borne maintenant, comme antérieurement, à la mise en vigueur de l'*Act* dont il s'agit.

GRANVILLE.

M. Roustan, Ministre de France à Washington, à M. Jules Ferry.

Washington, le 6 février 1885.

Monsieur le Ministre, j'ai reçu avant-hier soir la dépêche télégraphique par laquelle Votre Excellence m'invitait à donner avis au Gouvernement des Etats-Unis des nouvelles instructions que le Commandant en chef de nos forces navales dans les mers de Chine venait de recevoir du Gouvernement de la République. J'ai fait hier matin cette communication à M. Frelinghuysen en lui remettant une note dans laquelle j'expliquais en même temps les raisons qui nous avaient obligés à modifier les directions données jusqu'ici à nos opérations navales dans le but de ménager, autant que possible, les intérêts du commerce international.

J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, copie de la réponse du Secrétaire d'Etat à cette note. M. Frelinghuysen m'avait déjà dit qu'il allait donner avis de ces nouvelles dispositions au Commandant des forces navales américaines dans les mers de Chine.

ROUSTAN.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 6 FÉVRIER 1885.

M. Frelinghuysen, secrétaire des Etats-Unis, à M. Roustan, ministre de France à Washington.

(Traduction).

Washington, le 5 février 1885.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note, en date de ce jour,

par laquelle vous voulez bien me faire connaître les motifs qui forcent le Gouvernement français à anticiper sur le moment qu'il aurait choisi autrement pour revendiquer, dans la conduite des opérations hostiles contre la Chine, « le plein et entier exercice des droits que les lois internationales reconnaissent aux belligérants ». Je prends note, en conséquence, de la notification que vous me faites de la ferme intention du Gouvernement français d'observer scrupuleusement, vis-à-vis des neutres, les prescriptions du droit international et spécialement la déclaration du Congrès de Paris du 16 avril 1856; je prends note également de votre information portant que « des recommandations expresses ont été faites aux commandants des croiseurs français à l'effet de continuer d'user de tous les égards et de toute la modération compatibles avec les intérêts légitimes du commerce neutre et avec la nécessité d'empêcher l'importation en Chine de la contrebande de guerre ».

FRELINGHUYSEN.

**Le Comte d'Aunay, Ministre de France à Stockholm,
à M. Jules Ferry.**

Stockholm, le 10 février 1885.

Monsieur le Président du Conseil, conformément à vos instructions, j'ai fait savoir au Baron Hochschild que, par suite de l'application rigoureuse des règles de la neutralité dans les possessions anglaises de l'Extrême-Orient, nous nous sommes vus obligés de revendiquer le plein et entier exercice des droits reconnus aux belligérants par la loi internationale, et que des ordres en ce sens ont été adressés au Commandant en chef de nos forces navales dans les mers de Chine.

J'ai ajouté que notre ferme intention était d'observer scrupuleusement vis-à-vis des neutres les prescriptions du droit des gens, notamment celles de la Déclaration du Congrès de Paris du 16 avril 1856, et que nos croiseurs avaient été invités à user de tous les égards conciliables avec les intérêts des neutres et la nécessité de prévenir l'importation en Chine de la contrebande de guerre.

Le Ministre des Affaires étrangères s'est borné à prendre acte de cette communication.

D'AUNAY.

**M. Decrais, Ambassadeur de la République française près le Roi
d'Italie, à M. Jules Ferry.**

Rome, le 11 février 1885.

Conformément aux instructions contenues dans la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire, je me suis empressé de donner avis au Gouvernement royal des dispositions adoptées par le Gouvernement de la République à l'égard des navires neutres dans les mers de Chine. Le Ministre des Affaires étrangères vient de m'accuser réception de ma communication par une note dont je crois devoir vous transmettre ci-joint la copie.

DECREAIS.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 11 FÉVRIER 1885.

**M. Mancini, ministre des affaires étrangères à Rome, à M. Decrais,
ambassadeur de la République française près le roi d'Italie.**

Rome, le 8 février 1885.

Monsieur l'ambassadeur, par une lettre en date du 7 courant, Votre Excel-

lence m'a fait l'honneur de m'annoncer qu'en présence des ordres récemment envoyés par le gouvernement de la Grande-Bretagne aux autorités des possessions coloniales anglaises, en vue d'imposer aux navires français et chinois la stricte observation des règles de la neutralité, le Gouvernement de la République française a cru devoir revendiquer le plein et entier exercice des droits reconnus aux belligérants par la loi internationale, et vient par conséquent de donner des ordres en ce sens au commandant en chef des forces navales françaises dans les mers de Chine.

En me signalant ce nouvel état de choses, Votre Excellence veut bien m'assurer de la ferme intention du gouvernement français d'observer scrupuleusement vis-à-vis des neutres les prescriptions du droit des gens, et notamment de la déclaration du Congrès de Paris du 16 avril 1856. Elle a ajouté, à cette occasion, que des recommandations expresses avaient été adressées aux croiseurs français pour continuer à user de tous les égards et de tous les tempéraments conciliables avec tous les intérêts légitimes du commerce neutre et la nécessité de prévenir l'importation en Chine de la contrebande de guerre.

Je vous remercie, monsieur l'ambassadeur, de cette communication, dont je m'empresse de vous donner acte, et vous prie d'agréer, etc. MANGINI.

**Le Comte de Croy, Ministre de France à Copenhague,
à M. Jules Ferry.**

Copenhague, le 12 février 1885.

Ainsi que Votre Excellence m'y a invité par la dépêche qu'elle m'a fait l'honneur de m'adresser, j'ai fait savoir au Gouvernement danois que des ordres étaient donnés aux commandants de nos escadres dans les mers de Chine pour l'exercice vis-à-vis des neutres des règles reconnues par le droit des gens, et en particulier par la Déclaration du Congrès de Paris du 16 avril 1856.

Le Baron de Rosenorn-Lehn vient de me répondre, en prenant acte, au nom du Gouvernement royal, de cette communication, et il en porte la substance à la connaissance du public, par un avis inséré dans le *Berlinsk Tidende* de ce matin. R. DE CROY.

M. Jules Ferry à M. l'Amiral Peyron.

Paris, le 14 février 1885.

Monsieur l'Amiral et cher Collègue, vous m'avez transmis, à la date d'hier, un projet de télégramme que vous vous proposez d'envoyer à l'Amiral Courbet en réponse à sa demande de considérer le riz comme contrebande de guerre. Devant l'insistance de l'Amiral pour obtenir l'autorisation de saisir le riz sous pavillon neutre, j'ai soumis la question à un nouvel examen, dont le résultat a été qu'aucune règle formelle de droit des gens n'empêche de traiter accidentellement comme contrebande de guerre une denrée dont la privation pourra conduire l'ennemi à demander la paix. Dans ces conditions, nous ne devons pas, ce me semble, interdire l'emploi d'un moyen de guerre dont notre Ministre en Chine et le Commandant de nos forces navales s'accordent à reconnaître l'efficacité.

J'estime donc que vous pouvez répondre dès à présent à l'Amiral

Courbet qu'il sera autorisé à saisir le riz sous pavillon neutre. Je me réserve de faire les notifications nécessaires aux Puissances neutres.

JULES FERRY.

**Le Comte Goluchowski, Chargé d'Affaires d'Autriche-Hongrie
à Paris, à M. Jules Ferry.**

Paris, le 18 février 1885.

Conformément à un ordre qui vient de me parvenir, j'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence d'une note que M. l'Ambassadeur de la République française à Vienne a remise à M. le Comte de Kalnoky, au sujet de l'exercice, dans les mers de la Chine, des droits reconnus aux belligérants par la loi internationale.

Je suis chargé en même temps d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur et Roi, mon Auguste Maître, a pris acte de cette notification, en exprimant l'espoir que l'application des droits susmentionnés s'effectuerait avec tous les égards dus aux intérêts légitimes du commerce neutre.

GOLUCHOWSKI.

M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, aux Ambassadeurs et Agents diplomatiques de la République française.

Paris, le 20 février 1885.

Les conditions dans lesquelles notre conflit avec la Chine se poursuit actuellement nous ont déterminés à user du droit qui nous appartient, comme belligérants, de considérer et de traiter désormais le riz comme contrebande de guerre. Des ordres sont donnés aux commandants de nos forces navales pour que cette mesure soit mise à exécution à partir du 26 février ; je vous prie de vouloir bien le notifier au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, afin que le commerce neutre puisse en être avisé.

Vous recevrez incessamment des renseignements qui vous fixeront sur l'état du droit international en pareille matière et vous permettront de répondre aux questions dont vous pourriez être saisi. Je vous serai, d'ailleurs, obligé de me communiquer sans retard la réponse faite à votre notification et les observations auxquelles elle aurait donné lieu.

JULES FERRY.

M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, aux Ambassadeurs et Agents diplomatiques de la République française.

Paris, le 21 février 1885.

Je vous ai fait savoir, à la date d'hier, que le Commandant en chef de nos forces navales avait reçu l'ordre de considérer à l'avenir le riz comme contrebande de guerre. Je crois devoir compléter cette information par l'exposé des raisons qui nous ont amenés à prendre une semblable mesure.

Il n'est pas nécessaire de rappeler avec quel soin nous nous sommes appliqués, dès l'origine de notre conflit armé avec la Chine, à respecter autant que possible les intérêts des Puissances neutres. C'est pour ce motif que, pendant plusieurs mois, nous avons limité le champ des hostilités, et interdit, en même temps, à nos amiraux d'user à l'égard des neutres des droits de la guerre maritime, en dehors du cas de violation de blocus. Depuis lors, nous avons dû, en présence de l'attitude de la Chine, recourir à tous les moyens de coercition autorisés par les règles internationales, tout en ordonnant aux commandants de nos vaisseaux d'apporter, dans la pratique, les tempéraments compatibles avec les nécessités de la guerre. Nous apprenons aujourd'hui que de grandes expéditions de riz doivent partir prochainement de Shanghai pour se rendre dans le Nord de la Chine ; nos agents dans l'Extrême-Orient présentent la suspension de ces envois comme étant susceptible d'exercer une action efficace sur le Gouvernement de Pékin, et nous ne saurions nous dispenser d'y recourir, sous peine de nous priver de l'arme la plus puissante que les circonstances placent dans nos mains. Deux voies s'ouvraient à nous pour atteindre ce but : bloquer Shanghai et d'autres ports ouverts de la Chine, ainsi que nous en avions le droit incontestable, ou interdire le commerce du riz en le déclarant contrebande de guerre. Fidèles à notre système d'atténuer autant que possible pour les neutres les conséquences de la guerre, nous nous sommes arrêtés à ce dernier parti. Les sujets des Puissances neutres peuvent donc, quant à présent, continuer dans la plupart des ports de la Chine le commerce pacifique auquel ils s'y livrent, à la condition d'exclure de ce commerce tous les articles de contrebande de guerre, y compris le riz. Quant à notre droit de faire entrer cette denrée dans la catégorie des articles prohibés, il ne paraît pas contestable. A côté des objets constituant par leur nature même la contrebande de guerre, comme les armes, les munitions, etc., il en est d'autres dont le commerce peut être accidentellement prohibé en temps de guerre, par suite de l'utilité particulière qu'en retirent les belligérants. C'est ainsi que le charbon a pu, dans certaines circonstances, être considéré comme contrebande de guerre, bien qu'il ne contribue qu'indirectement à la poursuite des hostilités. Au surplus, vous trouverez ci-joint une note où sont exposées les considérations d'ordre juridique, dont vous auriez à vous inspirer si des explications vous étaient demandées.

JULES FERRY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 21 FÉVRIER 1885.

D'après la Déclaration de Paris du 16 avril 1856, dont le Gouvernement français s'est engagé à observer les prescriptions, « le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie à l'exception de la contrebande de guerre ». Il s'agit par conséquent de savoir si le riz est ou peut être déclaré contrebande de guerre.

On peut dire qu'actuellement encore les lois internationales ne consacrent aucune classification rigoureuse des objets qu'un belligérant est fondé à traiter comme contrebande de guerre. La théorie et la pratique sont d'accord pour comprendre sous cette désignation « les objets transportés à l'un des belligérants dans le but de faciliter les opérations militaires et dont il peut se servir pour faire la guerre ». Dans cette classe sont comprises, sans contestation possible, les armes et les munitions de guerre et tous autres objets qui, par leur nature même, sont d'un usage spécial à la guerre et servent directement à l'attaque ou

à la défense. Les instructions adressées aux commandants de nos forces navales, en donnent l'énumération suivante : « Bouches et armes à feu, armes blanches, projectiles, poudres et autres matières explosibles, salpêtre, soufre, objets d'équipement, de campement, de harnachement militaire et tous instruments et objets quelconques fabriqués à l'usage de la guerre ».

Mais, à côté de ces articles, il en est d'autres qu'un belligérant peut avoir un égal intérêt à intercepter, soit parce que son adversaire est en mesure de les approprier directement à la guerre, soit parce que la privation de tels approvisionnements le met hors d'état de continuer la lutte. Dans nos rapports avec la Chine, le riz fait incontestablement partie de cette seconde catégorie : par sa nature même, il n'est pas compris dans la contrebande de guerre proprement dite; mais peut-on l'y faire rentrer par une déclaration expresse comme contrebande *accidentelle*?

« Si, dit Grotius, je ne puis me défendre qu'en interceptant *les choses envoyées à mon ennemi, la nécessité me donnera le droit de le faire, à moins qu'une autre cause ne survienne* ».

Vattel est plus explicite : « Les choses, dit-il, qui sont d'un usage particulier pour la guerre et dont on empêche le transport chez l'ennemi, s'appelleront marchandises de contrebande. Tels sont les armes, les munitions..... les *vivres mêmes, en certaines occasions où l'on espère réduire l'ennemi par la faim* ».

Tous les auteurs qui ont écrit depuis lors sur la matière admettent qu'elle ne comporte pas de règle absolue. Cependant ils inclinent pour la plupart à restreindre autant que possible les droits des belligérants. Pinheiro Ferreira, se plaçant au point de vue de ces derniers, déclare *« qu'il est loisible à toute Puissance belligérante de déclarer comme contrebande de guerre les objets dont elle est sûre que la privation amènera l'ennemi à faire la paix ou ceux dont elle a les moyens de lui couper l'approvisionnement »*.

Les publicistes anglais James Reddie, Phillimore, Pratt, Moseley, enseignent que les belligérants peuvent comprendre dans la contrebande de guerre :

« Les objets qui, quoique l'on ne s'en serve pas généralement dans les vues de guerre, comme les *grains, la farine, les provisions de bouche*..., peuvent cependant venir en aide à ces desseins, particulièrement lorsqu'ils sont destinés à ravitailler et à secourir des armées ».

Le droit conventionnel et les législations intérieures des Etats ne fournissent pas d'éléments de décision plus précis que les dissertations des auteurs.

Un décret hollandais de 1689, rendu pendant la guerre contre le Portugal, classait parmi les articles prohibés : « *les grains, les farines, les viandes et en général toutes les céréales et les substances alimentaires* ».

Au XVIII^e siècle, le plus grand nombre des conventions qui ont trait à la matière limitent la prohibition aux armes et aux munitions de guerre; dans les temps plus rapprochés, de nombreuses conventions étendent bien au-delà la liste des prohibitions, tandis que d'autres stipulent pour les neutres une entière liberté de commerce. En 1793, le Gouvernement anglais expédia un ordre en Conseil qui enjoignait aux croiseurs d'avoir à s'emparer de tous les navires qu'ils rencontreraient *chargés de vivres* à destination de la France; mais cette mesure donna lieu à des réclamations. Il intervint entre l'Angleterre et les Etats-Unis une convention (1796) portant qu'en raison de la difficulté de préciser les cas dans lesquels les *provisions de bouche et autres articles analogues* constituaient réellement la contrebande de guerre, il était convenu que chaque fois que ces articles seraient capturés, il ne serait pas permis de les confisquer et que l'on indemniserait les propriétaires.

Dans le sens de la prohibition du commerce des vivres, on peut citer encore plusieurs ordonnances de l'Angleterre en 1689, en 1793. Mais ce qu'il importe surtout de retenir, c'est l'ensemble des Déclarations faites devant le Parlement anglais en 1870, lors de la discussion du *Foreign enlistment act*, et qui précisent l'opinion du Gouvernement britannique sur la matière. Il en résulte que la qualification des articles de contrebande de guerre n'est pas du ressort du droit

des gens, et que la question se rattache au domaine de la loi municipale ou interne. « Lorsqu'il prend lui-même part aux hostilités, soit directement, soit comme allié de l'un des belligérants, le Gouvernement anglais prétend devoir ne tenir compte que de ses lois municipales, et avoir la faculté d'édicter telles prohibitions qu'il juge utile pour atteindre le but de la guerre, et d'étendre ou de restreindre à son gré la liste des articles compris sous le nom général de contrebande de guerre¹ ».

Le 21 juillet 1870, M. Gladstone, répondant à une question posée à la Chambre des Communes, se refusait à définir les objets qui constituent la contrebande de guerre, « parce qu'une semblable définition serait une tâche trop difficile ». Il est, disait-il, des articles qui, « bien que d'une importance vitale dans la conduite des opérations belligérantes, ne peuvent être définis dans leur nature que par les circonstances du cas qui se présente ». En même temps, il citait une lettre du *Foreign Office*, du 18 mai 1859, d'où il résulte que la Cour des prises de l'Etat capteur est seule compétente pour décider si la marchandise saisie est ou non contrebande de guerre.

Les Cours d'amirauté de la Grande-Bretagne ont consacré cette doctrine par plusieurs arrêts et elles ont décidé notamment « que les souverains ont le droit de déclarer quelles sont les marchandises qui doivent être réputées contrebande et qu'ils ont de tout temps fait ainsi.

« Que les princes déclarent souvent contrebande des objets qui ne sont pas tels par leur nature, et qu'en cas pareil il doit en être donné notification aux autres souverains² ».

Des indications qui précèdent, on peut conclure tout au moins qu'aucune règle formellement consacrée par le droit des gens ne s'oppose à ce que le *ris* soit accidentellement traité comme contrebande de guerre. Des motifs suffisants, tirés des circonstances mêmes de la lutte engagée entre la France et la Chine, peuvent être invoqués à l'appui de la mesure prise par le Gouvernement de la République et notifiée par lui aux Puissances maritimes.

M. Waddington à M. Jules Ferry.

Londres, le 24 février 1885.

Hier, à la Chambre Haute, lord Granville, répondant à une question qui lui était posée par lord Dunraven, a fait une déclaration relative à la résolution du Gouvernement de la République d'exercer les droits de belligérant dans son conflit avec la Chine.

Aux termes de cette déclaration, le Gouvernement de la Reine ne compte pas modifier son attitude en présence du droit de visite que nous allons dorénavant exercer, et il considère que l'application du *Foreign enlistment act* prescrite au mois de novembre dernier assure suffisamment la neutralité de l'Angleterre vis-à-vis des belligérants.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence le texte de cette interpellation tel qu'il est publié par le *Times* de ce jour.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 24 FÉVRIER 1885.

Extrait du « Times » du 24 février 1885.

(Traduction).

Comte Granville. La France et la Chine n'ont pas fait de déclaration de guerre

1. *Le droit international* (livre IV), par M. Charles Calvo.

2. Pratt, *Law of contraband of war*.

formelle. Jusqu'en ces derniers temps, le Gouvernement français a soutenu qu'il n'était pas en guerre avec la Chine et que ses hostilités n'avaient que le caractère de représailles. Par conséquent, il déniait toute intention d'exercer le droit des belligérants, de rechercher les bâtiments neutres, et déclarait formellement que le blocus des ports de Formose, qu'il avait notifié, était un *blocus pacifique* et non un *blocus de belligérants*, mais que tout bâtiment neutre qui violerait ce blocus serait capturé. Il était impossible au Gouvernement de Sa Majesté d'accepter ces vues, et, d'autre part, il lui répugnait de faire une démarche quelconque qui pût aggraver sans profit la situation en ce qui concernait tant nos propres droits que ceux des neutres et aller au-delà des désirs des belligérants. C'est pourquoi il fit savoir au Gouvernement français que, dans son opinion, il existait en Chine un état de guerre qui lui imposait l'obligation de faire exécuter les dispositions du *Foreign enlistment act*, qu'il reconnaissait le blocus de Formose, mais seulement comme un blocus de belligérants, et que tant que les hostilités se borneraient à certaines localités et que des navires neutres seraient respectés dans les hautes mers, le Gouvernement de Sa Majesté ne jugerait pas nécessaire de prendre d'autres mesures quelconques pour faire observer leur neutralité en dehors de l'observation du *Foreign enlistment act*. Cela se passait en novembre dernier; la décision du Gouvernement de Sa Majesté fut communiquée aux gouverneurs des possessions britanniques dans l'Orient. A la suite des plaintes récentes du Ministre de Chine en ce pays, qui fit valoir que le *Foreign enlistment act* n'avait pas été strictement observé à Hong-Kong quant à la réparation et l'équipement des bâtiments français, il fut jugé nécessaire d'envoyer des instructions spéciales aux gouverneurs des colonies orientales pour les guider dans l'exécution de ce qu'avait décidé le Gouvernement de Sa Majesté. Ces instructions ne modifiaient en quoi que ce fût, ni l'attitude du Gouvernement de Sa Majesté, ni la décision qu'il avait prise en octobre dernier et qu'on avait fait connaître depuis au Gouvernement français. Quoi qu'il en soit, celui-ci vient de juger qu'il était nécessaire d'exercer le droit de visite en haute mer, afin d'intercepter la contrebande de guerre à destination des ports chinois; et, comme la prohibition de l'exportation de munitions de guerre de ports neutres n'est pas une obligation imposée par le droit des gens, il est naturel que le Gouvernement français ait recours au remède que ce droit fournit aux belligérants. En même temps il a assuré au Gouvernement de Sa Majesté que le droit de recherche sera exercé par lui vis-à-vis des neutres avec tous les égards et la circonspection que pourraient permettre les circonstances. Le Gouvernement de Sa Majesté ne croit donc pas nécessaire pour le moment de modifier sa décision de novembre dernier, laquelle garantit une mesure de neutralité juste et égale aux deux belligérants, ainsi que la scrupuleuse observation de la loi britannique.

M. Jules Ferry aux Ambassadeurs et Agents diplomatiques
de la République française.

Paris, le 24 février 1885.

Par ma dépêche du 20 de ce mois, je vous ai fait savoir que les conditions particulières dans lesquelles nous nous trouvons vis-à-vis de la Chine nous ont déterminés à classer le riz parmi les articles de contrebande de guerre. Décidés à n'appliquer cette mesure que dans les limites rigoureusement nécessaires pour atteindre le but que nous poursuivons, nous avons reconnu depuis lors qu'il était possible d'en restreindre, quant à présent du moins, la portée, dans l'intérêt du commerce des neutres. Les expéditions de riz à destination de Canton et des ports du Sud de la Chine pourront être continuées librement après comme avant la date du 26 février. Celles-là seulement qui sont destinées aux ports

situés au Nord de Canton seront dès à présent interdites et, par conséquent, soumises au droit de capture.

Je vous prie de vouloir bien donner avis de cette décision au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

JULES FERRY.

M. de Laboulaye, Ministre de France à Lisbonne,
à M. Jules Ferry.

Lisbonne, le 25 février 1885.

Je n'ai pas manqué de notifier au Gouvernement portugais, à la date du 12 et du 23 février, les mesures par lesquelles nous avons décidé de revendiquer dans les mers de Chine le plein exercice des droits reconnus aux belligérants, et de considérer le riz comme contrebande de guerre. Par une lettre du 24 courant, M. Barboza du Bocage m'a accusé réception de ces deux notifications.

LABOULAYE.

Le Baron de Courcel, Ambassadeur de la République française
à Berlin, à M. Jules Ferry.

Berlin, le 22 février 1885.

Le *Journal officiel* de l'Empire d'Allemagne a publié hier soir l'avis que je vous ai précédemment annoncé et dont l'objet est de porter à la connaissance du commerce allemand la décision, prise par le Gouvernement de la République française, d'exercer désormais le droit de visite à l'égard des neutres, pour la répression de la contrebande de guerre dans les mers de Chine.

La publication faite par les soins de la Chancellerie allemande reproduit la communication que j'ai adressée, suivant vos instructions, au docteur Busch, Sous-Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères. Cette reproduction est précédée d'un avertissement sommaire, dont voici la traduction.

« Par le présent avis il est signalé à l'attention des armateurs et navigateurs allemands que le Gouvernement de la République française, conformément à la communication officielle qui suit, a l'intention d'exercer effectivement, à partir du présent moment et pendant la durée des hostilités avec la Chine, les prérogatives qui appartiennent en vertu du droit des gens aux Puissances belligérantes, notamment le droit de visiter les navires neutres dans les eaux chinoises. »

COURCEL.

Le Baron de Courcel à M. Jules Ferry.

Berlin, le 24 février 1885.

J'ai eu l'honneur de transmettre à Votre Excellence le texte de la publication officielle allemande relative à l'exercice du droit de visite revendiqué à l'égard des neutres par les escadres françaises dans les mers de Chine. Je m'empresse de vous adresser ci-joint, pour faire suite à cet envoi, le texte et la traduction d'un nouvel avis inséré au *Journal officiel* de l'Empire allemand. Par cette communication, le Gouvernement Impérial prévient les navigateurs allemands que le riz sera traité

comme contrebande de guerre par les commandants des forces navales françaises dans les mers de Chine.

La feuille officielle ajoute une liste non limitative des objets qui constituent la contrebande de guerre.

COURCEL.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 24 FÉVRIER 1885.

Extrait du « Journal officiel » de l'Empire allemand.

(Traduction).

Pour faire suite à la publication contenue dans le n° 45 du *Journal officiel* de l'Empire allemand et de l'Etat prussien du 21 de ce mois, nous attirons l'attention des armateurs et des marins allemands sur la nouvelle communication dont le texte suit. Aux termes de cette communication, le Gouvernement de la République française considérera le riz comme contrebande de guerre pendant la durée des hostilités avec la Chine.

Le Gouvernement français s'est trouvé amené, par suite des conditions particulières dans lesquelles se poursuivent les hostilités entre la France et la Chine, à considérer le riz, comme article de contrebande de guerre.

Des ordres ont été donnés en conséquence pour qu'à partir du 26 février les commandants des forces navales françaises traitent le transport du riz comme transport de contrebande.

L'Ambassadeur de France est chargé de donner avis de cette mesure au gouvernement impérial allemand, afin qu'elle puisse être notifiée en temps utile aux commerçants et à toutes les parties intéressées.

Les objets qui, outre le riz, seront particulièrement traités comme contrebande de guerre par la France sont : les armes à feu, les armes blanches, les flèches et armes de trait, la poudre de guerre et autres matières explosibles, le salpêtre, le soufre et les objets de toutes sortes employés à la guerre.

**M. Waddington, Ambassadeur de la République française
à Londres, à M. Jules Ferry.**

Londres, le 28 février 1885.

Le Comte Granville vient de répondre aux communications que je lui ai adressées pour lui notifier, en conformité avec vos instructions, que le Gouvernement de la République avait décidé de classer le riz parmi les articles de contrebande de guerre, pendant la durée de notre conflit avec la Chine, tout en limitant actuellement l'application de cette décision aux importations destinées aux ports situés au nord de Canton.

Il résulte de la réponse du Principal Secrétaire d'Etat, dont Votre Excellence trouvera ci-joint copie, que le Gouvernement de la Reine ne nous reconnaît pas le droit de prendre, au sujet du riz, une mesure d'un caractère général, et qu'à ses yeux nous ne saurions être fondés à proscrire l'importance en Chine de cette denrée sous pavillon neutre, que dans les cas où elle paraîtrait destinée au ravitaillement des flottes ou des armées ennemies.

Je ne manquerai pas, pour réfuter la doctrine qui nous est opposée, de me servir des arguments que vous avez bien voulu me signaler, en particulier par votre télégramme d'hier au soir ; je serai d'ailleurs reconnaissant à Votre Excellence de me faire part des observations que lui inspirerait la lecture de la note du Comte Granville.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 28 FÉVRIER 1885.

Lord Granville, secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, à M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres.

Foreign Office, le 27 février 1885.

J'ai l'honneur d'accuser réception des notes de Votre Excellence en date des 20 et 24 courant. Vous faites savoir : dans la première, qu'en vue des conditions sous lesquelles la guerre est faite aujourd'hui avec la Chine, le Gouvernement de la République française a l'intention de traiter d'une façon générale le riz comme contrebande de guerre ; dans la seconde, que l'on ne traitera ainsi que les cargaisons de riz destinées à des ports chinois au Nord de Canton, mais qu'on accordera la liberté de passage à celles qui seront à destination de Canton et des ports chinois du Sud.

Je regrette d'avoir à vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté se trouve dans la nécessité d'élever des objections contre la mesure proposée, attendu qu'il ne peut admettre que le fait de traiter des provisions en général comme contrebande de guerre soit compatible avec le droit et la pratique des nations et avec les droits des neutres.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne conteste pas que, dans certaines circonstances particulières, des provisions puissent acquérir ce caractère, par exemple si elles devaient être consignées directement à la flotte d'un belligérant ou à un port dans lequel cette flotte serait au mouillage, ou bien s'il existait des faits de nature à faire naître la présomption que ces provisions sont destinées au ravitaillement de la flotte ennemie.

Dans ce cas, on ne conteste pas que le belligérant serait en droit de saisir les provisions comme contrebande de guerre en se basant sur le fait qu'elles permettraient la continuation des opérations militaires.

Mais le Gouvernement de Sa Majesté ne peut admettre que, si ces provisions étaient consignées au port d'un belligérant (lors même qu'il s'agirait d'un port d'armement), elles puissent pour cette raison être considérées nécessairement comme contrebande de guerre.

Le Gouvernement de Sa Majesté est d'avis que le point essentiel à définir est de savoir s'il existe des circonstances relatives à une cargaison particulière quelconque ou à sa destination, qui permettent d'écarter la supposition que des articles de cette nature ont pour destination l'usage ordinaire de la vie, et de démontrer à première vue et à tout événement, qu'ils sont destinés à un usage militaire. Cette définition pourtant n'est pas faite dans la note de Votre Excellence relativement à la destination du riz ou aux buts auxquels on entend l'appliquer.

En conséquence, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté ne peut donner son assentiment au droit du Gouvernement de la République française de déclarer que le riz est, d'une façon générale, contrebande de guerre s'il est transporté à un port quelconque au Nord de Canton.

Veuillez me permettre d'ajouter que, dans aucun cas, le Gouvernement de Sa Majesté ne pourrait acquiescer au passage de la note de Votre Excellence où il est dit que la notification en question aura son effet à partir du 26 du mois courant, attendu que beaucoup de navires chargés de riz peuvent avoir déjà commencé leur voyage.

GRANVILLE.

Le Comte Goluchowski, Chargé d'Affaires d'Autriche-Hongrie à Paris, à M. Jules Ferry.

Paris, le 1^{er} mars 1885.

M. le Comte Foucher de Careil a adressé, sous la date du 22 février dernier, une note au Cabinet de Vienne pour l'informer que le Gouver-

nement de la République française avait décidé de considérer et de traiter désormais le riz comme contrebande de guerre.

Je suis chargé de vous accuser réception de cette communication, en m'acquittant par la présente des ordres que j'ai reçus à cet effet, J'ai l'honneur, etc.

GOLUCHOWSKI.

M. Decrais, Ambassadeur de la République française près S. M. le Roi d'Italie, à M. Jules Ferry.

Rome, le 2 mars 1885.

Je n'avais pas manqué de porter à la connaissance du Ministre des Affaires étrangères la décision prise par le Gouvernement de la République d'user du droit qui lui appartient comme belligérant, en considérant et en traitant le riz à destination des ports chinois comme contrebande de guerre.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie de la lettre que M. Mancini vient de m'adresser en réponse à ma communication.

DECRAIS.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 2 MARS 1885.

M. Mancini à M. Decrais.

Rome, le 23 février 1885.

Je reçois et je prends acte de la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser, le 23 de ce mois, pour m'informer que le Gouvernement de la République ayant décidé de considérer et de traiter le riz comme contrebande de guerre, des ordres avaient été donnés aux commandants des forces navales françaises pour que cette mesure fût mise à exécution à partir du 26 février. Le Ministère royal de la marine aura soin de porter cette décision du Gouvernement français à la connaissance de la marine italienne. Comme il me paraît qu'il s'agit d'un cas nouveau, je me propose de soumettre la question de principe à l'examen du Conseil du contentieux diplomatique.

MANCINI.

M. Legrand, Ministre de France à La Haye, à M. Jules Ferry.

La Haye, le 2 mars 1885.

Monsieur le Président du Conseil, je m'étais empressé de faire savoir au Gouvernement du Roi que les conditions particulières dans lesquelles nous nous trouvons vis-à-vis de la Chine avaient déterminé le Gouvernement de la République à classer le riz parmi les articles de contrebande de guerre ; mais que, décidés à n'appliquer cette mesure que dans les limites strictement nécessaires pour atteindre le but que nous poursuivons, nous n'avions l'intention, quant à présent, que d'interdire les expéditions de riz destinées aux ports chinois situés au nord de Canton.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie de la lettre par laquelle M. de Villebois m'accuse réception de mes communications et m'annonce qu'il a pris les mesures nécessaires pour que le commerce néerlandais soit averti des décisions du Gouvernement de la République et puisse s'y conformer.

L. LEGRAND.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 2 MARS 1885.

M. de Villebois à M. Legrand.

La Haye, le 26 février 1885.

Monsieur le ministre, je m'empresse de vous accuser réception de vos dépêches du 21 courant et d'hier, par lesquelles vous avez bien voulu m'informer que les conditions dans lesquelles le conflit de la France avec la Chine se poursuit actuellement ont déterminé le Gouvernement de la République à user de son droit comme belligérant de considérer et de traiter désormais le riz comme contrebande, mais que la prohibition des expéditions du riz en Chine serait restreinte, quant à présent, à celles destinées aux ports chinois situés au Nord de Canton.

Les avis nécessaires ont été immédiatement insérés au *Journal Officiel* et communiqués à nos agents diplomatiques et consulaires, afin que nos nationaux, informés de la chose, puissent se conformer aux mesures qui sont la conséquence de la résolution du Gouvernement de la République. VILLEBOIS.

**Le Comte d'Aunay, Ministre de France à Stockholm,
à M. Jules Ferry.**

Stockholm, le 6 mars 1885.

La réponse que le Cabinet de Stockholm a faite à la communication par laquelle je l'informais de notre intention de traiter le riz comme contrebande de guerre m'est parvenue ce matin seulement, et je m'empresse d'en adresser, ci-joint, une copie à Votre Excellence.

Ainsi que vous le verrez, le Gouvernement des Royaumes-Unis ne croit pas pouvoir classer les vivres parmi les objets envisagés comme contrebande de guerre. Il fonde son opinion dans la question sur les déclarations suédoises, ainsi que sur les lettres-patentes norvégiennes de 1854 et 1855, qui, pour lui, ont force de loi. Ces documents étant conçus dans des termes à peu près identiques, je me bornerai à vous envoyer ci-joints ceux qui sont relatifs à la Suède. D'AUNAY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 6 MARS 1885.

Le baron Hochschild, ministre des affaires étrangères des Royaumes-Unis de Suède et Norvège, au comte d'Aunay.

Stockholm, le 4 mars 1885.

Par la note que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 23 février dernier, vous avez notifié au Gouvernement du Roi que le Gouvernement français vient de déclarer le riz contrebande de guerre, et que des ordres ont été donnés aux commandants des forces navales françaises pour que cette mesure fût mise à exécution à partir du 26 du mois dernier.

En vous accusant réception de cette communication, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement du Roi, en vertu des déclarations suédoises des 8 avril 1854 et 13 septembre 1855, et des lettres-patentes norvégiennes des 15 mars, 17 mai 1854 et 29 septembre 1855, comprend sous la dénomination de contrebande de guerre les objets suivants : canons, mortiers, armes de toutes espèces, pistolets, bombes, grenades, boulets, pierres à feu, mèches, poudre, salpêtre, soufre, cuirasses, piques, ceinturons, gibernes, selles et brides, plomb en plaques, en masse ou en quelque forme que ce soit, ainsi que tous les objets fabriqués pouvant servir directement à l'usage de la guerre.

Lesdites déclarations et patentes royales, qui se trouvent d'accord avec l'or-

donnance royale de la marine française de 1681 et avec le droit des gens tel qu'il a été établi par les traités dans lesquels la France a spécifié ce qui constitue la contrebande de guerre, n'admettent pas les vivres au nombre des marchandises de contrebande de guerre.

HOCHSCHILD.

**Le Baron des Michels, Ambassadeur de la République française
à Madrid, à M. Jules Ferry.**

Madrid, le 3 mars 1885.

J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence la traduction de la lettre par laquelle le Ministre d'Etat a accusé réception de la note que lui avait adressée M. Belle, pour notifier au Gouvernement royal notre résolution de considérer le riz comme contrebande de guerre dans les mers de Chine au nord de Canton.

DES MICHELS.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 7 MARS 1885.

**M. le marquis del Pazo de la Merced, ministre d'Etat, à M. Belle,
chargé d'affaires de France à Madrid.**

Madrid, le 3 mars 1885.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de vos notes des 23 et 28 du mois dernier, dans lesquelles vous voulez bien porter à ma connaissance que votre Gouvernement, en vue des conditions spéciales des opérations navales dans les mers de Chine, avait cru devoir comprendre le riz parmi les marchandises qui constituent la contrebande de guerre; mais que, désirant atténuer autant que possible les préjudices causés au commerce neutre, cette résolution ne serait mise à exécution, au moins pour le moment, qu'à l'égard des expéditions de riz destinées aux ports chinois situés au nord de Canton, lesquelles sont dès maintenant prohibées et sujettes à capture, tandis que celles qui sont destinées à Canton et aux ports du Sud peuvent s'effectuer avec entière liberté, aussi bien avant qu'après le 26 dudit mois de février, jour fixé pour la mise à exécution de la résolution du Gouvernement de la République.

DEL PAZO DE LA MERCED.

M. Jules Ferry à M. Waddington.

Paris, le 7 mars 1885.

Vous avez bien voulu, à la date du 28 février, me transmettre copie de la réponse du Gouvernement anglais à la notification que vous avez été chargé de lui faire de notre intention de considérer le riz comme article de contrebande de guerre, dans notre conflit actuel avec la Chine. Dans cette réponse, le chef du Foreign Office ne conteste pas qu'à côté des objets qui par leur essence constituent la contrebande de guerre, il y en ait d'autres, comme les denrées et les approvisionnements, auxquels on peut, à titre exceptionnel, étendre la même qualification, par suite de leur destination et de l'utilité qu'en retirent les belligérants. Le Comte Granville estime toutefois qu'une pareille extension ne peut être admise que dans des cas spéciaux, déterminés par des circonstances particulières, dont il prend soin d'indiquer la nature, et ne peut pas être déclarée d'une manière générale.

La doctrine qui, à côté de la contrebande de guerre par nature, admet la contrebande de guerre par destination est professée depuis longtemps en Angleterre. C'est ainsi que l'attorney général appelé, à la séance de la Chambre des Communes du 30 mars 1854, à prendre la parole sur ce sujet, après avoir reconnu que la détermination des objets de contrebande de guerre est une des questions les plus difficiles et les plus compliquées du droit des gens, s'exprimait ainsi : « On peut en général classer la contrebande de guerre sous les deux rubriques suivantes : 1° les articles qui, par leur nature, servent directement à la guerre, comme les armes et munitions ; 2° les articles qui sont susceptibles de servir indirectement à la guerre, en permettant la continuation des hostilités, comme les *provisions*. »

Amenés par des nécessités impérieuses à faire une application de cette doctrine, nous devons croire que nous ne rencontrerions pas d'objections de principe chez le Gouvernement anglais. Le seul point sur lequel nous nous séparons est l'appréciation des circonstances qui peuvent autoriser à ranger le riz parmi les articles de contrebande. A cet égard même, nous avons lieu de penser qu'aucune divergence de vues ne s'élèverait entre l'Angleterre et nous. Il semble que, jusqu'à présent, les hommes d'Etat britanniques s'étaient abstenus de préciser eux-mêmes les circonstances qui autorisent les belligérants à pratiquer la saisie des marchandises qualifiées accidentellement de contrebande de guerre, comme le charbon par exemple.

Telle a été notamment l'attitude de M. Gladstone, à la séance de la Chambre des Communes du 22 juillet 1870, où il a été conduit à citer à l'appui de son opinion une lettre officielle de lord Malmesbury, datée du 18 mai 1859, et qui contient le passage suivant : « Je dois déclarer que la proclamation de Sa Majesté ne spécifie point et ne pouvait en réalité spécifier quels articles sont ou ne sont point contrebande de guerre, et que les passages se rapportant à la contrebande de guerre n'ont pas pour but d'empêcher l'exportation du charbon, ni d'aucun autre article, mais simplement d'avertir les sujets de Sa Majesté que s'ils transportent, pour l'usage d'un des belligérants, des articles réputés contrebande de guerre et que leur propriété soit saisie par un des belligérants, le Gouvernement de Sa Majesté ne prendra pas sur lui d'intervenir en leur faveur contre une saisie de guerre, ou contre ses conséquences. Je dois ajouter que le tribunal des prises du pays qui aura fait la saisie est compétent pour juger, etc ». Plus récemment M. Bourke, au mois de mai 1877, confirmait cette manière de voir en déclarant que des objets, autres que les armes et munitions, « qui peuvent dans certains cas être employés dans les opérations militaires, ont été considérés comme contrebande de guerre suivant leur destination et d'autres circonstances dont le Conseil des prises est juge. »

Ce sont les circonstances particulières dans lesquelles se poursuivent les hostilités contre la Chine qui nous ont déterminés à prendre la décision à la suite de laquelle le Comte Granville a cru devoir présenter des réserves. Ces circonstances, dont nous sommes les meilleurs juges, je n'ai pas à vous les rappeler ici. J'ai déjà eu l'occasion de vous signaler que l'importation du riz dans l'alimentation des populations et des armées chinoises ne nous permettait pas d'en autoriser le transport dans le nord de la Chine, sous peine de nous priver d'un des procédés de

coercition les plus puissants qui soient à notre disposition. Nous pouvions atteindre ce but, sans arrêter les vaisseaux neutres en pleine mer, en déclarant le blocus des ports chinois ouverts au commerce étranger ; mais une mesure de ce genre aurait eu pour les intérêts des neutres des conséquences désastreuses, auxquelles il nous répugnait d'exposer les Puissances amies. Nous avons pensé qu'il serait plus avantageux pour tous de laisser les trafiquants étrangers continuer leur commerce pacifique dans les mers de Chine, à la seule exception du commerce du riz, et il nous a semblé qu'en l'état du droit des gens sur la matière rien ne nous interdisait d'arriver au double but que nous poursuivons, — nuire le plus possible à l'ennemi et le moins possible aux neutres, — en déclarant que le riz serait traité par nous comme un article de contrebande de guerre. Au surplus, la décision définitive, conformément à l'opinion de lord Malmesbury et de M. Bourke, appartiendra, s'il y a lieu, au Conseil des prises, séant à Paris, qui ne manquera pas de tenir compte de toutes les circonstances qui pourraient être indiquées en faveur des propriétaires des cargaisons saisies.

Je vous prie de vouloir bien vous inspirer des indications qui précèdent pour répliquer à la note du Comte Granville du 27 février.

JULES FERRY.

M. Jules Ferry à M. Waddington.

Paris, le 13 mars 1885.

Monsieur, les indications contenues dans ma lettre du 6 de ce mois vous auront permis d'établir que notre résolution de traiter le riz comme contrebande de guerre n'a rien que de conforme aux doctrines soutenues par les hommes d'Etat du Royaume-Uni jusque dans ces dernières années. Il en ressort, en même temps, cette conclusion que, dans les conditions actuelles de notre conflit avec la Chine, la détermination à laquelle nous nous sommes arrêtés est moins préjudiciable au commerce neutre que d'autres mesures auxquelles nous aurions pu recourir légitimement.

A ces considérations vous pouvez en ajouter une autre qui rentre dans l'ordre d'idées où lord Granville s'est placé dans sa communication du 27 février. Le gouvernement de Sa Majesté est d'avis que, pour attribuer aux *provisions* le caractère de contrebande de guerre, le point essentiel est de savoir s'il existe des circonstances qui démontrent que ces articles ne sont pas seulement destinés à l'usage ordinaire de la vie, mais qu'ils doivent être affectés à un usage militaire. A ce point de vue même, vous rappellerez que le plus grand nombre des chargements de riz exportés des ports chinois du sud vers le nord, ceux-là mêmes dont le départ imminent de Shanghai nous était signalé par l'amiral Courbet il y a quelques semaines, représentent le montant de l'impôt en nature, ou tribut, que les gouverneurs de province envoient chaque année à la cour de Pékin. On sait, d'autre part, que les soldats des armées impériales chinoises reçoivent une partie de leur solde en versements de riz et que le tribut des provinces est précisément affecté à cet emploi. On peut dire, par suite, que les circonstances prévues dans la communication de lord Granville se trouvent réunies, et que les cargaisons de riz expédiées des ports du sud sont destinées à un usage militaire, outre qu'elles peuvent

être considérées comme propriété de l'Etat ennemi et susceptibles de capture à ce titre. Dans ces conditions, tout au moins, le gouvernement de la Reine admettra que rien ne s'oppose à ce que le riz soit traité comme contrebande de guerre, et il ne fera pas non plus difficulté de reconnaître que le soin d'apprécier, d'après les circonstances, la légitimité et les conséquences des saisies qui viendraient à être opérées, appartient exclusivement au Conseil des prises. Jules FERRY.

Comte Granville à M. Waddington (1).

Foreign office, 4 avril 1884.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note du 10 dernier contenant des nouvelles observations relatives à la prétention du gouvernement français de traiter comme contrebande de guerre les cargaisons de riz à destination des ports chinois au nord de Canton.

Je demande la permission de vous dire, en réponse, que le gouvernement de Sa Majesté ne conteste pas la correction générale du point de vue où s'est placé le gouvernement de la République en soutenant que c'est aux Cours des prises à décider en premier ressort de la légalité des prises ; mais une telle décision, pour être obligatoire pour les puissances neutres, doit être d'accord avec les règles et principes du droit international ; et le gouvernement de Sa Majesté se croit obligé de réserver ses droits en protestant contre la doctrine qu'il appartient au bel-ligérant de décider ce qui est et ce qui n'est pas contrebande de guerre, sans avoir égard aux droits fondés des neutres.

Depuis que j'ai reçu la note de Votre Excellence à laquelle je réponds ici, mon attention s'est portée sur une dépêche de M. Ferry du 13 mars, publiée à la page 41 des Documents Parlementaires sur les affaires de Chine récemment distribués au Chambres françaises¹, dans laquelle de nouveaux arguments ont été produits pour soutenir la prétention de votre gouvernement. Il est dit que quelques-uns des chargements de riz destinés à la Chine ont le caractère d'un tribut à la Cour de Pékin, et que, dans ces conditions au moins, le gouvernement de Sa Majesté admettra que de tels chargements sont sujets à saisie comme contrebande de guerre.

Je crois devoir vous faire observer, Monsieur l'Ambassadeur, afin de prévenir tout malentendu, que la saisie de tels chargements sous pavillon neutre est incompatible avec la Déclaration de Paris, qui décide que le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie à l'exception de la contrebande de guerre, et que le gouvernement de Sa Majesté adhère, de tout point, aux vues de ma note du 27 février dernier, où je protestais contre le traitement du riz comme contrebande de guerre, et qu'il ne se considère pas comme lié par la décision de quelque Conseil des prises qui soutiendrait une doctrine contraire. GRANVILLE.

1. Dépêche extraite du *Livre Bleu*.

2. Voyez la dépêche précédente.

Le comte de Croy, ministre de la République française à Copenhague, à M. Jules Ferry, Président du Conseil, ministre des affaires étrangères.

Copenhague, le 18 mars 1885.

Conformément aux instructions contenues dans les dépêches de Votre Excellence en date des 21 et 24 février dernier, la légation a fait part au gouvernement royal de la résolution prise par le gouvernement de la République française de considérer le riz comme contrebande de guerre dans les mers de Chine.

J'ai l'honneur de vous envoyer sous ce pli copie de la réponse que vient de m'adresser le baron de Rosenorn Lehn.

Vous trouverez également ci-jointe la traduction d'un avis qui a été publié ce matin dans le journal *Berlingske Tidende*. **CROY.**

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE DU 18 MARS 1885.

Le baron de Rosenorn-Lehn, ministre des affaires étrangères, au comte de Croy.

Copenhague, le 16 mars 1885.

Monsieur le comte, j'ai reçu les deux notes que M. le comte de Kergorlay m'a fait l'honneur de m'adresser le 24 et le 27 du mois dernier et par lesquelles il me notifie que le Gouvernement de la République française, se considérant comme étant en état de guerre avec la Chine, a déterminé de traiter le riz comme contrebande de guerre; que voulant toutefois restreindre la portée de cette mesure dans l'intérêt du commerce des neutres, il a décidé que seulement les expéditions de riz destinées aux ports chinois situés au nord de Canton seront dès à présent interdites et par conséquent soumises au droit de capture.

En réponse à cette communication, j'ai l'honneur de vous prier, Monsieur le comte, de vouloir bien informer le Gouvernement français que celui du Roi ne peut pas reconnaître à un belligérant le droit de traiter comme contrebande de guerre une substance alimentaire comme l'est le riz, à moins qu'elle ne soit expédiée directement à l'armée ennemie ou à une ville assiégée. Ce principe est conforme aux traditions que le Gouvernement du Roi a suivies de tout temps et, jusqu'ici, avec la pleine approbation de la France. Il est en outre formellement stipulé entre le Danemark et la France, dans le traité de commerce du 23 août 1742, renouvelé par la Convention additionnelle du 9 février 1842, attendu que l'article 27 de ce traité porte expressément que sous le genre de marchandises de contrebande ne seront compris en aucune manière les froments, blés, et en général les articles alimentaires. Comme, toutefois, la part que prend la navigation danoise aux expéditions de riz à destination des ports de la Chine est de peu d'importance, et comme, de l'autre côté, le Gouvernement français peut avoir (1) à empêcher, dans les conjectures présentes, toute expédition de ce genre, le Gouvernement du Roi, afin de donner une nouvelle preuve de ses sentiments amicaux envers la France, ne se refusera pas à admettre que la mesure qui interdit les expéditions de riz destinées aux ports chinois situés au nord de Canton, soit appliquée à la marine marchande danoise.

En admettant cette fois, et par exception, une mesure qui défend l'importation du riz dans l'Empire de Chine, le Gouvernement du Roi fait cependant des réserves expresses dans ce sens, que ce fait ne pourra en aucune manière servir plus tard de précédent, mais que, sous ce rapport, le Gouvernement du Roi entend conserver entière sa liberté d'action.

1. Il y a évidemment quelques mots omis, probablement des raisons particulières ou d'autres analogues.

En second lieu, il demeure entendu que, si pour une raison ou une autre, la mesure prohibitive dont il s'agit n'est pas appliquée par le Gouvernement français aux marines marchandes de toutes les nations neutres sans exception, le Gouvernement du Roi retire *ipso facto* son consentement libre à ce que la mesure puisse s'appliquer à la marine marchande danoise.

ROSENORN-LEHN.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE DU 18 MARS 1885.

La Légation de France a annoncé officiellement au Ministère des affaires étrangères que le Gouvernement français, par suite des conditions dans lesquelles les hostilités entre la France et la Chine se trouvent actuellement, a résolu de traiter le riz comme contrebande de guerre, et donné à ses chefs d'escadre des ordres pour mettre cette mesure à exécution à dater du 26 du mois précédent. Suivant une communication subséquente de la même légation, le riz ne sera toutefois considéré comme contrebande de guerre qu'autant que les expéditions en seront destinées à des ports chinois situés au nord de Canton, tandis que celles destinées à Canton même ou aux ports situés au Sud de Canton ne seront pas atteintes par cette interdiction.

Ministère des affaires étrangères, le 17 mars 1885.

M. Jules Ferry, au comte d'Aunay, ministre de France
à Stockholm.

Paris, le 20 mars 1885.

Monsieur le comte, par votre lettre du 6 de ce mois, vous m'avez transmis la réponse de M. le baron Hochschild à la notification que vous avez été chargé de lui faire touchant notre décision de considérer le riz comme contrebande de guerre dans notre conflit actuel avec la Chine. Le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le roi de Suède et de Norvège croit devoir opposer des réserves à cette mesure, en se fondant sur certaines ordonnances royales qui contiennent une liste limitative des articles de la contrebande de guerre.

Les indications que je vous ai fournies sur les motifs de la mesure à laquelle nous nous sommes arrêtés vous permettront de répliquer facilement à la note que vous m'avez communiquée. J'ai pris soin de marquer en effet qu'il existe, dans l'opinion de tous les auteurs, deux sortes de contrebande de guerre : la contrebande par nature et la contrebande par destination. La première, seule, peut être déterminée d'une manière générale et en vue de toutes les guerres à intervenir ; mais il ne saurait en être de même de la seconde, dont la détermination dépend des événements et des circonstances : il n'est donc pas étonnant que le riz, dont la saisie sous pavillon neutre est exceptionnellement ordonnée par suite des conjonctures particulières où nous nous trouvons, ne figure pas dans les ordonnances suédoises. J'ajoute que les hommes d'Etat et les publicistes de la plupart des pays s'accordent à admettre que les tribunaux de prises institués par les belligérants sont compétents pour statuer sur les difficultés de cette nature. Les ordonnances rendues en Suède ne sauraient donc être invoquées dans le litige qui serait porté devant le Conseil des prises à Paris, si quelque bâtiment naviguant sous pavillon suédois venait à être saisi dans les mers de Chine par les forces navales françaises.

Au surplus, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie de deux let-

tres que j'ai adressées, aux dates des 7 et 13 mars, à notre ambassadeur à Londres sur la même question et qui compléteront les informations que vous possédez déjà¹.

Je vous prie de vous inspirer des considérations qui précèdent pour faire part au baron Hochschild des motifs qui ne nous permettent pas de nous arrêter aux réserves contenues dans son office du 4 mars.

Jules FERRY.

M. Waddington à M. Jules Ferry.

Londres, le 21 mars 1885.

Monsieur le Président du Conseil, le gouvernement de la Reine vient de publier dans la *London Gazette* le texte des deux lettres que j'ai adressées, les 20 et 24 février dernier, à lord Granville, pour lui notifier les résolutions du gouvernement de la République en ce qui concerne l'importation dans une partie des ports de la Chine des chargements de riz.

Je crois utile de vous adresser, ci-joint, le numéro de la feuille officielle de Londres dans laquelle se trouve cette publication.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU 21 MARS 1885.

Extraits de la « Gazette de Londres » du 20 mars 1885.

(Traduction).

M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, au comte Granville, secrétaire d'État pour les affaires étrangères.

Londres, le 20 février 1885. (Reçu le 20 février).

Monsieur le comte, les conditions dans lesquelles se poursuit actuellement la guerre avec la Chine ont déterminé le Gouvernement de la République à user du droit qui lui appartient de considérer désormais et de traiter le riz comme contrebande de guerre. En conséquence, je suis chargé de notifier officiellement à Votre Seigneurie que des ordres ont été donnés pour que cette mesure soit mise à exécution à partir du 26 février prochain par les commandants des forces navales françaises.

Mon Gouvernement, en s'arrêtant au choix de la date précitée, a voulu laisser le temps aux puissances neutres d'envoyer à leur commerce les avis nécessaires.

WADDINGTON.

M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, au comte Granville, secrétaire d'État pour les affaires étrangères.

Londres, le 24 février 1885. (Reçu le 24 février).

Monsieur le comte, mon Gouvernement a reconnu la possibilité d'admettre, dans l'intérêt du commerce neutre, un tempérament à la mesure que j'ai eu l'honneur de notifier à Votre Excellence le 20 de ce mois.

1. Voir plus haut.

En conséquence, je suis chargé d'annoncer au Gouvernement de Sa Majesté la Reine que les expéditions de riz à destination de Canton et des ports chinois du sud pourront se poursuivre librement à partir du 26 de ce mois. Seront seules interdites et traitées comme contrebande de guerre les expéditions de riz à destination des ports chinois au nord de Canton.

WADDINGTON.

M. Waddington à M. Jules Ferry.

Londres, le 22 mars 1885.

J'ai signalé au comte Granville l'attitude des autorités anglaises dans différentes questions se rattachant aux droits de belligérants que la France exerce en ce moment en Chine.

Le comte Granville vient de m'adresser une note dans laquelle il répond à ma démarche, notamment en ce qui concerne notre déclaration de considérer le riz comme article de contrebande de guerre.

Votre Excellence trouvera, ci-joint, copie de ce document.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LONDRES DU 22 MARS 1884.

Le comte Granville, principal secrétaire d'Etat de S. M. Britannique pour les affaires étrangères, à l'ambassadeur de France.

(Traduction).

Foreign Office, 24 mars 1885.

Monsieur l'ambassadeur, dans un entretien du 16 courant, Votre Excellence m'a exposé que les autorités coloniales de Hong-Kong se proposaient d'arrêter l'exportation du charbon que le fournisseur de l'escadre française envoie par des bâtiments de commerce à sa maison de Kelung dans l'île Formose, tandis qu'en même temps, aucune restriction n'a été apportée à l'exportation du matériel de guerre de la colonie en Chine; et, en réponse, j'avais l'honneur d'aviser Votre Excellence qu'aucun renseignement n'était parvenu au Gouvernement de Sa Majesté au sujet de l'interruption des embarquements de charbon de Singapore ou de Hong-Kong.

Je demande la permission maintenant d'exposer que j'ai prié le secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les colonies, de donner des instructions aux gouverneurs des colonies de Sa Majesté de Hong-Kong, de Ceylan et des établissements du détroit de Malacca, pour que, tout en exécutant les prescriptions du Foreign Enlistment Act, en ce qui concerne l'équipement des navires, ils n'aient pas à intervenir au sujet des embarquements de charbon faits en vue du commerce et ayant le caractère d'une transaction commerciale.

.....

Dans le cours du même entretien, Votre Excellence a fait aussi allusion à la conduite suivie par le Ministre de Sa Majesté en Chine, en publiant l'avis que le Gouvernement de Sa Majesté ne reconnaissait pas au Gouvernement français le droit de traiter le riz d'une manière générale comme contrebande de guerre, mesure que Votre Excellence a déclarée avoir causé beaucoup de mécontentement à son Gouvernement, comme étant calculée pour encourager la Chine à la résistance et pour donner une idée erronée de l'attitude du Gouvernement de Sa Majesté dans cette question.

J'ai eu alors l'honneur d'informer Votre Excellence que je n'avais nullement connaissance de la notification de sir Harry Parkes, qui avait motivé les plaintes de votre Gouvernement, que cette notification n'avait été publiée en exécution

d'aucun ordre du Gouvernement de Sa Majesté, et que Votre Excellence n'ignorait pas que sir Harry Parkes avait le plus vif désir de voir la guerre prendre fin. Il était certain qu'il n'avait pas publié cette notification dans des intentions hostiles à la France, mais dans l'exercice du droit qui lui appartient de fournir les informations nécessaires à ses compatriotes.

Depuis le jour de cet entretien, j'ai télégraphié à sir Harry Parkes à ce sujet, et je lui ai exposé qu'une telle notification était de nature à susciter l'idée erronée que le Gouvernement de Sa Majesté s'opposerait de vive force à la saisie des cargaisons de riz ; et qu'il devait aviser le Gouvernement chinois que la légalité de toute saisie de cargaisons de riz serait jugée par la Cour française des prises, sous réserve d'une action diplomatique ultérieure ; et qu'en attendant, le Gouvernement de Sa Majesté ne pouvait intervenir, bien qu'il se fût cru obligé de protester en vue de sauvegarder leurs droits.

Je demande la permission d'ajouter que je viens de recevoir de Sir Harry Parkes un télégramme dans lequel il expose qu'il a prescrit aux Consuls de Sa Majesté d'informer les sujets Britanniques en Chine de la protestation du Gouvernement de Sa Majesté, à l'effet de calmer l'émotion causée par les nouvelles télégraphiques reçues d'Angleterre à ce propos, et que, les armateurs anglais lui ayant demandé s'ils seraient protégés au cas de saisie de chargements de riz, il a répondu que « toute saisie est soumise à la loi sur les prises, et que les propriétaires doivent avoir soin de ne pas l'enfreindre ».

Sir Harry Parkes expose qu'il a fourni des explications complètes au yamen dans le même sens, et il ajoute que son intervention dans cette affaire a arrêté des embarquements considérables de riz, ce que désirait le Gouvernement français, et a probablement prévenu la saisie de plusieurs bâtiments britanniques.

Le Gouvernement de Sa Majesté a limité son action en se conformant exactement avec ce qu'il a reconnu comme constituant les devoirs et obligations des neutres sous l'empire du droit international. Il s'est spécialement efforcé d'éviter d'aller au-delà des exigences de la situation, pendant la durée d'hostilités qu'il désire vivement voir arriver à une conclusion satisfaisante. Son amitié pour la France et ses propres intérêts sont d'accord pour lui faire souhaiter une solution de ce genre.

GRANVILLE.

Comte Granville à M. Waddington.

Foreign office, 4 avril 1885.

Monsieur l'Ambassadeur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de la note de Votre Excellence, dans laquelle vous exprimiez le regret du gouvernement français de ne pouvoir pas se départir en faveur des vaisseaux neutres, de la doctrine que les droits des belligérants, en ce qui regarde la contrebande de guerre sous un pavillon neutre, sont applicables à partir de la date à laquelle les belligérants ont officiellement déclaré leur intention de les exercer.

Votre Excellence établit en outre que dans le cas où il a été saisi des cargaisons déjà chargées avant que les propriétaires eussent été avertis de l'intention du belligérant d'exercer le droit de perquisition, les cours des prises auront à juger de la validité des arguments que feront valoir les parties intéressées.

Le gouvernement de Sa Majesté a cependant le devoir de rappeler sa protestation contre les vues que contient la note de Votre Excellence. Voici ses raisons :

Le gouvernement français s'est prudemment abstenu de faire une déclaration de guerre, et, en conséquence, la proclamation habituelle de

neutralité n'a pas été faite par le gouvernement de Sa Majesté. Il prit le parti d'essayer de limiter le champ des hostilités, et les incidents qui s'y rattachent, et il s'est abstenu, pendant un laps considérable de temps après le commencement des opérations, d'exercer le droit de perquisition de contrebande de guerre.

Dans ces conditions, il ne semble pas raisonnable au gouvernement de Sa Majesté, que ceux qui, sur la foi que cet état de choses continuerait, ont expédié des cargaisons puissent être immédiatement atteints par l'annonce de la décision que le droit de perquisition serait exercé, puisque l'imminence de cette décision ne pouvait être connue au jour où les cargaisons ont été expédiées.

J'ai confiance que Votre Excellence soumettra ces considérations à l'attention de son gouvernement, et je vous demande en même temps la permission d'exprimer l'espoir que si un cas de cette nature se présentait malheureusement, on donnerait le poids qui leur est dû aux représentations que je viens d'avoir l'honneur de faire à Votre Excellence.

GRANVILLE.

AFFAIRES DU CONGO

ET DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

CONFÉRENCE DE BERLIN

(*Suite* ¹)

PROTOCOLE N° 4

Séance du 1^{er} décembre 1884

La séance est ouverte à deux heures et demie, sous la Présidence du Comte de Hatzfeldt.

Le Président rappelle que la Conférence a chargé une Commission de préparer la rédaction définitive du projet de Déclaration relatif à la liberté commerciale. La Commission a adopté, depuis lors, à l'unanimité, un texte qui a été imprimé et distribué aux Plénipotentiaires. Les Membres de la Conférence en ont donc une connaissance parfaite. Le Président exprime la pensée que, pour activer la marche des travaux, il peut se dispenser d'en donner lecture.

La Conférence ayant adhéré à cette opinion, le Comte de Hatzfeldt demande si quelqu'un des Plénipotentiaires désire prendre la parole pour la discussion générale du projet de la Commission.

Le Comte de Launay, avant que l'Assemblée n'entame les délibérations marquées à son ordre du jour, demande à faire quelques observations relatives au Protocole n° 3. Il tient à rappeler, pour prévenir tout commentaire erroné au sujet des explications échangées à la séance du 27 novembre, qu'il n'a jamais parlé d'une interdiction du trafic des armes et boissons spiritueuses.

Il croyait seulement, et il le disait dans la troisième séance, qu'il importerait de chercher à remédier aux abus possibles par des mesures réglementaires ultérieures.

Son Excellence souhaite qu'il soit fait mention de ce qui ce précède dans le prochain Protocole.

Le Président lui en donne acte. Le Protocole est adopté sous le bénéfice de ces observations.

La discussion s'engage alors sur l'article 1^{er} du projet de la Commission.

M. de Serpa rend hommage à la fidélité avec laquelle le Baron Lambertont a tenu compte, lors de la rédaction de ce document, des vues échangées dans la Commission et qui y ont prévalu. Il aurait, toutefois, une observation à présenter relativement au paragraphe final de l'article 1^{er}. Il expose que lorsque M. Kasson a proposé d'étendre le domaine de la liberté

1. *Archives* 1883, III, 69.

commerciale à l'Est du bassin du Congo, les Plénipotentiaires portugais ont établi leurs réserves relativement aux territoires actuellement possédés par le Portugal sur la côte orientale d'Afrique, et notamment en ce qui concerne la colonie de Mozambique. M. de Serpa croit que dans sa forme actuelle, le dernier paragraphe de l'article 1^{er} pourrait prêter à quelque malentendu contraire à ces réserves, et que, pour en éviter la possibilité, il serait bon de supprimer dans ce paragraphe les mots suivants : *les Puissances représentées à la Conférence ne stipulent que pour elles-mêmes*, cette expression étant de nature à laisser supposer que chaque Puissance s'engagerait à établir la liberté commerciale dans toute l'étendue de ses possessions actuelles, ce qui serait inexact pour le Portugal, notamment en ce qui touche Mozambique.

M. Busch dit que l'engagement des Puissances ne porte que sur les territoires qu'elles viendraient à occuper à l'avenir. Telle est bien la signification de la formule adoptée par le Baron Lambermont.

M. de Serpa ayant de nouveau manifesté quelques appréhensions relativement à la possibilité d'un malentendu, le Baron de Courcel appuie les observations de M. Busch, d'après lesquelles les engagements pris par les Membres de la Conférence s'appliqueront exclusivement aux occupations futures. Si d'ailleurs, la Conférence croyait ses intentions à cet égard suffisamment constatées par l'insertion au Protocole des remarques précédentes, le Représentant de la France se rangerait volontiers à cette opinion.

Le Baron Lambermont déclare qu'il est entièrement d'accord, quant au fond, avec M. de Serpa.

M. Busch dit que la Reproduction au Protocole des explications ainsi échangées serait suffisante pour ne laisser subsister aucun doute relativement aux intentions de la Conférence, et cette observation ayant rencontré l'adhésion des membres de la Haute Assemblée, M. de Serpa se déclare satisfait.

Le Baron Lambermont, pour plus d'exactitude dans la forme, propose de remplacer, dans le dernier paragraphe de l'article 1^{er}, le mot *stipulent* par le mot *s'engagent*. Cette modification est approuvée par la Conférence.

Le Comte de Hatzfeldt fait observer que l'on a anticipé sur la discussion et il demande si, parmi les membres de l'Assemblée, il en est qui voudraient prendre la parole pour une discussion générale de l'article 1^{er}.

Le Baron Lambermont expose alors que la Commission, à l'examen de laquelle a été renvoyé le projet de Déclaration relatif à la liberté commerciale, a tenu plusieurs séances. Les procès-verbaux, très sommaires, de ces délibérations, n'ont aucun caractère officiel et n'ont pas été écrits en vue de la publicité. La Commission a donc pensé faire chose utile en chargeant l'un de ses Membres, — si la conférence veut bien agréer cette proposition, — de donner, sur les articles du projet, des explications qui, jusqu'à un certain point, pourraient tenir lieu d'exposé des motifs et de rapport. Ces explications, transcrites dans les protocoles, formeraient comme le commentaire succinct, mais officiel, des dispositions adoptées. La Commission a confié cette tâche au Baron Lambermont, qui se tient à la disposition de la Haute Assemblée, soit pour fournir verbalement, sur les articles du projet, à mesure qu'ils se présenteront dans la discussion, les éclaircissements désirables, soit pour remettre à la Conférence un exposé

d'ensemble propre à suppléer à ces explications, et qui serait annexé au Protocole.

Le Président croit que l'on pourrait adopter purement et simplement les articles, quand l'adhésion de l'Assemblée serait donnée sans demande de commentaires, et, au contraire, recourir à l'obligeance du Baron Lambertmont lorsque des commentaires seraient réclamés. Dans tous les cas, le Plénipotentiaire belge voudrait bien remettre au Secrétariat l'ensemble de l'exposé qu'il a préparé, et ce document serait annexé au Protocole pour répondre à l'objet que la Commission a en vue.

La Haute Assemblée approuve la procédure suggérée par son Président. La parole est ensuite donnée à Sir Edward Malet.

L'Ambassadeur d'Angleterre fait observer que des notions géographiques précises manquent relativement à la position de Sette-Camma désignée comme marquant la limite septentrionale de la zone de la liberté commerciale du côté de l'Atlantique. Est-ce la rivière de Sette qui est acceptée comme frontière de cette zone par le Représentant de la France ?

Le Baron de Courcel dit qu'en effet, il lui a été impossible de fournir à la Commission des indications complètes relativement à la position de Sette-Camma. Il a fait demander au Ministre de la Marine, à Paris, des informations à ce sujet ; mais, en attendant qu'il les ait reçues, il ne peut qu'adhérer à la teneur du projet rédigé par le Baron Lambertmont et présenté au nom de la Commission. S'il y a une rivière débouchant à Sette-Camma qui puisse servir de frontière, elle marquera la limite ; s'il n'y en a pas, on prendra pour frontière la parallèle de la position même de Sette-Camma.

Sir Edward Malet dit que, dans ces conditions, et sous la réserve d'une rectification ultérieure, si elle devient possible, il adhère, de son côté, à la rédaction proposée.

M. Kasson rappelle l'amendement qu'il a présenté et qui figure en note au bas du projet distribué au nom de la Commission.

Le Comte de Hatzfeldt demande si quelqu'un a des objections à faire valoir contre l'adoption de cet amendement.

Sir Edward Malet prie M. Kasson de donner quelques éclaircissements sur l'objet de son amendement.

M. Kasson répond que le texte du paragraphe final de l'article 1^{er} ne vise expressément que la liberté de transit, tandis que son amendement marque comme but aux efforts des Puissances la proclamation de la liberté commerciale pleine et entière.

Le Président constate ensuite l'adoption de l'amendement dont il s'agit. Il demande si aucun des Membres de la Conférence n'a d'observations à présenter relativement à l'article 2.

Saïd Pacha revient sur l'article 1^{er} et dit qu'il n'a pas encore reçu d'instructions relativement à la délimitation à l'Est du bassin du Congo.

Le Comte de Hatzfeldt lui répond que, comme il a été convenu, son vote a été réservé et que le Protocole restera ouvert pour lui en attendant qu'il ait reçu ses instructions. L'article 2, mis alors aux voix, est adopté sans observations, ainsi que l'article 3. Le Président met ensuite en discussion l'article 4.

A ce sujet le Comte de Launay se réfère aux considérations qu'il a développées devant la Commission. Il ne lui semble pas qu'il convienne, au

point de vue de l'intérêt général, d'ouvrir la perspective qu'une des conditions essentielles de la liberté de commerce en Afrique puisse être, un jour, quelque éloigné qu'il soit, mise en doute. Il s'agirait, au contraire, d'en favoriser la continuité et même l'extension dans toutes les parties de ce continent, aussi bien dans les Etats déjà constitués que dans les territoires qui sont en voie de formation. L'Assemblée jugera donc si c'est le cas de substituer aux derniers mots du second alinéa : *sera ou non maintenue*, ceux-ci : *sera ou non soumise à des modifications qui n'altèrent pas essentiellement la clause du premier alinéa*.

Le Baron de Courcel répond au Comte de Launay que le fait même de la présence des Plénipotentiaires dans cette Assemblée est un gage des dispositions libérales de leurs Gouvernements. La Commission a entendu et apprécié les motifs qui ont dû la détourner de fixer pour une durée indéfinie le régime économique des contrées dont s'occupent la Conférence. Le Baron de Courcel pense que la Haute Assemblée, confiante dans les vues des Puissances, adoptera purement et simplement le texte proposé par la Commission.

Le Baron Lamhermont dit qu'il a appuyé tout d'abord, dans la Commission, les propositions tendant à instituer définitivement le régime le plus libéral. Depuis lors, M. Woermann, l'homme le plus compétent en pareille matière, a expliqué comment, dans ces pays, dont l'organisation est encore rudimentaire, le commerce se fait exclusivement par voie de troc, et les marchandises européennes servent en quelque sorte de monnaie ; le Délégué de l'Allemagne a montré comment, par suite, l'interdiction de tout droit d'entrée répond exactement aux nécessités actuelles du commerce. Mais M. Woermann a ajouté que ces conditions se transformeraient dans un avenir plus ou moins lointain, lorsque le commerce sera arrivé à s'opérer, dans l'Afrique équatoriale comme ailleurs, au moyen des paiements en argent ou de traites. Lorsque cette transformation aura eu lieu, les commerçants eux-mêmes préféreront peut-être que l'exportation ne soit pas seul à supporter toutes les charges fiscales, et il deviendra opportun de modifier le régime économique qu'il s'agit aujourd'hui d'établir. La Commission a été convaincue par ces arguments et a fixé un terme de vingt années au bout duquel la revision des stipulations actuelles pourrait avoir lieu. Le Baron Lamhermont estime donc que la formule du projet soumis à la Conférence tient compte, dans une juste mesure, des nécessités du présent et de l'avenir. Il n'aurait toutefois aucune objection contre l'adoption de l'amendement du Comte de Launay.

Le Président demande au Comte de Launay s'il ne considérerait pas ses intentions comme suffisamment remplies par l'insertion, au Protocole, de sa proposition et des explications qu'il a présentées à l'appui.

Le Comte de Launay ayant répondu affirmativement, le Président constate que l'article 4 est adopté par l'Assemblée. Il met ensuite l'article 5 en délibération.

Sir E. Malet rappelle que, dans la Commission, des explications ont été échangées relativement au sens précis des mots, *ni monopole, ni privilège* inscrits dans cet article, et qu'il a été convenu que ces explications seraient reproduites au Protocole de la Conférence.

Le Baron Lamhermont donne à ce propos lecture du passage de son exposé relatif à cet incident (voir Annexe 2).

M. Sanford rappelle qu'il a déposé une proposition concernant l'éven-

tualité de la construction d'un chemin de fer reliant le Stanley-Pool à l'Océan ¹.

Le Président fait remarquer que l'on pourrait adopter dès à présent l'article 5 dans sa forme actuelle, qui est acceptée par tous les Membres de la Conférence, sauf à examiner ultérieurement la proposition de M. Sanford. Il constate l'adoption de l'article 5 sous cette réserve et met en délibération l'article 6.

Le Comte de Launay fait connaître que les mots *les missionnaires* ont été inscrits dans le paragraphe 2 de l'article 6 à la suite de la demande qu'il en a faite à la Commission. Il avait d'abord désiré que l'on écrivit : *les missionnaires chrétiens*, mais après avoir prit part à la dernière séance de la Commission, il a dû se convaincre que, pour assurer l'unanimité des voix à sa proposition, il fallait s'abstenir d'une désignation plus précise à l'égard des missionnaires. Une pareille désignation n'était pas d'ailleurs strictement requise, du moment où il était constaté que, dans les contrées africaines dont s'occupe la Conférence, il n'existe, à peu d'exceptions près, que des missionnaires de confession chrétienne. Son Excellence tiendrait à ce que ces observations à cet égard fussent consignées au Protocole. Le Comte de Launay serait d'ailleurs heureux qu'au deuxième alinéa de l'article 6, les missionnaires reçussent la désignation qui leur appartient.

Le Comte de Széchényi appuie la proposition du Comte de Launay, qui lui paraît ne déroger en rien aux principes de la liberté et de l'égalité des cultes. Le principe de l'égalité de protection assuré à tous les cultes est formellement exprimé dans les paragraphes 1 et 3 de l'article 6. Le 2^e paragraphe s'occupe de la protection à donner non plus aux institutions, mais aux personnes. Or, dans l'énumération faite de ces personnes, il est logique de tenir compte de ce fait qu'il existe seulement des missionnaires chrétiens.

Le Baron de Courcel adhère également à la motion du Comte de Launay. Comme l'a fait ressortir le Plénipotentiaire de l'Autriche, les paragraphes 1 et 3 de l'article 6 consacrent très nettement le principe de la liberté et de l'égalité en matière religieuse. Il restait à affirmer la protection due aux personnes et tel est l'objet du paragraphe 2, dont l'énumération doit naturellement comprendre les missionnaires chrétiens. L'Ambassadeur de France a retenu avec une profonde satisfaction ce que M. Stanley a dit à la Commission, au sujet de l'œuvre civilisatrice poursuivie avec succès, en Afrique, par les missions catholiques françaises, par celles, entre autres, que dirigent le Cardinal Lavignerie et le Père Angouard. Le Baron de Courcel rend un hommage reconnaissant aux œuvres de ces pionniers de notre civilisation et se dit heureux de leur en adresser l'expression du sein même de la Conférence africaine. La tâche entreprise par ces hommes de dévouement leur mérite une protection particulière.

Saïd Pacha croit qu'il serait bon d'inscrire dans le dernier paragraphe de l'article 6, à la suite des mots *églises, temples et chapelles*, les mots *édifices religieux destinés à l'exercice de tous les cultes*.

Le Président dit que la pensée dont s'inspire Saïd Pacha répond à celle de tous les Membres de la Conférence et a précisément dirigé les rédacteurs du Projet.

1. Voir Protocole n° 33, page 14.

Le Comte de Launay voit avec plaisir que les objections soulevées dans la Commission contre l'adjonction du qualificatif de *chrétiens* ne se reproduisent plus dans la Conférence elle-même, et il demande que ce mot soit inscrit dans la déclaration. A la suite d'une interrogation de M. Kasson, il répète ses explications à cet égard.

Le Président fait observer qu'il y a en ce moment deux propositions soumises à la Haute Assemblée :

1^{re} Celle du Comte de Launay ;

2^o Celle de Saïd Pacha.

Il consulte d'abord la Conférence relativement à celle du Représentant de l'Italie et constate qu'elle ne semble plus rencontrer aucune opposition de la part des Plénipotentiaires. Il met ensuite aux voix la proposition du Représentant de la Turquie.

Le Baron Lambermont dit que, pour répondre aux intentions de Saïd Pacha comme à celles de la Conférence, il suffirait de supprimer l'énumération *églises, temples et chapelles* et d'y substituer l'expression générale *édifices religieux*.

Le Président demande à Saïd Pacha s'il se considérerait comme satisfait par ce changement de rédaction.

Une conversation s'engage à ce sujet entre Saïd Pacha, le Comte de Launay et Sir Edward Malet, et, à cette occasion, le Représentant de la Turquie exprime de nouveau ses scrupules relativement à la motion du Plénipotentiaire italien, au sujet de laquelle la discussion avait paru close.

L'Ambassadeur d'Angleterre fait alors observer que l'Empire britannique comprend un grand nombre de sujets musulmans, dont le gouvernement de Sa Majesté la Reine entend faire respecter les intérêts et même les susceptibilités.

Dans ces conditions, le fait que l'Ambassadeur d'Angleterre adhère à la proposition du Comte de Launay est de nature à rassurer complètement le Représentant du Sultan.

Saïd Pacha répond qu'il doit être bien entendu que s'il se produisait des missions religieuses musulmanes, elles bénéficieraient d'une protection égale à celles dont jouiraient les missions chrétiennes.

Le Baron de Courcel fait ressortir que la France compte, comme l'Angleterre, un grand nombre de sujets musulmans. A ce titre, il partage les sentiments qui doivent animer Saïd Pacha, mais il ne les considère en aucune manière comme affectés par la proposition du Comte de Launay.

M. Kasson demande si, pour éviter tout malentendu, il ne conviendrait pas de substituer la formule : *missionnaires chrétiens de toutes les confessions* à celle de : *missionnaires chrétiens*.

Le Président lui fait observer que le mot *chrétien* embrasse toutes les confessions chrétiennes.

M. Kasson se déclare satisfait si mention est faite au Protocole que tel est, en effet, l'avis de la Conférence.

Le comte de Benomar appuie la motion du Comte de Launay dans les termes suivants : « J'adhère à la proposition de Son Exc. M. l'Ambassadeur d'Italie, en ce sens qu'il doit être entendu que, dans toutes les circonstances, les Gouvernements existants ou qui existeraient à l'avenir dans tous les territoires où la Conférence aura établi la liberté commerciale, accorderont aux missionnaires catholiques la protection spéciale et la liberté dont parle l'article 6. »

A la suite d'une remarque faite par le Baron Lambermont, d'après laquelle dans le dernier paragraphe de l'article 6 l'adjectif « religieuses » constitue un pléonasme, la Conférence décide que ce mot sera rayé.

Le président déclare ensuite, après avoir consulté la Haute Assemblée, que l'article 6 est adopté tel quel, et moyennant que le Protocole rapportera les explications échangées à ce sujet et contiendra notamment la mention qui a été réclamée par M. Kasson.

Le Président revient alors, comme il avait été entendu, à la proposition de M. Sanford. Il expose que cette motion a été simplement insérée dans un des protocoles précédents, au lieu de faire l'objet d'une impression et d'une distribution spéciale. Il interroge la Conférence pour savoir si, dans ces conditions, il lui convient, néanmoins, de discuter séance tenante le projet du Plénipotentiaire des Etats-Unis.

M. Kasson dit qu'il prépare en ce moment une proposition tendant à assurer aux territoires compris la Déclaration la sécurité nécessaire contre les dangers résultent des conflits internationaux. Il annonce le prochain dépôt de cette proposition et formule le vœu qu'elle trouve place dans la Déclaration ou ailleurs, s'il réussit à trouver une rédaction que la Conférence veuille bien adopter.

M. Sanford rouvre à ce moment la discussion au sujet de la rédaction de l'article 6, en ce qui concerne la suppression de la traite.

Le Président indique que le texte de l'article 6 ayant été voté, le débat devrait être considéré comme clos.

M. Sanford n'en tient pas moins à déclarer qu'il désirerait voir intercaler dans l'article 6 après les mots : *la traite des noirs*, les mots suivants : *le commerce d'esclaves sur terre et sur les fleuves*. Le Plénipotentiaire des Etats-Unis dit que le sens habituellement attribué au terme de *traite* se rapporte seulement au trafic des esclaves par mer.

Le Président fait observer que la question de l'esclavage reviendra à d'autres occasions devant la Conférence.

Sir E. Malet dit qu'en effet il a l'intention d'entretenir ultérieurement la Haute Assemblée de cette question, à laquelle son Gouvernement attache le plus haut intérêt.

Le Président entretient de nouveau la Conférence de la proposition de M. Sanford relative à l'éventualité de la construction d'un chemin de fer. La Haute Assemblée paraissant disposée à examiner immédiatement ce projet, la parole est donnée à M. Sanford, qui s'exprime comme suit :

Des explications fournies par M. Stanley à la Commission technique de la Conférence, il résulte qu'il est de toute nécessité de construire un chemin de fer pour relier le Stanley-Pool à l'Océan, afin de remédier au système onéreux et insuffisant des transports par caravanes de porteurs. Le transport des marchandises de l'embouchure du Congo au Stanley-Pool revient actuellement à environ 2.000 francs la tonne.

Il y a trois voies pour mettre le vaste bassin du Haut-Congo en communication avec l'Atlantique, savoir :

1^o Le long des cataractes du Bas-Congo ;

2^o Par l'Alima et l'Ogôoué ; — dans des conditions de liberté commerciale, cette voie ferait une concurrence sérieuse à la précédente ;

3^o Par le bassin du Niadi-Kwilu, route déjà indiquée pour un chemin de fer par une autorité compétente, comme étant la meilleure et la plus directe.

Il est probable que la construction de voies ferrées, suivant l'un ou l'autre de ces itinéraires, devra emprunter les territoires de plusieurs Etats.

Il est indispensable d'assurer à l'Etat ou Pouvoir riverain le plus important, ou à la compagnie concessionnaire, le droit de construire et d'exploiter la voie entière depuis son point de départ jusqu'à son terminus.

L'aute de cette garantie, les capitaux craindront de se risquer dans une entreprise aussi importante et aussi aléatoire. La possibilité d'établir une voie ferrée dans trois directions différentes pouvant éventuellement se faire concurrence exclut l'idée d'un monopole, et ces considérations me paraissent justifier la proposition que j'ai émise à la dernière séance de la Conférence et en faveur de laquelle on peut invoquer le précédent créé par l'article 57 du Traité de Berlin du 13 juillet 1878 qui charge l'Autriche-Hongrie de l'exécution de certains travaux pour faciliter la navigation du Danube¹.

Afin de permettre aux membres de la Conférence d'examiner mûrement ma proposition, avant de la discuter, je pense qu'il serait utile, et je le demande, qu'elle soit préalablement imprimée et distribuée.

M. Busch fait ressortir que la proposition de M. Sanford se rattache indirectement à la question de la navigation, et il propose de joindre l'examen des deux questions.

Le Président ajoute que le projet a besoin d'être examiné de plus près et que la Commission à laquelle a été renvoyée l'étude du projet concernant la navigation pourra être saisie également de la motion de M. Sanford. La Haute Assemblée donne son approbation à cette procédure.

Le Plénipotentiaire d'Italie rappelle qu'il a présenté à la Conférence le texte d'un vœu qui a été reproduit à la page 8 du protocole n° 2 et qui a pour objet d'assurer la protection des missionnaires, savants et explorateurs, non plus seulement dans les régions visées au paragraphe 6 de la Déclaration, mais encore dans toute l'étendue du continent africain. Le Comte de Launay donne lecture de cette proposition. Il ne demande pas que sa motion soit comprise dans la Déclaration, mais seulement qu'il soit donné à l'insertion au protocole la signification que ses collègues s'associent à son vœu. L'Ambassadeur d'Italie pense que les Plénipotentiaires ayant eu suffisamment connaissance de la proposition, par suite de sa reproduction au deuxième protocole, la délibération pourrait avoir lieu immédiatement. Le Prince de Bismarck, en ouvrant les travaux de l'Assemblée, a exprimé la pensée que la réunion des Plénipotentiaires pourrait provoquer et faciliter certaines négociations qui n'étaient pas strictement comprises dans le programme de la Conférence. L'adoption de la motion présentée par le Comte de Launay répondrait aux prévisions ainsi exprimées.

Le Baron de Courcel estime que les explications échangées relativement à l'article 6 de la Déclaration ne laissent aucun doute quant aux sentiments des Plénipotentiaires. Il pense donc que la Conférence se prêtera à

1. Article 57 du Traité de Berlin du 13 juillet 1878 :

L'exécution des travaux destinés à faire disparaître les obstacles que les Portes de fer et les cataractes opposent à la navigation est confiée à l'Autriche-Hongrie. — Les Etats riverains de cette partie du fleuve accorderont toutes les facilités qui pourraient être requises dans l'intérêt des travaux. Les dispositions de l'article 6 du traité de Londres, du 13 mars 1871, relatives au droit de percevoir une taxe provisoire pour couvrir les frais de ces travaux, sont maintenues en faveur de l'Autriche-Hongrie.

accueillir les suggestions du Comte de Launay, en tant que leur portée ne dépassera pas celle d'un simple vœu.

Le Président croit que la motion de l'Ambassadeur d'Italie serait acceptable dans les conditions indiquées par le Plénipotentiaire de France, et il ajoute que, s'il n'est pas formulé d'objections à cet égard, l'inscription du vœu au protocole sera considérée comme ayant la signification indiquée par l'Ambassadeur d'Italie.

Diverses observations étant présentées par l'Ambassadeur de Turquie au sujet de la proposition de son collègue d'Italie, le Comte de Hatzfeldt demande à Saïd Pacha s'il verrait des objections à ce que la motion du Comte de Launay fût adoptée par la Conférence sous cette réserve que le vote du Représentant de la Turquie serait suspendu et que le protocole resterait ouvert pour lui.

Saïd Pacha fait remarquer que le programme de la Conférence était restreint au bassin du Congo et que, dès lors, le vœu du Comte de Launay s'appliquerait à des territoires qui n'étaient pas compris dans ce programme. Saïd Pacha n'a pas d'instructions qui lui permettent de prendre part à une discussion ainsi étendue ; il doit donc s'opposer à une proposition qui dépasse les limites de son mandat.

Le Comte de Launay croit que, du moment où l'on a adopté l'article 6 de la Déclaration, les mêmes motifs militent en faveur de son vœu.

Saïd Pacha insiste sur ses objections visant l'incompétence de l'Assemblée. Il lui paraît, d'ailleurs, que la protection qu'il s'agit d'assurer aux missionnaires et voyageurs s'exerce déjà et qu'un vœu de la Conférence serait complètement superflu.

Le Président fait remarquer que les vues exposées par le Comte de Launay ne tendent qu'à l'adoption d'un simple vœu. Saïd Pacha aurait naturellement la faculté de réserver son vote jusqu'au moment où il aurait reçu des instructions. En tout cas, les Plénipotentiaires qui adhéreraient à la demande du Comte de Launay pourraient se considérer comme s'associant non pas à un vœu de la Conférence, mais à un vœu exprimé individuellement par les Plénipotentiaires.

M. Busch se demande si le scrupule de Saïd Pacha ne viendrait pas de ce que la formule générale adoptée par le Comte de Launay comprendrait certaines parties de l'Afrique relevant de l'Administration Ottomane. Or, le but que poursuit l'Ambassadeur d'Italie est d'assurer aux voyageurs une protection dans les parties non civilisées du continent africain, là où les périls sont les plus grands. Il serait donc loisible de modifier la rédaction du Comte de Launay de manière à viser seulement les parties non civilisées de l'Afrique.

Saïd Pacha estime qu'en ce cas il conviendrait d'exclure formellement les territoires placés sous la souveraineté du Sultan.

Le Comte de Launay déclare que, s'il était donné suite à la suggestion d'après laquelle la Conférence exprimerait dès à présent son avis, tout en laissant le protocole ouvert pour recevoir ultérieurement l'adhésion de Saïd Pacha, il s'en remettrait en toute confiance à la haute sagesse du Gouvernement Ottoman pour inspirer les instructions que la Sublime Porte adresserait à son Représentant.

Le Baron de Courcel estime la confiance du Comte de Launay très justifiée, et il saisit cette occasion pour rendre hommage à la libéralité avec laquelle la Porte accorde non-seulement sa protection, mais même son

appui, aux missions catholiques qui, en Turquie, relèvent de la juridiction française.

Le Président fait observer qu'il ne peut s'agir d'un vote de la Conférence, le Représentant de la Turquie ne se croyant pas autorisé à discuter la proposition de l'Ambassadeur d'Italie. La discussion peut donc être considérée comme close, sous le bénéfice de l'échange d'idées qui a eu lieu, et sauf à être reprise, dans le cas où Saïd Pacha recevrait des instructions entraînant son adhésion.

Saïd Pacha dit qu'il n'attend point d'instructions à ce sujet de son Gouvernement.

Le Comte de Hatzfeldt fait ensuite remarquer que le texte de la Déclaration, tel qu'il a été proposé par la Commission, a été adopté dans son ensemble avec quelques légères modifications. La Conférence est donc en mesure de passer à la seconde des questions soumises à son examen, celle relative à la liberté de la navigation. Un projet d'Acte concernant la matière a été préparé par le Gouvernement Allemand, imprimé et distribué. Vu le caractère technique de ce projet, le Président propose de le renvoyer à une Commission qui serait chargée de l'étudier en détail, de le remanier au besoin, et de présenter à la Conférence un rapport propre à guider ses décisions. Mais au préalable, le Comte de Hatzfeldt désire savoir si la Haute Assemblée désire procéder à une discussion générale préliminaire et si l'un des Plénipotentiaires demande la parole à cet effet.

Sir Edward Malet rappelle alors qu'il a exposé, au cours de la première séance, les motifs pour lesquels, selon son Gouvernement, le régime du Niger et celui du Congo devraient être considérés à des points de vue différents. Dans le même ordre d'idées, l'Ambassadeur d'Angleterre demande aujourd'hui que l'on discute séparément les questions intéressant respectivement chacun des deux fleuves.

Le Baron de Courcel croit qu'en principe la Conférence désirerait voir appliquer un régime uniforme aux deux cours d'eau. Si certains scrupules se rattachant à des conditions de souveraineté viennent se produire relativement au Niger, les mêmes considérations ne pourraient-elles pas être invoquées relativement au Congo? Il convient donc d'admettre que le régime conventionnel établi par la Conférence pour le Congo ne sera adopté d'une manière définitive qu'au jour où sera fixé le régime relatif au Niger. Jusque-là, les règles formulées au sujet du Congo seraient seulement accueillies sous une condition suspensive, et avec la pensée de rapprocher autant que possible les deux réglementations. Sous cette réserve, le Baron de Courcel adhère à la demande de Sir Edward Malet touchant l'étude séparée du régime des deux fleuves.

L'Ambassadeur d'Angleterre accepte les réserves posées par le Représentant de la France.

Le Président dit que si personne ne demande plus la parole pour la discussion générale, il restera à déterminer le mandat et la composition de la Commission. Le Comte de Hatzfeldt propose de former une Commission restreinte, c'est-à-dire ne comprenant, en principe, que les Représentants des Puissances les plus intéressées, comprises dans la première série des invitations envoyées pour la Conférence. Toutefois, la faculté serait réservée aux Plénipotentiaires des autres Puissances d'assister aux séances de la Commission et de s'associer à ses travaux.

Le Représentant de la Russie demande s'il est bien entendu que les

Plénipotentiaires désignés par les Puissances comprises dans la deuxième série des invitations, lorsqu'ils jugeront à propos d'user de la faculté d'assister aux séances de la Commission, y assisteront au même titre que les autres membres et auront, comme eux, voix délibérative.

Le Président répond qu'il n'y a pas de doute à cet égard.

Le Baron de Courcel ajoute qu'il doit être établi que la Commission pourra réclamer le concours des Délégués des Puissances et, plus généralement, entendre toutes les personnes qu'elle jugera utile de consulter.

Ces divers points établis, le Président indique que la Commission aura pour mandat d'étudier d'abord le régime du Congo et ensuite celui du Niger. Ses décisions concernant le premier de ces fleuves ne seront d'ailleurs prises que sous condition suspensive, en attendant que soient connues les résolutions afférentes au Niger.

M. Busch rappelle que l'étude de l'alinéa final du premier projet de Déclaration relatif à la liberté commerciale a été renvoyée à l'époque où serait traitée la question de la navigation. On pourrait confier l'examen de cet alinéa à la Commission qui vient d'être désignée.

La Haute Assemblée accueille cette proposition.

Le Président expose que l'on trouve, dans les journaux, des comptes rendus erronés concernant les séances de la Conférence. Bien que les Membres de la Haute Assemblée n'aient pris aucun engagement formel et mentionné au protocole, en vue d'observer le secret relativement à leurs travaux, il avait été tout d'abord convenu qu'ils éviteraient d'en rien divulguer. Mais, à raison des inconvénients que présente la mise en circulation des renseignements inexacts recueillis par la presse, le Président interroge la Conférence pour savoir s'il ne vaudrait pas mieux publier les protocoles.

Le Baron de Courcel demande si, dans ce cas, la Chancellerie Impériale Allemande se chargerait du soin de faire procéder à la publication.

Le Comte de Hatzfeldt ayant répondu affirmativement, la Haute Assemblée décide que ses protocoles seront publiés.

Le Président fait connaître que la Ligue Internationale de la paix à Genève a envoyé à la Conférence une pétition dont le texte a été déposé au Secrétariat pour que les Plénipotentiaires puissent en prendre connaissance.

Le Président indique ensuite que la date de la prochaine séance sera fixée lorsque l'état des travaux de la Commission permettra de réunir utilement la Conférence.

La séance est levée à quatre heures.

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 4

Déclaration relative à la liberté du commerce dans le bassin du Congo, ses embouchures et pays circonvoisins

Les Représentants des Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Suède et la Norvège et de la Turquie, s'étant réunis en conférence à la suite de l'invitation du Gouvernement Impérial Allemand, sont tombés d'accord sur la déclaration suivante :

DÉCLARATION

1. Le commerce de toutes les nations jouira d'une complète liberté :

1^o Dans tous les territoires constituant le bassin du Congo et de ses affluents. Ce bassin est délimité par les crêtes des bassins contigus, à savoir notamment les bassins du Niari, de l'Ogowé, du Schari et du Nil, au Nord ; par le lac Tanganyika, à l'Est ; par les crêtes des bassins du Zambèze et de la Logé, au Sud. Il comprend, en conséquence, tous les territoires, drainés par le Congo et ses affluents, y compris le lac Tanganyika et ses tributaires orientaux ;

2^o Dans la zone maritime s'étendant sur l'Océan Atlantique depuis la position de Sette-Camma jusqu'à l'embouchure de la Logé.

La limite septentrionale suivra le cours de la rivière qui débouche à Sette-Camma, et, à partir de la source de celle-ci, se dirigera vers l'Est jusqu'à la jonction avec le bassin géographique du Congo, en évitant le bassin de l'Ogowé.

La limite méridionale suivra le cours de la Logé jusqu'à la source de cette rivière et se dirigera de là vers l'Est jusqu'à la jonction avec le bassin géographique du Congo.

3^o Dans la zone se prolongeant à l'Est du bassin du Congo, tel qu'il est délimité ci-dessus, jusqu'à l'Océan Indien, depuis le cinquième degré de latitude Nord jusqu'à l'embouchure du Zambèze au Sud ; de ce point la ligne de démarcation suivra le Zambèze jusqu'à 3 milles en amont du confluent du Shiré et continuera par la ligne de faite séparant les eaux qui coulent vers le lac de Nyansa des eaux tributaires du Zambèze, pour rejoindre enfin la ligne de partage des eaux du Zambèze et du Congo.

Il est expressément entendu qu'en étendant à cette zone orientale le principe de la liberté commerciale, les Puissances représentées à la Conférence ne stipulent que pour elles-mêmes et que ce principe ne s'appliquera aux territoires appartenant actuellement à quelque Etat indépendant et souverain qu'autant que celui-ci y donnera son consentement. Les Puissances conviennent d'employer leurs bons offices auprès des Gouvernements établis sur le littoral africain de la mer des Indes afin d'assurer en tout cas au transit de toutes les nations les conditions les plus favorables.

II. Tous les pavillons, sans distinction de nationalité, auront libre accès à tout littoral des territoires énumérés ci-dessus, aux rivières qui s'y déversent dans la mer, à toutes les eaux du Congo et de ses affluents, y compris les lacs, à tous les ports situés sur les bords de ces eaux, ainsi qu'à tous les canaux qui pourraient être creusés à l'avenir dans le but de relier entre eux les cours d'eau ou les lacs compris dans toute l'étendue des territoires décrits à l'article 1^{er}. Ils pourront entreprendre toute espèce de transports et exercer le cabotage maritime et fluvial, ainsi que la batellerie, sur le même pied que les nationaux.

III. Les marchandises de toute provenance importées dans ces territoires, sous quelque pavillon que ce soit, par la voie maritime ou fluviale ou par celle de terre, n'auront à acquitter d'autres taxes que celles qui pourraient être perçues comme une équitable compensation de dépenses utiles pour le commerce et qui, à ce titre, devront être également supportées par les nationaux et par les étrangers de toute nationalité.

Tout traitement différentiel est interdit à l'égard des navires comme des marchandises.

IV. Les marchandises importées dans ces territoires resteront affranchies de droits d'entrée et de transit.

Les Puissances se réservent de décider, au terme d'une période de vingt années, si la franchise d'entrée sera ou non maintenue.

V. Toute Puissance qui exerce ou qui exercera des droits de souveraineté dans les territoires susvisés ne pourra y concéder ni monopole ni privilège d'aucune espèce en matière commerciale.

1. M. Kasson propose de dire : « afin d'obtenir ledit consentement et en tout cas d'assurer au transit de toutes les nations les conditions les plus favorables. »

Les étrangers y jouiront indistinctement pour la protection de leurs personnes et de leurs biens, l'acquisition et la transmission de leurs propriétés mobilières et immobilières et pour l'exercice des professions, du même traitement et des mêmes droits que les nationaux.

VI. Toutes les Puissances exerçant des droits de souveraineté ou une influence dans lesdits territoires s'engagent à veiller à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence et à concourir à la suppression de l'esclavage et surtout de la traite des noirs ; elles protégeront et favoriseront, sans distinction de nationalités ni de cultes, toutes les institutions et entreprises religieuses, scientifiques ou charitables créées et organisées à ces fins ou tendant à instruire les indigènes et à leur faire comprendre et apprécier les avantages de la civilisation.

Les missionnaires, les savants, les explorateurs, leurs escortes, avoir et collections seront également l'objet d'une protection spéciale.

La liberté de conscience et la tolérance religieuse sont expressément garanties aux indigènes comme aux nationaux et aux étrangers. Le libre et public exercice de tous les cultes, le droit d'ériger des églises, temples et chapelles et d'organiser des missions religieuses appartenant à tous les cultes ne seront soumis à aucune restriction ni entrave.

PROTOCOLE N° 5

Séance du 13 décembre 1884

La séance est ouverte à deux heures et demie.

M. Busch fait connaître que le Comte de Hatzfeldt se trouve indisposé. Le Prince de Bismarck se voit donc obligé d'user de l'autorisation qui lui a été accordée par la Conférence et demande à la Haute Assemblée la permission de déléguer la présidence à M. Busch.

Le Président énumère les travaux placés à l'ordre du jour et comprenant :

1^o Les modifications et additions qu'il y a lieu d'introduire, en conformité des travaux de la Conférence et de la Commission, dans l'Acte relatif à la liberté commerciale ;

2^o L'examen des deux actes afférents à la navigation du Congo et du Niger, tels qu'ils ont été élaborés par la Commission ;

3^o L'étude de quelques propositions particulières qui ont été distribuées aux Plénipotentiaires.

En ce qui touche l'Acte concernant la liberté commerciale, le Président se réfère à la discussion consignée à la page 5 du quatrième protocole, à la suite de laquelle il a été décidé qu'avant d'arrêter le texte définitif de l'article 1^{er}, il conviendrait d'attendre les indications nouvelles relativement à la situation géographique de Sette-Camma.

Le Baron de Courcel dit à ce sujet qu'il est dès à présent autorisé par son Gouvernement à accepter, comme limite de la zone franche, le parallèle de Sette-Camma. Il se rencontre toutefois avec le Président pour penser qu'il vaudrait mieux ne prendre de décision que lorsque des éclaircissements complémentaires relatifs à la position de Sette-Camma seront parvenus à Berlin.

La question est, en conséquence, ajournée de nouveau.

Le Président rappelle que l'étude du paragraphe final du premier projet de Déclaration soumis à la Conférence par le Gouvernement Allemand (n° 1

Congo. Le Plénipotentiaire d'Italie est autorisé à se prononcer en faveur de cette proposition.

D'après une observation fort juste, comme le service télégraphique, le service postal ne doit pas connaître de frontières. Il favorise d'ailleurs non seulement les intérêts de la circulation, mais il constitue un élément de concorde et de rapprochements entre les peuples.

Le Marquis de Penafiel adhère d'autant plus volontiers à la motion allemande que, dans toutes ses colonies et même à Banana, le Portugal a déjà organisé son service postal de manière à répondre aux exigences de la Convention de Berne.

M. Sanford croirait utile d'entendre le Ministre des postes d'Allemagne, qui donnerait à la Commission de la Conférence les renseignements nécessaires relativement aux moyens pratiques grâce auxquels, en l'absence de voies de communication, les dispositions de la Convention postale pourraient être étendues aux régions africaines de la zone franchée.

Le Comte de Launay estime que les renseignements dont il s'agit sont plutôt de nature à être communiqués de Gouvernement à Gouvernement, par la voie diplomatique.

A l'appui de cette observation, M. Busch se demande également si la Conférence serait compétente pour recevoir et apprécier des éclaircissements de cette nature. Il croit, comme le Comte de Launay, que la meilleure procédure à suivre serait de laisser à la Chancellerie allemande le soin de transmettre aux différents Cabinets les explications que M. Stephan serait en mesure de formuler.

Le Baron de Courcel considère comme trop catégorique l'expression : *dans le plus bref délai possible* qui se trouve employée dans le deuxième paragraphe de la proposition. L'application du régime de la Convention postale dans ces régions éloignées entraînera des difficultés pratiques que les Gouvernements ne surmonteront qu'avec le temps. Aussi l'Ambassadeur de France voudrait-il faire substituer l'expression : *aussitôt que les circonstances le permettront*, à celle de : *dans le plus bref délai possible*.

M. Kasson croit que l'on pourrait difficilement fixer dès à présent un tarif postal applicable aux territoires compris dans la zone de la liberté commerciale, alors surtout que l'on devra sans doute recourir, pour le transport des correspondances, à des moyens exceptionnels, et notamment emprunter le concours de courriers indigènes. Il serait prématuré de décréter dès à présent le système de la Convention de Berne, y compris ses tarifs.

M. Busch fait ressortir que l'amendement suggéré par le Baron de Courcel répond précisément aux scrupules manifestés par le Plénipotentiaire américain.

M. Sanford demande si, provisoirement, on ne pourrait pas limiter aux territoires situés sur le Bas-Congo les effets de la décision à intervenir.

M. Busch indique de nouveau que la rédaction proposée par le Baron de Courcel prévoit une extension progressive et non immédiate des dispositions de la Convention de Berne.

M. Kasson trouverait utile de modifier également le premier paragraphe de la proposition pour lui donner un caractère moins impératif.

Le Baron de Courcel fait ressortir que, si l'amendement introduit à sa requête dans le deuxième alinéa a pour objet de tenir compte des difficultés signalées par le Représentant des États-Unis d'Amérique, il n'en convient

pas moins d'établir nettement, dans le premier paragraphe, un principe sur lequel la Haute Assemblée est d'accord.

Le Président, après s'être assuré de l'assentiment de la Haute Assemblée, déclare que, sous les réserves précédemment exprimées et moyennant la modification formulée par le Baron de Courcel, la proposition est adoptée.

Il met ensuite en délibération l'Acte de navigation relatif au Congo. Les Membres de la Haute Assemblée ont eu connaissance du Rapport présenté par le Baron de Lambert. Ce remarquable travail rend compte de la façon la plus claire des travaux préparatoires de la Commission. S'il ne doit pas être considéré comme le commentaire légal des actes de la Conférence, puisque cette dernière seule a le droit d'arrêter des décisions et d'en donner, dans ses protocoles, l'explication authentique, il n'en sera pas moins un guide précieux pour ceux qui auront ultérieurement à étudier ou à appliquer les textes préparés par la Commission. Le Président ajoute que ce Rapport sera joint au protocole de la présente séance.

Le Comte Kapnist, au sujet du Rapport, présente les considérations suivantes :

« Je crois utile de faire une observation quant à l'épithète de *souveraine* donnée dans le rapport à la Commission européenne du Danube (page 12, ligne 2). Je connais bien l'article du Traité de Berlin qui parle de l'indépendance de la Commission de l'autorité territoriale. Mais de là à une souveraineté, il y a loin. Je saisis cette occasion pour faire observer que ce n'est là qu'une preuve, à côté de plusieurs autres, de ce que l'ensemble du Rapport est empreint d'une tendance manifeste d'élargir et de généraliser la portée des actes relatifs au Danube aussi bien que des résolutions de la présente Conférence et à ériger ces actes et ces résolutions en doctrines de droit public.

« Cette tendance s'étant manifestée dans le Rapport de la Commission d'une manière beaucoup plus accentuée encore que dans la rédaction du préambule, je ne saurais me dispenser de déclarer que le Gouvernement Impérial de Russie ne s'associe pas à cette tendance.

« Ne voulant pas fatiguer l'attention de la Haute Assemblée, je me bornerai à lui signaler le passage suivant du Rapport, qui érige en principe et en faits acquis une opinion pour le moins discutable, à savoir le passage qui affirme que la législation appliquée au Danube aurait *sanctionné définitivement les maximes qui règlent aujourd'hui la navigation fluviale* ! » (page 3, ligne 14).

« D'autres expressions, telles que : *l'article 4 introduit dans le droit international une idée nouvelle qui sera envisagée comme un progrès* (page 8, ligne 40), ou bien : *la décision que la Conférence est appelée à prendre à cet égard fera sans doute époque dans le droit international* (page 27, ligne 1), montrent clairement la tendance qui a prévalu dans la rédaction du Rapport de la Commission.

« En vue du principe, que se taire veut souvent dire consentir ou approuver, je n'ai pas cru pouvoir me dispenser de faire ces observations sur le Rapport, quoique ce document ne soit pas appelé à jouer le rôle de commentaire légal pour les actes de la présente Conférence. »

Le Comte Széchényi adhère aux vues ainsi exprimées, qui répondent absolument à sa pensée.

M. Busch déclare qu'il reconnaît également le bien fondé des observations faites par le Comte Kapnist.

Le Baron Lamhermont, pour répondre à ces préoccupations, examine le passage du Rapport auquel a fait allusion le Comte Kapnist. L'auteur du Rapport n'a pas lui-même appliqué la qualification de *souveraine* à la Commission internationale. Il s'est borné à retracer l'opinion de l'un des Délégués belges qui s'était servi du terme de *souveraine* sans doute parce qu'il lui avait paru résumer en un mot la situation qu'une série concordante de dispositions européennes avait attribuée à la Commission du Bas-Danube. L'épithète visée par le Comte Kapnist n'a pas d'autre portée. La même observation s'applique à tous les cas où le Rapport rend simplement compte des paroles prononcées par des Plénipotentiaires ou des Délégués.

Quant à la tendance du Rapport à présenter les arrangements élaborés par la Conférence comme constituant un progrès au point de vue du droit public moderne, elle répondrait bien, selon le Baron Lamhermont, à la pensée générale des Membres de la Commission.

Le Comte Kapnist remercie le Plénipotentiaire belge de ces explications. Il tenait seulement, en présence des opinions exprimées dans le Rapport, à manifester également les siennes.

Le Président résume la discussion en quelques mots. Il conclut en rappelant que, comme il l'a déjà fait remarquer, le Rapport de la Commission est destiné à servir de guide, mais non de commentaire légal. Le Président lit ensuite le préambule du projet de Déclaration concernant la navigation du Congo.

Le Comte Kapnist, qui s'était réservé, dans la Commission de présenter, quelques observations sur ce point, s'exprime de la manière suivante :

« Dans la nouvelle rédaction du préambule, je me plais à le reconnaître, il a été tenu compte de l'une de ces observations que j'ai cru devoir présenter en proposant à la Commission un projet de modification de ce préambule.

« Mais, en même temps, les mots suivants ont été introduits dans la nouvelle rédaction : *plus spécialement au Danube*, mots qui ne figuraient pas dans la rédaction primitive et qui pourraient faire naître un malentendu quant à l'interprétation des Actes antérieurs relatifs à la navigation fluviale, dont il est fait mention dans le préambule.

« C'est pourquoi je tiens, pour ce qui concerne le Gouvernement que j'ai l'honneur de représenter ici, à dissiper dès à présent ces malentendus éventuels.

« Au point de vue du Gouvernement Impérial de Russie, les principes du Congrès de Vienne, quant à la liberté de navigation fluviale, n'ont pas été appliqués au Danube conformément à l'esprit et à la lettre de plusieurs dispositions essentielles de l'Acte final de ce Congrès. Au contraire, l'on a fait une dérogation aux stipulations de cet Acte pour ce qui concerne le Danube.

« Des circonstances toutes particulières nécessitaient cette exception à la règle.

« Il s'agissait de débayer les bouches du fleuve dans un moment où elles avaient pour riverains des principautés vassales qui n'avaient pas les moyens de le faire à leurs frais. Dans ce but, une Commission Internationale ou Européenne fut substituée à la Commission riveraine visée par l'Acte du Congrès de Vienne. Cette Commission Européenne n'a cessé de

garder le caractère temporaire qu'elle avait à son origine (voir les articles du Traité de Paris cités dans le préambule), si bien qu'aujourd'hui encore son existence même ne peut être prolongée qu'à la condition de l'assentiment général et, entre autres, de celui des riverains donné de cinq en cinq ans.

« Pourrait-on d'ailleurs citer un seul exemple de l'application à des fleuves de l'Europe des articles 15 et 16 du Traité de Paris ? J'en doute, quoiqu'il soit implicitement affirmé dans le préambule que de tels fleuves existent puisqu'il y est formellement fait mention de l'application des principes du Congrès de Vienne, *complétés par les articles précités, à des fleuves de l'Europe et de l'Amérique et spécialement au Danube.*

« Qu'il me soit donc permis de faire observer à ce propos que, par rapport au Congrès de Vienne, le régime de Commissions internationales est, en général, un régime d'exception et nullement l'application de la règle.

« Ce que nous faisons pour le Congo est, par conséquent, aussi un régime exceptionnel, nécessité par les conditions particulières dans lesquelles se trouve cette contrée.

« La meilleure preuve en est le fait que le Niger se trouvera soumis à un régime absolument différent.

« Le Gouvernement que j'ai l'honneur de représenter ici s'associe volontiers à cette œuvre pacifique et civilisatrice, mais il tient à ce que celle-ci garde le caractère exceptionnel qui lui est propre, et je suis autorisé à déclarer que, loin de vouloir en généraliser la portée, il n'accepte les dispositions et les principes de l'Acte de navigation qui nous occupe qu'en limitant expressément son assentiment aux régions de l'Afrique formant l'objet de la présente Conférence.

« Une autre expression introduite dans la nouvelle rédaction du préambule a, en outre, attiré mon attention ; je veux parler des mots : *application de plus en plus large* des principes du Congrès de Vienne à plusieurs fleuves de l'Europe.

« En fait de fleuves mixtes auxquels ces principes ont été appliqués, l'on peut citer, en Europe, comme principaux exemples, le Rhin, l'Escaut, l'Elbe et la Meuse, — mais cette application, que je sache, a été pour ces fleuves pure et simple, peut-être même avec quelques restrictions, mais certainement pas *de plus en plus large*.

« C'est principalement pour qu'il soit bien clairement et nettement établi dans quel esprit et sous quelles réserves le Gouvernement de Russie adhère au présent Acte, que j'ai cru devoir entrer dans ces explications, en priant de faire insérer ce que je viens de dire au Protocole qui servira plus tard de commentaire aux Actes de la présente Conférence. »

Le Plénipotentiaire de la Russie ajoute qu'il lui paraîtrait difficile d'adhérer à une rédaction du préambule dans laquelle la mention du Danube resterait faite en des termes incorrects et dans laquelle les mots : *de plus en plus large*, continueraient à figurer.

Le Comte Széchényi désirerait voir amender le préambule en faisant disparaître le passage ainsi conçu : *complétés par les articles 15 et 16 du Traité de Paris du 30 mars 1856, ayant reçu une application de plus en plus large à des fleuves de l'Europe et de l'Amérique et spécialement au Danube* ; on substituerait à ce texte le texte suivant :

« Ayant été appliqués à des fleuves de l'Europe et de l'Amérique, et, pour ce

qui concerne le Danube, avec les modifications introduites par les Traités de Paris, de 1856, de Berlin, de 1878, et de Londres, de 1871 et 1883.

Le Comte Kapnist adhérerait à cette rédaction.

M. Busch adhère aussi à cette rédaction, qui ferait droit aux justes observations de M. le Plénipotentiaire de Russie.

A la suite d'un échange d'idées auquel prennent part le Baron de Courcel, le Comte de Launay et M. Busch, il est décidé de formuler comme suit, pour plus d'exactitude dans la rédaction, la partie du préambule qu'il s'agit de modifier :

Ayant été appliqués à des fleuves de l'Europe et de l'Amérique, et notamment au Danube, en vertu des Traités de Paris, de 1856, de Berlin, de 1878, et de Londres, de 1871 et 1883.

M. Kasson rappelle les objections qu'il a fait valoir dans la Commission contre le mot *établi* qui se trouve dans la première phrase du préambule. Il ne voudrait pas que l'on pût conclure de cette expression que le Congrès de Vienne avait le droit d'établir des règles obligatoires pour le monde entier ; les principes qu'il a proclamés obligent seulement les Puissances qui ont pris part à ses délibérations.

Le Baron Lamhermont, pour tenir compte de cette observation, propose de substituer à l'expression : *les principes généraux qui régissent la libre navigation*, celle de : *les principes destinés à régler entre les Puissances signataires de cet Acte la libre navigation*, etc. Le préambule est mis aux voix et adopté, moyennant les deux modifications indiquées ci-dessus.

Le Président met en délibération l'article 1^{er}.

Le Marquis de Penafiel expose qu'il avait demandé à la Commission d'intercaler dans l'article 1^{er} entre l'avant-dernier et le dernier alinéa, l'alinéa suivant :

Tout navire marchand doit être mis à même de fournir la preuve de sa nationalité au moyen d'un pavillon reconnu par la Puissance riveraine et par des papiers de bord ou lettres de mer que le capitaine ou patron sera tenu de produire chaque fois qu'il en sera requis par les autorités de cette Puissance.

La Commission n'a pas adopté cet amendement, la question à laquelle il s'applique lui paraissant devoir rentrer dans le cadre des règlements à arrêter par la Commission internationale, mais le Marquis de Penafiel tient tout au moins à ce que sa proposition soit mentionnée au Protocole.

L'article 1^{er} est ensuite adopté.

L'article 2 est mis en discussion par le Président. Au sujet du dernier paragraphe de cet article, le Plénipotentiaire d'Italie constate avec satisfaction que, conformément à la pensée dont il s'inspirait en proposant une semblable addition à l'article 2, une révision des tarifs y mentionnés implique, à l'expiration de la période déterminée, un allègement éventuel des charges de la navigation. On ne peut que s'en convaincre davantage à la lecture du rapport du Baron de Lamhermont, qui cite à l'appui, comme le Comte de Launay l'avait fait, le précédent du Danube.

A cette occasion, Son Excellence s'associe bien volontiers au jugement déjà énoncé par ses honorables Collègues sur le remarquable Rapport élaboré par le Baron Lamhermont.

Le Baron Lamhermont remercie le Comte de Launay de ces appréciations élogieuses.

L'article 2 adopté et l'article 3 mis en discussion.

M. de Serpa demande l'insertion au Protocole de la réserve qu'il a faite — et que la commission a accueillie — à l'égard de la zone orientale, adjointe au bassin du Congo, dans l'étendue de laquelle le régime de cet Acte de navigation ne sera pas appliqué aux territoires appartenant aux colonies du Portugal, sans le consentement de cette Puissance. Cette réserve concorde avec celle qui a été consignée au Protocole n° 3 au sujet de l'application de la liberté de commerce dans les mêmes territoires.

Le Baron Lambermont fait remarquer que les observations formulées par le Plénipotentiaire portugais devant la Commission ont été mentionnées dans son Rapport.

Le Président donne acte à M. de Serpa de ses réserves et ajoute que la Conférence y a adhéré.

Le Baron de Courcel, au sujet de l'article 3, constate que, d'après les explications échangées dans la Commission, le régime déclaré, par le deuxième paragraphe de l'article 3, applicable aux rivières et fleuves compris dans la région de la liberté commerciale bien qu'ayant leurs cours en dehors du bassin naturel du Congo, est uniquement le régime normal de la liberté de navigation stipulé en faveur des bâtiments de commerce. L'assimilation de ces rivières et fleuves au Congo même et à ses affluents ne s'étend pas aux clauses du présent Acte, qui sont empruntées à un autre ordre d'idées ; elle ne s'étend point, par exemple, à la clause qui introduit sur le Congo un régime nouveau et particulier en temps de guerre. Du moins le Gouvernement Français, pour ce qui le concerne, croit devoir maintenir ces rivières et fleuves sous l'empire des règles ordinaires du droit des gens, sauf, bien entendu, la réserve d'accords ultérieurs qui pourraient établir dans un ordre d'idées analogue à celui dont s'inspirait une proposition récente du Ministre des Etats-Unis.

Saïd Pacha rappelle les réserves qu'il a dû établir relativement à l'extension des travaux de la Conférence à des territoires non compris dans son programme primitif, réserves mentionnées notamment au Protocole 3, page 7, et au Protocole 4, page 5. Il désire maintenant faire connaître les instructions qu'il a reçues de son Gouvernement à ce sujet. Elles lui prescrivent de s'abstenir de prendre part aux discussions qui ne rentreraient pas dans le cadre du programme dont il s'agit.

Le Président fait ressortir que cette observation s'applique à la clause étendant la liberté commerciale à l'Est du bassin du Congo. Il croit donc qu'il convient de continuer la discussion des Actes de navigation et de recevoir, une fois l'ordre du jour épuisé, les déclarations de Saïd Pacha.

L'article 3 est mis aux voix et adopté.

Au sujet de l'article 4, M. Sanford annonce que, comme il a été convenu à la Commission, il se réserve de saisir ultérieurement la Conférence d'une proposition amendée, ayant pour objet d'assurer et de protéger l'établissement de voies de communication commerciales entre le Bas et le Haut-Congo et notamment d'un chemin de fer autour des cataractes.

La Haute Assemblée adopte ensuite sans autre discussion les articles 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 du Projet.

L'article 11 étant mis en délibération, le Baron Lambermont suggère un amendement destiné à préciser plus complètement encore que ne le fait le texte du Projet l'irresponsabilité des Gouvernements en cas d'emprunt contracté par la Commission Internationale. Il propose de substituer aux mots :

comme assumant aucune garantie ni solidarité, les mots suivants : comme assumant aucune garantie, ni contractant aucun engagement ni solidarité.

Le Baron de Courcel et M. Busch adhèrent à cette proposition. La Haute Assemblée adopte l'article 11 avec cette modification.

L'article 12 est également adopté.

Le Comte Kapnist prend la parole sur l'article 13 dans les termes suivants :

« Lorsqu'on a discuté dans la Commission les articles qui sont devenus aujourd'hui les articles 6, 9 et 13 dans la nouvelle rédaction du Projet, j'ai déclaré que mes instructions ne me permettaient d'adhérer à ces articles qu'à la condition que tous les autres Plénipotentiaires fussent unanimes en leur faveur, et que, dans ce cas même, je ne pouvais les accepter que sous le bénéfice des réserves que j'aurais à formuler dans la Conférence.

« Je viens donc rappeler ici la réserve générale que j'ai faite en parlant du préambule.

« Cette réserve s'applique plus particulièrement aux articles susmentionnés, attendu que les dispositions qu'ils contiennent tendraient à introduire, si on les généralisait, des innovations assez notables dans le domaine du droit public.

« Je dois donc répéter qu'en adhérant aux règles adoptées par la Conférence — pour répondre au vœu éclairé du Gouvernement Impérial d'Allemagne, qui nous a réunis ici en vue d'assurer les relations pacifiques et le libre développement des intérêts commerciaux dans les régions de l'Afrique dont nous nous occupons — le Gouvernement que j'ai l'honneur de représenter ici entend limiter les effets de son assentiment à ces contrées, où les circonstances locales et les intérêts internationaux actuellement engagés justifient ces règles, mais qu'il réserve expressément sa liberté d'appréciation en tant qu'il s'agirait de les généraliser, ou de les appliquer à d'autres circonstances ou à d'autres contrées.

« Il ne saurait, par conséquent, jamais ressortir de l'adhésion du Gouvernement impérial de Russie aux articles en question, un précédent ou une règle du droit public obligatoire pour lui, à un degré quelconque, pour d'autres circonstances et d'autres localités.

« Au surplus, je dois faire une réserve toute spéciale quant au troisième alinéa de l'article 13 qui a trait aux objets considérés comme articles de contrebande de guerre.

« Je n'ai pas voulu abuser du droit reconnu à tous les Plénipotentiaires de prendre part, lorsqu'ils le trouveraient nécessaire, aux délibérations de la Commission composée des Représentants des Puissances comprises dans la première série des invitations à la Conférence. C'est pourquoi je me vois obligé de revenir maintenant sur une question qui a été soulevée dans la Commission en mon absence et sans que je puisse exactement me rendre compte, par le Rapport, de la suite qui lui a été donnée.

« Je veux parler de la proposition anglaise (voir annexe n° 10 au Rapport) dans laquelle la houille se trouverait rangée parmi les articles devant être considérés en vertu du droit des gens comme contrebande de guerre.

« Sans vouloir en aucune façon soulever ici un débat à ce sujet, je dois déclarer, pour me conformer à mes instructions, que le Gouvernement impérial de Russie n'accepterait en aucun cas une telle interprétation.

« Sur ce point, mes instructions sont péremptoires. Le Gouvernement

que j'ai l'honneur de représenter ici refuserait catégoriquement son assentiment à l'article d'un traité, d'une convention, ou d'un acte quelconque, qui impliquerait la reconnaissance de la houille ou du charbon comme contrebande de guerre.

« Il n'y adhérerait pas même sous la réserve d'une limitation de la portée d'un tel article aux régions qui nous occupent, ou à n'importe quelle autre localité. »

Le Baron Lambermont fait observer que la Commission s'est précisément abstenue, dans la rédaction de son Projet, de rien spécifier quant à l'interprétation ou à la portée à donner aux termes de contrebande de guerre.

Sir E. Malet fait ressortir de son côté que, dans sa proposition, reproduite sous le n° 18 des documents imprimés, il s'est attaché à éviter les objections qui auraient pu être soulevées, si, conformément aux théories admises par le Gouvernement britannique, il avait compris la houille parmi les articles de contrebande de guerre. Il a donc visé séparément d'abord l'interdiction du trafic des munitions de guerre et, ensuite, l'interdiction du commerce de la houille.

Le Comte Kapnist dit qu'il a voulu précisément enregistrer la différence qui existe sur ce point entre les vues de son Gouvernement et celles du Gouvernement Britannique.

La Conférence prononce ensuite l'adoption des articles 13 et 14.

Sir Edward Malet revient sur les observations présentées par le Marquis de Penafiel au sujet de l'article 1^{er}. Le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, qui les avaient imparfaitement entendues, tiendrait à ce qu'il fût bien constaté que l'amendement du Plénipotentiaire portugais a été écarté par la Commission.

Le Marquis de Penafiel dit que sa proposition tendait seulement à empêcher la piraterie.

M. de Kusserow rappelle à cette occasion que les Représentants du Gouvernement Allemand n'ont pas adhéré à la motion du Marquis de Penafiel, dans la Commission, parce qu'ils n'ont pas voulu qu'une gêne nouvelle fût créée pour la navigation. D'après la règle consacrée pour tous les traités de commerce et de navigation de récente date, les papiers de bord, dont un navire marchand est muni conformément aux lois de son pays, suffisent pour établir sa nationalité.

Le Président soumet à la Haute Assemblée l'ensemble du Projet concernant la liberté de la navigation sur le Congo et constate son adoption.

Le Baron Lambermont fait connaître que, par suite d'une erreur matérielle, le mémoire du Plénipotentiaire britannique, concernant le Niger (n° 11 A des documents imprimés) n'a pas été joint au Rapport de la Commission. La Conférence pourrait décider qu'il fût suppléé à cette lacune.

Le Baron de Courcel considère que la question est de la compétence personnelle du Baron Lambermont, à qui il appartient d'apprécier quelles pièces doivent être jointes à son Rapport. La Conférence, en intervenant pour décider l'adjonction d'un annexe, paraît émettre une appréciation implicite relativement à son contenu.

Le Baron Lambermont dit qu'il a simplement voulu signaler une lacune dans le document imprimé sous sa direction.

M. Busch lit le préambule de l'acte concernant le Niger. En vue de rap-

procher sa rédaction de celle adoptée au sujet du Congo, la Conférence en modifie le texte comme suit :

« Le Congrès de Vienne ayant établi, par les articles 108 à 116 de son Acte final, les principes destinés à régler, entre les Puissances signataires de cet Acte, la libre navigation des cours d'eau navigables qui séparent ou traversent plusieurs Etats, et ces principes ayant été appliqués à des fleuves de l'Europe et de l'Amérique, les Puissances dont les Plénipotentiaires se sont réunis en conférence à Berlin ont résolu de les étendre au Niger et à ses affluents.

A cette fin, elles sont convenues des articles suivants :

Les articles 2 à 7 sont ensuite adoptés sans discussion.

Au sujet de l'article 8, paragraphe 2, le Baron Lambermont exprime un doute relativement à l'utilité de la référence à l'article 3 inscrite dans ce paragraphe ; le régime des affluents se trouve, en effet, déjà réglé dans le paragraphe précédent.

Le Baron de Courcel fait observer qu'il peut exister, sur les affluents du fleuve, des voies de communications latérales, auxquelles se rapportait la référence.

L'article 8 est adopté tel qu'il est formulé dans le Projet.

La Conférence adopte également l'article 9, et l'ensemble du Projet d'acte.

Le Comte Kapnist dit à cette occasion ce qui suit :

« Je prie la Haute Assemblée de vouloir bien prendre acte de ce que, pour cette fois du moins, elle est en présence, non pas d'une « application large » des principes du Congrès de Vienne, mais bien vis-à-vis d'une restriction de ces principes, attendu que, sur le Niger, il n'y aura non-seulement pas de Commission internationale, mais pas même de Commission de riverains.

« Les Puissances qui domineront sur les bords de ce fleuve mixte, mais heureusement privilégié, veilleront elles-mêmes et sans aucune intervention étrangère à l'élaboration et à l'application des règlements conformes au principe de la libre navigation garantie pour ce fleuve. »

Sir Edward Malet rappelle les discussions auxquelles a donné lieu le commerce des boissons spiritueuses. La Commission a décidé, en dernier lieu, de proposer à la Conférence l'adoption d'un vœu dont le texte se trouve reproduit à la page 30 de son Rapport. Le Représentant de la Grande-Bretagne demande à la Conférence de sanctionner ce vœu et d'en prescrire l'insertion au protocole.

Le Comte de Launay établit que, le premier, il a soulevé la question humanitaire dont s'occupe actuellement la Conférence et il appuie la proposition de Sir Edward Malet.

Le Comte van der Straten dit qu'il lui reste quelque doute relativement à l'efficacité pratique qu'aura le vœu soumis à la Haute Assemblée, si les Puissances doivent considérer leur responsabilité morale comme dégagée à la suite de cette manifestation. Il s'agit du salut des races indigènes du centre africain, le Comte van der Straten demande que l'on étende à tous les territoires de la zone franche la déclaration de principe qui, d'après le texte actuel du vœu, ne s'appliquerait qu'au seul bassin du Niger. Le Plénipotentiaire belge retrace les discussions qui ont eu lieu à ce sujet au sein de la Commission. Il raconte avec émotion, comment, ayant vécu au milieu des populations indiennes, en contact avec les missionnaires qui s'efforçaient de leur imprimer le sceau de la civilisation, il a constaté le

désespoir de ces prêtres chrétiens qui voyaient périr la race indienne succombant aux excès de liqueurs fortes. Le Comte van der Straten a observé, dans les plantations de l'Amérique du Sud, les mêmes ravages, opérés par les alcools sur les races noires, celles précisément qui habitent le centre de l'Afrique. Le Plénipotentiaire belge dit que les races indigènes de la zone franche seront sobres ou, bientôt ne seront plus. Il y a d'ailleurs une différence entre les effets produits par l'alcoolisme sur les races indiennes, d'une part, et sur les races africaines, de l'autre. Le nègre ne succombe pas physiquement à l'ivrognerie ; il succombe moralement. Si les Puissances ne le sauvent pas de ce vice, on fera de lui un monstre qui dévorera l'œuvre de la Conférence. Aussi le Comte van der Straten considère-t-il comme insuffisant le vœu consigné au Rapport du Baron Lambermont. Il voudrait que les Puissances prissent l'engagement moral de continuer leur œuvre, comme elles l'ont pris autrefois, dans le Traité de Vienne, relativement à la suppression de l'esclavage.

On veut concilier les intérêts légitimes du commerce avec ceux de l'humanité. Pour atteindre véritablement ce but, il est indispensable de compléter la résolution dont le texte est proposé par la Commission ; le Plénipotentiaire belge propose d'y pourvoir en ajoutant au vœu actuellement en discussion le paragraphe suivant, également destiné à être inséré au protocole, avec la sanction d'un vote de la Conférence :

« En émettant le vœu qu'une entente s'établisse entre les Gouvernements pour régler le commerce des boissons spiritueuses, la Conférence ne juge pas avoir entièrement rempli sa mission d'humanité. Elle entend laisser le complément de sa tâche à des négociations que les Gouvernements représentés à la Conférence engageraient, en tenant compte des circonstances, pour concilier les intérêts du commerce avec les droits imprescriptibles des populations africaines et les principes d'humanité, dans toute l'étendue du territoire du Congo. »

Le Comte de Launay rend hommage aux sentiments élevés qui viennent d'être exprimés par le Comte van der Straten. L'ambassadeur d'Italie tient à faire observer, à cette occasion, que, lorsqu'il parlait à deux reprises sur cette question, il comprenait dans sa pensée les territoires du Congo comme ceux du Niger, mais qu'il ne se prononçait pas pour l'interdiction absolue du commerce des spiritueux. Dans cet ordre d'idées, le Comte de Launay s'associe volontiers à la proposition du Comte van der Straten parce qu'elle répond à l'objet qu'il a lui-même en vue : concilier les droits de l'humanité avec les intérêts légitimes du commerce.

M. Kasson croit indispensable de contrôler le trafic des boissons spiritueuses. Il désire qu'un effort de plus soit fait dans ce but et que la question soit renvoyée, à cet effet, à l'examen de la Commission.

M. van der Høven estime qu'on ne saurait faire plus que de reconnaître aux Etats établis dans l'Afrique centrale la faculté de prendre des mesures pour régler et surveiller le débit des boissons.

M. Busch exprime toute sa sympathie pour la cause philanthropique, éloquemment plaidée par le Comte van der Straten ; toutefois les idées du Représentant de l'Allemagne sont encore indécises en ce qui touche la solution pratique qu'il serait possible de fixer. Il croit, avec van der Høven, que le contrôle du débit des boissons est pour le moment le seul moyen pratique, mais que des mesures de cette nature ne sont pas de la compétence de la Conférence. Il n'oserait donc pas adhérer à la proposition du

Comte van der Straten, mais il est prêt dès à présent à s'associer au vœu formulé par la Commission.

Le Baron de Courcel estime, comme M. van der Hoeven, que c'est le contrôle du débit des spiritueux que l'on doit s'attacher à faciliter. Mais c'est là une des attributions de l'administration et de la police intérieures qui ressortent tout naturellement aux Souverainetés locales. Le vœu formulé par la Commission répond aux vues de Sir Edward Malet comme, en général, à celles de la Conférence; il donnera aux Gouvernements l'appui de force morale nécessaire pour combattre, dans la mesure du possible, le fléau contre lequel il s'agit de se prémunir.

M. de Kusserow rappelle un précédent qu'il a déjà cité devant la Commission : le Gouvernement Siamois a récemment conclu avec diverses Puissances un traité qui lui a permis de remédier aux abus du commerce des spiritueux. C'est, en effet, dans l'initiative prise par les Gouvernements locaux que se trouvera le meilleur remède contre la démoralisation des populations par l'abus des liqueurs fortes. Le vœu sur lequel délibère en ce moment la Conférence est une garantie que les Gouvernements locaux trouveront toujours auprès des Puissances représentées dans la Haute Assemblée le concours qu'ils leur demanderaient dans cet ordre d'idées.

Le Comte van der Straten reconnaît les difficultés que soulève la question, mais il a rempli un devoir de conscience en présentant sa motion.

Sur une interrogation de M. Busch, M. Kasson dit qu'il voudrait qu'un dernier effort fût fait dans la Commission pour trouver une formule propre à réunir toutes les adhésions.

Sir Edward Malet croirait également utile une tentative de cette nature.

Le Président consulte la Conférence relativement à l'ordre dans lequel elle désire se prononcer sur les propositions qui lui sont soumises en ce moment.

Le Comte de Launay demanderait la priorité pour le vœu présenté par la Commission. Son adoption marquerait un minimum qui pourrait être complété ultérieurement par l'adoption d'une proposition plus large, s'il s'en trouvait une qui pût réunir l'unanimité des suffrages.

Le Président met aux voix le vœu proposé par la Commission, et la Conférence l'adopte.

M. Busch demande ensuite si la Haute Assemblée veut continuer l'étude de la question, en vue de rechercher une solution moins restreinte.

Le Baron de Courcel croit que le vœu déjà voté tient compte, dans une juste mesure, des considérations diverses qu'il y avait lieu de concilier, et qu'il aura pratiquement des conséquences utiles.

Sir Edward Malet demande si les effets du vœu dont il s'agit s'étendront aux territoires compris dans le bassin du Congo.

Le Baron Lambermont répond que la Commission s'est bornée à s'inspirer de la proposition anglaise qui, elle-même, ne visait que le Niger.

Le Comte de Launay dit que les préoccupations qu'il a été le premier à émettre s'étendaient à la région du Congo comme à celle du Niger.

Sir Edward Malet pense qu'il convient d'examiner maintenant si les effets du vœu ne devront pas être étendus au bassin du Congo.

M. van der Hoeven fait remarquer que l'adoption du vœu par la Commission a été entraînée par ce qu'elle savait de la présence, sur le Niger,

de populations mulsumanes qui n'ont jusqu'à présent pris aucune part à la consommation de boissons spiritueuses. Dans le bassin du Congo, au contraire, il s'est créé des habitudes dont il est impossible de ne pas tenir compte; il s'est notamment établi des usages commerciaux d'après lesquels les spiritueux remplacent, en quelque sorte, la monnaie, et sont le principal instrument des échanges.

Le Président résume la question et propose de la renvoyer de nouveau à la Commission, conformément au désir manifesté par un certain nombre de Membres de la Conférence.

Ce renvoi est prononcé.

M. Kasson estime dès à présent que la Déclaration relative à la liberté commerciale, qui a déjà réuni les suffrages des Membres de la Conférence, ne saurait empêcher les Gouvernements riverains de contrôler le tarif des boissons spiritueuses parmi les populations qui sont soumises à la juridiction.

Sir Edward Malet se réfère à la Déclaration faite par lui lors de la première séance, et dans laquelle il est dit que le Gouvernement de Sa Majesté verrait avec plaisir étendre à d'autres fleuves de l'Afrique le régime qui sera arrêté par la Conférence. Cette observation vise particulièrement le Zambèze. Le Cabinet de Londres croirait désirable que l'application des principes qui régleront la Navigation du Niger, s'étende également à ce fleuve. Le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne se permet donc de demander à MM. les Plénipotentiaires du Portugal s'ils s'engagent à étendre au Zambèze le règlement de Navigation que les Puissances ont adopté pour le Niger, dans l'intérêt du commerce et de la civilisation.

Le Marquis de Penafiel saisit avec plaisir l'occasion que lui offre le Plénipotentiaire de l'Angleterre pour déclarer que son Gouvernement a déjà, de sa propre autorité, introduit le régime de la libre Navigation sur le Zambèze. Ce fleuve, d'ailleurs, diffère encore plus du Niger que celui du Congo, puisque le Portugal est seul souverain sur tout le cours navigable du Zambèze. Du reste, cette question étant en dehors du programme de la Conférence, le Gouvernement portugais ne peut accepter de discussion sur ce sujet et doit réserver son plein droit d'appliquer dans cette partie de ses domaines les principes qu'il jugera les plus convenables selon les circonstances.

M. Busch dit que l'on serait néanmoins heureux, si le Portugal se décidait un jour à faire connaître qu'il s'offre à appliquer dans la région du Zambèze le régime conventionnel élaboré par la Conférence.

Le Marquis de Penafiel répond que le Gouvernement portugais, suivant les circonstances, se montrera toujours aussi libéral qu'il le croira possible, dans ces décisions.

Sir Edward Malet remet au Président une proposition concernant la traite, et ainsi conçue :

« Selon les principes du droit des gens tels qu'ils sont reconnus par les Hautes Parties contractantes, la traite des nègres et le commerce qui fournit des nègres à la traite sont interdits, et c'est du devoir de toutes les nations de les supprimer autant que possible. »

Sir Edward Malet prononce à l'appui de sa motion les paroles suivantes :

« La traite des nègres a été mise au ban de l'Europe civilisée par une déclaration du Congrès de Vienne du 8 février 1815. La même question

fut discutée par les Conférences d'Aix-la-Chapelle en 1818 ; et, finalement, au Congrès de Vérone, une résolution, en date du 20 novembre 1822, proclamait le commerce des nègres d'Afrique comme coupable et illicite, *un fléau qui a trop longtemps désolé l'Afrique, dégradé l'Europe et affligé l'humanité*. Par conséquent, les Puissances s'engagèrent à concourir à tout ce qui pourrait assurer et accélérer l'abolition de ce commerce.

« Le projet de déclaration ci-dessus est rédigé dans l'intention de faciliter et d'accentuer l'exécution des principes du Congrès de Vérone qui consacrait le devoir des nations civilisées de concourir à la suppression de la traite.

« Nous pensons que les mots : *et le commerce qui fournit des nègres à la traite*, sont nécessaires pour développer, d'une manière complète, les principes énoncés, et c'est dans l'espoir que cette interprétation sera agréée par les Puissances réunies à la Conférence de Berlin que j'ai l'honneur de soumettre le projet à leur considération. »

Le Président annonce que cette proposition sera discutée dans la prochaine séance.

Le Baron Lambermont expose que, dans un certain nombre de traités, il a été inséré une clause permettant aux Puissances non signataires d'adhérer ultérieurement à ces Actes. Une Puissance contractante était chargée par les autres de recevoir ses adhésions, et ne suivre toutes les procédures utiles à cet effet. Le Baron Lambermont désire aussi constater que parmi les Gouvernements représentés dans la Haute Assemblée il en est qui devront soumettre à la sanction parlementaire les accords préparés par la Conférence. Il y aurait lieu d'introduire dans les Actes définitifs un article destiné à réserver cette sanction parlementaire, ou tout au moins de fixer, pour l'échange des ratifications, un délai suffisant pour permettre aux Gouvernements d'obtenir l'adhésion de leurs Chambres respectives.

La Conférence décide qu'il sera fait mention de ces observations au Protocole et qu'il en sera tenu compte lorsqu'il sera procédé à la confection des Actes définitifs.

Le Président donne la parole à Saïd Pacha pour la communication que l'Ambassadeur de Turquie a manifesté le désir de faire à la Haute Assemblée.

Saïd Pacha s'exprime en ces termes :

« Le mandat de la Conférence ayant été limité aux territoires de l'Afrique occidentale, mon Gouvernement considère qu'il n'y a pas lieu pour lui de prendre part aux délibérations qui étendraient le programme primitivement fixé. Je regrette conséquemment de devoir m'abstenir de participer à toute extension de la discussion. »

Le Président donne acte de sa déclaration au Représentant de la Turquie.

M. Van der Hoeven rappelle que, comme il a été mentionné au Protocole n° 5, page 7, il avait dû réserver son vote relativement à l'application du régime conventionnel aux régions situées en dehors du bassin géographique du Congo. Conformément aux instructions qu'il a reçues depuis lors, le Plénipotentiaire des Pays-Bas est en mesure de joindre son adhésion à celle de ses Collègues.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Rapport de la Commission chargée d'examiner les projets d'Actes de navigation pour le Congo et le Niger

Messieurs,

La Conférence a reçu la mission — c'est la deuxième partie de sa tâche — d'appliquer au Congo et au Niger les articles 108 à 116 de l'Acte final du Congrès de Vienne.

Ces articles, dont le texte est ci-joint, déterminent les conditions administratives et financières d'après lesquelles sera réglée à l'avenir la navigation des fleuves et rivières qui séparent ou traversent plusieurs Etats, dans toute l'étendue de leurs cours navigable ou conventionnel. Ils avaient leur source dans l'article V du Traité de Paris, du 30 mai 1814, ainsi conçu :

« La navigation sur le Rhin, du point où il devient navigable jusqu'à la mer, « et réciproquement, sera libre, de telle sorte qu'elle ne puisse être interdite à « personne, et l'on s'occupera au futur Congrès des principes d'après lesquels « on pourra régler les droits à lever par les Etats riverains de la manière la « plus égale et la plus favorable au commerce de toutes les nations.

« Il sera examiné et décidé de même dans le futur Congrès de quelle ma- « nière, pour faciliter les communications entre les peuples et les rendre tou- « jours moins étrangers les uns aux autres, la disposition ci-dessus pourra être « également étendue à tous les autres fleuves qui, dans leur cours navigable, « séparent ou traversent différents Etats. »

Les applications historiques des règles édictées au Congrès de Vienne doivent arrêter notre attention.

Le régime conventionnel du Rhin, celui de l'Escaut, celui du Parana et de l'Uruguay et enfin celui du Danube contiennent tous les principes qui constituent aujourd'hui le droit international en matière de cours d'eau navigables communs à plusieurs Etats.

Le régime du Rhin a subi dans le cours de ce siècle de nombreuses vicissitudes. L'Acte de navigation de 1804, quoique l'issant subsister bien des restrictions et des entraves, fut néanmoins un progrès. Le règlement élaboré par le Congrès de Vienne pour le Rhin et qui devait servir de type d'interprétation des articles 108 à 116 de l'Acte final, ne réalisa qu'incomplètement l'émancipation de ce grand fleuve. La convention de Mayence du 31 mars 1831, fruit de seize années de discussions et de négociations, laissa subsister plus d'une difficulté. Ce n'est qu'après la transformation politique de l'Allemagne que la situation changea d'aspect. L'acte du 17 octobre 1868 donne aux principes du Congrès de Vienne une interprétation plus conforme à leur origine. Les péages fluviaux disparaissent, le transit est affranchi: l'unité de direction est indirectement renforcée, les traitements différentiels cessent et les riverains se trouvent mis dans des conditions de stricte égalité. Les étrangers toutefois n'obtiennent pas encore le plein droit de l'assimilation aux nationaux sous tous les rapports.

Le Congrès de Vienne avait décidé l'application à l'Escaut des principes de son acte final; mais la création du royaume des Pays-Bas ne laissa à cette clause qu'un intérêt théorique. La situation changea au lendemain de la Révolution Belge. La Conférence de Londres fit alors revivre les dispositions de 1815 en leur prêtant une portée nouvelle. La navigation de l'Escaut fut assujettie, il est vrai, à un péage fluvial; mais les traités du 15 novembre 1831, du 19 avril 1839 et du 5 novembre 1842, avec les règlements qui s'y rattachent, contiennent une série de stipulations et de garanties concernant la police maritime, la conservation des passes, le pilotage, l'éclairage, la pêche.

Onze ans plus tard, les traités conclus par la Confédération Argentine pour le Parana et l'Uruguay font faire un progrès nouveau à la législation fluviale. Non seulement ces Actes stipulent la liberté de navigation pour le pavillon marchand de toutes les nations et l'uniformité du système des taxes, mais ils maintiennent

ces garanties pour la marine marchande de toutes les nations même en temps de guerre, sans distinction entre le pavillon belligérant ou neutre.

Il était réservé toutefois à la législation du Danube de sanctionner définitivement les maximes qui règlent aujourd'hui la navigation fluviale.

Le Traité de Paris de 1856 mit le Danube sous la protection des articles du traité de Vienne et ramena ces derniers à leur sens originel et large. Tout péage fluvial fut interdit à moins qu'il n'eût le caractère d'une contre-prestation, les étrangers furent assimilés de plein droit aux riverains et une autorité internationale prit possession des bouches du fleuve dans le but d'en améliorer les conditions de navigabilité.

La Commission européenne du Bas-Danube se constitua. Au milieu de compétitions diverses et de circonstances politiques parfois très graves, elle remplit son mandat à la satisfaction de toutes les Puissances intéressées et mérita de plus en plus la confiance générale. L'institution, provisoire et précaire au début, parut bientôt indispensable; sa juridiction, d'abord limitée au delta, fut successivement étendue jusqu'à Toultscha, puis jusqu'à Galatz et enfin jusqu'à Braila. L'Acte du 2 novembre 1863, complété par l'Acte additionnel du 28 mai 1881, a donné à l'action de la Commission européenne une base stable, reconnue, protégée par toutes les Puissances. Indépendamment des embarcations purement fluviales, 2,550 navires traversent aujourd'hui chaque année le port et la passe de Soulina, et le Danube est redevenu l'une des principales voies commerciales du monde.

Ces précédents marquent les phases par lesquelles a passé depuis 1813 la législation internationale des cours d'eau; ils commentent les articles 108 à 116 de l'Acte final du traité de Vienne et en fixent le sens d'une manière qui a pour elle l'autorité des principes et la consécration de l'expérience.

Ce coup d'œil jeté en arrière aura peut-être fatigué votre patience. Nous nous rassurons en pensant que les principes dont nous avons retracé rapidement l'origine et les progrès, vous êtes chargés, à votre tour, d'en faire une application qui sera féconde en heureux résultats.

La Conférence a reçu un *projet d'acte de navigation pour le Congo et le Niger* et un *projet de déclaration pour assurer la liberté de navigation sur le Niger*, le premier préparé par MM. les Plénipotentiaires allemands, le second remis par M. l'ambassadeur d'Angleterre.

Lorsque ces projets sont venus devant vous en première lecture, vous avez jugé à propos de les déférer à l'examen d'une Commission choisie dans le sein de la Conférence, sous la réserve que les propositions ou résolutions qui pourraient être adoptées concernant la navigation du Congo conserveraient un caractère suspensif jusqu'au moment où seraient connues les décisions applicables au Niger.

En raison de la nature technique et souvent délicate de la matière qu'il s'agissait de traiter, la Commission a cru devoir, de son côté, soumettre les deux projets à une élaboration préalable qu'elle a confiée aux soins d'un sous-comité composé de M. de Kusserow, l'un des Plénipotentiaires allemands, du baron Lamhermont, l'un des Plénipotentiaires belges, de M. Engelhardt, délégué français, de M. Crowe, délégué anglais, de M. Cordeiro, délégué du Portugal, auxquels ont été adjoints M. Banning, délégué belge, et Sir Travers Twiss jurisconsulte anglais.

Le Sous-Comité, après un examen attentif et détaillé, a introduit dans les projets des modifications portant tantôt sur le fond, tantôt sur la forme, et la Commission, à son tour et à la suite de délibérations prolongées, a arrêté les deux textes (annexes) que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation et dont nous allons rendre compte séparément, la réserve suspensive restant maintenue.

Acte de navigation du Congo.

Le préambule ne vise pas seulement les articles du Traité de Vienne de 1815, il rappelle et constate la marche progressive des principes protecteurs de la libre navigation des fleuves, principes qu'il inscrit en quelque sorte au frontispice de l'acte qui, pour la première fois, va les appliquer à un fleuve africain. Pour faire droit à des observations présentées par MM. les plénipotentiaires des Etats-Unis et de Russie, la rédaction du préambule a été combinée de manière à laisser intacte la position de tous les gouvernements à l'égard des actes européens qui déterminent les règles admises en cette matière. M. le comte Kappist s'est réservé de revenir sur ce sujet en Conférence.

Article premier. — L'article 1^{er}, qui est en concordance complète avec l'article 2 de la déclaration relative à la liberté commerciale, garantit le libre accès du Congo à tous les pavillons et pour toutes les espèces de transports. La règle de l'égalité absolue entre les sujets et les navires de toutes les nations est ici comme partout nettement énoncée. L'une de ces conséquences, d'autant plus digne d'attention qu'elle a été plus souvent contestée, est d'exclure toute distinction entre les sujets des Etats riverains et ceux des non-riverains.

Art. 2. — Cet article traite des charges qui peuvent atteindre la navigation.

Il interdit d'une manière générale toute entrave ou redevance qui ne serait pas prévue dans l'acte de navigation.

Il prohibe toutes les servitudes jadis connues sous le nom de droits d'échelle, d'étape, de dépôt, de rompre charge ou de relâche forcée.

Il exempte de tout droit de transit les navires et les marchandises.

Enfin, ce qui est un des derniers et des plus importants progrès du droit commercial, il défend d'établir aucun péage maritime ni fluvial qui serait basé sur le seul fait de la navigation.

Il n'admet que trois catégories de droits, qui tous devront avoir le caractère de rémunération de services rendus à la navigation même :

1^o Des taxes de port pour l'usage effectif de certaines installations, telles que des quais, des magasins, etc. ;

2^o Des droits de pilotage sur les sections fluviales où il paraîtrait nécessaire de créer des stations de pilotes brevetés ;

3^o Des droits destinés à couvrir des dépenses techniques et administratives faites dans l'intérêt général de la navigation, y compris les droits de phare, de fanal et de balisage. Sans se préoccuper de savoir par qui ou au profit de qui ces divers droits seront perçus, l'article 2 stipule que les taxes de port devront être calculées sur les dépenses de construction et d'entretien ; que le tarif des droits de pilotage sera fixe et proportionné au service rendu ; et enfin que les droits, représentant des dépenses faites dans l'intérêt général de la navigation, auront pour base le tonnage des navires tel qu'il résulte des papiers de bord et conformément aux règles adoptées sur le Bas-Danube.

Sur le Danube, les droits de cette dernière catégorie sont perçus en une fois. En devra-t-il être de même au Congo ? C'était l'avis du Représentant de la Belgique, mais M. l'ambassadeur de France a pensé que cette clause pourrait donner lieu à des difficultés d'application. Il a été entendu que la Commission internationale statuera sur ce point dans ses règlements, en tenant compte des circonstances. M. le Ministre des Etats-Unis a désiré savoir si les taxes de navigation seront exigées des embarcations ou bateaux appartenant à des tribus indigènes qui ont conservé leur indépendance. Il n'est pas douteux, a fait observer à cet égard M. le baron Lambert, que les droits des peuples ou des Etats indigènes devront être respectés en cette matière comme en toute autre. Mais, en dehors des limites du territoire, les bateliers indigènes sont, comme tous les autres, soumis au régime du pays où ils naviguent ; l'heure viendra où ils bénéficieront comme tout le monde des améliorations introduites ; ils devront

alors supporter les mêmes obligations, et ils n'auraient de légitime sujet de se plaindre que s'ils ne jouissaient pas du traitement accordé aux autres nations. C'est là le droit strict. En fait, la Commission internationale pourra recevoir des instructions assez larges pour lui permettre de faire face à toutes les difficultés qui pourraient se présenter à ce point de vue, et les pouvoirs territoriaux comprendront, ainsi qu'elle-même, la nécessité d'user de ménagements envers la navigation des peuples africains; leur prudence préviendra les conflits. Sur le Danube, les bateaux de moins de cent tonnes sont exempts de taxe de navigation; or on sait que les embarcations africaines jaugent à peine un ou deux tonneaux.

Cet ensemble de garanties est complété par une stipulation qui, d'accord avec un des principes essentiels qui dirigent nos travaux, prescrit que les taxes ou les droits de navigation ne comporteront aucun traitement différentiel.

Les conditions de la navigation dans le Congo sont sans doute destinées à passer par une période de transformations et de perfectionnements. Se rappelant la pensée prévoyante qui l'a déjà guidée quand il s'agissait des droits d'entrée, la Commission, sur la proposition de M. l'ambassadeur d'Italie, a adopté une clause d'après laquelle les Puissances se réservent d'examiner, à l'expiration d'une période de cinq ans, si les tarifs ne pourraient pas être utilement révisés. Pareille disposition existe sur le Danube, et depuis 1863 trois révisions successives ont déjà permis d'alléger notablement les charges de la navigation.

Art. 3. — Le projet comprend dans ses stipulations les affluents du Congo. Tous, connus ou imparfaitement connus, seront soumis au même régime que le fleuve dont ils sont tributaires.

Le principe de la liberté commerciale, vous le savez, n'a pas été seulement appliqué au bassin proprement dit du Congo et à une zone maritime s'étendant depuis la position de Sette-Camma jusqu'à l'embouchure de la Logé : il a été étendu à une zone se prolongeant à l'est du bassin du Congo jusqu'à l'océan Indien, mais sous des réserves formelles quant aux territoires appartenant actuellement à quelque Etat indépendant. D'après le paragraphe 2 de l'article 3, l'application du principe de la libre navigation aura les mêmes limites; mais, à la demande de MM. les Plénipotentiaires du Portugal et de la Turquie, il reste bien entendu que c'est sous les mêmes réserves.

M. l'ambassadeur de France n'a pas accepté d'une façon définitive, sous le rapport du régime de la navigation, l'assimilation au Congo et à ses affluents, des fleuves et rivières qui débouchent dans l'océan Atlantique entre Sette-Camma et la Logé. Son Excellence a annoncé, sur ce sujet, une réserve destinée à figurer au Protocole.

Art. 4. — Cet article a sa raison d'être dans la nature même de la conformation physique du continent africain, dont presque toute la partie centrale constitue un plateau élevé s'abaissant plus ou moins brusquement vers la mer. Près de soixante lieues de chutes et de rapides séparent le cours moyen du Congo du vaste estuaire qui en forme la section inférieure. Cette circonstance explique que depuis quatre siècles qu'elle est connue cette puissante artère est restée dans la plus grande partie de son cours à peu près stérile pour le commerce du monde et la civilisation de l'Afrique.

L'article 4 introduit dans le droit international une idée nouvelle qui sera certainement envisagée comme un progrès : il considère comme une dépendance du fleuve le chemin de fer, la route ou le canal qui viendrait à être substitué à la partie obstruée de son cours et il étend sur cette voie supplémentaire la même protection internationale,

Cette assimilation n'a soulevé aucune objection.

Mais suffit-elle? Le but de la Conférence serait-il véritablement atteint si l'acte de navigation du fleuve ne prévoyait et ne hâtait en même temps la construction d'une route ou d'un chemin de fer qui assurât à bref délai la continuité des communications?

Dans le but de donner un effet pratique aussi prompt que possible aux dispositions de l'article 4, l'un des Plénipotentiaires des Etats-Unis, M. Sanford, a

soumis à la Conférence une proposition qui, dans la forme qui lui a été donnée en dernier lieu, stipule qu'une route devra être construite dans la région des cataractes, que l'exécution de ce travail sera confiée au riverain principalement intéressé et qu'il sera établi une servitude de passage indispensable, afin de permettre au chemin de fer projeté d'atteindre son but essentiel.

La discussion de cette proposition a fait ressortir des divergences de vues. Le Sous-Comité, après avoir entendu les objections de M. le Délégué portugais et constaté que plusieurs de ses Membres étaient dépourvus d'instructions à ce sujet, s'était abstenu de se prononcer, laissant ce soin à la Commission elle-même.

La question, selon MM. les Plénipotentiaires portugais, n'est pas mûre, le terrain pas suffisamment connu. D'autres combinaisons pourront se présenter, et il faut, en tout cas, tenir compte des droits des Etats riverains.

M. l'ambassadeur de France a été d'avis que la question se présentera avec plus d'opportunité quand la situation territoriale sera mieux définie. Les limites des Etats tracées, les études techniques plus avancées. Alors les intéressés pourront se concerter pour arrêter l'exécution d'un plan, en donnant au besoin les garanties financières nécessaires.

MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne se prononcent en faveur de la proposition de M. Sanford, sauf à trouver une rédaction acceptable pour tous les intéressés, en partant de ce point de vue que tout le monde considère la jonction la plus prompte possible du Haut et du Bas-Congo comme une œuvre indispensable.

Après que M. l'ambassadeur d'Angleterre eut manifesté de son côté son adhésion à la proposition de M. Sanford, l'un des Plénipotentiaires belges a fait observer que la jonction des deux sections navigables du Congo est un intérêt supérieur qui doit dominer la discussion. L'exécution du projet serait confiée à une Puissance riveraine déterminée; c'est un mandat semblable que, dans des conditions analogues, le Congrès de Berlin a confié, en 1878, à l'Autriche, considérée comme principale puissance intéressée, pour la correction du Danube aux Portes-de-Fer, après que l'expérience avait constaté qu'une entente entre les riverains n'avait pu s'établir au bout de sept années. Quant à la servitude de passage prévue, ce serait une servitude fructueuse, dont tous les Etats riverains profiteront au même titre, surtout si les tronçons perpendiculaires viennent se greffer plus tard sur la voie principale.

Dans le cours du débat, M. Sanford avait modifié sa proposition en ce sens qu'un délai pourrait être imposé pour assurer l'exécution des travaux.

Le débat est resté sans conclusion. La Commission a été d'avis qu'il pourrait être repris devant la Conférence, sauf à rechercher dans l'intervalle si une autre formule ne pourrait concilier toutes les opinions.

Art. 5. — Nous avons fait connaître, dans l'introduction de ce rapport, que le Congrès de Paris a été amené, en 1856, à charger une Commission européenne des mesures à prendre pour améliorer les conditions de navigabilité du Danube et que, par ses services, celle-ci a justifié l'attente des Gouvernements et du commerce.

Dans ces derniers temps, l'idée de créer une institution analogue sur le Congo a été émise de divers côtés, et elle a trouvé une expression pratique dans le projet d'acte de navigation préparé par le Gouvernement impérial allemand.

Votre Commission l'a adoptée sans discussion. Si des débats ont surgi, ils ont surtout porté, comme vous le verrez plus loin, sur le caractère du mandat qui serait conféré à la Commission internationale ainsi que sur la nature et les limites de ses attributions.

Les Puissances signataires de l'acte de navigation auront la faculté, mais non l'obligation, de se faire représenter dans la Commission internationale.

Le paragraphe final de l'article 3, introduit sur la proposition de M. le Plénipotentiaire des Etats-Unis, est destiné à prévenir les abus qui pourraient naître de l'exagération des traitements ou du nombre excessif des agents et employés

de la Commission internationale. Il a de plus été entendu, sur des observations présentées par M. l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie et par M. le plénipotentiaire de Russie, que les puissances signataires de l'acte de navigation, comme aussi celles qui y adhéreront ultérieurement, resteront juges du moment où il leur conviendra de se faire représenter dans la Commission internationale, et que leurs Délégués, quelle que soit l'époque de leur nomination, seront traités sur le même pied que leurs collègues plus anciens.

Art. 6. — Cet article, qui ne figurait pas dans le projet qui a servi de base aux discussions de la Sous-Commission, est dû à l'initiative de M. le Délégué belge. La formule présentée par celui-ci, dans sa première partie, déclarait la Commission internationale indépendante de l'autorité territoriale, et, dans la seconde, accordait le bénéfice de l'exterritorialité aux agents nommés par cette Commission. On a fait observer, à l'appui de cette proposition, que, le préambule visant le Traité de Paris et spécialement le régime Danubien, il semblait impossible de donner à la Commission internationale du Congo une situation inférieure à celle qu'une série concordante de dispositions européennes avait attribuée à la Commission du Bas-Danube.

Cette dernière est souveraine sur les eaux de la section inférieure du fleuve, et c'est le Congrès de Berlin qui a affirmé, en 1878, cette souveraineté en des termes dont la reproduction identique était proposée par la Commission internationale du Congo. Il s'agissait non de donner à l'autorité qui va se constituer une attribution nouvelle, mais plutôt de définir son caractère public, de fixer le mode de son existence et de lui assurer les garanties indispensables pour l'accomplissement de son mandat.

M. le Délégué de France dans la Sous-Commission ne s'était pas rangé à ces vues. Il était d'avis que la Commission Européenne du Danube était une exception, que le type n'en pouvait être généralisé, qu'au surplus la disposition proposée était inutile et faisait double emploi avec l'article 8, où les attributions de la Commission internationale sont nominativement déterminées. Il ajoutait que le régime appliqué au Danube avait un caractère spécial et que son extension ne se justifiait pas au Congo, où il fallait avant tout faire appel à l'initiative des Etats riverains.

Ces arguments furent contestés par M. le Délégué belge, qui soutenait qu'un régime reconnu excellent pour le Danube, accepté comme un bienfait par toutes les nations, consacré par une série continue de décisions européennes, devait convenir à fortiori au Congo, où il n'existait qu'une civilisation embryonnaire. Il insistait sur cette considération qu'il était inadmissible que, faute d'indépendance, un pouvoir institué par les puissances maritimes des deux mondes dans un intérêt supérieur de civilisation, pût être exposé au danger de voir toute son action paralysée par la résistance même d'un seul riverain.

A la suite de cet échange d'observations et moyennant certaines atténuations de son texte, la proposition avait obtenu l'adhésion de plusieurs Membres de la Sous-Commission. M. Cordeiro, délégué portugais, avait de son côté fait des réserves explicites au point de vue de l'indépendance des Etats riverains.

D'après sa formule primitive, l'article 6 investissait la Commission internationale, ses agents et ses établissements du privilège de l'exterritorialité. Cette prérogative ayant paru trop étendue, on y avait substitué, à la suggestion de Sir Travers Twiss, la garantie personnelle de l'inviolabilité.

Le texte adopté par le Sous-Comité étant revenu devant la Commission, le même débat s'y est rouvert et à peu près dans les mêmes termes. Sur la proposition de M. le baron de Courcel, la Commission a décidé alors de réserver la première proposition de l'article 6 — celle qui traite de la position de la Commission internationale à l'égard des autorités territoriales — pour en reprendre l'examen après qu'il aurait été statué sur l'article 8, qui énumère les attributions de la même Commission. Cette procédure a été admise, et la seconde partie de l'article 6, qui confère l'inviolabilité aux Membres de la Commission et à leurs agents dans l'exercice de leurs fonctions, en étendant le même privilège à leurs offices, bureaux et archives, a ensuite été adoptée sans débat.

M. le Plénipotentiaire de Russie n'a adhéré à l'article 6 — ainsi qu'aux articles 7, 9 et 13 — que sous le bénéfice des réserves qu'il fera en Conférence et qui seront insérées au protocole.

Art. 7. — Le premier paragraphe de cet article donne lieu à une seule observation. Les termes *sur les lieux* qui figuraient dans le texte primitif ont été supprimés. Ce n'est pas que l'on ait été d'avis que la Commission pourrait siéger utilement ailleurs que sur les bords mêmes du Congo, mais on a voulu tenir compte de certaines difficultés qui pourront se présenter au début et rendre provisoirement quelque latitude indispensable.

D'après le second paragraphe, les règlements organiques devront être élaborés immédiatement. Plusieurs Membres de la Commission ont demandé qu'on fixât un délai qui ne pourrait excéder un an. Le terme adopté doit s'interpréter en ce sens que l'élaboration des règlements sera l'une des premières tâches dont la Commission aura à s'occuper.

Le troisième paragraphe a soulevé d'assez longs débats. MM. les Plénipotentiaires des Pays-Bas et de la France ont voulu réserver à leur Gouvernement la faculté d'approuver tous les règlements organiques, ainsi que les tarifs. M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, craignant que ce système n'entraînant des retards excessifs, a proposé que la Commission votât dans ce dernier cas aux deux tiers des suffrages, et que l'approbation des gouvernements fût présumée, s'ils ne réclamaient dans les six mois. Les mêmes vues et les mêmes préoccupations ont déterminé l'un des plénipotentiaires de l'Allemagne à proposer un délai d'un an, attendu qu'il lui semblait inadmissible qu'un seul Etat pût avoir la faculté indéfinie de paralyser l'action de tous les autres. Ce dernier terme n'a pas été admis. La Commission arrêtera donc les règlements organiques et les tarifs à la simple majorité; les gouvernements représentés auront le droit de les approuver avant leur mise en vigueur, mais ils s'engagent à faire connaître leur avis dans le plus bref délai possible.

Aux termes du paragraphe 4, les infractions aux règlements seront réprimées par les agents de la Commission internationale là où elle exerce directement son autorité, et ailleurs par la puissance riveraine.

M. l'Ambassadeur d'Angleterre a pensé que cet article pourrait être utilement complété par une disposition créant un mode d'appel pour les personnes qui se croiraient lésées dans leurs personnes ou leurs droits par un abus de pouvoir ou une injustice de la part d'un agent ou d'un employé de la Commission internationale. La proposition de Son Excellence a été admise et forme le dernier paragraphe de l'art. 7.

Art. 8. — Cet article, en tant qu'il définit les principales attributions de la Commission internationale, est d'une incontestable importance. La discussion dont il a été l'objet n'a pas fait ressortir des différences notables de vues entre les Représentants des puissances, tant dans la Sous-Commission que dans la Commission elle-même.

Voici en substance l'économie de l'art. 8 :

§ 1^{er}. La Commission internationale désigne les travaux à faire dans l'intérêt de la navigation : elle les exécute là où elle est souveraine, ou s'entend, pour les exécuter, avec les Pouvoirs riverains dans les lieux où il en existe.

§ 2. Le projet voté par la Commission attribue aux riverains la fixation des tarifs de ports, de quais, de magasins, etc., sans aucune intervention de la Commission internationale, à condition que ces tarifs soient purement compensateurs, conformément aux prescriptions de l'art. 2.

La Commission internationale arrête de son côté les tarifs du pilotage et ceux des droits de navigation.

§ 3. Ce paragraphe concerne la gestion des recettes.

§ 4. Pour l'établissement quarantenaire dont la création est prévue à l'embouchure du fleuve, le terme de contrôle fait place à celui de surveillance qui implique une intervention moins étendue. C'est à la demande de M. l'Ambassadeur de la Grande-Bretagne que cette substitution a eu lieu.

§ 5. Ce paragraphe règle la nomination des agents relevant de la Com-

mission internationale et celle des fonctionnaires dépendant des autorités locales.

L'alinéa final reproduit, avec certaines modifications de forme, la première proposition de l'ancien art. 6, d'abord réservée. La Commission internationale, dans l'exercice de ses attributions telles qu'elles sont définies et limitées par l'art. 8, ne dépendra pas de l'autorité territoriale.

Art. 9. — En permettant à la Commission internationale de recourir, au besoin et pour l'accomplissement de sa tâche, aux bâtiments de guerre des Puissances signataires de l'Acte de navigation, l'art. 9 ne fait que reproduire une disposition déjà en vigueur à l'embouchure du Danube. Il en serait autrement qu'une telle stipulation serait justifiée, dans son application au Congo, par la nécessité de protéger les commerçants, les factoreries ou les navires contre les entreprises des pirates ou dans les conflits avec les indigènes.

L'appel aux navires de guerre ne pourra toutefois avoir le caractère d'une réquisition. Il restera subordonné aux instructions que les commandants tiendraient de leur gouvernement.

Art. 10. — Le précédent du Danube, fleuve dans lequel les navires de guerre ne peuvent pénétrer, n'est plus applicable ici. Les bâtiments armés auront un libre accès au Congo et dans les eaux qui y sont assimilées, sauf les dispositions qui régissent la neutralité en temps de guerre. Quant au paiement ou à l'exemption des taxes, la marine de guerre y sera traitée d'après des prescriptions aujourd'hui de droit commun.

Art. 11. Ainsi que nous l'avons dit en commentant l'art. 2, des taxes pourront être établies pour couvrir les dépenses techniques et administratives faites dans l'intérêt de la navigation.

Aux termes de l'art. 8, il appartiendra à la Commission internationale de désigner les travaux propres à assurer la navigabilité du Congo selon les besoins du commerce général.

Ces travaux seront exécutés par la Commission internationale sur les sections du fleuve où aucune puissance n'exercera des droits de souveraineté; sur les sections occupées par une puissance souveraine, la Commission internationale s'entendra avec l'autorité territoriale.

A l'aide de quelles ressources financières pourvoira-t-elle aux dépenses des travaux dont la construction pourra lui incomber?

Elle disposera, d'après l'art. 8, des revenus que lui procureront le tarif du pilotage et le tarif général des droits de navigation. Mais ces revenus suffiront-ils à ses besoins? Dans tous les cas, ils suivront, mais ne précéderont pas la dépense qu'occasionnerait l'exécution des travaux dont il s'agit.

On a été ainsi conduit à prévoir le cas où la Commission internationale se trouverait dans l'alternative ou de surseoir à l'exécution de travaux que réclamerait l'intérêt de la navigation et du commerce, ou de recourir au crédit sous forme d'emprunts.

La question des emprunts et surtout celle de leur garantie ne pouvaient échapper à notre attention; elles touchent en effet à des considérations d'un caractère particulier et dont les gouvernements ont à tenir compte.

D'après le système proposé par la Sous-Commission, la Commission internationale ne devait négocier d'emprunt qu'avec l'autorisation formelle des gouvernements y représentés.

Cette disposition impliquait nécessairement un accord unanime. M. le Plénipotentiaire belge avait émis l'opinion qu'il conviendrait d'ajouter que, dans le cas où les gouvernements jugeraient à propos de garantir de tels emprunts, ils ne devraient être tenus que proportionnellement à la part de leur pavillon dans la navigation du fleuve. Cette base de répartition, quoique non insérée dans le projet d'article, avait paru généralement devoir être admise.

Au cours de l'examen de l'article dans la commission même, des objections multiples se sont produites. Les plénipotentiaires des Etats-Unis et des Pays-Bas ont décliné toute garantie financière. M. le Plénipotentiaire belge, en expliquant les résolutions de la Sous-Commission, a établi qu'il était bien entendu qu'en

aucun cas les gouvernements ne seraient tenus comme débiteurs ou comme garants que moyennant leur consentement individuel. M. l'Ambassadeur d'Angleterre a demandé que la Commission fût autorisée à conclure directement des emprunts, moyennant la majorité des deux tiers des voix et sans obligation pour la minorité. L'un des plénipotentiaires de l'Allemagne, M. de Kusserow, a déclaré de son côté que chacun devait rester libre, mais qu'il fallait cependant empêcher qu'une puissance, par son refus, pût paralyser l'action des autres.

L'examen de cet article a été repris au cours même de la lecture du rapport et a abouti à certaines dispositions nouvelles. Des doutes avaient surgi quant à l'étendue des pouvoirs de la Commission internationale en matière d'emprunts, ainsi qu'au degré de responsabilité résultant, pour les gouvernements, du vote qui serait émis à ce sujet par leur représentant dans la Commission. Si ce vote est affirmatif, crée-t-il pour l'Etat une obligation financière ou au moins morale? S'il est négatif, appartient-il à la majorité de lier les gouvernements en minorité? L'incertitude procédait de la clause finale du paragraphe 1 de l'art. 11, qui oblige les membres de la Commission, avant de statuer sur une proposition d'emprunt, de se munir de l'autorisation de leur gouvernement. L'Etat qui a donné cette autorisation n'a-t-il pas contracté de fait, même en dehors de toute convention de garantie, une obligation juridique?

Dans la pensée de la Commission, cette question devait être résolue négativement; mais afin de prévenir toute méprise et de fixer nettement l'interprétation du premier paragraphe de l'art. 11, M. le Plénipotentiaire d'Espagne a proposé de supprimer les termes « *avec l'autorisation des gouvernements y représentés.* » MM. les Plénipotentiaires de France, de Belgique, des Etats-Unis et de l'Allemagne se sont ralliés à cette suppression; M. l'Ambassadeur d'Angleterre a fait toutefois observer que des résolutions aussi graves que la conclusion d'un emprunt ne devraient pas pouvoir être prises par les commissaires internationaux sans être munis de pouvoirs spéciaux. Mais on a répondu qu'il serait à la fois conforme, d'une part, aux intérêts des gouvernements qui échapperaient ainsi à toute responsabilité, et d'autre part, aux exigences de la situation, qui pourrait, pour des travaux urgents, réclamer des ressources immédiates, que la Commission internationale eût une personnalité distincte qui dût contracter pour et par elle-même en n'engageant que son propre avoir.

Ce point de vue ayant prévalu, il a été décidé que l'article subirait trois modifications. Au paragraphe 1, on intercalerait, après le terme *negociier*, les mots *en son nom propre*; les expressions finales du même paragraphe 1 : *avec l'autorisation des gouvernements y représentés*, seraient remplacées par celles-ci : *exclusivement gagés sur les revenus attribués à ladite Commission*; enfin au paragraphe 2, on substituerait aux termes : *la garantie*, les termes plus précis : *aucune garantie ni solidarité à l'égard...*

Voici en conséquence le système dont la Commission propose la sanction à la Conférence, système qui se ramène à ces deux alternatives :

1^o La Commission internationale constitue un corps ayant une personnalité juridique propre, qui peut comme tel contracter des emprunts en son nom collectif, en engageant exclusivement ses ressources et son domaine.

Quand la Commission usera de cette faculté, elle sera tenue de statuer aux deux tiers des voix; mais ses membres n'engagent que l'avoir de la Commission et les gouvernements qu'ils représentent n'assument de ce chef aucune obligation quelconque.

2^o Si un emprunt décrété par la Commission internationale à la même majorité des deux tiers des voix n'est réalisable que sous la garantie d'un ou plusieurs des Etats signataires, la garantie ne sera acquise que moyennant une convention spéciale individuellement consentie et souscrite par chacune des puissances garantes.

On s'est demandé s'il ne conviendrait pas de soumettre à une surtaxe les navires appartenant à des puissances qui n'auraient pas cru devoir accorder leur garantie à des emprunts contractés par la Commission internationale.

Votre Commission s'est prononcée pour la négative. Il lui a paru que ces représailles d'une espèce particulière s'accorderaient mal avec l'esprit des actes de la Conférence, qui résiste aux traitements différentiels. La surtaxe atteindrait d'ailleurs, et contrairement à nos intentions, le pavillon des Etats qui ne seraient pas représentés dans la Commission internationale, ou qui n'auraient pas encore adhéré à nos résolutions. M. l'Ambassadeur d'Autriche a ajouté que la précaution avait perdu son utilité à la suite des remaniements qu'a subis l'article et qui laissent aux gouvernements la liberté absolue de leurs déterminations à l'égard des emprunts.

Art. 12. — Un établissement quarantenaire sera fondé aux embouchures du Congo, soit par l'initiative des puissances riveraines, soit par l'intervention de la Commission internationale. Ce dernier cas implique une entente entre les parties.

Le contrôle sanitaire à exercer sur les bâtiments dans le cours de la navigation fluviale fera, s'il y a lieu, l'objet d'une décision ultérieure des puissances.

Art. 13. — Cet article a une portée considérable ; il a occupé la Commission pendant plusieurs séances et donné lieu à des discussions approfondies. Son objet est d'étendre, dans la mesure du possible, au temps de guerre les garanties stipulées pour le temps de paix et d'assurer, même au cours d'hostilités éventuelles, la liberté du commerce et de la navigation sur le Congo, ses affluents, ainsi que sur les voies de communication qui leur sont assimilées.

Trois formules de rédaction se sont trouvées en présence pour traduire cette pensée.

La première, préparée par le gouvernement impérial allemand, proclame la neutralité du fleuve et des voies assimilées ; impose aux puissances signataires l'obligation de respecter et de faire respecter cette neutralité ; stipule le maintien, malgré l'état de guerre, de toutes les dispositions édictées par l'acte de navigation, sauf pour la contrebande de guerre ; neutralise le personnel, les ouvrages et les établissements de la Commission internationale, sous la garantie du respect et de la protection des belligérants, et charge la Commission internationale elle-même de veiller au maintien de cette neutralité.

La seconde formule, remise par le représentant de la Belgique, ne s'écarte de la première qu'en tant qu'elle complète l'énumération des voies assimilées au fleuve, qu'elle réserve les obligations spéciales dérivant pour la Belgique de sa propre neutralité, — qu'elle stipule explicitement le maintien, pendant l'état de guerre, des dispositions de l'acte de navigation au profit des belligérants aussi bien que des neutres, — et enfin qu'elle prévoit, en cas d'hostilités entre les riverains, l'intervention officieuse, l'offre de médiation de la Commission internationale.

La troisième formule, introduite par la Grande-Bretagne, est conçue sur d'autres bases ; elle élimine le terme même de neutralité, qu'elle remplace par l'engagement de maintenir, en temps de guerre, la liberté de la navigation. Cette proposition a revêtu deux formes ; la seconde, plus complète, plus explicite que la première, se résume ainsi : La navigation du Congo, de ses affluents, des voies assimilées, ainsi que de la mer à une lieue marine de distance en avant de l'embouchure du Congo, demeure libre en temps de guerre pour le pavillon marchand de toutes les nations, sans distinction par conséquent entre les belligérants et les neutres. Les routes terrestres sont placées sous un régime analogue. Le commerce de la contrebande de guerre est excepté ; la fourniture de houille aux bâtiments de guerre belligérants est soumise à certaines restrictions spéciales que les puissances émettraient le vœu de voir sanctionner par des mesures répressives. Les dispositions de l'acte de navigation restent en vigueur, sauf pour le transport des munitions de guerre. Le personnel, les ouvrages et les établissements de la Commission internationale seront respectés par les belligérants.

Sous des formes diverses, ces trois textes concordent dans leurs dispositions fondamentales et s'inspirent du même esprit. C'est ce qui a fait naître la pensée

de les fonder dans une rédaction transactionnelle qui contiendrait tous les éléments sur lesquels l'accord paraissait acquis dès le principe au sein de la Commission. D'après ce nouveau texte, l'acte de navigation est maintenu pendant l'état de guerre. La navigation du Congo, de ses affluents, ainsi que de la mer territoriale en face de l'embouchure du fleuve demeure libre pour l'usage commercial. Le même régime s'étend aux voies de communication assimilées. Les articles réputés contrebande de guerre par le droit des gens sont exceptés de ce régime. Le personnel, les ouvrages et les établissements de la Commission internationale sont neutralisés ; les belligérants s'engagent à les respecter et à les protéger.

Deux points seulement de cette formule ont soulevé quelques observations de la part des représentants de la Grande-Bretagne ; l'un a trait à l'obligation de protéger les établissements internationaux, qui pourraient, craint-on, être utilisés de la sorte pour des buts de guerre ; l'autre concerne l'omission du régime spécial prévu pour le charbon dans la proposition anglaise.

Mais avant d'aborder la discussion de ces objections, la Commission a examiné une proposition plus étendue présentée par M. le Ministre des Etats-Unis.

Aux termes de ce projet, ce ne seraient plus seulement le fleuve, les eaux assimilées, les routes, qui seraient neutralisés en temps de guerre : tous les territoires qui font partie du bassin conventionnel du Congo, tel qu'il est délimité à l'art. 1 de la Déclaration sur la liberté commerciale, seraient placés sous le même régime. Tout acte d'hostilité dans ces contrées serait interdit aux belligérants ; aucun article qualifié de contrebande de guerre ne pourrait leur être fourni. Enfin, les puissances signataires acquiescraient le droit de faire respecter cette neutralité.

Dans un mémoire dont il a donné lecture à la Commission, M. Kasson explique et justifie sa proposition. Il ne prétend pas exclure absolument l'hypothèse d'une guerre entre puissances riveraines du Congo ; mais il voudrait empêcher que des puissances d'Europe ou d'Amérique, qu'elles aient ou non des possessions dans les bassins du Congo, y transportassent le théâtre de leurs hostilités éventuelles. Les guerres coloniales ont considérablement entravé et longtemps paralysé l'essor des colonies américaines. La même expérience ne devrait pas se renouveler en Afrique. Il ne faut pas que les efforts qui seront faits, que les établissements qui pourront être créés à grands frais par des neutres dans les Etats du Congo puissent être menacés ou détruits par des compétitions ou des luttes auxquelles ces Etats eux-mêmes seraient étrangers. Afin de prévenir tout malentendu sur sa pensée, M. Kasson l'a traduite en des termes conformes aux explications de son mémoire justificatif.

A la demande de M. de Kusserow, les juriconsultes qui assistaient à la séance sont invités à faire connaître leur sentiment. M. le professeur Asser, délégué des Pays-Bas, appuie la motion de M. Kasson, pour la raison que la liberté des fleuves en temps de guerre ne se comprend pas sans celle des territoires. Il distingue entre la liberté de continuer le commerce et la neutralité, et il rend hommage à la diplomatie aidant aux progrès de la science du droit international.

M. Travers Twiss, délégué britannique, pense que la neutralité serait difficile à maintenir en Afrique en cas de guerre entre les puissances qui y posséderaient des colonies. Mais que s'il s'agit, non d'interdire la guerre, mais d'en circonscrire le théâtre, la proposition devient pratique.

M. Engelhard, délégué français, constate que l'on est d'accord sur le maintien de la liberté de la navigation en temps de guerre. La neutralité appliquée aux cours d'eau seulement ne lui paraît pas pouvoir soulever d'objection.

A la suite de ces explications, la Commission aborde le fond du débat. M. l'Ambassadeur d'Angleterre déclare que son gouvernement est prêt à souscrire l'engagement proposé par M. le Plénipotentiaire des Etats-Unis et l'accepte dans la plus grande extension qu'on voudra lui donner. M. le comte de Hatzfeldt s'exprime dans le même sens au nom de l'Allemagne, qui est disposée à étendre aussi loin que possible l'immunité que l'on a en vue. M. le Plénipotentiaire

de l'Italie partage ce sentiment. Il hésite à suggérer un arbitrage qui semblerait ne pas devoir réunir l'unanimité des votes ; mais peut-être pourrait-on reprendre la clause de médiation insérée au 23^e protocole du Congrès de Paris, en lui prêtant, pour cette question spéciale, une plus grande efficacité. Il met cette opinion sous le patronage de M. le chevalier Mancini, dont la haute compétence est reconnue aussi dans la science du droit international.

Le plénipotentiaire de Portugal, M. de Serpa Pimentel, est d'avis que le projet de M. Kasson porte atteinte à la souveraineté des Etats du Congo ou des puissances qui y ont des colonies. Son application pourrait avoir pour effet de soumettre le territoire d'un même Etat ou d'une même colonie à deux régimes internationaux différents, s'il était traversé par la ligne de délimitation du bassin du Congo. Pour ces motifs, il ne saurait s'y rallier.

M. de Kusserow se prononce dans un autre sens. Il trouve que la proposition américaine s'inspire de la pensée même qui a présidé à la convocation de la Conférence. Elle est conforme à l'intérêt commun. Il s'agit simplement de prendre l'engagement de limiter le champ des hostilités futures, de renoncer à poursuivre dans le bassin du Congo un conflit qui aurait éclaté ailleurs. Les Etats et colonies du Congo ne seraient pas impliqués dans des guerres ne les concernant pas. Le plénipotentiaire de l'Allemagne appuiera toute combinaison conçue dans cet esprit.

M. le baron Lamhermont dit que, s'il est un Etat qui ait à se montrer sympathique au principe de la neutralité, c'est assurément la Belgique, qui lui doit une période déjà longue de paix et de prospérité. Il fait toutefois remarquer que si, d'après la proposition de M. Kasson, il s'agit seulement de s'obliger à ne pas faire la guerre dans le bassin du Congo, la Belgique serait dans son rôle d'Etat perpétuellement neutre en souscrivant un tel engagement.

M. l'Ambassadeur de France élève des objections contre la proposition formulée par M. le Ministre des Etats-Unis. La neutralité, dit-il, ne peut revêtir que deux formes : elle est ou volontaire et libre ou imposée et garantie. Il ne s'agit pas de cette dernière, et la première ne se décrète pas. Dès lors, la mesure proposée serait sans valeur pratique. Aucun gouvernement belligérant, ayant des possessions dans le bassin du Congo, ne pourrait s'y soumettre. On ne peut réclamer d'un Etat belligérant qu'il se prive d'une partie de ses moyens d'action. M. le baron de Courcel ajoute qu'un tel engagement ne pourrait être tenu. Quand un Etat est en guerre, il la fait avec toutes ses ressources. La proposition transactionnelle concernant les voies navigables et les routes réalise tout ce qui est praticable dans le projet de M. Kasson. Cette proposition est déjà un très grand progrès, puisqu'elle consacre le principe de l'inviolabilité, sur ces eaux et ces routes, de la propriété privée, tant belligérante que neutre.

M. l'Ambassadeur d'Italie constate qu'il s'agit moins de neutraliser le bassin du Congo que de prendre un engagement en vertu duquel les Puissances signataires renonceraient à se faire la guerre dans ce bassin. C'est la sécurité et l'expansion du grand marché qui va s'ouvrir sur les bords du Congo, ajoute de son côté M. de Kusserow, qu'il s'agit exclusivement d'assurer.

Au terme de cet échange de vues, M. le Plénipotentiaire des Etats-Unis soutient son projet. Il déclare qu'il ne vise pas les guerres en Afrique, mais les guerres étrangères qui seraient transférées en Afrique. Il ne s'agit que de soustraire le bassin du Congo à des conflits qui ne le concernent pas et d'empêcher les belligérants de soulever les tribus indigènes, déjà trop portées à la lutte et au pillage. Notre proposition, dit-il, n'est pas seulement humanitaire, elle a un sens très pratique : nous ne ferons pas la guerre dans le Congo, mais pour la sécurité de notre commerce et de nos établissements, nous avons intérêt à ce qu'on ne l'y apporte pas. M. Kasson demande toutefois de pouvoir remanier sa proposition dans le but de tenir compte des dissidences qui se sont manifestées, mais en maintenant l'idée fondamentale.

Tel était le résultat de la discussion à l'issue de la séance du 10 décembre. Avant qu'elle fût reprise, M. l'Ambassadeur de France a proposé de disjoindre les deux propositions en présence relativement au régime sous lequel serait

placé, en temps de guerre, le bassin conventionnel du Congo. Il a fait remarquer que la proposition primitive formant l'article 13 du projet, sans distinction de formules, concernait exclusivement les eaux de ce bassin, tandis que celle de M. le Plénipotentiaire des Etats-Unis stipulait pour les territoires. La disposition relative à l'immunité en temps de guerre de la navigation marchande était, du reste, destinée, à l'exception du paragraphe final, à être appliquée au Niger aussi bien qu'au Congo. Il serait donc utile d'arrêter le texte de cet article en prenant pour base de discussion la formule dite transactionnelle qui avait paru traduire fidèlement les données communes aux divers systèmes proposés.

M. le Plénipotentiaire des Etats-Unis ne s'est pas opposé à cette disjonction des deux projets, mais il a fait remarquer que sa proposition, conçue sur un plan plus large, enveloppait l'autre et ferait, si elle était acceptée, double emploi avec la première, sauf pour le cas d'application au Niger.

M. l'Ambassadeur de France ne conteste pas cette appréciation, mais ne trouve aucun inconvénient à résoudre séparément les deux questions. La clause fluviale prendrait place dans les deux actes de navigation ; celle qui concerne la neutralité des territoires pourrait former un article supplémentaire de la déclaration de la liberté commerciale. Les deux textes seraient corrélatifs.

La Commission adopte cette procédure, avec la réserve demandée par M. le Plénipotentiaire des Etats-Unis que la rédaction de l'article 13 pourrait être révisée après qu'on aurait statué sur sa proposition.

L'examen de l'article même n'a révélé aucune dissidence essentielle. Les membres de la Commission se sont trouvés unanimes pour souscrire au progrès considérable qu'il introduit dans le code maritime des nations. La décision que la Conférence est appelée à prendre à cet égard fera sans doute époque dans le droit international.

Le paragraphe 1^{er} de l'article consacre le principe de la liberté en temps de guerre du pavillon marchand de tous les peuples, tant belligérants que neutres, sur le Congo, ses embouchures, ses embranchements et affluents, ainsi que dans la mer territoriale qui lui fait face. C'est une sanction nouvelle et une extension importante du principe de l'inviolabilité de la propriété privée dans les conflits internationaux. Afin d'élargir encore le sens pratique de cette disposition, les termes de *temps de guerre* ont été substitués à ceux plus restreints d'*état de guerre*.

Le second paragraphe couvre de la même garantie les routes, chemins de fer, lacs et canaux mentionnés dans les articles 3 et 4.

Le troisième paragraphe excepte de la protection stipulée ci-dessus la contrebande de guerre, en s'en tenant pour la définition de celle-ci aux règles générales du droit des gens.

Le paragraphe 4 enfin neutralise le personnel, les ouvrages, établissements, caisses, etc., de la Commission internationale, conformément au système adopté pour la Commission européenne du Bas-Danube et définitivement consacré par l'article 7 du Traité de Londres du 13 mars 1871. Toutefois M. l'Ambassadeur d'Angleterre a demandé la suppression du terme *protégés*, dans la crainte que des belligérants n'abusassent de cette protection pour s'installer dans les établissements de la Commission internationale et les faire servir à des buts de guerre. MM. les Plénipotentiaires d'Allemagne n'ont pu partager cette crainte ; ils pensent que la protection dont il s'agit peut être indispensable en cas d'attaques éventuelles de la part des indigènes. Quant aux abus qu'on a paru redouter, toutes les Puissances seront d'accord pour les réprimer comme contraires à la pensée qui a dicté l'article.

Il a été convenu qu'il serait fait mention de ces explications au rapport, et le paragraphe final a ensuite été adopté sans changement.

Art. 14. — Lorsqu'il s'est agi d'arrêter définitivement les termes de la déclaration relative à la liberté du commerce, vous avez été d'avis que tout prévoir et tout régler serait une tâche prématurée ; vous avez fait la part de l'avenir et de la prévoyance.

Les mêmes considérations nous ont fait adopter une conclusion analogue en

ce qui touche le régime de la navigation. Pour parer à toutes les éventualités, la Commission a placé à la fin de l'Acte de navigation un article par lequel les Puissances se réservent d'y introduire, de commun accord et à telle époque qu'elles jugeront convenable, les modifications ou les améliorations dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

II

Acte de navigation du Niger

Le Niger se distingue du Congo par des différences géographiques, commerciales et politiques qui vous sont connues.

Par suite de cette diversité de situation, les régimes proposés pour la navigation des deux fleuves ne sont pas identiques.

Ainsi qu'il est dit dans l'introduction de ce rapport, la Commission a eu à délibérer, en ce qui concerne la navigation du Niger, sur un projet déposé par M. l'Ambassadeur d'Angleterre (voir annexe n° 3) et auquel la Sous-Commission n'a fait subir que des retouches secondaires. Le projet primitif a ensuite fait place à un projet amendé par le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne.

Trois éléments sont à considérer dans l'Acte que la Commission propose à votre approbation (voir annexe n° 7) : *le préambule, la liberté de la navigation, l'exercice de l'autorité administrative et de la police fluviale.*

Le texte du préambule reproduit identiquement celui qui a été admis pour le Congo, sauf qu'il ne vise pas les articles 13 et 16 du Traité de Paris, qui se rapportent au régime danubien. La mention spéciale de ce fleuve a donc également disparu. Cette suppression, au moins quant à la mention de l'article 16 du Traité de Paris, est la conséquence de la résolution prise de ne pas instituer pour le Niger une Commission internationale.

Les articles 1, 2, 3 et 4 reproduisent les règles adoptées pour le Congo par rapport à la liberté de la navigation sur le fleuve et ses affluents, à l'interdiction de tout traitement différentiel ainsi que des taxes et des péages qui ne seraient pas strictement compensateurs, enfin à l'assimilation des routes, chemins de fer et canaux au fleuve lui-même ou à ses affluents, quand ils tiennent lieu de sections impraticables de leur cours. Ces articles n'ont donné lieu qu'à quelques observations relatives à la concordance des textes entre les deux Actes.

Aucune différence ne subsiste entre les articles 1^{er} des deux Actes ; mais il a été entendu que l'interdiction, au paragraphe 3, de toute concession d'un privilège exclusif, n'enlève pas la faculté de subventionner des entreprises privées dans un but d'utilité publique.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 2 est conçu sous une forme plus générale parce qu'il n'y a plus lieu d'énumérer les diverses espèces de droits qui pourront être perçus, notamment par la Commission internationale. Les trois catégories de taxes prévues pour le Congo rentrent sous l'unique rubrique de droits compensateurs, levés pour couvrir les dépenses faites dans l'intérêt du commerce et de la navigation.

De l'article 3 il ne subsiste que le premier paragraphe, attendu que l'Acte de navigation du Niger s'applique exclusivement aux eaux comprises dans son bassin géographique.

Le même motif explique la modification apportée au texte de l'article 4. M. le Plénipotentiaire d'Allemagne a toutefois demandé ici que, vu l'état d'incertitude où l'on se trouve encore à l'égard du système complet du delta du Niger, on intercalât les termes *embranchements et issues après affluents*. Cette proposition a été admise sans contestation.

Les articles 5, 6 et 7 règlent l'exercice de la police et de l'administration fluviale dans des conditions identiques pour les Puissances qui exercent déjà ou qui viendront ultérieurement à exercer dans le bassin du Niger des pouvoirs souverains ou un protectorat.

La Grande-Bretagne et la France s'engagent séparément à édicter des règlements fluviaux qui consacrent la liberté de navigation et facilitent autant que possible la circulation des navires. Elles promettent en outre de protéger les négociants étrangers au même titre que leurs nationaux. Toute Puissance signataire du présent Acte assume d'avance les mêmes obligations si elle acquerrait plus tard des possessions dans le bassin du Niger.

L'article 8 établit sur le cours du Niger et de ses affluents un régime d'immunité en temps de guerre, au profit du commerce de toutes les nations, identique à celui qui a été adopté pour le Congo. Dans son application spéciale au Niger, cette disposition n'a pas donné lieu à un débat distinct, sauf toutefois que M. l'Ambassadeur d'Angleterre a demandé la suppression de la mention des lacs, désir auquel il a été fait droit. Le paragraphe final concernant la Commission internationale du Congo n'a pu trouver son application sur le Niger; il a donc été éliminé. Pour le sens et l'interprétation des autres paragraphes de cet article, il suffira de s'en référer aux explications fournies sur l'article 13 de l'acte de navigation du Congo.

L'article 9 est également commun aux deux Actes; il prévoit une revision des clauses qui précèdent, dans la pensée d'y apporter les améliorations que l'expérience aura indiquées.

M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne a proposé d'ajouter à l'Acte de navigation du Niger un article ainsi conçu :

« Le transit des boissons spiritueuses est prohibé sur le cours du Bas-Niger. »

Cette proposition a pris ensuite la forme suivante :

« Les Puissances, en tant que les eaux du Niger, de ses embranchements et issues et de ses affluents, sont ou seront sous leur souveraineté ou leur protectorat, pourront adopter, à l'égard du transit des boissons spiritueuses par les dites eaux, les dispositions qu'elles jugeront nécessaires dans l'intérêt des populations indigènes. »

D'après les renseignements que Son Excellence a bien voulu donner à la Commission, les populations musulmanes de ces régions ne fabriquent ni ne boivent de liqueurs alcooliques. L'introduction des boissons spiritueuses mettrait gravement en péril leur bien-être physique et moral.

La Conférence, comme le constatent les protocoles des séances du 19 novembre et du 1^{er} décembre, avait déjà été saisie de cette question par l'initiative de M. le Comte de Launay.

La Commission ne pouvait manquer de s'associer au sentiment élevé qui a inspiré la proposition de M. l'Ambassadeur d'Angleterre, et, d'une voix unanime, elle propose à la Conférence d'émettre le vœu qu'une entente s'établisse entre les Gouvernements pour régler la question dont il s'agit d'une manière qui concilie les droits de l'humanité avec les intérêts du commerce, en ce que ces derniers peuvent avoir de légitime.

Avant de terminer ce rapport, nous croyons devoir acquitter une dette de reconnaissance. MM. Banning, Engelhardt, Anderson, Crowe, Sir Travers Twiss, Asser et Cordeiro, Délégués de Belgique, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et du Portugal, ont bien voulu prêter au Sous-Comité et à la Commission un concours qui a été justement apprécié. MM. Woerman, Stanley et de Bloeme, Délégués de l'Allemagne, des États-Unis et des Pays-Bas, ont de leur côté mis au service de nos délibérations les résultats de leur expérience personnelle. M. le Délégué belge a de plus contribué à réunir les éléments du présent travail. La Commission est certaine d'être votre organe en leur exprimant notre sincère gratitude.

Messieurs, un vaste marché est ouvert au cœur même de l'Afrique. Toutes les nations y seront traitées dans des conditions de parfaite égalité et le commerce n'y connaîtra ni droits d'entrée ni formalités vexatoires. Les intérêts économiques n'ont pas seuls fixé vos préoccupations; vous avez en même temps servi la

cause de l'humanité, de la civilisation, de la science et du sentiment religieux. Telle est, dans sa valeur matérielle comme dans son acception la plus noble, la portée de la Déclaration dont les clauses ont déjà obtenu votre assentiment.

L'Acte sur lequel vous allez délibérer n'est pas moins digne de votre sollicitude. La nature a créé de grandes voies fluviales par lesquelles le commerce et, avec lui, il faut l'espérer, le progrès sous toutes ses formes pénétreront jusqu'au centre du continent Africain. Mais, pour les mettre en état de répondre à cette destination, il importe de les placer sous la protection d'un large système de franchises et de garanties. C'est là l'objet des Actes de navigation qui appliqueront au Congo et au Niger, dans la mesure diverse que comportent les circonstances, les principes qui font de la libre navigation des fleuves une des plus belles conquêtes du droit moderne.

Le Président,
ALPH. DE COURCEL.

Le Rapporteur,
BARON LAMBERT.

Projet d'acte de navigation du Congo (Niger)

Le Congrès de Vienne ayant établi certains principes généraux relatifs au régime de la navigation sur les cours d'eau dont le libre usage est d'un intérêt international, et ces principes ayant, par le fait de leur application à plusieurs fleuves de l'Europe et de l'Amérique, passé dans le domaine du droit public, les Puissances dont les Plénipotentiaires se sont réunis en conférence à Berlin ont résolu d'appliquer les mêmes principes au Congo (Niger).

A cet effet, elles sont convenues des articles suivants :

Article 1^{er}. — La navigation du Congo (Niger) est et demeurera entièrement libre pour toutes les nations, tant pour le transport des marchandises que pour celui des voyageurs. Elle devra se conformer aux dispositions du présent Acte de navigation ou des règlements à établir en exécution de cet Acte.

Dans l'exercice de cette navigation les sujets et les pavillons de toutes les nations seront traités, sous tous les rapports, sur le pied d'une parfaite égalité, tant pour la navigation directe de la pleine mer vers les ports intérieurs du Congo (Niger) et *vice versa*, que pour le grand et le petit cabotage sur tout le parcours de ce fleuve.

En conséquence, il ne sera concédé ni privilèges exclusifs de navigation sur tout le parcours et aux embouchures du Congo (Niger), ni faveurs spéciales d'aucune sorte, soit à des sociétés ou corporations quelconques, soit à des particuliers.

Ces dispositions font désormais partie du droit public international, et les Puissances signataires du présent Acte les prennent sous leur garantie.

Art. 2. — La navigation du Congo (Niger) ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance qui ne seraient pas expressément stipulées dans le présent Acte.

Dans toute l'étendue du Congo (Niger) les marchandises transportées sur le fleuve, quelles que soient leur provenance et leur destination, ne seront soumises à aucun droit de transit.

Il ne sera établi aucun péage basé sur le seul fait de la navigation du fleuve, ni aucuns droits d'échelle, d'étape, de dépôt, de rompre charge, ou de relâche forcée. Pourront seuls être perçus des taxes ou droits qui auront le caractère de rétributions pour services rendus à la navigation même, savoir :

1^o Des taxes de port pour l'usage effectif de certains établissements locaux, tels que quais, magasins, etc.

Le tarif de ces taxes sera calculé sur les dépenses de construction et d'entretien desdits établissements locaux, et l'application en aura lieu sans égard à la provenance des navires et à leur cargaison.

2° Des droits de pilotage sur les sections fluviales où seront créées des stations de pilotes brevetés.

Le tarif de ces droits sera fixe et proportionné au service rendu

3° Des droits destinés à couvrir les dépenses techniques et administratives faites dans l'intérêt général de la navigation.

Les droits de cette dernière catégorie seront basés sur le tonnage des navires, tel qu'il est indiqué par les papiers de bord, et cela sans acception de la nature des marchandises flottantes.

Les tarifs d'après lesquels les taxes et droits énumérés dans les trois paragraphes précédents seront perçus, ne comporteront aucun traitement différentiel et devront être officiellement publiés dans chaque port.

Art. 3. — Les routes de terre riveraines et les canaux latéraux qui pourront être établis dans le but spécial de suppléer à l'innavigabilité ou aux imperfections de la voie d'eau sur certaines sections du parcours du Congo (Niger) seront considérés, dans leur qualité de moyens de communication, comme des dépendances de ce fleuve et seront également ouverts au trafic de toutes les nations.

De même que sur le fleuve il ne pourra être perçu sur ces routes et canaux que des péages calculés sur les dépenses de construction, d'entretien et de surveillance, et sur les bénéfices dus aux entrepreneurs.

Quant au montant de ces péages, les étrangers et les nationaux des territoires respectifs seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 4. — Dans le but de subvenir aux dépenses techniques et administratives votées d'un commun accord, il sera créé une caisse de navigation pour le Congo (Niger).

Cette caisse sera dotée au moyen d'emprunts dont les intérêts seront garantis par les puissances désignées dans l'article 7 de cet acte.

Le produit des droits spécifiés au troisième paragraphe de l'article 2 sera affecté par priorité et préférence au remboursement desdits emprunts suivant les conventions passées avec les prêteurs.

L'excédent de ce produit sera tenu en réserve pour faire face aux dépenses qui seront jugées utiles dans l'intérêt général.

Art. 5. — Aux embouchures du Congo (Niger) il sera fondé un établissement quarantenaire qui exercera le contrôle sur les bâtiments tant à l'entrée qu'à la sortie.

Il sera décidé plus tard par les Puissances si et dans quelles conditions un contrôle sanitaire devra être exercé sur les bâtiments dans le cours de la navigation fluviale.

Art. 6. — Les affluents du Congo (Niger) seront à tout égard soumis au même régime que le fleuve dont ils sont tributaires.

Art. 7. — Une Commission internationale pour le Congo (Niger) sera chargée d'assurer l'exécution des dispositions du présent acte.

Les Puissances signataires de cet acte, ainsi que celles qui y adhéreront postérieurement, pourront se faire représenter dans ladite Commission, chacune par un délégué.

Ce délégué sera directement rétribué par son Gouvernement.

Quant aux divers agents et employés de la Commission internationale, ils seront entretenus sur les fonds de la caisse de navigation, prévue à l'article 4.

Art. 8. — La Commission internationale du Congo (Niger) se constituera sur les lieux, trois mois après la ratification du présent acte.

Elle élaborera dans le délai de des règlements de navigation, de police fluviale, de pilotage et de quarantaine, ainsi que les tarifs prévus à l'article 2. Ces règlements et tarifs, avant d'être mis en vigueur, seront soumis à l'approbation des Puissances signataires du présent acte.

Art. 9. — La Commission internationale du Congo (Niger), chargée aux termes de l'article 7 d'assurer l'exécution du présent acte, aura notamment dans ses attributions :

1° La désignation des travaux propres à assurer la navigabilité du Congo (Niger) selon les besoins du commerce international;

Sur les sections du fleuve où aucune Puissance n'exercera des droits de souveraineté, la Commission internationale prendra elle-même les mesures nécessaires pour assurer la navigabilité du fleuve.

Sur les sections du fleuve occupées par une Puissance souveraine, cette tâche spéciale appartiendra à l'autorité riveraine qui s'entendra à cet égard avec la Commission internationale;

2° La fixation des tarifs de port et de pilotage et celle du tarif général des droits prévus aux 1^{er}, 2^e et 3^e paragraphes de l'article 2.

La perception de ces différents droits appartiendra à l'autorité territoriale sur les sections occupées par une Puissance souveraine, et à la Commission internationale sur les autres sections;

3° L'administration de la caisse de navigation, créée par l'article 4, et la conclusion des emprunts, destinés à la dotation de cette caisse;

4° Le contrôle de l'établissement quarantenaire prévu dans l'article 5;

Le personnel de cet établissement sera institué par l'autorité territoriale et, à son défaut, par la Commission internationale;

5° La nomination des agents dépendant du service général de la navigation et celle de ses propres employés.

L'institution des inspecteurs locaux appartiendra à l'autorité territoriale sur les sections occupées par une Puissance souveraine, et à la Commission Internationale sur les autres sections du fleuve.

Art. 10. — Les Puissances signataires de cet acte et celles qui y adhéreront postérieurement reconnaissent la neutralité en temps de guerre du Congo (Niger) et de ses affluents, ainsi que des routes et canaux mentionnés dans les articles 3 et 6, et elles prennent l'engagement de respecter et de faire respecter cette neutralité.

En conséquence, toutes les dispositions de cet acte demeureront en vigueur, malgré l'état de guerre, sauf en ce qui concerne le transport d'articles de contrebande de guerre.

Tous les ouvrages et établissements créés en exécution de cet acte, notamment les bureaux de perception et leurs caisses, de même que le personnel attaché d'une manière permanente au service de ces établissements, jouiront des bénéfices de la neutralité et seront également respectés et protégés par les belligérants.

La Commission internationale veillera à ce que cette neutralité soit généralement maintenue.

Art. 11. — Dans l'accomplissement de sa tâche, la Commission internationale pourra recourir, au besoin, aux bâtiments de guerre des puissances signataires de cet acte et de celles qui y accéderont à l'avenir.

Projet de déclaration présenté par Son Exc. M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne pour assurer la liberté de la navigation sur le Niger.

La Grande-Bretagne s'engage à ce que la navigation du Niger et ses affluents, en tant qu'ils sont ou seront sous sa souveraineté ou son protectorat, sera libre, sans aucun traitement différentiel, quel qu'il soit, aux navires marchands de toutes les nations sur le même pied que les navires britanniques.

Elle s'engage à n'imposer aucun péage, ni aucun droit, sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires, basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve et de ses affluents. Les règlements qu'elle établira pour la sûreté et le contrôle de la navigation seront conçus de manière à faciliter autant que possible la circulation des navires marchands.

Il est entendu que rien dans les engagements ainsi pris ne saurait être interprété comme empêchant ou pouvant empêcher la Grande-Bretagne de faire quelque règlement de navigation que ce soit, qui ne serait pas contraire à l'esprit de ces engagements.

La Grande-Bretagne s'engage à protéger les négociants étrangers de toutes les nations faisant le commerce dans les parties du cours du Niger qui sont ou seront sous sa souveraineté ou son protectorat également comme s'ils étaient ses propres sujets, pourvu toutefois que ces négociants se conforment aux règlements qui sont ou seront établis aux termes de ce qui précède.

Projet d'acte de navigation du Congo proposé par la Commission.

Le Congrès de Vienne ayant établi par les articles 108 à 116 de son acte final les principes généraux qui règlent la libre navigation des cours d'eau navigables qui séparent ou traversent plusieurs Etats, et ces principes complétés par les articles 15 et 16 du Traité de Paris du 30 mars 1856, ayant reçu une application de plus en plus large à des fleuves de l'Europe et de l'Amérique, et spécialement au Danube, les Puissances dont les Plénipotentiaires se sont réunis en Conférence à Berlin, ont résolu de les étendre également au Congo, à ses affluents, ainsi qu'aux eaux qui leur sont assimilées.

A cette fin, elles sont convenues des articles suivants :

Article premier. — La navigation du Congo, sans exception d'aucun des embranchements ni issues de ce fleuve, est et demeurera entièrement libre pour les navires marchands, en charge ou sur lest, de toutes les nations, tant pour le transport des marchandises que celui des voyageurs. Elle devra se conformer aux dispositions du présent acte de navigation et aux règlements à établir en exécution de cet acte.

Dans l'exercice de cette navigation, les sujets et les pavillons de toutes les nations seront traités, sous tous les rapports, sur le pied d'une parfaite égalité, tant pour la navigation directe de la pleine mer vers les ports intérieurs du Congo, et *vice versa*, que pour le grand et le petit cabotage, ainsi que pour la batellerie sur le parcours de ce fleuve.

En conséquence, sur tout le parcours et aux embouchures du Congo, il ne sera fait aucune distinction entre les sujets des Etats riverains et ceux des non-riverains, et il ne sera concédé aucun privilège exclusif de navigation, soit à des sociétés ou corporations quelconques, soit à des particuliers.

Ces dispositions sont reconnues par les Puissances signataires comme faisant désormais partie du droit public international.

Art. 2. — La navigation du Congo ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance qui ne soient pas expressément stipulées dans le présent acte. Elle ne sera grevée d'aucune obligation d'échelle, d'étape, de dépôt, de rompre charge ou de relâche forcée.

Dans toute l'étendue du Congo, les navires et les marchandises transitant sur le fleuve ne seront soumis à aucun droit de transit, quelle que soit leur provenance ou leur destination.

Il ne sera établi aucun péage maritime ni fluvial, basé sur le seul fait de la navigation, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires. Pourront seuls être perçus des taxes ou droits qui auront le caractère de rétribution pour services rendus à la navigation même, savoir :

1^o Des taxes de port pour l'usage effectif de certains établissements locaux, tels que quais, magasins, etc.

Le tarif de ces taxes sera calculé sur les dépenses de construction et d'entretien desdits établissements locaux, et l'application en aura lieu sans égard à la provenance des navires ni à leur cargaison ;

2^o Des droits de pilotage sur les sections fluviales où il paraîtrait nécessaire de créer des stations de pilotes brevetés.

Le tarif de ces droits sera fixe et proportionné au service rendu ;

3° Des droits destinés à couvrir les dépenses techniques et administratives, faites dans l'intérêt général de la navigation, y compris les droits de phare, de fanal et de balisage.

Les droits de cette dernière catégorie seront basés sur le tonnage des navires, tel qu'il résulte des papiers de bord, et conformément aux règles adoptées sur le bas Danube.

Les tarifs d'après lesquels les taxes et droits, énumérés dans les trois paragraphes précédents, seront perçus, ne comporteront aucun traitement différentiel et devront être officiellement publiés dans chaque port.

Les Puissances se réservent d'examiner, au bout d'une période de cinq ans, s'il y a lieu de reviser, d'un commun accord, les tarifs ci-dessus mentionnés.

Art. 3. — Les affluents du Congo seront à tous égards soumis au même régime que le fleuve dont ils sont tributaires.

Le même régime sera appliqué aux fleuves et rivières ainsi qu'aux lacs et canaux des territoires déterminés par l'article 1, paragraphes 2 et 3, de la Déclaration relative à la liberté du commerce dans le bassin conventionnel du Congo.

Art. 4. — Les routes, chemins de fer ou canaux latéraux qui pourront être établis dans le but spécial de suppléer à l'innavigabilité ou aux imperfections de la voie fluviale sur certaines sections du parcours du Congo, de ses affluents et des autres cours d'eau qui leur sont assimilés par l'article 3, seront considérés, en leur qualité de moyens de communication, comme des dépendances de ce fleuve et seront également ouverts au trafic de toutes les nations.

De même que sur le fleuve, il ne pourra être perçu sur ces routes, chemins de fer et canaux, que des péages calculés sur les dépenses de construction, d'entretien et d'administration, et sur les bénéfices dus aux entrepreneurs.

Quant au taux de ces péages, les étrangers et les nationaux des territoires respectifs seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 5. — Il est constitué une Commission internationale chargée d'assurer l'exécution des dispositions du présent acte.

Les Puissances signataires de cet acte, ainsi que celles qui y adhéreront postérieurement, pourront, en tout temps, se faire représenter dans ladite Commission, chacune par un Délégué. Aucun Délégué ne pourra disposer de plus d'une voix, même dans le cas où il représenterait plusieurs Gouvernements.

Ce Délégué sera directement rétribué par son Gouvernement.

Les traitements et allocations des agents et employés de la Commission internationale seront imputés sur le produit des droits perçus conformément à l'article 2, paragraphes 2 et 3.

Les chiffres desdits traitements et allocations, ainsi que le nombre, le grade et les attributions des agents et employés, seront inscrits dans le compte-rendu qui sera adressé chaque année aux Gouvernements représentés dans la Commission internationale.

Art. 6. — Les Membres de la Commission internationale, ainsi que les agents nommés par elle, sont investis du privilège de l'inviolabilité dans l'exercice de leurs fonctions. La même garantie s'étendra aux offices, bureaux et archives de la Commission.

Art. 7. La Commission Internationale du Congo se constituera dans un délai de six mois après la ratification du présent Acte.

Elle élaborera immédiatement des règlements de navigation, de police fluviale, de pilotage et de quarantaine.

Ces règlements, ainsi que les tarifs à établir par la Commission, avant d'être mis en vigueur, seront soumis à l'approbation des Puissances représentées dans la Commission. Les Puissances intéressées devront faire connaître leur avis dans le plus bref délai possible.

Les infractions à ces règlements seront réprimées par les agents de la Commission Internationale, là où elle exercera directement son autorité, et ailleurs par la Puissance riveraine.

Au cas d'un abus de pouvoir ou d'une injustice de la part d'un agent ou d'un

employé de la Commission Internationale, l'individu qui se regardera comme lésé dans sa personne ou dans ses droits pourra s'adresser à l'Agent Consulaire de sa nation. Celui-ci devra examiner la plainte; s'il la trouve *prima facie* raisonnable, il aura le droit de la présenter à la Commission. Sur son initiative, la Commission, représentée par trois au moins de ses Membres, s'adjoindra à lui pour faire une enquête touchant la conduite de son agent ou de son employé. Si l'Agent Consulaire considère la décision de la Commission comme soulevant des objections de droit, il en fera un rapport à son Gouvernement qui pourra recourir aux Puissances représentées dans la Commission et les inviter à se concerter sur des instructions à donner à la Commission.

Art. 8. — La Commission Internationale du Congo chargée, aux termes de l'article 3, d'assurer l'exécution du présent Acte, aura notamment dans ses attributions :

1^o La désignation des travaux propres à assurer la navigabilité du Congo selon les besoins du commerce international.

Sur les sections du fleuve où aucune Puissance n'exercera des droits de souveraineté, la Commission Internationale prendra elle-même les mesures nécessaires pour assurer la navigabilité du fleuve.

Sur les sections du fleuve occupées par une Puissance souveraine, la Commission Internationale s'entendra avec l'autorité riveraine;

2^o La fixation du tarif de pilotage et celle du tarif général des droits de navigation, prévus au 2^o et au 3^o paragraphe de l'article 2.

Les tarifs mentionnés au 1^{er} paragraphe de l'article 2 seront arrêtés par l'autorité territoriale, dans les limites prévues à l'article 2.

La perception de ces différents droits aura lieu par les soins de l'autorité internationale ou territoriale pour le compte de laquelle ils sont établis;

3^o L'administration des revenus provenant de l'application du paragraphe 2 ci-dessus;

4^o La surveillance de l'établissement quarantenaire établi en vertu de l'article 12;

5^o La nomination des agents dépendant du service général de la navigation et celle de ses propres employés.

L'institution des sous-inspecteurs appartiendra à l'autorité territoriale sur les sections occupées par une Puissance, et à la Commission Internationale sur les autres sections du fleuve.

La Puissance riveraine notifiera à la Commission Internationale la nomination des sous-inspecteurs qu'elle aura institués et cette Puissance se chargera de leur traitement.

Dans l'exercice de ses attributions, telles qu'elles sont définies et limitées ci-dessus, la Commission Internationale ne dépendra pas de l'autorité territoriale.

Art. 9. — Dans l'accomplissement de sa tâche, la Commission Internationale pourra recourir, au besoin, aux bâtiments de guerre des Puissances signataires de cet Acte et de celles qui y accéderont à l'avenir, sous toute réserve des instructions qui pourraient être données aux commandants de ces bâtiments par leurs Gouvernements respectifs.

Art. 10. — Les bâtiments de guerre des Puissances contractantes qui pénétrant dans le Congo sont exempts du paiement des droits de navigation prévus au paragraphe 3 de l'article 2. Mais ils acquitteront les droits éventuels de pilotage ainsi que les droits de port, à moins que leur intervention n'ait été réclamée par la Commission Internationale ou ses agents aux termes de l'article précédent.

Art. 11. — Dans le but de subvenir aux dépenses techniques et administratives qui lui incombent, la Commission Internationale instituée par l'article 3 pourra négocier en son nom propre des emprunts exclusivement gagés sur les revenus attribués à ladite Commission.

Les décisions de la Commission tendant à la conclusion d'un emprunt devront être prises à la majorité des deux tiers des voix. Il est entendu que les Gouver-

nements représentés à la commission ne pourront, en aucun cas, être considérés comme assumant aucune garantie ni solidarité à l'égard desdits emprunts, à moins de conventions spéciales conclues par eux à cet effet.

Le produit des droits spécifiés au 3^e paragraphe de l'article 2 sera affecté par priorité au service des intérêts et à l'amortissement desdits emprunts, suivant les conventions passées avec les prêteurs.

Art. 12. — Aux embouchures du Congo, il sera fondé, soit par l'initiative des Puissances riveraines, soit par l'intervention de la Commission internationale, un établissement quarantenaire qui exercera le contrôle sur les bâtiments tant à l'entrée qu'à la sortie.

Il sera décidé plus tard, par les Puissances, si et dans quelles conditions un contrôle sanitaire devra être exercé sur les bâtiments dans le cours de la navigation fluviale.

Art. 13. — Les dispositions du présent Acte demeureront en vigueur en temps de guerre. En conséquence, la navigation de toutes les nations, neutres ou belligérantes, sera libre en tout temps pour les usages du commerce sur le Congo, ses embranchements, ses affluents et ses embouchures ainsi que sur la mer territoriale faisant face aux embouchures de ce fleuve.

Le trafic demeurera également libre, malgré l'état de guerre, sur les routes, chemins de fer, lacs et canaux mentionnés dans les articles 3 et 4.

Il ne sera apporté d'exception à ce principe qu'en ce qui concerne le transport des objets destinés à un belligérant et considérés, en vertu du droit des gens, comme articles de contrebande de guerre.

Tous les ouvrages et établissements créés en exécution du présent Acte, notamment les bureaux de perception et leurs caisses, de même que le personnel attaché d'une manière permanente au service de ces établissements, seront placés sous le régime de la neutralité et, à ce titre, seront respectés et protégés par les belligérants.

Art. 14. — Les Puissances signataires du présent Acte se réservent d'y introduire ultérieurement, et d'un commun accord, les modifications ou améliorations dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Projet d'acte de navigation du Niger proposé par la Commission

Le Congrès de Vienne ayant établi par les articles 108 à 116 de son Acte final les principes généraux qui règlent la libre navigation des cours d'eau navigables qui séparent ou traversent plusieurs Etats, et ces principes ayant reçu une application de plus en plus large à des fleuves de l'Europe et de l'Amérique, les Puissances dont les Plénipotentiaires se sont réunis en Conférence à Berlin ont résolu de les étendre au Niger et à ses affluents.

A cet effet, elles sont convenues des articles suivants :

Art. premier. — La navigation du Niger, sans exception d'aucun des embranchements ni issues de ce fleuve, est et demeurera entièrement libre pour les navires marchands, en charge ou sur lest, de toutes les nations, tant pour le transport des marchandises que pour celui des voyageurs. Elle devra se conformer aux dispositions du présent Acte de navigation et aux règlements à établir en exécution de cet Acte.

Dans l'exercice de cette navigation, les sujets et les pavillons de toutes les nations seront traités, sous tous les rapports, sur le pied d'une parfaite égalité, tant pour la navigation directe de la pleine mer vers les ports intérieurs du Niger, et *vice versa*, que pour le grand et le petit cabotage, ainsi que pour la batellerie sur le parcours de ce fleuve.

En conséquence, sur tout le parcours et aux embouchures du Niger, il ne sera fait aucune distinction entre les sujets des Etats riverains et ceux des non-riverains, et il ne sera concédé aucun privilège exclusif de navigation, soit à des sociétés ou corporations quelconques, soit à des particuliers.

Ces dispositions sont reconnues par les Puissances signataires comme faisant désormais partie du droit public international.

Art. 2. — La navigation du Niger ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance basées uniquement sur le fait de la navigation.

Elle ne subira aucune obligation d'échelle, d'étape, de dépôt, de rompre charge, ou de relâche forcée.

Dans toute l'étendue du Niger, les navires et les marchandises transitant sur le fleuve ne seront soumis à aucun droit de transit, quelle que soit leur provenance ou leur destination.

Il ne sera établi aucun péage maritime, ni fluvial, basé sur le seul fait de la navigation, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires. Pourront seuls être perçus des taxes ou droits qui auront le caractère de rétribution pour services rendus à la navigation même. Les tarifs de ces taxes ou droits ne comporteront aucun traitement différentiel.

Art. 3. — Les affluents du Niger seront à tous égards soumis au même régime que le fleuve dont ils sont tributaires.

Art. 4. — Les routes, chemins de fer ou canaux latéraux qui pourrout être établis dans le but spécial de suppléer à l'innavigabilité ou aux imperfections de la voie fluviale sur certaines sections du parcours du Niger, de ses affluents, embranchements et issues, seront considérés, en leur qualité de moyens de communication, comme des dépendances de ce fleuve et seront également ouverts au trafic de toutes les nations.

De même que sur le fleuve, il ne pourra être perçu sur ces routes, chemins de fer et canaux, que des péages calculés sur les dépenses de construction, d'entretien et d'administration, et sur les bénéfices dus aux entrepreneurs.

Quant au taux de ces péages, les étrangers et les nationaux des territoires respectifs seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 5. — La Grande-Bretagne s'engage à appliquer les principes de la liberté de navigation énoncés dans les articles 1, 2, 3 et 4, en tant que les eaux du Niger, de ses affluents, embranchements et issues, sont ou seront sous sa souveraineté ou son protectorat.

Les règlements qu'elle établira pour la sûreté et le contrôle de la navigation seront conçus de manière à faciliter autant que possible la circulation des navires marchands.

Il est entendu que rien dans les engagements ainsi pris ne saurait être interprété comme empêchant ou pouvant empêcher la Grande-Bretagne de faire quelques règlements de navigation que ce soit, qui ne seraient pas contraires à l'esprit de ces engagements.

La Grande-Bretagne s'engage à protéger les négociants étrangers de toutes les nations faisant le commerce dans les parties du cours du Niger qui sont ou seront sous sa souveraineté ou son protectorat, comme s'ils étaient ses propres sujets, pourvu toutefois que ces négociants se conforment aux règlements qui sont ou seront établis en vertu de ce qui précède.

Art. 6. — La France accepte sous les mêmes réserves et en termes identiques les obligations consacrées dans l'article précédent, en tant que les eaux du Niger, de ses affluents, embranchements et issues, sont ou seront sous sa souveraineté ou son protectorat.

Art. 7. — Chacune des autres Puissances signataires s'engage de même, pour le cas où elle exercerait dans l'avenir des droits de souveraineté ou de protectorat sur quelque partie des eaux du Niger, de ses affluents, embranchements et issues.

Art. 8. — Les dispositions du présent Acte demeureront en vigueur en temps de guerre. En conséquence, la navigation de toutes les nations, neutres ou belligérantes, sera libre en tout temps pour les usages du commerce sur le Niger, ses embranchements et affluents, ses embouchures et issues, ainsi que sur la mer territoriale faisant face aux embouchures et issues de ce fleuve.

Le trafic demeurera également libre, malgré l'état de guerre, sur les routes, chemins de fer et canaux mentionnés dans les articles 3 et 4.

Il ne sera apporté d'exception à ce principe qu'en ce qui concerne le transport des objets destinés à un belligérant considérés, en vertu du droit des gens, comme articles de contrebande de guerre.

Art. 9. — Les Puissances signataires du présent Acte se réservent d'y introduire ultérieurement et d'un commun accord les modifications ou améliorations dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Proposition Allemande

Les Puissances signataires de cet Acte et celles qui y adhéreront postérieurement reconnaissent la neutralité en temps de guerre du Congo et de ses affluents ainsi que des routes et canaux mentionnés dans les articles 3 et 4, et elles prennent l'engagement de respecter et de faire respecter cette neutralité.

En conséquence toutes les dispositions de cet Acte demeureront en vigueur, malgré l'état de guerre, sauf en ce qui concerne le transport d'articles de contrebande de guerre.

Tous les ouvrages et établissements créés en exécution de cet Acte, notamment les bureaux de perception et leurs caisses, de même que le personnel attaché d'une manière permanente au service de ces établissements, jouiront des bénéfices de la neutralité et seront également respectés et protégés par les belligérants.

La Commission Internationale veillera à ce que cette neutralité soit généralement maintenue.

Proposition Belge

Les Puissances signataires de cet acte et celles qui y adhéreront postérieurement reconnaissent la neutralité en temps de guerre du Congo, de ses affluents, ainsi que des rivières, routes et canaux mentionnés dans les articles 3 et 4. Elles prennent l'engagement de respecter et de faire respecter cette neutralité, sous la réserve toutefois pour la Belgique des obligations dérivant de sa propre neutralité.

En conséquence toutes les dispositions de cet acte demeureront en vigueur au profit des belligérants comme des neutres pendant l'état de guerre, sauf les restrictions qui concernent le transport des articles de contrebande de guerre.

Tous les ouvrages et établissements créés en exécution de cet acte, notamment les bureaux de perception et leurs caisses, de même que le personnel attaché d'une manière permanente au service de ces établissements, jouiront des bénéfices de la neutralité et seront également respectés et protégés par les belligérants.

La Commission Internationale veillera à ce que cette neutralité soit généralement maintenue et elle offrira sa médiation en cas de conflits entre les Etats riverains.

Proposition de la Grande-Bretagne de remplacer l'article 13 par la Déclaration suivante

Les Puissances signataires de cet Acte, en vue de se concerter sur une résolution propre à faciliter et à développer les relations commerciales entre leurs Etats et les pays du bassin du Congo-Niger, et cherchant à écarter toute divergence d'opinion, qui pourra faire naître en temps de guerre des difficultés sérieuses entre les neutres et les belligérants, touchant la liberté de navigation dans les eaux du Congo-Niger et de ses affluents, sont convenues sur la déclaration suivante :

S'il arrive (ce qu'à Dieu ne plaise !) que la guerre éclate entre quelques-unes des Puissances signataires de cet Acte, ou entre aucunes des Puissances riveraines ou entre aucunes des Puissances signataires ou riveraines, la navigation du Congo-Niger et de ses affluents ainsi que de la haute mer à la distance d'une lieue maritime des embouchures desdits fleuves, ne demeurera pas moins libre pour le pavillon marchand de toutes les nations. Il ne sera apporté d'exception à ce principe qu'en ce qui concerne le trafic des munitions de guerre, de la houille destinée à un belligérant, ainsi que des autres objets également destinés à un belligérant, considérés selon l'usage moderne des gens, comme étant d'*incipitis usus*.

Les dispositions analogues seront appliquées aux canaux, routes et chemins de fer mentionnés dans les articles 3 et 4.

Proposition transactionnelle relative aux articles des Actes de navigation pour le Congo et le Niger portant sur la neutralité en temps de guerre.

Les dispositions du présent acte demeureront en vigueur même pendant l'état de guerre.

En conséquence, la navigation de toutes les nations, neutres ou belligérantes, sera libre en tout temps pour les usages du commerce;

Sur le Congo, ses embranchements, ses affluents et ses embouchures, ainsi que sur la mer territoriale faisant face aux embouchures de ce fleuve;

Sur le Niger, ses embranchements et affluents, ses embouchures et issues, ainsi que sur la mer territoriale faisant face aux embouchures et issues de ce fleuve.

Le trafic demeurera également libre, malgré l'état de guerre, sur les routes, chemins de fer, lacs et canaux mentionnés dans les articles 3 et 4.

Il ne sera apporté d'exception à ce principe qu'en ce qui concerne le transport des objets destinés à un belligérant et considérés, en vertu du droit des gens, comme articles de contrebande de guerre.

Tous les ouvrages et établissements créés en exécution du présent Acte, notamment les bureaux de perception et leurs caisses, de même que le personnel attaché d'une manière permanente au service de ces établissements, seront placés sous le régime de la neutralité et, à ce titre, seront respectés et protégés par les belligérants.

Proposition de M. le Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique

Afin d'assurer en temps de guerre le maintien de la liberté de commerce et de navigation déjà stipulée, pour le cas où dans l'avenir des hostilités viendraient malheureusement à éclater entre deux ou plusieurs des Puissances signataires de la présente Déclaration, chacune d'elles s'engage à traiter en territoire neutre tous les libres territoires commerciaux définis dans la première déclaration de cette Conférence, ainsi que toutes les voies navigables qui s'y trouvent. Aucun acte d'hostilité ne pourra être posé dans ces contrées par un des belligérants vis-à-vis de l'autre; les objets constituant la contrebande de guerre n'y seront fournis à aucun des belligérants. Chacune des Puissances signataires se réserve le droit de faire respecter cette stipulation.

Exposé lu par M. Kasson, dans la séance de la Commission du 10 décembre, pour motiver sa proposition relative à la neutralisation du bassin du Congo.

La Conférence internationale a déjà formulé de commun accord une Décla-

ration au sujet de la liberté de commerce pour toutes les nations dans l'Afrique centrale. Cette déclaration a reçu l'approbation du monde civilisé tout entier, qui l'a acceptée avec reconnaissance.

Le Gouvernement que j'ai l'honneur de représenter trouve qu'il y a lieu de faire une autre Déclaration qui assurera le maintien de la première et sera le couronnement de l'œuvre civilisatrice, pacifique et humanitaire que vous avez, Messieurs, fondée avec tant de sagesse. Elle concerne tous ceux de la race blanche qui résideront dans l'Afrique centrale ; elle vise la sécurité de leurs personnes et de leurs biens, et favorise les progrès de la religion elle-même. Elle a pour but de délivrer ce territoire des effets désastreux des guerres étrangères.

Laissez-moi vous exposer en quelques mots les motifs qui poussent mon Gouvernement à vous demander d'examiner favorablement sa proposition.

Ce n'est pas assez que tous nos commerçants jouissent également du droit d'acheter l'huile, les gommés, l'ivoire du pays et d'y vendre une valeur équivalente de marchandises que les indigènes acceptent en échange. Ce ne serait qu'un piètre débouché pour les vastes forces productrices de l'Europe et de l'Amérique. Il faut sérieusement encourager le travail productif dans les contrées africaines et augmenter ainsi à leurs habitants les moyens de l'acquisition des produits des nations civilisées. Ce résultat ne peut être obtenu qu'en y établissant, d'une façon permanente, un régime de paix. En effet, la guerre déchaîne promptement toutes les passions barbares et anéantit les progrès de maintes années de civilisation.

Les premières colonies fondées en Amérique ont été l'œuvre de différentes nationalités. La même où l'émigration avait eu au début un caractère libre et paisible, des Gouvernements étrangers se sont bientôt installés, avec forces militaires à l'appui. Des guerres éclatèrent ensuite en Europe. Les belligérants avaient des colonies, et bientôt les champs de bataille s'étendirent jusqu'en Amérique. Dans l'ardeur de la lutte, chacun des belligérants cherchait des alliés parmi les tribus indigènes, chez lesquels ils révélaient ainsi les penchants naturels pour la violence et le pillage. Il s'ensuivit d'horribles cruautés et des massacres dans lesquels on n'épargnait ni âge ni sexe ; le couteau, la lance et la torche transformèrent en un désert des colonies paisibles et heureuses.

L'état actuel de l'Afrique centrale rappelle beaucoup celui de l'Amérique lorsque ce continent a été tout d'abord ouvert au monde Européen. Comment pourrions-nous éviter chez les nombreuses tribus Africaines une répétition des événements malheureux que je viens de citer ? Comment ne pas exposer nos commerçants, nos colons et leurs biens à ces dangers ? Comment défendre la vie de nos missionnaires et la religion elle-même contre le réveil des mœurs sauvages et des passions barbares ?

Nous trouvant en présence de ceux que nous poussons à entreprendre l'œuvre de la civilisation en Afrique, il est de notre devoir de leur éviter les expériences déplorables qui ont marqué la phase correspondante en Amérique. Notre commerce et nos colonies ne peuvent être prospères et la vie de nos nationaux ne sera pas en sûreté si nous laissons transporter les pavillons de guerre étrangers dans un pays plein de barbares avides du pillage des biens des blancs.

Il est difficile de trouver un motif pour justifier, dans cette nouvelle Afrique centrale, l'existence de colonies qui dépendent militairement de puissances étrangères. On les fonde en général dans le but de s'assurer exclusivement certains avantages commerciaux, ou de s'en servir d'une façon déterminée en temps de guerre. Mais ici nous avons déclaré qu'il n'y aurait pas d'avantages exclusifs ; la première raison n'existe donc pas. Quant à leur utilité en temps de guerre à quoi servirait dans les opérations militaires à l'étranger de posséder une colonie dépendante au-dessus des chutes de Yellala ? Du moment que la possession d'une colonie ne suppose pas le monopole commercial, elle cesse d'avoir de la valeur pour le Gouvernement étranger. Les revenus qu'elle rapportera à la mère patrie n'équivaldront jamais aux frais qu'exigera son maintien.

Il ne semble donc pas qu'il y ait des motifs suffisants pour faire de l'Afrique centrale le théâtre des luttes des Puissances lorsqu'elles se feront la guerre. Le fait de transporter les hostilités en Afrique aurait pour résultat d'entraîner dans une ruine générale les intérêts de tous les neutres dans ces régions ouvertes à tout le monde. Il est impossible de calculer d'avance les effets désastreux qu'aurait un tel événement sur les entreprises naissantes de nos nationaux et sur le développement général du pays. Si nous ne prenons aucune précaution contre ce danger, nous aurons à regretter le caractère incomplet de notre œuvre.

Mais si, au contraire, nous pouvions établir des garanties contre le danger d'être entraînés dans des conflits entre les intérêts des Puissances étrangères, et de plus même contre des luttes locales éventuelles au sujet de délimitations de territoire et de droits de possession, notre œuvre serait vraiment complète. Les Etats-Unis concourront avec joie à n'importe quel arrangement qui tendra à aplanir ces questions au moyen d'un arbitrage paisible. Ils seraient heureux de prendre part à une Déclaration par laquelle chacune des Puissances signataires s'engagerait à soumettre à un arbitrage, conformément aux usages modernes des nations civilisées, toute contestation qui pourrait surgir entre elles au sujet de droits de possession et de territoire dans la zone commerciale libre déjà mentionnée.

En vue de la sécurité de nos intérêts communs en Afrique, dans le cas d'une guerre étrangère, je vous demande la permission de vous soumettre, au nom de mon Gouvernement, le projet de Déclaration ci-joint qui ferait suite à la première ou à la seconde Déclaration de la Conférence.

Proposition modifiée de M. le Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique

Afin d'assurer en temps de guerre le maintien de la liberté de commerce et de navigation déjà stipulée, pour le cas où dans l'avenir des hostilités viendraient malheureusement à éclater entre deux ou plusieurs Puissances européennes ou américaines signataires de la présente Déclaration ou qui y adhèreraient, chacune d'elles s'engage à traiter en territoire neutre tous les libres territoires commerciaux définis dans la première Déclaration de cette Conférence, ainsi que toutes les voies navigables qui s'y trouvent. Aucun acte d'hostilité ne pourra être posé dans ces contrées par un des belligérants vis-à-vis de l'autre; les objets constituant la contrebande de guerre n'y seront fournis par aucun Etat de cette zone libre à aucun des belligérants. Chacune des Puissances signataires se réserve le droit de faire respecter cette stipulation.

Projet amendé d'acte de navigation du Niger proposé par la Grande-Bretagne

Le Congrès de Vienne ayant établi par les articles 108 à 116 de son Acte final les principes généraux qui règlent la libre navigation des cours d'eau navigables qui séparent ou traversent plusieurs Etats, ces principes ayant reçu une application de plus en plus large à des fleuves de l'Europe et de l'Amérique, les Puissances dont les Plénipotentiaires se sont réunis en Conférence à Berlin, ont résolu de les appliquer au Niger et à ses affluents.

A cet effet, elles sont convenues des articles suivants :

Article premier. — La navigation du Niger, sans exception d'aucun des embranchements ni issues de ce fleuve, est et demeurera entièrement libre pour les navires marchands, en charge ou sur lest, de toutes les nations, tant pour le transport des marchandises que pour celui des voyageurs. Elle devra se conformer aux règlements qu'il sera nécessaire d'établir pour la sûreté et le contrôle de la navigation

Dans l'exercice de cette navigation les sujets et les pavillons de toutes les nations seront traités, sous tous les rapports, sur le pied d'une parfaite égalité, tant pour la navigation directe de la pleine mer vers les ports intérieurs du Niger, et *vice versa*, que pour le grand et le petit cabotage ainsi que pour la batellerie, sur le parcours de ce fleuve.

En conséquence, sur tout le parcours et aux embouchures du Niger, il ne sera fait aucune distinction entre les sujets des Etats riverains et ceux des non-riverains et il ne sera concédé aucun privilège exclusif de navigation.

Ces dispositions font désormais partie du droit public international.

Art. 2. — La navigation du Niger ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance basées uniquement sur le fait de la navigation.

Elle ne subira aucune obligation d'échelle, d'étape, de dépôt, de rompre charge, ou de relâche forcée.

Dans toute l'étendue du Niger les navires et les marchandises transitant sur le fleuve ne seront soumis à aucun droit, quelles que soient leur provenance ou leur destination.

Il ne sera établi aucun péage maritime, ni fluvial, basé sur le seul fait de la navigation, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires. Pourront seuls être perçus des taxes ou droits qui auront le caractère de rétributions pour services rendus à la navigation même. Les tarifs de ces taxes ou droits ne comporteront aucun traitement différentiel.

Art. 3. — Les affluents du Niger seront à tous égards soumis au même régime que le fleuve dont ils sont tributaires.

Art. 4. — Les routes, chemins de fer ou canaux latéraux qui pourront être établis dans le but spécial de suppléer à l'innavigabilité ou aux imperfections de la voie fluviale sur certaines sections du parcours du Niger, de ses affluents et des autres cours d'eau qui leur sont assimilés par l'art. 3 seront considérés en leur qualité de moyens de communication, comme des dépendances de ce fleuve et seront également ouverts au trafic de toutes les nations.

De même que sur le fleuve, il ne pourra être perçu sur ces routes, chemins de fer et canaux que des péages calculés sur les dépenses de construction, d'entretien et d'administration, et sur les bénéfices dus aux entrepreneurs.

Quant au taux de ces péages, les étrangers et les nationaux des territoires respectifs seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 5. — En ce qui concerne le Niger et ses affluents, les puissances signataires s'engagent à appliquer les principes de la liberté de navigation énoncés dans les art. 1, 2, 3 et 4, en tant que ces eaux sont ou seront sous leur souveraineté ou leur protectorat.

Les règlements que chaque puissance établira pour la sûreté et le contrôle de la navigation seront conçus de manière à faciliter autant que possible la circulation des navires marchands.

Il est entendu que rien dans les engagements ainsi pris ne saurait être interprété comme empêchant ou pouvant empêcher chaque puissance de faire, en ce qui concerne les eaux sous sa souveraineté ou son protectorat, des règlements de navigation quels qu'ils soient, qui ne seraient pas contraires à l'esprit de ces engagements.

Les puissances signataires s'engagent à protéger les négociants étrangers de toutes les nations faisant le commerce dans les parties du cours du Niger qui sont ou qui seront sous leur souveraineté ou leur protectorat également comme s'ils étaient leurs propres sujets, pourvu toutefois que ces négociants se conforment aux règlements qui sont ou seront établis aux termes de ce qui précède.

Art. 6. — Le transit des boissons spiritueuses est prohibé sur le cours du Bas-Niger.

Art. 7. — (Neutralité).

Observations de M. Anderson dans la discussion sur les spiritueux

Nous désirons attirer l'attention sur les conditions exceptionnelles dans lesquelles se trouvent les populations africaines qui habitent le bassin du Niger central, ainsi que les régions à l'est de ce fleuve et du lac Tchad.

On a estimé approximativement la population de ce pays à une quarantaine de millions ; la grande majorité se compose de musulmans, la minorité, dans une proportion qu'il est impossible de déterminer, de païens. On a tout lieu de croire que ces peuples ne consomment pas de spiritueux.

L'état moral des habitants du Congo diffère absolument de celui des tribus de la côte. Les récits des voyageurs et des commerçants nous apprennent que ces derniers avaient l'habitude de fabriquer et de consommer des boissons enivrantes avant l'introduction dans leur pays de liqueurs étrangères. Tout en étant très désireux de voir prendre n'importe quelle mesure pratique pour réprimer le commerce des spiritueux dans ces régions, nous nous rendons compte des difficultés que soulèvent l'existence de ce besoin parmi les indigènes et la tendance du commerce à y subvenir ; mais dans les contrées musulmanes ce besoin n'existe pas et ne se fera pas sentir, à moins que l'offre ne fasse surgir la demande.

Ce serait un désastre pour la cause humanitaire et un reproche pour les nations civilisées si le résultat du contact avec le commerce étranger était de faire naître chez les indigènes une passion qui les mènerait à la démoralisation et à la dégradation ; les intérêts du commerce ne réclament pas l'ouverture de ce champ au trafic des spiritueux ; celui dont il dispose n'est que trop vaste déjà. Du reste, si le négoce d'un pays devait en souffrir, ce serait bien le nôtre, puisque les commerçants anglais sont les seuls qui aient atteint les régions musulmanes.

La compagnie africaine, qui a plusieurs établissements sur le Bénoué, fleuve par lequel on pénètre dans les districts en question, désire elle-même très vivement empêcher l'introduction des spiritueux. Elle sait que les avantages qui pourraient en résulter au point de vue financier seraient anéantis par le mauvais effet que produirait sur le commerce le retour à la barbarie de ces pays, qui, comparés à ceux de la côte, ont fait certains progrès dans la voie de la civilisation.

Je voudrais faire observer que la défense faite par leur religion aux musulmans de boire des spiritueux, ne constitue pas pour eux une barrière infranchissable. L'expérience démontre que la passion des boissons fortes, une fois développée chez les Africains, ne peut plus être restreinte. De plus, il ne faut pas oublier que les esclaves non musulmans ne se trouvent liés par aucune défense religieuse de ce genre.

Finalement, je me permettrai de faire remarquer que, selon moi, les puissances trouveront un précédent pour une entente générale sur cette question dans l'assentiment qui a accueilli une proposition récente du Siam. Ce royaume a demandé de voir modifier ses traités avec les puissances européennes de façon à lui permettre de réprimer les abus du commerce des liqueurs. Ce fait est un exemple frappant de la bonne volonté que montrent les nations civilisées à coopérer dans l'intérêt de l'humanité.

**Mémoire relatif au Niger, présenté par Son Excellence
M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne.**

Il est nécessaire de ne pas confondre les embouchures du fleuve Niger avec les fleuves avoisinants connus comme plusieurs des embouchures du Niger même sous le nom « Oil-Rivers. » Ils sont également sous le protectorat de la Grande-Bretagne qui s'étend au nord jusqu'au Bénin en touchant la colonie anglaise de Lagos et ses dépendances, et au sud jusqu'à la baie d'Ambas, limitrophe du

territoire où se trouve la rivière de Cameron aujourd'hui sous le protectorat de l'Empire allemand.

Le delta formé par les bouches du Niger a son sommet dans l'intérieur en aval d'Albo, sa base entre l'embouchure du Bénin et celle du Bonny. Entre ces deux branches du delta se trouvent plusieurs autres rivières.

Le Cross, qui débouche à l'est du delta, a sa source vers le bassin du Congo et roule dans un bassin qui lui est propre. Il a son embouchure à Old Calabar. Le Rio del Rey, plus à l'est encore, sort des montagnes qui forment un massif vers le Cameroun. Or ces deux fleuves seront de fait exclus d'une discussion sur la navigation du fleuve Niger. Ils sont plutôt dans le même système qui comprend le fleuve Cameroun.

Les efforts maintes fois répétés de notre marine militaire nous ont permis d'acquérir une assez bonne connaissance des rivières qui forment le delta du Niger. On ne cesse pas de lever des plans et de sonder les cours d'eau. Le résultat de ces opérations c'est que les rivières ont été trouvées entravées par des barres difficiles d'accès, principalement à cause des changements constants du chenal : les changements, par lesquels les lits des fleuves sont aussi affectés, rendent la navigation difficile. En ce qui concerne le Nun, embouchure principale, quand les dangers de la barre sont surmontés, il paraît qu'il existe moins de difficultés que dans les autres embouchures.

Jusqu'au pied des rapides de Boussa, le Niger est navigable dans tout son cours pour une distance de 630 kilomètres. Des bateaux à vapeur anglais remontent le fleuve jusqu'à ce point : ils remontent aussi pour une distance de 620 kilomètres le fleuve de Bénoué qui se décharge dans le Niger à 400 kilomètres de la mer.

On le voit, il n'y a aucune ressemblance entre les conditions géographiques du Niger en aval des rapides de Boussa et celles du Congo au-dessous des chutes qui aboutissent à Vivi.

Que le Niger tombe dans la baie de Bénin, est une découverte que nous devons à l'expédition des frères Lander, faite aux frais du gouvernement anglais en 1830. Depuis lors, et jusqu'en 1859, une suite d'expéditions organisées avec le plus grand soin et à très-grands frais par le gouvernement britannique a permis d'explorer la rivière en partant de l'embouchure du Nun. On a de même remonté le principal affluent, le Bénoué, dont on a étudié le parcours pour la première fois en 1833, grâce aux efforts du lieutenant Allen de la marine britannique. En 1841, la Grande-Bretagne obtint une cession de territoire au confluent de cette rivière. En 1849, lord Palmerston organisa une nouvelle expédition dont M. Richardson était le chef : ce voyageur était accompagné par le docteur Barth et M. Overweg. Les explorateurs entrèrent en Afrique par la voie de Tunis et pénétrèrent de ce point vers le sud. Après la mort de M. Richardson en 1851, le docteur Barth devint le chef de l'expédition, et comme tel il atteignit le Bénoué à sa jonction avec le Faro en 1853. Le docteur Vogel, envoyé à son aide d'Angleterre avec des renforts, réussit à atteindre le voisinage du même fleuve où il eut le malheur d'être assassiné. L'année suivante, une nouvelle expédition préparée par le gouvernement anglais remonta le Niger et le Bénoué jusqu'à un point à 70 kilomètres de la jonction du Faro, ce qui permit de compléter l'exploration de cet affluent jusqu'au point déjà indiqué.

Dans la conduite de ces différentes expéditions qui ont ouvert le Niger et ses principaux affluents, on n'a épargné ni les hommes ni l'argent de la part de l'Angleterre.

Les travaux entrepris se complètent maintenant par les efforts des trafiquants anglais qui en suivant les traces de leur gouvernement ont donné une attention spéciale aux marchés qui leur ont été ouverts, de telle sorte que le commerce du bassin du Niger se trouve dans ce moment exclusivement dans les mains des Anglais.

Le but que le gouvernement britannique a pu ainsi atteindre par ses efforts, lui a imposé de nouveaux devoirs.

L'Angleterre ayant ouvert et civilisé le pays, il en est résulté l'établissement

du commerce britannique, et ce commerce, en augmentant, a rendu nécessaires de nouvelles mesures pour sa protection. L'influence du consul a été exercée avec avantage parmi les différentes tribus; elle a été soutenue par l'effet moral de la présence des navires de guerre britanniques. Mais à mesure que les échanges se multipliaient, cette protection se trouvait insuffisante, et on se décida en conséquence à mettre le territoire sous la protection britannique. Ce protectorat s'étend sur la côte depuis les embouchures du Bénin jusqu'à la baie d'Ambas, et comprend le Niger inférieur jusqu'à sa jonction avec le Bénoué. Il existe sur cet affluent de nombreuses factoreries anglaises qui réclament la protection britannique.

Sur quelques parties du parcours supérieur du Niger, au-dessus des chutes de Boussà, nous n'avons pas d'exactes connaissances. L'explorateur anglais Mungo Park est présumé avoir été le seul homme blanc qui ait descendu tout le courant du fleuve. Il partit en 1805 de Samsanding, près de Ségou, pour périr près des chutes de Boussà où toutes ses notes de voyage furent perdues avec lui. Le Niger, de sa source à la mer, traverse une distance d'environ 3,580 kilomètres; à 1,100 kilomètres au-dessus de Boussà, on trouve Burrum à environ 200 kilomètres Est de Tombouctou. C'est ici que commence une série de rapides qui occupe en amont une distance de 55 kilomètres; plus bas, entre Gogo et Say, la rivière s'encaisse de nouveau et forme 200 kilomètres de rapides innavigables en plusieurs endroits. Ceci résulte des renseignements donnés par le docteur Barth. Entre ce dernier point et Boussà se trouvent, selon les rapports de M. Flegel, plusieurs rapides impraticables.

On peut donc dire sans atteinte à la vérité que sur le Niger moyen, c'est-à-dire sur un parcours qui s'étend de Rabba au pied des chutes de Boussà jusqu'à Bamba au-dessus de celles de Burrum, il y a 1,000 milles de rivière qui ne peuvent servir à la navigation.

PROTOCOLE N° 6.

Séance du 22 décembre 1884.

La séance est ouverte à deux heures et demie sous la présidence de M. Busch.

Avant d'aborder l'examen des questions à l'ordre du jour, le comte Széchényi demande à présenter une observation relative au préambule du projet d'acte de navigation concernant le Congo. Le Représentant de l'Autriche-Hongrie estime que ce texte, tel qu'il a été remanié dans la séance du 18 décembre (Protocole n° 5, page 12), ne répond pas exactement au véritable état des choses. Il est dit, en effet, que le *Congrès de Vienne ayant établi certains principes, et ces principes ayant été appliqués notamment au Danube en vertu des traités de Paris, de Berlin et de Londres. . . . les puissances. . . . ont résolu. etc., etc.* Or, comme il résulte de la discussion même qui a eu lieu dans la Haute Assemblée, il serait inexact d'affirmer ainsi que les principes du Congrès de Vienne ont été appliqués, suivant leur teneur primitive, en ce qui concerne le Danube. Ils ne l'ont été que sous les modifications apportées précisément par les traités subséquents qui se trouvent mentionnés dans le préambule. Le comte Széchényi propose, en conséquence, d'amender de nouveau le texte dont il s'agit en substituant aux mots *en vertu des* les mots *avec les modifications prévues par les*.

MM. le comte Kappist, Busch, Saïd Pacha et le baron de Courcel adhèrent à cette proposition.

M. le comte de Launay s'y rallie également, en faisant remarquer qu'elle répond à la réalité des faits.

Sir Edward Malet approuve, de son côté, la nouvelle rédaction suggérée, comme plus exacte et plus claire.

M. Kasson y donne son assentiment après une nouvelle lecture.

M. le président indique que la Haute Assemblée ayant adopté l'amendement du comte Széchényi, la rédaction du préambule se trouve, par suite, arrêtée comme suit :

Le Congrès de Vienne ayant établi par les articles 108 à 116 de son Acte final les principes destinés à régler, entre les puissances signataires de cet acte, la libre navigation des cours d'eau navigables qui séparent ou traversent plusieurs Etats, et ces principes ayant été appliqués à des fleuves de l'Europe et de l'Amérique, et notamment au Danube, avec les modifications prévues par les traités de Paris, 1856, de Berlin, 1878, et de Londres 1871 et 1883, les puissances dont les plénipotentiaires se sont réunis en conférence à Berlin, ont résolu de les étendre également au Congo, à ses affluents, ainsi qu'aux eaux qui leur sont assimilées.

A cette fin, elles sont convenues des articles suivants :

Passant à l'ordre du jour, le président donne lecture d'une proposition formulée par la Commission en vue de prémunir les populations indigènes contre les abus de boissons fortes, et ainsi conçue :

« Les puissances représentées à la Conférence, désirant que les populations indigènes soient prémunies contre les maux provenant de l'abus des boissons fortes, émettent le vœu qu'une entente s'établisse entre elles, pour régler les difficultés qui pourraient naître à ce sujet d'une manière qui concilie les droits de l'humanité avec les intérêts du commerce, en ce que ces derniers peuvent avoir de légitime.

Le président consulte la Haute Assemblée et fait connaître que la proposition est adoptée.

M. Busch ajoute qu'en s'associant au vœu formulé par la Commission, il tient cependant à constater que son gouvernement ne saurait consentir à ce que ce vœu pût être interprété à l'avenir dans un sens contraire aux intérêts du commerce, ou qu'il pût servir de prétexte à des mesures vexatoires pour la liberté du commerce. Toutes les stipulations concernant la liberté commerciale que la Conférence vient de sanctionner deviendraient illusoires, si on concédait aux différents Etats le droit d'exercer un contrôle sur le commerce des autres. La liberté du commerce dépendrait alors des employés chargés de ce contrôle et il s'ensuivrait facilement, par suite de la rivalité entre les différentes nations, qu'il s'établirait en fait ce traitement différentiel que tous les plénipotentiaires se sont attachés à combattre.

Le président lit ensuite le texte de la proposition remise, lors de la séance précédente, par Sir Edward Malet et concernant la traite des nègres (protocole n° 5).

L'ambassadeur d'Italie appuie vivement le projet de déclaration présenté par l'ambassadeur de la Grande-Bretagne.

Le comte de Launay rappelle les idées qu'il a énoncées lors de la deuxième séance. D'après ses instructions, il se rallierait à toute proposition tendant à prescrire les mesures les plus sévères, notamment en ce qui concerne la traite des nègres. Le gouvernement du Roi voudrait même que cet attentat de lèse-humanité fût compris, comme la piraterie, parmi les crimes contre le droit des gens et puni comme tel.

M. Busch fait observer que la motion de Sir Edward Malet vise deux formes différentes du commerce des esclaves :

1° La traite des nègres, considérée comme se faisant par mer ;

2° Le commerce qui fournit des nègres à la traite.

Or, d'après le droit public actuel, la traite des nègres est déjà interdite, tandis que le commerce qui fournit des nègres à la traite n'a encore été l'objet d'aucune stipulation. Il conviendrait donc, pour plus de clarté, de marquer la distinction entre ces deux modalités du commerce des esclaves, en se référant, d'abord, à l'interdiction préexistante qui atteint la première, et en formulant ensuite l'interdiction nouvelle qu'il s'agit d'établir contre la deuxième.

Le baron de Courcel demande si la proposition actuellement soumise à la Conférence est destinée à être intercalée dans l'une des trois déclarations comprises dans le programme des travaux de la Haute Assemblée, ou si, au contraire, elle formerait la matière d'un acte supplémentaire.

Le président se proposait précisément de consulter la Conférence à cet égard.

L'ambassadeur de France fait remarquer que l'article 6 de la déclaration relative à la liberté du commerce répond déjà en grande partie à l'objet que Sir Edward Malet a en vue. La motion actuellement soumise à la Conférence constitue, en quelque sorte, un amendement destiné à compléter le texte déjà voté, et elle pourrait, dès lors, être rattachée à ce texte.

Sir Edward Malet préférerait que sa proposition fût l'objet d'un acte distinct. En l'insérant dans la déclaration relative à la liberté commerciale, qui s'applique seulement à des territoires limitativement désignés, ou prêterait à penser que les dispositions concernant le commerce des esclaves ne doivent pas être étendues en dehors de ces mêmes territoires, alors que, dans la pensée du Gouvernement britannique, elles devraient avoir une portée plus générale. L'ambassadeur d'Angleterre ajoute que bien des difficultés insurmontables ne permettent pas d'espérer la suppression, à bref délai, de l'esclavage dans les régions du centre africain. Mais ce que l'on peut et ce que l'on doit tenter immédiatement, c'est d'empêcher le commerce de ces troupeaux de noirs qui alimente la traite.

M. Kasson adhère aux idées du représentant de la Grande-Bretagne. Le gouvernement des Etats-Unis voudrait même aller plus loin et obtenir que chacune des puissances représentées dans la Haute Assemblée s'engageât non seulement à ne pas tolérer le commerce des esclaves dans les territoires soumis à sa juridiction, mais encore à ne pas permettre aux traitants de chercher asile et refuge dans ces mêmes territoires. Le plénipotentiaire des Etats-Unis rappelant l'existence de six millions de noirs émancipés aux Etats-Unis affirme que la question intéresse spécialement le peuple américain.

M. Busch désirerait que M. Kasson formulât ses idées en un texte précis, afin de mettre les plénipotentiaires en mesure de soumettre la question à une étude plus approfondie.

M. Kasson exprime son consentement à cet égard.

Le baron de Courcel croit avoir compris que, d'après les intentions de l'ambassadeur d'Angleterre, les dispositions suggérées par Sir Edward Malet devraient être applicables, non pas seulement dans les contrées dont s'occupe la Conférence, mais dans le monde entier.

Le représentant de la Grande-Bretagne ayant répondu que telle est bien, en effet, sa pensée, le baron de Courcel fait observer que la question

prend ainsi une extension imprévue et que, dès lors, il semble que les plénipotentiaires ne sauraient la résoudre sans en avoir référé à leurs gouvernements.

Le président indique que, dans ces conditions, il s'agirait, en effet, d'appliquer un principe nouveau dans le droit des gens.

Un échange de vues a lieu entre le baron de Courcel et Sir Edward Malet, confirmant que, pour répondre d'une manière complète aux intentions du représentant de la Grande-Bretagne, la Conférence devrait préparer un acte séparé applicable dans le monde entier et destiné à former le complément du droit international en matière de traite.

Le baron de Courcel, revenant à la proposition de M. Kasson, relève qu'elle ne sera pas sans présenter de sérieuses difficultés au point de vue de droit constitutionnel, au moins pour certains Etats. En France, par exemple, les principes de la législation pénale établissent qu'un citoyen ne saurait être exclu d'un territoire français, sinon en vertu d'un jugement. Les pouvoirs attribués au gouvernement par la Constitution ne vont pas jusqu'à lui permettre des mesures d'expulsion, en dehors des cas énumérés, limitativement, par les codes nationaux. Il faut donc prévoir qu'il ne sera pas aisé de trouver une rédaction permettant de concilier ces règles fondamentales du droit avec les désirs de M. Kasson.

M. van der Hoeven dit que ces observations peuvent s'appliquer en ce qui concerne les Pays-Bas ; il s'agit d'une sorte d'exil ou de bannissement à prononcer contre les gens qui font le commerce des esclaves ; mais la peine du bannissement n'existe pas d'après le nouveau code pénal néerlandais, qui punit sévèrement ceux qui font ou favorisent la traite.

M. Kasson explique qu'un gouvernement ne doit pas tolérer que des traitants prennent un territoire placé sous sa juridiction comme base d'opérations pour leur infâme commerce.

Quiconque serait activement engagé dans un tel trafic, devrait se voir refuser le droit de résidence, et être traité en ennemi du monde entier, tout comme un pirate.

Le baron de Courcel ne met pas en doute la légitimité du but poursuivi par M. Kasson ; mais à raison des difficultés déjà signalées par l'ambassadeur de France, on doit considérer comme nécessaire l'étude préalable de la question par des criminalistes.

Sir Edward Malet consulte le président relativement aux changements de forme qui pourraient être apportés à sa proposition, en vue de tenir compte de la distinction, signalée comme opportune, entre la répression de la traite et celle du commerce qui fournit des esclaves.

M. Busch répond qu'il n'a pas préparé une rédaction et ne saurait proposer une formule définitive, séance tenante, mais que, sauf examen plus approfondi, on pourrait, par exemple, donner à la motion une forme analogue à la suivante :

Selon les principes du droit des gens, tels qu'ils sont reconnus par les Hautes Parties contractantes, la traite des nègres étant interdite, les puissances s'engagent à interdire ou à supprimer également le commerce qui fournit des nègres à la traite.

Le baron de Courcel, pour éviter toute ambiguïté dans les termes, pense qu'il serait utile de spécifier notamment :

1° L'interdiction de la traite par mer ;

2° Celle de la traite sur terre.

L'ambassadeur de France partage d'ailleurs l'opinion de M. Busch relativement à l'utilité de viser, d'une part, l'interdiction déjà existante frappant la traite par mer, et, d'autre part, l'interdiction qu'il s'agirait d'instituer, conformément aux vues du représentant de l'Angleterre, au sujet de la traite sur terre.

M. Busch croit qu'il convient de renvoyer à la Commission l'examen de la proposition de Sir Edward Malet et de celle de M. Kasson. Il ne se dissimule pas d'ailleurs la difficulté qu'il pourra y avoir à concilier cette dernière avec les droits souverains et l'autonomie administrative de la plupart des Etats.

La Haute Assemblée prononce le renvoi, conformément aux conclusions de son président.

Le baron de Courcel a déjà fait remarquer que la question actuellement discutée ayant pris, au cours du débat, une ampleur inattendue, la plupart des plénipotentiaires ne sauraient se prononcer sans avoir, au préalable, obtenu des instructions de leurs gouvernements. En vue de ces demandes de direction, il serait indispensable que la portée et le caractère de la proposition fussent exactement déterminés dès à présent.

Sir Edward Malet dit que, dans la pensée de son gouvernement, la décision à intervenir devrait avoir les effets les plus larges et les plus généraux possibles.

Le président fait ressortir que les plénipotentiaires, en sollicitant les instructions des Cabinets, auront à leur demander, notamment, s'il leur convient d'adhérer à une résolution d'un caractère général, ou simplement à une résolution destinée à être intercalée dans le texte de l'acte relatif à la liberté du commerce, et ayant, par suite, une portée plus limitée. Il annonce, en outre, que l'amendement à la motion britannique, dont il a lui-même suggéré la pensée, ainsi que l'amendement de M. Kasson seront formulés et distribués aux plénipotentiaires.

Le baron de Courcel désire présenter certaines observations se rapportant à l'alinéa marqué 1° dans l'article 1^{er} de la déclaration relative à la liberté du commerce et déjà votée par la Conférence. Depuis le jour où le texte dont il s'agit a été adopté par la Haute Assemblée, l'ambassadeur de France a été avisé que le Sultan de Zanzibar affirme avoir des droits de souveraineté sur des territoires s'étendant jusqu'à la partie orientale du lac Tanganyka. Or, ces droits, sur la valeur desquels le baron de Courcel n'a d'ailleurs pas à exprimer d'opinion, s'exerceraient sur des territoires compris dans le paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la déclaration, puisqu'ils appartiendraient au bassin géographique même du Congo. Le baron de Courcel rappelle la proposition dont il a pris l'initiative et à la suite de laquelle a été inscrite la réserve qui figure dans le dernier paragraphe du même art. 1^{er}. Il y est dit que les puissances, en étendant à une zone orientale non comprise dans le bassin géographique du Congo le régime conventionnel élaboré par la Conférence, ne stipulent que pour elles-mêmes, et que le régime conventionnel ne s'appliquera aux territoires relevant aujourd'hui de quelque souveraineté indépendante et reconnue que si cette autorité souveraine y donne son consentement. Si, dans la forme, la Conférence n'a établi cette réserve que pour les territoires situés en dehors du bassin géographique du Congo, c'est qu'à ce moment rien ne la portait à présumer qu'il existât

dans les limites mêmes du bassin du Congo des territoires relevant actuellement d'une souveraineté indépendante non représentée à la Haute Assemblée. Des indications nouvelles étant de nature à faire penser que cette supposition n'est pas exacte, le baron de Courcel ne doute pas que la Conférence n'interprète sa précédente disposition en ce sens que les réserves susmentionnées s'appliqueraient même dans les limites du bassin géographique du Congo, si l'existence des droits antérieurs de quelque souveraineté indépendante et reconnue venait à y être constatée. Telle doit être d'autant plus la pensée des puissances, qu'elles sont convenues, dans la déclaration, d'employer leurs bons offices auprès des gouvernements établis sur le littoral oriental de l'Afrique, afin d'obtenir leur agrément à tout ou partie du régime de la liberté commerciale, et que, dans de telles conditions, on ne saurait supposer qu'elles voulussent compromettre dès l'origine l'efficacité de leurs efforts, en indisposant les souverains africains dont il s'agit par la méconnaissance de certains droits qu'ils se réclameraient.

Sir Edward Malet s'associe aux vues ainsi exprimées ; il a, de son côté, reçu tout récemment des indications concordant avec celles qui sont parvenues au baron de Courcel. Si elles avaient été en sa possession lorsqu'a été arrêtée la rédaction de l'acte afférent à la liberté commerciale, il aurait établi à ce moment les réserves au sujet desquelles l'ambassadeur de France vient d'entretenir la Haute Assemblée.

Le président dit que, si le sultan de Zanzibar possède des droits de souveraineté sur des territoires situés dans le bassin du Congo, et compris dès lors dans la région visée au paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la déclaration concernant la liberté du commerce, il paraît évident que les réserves admises par la Conférence relativement à la zone orientale doivent être étendues à ces possessions. Mais M. Busch demande ce qu'il en faut conclure dans l'hypothèse où l'on découvrirait d'autres souverainetés établies dans le bassin géographique du Congo.

Le baron de Courcel croit que la Haute Assemblée n'a pas à s'occuper d'autres souverainetés au sujet desquelles elles ne possède aucune notion précise. Il ne faut pas perdre de vue, toutefois, certaines observations qui ont été présentées par le premier plénipotentiaire des Etats-Unis devant la Commission et qui ont été mentionnées dans le rapport du baron Lambertmont : la nécessité a été indiquée de ménager, dans la mesure du possible, les droits acquis et les intérêts légitimes des chefs indigènes. On doit prévoir les difficultés qui pourront s'élever entre ces derniers et les commerçants porté à admettre que l'application du régime de la liberté commerciale ne devra subir aucun tempérament partout où elle aura été proclamée par la Conférence, et même dans les portions de territoire où s'exerce actuellement l'autorité des chefs indigènes qui ne subissent l'influence d'aucune des puissances contractantes. C'est là une illusion contre laquelle il importe de prémunir les intéressés. Dans la pratique il sera impossible, au moins tout d'abord, d'empêcher certaines dérogations locales et de détail au régime général que la Conférence s'est donné pour tâche d'établir.

M. Busch reconnaît l'exactitude de ces réflexions, mais il tient à ce qu'il soit bien établi que de telles dérogations ne sauraient être admises sur aucun des points qui seraient placés sous la souveraineté ou le protectorat de l'une des puissances contractantes.

Le baron de Courcel est d'accord sur ce point avec le plénipotentiaire d'Allemagne.

Le marquis de Penafiel adhère aux observations présentées par l'ambassadeur de France relativement au respect que méritent les droits de souveraineté signalés aux égards de la Conférence.

Le baron Lambermont rappelle qu'il a expressément mentionné dans son rapport les intentions manifestées par la Commission dans le sens des explications qui précèdent.

Le baron de Courcel, en ce qui concerne spécialement les prérogatives du sultan de Zanzibar, prend acte de l'accueil favorable que ses explications ont rencontré de la part de la Haute Assemblée.

De son côté, M. Busch prend acte que, d'après les intentions de la Conférence, les réserves établies au profit des souverainetés existantes dans le bassin du Congo ne sauraient concerner des territoires possédés ou à acquérir par l'une des puissances contractantes. Aucune restriction ne pourra être apportée à l'application du régime conventionnel dans tous les territoires, sans exception, qui sont ou seront placés sous la souveraineté de l'une des puissances représentées dans la Haute Assemblée.

M. Kasson demande s'il ne conviendrait pas d'affirmer explicitement les intentions de la Conférence de respecter, d'une manière générale, les droits des chefs indigènes qui se trouvent dans la région délimitée par les actes. Viser exclusivement une réclamation du sultan de Zanzibar, ce serait en quelque sorte reconnaître indirectement les droits auxquels il prétendrait. N'y aurait-il pas lieu de remanier dans cet esprit la rédaction du projet de déclaration relative à la liberté du commerce, au cas où il y serait introduit un amendement afférent à Zanzibar?

Le baron de Courcel dit que l'on pourrait modifier à cet effet le texte de l'article 1^{er} de la déclaration; mais, pour sauvegarder les intérêts spéciaux dont il a entretenu la Conférence, il considère, quant à lui, comme suffisante l'insertion dans le protocole de ses observations.

M. Busch croit qu'il ne serait pas sans inconvénient de remettre en question le texte déjà adopté par la Conférence. Il sera facile de mentionner au protocole les renseignements communiqués par les représentants de la France et de la Grande-Bretagne concernant les droits éventuels du sultan de Zanzibar, et d'indiquer d'une manière générale que la Conférence entend y avoir égard s'ils sont fondés, sans d'ailleurs que cette observation implique la reconnaissance d'aucune prétention. Enfin, le protocole pourrait constater les sentiments de la Haute Assemblée relativement aux ménagements à observer vis-à-vis des chefs indigènes dont la situation préoccupe M. Kasson.

Le baron de Courcel et sir Edward Malet se rallient volontiers à cette manière de voir, au sujet de laquelle Saïd Pacha exprime également son approbation, et qui obtient l'adhésion de tous les plénipotentiaires dans la Haute Assemblée.

Le comte Kapnist demande à placer sous le patronage de la Haute Assemblée un vœu émis dans plusieurs Congrès de météorologues et chaleureusement recommandé au gouvernement russe par le président du Comité international de météorologie, M. Wild, qui est en même temps chef de l'observatoire de Saint-Petersbourg. Il s'agirait de faciliter l'établissement d'une station météorologique dans les régions supérieures du Congo. On sait les progrès que les observations d'après le système horaire

des climats dans différents pays ont fait faire à la science dans ces derniers temps. Comme ces observations, en dehors de leur intérêt scientifique, peuvent être d'une grande utilité pratique pour le développement de la culture dans les régions qui forment l'objet de la présente Conférence, la Haute Assemblée voudra peut-être accueillir favorablement et enregistrer dans ses protocoles le vœu du Comité international de météorologie. — Des données précises sur le climat de l'Afrique manquent absolument, tandis que le Comité météorologique en a recueilli déjà dans toutes les autres parties du monde. L'établissement d'une station dans les contrées peu explorées qui occupent la Haute Assemblée offrirait d'assez grandes difficultés et dépasserait les moyens du Comité météorologique. La Commission locale de navigation qui sera établie au Congo sera en mesure, le cas échéant, d'offrir à peu de frais un concours précieux pour l'établissement de cette station, et un vœu enregistré par la Conférence pourrait lui servir de point de départ dans cette voie. Le président du Comité de météorologie, M. Wild, se mettrait, dans ce cas, à la disposition de la Commission, pour lui donner toutes les indications techniques nécessaires.

M. Busch pense que l'on pourrait mentionner au protocole la recommandation demandée par le comte Kapnist, et dont l'objet semble de nature à mériter la sollicitude de la Conférence.

La Haute Assemblée exprime son adhésion à cet égard.

Le président aborde le troisième point de l'ordre du jour. Il donne lecture d'une proposition, dite du Comité de rédaction, relative à l'insertion dans la déclaration afférente à la liberté commerciale d'un article additionnel affirmant et définissant la neutralité de la zone franche. (N° 33 des documents imprimés.)

Les auteurs de ce texte ont pris comme base de leur travail la motion primitivement formulée par M. Kasson, qu'ils ont transformée en l'amençant. M. Busch lit ensuite le texte d'un paragraphe additionnel que le représentant de la Grande-Bretagne désire faire ajouter au quatrième alinéa de la proposition susmentionnée. (N° 34 des documents imprimés.) Le président donne enfin connaissance de propositions, dites éventuelles, présentées par le plénipotentiaire d'Italie et se rapportant au même sujet. (N° 26 des documents imprimés.)

A cette occasion, M. Busch fait, au nom du gouvernement allemand, la déclaration suivante :

« Le gouvernement impérial est heureux de constater qu'après de longues et laborieuses délibérations, la Conférence est arrivée à se mettre d'accord sur une grande partie du programme qui lui avait été soumis, lors de sa convocation. En effet, les principes établis dans la déclaration relative à la liberté commerciale dans le bassin du Congo et l'ensemble des dispositions consignées dans les deux actes de navigation du Congo et du Niger sont de nature à assurer au commerce de toutes les nations le libre accès à une vaste partie du continent africain. Mais pour que ces principes adoptés à l'unanimité portent réellement les fruits que nous nous en promettons, il faudrait, dans l'opinion du gouvernement allemand, les couvrir d'une garantie supplémentaire propre à encourager les entreprises du commerce, en leur assurant la protection du droit international contre les dangers de guerre dont elles pourraient être menacées.

« Cette garantie consisterait dans un engagement mutuel que prendraient

les puissances de renoncer à étendre en temps de guerre leurs hostilités aux territoires formant le bassin commercial du Congo. Cet engagement ne serait que le complément des dispositions déjà adoptées par la Conférence. Faute de garantie contre les dangers de guerre, les établissements à fonder dans ces pays manqueraient de la principale condition de réussite, de la confiance dans le maintien de l'ordre public et dans la sécurité des droits acquis.

« C'est dans cet ordre d'idées que la proposition faite par M. le plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique, sous le n° 22 des documents imprimés, en vue de la neutralisation du bassin du Congo, a été saluée avec une vive satisfaction par le gouvernement impérial.

« Dans l'exposé dont M. Kasson a accompagné sa proposition, il a signalé à quels dangers les commerçants et leurs entreprises se verraient exposés si les puissances ne s'entendaient pas sur la neutralisation du bassin du Congo. En effet, les conditions dans lesquelles l'Afrique centrale est sur le point d'être ouverte à la civilisation offrent bien des analogies avec les premières époques de l'histoire de l'Union Américaine. Il y aurait donc lieu de profiter du conseil qui vient d'être donné de la part du gouvernement d'un pays qui a tant souffert des guerres entre les puissances européennes et de la part qu'y ont prise les naturels du pays.

« Le gouvernement impérial est prêt à adhérer à la proposition américaine sous la forme de rédaction qui a été soumise à la Conférence sous le n° 33 des documents distribués aux plénipotentiaires. »

M. Kasson déclare adhérer à la rédaction du document distribué sous le n° 33.

Le comte de Launay fait remarquer que ses deux propositions éventuelles (n° 26 des documents imprimés) ont été communiquées aux plénipotentiaires avant qu'il ait eu connaissance de la rédaction du document imprimé sous le n° 33. Il se félicite de trouver reproduite dans ce dernier document une partie des idées qu'il avait pris l'initiative de soumettre à la Conférence, et il remercie le Comité de rédaction de les avoir ainsi appliquées.

Sir Edward Malet est heureux de constater l'accord qui s'est manifesté entre les représentants de l'Allemagne et ceux des Etats-Unis pour adhérer à la proposition actuellement soumise à la Conférence. Il joint son adhésion à celle exprimée, au nom des deux gouvernements, en faveur du projet présenté par le Comité de rédaction. Il désire seulement qu'il soit ajouté à ce texte l'alinéa indiqué dans le document imprimé sous le n° 34.

Le comte de Launay est convaincu de l'insuffisance de l'œuvre de la Conférence, si l'immunité de guerre, déjà stipulée en faveur de la navigation marchande, ne devait pas s'étendre aussi aux territoires compris dans le bassin conventionnel du Congo. En invoquant, à l'appui, les motifs contenus dans le mémoire présenté par le plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique, le plénipotentiaire d'Italie s'associe à la proposition de M. Kasson, ou à toute autre, comme celle présentée par le Comité de rédaction (n° 33), qui se rapprocherait le plus de ses dispositions essentielles. Celles-ci ne sauraient porter atteinte à la souveraineté des Etats qui possèdent ou posséderont des colonies dans les régions susmentionnées, du moment où, en toute liberté, ils auraient donné leur assentiment à un régime conforme d'ailleurs à l'intérêt commun.

Le baron de Courcel dit que son gouvernement apprécie autant que tout autre les bienfaits d'une paix perpétuelle. Quant aux stipulations précises actuellement proposées à l'agrément de la Conférence en vue d'assurer ces

bienfaits au domaine de la liberté commerciale, le représentant de la France a déjà développé devant la Commission les motifs pour lesquels elles lui paraissent ou superflues ou impraticables. Il ne croit pas nécessaire de revenir sur les arguments qu'il a déjà fait valoir à ce sujet et se borne à exprimer le regret de n'avoir pu jusqu'à présent adhérer à des propositions analogues à celles dont s'occupe en ce moment la Conférence.

Le comte de Launay répond que l'expression *jusqu'à présent* employée par le baron de Courcel laisse encore quelque espoir qu'à un moment donné et sous une forme quelconque il pourra être trouvé une rédaction de nature à obtenir l'adhésion du plénipotentiaire de la France. L'ambassadeur d'Italie estime que, la question ne devant pas être considérée comme définitivement écartée, il ne sera pas superflu de donner quelques explications relatives à ses deux propositions éventuelles.

Dans la première, il élimine le terme *neutralité* et lui substitue une renonciation des puissances à étendre toute action militaire au bassin du Congo, ainsi que sur la mer territoriale faisant face aux embouchures de ce fleuve.

Il a présenté une autre proposition subsidiaire. Son Excellence hésitait à suggérer un arbitrage, lors même qu'il ne s'agirait que d'une application restreinte de ce système et bien que l'Italie, en ce qui la concerne, ait déjà introduit ce principe dans plusieurs traités de commerce, de navigation, etc. Mais, à défaut d'un engagement mutuel de ne pas porter la guerre dans les territoires commerciaux définis dans la première déclaration de la Conférence, il conviendrait peut-être, en ce qui les concerne spécialement, de donner plus d'efficacité au vœu émis par le Congrès de Paris. (Séance du 14 avril 1856, protocole n° 23.) Le comte de Launay en rappelle les termes (1).

Le vœu se transformerait en engagement — s'il se produisait un dissentiment sérieux — de recourir à l'action médiatrice d'une puissance amie avant d'en appeler aux armes.

Dans cette proposition, il n'y a rien également qui puisse porter atteinte au respect dû aux droits et à l'indépendance des Etats qui, en définitive, resteront seuls juges des exigences de leur honneur et de leurs intérêts. Le médiateur fournirait aux parties en litige l'occasion de s'expliquer et d'entendre une voix amie et impartiale qui les disposerait peut-être à l'aplanissement des difficultés. Il importerait de ne pas en négliger la chance.

C'est précisément parce que, à certains égards, l'Italie peut se montrer plus désintéressée, dans les régions de l'Afrique centrale et occidentale que d'autres Etats, et parce que le gouvernement du roi s'applique, selon son programme, à contribuer pour sa part au maintien de la paix, que le plénipotentiaire de Sa Majesté se sent encouragé à exprimer ainsi sa manière de voir. — Toutes les puissances ici représentées cherchent, sans arrière-pensée, à concilier dans une mesure équitable les vues politiques avec les intérêts moraux et matériels dont elles entendent favoriser et assurer le développement pacifique. Leurs plénipotentiaires sont animés des mêmes dispositions. Il y a donc lieu d'espérer que, moyennant quelque compromis, la Conférence saura trouver une solution satisfaisante.

(1) Extrait du protocole n° 23 de la séance du 14 avril 1856 du Congrès de Paris :

« Les plénipotentiaires n'hésitent pas à exprimer, au nom de leurs gouvernements, le vœu que les Etats entre lesquels s'élèverait un dissentiment sérieux, avant d'en appeler aux armes, eussent recours, en tant que les circonstances l'admettraient, aux bons offices d'une puissance amie. »

Le comte de Launay ajoute qu'à la présente séance il paraît impossible d'obtenir l'unanimité en faveur d'une des propositions actuellement en délibération, mais que la question pourrait être utilement renvoyée à une des prochaines séances. D'ici là, les plénipotentiaires auront reçu des instructions nouvelles, une formule de conciliation aura été recherchée et peut-être l'accord pourra-t-il s'établir.

Le président consulte l'Assemblée au sujet de l'ajournement de la discussion.

Saïd Pacha se prononce en faveur du renvoi.

M. Kasson désire ajouter que sa proposition n'a pas un objet théorique, mais bien un objet pratique. Il s'agit de couronner l'œuvre de la Conférence en assurant la sécurité des entreprises qui vont être tentées et des essais commerciaux qui vont être poursuivis dans l'Afrique centrale. La guerre n'a pas seulement pour effet d'interrompre le développement d'une œuvre commerciale et civilisatrice, elle détruit le travail de longues années. Le plénipotentiaire des Etats-Unis accepte l'ajournement du débat dans l'espoir qu'il facilitera la recherche d'une formule acceptable pour tous.

Sir Edward Malet adhère à l'ajournement dans la même pensée.

La Haute Assemblée prononce le renvoi de la discussion à une séance suivante.

Le président mentionne l'approche des fêtes de fin d'année et consulte divers plénipotentiaires relativement à l'opportunité d'interrompre, en conséquence, pendant quelques jours, les travaux de la Haute Assemblée. A la suite de cet échange d'idées, M. Busch fait connaître que ni la Conférence ni la Commission ne seront convoquées avant le 5 janvier.

La séance est levée à quatre heures un quart.

Signé : SZÉCHÉNYI, comte Auguste VAN DER STRATEN PONTHOZ, Baron LAMBERMONT, E. VIND, Comte de BENOMAR, John A. KASSON, H. S. SANFORD, Alphonse de COURCEL, Edward B. MALET, LAUNAY, F.-P. VAN DER HOËVEN, Marquis de PENAFIEL, A. de SERPA PIMENTEL, Comte P. KAPNIST, GILLIS BILDt, SAÏD, BUSCH, V. KUS-SEROW.

ANNEXE I 'AU PROTOCOLE N° 6.

Proposition du Comité de rédaction pour un article additionnel à la déclaration relative à la liberté du commerce dans le bassin conventionnel du Congo (N° 33).

Afin d'assurer le maintien de la liberté du commerce et de la navigation, même en temps de guerre, dans toutes les contrées mentionnées aux paragraphes 1 et 2 de l'article 1^{er} de la présente déclaration et placées sous le régime de la liberté commerciale, les puissances signataires de la présente déclaration adoptent les principes suivants :

La totalité du bassin, y compris les territoires qui s'y trouvent soumis à la souveraineté ou au protectorat d'une des puissances belligérantes, sera considérée comme territoire d'un Etat non belligérant.

En conséquence, dans le cas d'une guerre entre des puissances signataires de

la présente déclaration, celles-ci s'engagent à renoncer à étendre les hostilités aux territoires compris dans ce bassin ou à les faire servir de base d'opérations de guerre.

Sera interdit aux vaisseaux belligérants le séjour dans les eaux territoriales de ce bassin, sauf en cas de tempête ou de réparations nécessaires.

Dans ces cas, le vaisseau belligérant quittera ces eaux aussitôt que la tempête aura cessé ou que les avaries auront été réparées; il ne pourra y prendre du charbon qu'en quantité suffisante pour lui permettre d'atteindre le port national le plus proche, situé en dehors dudit bassin.

Dans le cas où des difficultés s'élèveraient entre des puissances signataires de la présente déclaration qui exerceraient des droits de souveraineté ou de protectorat dans ledit bassin, les parties renoncent à recourir aux hostilités dans le même bassin et s'engagent à faire appel à la médiation ou à s'en remettre à l'arbitrage d'une ou de plusieurs puissances amies.

Ces engagements s'étendront également aux Etats indépendants établis ou qui s'établiraient sur le littoral de la zone orientale mentionnée au paragraphe 3 de l'article 1^{er} de la présente déclaration, sous réserve de leur consentement.

ANNEXE II AU PROTOCOLE N° 6.

Proposition de M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne (N° 34).

Ajouter à la fin du 4^e alinéa de la proposition n° 33 les mots suivants :

« et il ne pourra, après avoir pris du charbon sous ces conditions, le prendre dans les mêmes eaux qu'après un intervalle de trois mois. »

ANNEXE III AU PROTOCOLE N° 6.

Proposition éventuelle de M. le Plénipotentiaire d'Italie (N° 26).

I

Les puissances signataires du présent acte et celles qui y accèderaient à l'avenir renoncent, le cas échéant, à étendre toute action militaire au bassin du Congo, ses embranchements, ses affluents et ses embouchures, ainsi que sur la mer territoriale faisant face aux embouchures de ce fleuve.

II

PROPOSITION SUBSIDIAIRE

Dans le but de prévenir, autant que les circonstances l'admettraient, et sans toutefois porter atteinte à l'indépendance des gouvernements, les conséquences d'une guerre qui pourrait s'étendre au bassin du Congo, ses embranchements, ses affluents et ses embouchures, ainsi que sur la mer territoriale faisant face aux embouchures de ce fleuve, et pour ce cas spécial, les Etats signataires du présent acte, et ceux qui y accèderaient à l'avenir, entre lesquels s'élèverait un dissentiment sérieux, s'engagent, avant d'en appeler aux armes, à recourir à l'action médiatrice d'une puissance amie.

PROTOCOLE N° 7

Séance du 7 janvier 1885.

La séance est ouverte à trois heures, sous la présidence de M. Busch.

Le président rappelle que la conférence a renvoyé à l'une de ses prochaines séances l'examen des propositions afférentes à la neutralité des ter-

ritoires qui font l'objet de ses délibérations. Pour répondre au désir que plusieurs plénipotentiaires lui ont exprimé avant l'ouverture de la séance, M. Busch propose d'ajourner encore cette discussion.

Cet ajournement est en conséquence prononcé.

Le président ouvre ensuite le débat sur le projet de déclaration concernant la traite des esclaves, qui a été soumis par la commission à la Conférence, dans les termes suivants :

« Selon les principes du droit des gens, tels qu'ils sont reconnus par les puissances signataires, la traite des esclaves étant interdite, et les opérations qui, sur terre ou sur mer, fournissent des esclaves à la traite devant être également considérées comme interdites, les puissances qui exercent ou qui exerceront des droits de souveraineté ou une influence dans les territoires formant le bassin conventionnel du Congo déclarent que ces territoires ne pourront servir ni de marché ni de voie de transit pour la traite des esclaves de quelque race que ce soit. Chacune de ces puissances s'engage à employer tous les moyens en son pouvoir pour mettre fin à ce commerce et pour punir ceux qui s'en occupent. »

M. Busch demande si les membres de la conférence ont des observations à présenter relativement à ce projet.

Le comte de Launay désire motiver son vote ; il constate que le projet de déclaration élaboré par la commission (n° 37 des documents imprimés) a obtenu l'assentiment unanime de ses membres. Si l'on peut regretter qu'il ne lui ait pas été donné toute l'ampleur désirée par l'ambassadeur d'Angleterre, cette déclaration n'en prêtera pas moins une nouvelle force à l'application rigoureuse des mesures déjà adoptées *jure gentium* à l'égard de l'interdiction de la traite.

En faisant dériver des principes établis par le Congrès de Vienne cette juste conséquence que les opérations qui, sur terre aussi bien que sur mer, fournissent des esclaves à la traite doivent être également considérées comme interdites, les plénipotentiaires réunis en conférence à Berlin donneront une sanction de plus en plus pratique à ces mêmes principes. On ne saurait, en effet, montrer trop de vigilance et de sévérité envers ceux qui se livrent, directement ou indirectement, à cet odieux trafic.

C'est là un progrès dans le droit public international, dont personne ne saurait contester la valeur. C'est à la fois un hommage rendu à la morale publique et à l'humanité.

Le comte de Launay se réfère aux arguments qu'il a énoncés dans le même ordre d'idées au sein de la Commission.

Le baron Lambermont, au seul point de vue de la forme, demande si la Conférence aurait des objections à remplacer, au commencement de la déclaration, les mots *selon les principes* par ceux de *conformément aux principes*.

La Haute Assemblée adopte le texte proposé par la Commission avec la modification indiquée par le plénipotentiaire belge.

Le baron Lambermont fait, d'autre part, observer que les mots de *puissances signataires*, inscrits dans le texte qui vient d'être voté, signifient *puissances signataires du présent traité ou de la déclaration*. Il y aura là une légère correction à introduire en temps et lieu ; c'est ainsi que certaines modifications de détail, intéressant exclusivement la forme, pourront être utilement opérées lorsque viendra le moment d'établir les actes définitifs.

Le président mentionne que les plénipotentiaires ont eu communication

d'un projet de déclaration soumis par le gouvernement allemand à la Conférence et relatif aux formalités à observer pour que des occupations nouvelles sur les côtes d'Afrique soient considérées comme effectives. M. Busch consulte la haute assemblée pour savoir s'il lui convient de procéder immédiatement à une discussion générale sur ce texte, ou, au cas contraire, de le renvoyer à l'examen de la Commission.

Sir Edward Malet n'a pas encore reçu des instructions complètes de son gouvernement relativement à la question traitée dans le projet dont il s'agit.

M. de Serpa dépose un amendement, tendant à intercaler quelques mots dans l'alinéa marqué 2°, qui se trouverait alors conçu comme suit :

2° Lesdites puissances reconnaissent l'obligation d'établir et de maintenir dans les territoires ou endroits occupés ou pris sous leur protection une juridiction suffisante pour faire observer la paix, respecter les droits acquis, rendre effective l'abolition de l'esclavage, et, le cas échéant, faire respecter les conditions sous lesquelles la liberté du commerce et du transit aura été garantie.

Le comte de Launay, en vertu de ses instructions générales, adhère en principe à cette motion.

Le président annonce que l'amendement de M. de Serpa sera renvoyé à la commission. Il indique ensuite que l'ordre du jour est épuisé.

Le baron de Courcel rappelle que, lors de la dernière séance de la Commission, il a été examiné s'il ne conviendrait pas de détacher, pour en faire la matière d'une déclaration séparée, les stipulations comprises dans l'article 6 de la déclaration relative à la liberté du commerce et qui, en réalité, ne se rapportent pas aux intérêts commerciaux. La Conférence voudrait peut-être reprendre aujourd'hui la question.

M. Busch pense qu'elle pourrait être examinée lors de l'établissement des actes définitifs.

Le baron Lambermont rappelle les discussions qui ont eu lieu relativement à la question de l'esclavage, tant à l'occasion de l'article 6 de la déclaration commerciale qu'à l'occasion des projets présentés par divers membres de la Conférence. Au cours de ces débats, on a marqué une distinction en envisageant séparément :

1° La traite, déjà abolie en vertu du droit international actuel ;

2° Le commerce qui fournit des esclaves à la traite, ce dernier devant être également réprimé.

Il y aurait plus qu'un intérêt de pure forme à détacher de l'article 6 ce qui concerne l'esclavage et à le rattacher à la déclaration séparée concernant la traite. On ferait ainsi mieux ressortir les différents cas qui ont été visés. En outre, et d'une manière générale, les dispositions à intervenir gagneraient en clarté si l'on réunissait dans un même acte toutes les stipulations afférentes au même objet.

Sir Edward Malet croit qu'il peut y avoir avantage à laisser dans l'acte même relatif à la liberté commerciale un vestige de la sollicitude accordée par la Haute Assemblée à la question de l'esclavage.

A la suite d'observations présentées par le premier plénipotentiaire des Etats-Unis, le président fait ressortir qu'il y a quelque intérêt, pour l'histoire de la Conférence, à conserver la trace des préoccupations successives qui l'ont inspirée et qui se manifestent par l'ordre et la suite de ses décisions.

Les actes finaux ne seront pas volumineux et les recherches y seront toujours faciles. Il ne serait pas sans inconvénient, en vue d'assurer une logique et un ordre plus rigoureux, de remettre en question des textes déjà arrêtés.

Le baron Lambermont et M. Busch échangent quelques remarques à ce sujet.

M. de Kusserow fait observer qu'en empruntant à l'article 6 de la déclaration commerciale la matière d'une nouvelle déclaration séparée, on multipliera beaucoup le nombre des actes à intervenir.

Le comte de Launay appuie les observations de M. Busch

Il est, en définitive, décidé de laisser tels quels les textes déjà acceptés, sous la réserve des modifications de pure forme qui pourraient y être apportées lors de l'établissement de l'acte final.

Le président dit qu'il ne reste plus à examiner par la Conférence que la question de la neutralité et celle qui forme le troisième point de son programme initial. Ce travail accompli, une séance pourrait être consacrée à l'élaboration de l'acte final.

Le comte de Launay, rappelant le précieux concours prêté à la Haute Assemblée par le baron Lambermont comme rapporteur de sa Commission et comme rédacteur de certaines de ses résolutions, estime qu'il y aurait lieu de demander au plénipotentiaire belge de préparer l'acte final, en coordonnant les décisions prises par la Haute Assemblée, et en proposant, le cas échéant, les quelques légères modifications qui pourraient être nécessaires pour en perfectionner la forme.

Le baron Lambermont rappelle qu'il a obtenu, en diverses occasions, la très utile collaboration de quelques-uns de ses collègues. Il désirerait ne pas procéder sans eux au travail indiqué par l'ambassadeur d'Italie.

Le président constate l'adhésion de la Conférence à la suggestion du comte de Launay. Il ajoute que le baron Lambermont sera tout naturellement libre de faire appel au concours de ceux de ses collègues auxquels il a fait allusion.

Le président annonce qu'il s'entendra avec divers plénipotentiaires pour déterminer la date à laquelle il sera opportun de convoquer la prochaine réunion de la Commission.

La séance est levée à trois heures et demie.

Signé : SZECHENYI, Comte Auguste VAN DER STRATEN PONTHOZ, Baron LAMBERMONT, E. VIND, Comte de BENOMAR, John A. KASSON, H.-S. SANFORD, Alph. de COURCEL, Edward B. MALET, LAUNAY, F.-P. VAN DER HOEVEN, marquis de PENAFIEL, A. de SERPA PIMENTEL, Comte P. KAPNIST, GILLIS BILDT, SAÏD, BUSCH, V. KUSSEROW.

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 7

Projet de déclaration relative aux formalités à observer pour que des occupations nouvelles sur les côtes d'Afrique soient considérées comme effectives.

Les plénipotentiaires des gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche-

Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Suède et la Norvège et de la Turquie, réunis en conférence, considérant qu'il y aurait avantage à introduire dans les rapports internationaux une doctrine uniforme relativement aux occupations qui pourront avoir lieu à l'avenir sur les côtes d'Afrique, ont arrêté ce qui suit :

1^o La puissance qui dorénavant prendra possession d'un territoire ou d'un endroit sur les côtes d'Afrique situé en dehors de ses possessions actuelles ou qui en assumera la protection, accompagnera l'acte respectif d'une notification simultanée adressée aux autres puissances représentées dans la présente Conférence, afin de les mettre à même ou de le reconnaître comme effectif ou de faire valoir, s'il y a lieu, leurs réclamations ;

2^o Lesdites puissances reconnaissent l'obligation d'établir et de maintenir dans les territoires ou endroits occupés ou pris sous leur protection une juridiction suffisante pour faire observer la paix, respecter les droits acquis et, le cas échéant, les conditions sous lesquelles la liberté du commerce et du transit aura été garantie.

Les gouvernements des soussignés porteront cette déclaration à la connaissance des Etats qui n'ont pas été appelés à participer à la Conférence et les inviteront à y adhérer.

PROTOCOLE N^o 8

Séance du 31 janvier 1885

La séance est ouverte à trois heures, sous la présidence de M. Busch.

Le Président expose que l'ordre du jour comprend la discussion des formalités à remplir pour que des occupations nouvelles sur les côtes d'Afrique soient considérées comme effectives. La Commission a mûrement délibéré sur la question, et son rapport rend compte de ses travaux d'une manière complète. Le Président considérerait donc comme superflue une discussion générale. Cette manière de voir ayant rencontré l'assentiment des Membres de la Conférence, M. Busch lit successivement les divers paragraphes du projet présenté par la Commission (annexe n^o 3 au rapport).

L'intitulé, le préambule et l'article 1^{er} (paragraphe marqué 1^o) sont successivement adoptés sans discussion.

L'article 2 (paragraphe marqué 2^o) étant ensuite mis en délibération, M. Kasson rappelle la discussion résumée à la page 8 du Rapport et concernant les *droits acquis* qu'une Puissance occupante sera tenue de faire respecter.

Le Plénipotentiaire des Etats-Unis demande si la rédaction arrêtée par la Commission ne pourrait pas faire naître des malentendus, en laissant supposer qu'il s'agit seulement de droits acquis par le Gouvernement occupant, et que les droits privés acquis, soit antérieurement, soit postérieurement à l'occupation, ne sont pas compris dans l'expression *droits acquis*.

M. Busch fait ressortir que l'expression dont il s'agit comprend évidemment tous les droits acquis existant lors d'une occupation nouvelle, que ces droits appartiennent à des particuliers ou à des Gouvernements.

Le Baron de Courcel appuie sur ces explications et ajoute que leur insertion au Protocole donnera pleine satisfaction aux scrupules manifestés par M. Kasson.

M. Busch, M. Kasson et le Baron de Courcel échangent à ce sujet quelques observations, et le Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique

reconnait que la mention faite au Protocole des explications qui précèdent suffira pour empêcher les malentendus qu'il avait en vue de prévenir.

M. Kasson présente ensuite, au sujet du projet de Déclaration soumis à la Haute Assemblée, les observations dont le texte suit :

« En approuvant les deux paragraphes de cette Déclaration, comme une première démarche, courte mais bien dirigée, c'est mon devoir de consigner deux observations au Protocole :

« 1^o Le droit international moderne suit fermement une voie qui mène à la reconnaissance du droit des races indigènes de disposer librement d'elles-mêmes et de leur sol héréditaire. Conformément à ce principe, mon Gouvernement se rallierait volontiers à une règle plus étendue et basée sur un principe qui viserait le consentement volontaire des indigènes dont le pays est pris en possession, dans tous les cas où ils n'auraient pas provoqué d'acte agressif.

« 2^o Je ne doute pas que la Conférence ne soit d'accord quant à la signification du préambule. Il n'indique que le minimum des conditions essentielles à remplir pour que l'on puisse demander la reconnaissance d'une occupation.

« Il est toujours possible qu'une occupation soit rendue effective par des actes de violence, qui sont en dehors des principes de la justice, du droit national et même international. Par conséquent, il doit être bien entendu qu'il est réservé aux Puissances signataires respectives d'apprécier toutes les autres conditions, au point de vue du droit aussi bien que du fait, qui doivent être remplies avant qu'une occupation puisse être reconnue comme valable. »

Le Président fait remarquer que la première partie de la Déclaration de M. Kasson touche à des questions délicates sur lesquelles la Conférence ne saurait guère exprimer d'opinion ; il suffira de reproduire au Protocole les considérations exposées par le Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique.

La deuxième partie de la Déclaration de M. Kasson rappelle des explications échangées dans la Commission, et desquelles il est résulté que, dans l'opinion commune des Plénipotentiaires, la Déclaration préparée par la Conférence ne limitait pas la faculté appartenant aux Puissances de faire précéder de tel examen qu'elles jugeraient opportun la reconnaissance des occupations qui leur seraient notifiées.

Le Comte Kapnist demande l'insertion au Protocole de la Déclaration suivante :

« En adhérant à la Déclaration actuellement discutée, je fais cette réserve formelle que le Gouvernement impérial de Russie entend limiter strictement les effets de son assentiment aux contrées dont la Conférence a été appelée à s'occuper. »

Dans le même ordre d'idées, le Plénipotentiaire de la France établit que les occupations nouvelles sur les côtes du continent Africain sont seules visées dans la Déclaration, et il mentionne en particulier que l'île de Madagascar reste en dehors des présentes stipulations.

Saïd Pacha, en ce qui concerne les possessions du Sultan, tant au Nord qu'à l'Est du continent Africain, notamment jusqu'au cap Ras-Hafun, et y compris ce dernier point, établit des réserves d'après lesquelles ces décisions de la Conférence ne sauraient se rapporter aux territoires ainsi visés.

Le Président indique que ces diverses observations, conformes à l'esprit

dans lequel la Conférence a poursuivi ses travaux, trouveront place dans le Protocole.

Il constate ensuite l'adoption de l'article 2 et celle de l'ensemble de la Déclaration.

Le Baron de Courcel, avant qu'il soit procédé à l'élaboration de l'Acte final comprenant l'ensemble des Actes de la Conférence, désire entretenir la Haute Assemblée de la rédaction définitive qui pourra être arrêtée quant au paragraphe délimitant la zone franche du côté des possessions françaises. Le Plénipotentiaire de la France avait précédemment indiqué que son Gouvernement acceptait immédiatement comme limite de cette zone la ligne de Massabi, sauf à la reporter jusqu'à la position de Sette-Camma lorsque auraient été conclus certains arrangements particuliers encore en suspens. Or, la position géographique de Sette-Camma ne peut être définie avec la précision désirable, parce qu'elle comprend un ensemble de factoreries. Le Gouvernement français consentirait donc à substituer à l'indication de cette position une limite géodésique, et propose de la fixer au parallèle situé par 2° 30 de latitude Sud. Cette solution est la plus libérale, parce qu'elle place dans la zone franche un certain nombre de factoreries allemandes et anglaises. L'Ambassadeur de France pense qu'elle sera accueillie par la Conférence avec satisfaction. Il en serait tenu compte dans la rédaction de l'Acte final, en modifiant, par exemple, comme suit le paragraphe susvisé :

« 2° Dans la zone maritime s'étendant sur l'océan Atlantique, depuis le parallèle situé par 2° 30 de latitude Sud jusqu'à l'embouchure de la Logé.

« La limite septentrionale suivra le parallèle situé par 2° 30 Sud depuis la côte jusqu'au point où il rencontre le bassin géographique du Congo, en évitant le bassin de l'Ogowé, auquel ne s'appliquent pas les stipulations du présent acte. »

M. Busch adhère à cette solution, qui lui paraît la plus satisfaisante.

Sir Edward Malet croit aussi qu'elle est la meilleure comme la plus libérale et déclare apprécier l'esprit dans lequel elle a été proposée par le Gouvernement Français.

La Conférence exprime son adhésion à cet égard.

S. E. Sir Edward Malet demande la parole pour présenter les considérations suivantes :

« Je désire soumettre quelques observations à l'égard de l'article 4 de la Déclaration relative à la liberté du commerce, qui est ainsi conçu :

« *Les marchandises importées dans ces territoires resteront affranchies de droits d'entrée et de transit. Les Puissances se réservent de décider, au terme d'une période de vingt années, si la franchise d'entrée sera ou non maintenue.* »

« Il paraît que cet article soulève des doutes dans l'esprit de personnes engagées dans le commerce avec l'Afrique. Certaines d'entre elles pensent qu'il implique la terminaison, au bout de vingt ans, du régime de la liberté du commerce dont le bassin conventionnel du Congo a été doté, à moins que les Puissances ne soient d'accord pour le continuer.

« Je trouve, par exemple, les mots suivants dans une lettre du Président de la Chambre de commerce de Manchester à lord Granville, en date du 12 décembre : « *la limite de la durée de vingt ans attachée aux stipulations de la liberté du commerce.* » La Députation qui a remis cette lettre à lord

Granville a prié Sa Seigneurie de m'envoyer des instructions en vue d'obtenir la suppression du dernier alinéa de l'article 4, en disant que les conditions de la liberté du commerce ne devraient pas être changées au bout de vingt ans, qu'autrement aucun négociant anglais, ayant devant lui la perspective de droits différentiels, n'emploierait ses capitaux dans ces parties de l'Afrique.

« Un des principaux journaux de Manchester contenait, tout récemment, un article dans lequel se trouve cette phrase :

« On se demande comment les puissances ont pu consentir à abolir d'un trait de plume tous les droits et tous les impôts — la raison n'est pas difficile à trouver. Une clause modeste a été insérée qui aura pour résultat que le millénaire naissant arrivera à sa fin après vingt ans. »

« Je sais qu'il n'y a absolument rien ni dans l'ensemble ni dans les détails de l'Acte que nous allons signer qui autorise de pareilles appréhensions ; — cependant, pour mettre fin à des méfiances qui sont préjudiciables à la croissance du commerce, je tiens à constater que le régime de la liberté du commerce dans le bassin conventionnel du Congo, tel qu'il est établi par l'Acte dont il s'agit, est sans limite de durée, et que l'article 4 vise uniquement la faculté de décider de nouveau, après vingt ans, si les droits d'entrée doivent ou non continuer à être prohibés.

« Dans le but de rassurer davantage les personnes intéressées, je rappellerai que, même, si, par suite de la faculté accordée par cet article 4, des droits d'entrée venaient à être établis, ils ne pourraient, en aucun cas, être différentiels, et que la liberté de transit ainsi que toutes les autres stipulations de l'Acte resteraient en vigueur.

« Je serais bien aise d'avoir l'assentiment de la Conférence à ces explications, qui sont faites dans le seul but d'écarter des malentendus et de dissiper des doutes nuisibles au but que la Conférence a eu pour tâche d'atteindre et qui est d'encourager et d'étendre le commerce dans ces régions d'une manière précise, efficace et durable. »

Le Comte de Launay dit que, lors de la discussion du projet de Déclaration relatif à la liberté commerciale, il a présenté déjà des observations répandant aux préoccupations que Sir Edward Malet a en vue de faire cesser. L'Ambassadeur d'Italie a demandé en effet (protocole n° 4, page 96) que la permanence des mesures essentielles adoptés par la Conférence fût d'ores et déjà mise hors de doute. Si, à l'expiration d'une période de vingt ans, devait avoir lieu la révision du régime conventionnel, conformément aux prévisions de l'article 4 de la Déclaration, le Comte de Launay désirait qu'il fût établi que cette révision aurait lieu seulement pour rendre ce régime encore plus favorable aux intérêts commerciaux. Le Plénipotentiaire d'Italie ne saurait dès lors que s'associer aux idées formulées par l'Ambassadeur d'Angleterre.

Le Baron de Courcel, répondant à Sir Edward Malet, s'exprime comme suit :

« J'adhère très volontiers, pour ma part, aux explications que vient de donner M. l'Ambassadeur d'Angleterre. On connaît les raisons qui ont amené les Puissances à réserver, au bout d'une période de vingt ans, leur liberté d'appréciation sur la question du maintien ou de la modification du régime que nous sommes convenus de mettre actuellement à l'épreuve, et qui consiste dans la suppression des droits à l'importation, combinée avec l'établissement de droits à l'exportation. Nous n'avons pas voulu imposer,

pour une durée indéfinie, aux territoires dont nous avons eu à nous occuper pendant la présente Conférence, un régime économique immuable, conçu d'après des règles dont la valeur intrinsèque est controversée parmi les théoriciens, et dont les résultats pratiques pourront seulement être démontrés par l'expérience.

« Mais, en dehors des stipulations spéciales de l'article 4, nous avons reconnu et consacré un certain nombre de principes qui assurent, contre toute infraction à l'avenir, l'application de la liberté du commerce dans le bassin du Congo. L'interdiction des droits différentiels, des monopoles ou privilèges, et de toute inégalité de traitement au préjudice de personnes appartenant à une nationalité étrangère, n'est soumise à aucune limitation de temps. Le bienfait qui en résulte doit être considéré comme définitivement acquis.

« La Conférence, en inaugurant un tel état de choses, aura accompli une œuvre dont le libéralisme, nous pouvons le déclarer avec un sentiment de juste satisfaction, est jusqu'ici sans précédents. »

M. de Serpa fait observer que la Haute Assemblée a été sollicitée de marquer son adhésion aux explications données par Sir Edward Malet touchant la permanence du régime libéral établi par la Conférence ; à cet égard, l'assentiment des Représentants des Puissances qui possèdent des territoires dans la région du Congo a une importance particulière. Le Plénipotentiaire du Gouvernement Français a exprimé déjà son approbation ; les Représentants du Portugal manifestent également leur adhésion, en s'inspirant des dispositions libérales qui ont animé leur Gouvernement au cours des travaux de la Conférence.

Le Président ne doute pas que la Haute Assemblée ne partage ces sentiments. L'insertion au Protocole des explications qui précèdent donnera toute sécurité au commerce et fera cesser toute préoccupation de sa part.

Le Baron Lambermont rappelle que, lors de la discussion de l'article 4 de la Déclaration relative à la liberté commerciale, il s'est prononcé en faveur de la permanence du régime le plus libéral. Sur la question spéciale de l'interdiction des droits d'entrée, un des Délégués, dont la compétence est indiscutable en pareille matière, a fait valoir les motifs qui, dans l'intérêt même du commerce, rendraient désirable la possibilité d'une révision du système fiscal, afin de tenir compte, s'il y avait lieu, des modifications que le temps apporterait au régime économique de ces pays neufs. Mais si cette révision devait en effet être opérée, elle ne devrait affecter ni la liberté du transit ni l'interdiction de tous droits différentiels. Ce qui, d'ailleurs, doit rassurer surtout le commerce, c'est l'esprit dans lequel ont été discutées et arrêtées les décisions de la Conférence et dans lequel persisteront les Gouvernements qui y ont pris part. Si, dans un délai de vingt ans, l'établissement de droits d'entrée paraissait inutile ou préjudiciable, eu égard aux résultats acquis, aucun Gouvernement ne serait certainement d'avis de l'opérer. C'est l'expérience qui dictera alors aux Puissances intéressées les déterminations les plus favorables au développement du mouvement commercial dans leurs possessions. La Puissance qui perdrait ces considérations de vue s'exposerait à voir les courants commerciaux se reporter vers les marchés voisins.

Le Président constate l'assentiment unanime de la Haute Assemblée aux explications qu'elle vient d'entendre.

Il propose ensuite à la Haute Assemblée de procéder à un échange de vues générales relativement à la forme que devra revêtir l'Acte final.

Le Baron Lambermont, qui a été chargé de la préparation de cet Acte, fait connaître qu'il peut être établi suivant deux ou trois modes différents. Le Plénipotentiaire de la Belgique rapporte les précédents qu'il a été amené à étudier à ce sujet. Lors des Traités de Vienne de 1815, de Paris de 1856, et de Berlin de 1878, on a été conduit à réunir dans un Traité unique tous les Actes adoptés par le Congrès, en les faisant précéder d'un préambule qui marquait leur filiation. Les dispositions diverses du Traité se trouvaient former ainsi une suite d'articles, avec une seule série de numéros.

Dans d'autres cas, l'Acte conventionnel s'est résumé en un ou deux articles indiquant l'objet général poursuivi par les Parties contractantes, et à cet instrument principal a été annexée la série des Actes précédemment délibérés. Cette forme, qui est notamment celle du Traité conclu en 1839 à la suite de la Conférence de Londres, a été assez rarement employée.

On pourrait encore placer à la suite les uns des autres les différents Actes adoptés par la Haute Assemblée, en les numérotant entre eux et en les faisant précéder de leur préambule respectif. Il y aurait alors un certain nombre d'Actes séparés, que rien ne rattacherait les uns aux autres. A la connaissance du Baron Lambermont, ce mode de procéder n'aurait encore jamais été usité.

Le Plénipotentiaire Belge ajoute qu'il a déjà préparé un projet, en adoptant la forme qu'il a citée en premier lieu. Ce projet comprendrait un préambule et autant de chapitres que la Conférence a sanctionné d'Actes différents, mais avec une seule série de numéros pour tous les articles compris dans le Traité. La division serait la suivante :

Préambule ;

Chapitre I^{er}, constitué par la Déclaration relative à la liberté de commerce ;

Chapitre II, dont l'objet sera expliqué plus tard ;

Chapitres III et IV, formés respectivement par les Actes de navigation concernant le Congo et le Niger ;

Chapitre V, reproduisant la déclaration afférente à l'*effectivité* des occupations ;

Chapitre VI, concernant la traite des esclaves.

Le Président consulte la Haute Assemblée pour savoir s'il lui convient de choisir séance tenante entre les trois formes indiquées par le Baron Lambermont.

Le Baron Lambermont ne verrait pas d'inconvénients à ce que la décision sur ce point fût réservée à la Commission.

Le Baron de Courcel, le Président et le Baron Lambermont échangent à ce sujet quelques considérations, et il reste entendu que la question sera renvoyée entière à la Commission. Les Membres de la Conférence s'engagent, d'ailleurs, à tenir secret ce qui se rapportera à cette partie de leurs travaux.

L'impression du projet rédigé par le Baron Lambermont et la réimpression des diverses Déclarations déjà adoptées séparément par la Conférence sont décidées pour faciliter le travail des Membres de la Commission.

M. Kasson désire, au préalable, appeler l'attention de la Haute Assemblée sur ce que le choix de la forme donnée à l'Acte définitif peut avoir une importance particulière pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. La forme d'un Traité proprement dit serait peut-être de nature à soulever à Washington des objections dues à des scrupules constitutionnels et au respect de certaines traditions admises par la jurisprudence internationale américaine. En thèse générale, le Gouvernement des Etats-Unis n'envisage pas volontiers l'éventualité d'engagements réciproques qui le lient envers un ensemble de Puissances, comme dans le cas où est signé un traité collectif. En égard à ces considérations, le Plénipotentiaire des Etats-Unis, pour rendre plus facile la ratification des Actes définitifs par son Gouvernement, s'est attaché à lui présenter l'œuvre de la Conférence comme devant comprendre une série de Déclarations, auxquelles les Puissances feraient adhésion. M. Kasson désirerait, en conséquence, que la forme de l'Acte final fût telle que l'accord des Puissances pût se manifester, en effet, sous cette forme spéciale d'adhésions individuellement données à des Déclarations, et non sous la forme d'un Traité général, liant tous les Gouvernements à un ensemble d'obligations réciproques et communes. Quant au fond, le résultat serait le même, puisque la série des adhésions données par les Puissances les obligerait à l'observation des arrangements conclus, au même degré que leur participation à un Traité.

La question ainsi soulevée donne lieu à des observations de la part d'un certain nombre de Membres de la Haute Assemblée, et notamment de la part du Président, du Baron de Courcel, du Comte de Launay, du Baron Lambermont, du Comte de Benomar et de M. Sanford. Divers précédents sont cités et examinés.

Le Plénipotentiaire d'Espagne rappelle notamment que son Gouvernement, après avoir pris part aux travaux du Congrès de 1815, n'avait, pour des motifs particuliers, pas cru pouvoir signer le Traité issu de ses délibérations. Le Cabinet de Madrid avait seulement adhéré plus tard au même Traité. Plusieurs Membres de la Conférence et le Président de la Haute Assemblée expriment l'avis que ce précédent pourrait être suivi dans le cas où le Gouvernement des Etats-Unis aurait des objections contre la forme adoptée par les Gouvernements Européens pour sanctionner les décisions prises par la Conférence. La question est d'ailleurs renvoyée à la Commission avec toutes celles concernant la préparation de l'Acte final.

Le Président fait connaître que le Plénipotentiaire des Pays-Bas s'est excusé, pour cause de maladie, de ne pouvoir assister à la Conférence.

Le Comte de Benomar désire que les observations présentées par lui à la Commission relativement au droit de visite sur la côte occidentale d'Afrique, et qui ont été reproduites sous le n° 40 des documents imprimés, soient annexées au Protocole de la présente séance.

La Haute Assemblée accueille cette demande.

La séance est levée à quatre heures et demie.

Signé : SZÉCHÉNYI, Comte AUGUSTE VAN DER STRATEN PONTHOZ, BARON LAMBERMONT, E. VIND, COMTE DE BENO-MAR, JOHN A. KASSON, H. S. SANFORD, ALPHONSE DE COURCEL,

EDWARD B. MALET, LAUNAY, Marquis DE PENAFIEL, A. DE SERPA PIMENTEL, Mlle P. KAPNIST, GILLIS BILDT, SAÏD, BUSCH, V. KUSSEROW.

ANNEXE AU PROTOCOLE N° 8.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le projet de déclaration relative aux occupations nouvelles sur les côtes d'Afrique.

Messieurs, dans votre réunion du 7 janvier, vous avez abordé le troisième et dernier objet de la tâche qui vous était assignée : la définition des formalités requises pour faire considérer à l'avenir comme effectives des occupations de territoires sur les côtes d'Afrique.

Après un échange général de vues à ce sujet, vous avez décidé de renvoyer à une Commission le projet qui vous avait été soumis.

Cette Commission, aux travaux de laquelle ont participé la plupart des plénipotentiaires assistés de leurs délégués, s'est réunie les 15 et 16 janvier; elle a successivement discuté les divers points qu'elle avait à traiter et elle a chargé un Comité de rédaction de fixer le texte des résolutions auxquelles elle s'est arrêté.

Le projet sur lequel s'est établie la discussion est sous vos yeux; il a été présenté par les plénipotentiaires de l'Allemagne, de concert avec le plénipotentiaire de France.

Les lettres d'invitation adressées aux gouvernements, les discours que vous avez entendus à l'ouverture de vos travaux avaient à l'avance indiqué la pensée générale de ce projet, qui est de prévenir les contestations ou les malentendus auxquels pourraient donner lieu les occupations nouvelles. La Commission a été unanime à l'accepter comme base de ses délibérations.

Elle s'est trouvée également d'accord pour admettre que la déclaration ne s'appliquerait qu'aux occupations futures.

Les débats ont porté sur des sujets multiples qui vont être successivement passés en revue.

Vous remarquerez d'abord de légères retouches dans le titre et le préambule de l'acte. Le terme de *formalités* n'était pas strictement applicable aux articles 2 et 3 de la déclaration. De plus, M. le ministre des Etats-Unis avait désiré que le titre même précisât que les obligations imposées ne sont qu'un minimum. C'est dans cet esprit que le Comité de rédaction a substitué aux mots : *formalités à observer* ceux de : *conditions essentielles à remplir*. Le préambule prévoyait l'introduction d'une doctrine uniforme en matière d'occupation. Il a paru qu'il convenait mieux de formuler des règles uniformes dans un document qui édicte des prescriptions formelles.

Le projet de déclaration ne vise que les côtes d'Afrique. La convenance de cette restriction a été contestée. M. l'ambassadeur d'Angleterre aurait préféré que les règles qui vont être établies pour les prises de possessions nouvelles en Afrique fussent rendues applicables à tout le continent africain. A l'appui de sa proposition, il a invoqué ce fait que les côtes d'Afrique sont bien près d'être occupées dans toute leur étendue et que, réduites à cette zone, les formalités prévues auront assez peu de valeur pratique. M. l'ambassadeur de France n'a pas partagé ce sentiment. S'il est vrai qu'il reste peu de territoires disponibles à la côte, ces territoires ont en revanche une importance qui justifie les dispositions nouvelles dont ils seraient l'objet. Sur le littoral, d'ailleurs, le terrain est bien défini, tandis qu'en fait de délimitations territoriales la part du vague et de l'inconnu est encore très grande dans l'intérieur de l'Afrique. De son côté, M. le sous-secrétaire d'Etat Busch ne s'est pas déclaré, en principe, hostile à la

proposition de sir Edward Malet; mais il a fait observer qu'elle implique forcément la détermination précise et prochaine de l'état de possession de chaque puissance en Afrique.

M. le ministre des Etats-Unis ayant émis l'idée qu'une délimitation offrirait de sérieux avantages et contribuerait à prévenir des conflits futurs, on a objecté que le résultat inverse serait plutôt à craindre. Une définition exacte des possessions actuelles aboutirait en fait à un partage de l'Afrique. Au surplus, a-t-on ajouté, la Conférence a reçu la mission exclusive de statuer pour l'avenir; les situations acquises échappent à ses décisions.

Ces observations ont clos la discussion sur ce point.

Quelques remarques ont été échangées au sujet de la notification prescrite par l'article 1^{er}.

L'utilité de cette formalité n'a été mise en question par aucune des puissances représentées dans la Commission. M. l'ambassadeur d'Angleterre aurait même jugé désirable que la notification contint toujours une détermination approximative des limites du territoire occupé ou protégé. D'autres membres de la Commission, sans se montrer opposés en principe à cette modification, ne la croient point nécessaire. C'est, d'après eux, plutôt une question de forme que de fond. Notifier l'occupation ou la prise de possession d'un territoire implique nécessairement une définition plus ou moins précise de la situation de ce territoire, particulièrement à la côte qui seule tombe sous l'application des règles à établir. Inutile en général, la condition nouvelle qu'il s'agit d'imposer pourrait, en certaines circonstances, entraîner des difficultés ou des inconvénients.

M. l'ambassadeur d'Angleterre, à la suite de ces explications, n'insiste pas; il reste entendu toutefois que la notification est inséparable d'une certaine détermination de limites, et que les puissances intéressées pourront toujours réclamer tels éclaircissements supplémentaires qui leur paraîtraient indispensables pour sauvegarder leurs droits ou leurs intérêts.

L'article 1^{er} a donné lieu à quelques autres observations qu'il convient de rappeler sommairement afin d'en préciser le sens et la portée.

M. l'ambassadeur d'Angleterre avait demandé la suppression des mots : *situés en dehors de ses possessions actuelles*. Cette expression, en effet, pouvait faire supposer que les règles à établir obligeraient seulement les puissances qui ont des possessions en Afrique, tandis que ces règles doivent être obligatoires pour toutes les puissances signataires. Mais, d'un autre côté, M. le comte de Benomar a fait justement observer qu'il n'était pas indifférent de bien marquer que les dispositions arrêtées par la Conférence ne s'appliqueraient pas aux possessions actuelles. Le Comité de rédaction a proposé une formule qui répond à ces diverses préoccupations.

La puissance qui notifie est-elle tenue d'attendre indéfiniment la réponse de toutes les autres? L'idée a été suggérée de fixer un délai de rigueur, mais cette motion a été écartée par des considérations de courtoisie internationale. On a été d'accord pour admettre un délai raisonnable.

La notification doit-elle amener la reconnaissance immédiate du caractère effectif de l'occupation, ainsi que cela semblait résulter du texte soumis à la Commission? M. l'ambassadeur d'Angleterre inclinait à borner l'obligation au fait seul de la notification, sans mettre la puissance qui la reçoit dans l'alternative ou de reconnaître sans délai, ou de formuler sur-le-champ ses objections. Cette manière de voir a été partiellement accueillie. M. le sous-secrétaire d'Etat Busch a proposé, à ce point de vue, de supprimer les termes se rapportant à la reconnaissance du caractère effectif de l'occupation. En effet, suivant des observations concordantes de M. le baron Lambermont, l'occupation ne saurait être vraiment effective au moment même de la prise de possession; elle ne le deviendra que plus tard, par l'accomplissement de conditions qui impliquent une idée de continuité et de permanence. On ne peut donc rien reconnaître ni contester à cet égard au lendemain de la notification. Celle-ci atteint pleinement son but en permettant aux tiers, dûment avertis, de faire valoir leurs propres titres ou leurs réclamations. La notification n'est pas encore universel-

lement consacrée par la pratique ; envisagée comme il vient d'être dit, elle sera une innovation utile dans le droit public. Ces considérations ont déterminé la suppression des termes : *de le reconnaître comme effectif* et le maintien des mots : *de faire valoir, s'il y a lieu, leurs réclamations*.

Enfin, quelles sont les réclamations qui pourraient être opposées à la puissance qui notifie une occupation ou un protectorat ? Toute réclamation, quelle que soit sa nature, est-elle suspensive des droits acquis ? Ces questions ont été formulées par M. l'ambassadeur d'Italie.

Les réclamations se fonderont le plus habituellement sur des droits antérieurs, comme l'un des plénipotentiaires de l'Allemagne en a fait la remarque, mais sans y attacher une portée exclusive. Selon M. le premier plénipotentiaire des Etats-Unis et M. le ministre des Pays-Bas, les objections pourraient, indépendamment des droits acquis, s'appuyer sur des relations déjà établies, des rapports de commerce, par exemple. L'un des plénipotentiaires portugais ayant demandé si l'on pourrait substituer aux termes de *réclamations* ceux même de *droits antérieurs*, la Commission a été d'avis que cette rédaction paraîtrait trop restrictive. Il peut, en effet, à côté des droits, se présenter des considérations ou des situations dont il serait équitable de tenir compte. En cas de désaccord persistant, qui tranchera le différend ? On se trouve alors dans le cas des difficultés qui surgissent dans les relations internationales et pour l'aplanissement desquelles les voies indiquées par la procédure diplomatique restent ouvertes. M. l'ambassadeur de Turquie a suggéré une clause d'arbitrage. La Commission, sans contester la valeur de ce moyen et en rendant hommage à la pensée qui l'inspirait, a cependant estimé qu'il serait probablement difficile d'amener tous les gouvernements à aliéner, en pareil cas, leur liberté d'action.

De l'ensemble de ces discussions il est résulté qu'un acquiescement unanime n'est pas la condition préalable de la validité d'une prise de possession.

L'article 2 de la déclaration a pour but de définir les conditions d'une occupation effective. Il détermine le minimum des obligations qui incombent à l'Etat occupant.

La formule primitivement soumise aux délibérations de la Commission imposait les mêmes devoirs à l'Etat qui occupait et à celui qui n'assumait qu'un protectorat.

Cette disposition a donné lieu à un examen étendu au sein de la Commission comme du Comité de rédaction. Diverses formules furent proposées, mais elles n'écartaient pas toutes les difficultés que la discussion avait révélées.

En dernier lieu, M. le sous-secrétaire d'Etat Busch a fait connaître qu'il acceptait la suppression, antérieurement proposée par M. l'ambassadeur d'Angleterre, des termes qui soumettent les territoires protégés aux mêmes conditions que les territoires occupés. En conséquence, les mots *ou placé sous leur protectorat* ont été éliminés.

Les conditions de l'occupation effective, d'après la formule qui a servi de base à la discussion, se résumaient dans *l'obligation d'établir et maintenir dans les territoires occupés une juridiction suffisante pour faire observer la paix, respecter les droits acquis et, le cas échéant, les conditions sous lesquelles la liberté du commerce et du transit aura été établie*.

Ce texte a subi plusieurs modifications qui n'en altèrent toutefois pas le sens. M. l'ambassadeur de France a proposé de substituer l'expression *assurer l'existence d'une autorité* à celle de *établir et maintenir, etc.* Cette dernière forme, en effet, prêterait à supposer que lors de l'occupation nouvelle, il y aura toujours des innovations organiques à introduire pour la distribution de la justice, tandis que, peut-être, dans certaines régions, les institutions existantes paraîtront suffire et seront simplement conservées. La rédaction nouvelle, qui d'ailleurs implique aussi l'idée de permanence, n'a donné lieu à aucune objection.

M. le baron Lambermont croirait utile de supprimer les mots *pour faire observer la paix*. Dans des contrées occupées parfois depuis peu et souvent lointaines, la paix peut se trouver exposée à des vicissitudes que l'autorité ne saurait

toujours conjurer. Des troubles qui ne seraient pas réprimés sur l'heure autoriseraient-ils des tiers à mettre les droits de l'occupant en question? Une garantie suffisante réside dans l'obligation de faire respecter les droits acquis, qui comprennent les personnes et les choses. On ne saurait perdre de vue qu'il s'agit d'établir non des points de doctrine, mais des prescriptions de droit public; il convient de s'en tenir d'abord à quelques règles aussi simples et aussi générales que possible, en laissant à la sagesse des gouvernements le soin de les compléter par des arrangements ultérieurs, si l'expérience les y convie.

Ces réflexions ont été successivement confirmées par M. le sous-secrétaire d'Etat Busch et par MM. les ambassadeurs d'Angleterre et de France.

M. l'ambassadeur d'Italie, tout en admettant la suppression des mots visés par le plénipotentiaire belge, demande si, pour donner une sécurité complète aux intérêts des étrangers, on ne pourrait pas substituer à la disposition qui serait éliminée une clause affirmant l'obligation de *maintenir l'ordre*. Cette stipulation, qui d'ailleurs semblait donner prise aux mêmes objections que la précédente, n'a pas été jugée indispensable en présence du sens assigné à la disposition qui oblige de sauvegarder les droits acquis. La pensée indiquée par le plénipotentiaire d'Italie se trouve au fond du projet, si elle n'y est pas explicitement formulée. Dans ces conditions, M. le comte de Launay n'a pas cru devoir insister sur son observation, et la suppression proposée a été votée par la Commission.

Les termes *rendre la justice* ont également disparu du texte adopté; on les considère comme implicitement contenus dans la clause concernant le respect des droits acquis.

Pour déférer à un désir exprimé par M. de Serpa Pimentel, il a été décidé que le protocole constaterait, de nouveau, que les règles prescrites ne s'appliquent qu'aux occupations futures.

Cette motion a amené M. le ministre des Etats-Unis à demander si les occupations actuelles ne devraient pas, à l'avenir, être soumises aux mêmes conditions d'un exercice effectif de la puissance souveraine. Une telle extension ne pourrait, au jugement de M. Kasson, qu'être profitable à tous les étrangers qui s'établissent dans les possessions coloniales anciennes ou qui y créent des relations de commerce.

Sans contester l'utilité du but, M. l'ambassadeur de France rappelle les motifs qui ont conduit la Conférence à bien spécifier que les décisions n'auraient aucun caractère rétroactif. Etant données les conditions dans lesquelles ont été faites les invitations à la Conférence, il ne saurait en effet s'agir de troubler en aucune manière ni même de scruter l'état de possession des puissances. L'application, aux occupations futures, de règles qui marquent un progrès dans le droit des gens, constituera une propagande par l'exemple qui pourra décider certains gouvernements à étendre volontairement à leurs anciennes possessions les règles établies pour les prises de possession de l'avenir.

Quelques mots encore sur l'article 2

M. l'ambassadeur d'Italie a demandé si l'obligation d'établir une autorité suffisante ne comportait pas de délai et s'il ne conviendrait pas d'intercaler après le mot *établir* les termes *dans un délai raisonnable*. Il a été entendu que la puissance occupante disposerait du temps raisonnablement nécessaire.

Quels sont les droits acquis qu'il faut faire respecter? Le Comité a proposé de placer le mot *privés* entre ces termes. D'après son interprétation, il s'agit de droits civils et ceux-ci doivent être sauvegardés à quelque époque qu'ils aient été acquis, avant comme après l'occupation. La Commission, en approuvant le commentaire, n'a pas considéré l'intercalation comme indispensable pour déterminer le sens de la disposition.

Qu'entend-on par *les conditions sous lesquelles la liberté du commerce aura été garantie* et devront aussi être respectées? Cette question a été soulevée par M. l'ambassadeur d'Italie et M. le ministre des Etats-Unis. Le Comité a proposé une rédaction nouvelle portant qu'il y aura lieu de faire respecter *la liberté du commerce et du transit dans les conditions où elle aura été établie*. Cette

clause a en vue l'exécution de tout accord par lequel la liberté du commerce et du transit serait stipulée, et pour mettre le texte en harmonie avec cette explication, le mot *établie* a été remplacé par celui de *stipulée*.

Dans la pensée de prévenir des contestations éventuelles, M. l'ambassadeur d'Italie a appelé l'attention de la Commission sur le cas suivant :

Les formalités et conditions mentionnées dans les paragraphes du projet de déclaration pour la validité d'occupations futures sur les côtes d'Afrique s'appliquent-elles également à des occupations antérieures et momentanées ayant eu lieu par l'œuvre de simples particuliers et ensuite abandonnées, à l'égard desquelles les gouvernements respectifs n'auraient jamais fait acte de prise réelle de possession.

Son Excellence, estimant qu'il serait de l'intérêt général de prévenir toutes prétentions, revendications ou contestations, basées sur ce seul titre, qu'on pourrait vouloir faire revivre, a cru utile de provoquer un échange de vues à ce sujet.

M. le plénipotentiaire d'Espagne a été d'avis que, la déclaration ne stipulant que pour l'avenir, la Commission ne pouvait se prononcer sur des faits appartenant au passé.

M. l'ambassadeur de Turquie, à ce propos, exprime la conviction qu'un échange de vues sur la question dont il s'agit sortirait des attributions de la Conférence et Son Excellence déclare ne pas admettre que cette discussion puisse en aucun cas se rapporter à des possessions de Sa Majesté le Sultan en Afrique.

MM. les plénipotentiaires portugais font connaître que, dans leur opinion, il y a lieu pour toutes les puissances de faire les mêmes réserves et qu'ils les font pour ce qui concerne les possessions du Portugal.

D'autres membres de la Commission ont jugé que la notification mettrait les parties intéressées en mesure de faire valoir leurs réclamations.

En présence de cette diversité d'appréciations, M. l'ambassadeur d'Italie s'abstient de toute nouvelle insistance. Son Excellence se borne à exprimer l'espoir que, le cas échéant, il ne se produirait aucun des malentendus, aucune des contestations qu'il avait précisément eu en vue de prévenir en provoquant un simple échange de vues.

Le débat a pris fin sans amener de vote.

L'un des plénipotentiaires portugais avait formulé un amendement tendant à rendre effective dans les territoires occupés l'abolition de l'esclavage. D'après les explications fournies par M. de Serpa Pimentel, son intention était non d'atteindre l'esclavage domestique des nègres ce qui impliquerait dans l'organisation sociale des indigènes un changement qui peut-être ne serait pas l'œuvre d'un jour, mais d'interdire à la population blanche l'achat et l'emploi d'esclaves. La proposition même ne pouvait soulever aucun dissentiment; mais comme ce n'est point là une condition d'occupation, il a été convenu qu'une décision définitive pourra intervenir lorsqu'il s'agira d'arrêter l'acte général qui embrassera tous les travaux de la Conférence.

La disposition finale du projet de déclaration concernait l'adhésion des puissances non représentées à la Conférence; elle a été supprimée sur la proposition de M. le baron Lamhermont. La même faculté d'adhésion ou d'accession est commune à tous les actes émanés de la Conférence; il conviendra d'y pourvoir par une disposition générale et unique.

Le projet de déclaration, tel qu'il a été adopté, forme la dernière annexe de ce rapport.

Messieurs, après avoir entouré de garanties la liberté du commerce et de la navigation dans le centre de l'Afrique et manifesté votre sollicitude pour le bien-être moral et matériel des populations qui l'habitent, vous allez faire entrer dans le droit public positif des règles destinées à écarter des relations internationales des causes de dissentiments et de conflits. La Conférence ne pouvait

mieux terminer ses longues et laborieuses délibérations qu'en consacrant son dernier travail aux intérêts de la paix.

Le Rapporteur,
Baron LAMBERMONT.

Le Président,
Alphonse de COURCEL.

25 janvier 1885.

Projet de déclaration relative aux formalités à observer pour que des occupations nouvelles sur les côtes d'Afrique soient considérées comme effectives.

Les Plénipotentiaires des gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Suède et la Norvège et de la Turquie, réunis en conférence, considérant qu'il y aurait avantage à introduire dans les rapports internationaux une doctrine uniforme relativement aux occupations qui pourront avoir lieu à l'avenir sur les côtes d'Afrique, ont arrêté ce qui suit :

1^o La puissance qui dorénavant prendra possession d'un territoire ou d'un endroit sur les côtes d'Afrique situé en dehors de ses possessions actuelles ou qui en assumera la protection, accompagnera l'acte respectif d'une notification simultanée adressée aux autres puissances représentées dans la présente Conférence, afin de les mettre à même ou de le reconnaître comme effectif ou de faire valoir, s'il y a lieu, leurs réclamations ;

2^o Lesdites puissances reconnaissent l'obligation d'établir et de maintenir dans les territoires ou endroits occupés ou pris sous leur protection une juridiction suffisante pour faire observer la paix, respecter les droits acquis et, le cas échéant, les conditions sous lesquelles la liberté du commerce et du transit aura été garantie.

Les gouvernements des soussignés porteront cette déclaration à la connaissance des Etats qui n'ont pas été appelés à participer à la Conférence et les inviteront à y adhérer.

Projet de déclaration relative aux conditions essentielles à remplir pour que des occupations nouvelles sur les côtes d'Afrique soient considérées comme effectives.

(Rédaction arrêtée provisoirement par le Comité de la Commission.)

Les Plénipotentiaires de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Suède et la Norvège et de la Turquie, réunis en conférence, considérant qu'il y aurait avantage à introduire dans les rapports internationaux des règles uniformes relativement aux occupations qui pourront avoir lieu à l'avenir sur les côtes d'Afrique, ont arrêté ce qui suit :

1^o La Puissance qui dorénavant prendra possession d'un territoire sur les côtes du continent africain situé en dehors de ses possessions actuelles ou qui, n'en ayant pas eu jusque-là, viendrait à en acquérir, et de même, la Puissance qui y assumera un protectorat, accompagnera l'acte respectif d'une notification adressée aux autres Puissances représentées dans la Conférence, afin de les mettre à même de faire valoir, s'il y a lieu, leurs réclamations.

L'acte de notification contiendra une détermination approximative des limites du territoire occupé par cette Puissance ou placé sous son protectorat ;

2^o Les Puissances signataires reconnaissent l'obligation d'établir et de maintenir dans les territoires occupés par elles une juridiction suffisante pour faire

observer la paix, respecter les droits privés acquis et, le cas échéant, la liberté du commerce et du transit dans les conditions où elle aurait été établie ;

3^o De même, les Puissances signataires reconnaissent l'obligation d'établir et de maintenir dans les territoires placés sous leur protectorat une autorité suffisante pour faire observer la paix, rendre la justice, respecter les droits privés acquis et, le cas échéant, la liberté du commerce et du transit dans les conditions où elle aurait été établie.

PROPOSITION ÉVENTUELLE DE CONFONDRE LES NUMÉROS 2 ET 3 DE LA MANIÈRE
SUIVANTE

Les Puissances signataires reconnaissent l'obligation d'établir et de maintenir dans les territoires occupés par elles ou placés sous leur protectorat une autorité suffisante pour faire observer la paix, rendre la justice, respecter les droits privés acquis et, le cas échéant, la liberté du commerce et du transit dans les conditions où elle aurait été établie.

**Projet de déclaration relative aux conditions essentielles à remplir
pour que des occupations nouvelles sur les côtes d'Afrique soient
considérées comme effectives.**

(Présenté par la Commission.)

Les Plénipotentiaires de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Russie, de la Suède et la Norvège et de la Turquie, réunis en conférence, considérant qu'il y aurait avantage à introduire dans les rapports internationaux des règles uniformes relativement aux occupations qui pourront avoir lieu à l'avenir sur les côtes d'Afrique, ont arrêtés ce qui suit :

1^o La Puissance qui dorénavant prendra possession d'un territoire sur les côtes du Continent africain situé en dehors de ses possessions actuelles, ou qui, n'en ayant pas eu jusque-là, viendrait à en acquérir, et de même, la Puissance qui y assumera un protectorat, accompagnera l'acte respectif d'une notification adressée aux autres Puissances représentées dans la Conférence, afin de les mettre à même de faire valoir, s'il y a lieu, leurs réclamations ;

2^o Les Puissances signataires reconnaissent l'obligation d'assurer, dans les territoires occupés par elles sur les côtes du Continent africain, l'existence d'une autorité suffisante pour faire respecter les droits acquis et, le cas échéant, la liberté du commerce et du transit dans les conditions où elle serait stipulée.

Observations soumises à la Commission, dans la séance du 5 janvier 1885, par Son Exc. le Comte de Benomar, Plénipotentiaire d'Espagne, au sujet du droit de visite sur la côte occidentale de l'Afrique.

J'adhère en termes généraux, au nom du Gouvernement que j'ai l'honneur de représenter, à la proposition humanitaire de Son Excellence l'Ambassadeur d'Angleterre, sur la traite et le commerce des esclaves, qui fait aujourd'hui l'objet des délibérations de la Commission.

Le Plénipotentiaire d'Allemagne, M. Busch, a fait observer avec beaucoup de justesse, dans la séance du 22 décembre, que la motion de Sir Edward Malet vise deux formes différentes du commerce des esclaves :

I. La traite des nègres considérée comme faite par mer.

II. Le commerce qui fournit des esclaves à la traite.

Son Excellence l'Ambassadeur de France a fait remarquer, dans la même séance, que, pour éviter toute ambiguïté dans les termes de la proposition

de Son Excellence l'Ambassadeur d'Angleterre, il serait utile de spécifier nommément :

1° L'interdiction de la traite par mer.

2° Celle de la traite sur terre.

Son Excellence le Baron de Courcel partage, d'ailleurs, l'opinion de M. Busch relativement à l'utilité de viser d'une part l'interdiction déjà existante, frappant la traite par mer, et, d'autre part, l'interdiction qu'il s'agirait d'instituer, conformément aux vœux du Représentant de l'Angleterre.

Dans cet ordre d'idées, je viens soumettre à l'attention de la Commission quelques observations pratiques au sujet de la suppression de la traite par mer sur la côte occidentale d'Afrique.

Quand l'Europe, réunie en Congrès à Vienne, à Aix-la-Chapelle et à Vérone, a flétri la traite avec raison et justice, la situation était bien différente de celle d'aujourd'hui.

D'un côté, on trouvait des nations chez lesquelles existait l'esclavage ou qui le toléraient dans leurs colonies ; d'un autre, la côte occidentale d'Afrique, dominée dans presque toute son étendue par des peuplades nègres sauvages dont les chefs vendaient les prisonniers de guerre au plus offrant, était le siège principal du commerce immoral et réprouvé, appelé la traite.

Les mesures que les Puissances se sont vues dans la nécessité d'adopter d'un commun accord, pour remédier à cet état de choses, ont dû être empreintes d'une grande sévérité, parce que les marchands d'esclaves de tous les pays, entraînés par l'intérêt, ne mettaient plus de limites à leur audace.

Je ne veux citer qu'un seul exemple de cette sévérité alors nécessaire.

En vertu du traité conclu entre l'Espagne et la Grande-Bretagne, le 28 juin 1835, les croiseurs Espagnols dont les commandants sont dûment autorisés à cet effet, ont le droit de visiter les navires marchands Anglais soupçonnés de faire la traite ou d'être équipés pour la faire. Ce droit peut s'exercer dans toutes les mers au Sud du 37° latitude Nord, à l'exception de la Méditerranée, etc., c'est-à-dire dans la mer qui baigne toute la côte occidentale d'Afrique, depuis l'entrée du détroit de Gibraltar jusqu'au cap de Bonne-Espérance, et même aux embouchures des rivières, si l'on veut interpréter largement le paragraphe 4 de l'article 4 dudit traité de 1835.

Les croiseurs Espagnols ont non seulement le droit de visiter les navires Anglais soupçonnés de faire la traite ou d'être équipés pour la faire, mais aussi celui de les arrêter et de les emmener pour être jugés, s'ils ont à bord, d'après l'opinion du commandant du croiseur, plus d'eau qu'il n'est nécessaire pour pourvoir aux besoins de l'équipage, ou une chaudière de dimensions trop grandes ou une trop grande provision de riz, ou une trop grande quantité de farine de maïs, ou d'autres approvisionnements ou aménagements du même genre que l'article 16 du traité de 1835 considère comme étant un indice indiquant, *prima facie*, que le navire visité est employé à la traite.

Par ledit traité de 1835, les croiseurs Anglais ont, par une juste réciprocité, les mêmes droits sur les navires marchands Espagnols.

Ces droits sont tombés en désuétude parce que l'esclavage a été aboli, pour le bien de la civilisation et la gloire des Puissances chrétiennes qui l'ont supprimé dans leur territoire ou dans celui de leurs colonies, et aussi parce que la côte occidentale de l'Afrique, qui était le marché d'esclaves pour la traite au long cours, est aujourd'hui occupée presque dans toute son étendue par les Puissances d'Europe, de sorte que la traite y est seulement possible dans la forme de cabotage, de chef de tribu à chef de tribu, et cela seulement dans les quelques portions de la côte qui ne sont pas dans la possession ou sous le protectorat d'une Puissance chrétienne.

Les droits énormes dérivant du traité de 1835 et d'autres similaires, quoiqu'ils ne soient plus en usage, sont néanmoins en vigueur et forment la seule législation internationale existante. Ils sont une menace constante pour la liberté du commerce et de la navigation que la Conférence a établie dans les immenses territoires du Congo et dans les embouchures du Congo et du Niger.

Le Gouvernement que j'ai l'honneur de représenter est disposé à abandonner ces droits qui aujourd'hui n'ont plus de raison d'être, une fois disparues les causes qui ont fait adopter des mesures aussi sévères. Il l'a fait savoir, dans des termes amicaux, au Gouvernement de Sa Majesté Britannique et il espère pouvoir arriver à un accord en ce qui touche la côte occidentale de l'Afrique et les mers situées depuis l'entrée du détroit de Gibraltar jusqu'au cap de Bonne-Espérance.

Le besoin se fait sentir dans ces mers de donner à la navigation et au commerce toutes les garanties et toutes les assurances contre un abus éventuel, garanties et assurances dont le commerce ne jouira pas, tant qu'il y aura des traités comme celui de 1835.

Je ne viens pas présenter une proposition, je ne fais qu'expliquer la situation telle qu'elle est aujourd'hui et exprimer un vœu dans l'espoir qu'un jour il se réalise.

Ce vœu a deux objets :

1^o Annuler, d'un commun accord, en ce qui touche la côte occidentale d'Afrique, les traités relatifs au droit de visite, puisque les circonstances qui ont motivé l'ensemble de leurs dispositions ont complètement disparu. Seulement ainsi on pourra assurer la parfaite et absolue liberté de navigation depuis le détroit de Gibraltar jusqu'au cap de Bonne-Espérance, liberté de navigation qui doit être le complément de l'œuvre de la Conférence.

2^o Remplacer les stipulations des traités sur le droit de visite par des mesures adaptées à l'état actuel des choses, qui soient efficaces et puissent faire disparaître complètement la traite par mer sur la côte occidentale de l'Afrique.

Ces mesures pourraient être les suivantes :

(a) Surveillance par un ou deux navires des Puissances signataires, faisant ce service à tour de rôle et pendant une durée d'un an ou de six mois, ladite surveillance s'exerçant le long des parties de la côte qui ne seraient pas occupées ou placées sous le protectorat d'une Puissance civilisée, et où pourrait exister le danger que l'on fasse la traite par mer, d'après l'avis des Puissances ou de la Commission internationale du Congo.

Ces croiseurs pourraient saisir seulement les navires ayant à leur bord un grand nombre de nègres, si les capitaines ne peuvent pas prouver qu'ils sont à bord de leur propre gré et ne sont ou ne vont pas être conduits en esclavage.

(b) Création d'un tribunal composé des consuls établis au Congo pour juger, d'après des règlements arrêtés d'un commun accord par les Puissances, les capitaines des navires saisis.

PROTOCOLE N° 9

Séance du 23 février 1885

La séance est ouverte à trois heures et demie, sous la présidence de M. Busch.

Le Président, avant d'aborder l'ordre du jour, fait part à la Haute Assemblée d'une lettre qui a été adressée à S. A. S. le Prince de Bismarck par le Président de l'Association internationale du Congo et qui est ainsi conçue :

« Prince, l'Association internationale du Congo a successivement conclu avec les Puissances représentées à la Conférence de Berlin (moins une) des traités qui, parmi leurs clauses, contiennent une disposition reconnaissant son pavillon comme celui d'un Etat ou d'un Gouvernement ami. Les négociations engagées avec la dernière Puissance aboutiront, tout permet de l'espérer, à une prochaine et favorable issue.

« Je me conforme aux intentions de Sa Majesté le Roi des Belges, agis-

sant en qualité de fondateur de cette Association, en portant ce fait à la connaissance de Votre Altesse Sérénissime.

« La réunion et les délibérations de l'éminente Assemblée qui siège à Berlin sous votre haute Présidence ont essentiellement contribué à hâter cet heureux résultat. La Conférence, à laquelle j'ai le devoir d'en rendre hommage, voudra bien, j'ose l'espérer, considérer l'avènement d'un Pouvoir qui se donne la mission exclusive d'introduire la civilisation et le commerce au centre de l'Afrique, comme un gage de plus des fruits que doivent produire ses importants travaux.

Je suis, avec le plus profond respect, de Votre Altesse Sérénissime le très humble et très obéissant serviteur.

STRAUCH.

A S. A. S. le Prince de Bismarck, *Président de la Conférence de Berlin.* »

M. Busch fait suivre cette communication des paroles ci-après :

« Messieurs, je crois être l'interprète du sentiment unanime de la Conférence en saluant comme un événement heureux la communication qui nous est faite et qui constate la reconnaissance à peu près unanime de l'Association internationale du Congo. Tous, nous rendons justice au but élevé de l'œuvre à laquelle Sa Majesté le Roi des Belges a attaché son nom ; tous, nous connaissons les efforts et les sacrifices au moyen desquels il l'a conduite au point où elle est aujourd'hui ; tous, nous faisons des vœux pour que le succès le plus complet vienne couronner une entreprise qui peut seconder si utilement les vues qui ont dirigé la Conférence. »

Le Baron de Courcel prend ensuite la parole dans les termes suivants :

« En qualité de Représentant d'une Puissance dont les possessions sont limitrophes de celles de l'Association internationale du Congo, je prends acte avec satisfaction de la démarche par laquelle cette Association nous notifie son entrée dans la vie internationale. J'émet, au nom de mon Gouvernement, le vœu que l'Etat du Congo, territorialement constitué aujourd'hui dans des limites précises, arrive bientôt à pourvoir d'une organisation gouvernementale régulière le vaste domaine qu'il est appelé à faire fructifier. Ses voisins seront les premiers à applaudir à ses progrès, car ils seront les premiers à profiter du développement de sa prospérité et de toutes les garanties d'ordre, de sécurité et de bonne administration dont il entreprend de doter le centre de l'Afrique.

« Le nouvel Etat doit sa naissance aux aspirations généreuses et à l'initiative éclairée d'un Prince entouré du respect de l'Europe. Il a été voué, dès son berceau, à la pratique de toutes les libertés. Assuré du bon vouloir unanime des Puissances qui se trouvent ici représentées, souhaitons-lui de remplir les destinées qui lui sont promises sous la sage direction de son Auguste Fondateur, dont l'influence modératrice sera le plus précieux gage de son avenir. »

Le Comte Kapnist dit s'associer, d'après ses instructions, à l'hommage que ses collègues ont rendu à l'initiative éclairée et féconde prise par S. M. le Roi des Belges.

Sir Edward Malet s'exprime, de son côté, comme suit :

« La part que le Gouvernement de la Reine a prise dans la reconnaissance du drapeau de l'Association comme de celui d'un Gouvernement ami

m'autorise à exprimer la satisfaction avec laquelle nous envisageons la constitution de ce nouvel Etat, due à l'initiative de S. M. le Roi des Belges. Pendant de longues années, le Roi, dominé par une idée purement philanthropique, n'a rien épargné, ni efforts personnels, ni sacrifices pécuniaires, de ce qui pouvait contribuer à la réalisation de son but. Cependant le monde en général regardait ces efforts d'un œil presque indifférent. Par-ci, par-là, Sa Majesté soulevait la sympathie, mais c'était, en quelque sorte, plutôt la sympathie de la condoléance que celle de l'encouragement. On croyait que l'entreprise était au-dessus de ses forces, qu'elle était trop grande pour réussir. On voit maintenant que le Roi avait raison et que l'idée qu'il poursuivait n'était pas une utopie. Il l'a menée à bonne fin, non sans difficultés ; mais ces difficultés mêmes ont rendu le succès d'autant plus éclatant. En rendant à Sa Majesté cet hommage de reconnaître tous les obstacles qu'Elle a surmontés, nous saluons l'Etat nouveau-né avec la plus grande cordialité et nous exprimons un sincère désir de le voir fleurir et croître sous son égide.

« Je me permets également en cette occasion de rendre hommage au Gouvernement du Portugal et à M. le Ministre de Portugal à Berlin de l'accueil bienveillant qu'ils ont fait aux conseils que nous avons eu l'honneur de leur adresser au sujet d'un arrangement entre le Portugal et l'Association, et de l'esprit de conciliation avec lequel ils ont amené les négociations à un heureux résultat. »

Le Marquis de Penafiel, comme Représentant d'une Puissance limitrophe de l'Etat du Congo, déclare partager les sentiments exprimés par le Baron de Courcel dans son discours de bienvenue à l'adresse du nouvel Etat.

Le Comte de Launay s'associe avec empressement aux paroles prononcées par le Président, par le Baron de Courcel et par Sir Edward Malet. Les Puissances ici représentées ont déjà presque unanimement reconnu le nouvel Etat qui va se fonder sous l'auguste patronage d'un Souverain qui, depuis huit années, avec une constance rare et digne de si grands éloges, n'a épargné ni soins ni sacrifices personnels pour la réussite d'une généreuse et philanthropique entreprise. Le monde entier ne peut que témoigner de sa sympathie et de ses encouragements pour cette œuvre civilisatrice et humanitaire qui honore le dix-neuvième siècle, et dont les intérêts généraux de l'humanité profitent et profiteront toujours davantage. L'Ambassadeur d'Italie s'associe également bien volontiers aux sentiments exprimés par l'Ambassadeur de la Grande-Bretagne à l'égard du Gouvernement portugais et de ses Plénipotentiaires à la Conférence.

Le Comte de Széchényi s'exprime dans le même sens que ses collègues, dont il partage, à tous égards, les sentiments.

Le Comte de Benomar dit, de son côté, que l'Espagne possède des territoires dans le voisinage de ceux qui relèvent de l'Association internationale du Congo. Comme Représentant d'un pays voisin, il adhère, au nom de son Gouvernement, aux manifestations du Président et aux vœux formés par lui en faveur de l'œuvre humanitaire et civilisatrice de Sa Majesté le Roi des Belges.

M. de Vind est heureux de joindre ses vœux à ceux qui ont été déjà formulés pour le bonheur et la prospérité du nouvel Etat du Congo ; le but humanitaire et civilisateur poursuivi par ses fondateurs est hautement apprécié par le Gouvernement danois.

Le Plénipotentiaire de Suède et de Norvège exprime également ses souhaits à l'occasion de la naissance du nouvel Etat et en faveur de son développement.

M. Sanford dit, de son côté, que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a été le premier à rendre un hommage public à la grande œuvre civilisatrice du Roi Léopold II, en reconnaissant le drapeau de l'Association internationale du Congo comme celui d'un Gouvernement ami.

Heureux de voir cet exemple suivi par les Puissances du vieux monde, il lui reste à exprimer le vœu de voir bientôt couronner cette œuvre par la participation de cette Association aux Actes de la Conférence.

Saïd Pacha regrette de ne pouvoir encore s'associer officiellement aux vœux sympathiques émises par ses collègues. Il y a quelques jours à peine qu'il a été saisi de la question concernant la reconnaissance du drapeau de l'Association internationale. Le temps lui a donc manqué pour recevoir des instructions à ce sujet, mais, en attendant les directions dont il s'agit, il tient à dire qu'il n'a personnellement rien à objecter à la constitution du nouvel Etat.

Le Comte Van der Straten Ponthoz remercie le Président des termes dans lesquels il a parlé de Sa Majesté le Roi des Belges. Les sentiments ainsi manifestés provoqueront la gratitude du Roi et de la nation belge ; le Comte Van der Straten Ponthoz s'en fait dès à présent l'interprète. Il tient également à dire aux Membres de la Haute Assemblée combien il a été sensible à l'approbation sympathique et unanime qu'ils ont donnée aux paroles de M. Busch. L'hommage rendu à l'initiative poursuivie par le Roi des Belges, à travers tant d'obstacles, est un hommage bien mérité. Les Actes de la Conférence constituent une mise en pratique des idées hardies et généreuses conçues par Sa Majesté. Le Gouvernement et la nation belges adhéreront donc avec reconnaissance à l'œuvre élaborée par la Haute Assemblée et grâce à laquelle est désormais assurée l'existence du nouvel Etat, en même temps que sont posées des règles dont profiteront les intérêts généraux de l'humanité.

Le Baron de Lambermont s'exprime à son tour comme suit :

« Si le Président de l'Association internationale du Congo avait l'honneur de siéger parmi vous, il lui appartiendrait de répondre aux paroles que nous avons entendues aujourd'hui et qui sont si sympathiques pour le Roi des Belges et pour son œuvre.

« En son absence, et quoique représentant Sa Majesté à un autre titre, nous avons pensé, mon collègue et moi, qu'il nous serait permis de témoigner combien nous avons été sensibles à l'hommage rendu au fondateur de l'Association.

« Le Comte Van der Straten a exprimé des sentiments auxquels je m'associe de tout cœur. Nous sommes certains de ne pas trop nous avancer en manifestant d'avance notre gratitude, au nom de Sa Majesté, pour le témoignage qui vient de Lui être rendu, comme pour l'appui que son entreprise a trouvé parmi vous, et qui ne sera pas le moindre gage de son succès. »

Le Président indique que la lettre du Président de l'Association internationale du Congo, et les diverses déclarations qu'elle a provoquées, figureront au Protocole de la séance. Il est reconnu utile par plusieurs Plénipotentiaires que, pour compléter la communication du colonel Strauch, les copies des différents traités, par lesquels l'Association internationale a

obtenu la reconnaissance des Gouvernements soient réunies en un fascicule et annexées au Protocole.

Passant à l'ordre du jour, M. Busch met en délibération l'Acte final de la Conférence. Il rappelle que la Commission chargée d'établir l'acte dont il s'agit a élaboré un projet distribué aux Plénipotentiaires sous le n° 57 des documents imprimés, et qui est accompagné d'un rapport distribué sous le n° 56 de ces documents. Il résulte de son rapport que la Commission propose d'introduire deux modifications dans les textes précédemment adoptés par la Haute Assemblée. La première modification serait apportée à l'article 1^{er} ; elle aurait pour objet de rendre plus précise la définition du bassin géographique du Congo et se trouve indiquée dans l'annexe n° 1 au Rapport de la Commission.

Le Président, après s'être assuré qu'aucune objection n'est soulevée contre l'amendement dont il s'agit, constate l'adoption de l'article 1^{er} avec le changement suggéré par la Commission.

La seconde modification proposée se rapporte à l'article 19 et a pour objet d'assurer une prompte constitution de la Commission internationale de navigation du Congo, malgré le délai assez considérable accordé pour les ratifications de l'Acte général. Elle fait l'objet de l'annexe n° 2 au Rapport précité. Aucune observation n'étant présentée au sujet de cet amendement, le Président établit qu'il a obtenu les suffrages de la Haute Assemblée.

Le Président soumet ensuite à la Conférence un projet de Déclaration relative à la neutralité du territoire compris dans le bassin conventionnel du Congo et qui forme l'annexe n° 3 au Rapport de la Commission. Cette dernière, en effet, étendant spontanément son mandat, en vue de hâter les travaux de la Haute Assemblée, a soumis à une étude préparatoire les questions afférentes à la neutralité qui devaient être examinées par la Conférence elle-même. La Commission a été amenée ainsi à adopter à l'unanimité le projet dont M. Busch donne lecture à la Haute Assemblée.

Le Comte de Launay fait observer que, dans l'article 6 dudit projet, destiné à recevoir le n° 12 dans l'Acte général, les Puissances adhérentes ne sont pas mentionnées, tandis qu'elles le sont dans les deux articles précédents. Il propose donc d'écrire : *entre des Puissances signataires du présent Acte ou des Puissances qui y adhéreraient par la suite*, au lieu de : *entre des Puissances signataires du présent Acte*.

La motion du comte de Launay est accueillie par la Conférence.

M. Kasson demande si les termes employés dans l'article 12 du projet établissent, avec une netteté suffisante, que ces stipulations seront applicables, dans le cas où un dissentiment se produirait, non-seulement entre deux puissances signataires, mais encore entre une puissance signataire de l'acte général et une puissance qui y aurait simplement adhéré.

Le président donne à cet égard des assurances propres à rassurer M. Kasson. Il fait connaître ensuite que le chapitre 3 est adopté, avec la modification suggérée par l'ambassadeur d'Italie.

Le baron de Courcel, à l'occasion de son vote, fait la déclaration suivante :

« Je crois devoir bien préciser la portée que mon gouvernement, en m'autorisant à souscrire à la rédaction définitivement adoptée pour le cha-

pitre 3, attache aux stipulations consignées dans les trois articles de ce chapitre.

« Il est entendu que le mot de neutralité, employé à l'article 10, est pris dans son sens propre et technique, c'est-à-dire qu'il qualifie la situation légale d'un tiers qui s'abstient de prendre part à la lutte de deux ou plusieurs parties belligérantes. Pour qu'on parle de neutres, il faut qu'il y ait des belligérants, et il n'y a pas de neutralité en temps de paix, ni entre deux parties envisagées seulement au point de vue de leurs rapports mutuels. Cependant rien n'empêche un Etat de se proclamer perpétuellement neutre, c'est-à-dire de déclarer qu'en aucun cas il ne prendra volontairement part à une guerre engagée entre d'autres puissances. Mon gouvernement reconnaît qu'aux termes de l'article 10, les immunités assurées par le droit des gens, en temps de guerre, aux territoires des neutres, sont acquises, sous la garantie facultative des puissances signataires de notre acte général, aux territoires de l'Afrique équatoriale compris dans la zone conventionnelle de la liberté commerciale, aussi longtemps que les Etats dont ces territoires relèvent observeront la neutralité, avec tous les devoirs qu'elle implique.

« L'article 11 exige le consentement exprès des deux parties belligérantes pour que les territoires ou parties de territoires relevant de l'une d'elles et compris dans la zone conventionnelle de la liberté commerciale en Afrique, soient exceptionnellement traités comme territoires appartenant à un neutre. La prérogative de la souveraineté particulière de chacun des Etats intéressés demeure donc pleinement réservée.

L'article 12 contient l'engagement ferme, pour les puissances signataires de notre acte général, de recourir à la médiation d'une tierce puissance en cas de dissentiment sérieux né ou portant sur des territoires compris dans la zone conventionnelle de la liberté commerciale en Afrique. Ainsi que l'a très bien exposé notre rapporteur, aux explications de qui je donne une adhésion complète, la procédure de la médiation n'implique pas, comme l'arbitrage, l'obligation de se soumettre à une décision positive, mais seulement l'obligation de faire un essai de conciliation amiable avec l'aide et par l'entremise d'un tiers. »

L'ambassadeur d'Italie présente alors les considérations suivantes, dont il demande la reproduction au protocole :

« Il vote en faveur du premier article du projet actuellement en discussion, et qui contribuera, entre autres, à sauvegarder l'avenir de l'association internationale du Congo. Les puissances ici représentées ont déjà, presque toutes, reconnu cette association. Elle ne tardera pas, dès lors, à donner son adhésion à l'acte général de la Conférence de Berlin, et à proclamer la neutralité perpétuelle des territoires placés sous son gouvernement.

« Il ne saurait subsister aucun doute que le nouvel Etat, fondé sous les auspices d'un souverain dont le nom figurera dans l'histoire parmi les bienfaiteurs éminents de l'humanité, s'appliquera à suivre scrupuleusement les nobles et sages exemples de la Belgique, d'un royaume qui, depuis un demi-siècle, jouit des bénéfices de la paix et d'une considération justement méritée. En effet, même dans les circonstances les plus graves, la Belgique a su remplir avec dignité et fidélité les devoirs prescrits par la neutralité.

« Le deuxième article offre, à certains égards, des garanties insuffisantes pour préserver du fléau de la guerre toutes les contrées du bassin conventionnel du Congo. Il est donc à regretter que la proposition de M. Kasson, plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique, sous la nouvelle forme de rédaction à laquelle plusieurs membres de cette Assemblée se déclaraient prêts à donner leur adhésion, n'ait pas rencontré l'unanimité des suffrages. Ce n'est qu'après constatation de ce fait que l'ambassadeur d'Italie accepte dans sa teneur actuelle l'article précité. Malgré ses lacunes, il présente des avantages dont il convient de s'assurer.

« En se référant aux considérations qu'il a développées à la sixième séance plénière, le comte de Launay se félicite que le dernier article de la déclaration relative à la neutralité reproduise la partie essentielle de sa proposition subsidiaire (n° 26 des documents). L'engagement formel, pour limité qu'il soit à une zone de l'Afrique, de recourir, avant d'en appeler aux armes, à une action médiatrice, constitue un progrès dans le droit des gens. L'arbitrage seul, avec un caractère obligatoire, préviendrait d'une manière certaine des hostilités; mais une médiation acceptée en vertu de l'acte général de Berlin n'aurait pas moins une grande valeur morale, et il faudrait de justes motifs pour ne pas tenir compte de la manière la plus sérieuse des tentatives de conciliation.

« Au reste, toutes les puissances représentées dans cette Haute Assemblée sont animées des meilleures intentions pour le développement pacifique de l'œuvre de la conférence. Les plénipotentiaires peuvent donc s'en remettre en pleine confiance aux gouvernements respectifs qui, le cas échéant, ne négligeront rien pour aviser au mieux des intérêts engagés dans une question de cette importance. »

M. Kasson rappelle qu'un projet, basé sur une proposition qu'il avait lui-même présentée, a été précédemment élaboré par un comité de rédaction et soumis à la conférence, relativement à la question de la neutralité. L'examen de cette motion ayant été renvoyé à une époque ultérieure figure encore à l'ordre du jour de la Conférence. La proposition dont il s'agit était conçue dans des termes plus larges que celle dont la commission saisit aujourd'hui la Haute Assemblée. Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique attache une grande importance à obtenir, en faveur du nouvel Etat du Congo, et de toutes les régions placées sous le régime de la liberté commerciale, les garanties les plus complètes au point de vue de la neutralité; mais afin de conquérir l'unanimité des suffrages dans la Conférence, il sent la nécessité de sacrifier une partie de ses désirs. M. Kasson, bien qu'à regret, croit donc devoir accepter les modifications apportées par la commission aux propositions antérieures et il adhère à la proposition actuelle, en la considérant comme un premier pas fait dans une voie où il importe de s'engager. Il saisit cette occasion pour remercier ses collègues qui ont généralement appuyé les projets plus complets précédemment soumis à la Conférence au nom du gouvernement américain; il exprime spécialement sa reconnaissance aux plénipotentiaires allemand et italien qui ont concouru à les défendre.

Toutefois, M. Kasson désirerait que l'article 12 de la motion actuellement discutée marquât l'obligation pour les puissances de recourir « à la médiation où à l'arbitrage », au lieu de se borner à stipuler exclusivement le recours « à la médiation ».

Le plénipotentiaire de France est prêt à accepter que mention soit faite

d'un recours facultatif à l'arbitrage ; mais il croit nécessaire que la rédaction, remaniée à cet effet, établisse nettement le caractère facultatif de ce recours.

Il est proposé, en conséquence, d'ajouter à l'article 12 le paragraphe suivant :

« Pour le même cas, les mêmes puissances se réservent le recours facultatif à la procédure de l'arbitrage. »

Le comte de Launay a déjà fait connaître les dispositions du gouvernement italien en faveur de l'arbitrage, comme celle de l'éminent homme d'Etat placé à la tête du ministère des affaires étrangères d'Italie et qui a toujours soutenu le principe de l'arbitrage avec une énergie et un talent auxquels l'Europe entière rend hommage. Il votera donc en faveur de l'adjonction du paragraphe qu'il est question d'inscrire à la suite de l'art. 12, et il espère que, dans la pratique, il sera recouru, en effet, à l'arbitrage facultatif indiqué dans ce texte.

Le marquis de Penafiel demande à faire mentionner au protocole qu'il interprète comme le baron de Courcel les dispositions adoptées par la Conférence relativement à la neutralité.

Saïd Pacha rappelle que, dans la commission, il s'est prononcé en faveur de l'arbitrage, et il se dit heureux de voir la Conférence adopter, en partie, ses vues.

Le baron Lambermont, sans vouloir revenir, au fond, sur la question de la neutralité, dit que le comte de Launay a parlé avec beaucoup de bienveillance de la Belgique, de ses institutions, de sa neutralité. Ce suffrage, donné devant une telle Assemblée, a un prix qui sera hautement apprécié par le pays auquel il s'adresse. Le baron Lambermont et son collègue tiennent à exprimer dès maintenant la satisfaction et la reconnaissance qu'en éprouvera la Belgique tout entière.

Le baron de Courcel déclare s'associer d'une manière complète aux considérations sympathiques présentées par le comte de Launay et agréées par le baron Lambermont au sujet de la Belgique.

M. Busch, en prenant acte du retrait de l'ancienne proposition relative à la neutralité, indique qu'il se joint à M. Kasson pour considérer la nouvelle motion soumise à la conférence comme une première étape franchie vers le but à atteindre.

Le président relit ensuite l'article 12 modifié par suite des deux amendements que la Conférence a sanctionnés et qui serait, dès lors, ainsi conçu :

« Art. 12. — Dans le cas où un dissentiment sérieux, ayant pris naissance au sujet ou dans les limites des territoires mentionnés à l'article 1^{er} et placés sous le régime de la liberté commerciale, viendrait à s'élever entre des puissances signataires du présent acte ou des puissances qui y adhèreraient par la suite, ces puissances s'engagent, avant d'en appeler aux armes, à recourir à la médiation d'une ou de plusieurs puissances amies.

« Pour le même cas, les mêmes puissances se réservent le recours facultatif à la procédure de l'arbitrage. »

L'article 12 est adopté dans ces termes. L'ensemble du chapitre 3 obtient également la sanction d'un vote de la Conférence.

Le président ouvre ensuite la discussion sur le chapitre 7, tel qu'il a été rédigé par la Commission et comprenant trois articles destinés à recevoir les nos 36 à 38 dans l'acte général.

Les articles 36 et 37 sont adoptés sans discussion.

Au sujet de l'article 38, le comte de Launay désire qu'il soit entendu que le gouvernement allemand notifiera également, aux diverses puissances signataires, sa propre ratification de l'acte général.

M. Busch répond que telles sont, en effet, les intentions de la chancellerie impériale.

Le baron de Courcel, pour plus de clarté dans la rédaction, propose d'ajouter, au cinquième paragraphe de l'article 38, les mots de *ayant pris part à la Conférence de Berlin* à la suite des mots *Les représentants de toutes les puissances*.

M. de Kusserow demande si, dans le troisième paragraphe du même article, ainsi conçu : *En attendant, les puissances signataires du présent acte général s'obligent à n'adopter aucune mesure qui serait contraire aux dispositions dudit acte*, il ne conviendrait pas de faire aussi mention des puissances adhérentes.

Le baron Lambermont fait observer que ce paragraphe doit viser les puissances signataires parce qu'elles ne sont pas définitivement engagées pendant la période qui sépare la signature de la ratification. Au contraire, les puissances adhérentes sont définitivement engagées aussitôt qu'elles ont fait part de leur adhésion, et la période de transition à laquelle se rapporte le paragraphe en question n'existe pas pour elles.

Le président fait ressortir que l'insertion de ces explications au protocole suffira pour écarter tous les doutes à cet égard.

L'article 38 est alors adopté avec les amendements présentés par le baron de Courcel.

La Haute Assemblée adopte également l'ensemble du chapitre 7.

Avant de faire procéder au vote sur l'ensemble de l'acte final, le président soumet à la discussion la modification demandée par le plénipotentiaire de France au deuxième paragraphe de l'article 15 et tendant à y ajouter les mots : *sous la réserve du consentement des Etats souverains de qui ces territoires relèvent*.

Ce projet, qui a été distribué sous le n° 58 des documents imprimés, donne lieu, de la part de plusieurs plénipotentiaires, et en particulier de la part de Sir Edward Malet, à plusieurs observations, visant surtout les inconvénients d'une rédaction d'un caractère aussi général. A la suite de cet échange de vues, la rédaction d'un paragraphe additionnel à l'article 15 est préparée de concert entre les plénipotentiaires qui ont pris part au débat, et le texte en est soumis à la sanction de la Haute Assemblée dans les termes suivants :

Toutefois, les attributions de la Commission internationale du Congo ne s'étendront pas sur lesdits fleuves, rivières, lacs et canaux, à moins de l'assentiment des Etats sous la souveraineté desquels ils sont placés. Il est bien entendu aussi que, dans les territoires mentionnés dans l'article 1^{er}, paragraphe 3, le consentement des Etats souverains de qui ces territoires relèvent demeure réservé.

La Conférence ayant sanctionné cet amendement, le baron de Courcel désire expliquer son vote. Il rappelle qu'il a autrefois établi des réserves inscrites au protocole, relativement à l'extension donnée, par le paragraphe 2 de l'article 1^{er}, à la zone de la liberté commerciale. Le gouvernement français considérerait provisoirement comme limite de la zone franche la ligne de Massabi, sauf à concéder, lorsque seraient remplies certaines conditions

suspensives, que cette limite fût reportée jusqu'au parallèle situé par 2° 30' de latitude Sud. Ces réserves concerneraient également l'application de la liberté du commerce et de la navigation.

Le plénipotentiaire de la France, après le vote de l'amendement qui vient d'être introduit dans l'article 15, est en mesure de lever les réserves susmentionnées, tant au point de vue de la liberté du commerce qu'au point de vue de la liberté de la navigation. Toutefois, en ce qui concerne la navigation, il doit être bien entendu que le gouvernement français borne sa concession aux cours d'eau accessibles du dehors et présentant un intérêt sérieux pour la navigation internationale. Les cours d'eau dont la configuration ne comporterait qu'une navigation d'intérêt local continueront à relever uniquement, au point de vue de la réglementation et de la surveillance, de l'administration et de la police intérieure.

Le baron Lambermont, s'acquittant d'une tâche qui lui a été confiée par la commission, fait ensuite les déclarations ci-après :

« Il a été longtemps d'usage que les gouvernements constitutionnels réservassent, par un article spécial, le droit d'approbation de la représentation nationale chaque fois que la nature de l'acte qu'ils avaient négocié leur en imposait, à leurs yeux, l'obligation. Depuis que la plupart des puissances ont adopté, sous des formes diverses, le régime représentatif, cette réserve a généralement cessé d'être faite, parce qu'elle est considérée comme de droit commun. L'omission d'une clause de l'espèce, dans l'acte qui vous est soumis, ne saurait donc être interprétée comme un manque de respect à l'égard de la prérogative parlementaire. Il a suffi d'assigner pour les ratifications un délai suffisamment long pour que chaque gouvernement pût se conformer, en cette matière, aux exigences de sa législation politique.

« Telle a été la pensée de votre commission à ce sujet, et je m'acquitte d'un mandat qu'elle m'a conféré en faisant la présente déclaration qui, conformément à ses intentions, sera insérée au protocole. »

La parole est donnée au comte de Launay pour développer les idées qu'il a soumises aux plénipotentiaires dans un document qui leur a été distribué sous le n° 52 des pièces imprimées.

L'ambassadeur d'Italie s'exprime à ce sujet comme suit :

« Pour ne pas prolonger nos travaux qui touchent à leur terme, je crois devoir m'abstenir de soumettre toute nouvelle proposition à la Conférence et de provoquer une délibération quelconque. Je tiendrais néanmoins à émettre personnellement le vœu que la liberté de navigation établie pour le Congo et le Niger fût, autant que possible, étendue aux autres voies fluviales du continent africain, moyennant des négociations à entamer entre les gouvernements respectifs, en conformité des principes consacrés par le congrès de Vienne, et en tenant compte des circonstances locales.

« Son Altesse Sérénissime le prince de Bismarck avait déjà pris les devants par une suggestion faite dans son discours prononcé lors de notre première séance.

« D'après les déclarations de l'ambassadeur de la Grande-Bretagne, son vote favorable pouvait être considéré comme acquis à cette suggestion. (Protocole n° 1.)

« Je constate ces dispositions éventuellement favorables.

« De son côté, dans la séance du 18 décembre, l'ambassadeur de France, tout en disant que le gouvernement français, en ce qui le concernait,

croyait devoir maintenir les rivières et les fleuves situés au-delà du bassin conventionnel du Congo sous le régime des règles ordinaires du droit des gens, en temps de guerre, semblait admettre des accords ultérieurs.

« M. le marquis de Penafiel, répondant à une interpellation de Sir Edward Malet et au désir exprimé par un des plénipotentiaires de l'Allemagne (Protocole n° 5), déclina, il est vrai, toute discussion sur une question, celle du Zambèze, placée en dehors du programme de la Conférence ; mais il affirmait que son gouvernement, pour ce qui regarde l'application à ce fleuve du régime conventionnel élaboré par la Conférence, *se montrera toujours aussi libéral qu'il le croira possible, dans ses décisions.*

« M. le comte Kapnist présentait quelques considérations tendant à bien établir dans quel esprit et sous quelles conditions il était autorisé à donner son adhésion aux actes de navigation du Congo et du Niger, et il limitait son assentiment aux contrées formant l'objet de la présente Conférence. (Protocole n° 5.)

« Son Excellence l'ambassadeur de Turquie se montrait résolument contraire à toute extension du programme de nos délibérations.

« Les réserves de MM. les plénipotentiaires de France, de Russie, de Turquie et du Portugal découlaient de leurs instructions. Mais selon le vœu que je viens d'exprimer à titre tout à fait personnel, il s'agirait précisément de chercher à obtenir, en dehors de la Conférence, une entente entre les gouvernements sur un point dont l'importance ne saurait être méconnue. Les principes établis par le traité de Vienne de 1815 élargissent les règles ordinaires en matière fluviale. Si les articles 108 à 116 visent spécialement la navigation des rivières traversant différents Etats, ils n'en contiennent pas moins des dispositions dont l'extension à ceux des fleuves africains placés sous une seule souveraineté offrirait maints avantages aux intérêts généraux du commerce et de la navigation. Les intérêts particuliers engagés dans cette question en profiteraient à leur tour, si celle-ci était résolue d'une manière conforme aux idées ci-dessus indiquées. Un règlement plus libéral en pareille matière pourrait, passagèrement, diminuer la perception de certains droits, mais la perte serait un jour plus largement compensée par le développement de la navigation marchande, du moment où elle jouirait de plus grandes facilités sur tous les cours d'eau du continent Africain.

« Le régime de navigation adopté par le Congo et le Niger constitue un maximum qu'il deviendrait peut-être malaisé, dans les conjonctures actuelles, d'appliquer intégralement aux autres fleuves de l'Afrique dont les conditions ne sont pas analogues. C'est dans cette prévision et pour ménager plus de chances à un accord que je mentionnais, à dessein, qu'il y aurait lieu de tenir compte des circonstances locales.

« J'attacherais quelque prix à ce que ce vœu personnel, ainsi motivé, trouvât place au protocole. »

Le président dit que, conformément au désir du comte de Launay, le texte de ces explications sera reproduit au protocole.

Saïd Pacha croit devoir renouveler à cette occasion les réserves qu'il avait précédemment établies. Il se demande dans quelle mesure des considérations exposées à ce titre purement personnel peuvent être développées devant la Conférence. Mais, puisqu'elles l'ont été, l'ambassadeur de Turquie croit nécessaire de faire observer, au même titre personnel, que l'objet traité par le comte de Launay se trouve en dehors du programme de la

Conférence ; que, pour ce motif, une proposition de même nature a été précédemment écartée par les représentants du Portugal et de la Russie ; enfin que, lui-même, il verrait des objections à une discussion de cette nature. S'il s'était agi d'une motion officielle, il aurait dû lui faire connaître officiellement l'impossibilité où il se trouverait d'y adhérer.

Comme le rappelle Sir Edward Malet, les idées développées par l'Ambassadeur d'Italie se trouvaient déjà émises dans le discours qu'il a lui-même prononcé lors de la première séance. L'Ambassadeur d'Angleterre adhère, en conséquence, aux considérations que le Comte de Launay fait valoir dans le même sens.

Le Président expose qu'au début des travaux de la Haute Assemblée, le Prince de Bismarck a exprimé la pensée qu'un échange de vues pourrait avoir lieu utilement, en dehors de la Conférence, sur le sujet que vient de traiter l'Ambassadeur d'Italie. Les observations que viennent d'entendre les Plénipotentiaires semblent avoir épuisé la question.

Le Baron de Courcel adhère aux considérations qu'a fait valoir le Comte de Launay, en tant qu'elles se rapportent à des fleuves visés par le Traité de Vienne de 1815, c'est-à-dire à des cours d'eau internationaux, traversant ou séparant des territoires relevant de plusieurs souverainetés.

Said Pacha fait observer qu'en effet des considérations dont il s'agit, fondées sur le Traité de Vienne, ne sauraient être appliquées au Nil, qui ne traverse pas le territoire de plusieurs Etats.

Le Comte de Launay admet les scrupules de l'Ambassadeur de Turquie, d'après lesquels la Conférence ne saurait être saisie de questions placées en dehors de son programme. Mais l'Ambassadeur d'Italie ajoute que la forme donnée par lui à ses déclarations a précisément pour objet de lever les scrupules dont il s'agit, qui seront, d'ailleurs, d'autant mieux ménagés qu'à côté de ses propres explications figureront celles qui ont été présentées par l'Ambassadeur de Turquie.

Le Président indique que la Conférence n'a pas, en effet, compétence pour traiter la question. A la suite des explications qui viennent d'avoir lieu, la discussion est close.

M. Busch demande ensuite à la Conférence de procéder au vote de l'Acte général. Il passe successivement en revue les chapitres déjà acceptés séparément et donne une dernière fois lecture des articles 12 et 15 qui ont été l'objet de modifications au cours de la présente séance.

La Haute Assemblée confirme son approbation des différents chapitres, et adopte ensuite l'ensemble de l'Acte général.

A l'occasion du vote sur le chapitre 4, M. Sanford rappelle qu'il a autrefois présenté à la Conférence une proposition relative à la construction d'un chemin de fer dans la région du Congo. Ce projet dont la discussion avait été renvoyée à une époque ultérieure, figure encore à l'ordre du jour. Des arrangements récemment intervenus entre les parties intéressées paraissent assurer les garanties utiles, quant au règlement des questions afférentes à l'établissement des voies de communication nécessaires au commerce entre le Haut et le Bas-Congo. M. Sanford est donc aujourd'hui en mesure de retirer sa proposition.

Le Comte Kapnist désire faire une déclaration s'appliquant à l'ensemble de l'acte que vient de sanctionner la Conférence.

Il rappelle les réserves spéciales faites par lui, au cours des délibérations, sur plusieurs articles, et il ajoute que ces réserves doivent s'étendre, d'une

manière générale, à l'ensemble des dispositions contenues dans l'instrument où se trouvent réunies les diverses décisions de la Haute Assemblée, — vu que le Gouvernement impérial de Russie entend limiter en principe les effets de son assentiment aux régions africaines visées par les actes de la présente Conférence.

M. Busch constate que la déclaration du Comte Kappist est conforme, d'une part, aux réserves précédemment formulées par lui, et, d'autre part, aux vues qui ont présidé aux travaux de la Conférence. Il dit qu'elle sera inscrite au Protocole.

Le Comte de Launay expose que la présente séance est la dernière qui doit être présidée par M. Busch. Il fait ressortir le tact et l'esprit de conciliation avec lesquels le Plénipotentiaire de l'Allemagne a dirigé les travaux de la Conférence. La Haute Assemblée voudra exprimer à ce sujet toute sa reconnaissance à M. Busch.

Ces paroles provoquent la vive et unanime adhésion des membres de la Haute Assemblée.

M. Busch remercie ses collègues du témoignage flatteur qu'ils viennent ainsi de lui décerner.

La séance est levée à six heures.

ANNEXE I AU PROTOCOLE N° 9.

Copies des différents traités par lesquels l'Association internationale du Congo a obtenu la reconnaissance du Gouvernement. — V. ci-dessus, p.

ANNEXE II AU PROTOCOLE N° 9

Projet d'acte général de la Conférence de Berlin.

(Nous croyons inutile de reproduire ce projet qui ne diffère pas du texte définitif que nous publierons après sa ratification).

ANNEXE III AU PROTOCOLE N° 9.

Rapport sur quelques modifications nouvelles du texte, sur la neutralité et les dispositions générales ainsi que sur la forme définitive des décisions émanées de la Conférence.

Messieurs,

Votre Commission, s'acquittant du mandat que vous avez bien voulu lui confier dans votre séance du 31 janvier, a examiné les projets relatifs à la forme définitive à donner à l'ensemble de vos travaux.

Au cours de ses délibérations, elle a rencontré et discuté quelques propositions qui sur ces points modifient et sur d'autres complètent les Actes de la Conférence.

C'est de l'accomplissement de cette double tâche que nous allons avoir l'honneur de vous rendre compte, en faisant passer les questions de fond avant les questions de forme.

I

Nous avons à vous entretenir d'abord des modifications au texte que vous avez déjà adopté et des additions qui y ont été faites.

Les modifications saillantes, sont au nombre de deux.

La première se rapporte à l'article 1^{er}, qui a pour objet de déterminer l'étendue du bassin conventionnel du Congo. Le bassin géographique n'est qu'un des éléments de celui-ci; il est décrit au paragraphe 1^{er} de l'article. Le lac Tanganyka y figure comme limite orientale de ce bassin. On a fait remarquer avec raison que cette détermination n'était pas strictement correcte, puisque le versant oriental du lac appartient également au bassin géographique du Congo, et qu'elle avait en outre l'inconvénient d'introduire un mode de délimitation différent de celui qui avait été adopté au nord et au sud, où les bassins extérieurs étaient pris pour limites. Bien que la phrase finale du paragraphe ne pût laisser de doute sur la portée réelle de la disposition votée par la Conférence, la Commission, tenant compte en même temps de l'état encore imparfait de nos connaissances géographiques sur cette région, vous propose de prendre pour limite à l'est la *ligne de faite orientale des affluents du lac Tanganyka*. Cette rédaction écarte toute ambiguïté et ne fait que préciser davantage le sens du vote que vous'aviez déjà émis à ce sujet.

Le second changement concerne l'article 19, qui fait partie de l'Acte de navigation du Congo. Cet article stipulait dans son premier alinéa que la Commission internationale se constituerait dans un délai de six mois après la ratification de l'Acte de navigation. On a reconnu depuis que le mode de fonctionnement des institutions représentatives de l'un des Etats signataires commandait pour la ratification un délai qui pourrait s'étendre jusqu'à un an. La réunion de la Commission internationale, contrairement à vos vues, aurait donc pu être ajournée à un très long terme. C'est pour éviter cet inconvénient que votre Commission vous propose de revenir sur votre décision antérieure. D'après le nouveau texte qu'elle vous soumet, il suffirait de la nomination de cinq Délégués pour que la Commission internationale pût se constituer. Ce nombre a paru suffisant pour donner toute garantie aux Puissances non encore représentées, les Etats qui auraient nommé leur Agent, en avertiraient le Gouvernement de l'Empire d'Allemagne qui ferait alors les démarches nécessaires pour amener la réunion de la Commission internationale. Cet amendement, loin de déroger à la pensée qui avait dicté votre premier vote, ne tend également qu'à en mieux assurer la réalisation.

Les dispositions nouvelles sont d'une importance plus considérable. Elles forment deux chapitres distincts, composés chacun de trois articles.

Le premier a trait à la neutralité. Ce n'est pas la première fois que cette idée apparaît dans vos délibérations. Au cours de l'examen de la Déclaration sur la liberté commerciale, comme dans la discussion des Actes de navigation du Congo et du Niger, la pensée de neutraliser tout ou partie des territoires du bassin conventionnel s'était fait jour. Elle avait même reçu une application partielle dans le régime assigné à ces deux fleuves en temps de guerre (articles 25 et 33). M. le Ministre des Etats-Unis vous avait soumis une proposition étendue qui aurait arrêté, pour l'ensemble des territoires, des arrangements analogues à ceux qui avaient obtenu votre assentiment par rapport au domaine fluvial. Cette proposition avait rencontré d'emblée les sympathies de plusieurs Plénipotentiaires; toutefois certains doutes quant à la portée pratique des termes de neutralité et de neutralisation appliqués à des territoires, le souci du respect de la souveraineté des Etats, les incertitudes mêmes qui subsistaient alors sur la distribution future des contrées du bassin du Congo, avaient empêché une entente de s'établir sur une formule qui satisfît à toutes les exigences.

Ces difficultés se sont notablement atténuées depuis. Au moment même où la Conférence touchait au terme de sa tâche, les circonstances ont paru comporter la solution d'un problème qu'elle n'avait pas abandonné sans regret. S'inspirant de cette pensée et combinant divers éléments qui s'étaient produits au cours des discussions antérieures, M. l'Ambassadeur de France a pris l'initiative d'une proposition dont le dispositif a un caractère essentiellement transactionnel. Votre Commission n'avait pas reçu de mandat pour traiter ce point;

mais elle a eu le sentiment qu'en l'abordant, elle répondait à votre intention et faciliterait la marche de vos travaux.

L'examen de la proposition de M. le Plénipotentiaire de France n'a pas révélé de dissentiment sérieux. M. l'Ambassadeur d'Angleterre y a donné son adhésion. Quelques Plénipotentiaires, et M. le comte de Launay ainsi que M. Kasson se sont fait les organes de ce désir, eussent préféré une solution plus complète et plus large; mais ce regret ne les a pas empêchés de se rallier à la transaction proposée, qui a réuni finalement tous les suffrages. Il ne me reste qu'à en préciser brièvement le sens et la portée.

Le premier des trois articles qui vous sont soumis prévoit que des Puissances, exerçant des droits de souveraineté ou de protectorat dans le bassin conventionnel du Congo, pourront, en se proclamant neutres, assurer à leurs possessions le bienfait de la neutralité. Dans ce cas — et là se trouve la pensée fondamentale de la clause — les Puissances signataires s'engagent d'avance à respecter cette neutralité, sous la réserve de l'observation corrélatrice des devoirs qu'elle impose. Cet engagement n'est pas seulement contracté vis-à-vis de la Puissance d'où émane la Déclaration de neutralité, mais à l'égard de toutes les autres Puissances signataires qui acquièrent ainsi le droit d'en demander le respect.

Aucune limite n'est imposée à la Déclaration de neutralité, qui peut être temporaire ou perpétuelle. Il a été explicitement entendu que cette disposition visait surtout l'Etat que l'Association internationale du Congo est en voie de fonder et qu'elle paraît avoir l'intention de placer sous le régime de la neutralité permanente. Ce vœu obtient donc d'avance l'assentiment et la sanction des Puissances. Cependant d'autres Etats ont ou auront des possessions dans le bassin du Congo et peuvent vouloir revendiquer le même privilège. Il s'en trouve dès aujourd'hui deux qui possèdent des colonies d'un seul tenant, situées partie dans le bassin conventionnel, partie en dehors. Il n'était possible ni d'exclure ces territoires de la clause de neutralité, ni de les y comprendre complètement, puisque la neutralisation, placée sous la garantie facultative des Puissances signataires de l'Acte général, ne saurait s'étendre au-delà des limites du bassin conventionnel. C'est pour parer à cette difficulté qu'on a visé dans l'article, à côté des territoires, *les parties de territoire dépendant desdites contrées*. Au surplus, l'article suivant vise plus spécialement la situation des Puissances qui se trouvent dans ce cas. Ajoutons, comme M. l'Ambassadeur d'Angleterre en a fait la remarque, que la faculté de se déclarer neutres appartiendrait aux Puissances qui exercent une souveraineté ou un protectorat dans les territoires du bassin conventionnel du Congo, au même titre qu'aux Puissances signataires. Tel serait le cas, par exemple, pour le Sultan de Zanzibar, s'il adhérerait à l'Acte général et plaçait ses Etats sous le régime défini par cet Acte.

Le deuxième article a pour but de soustraire autant que possible aux maux de la guerre, les régions comprises dans le bassin du Congo, sans toutefois porter atteinte à la souveraineté des Gouvernements. Il prévoit le cas où une Puissance, y possédant une colonie, serait entraînée dans une guerre dont la cause ou l'origine serait étrangère à ses possessions d'Afrique. Les Puissances signataires ou adhérentes s'engagent alors à offrir leurs bons offices pour amener les deux parties belligérantes à consentir, l'une à ne pas étendre les hostilités aux contrées situées dans le bassin du Congo, l'autre à n'en pas faire une base d'opérations militaires. Si ce consentement réciproque est acquis, les territoires dont il s'agit seraient en fait neutralisés pour la durée de la guerre.

Le troisième article contient un engagement de recourir à une médiation préalable si un conflit venait à surgir en Afrique même, entre des Puissances exerçant des droits de souveraineté dans le bassin du Congo. La Conférence se rappellera qu'une proposition à ce sujet lui avait déjà été soumise antérieurement par M. le comte de Launay (n° 26 des documents). C'est cette proposition que l'article 12 reproduit en grande partie. La médiation n'exclut pas la possibilité de la guerre; elle ne peut pas aboutir. C'est moins que l'arbitrage, que le respect du principe de l'indépendance des Etats empêche d'imposer *a priori*,

mais c'est plus que le simple recours aux bons offices. Dans la réalité, la médiation sera généralement efficace et conduira le plus souvent à l'aplanissement des difficultés internationales. Pour l'Etat naissant du Congo, que toutes les Puissances désirent entourer de garanties pacifiques, cette disposition offre une sérieuse valeur, puisqu'elle oblige les Etats qui auraient un dissentiment avec lui à recourir d'abord à la médiation des Puissances amies.

Afin de mieux préciser le sens préventif de la clause, M. l'Ambassadeur d'Italie a demandé qu'on substituât au terme de *conflit* celui de *dissentiment sérieux* et M. le Ministre des Etats-Unis, d'accord à ce sujet avec M. le comte de Launay, a proposé de stipuler explicitement que la médiation précéderait toujours l'appel aux armes. Il a été fait droit à cette double observation.

Le second chapitre nouveau, qui formerait le chapitre VII de l'Acte général, règle d'autres matières dont l'intérêt ne vous échappera point : la revision éventuelle de l'Acte général, la faculté d'adhésion pour les Puissances non signataires, les ratifications, l'entrée en vigueur.

L'œuvre de la Conférence doit offrir avant tout les garanties de stabilité sans lesquelles l'esprit d'entreprise resterait paralysé. Mais, ainsi que la Commission a déjà eu l'honneur de vous le faire remarquer dans un rapport précédent, *lorsque le mouvement sera imprimé et que de sérieux progrès auront été accomplis, des perspectives, des nécessités nouvelles viendront probablement à se révéler et le moment pourra arriver où une sage prévoyance demandera la revision d'un régime qui avait été surtout adopté à une période de création et de transformation.*

Ces réflexions visaient un cas spécial, le régime des droits d'entrée; votre Commission a pensé qu'elles pourraient utilement recevoir une application plus étendue.

La situation étant ce qu'elle est dans les régions du Congo, il semble difficile et peut-être prématuré de tout prévoir et de tout régler à l'avance.

En subordonnant toute modification des actes de la Conférence à un accord des Puissances éclairées par les faits, on ferait leur juste part aux exigences de l'avenir et au respect de la permanence de vos décisions.

C'est d'après ces considérations que votre Commission vous propose de supprimer les articles qui prévoient la revision des Actes de navigation du Congo et du Niger et de les convertir en une clause qui s'appliquerait à l'Acte général en son entier; elle serait conçue dans les termes suivants :

Les puissances signataires du présent Acte général se réservent d'y introduire ultérieurement et d'un commun accord les modifications ou améliorations dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Il est entré dans les vues des Puissances qui ont convoqué la Conférence et de la Conférence elle-même que les Etats non représentés dans cette Haute Assemblée pourraient s'associer au résultat de ses travaux.

La Commission n'a fait que se conformer à cette commune intention en préparant un projet d'article qui permet aux Puissances non signataires d'adhérer à l'Acte général et qui en outre règle la procédure et détermine les effets de l'adhésion.

L'article est ainsi formulé :

Les puissances qui n'auront pas signé le présent Acte général pourront adhérer à ses dispositions par un acte séparé.

L'adhésion de chaque puissance est notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de l'Empire d'Allemagne, et par celui-ci à tous les Etats signataires ou adhérents.

Elle emporte de plein droit l'acceptation de toutes les obligations et l'admission à tous les avantages stipulés par le présent Acte général.

Des observations qui se rapportent à la fois à cet article et à l'article précédent ont été échangées au sein de la Commission. Il s'est agi surtout de savoir

si les Puissances adhérentes auront qualité pour prendre part avec les puissances signataires à la revision éventuelle de l'Acte général.

On a demandé si l'article 36, au lieu de ne désigner que les *Puissances signataires*, ne devrait pas mentionner aussi les *Puissances adhérentes*? M. le Ministre des Etats-Unis répond affirmativement. Une inégalité de situation sous ce rapport pourrait conduire à des difficultés. Il ne lui paraît pas que le texte de l'article 37 comporte une différence de traitement entre les puissances signataires et les adhérentes.

Le Président a fait observer que l'omission des *Puissances adhérentes* pouvait être intentionnelle; on a vraisemblablement voulu réserver aux seules Puissances signataires la faculté de prendre part aux revisions éventuelles. Les Puissances signataires, en effet, constituent le groupe des Etats les plus intéressés dans les questions que règle l'Acte général de la Conférence. Elles sont en nombre limité et consacrent leur accord sous une forme solennelle. Les ratifications qui seront ensuite échangées impliquent l'intervention de l'autorité souveraine la plus élevée dans chacun de ces Etats. Au contraire, les Puissances qui se borneront à adhérer à l'Acte déjà existant seront admises à le faire par un simple acte d'adhésion notifié par la voie diplomatique et non soumis à la formalité des ratifications. Il est stipulé, il est vrai, que cette adhésion leur procure tous les avantages et les soumet à toutes les obligations de l'Acte général, mais on peut admettre que l'égalité de droits dont il s'agit est liée à l'existence de ce même Acte. Si les Puissances qui ont concouru à son élaboration voulaient s'entendre un jour pour l'abroger ou pour le modifier, devrait-on leur en refuser la faculté parce qu'elles auraient admis d'autres Puissances à bénéficier de leur accord primitif? Les Puissances adhérentes, en cas de modifications apportées à cet accord, auraient le droit évident, mais unique, de considérer leur adhésion comme annulée.

M. le Plénipotentiaire d'Espagne cite des précédents à l'appui de cette manière de voir.

Admettre d'avance des collaborateurs inconnus, en nombre indéterminé, ce serait, au jugement de M. le Plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie, s'exposer à rendre l'entente bien difficile. Dans des négociations qui exigent l'unanimité des vues, et la faculté d'adhérer étant ouverte à tous, on s'associerait peut-être des Puissances ayant peu ou point d'intérêt dans les remaniements auxquels on devrait les laisser concourir.

Ces considérations n'ont pas convaincu M. le Ministre des Etats-Unis. Il croit que la faculté laissée aux Puissances adhérentes de se retirer d'un accord modifié sans leur consentement, serait inefficace, en les condamnant à l'isolement. Il y a d'ailleurs dans l'Acte général des dispositions qui n'ont pas seulement une portée commerciale, mais qui devront être considérées à l'avenir comme faisant partie du droit international et ne peuvent dès lors être modifiées sans un consentement général.

Sur l'observation faite par M. le Plénipotentiaire de la Grande-Bretagne que si le futur Etat du Congo n'était pas constitué en temps utile pour figurer au nombre des Gouvernements signataires, il se trouverait exclu lors des futures révisions, M. le baron de Courcel exprime l'avis que les Puissances signataires pourront procéder par voie d'invitation à l'égard des Gouvernements qu'elles jugeraient à propos d'appeler à participer à leurs travaux.

Le baron Lambermont dit que l'égalité de droits entre les adhérents et les signataires est une question qui peut être débattue au point de vue de la doctrine. Il cite les travaux d'un auteur qui occupe une position également élevée dans la sphère diplomatique et dans le domaine de la science (1). D'une manière générale et aux termes du dernier paragraphe de l'article, les Puissances adhérentes sont admises à bénéficier des avantages stipulés dans l'Acte général, mais la Conférence a incontestablement le droit de définir et de préciser la portée de ses résolutions. Il conviendra, toutefois, que ses intentions

(1) M. Calvo.

ne donnent prise à aucun doute quant au cas particulier dont il s'agit. En fait, le Plénipotentiaire belge reconnaît que l'appel, sans distinction, de toutes les Puissances adhérentes pourrait présenter des inconvénients.

On conciliera les opinions en présence s'il reste bien entendu, d'une part, que les Puissances adhérentes auront toujours pleine liberté de retirer leur adhésion à un Acte modifié sans leur coopération, et, d'autre part, que les Puissances signataires pourront toujours s'adjoindre, en cas de revision, telles Puissances adhérentes, dont les intérêts seraient directement en jeu ou dont le concours paraîtrait particulièrement utile.

La Commission a maintenu l'article 36 tel qu'il était formulé, sous la réserve que les explications qui précèdent seraient reproduites dans son rapport;

Et pour mettre le paragraphe 3 de l'article 37 en harmonie avec cette décision, elle y a substitué l'expression *acceptation de toutes les obligations à celle d'accession à toutes les clauses*, qui était dans le texte primitif.

Il aurait été utile, à divers points de vue, que l'Acte général pût produire ses effets dans un terme très rapproché. La nécessité pour certaines Puissances de le soumettre à la sanction parlementaire — ce que l'une d'elles ne pourra faire qu'à la fin de l'année — n'a pas laissé à la Commission une entière latitude à cet égard.

Aux termes de l'article 38, l'Acte général sera ratifié dans un délai qui sera le plus court possible, mais qui, dans aucun cas, ne dépassera un an.

Cette disposition se combine avec deux autres :

D'après l'une, l'Acte général entrera en vigueur pour chaque Puissance à partir de la date où elle l'aura ratifié.

L'autre est due à l'initiative de l'un des Plénipotentiaires de l'Allemagne. M. de Kusserow avait d'abord suggéré l'idée de rendre l'Acte général provisoirement obligatoire, mais cette proposition n'ayant pas semblé pouvoir être mise en pratique par tous les Gouvernements, il y a été suppléé par une clause que la Commission a acceptée et qui oblige les Puissances à n'adopter, en attendant leurs ratifications respectives, aucune mesure qui serait contraire aux stipulations dudit acte.

Le mode de ratification a donné lieu à un examen prolongé; les divers systèmes suivis jusqu'à ce jour et notamment dans les récentes transactions diplomatiques, ont été passés successivement en revue, dans le but d'arriver à simplifier autant que possible une opération essentielle, mais laborieuse, quand un grand nombre de Puissances participent à un même arrangement international. Voici brièvement les règles qui ont été adoptées :

Chaque Puissance aura la faculté de ratifier séparément sans devoir attendre que ses co-signataires soient en mesure d'accomplir la même formalité.

Chaque acte de ratification est adressé au Gouvernement de l'Empire d'Allemagne qui en donne avis aux autres Puissances signataires.

Les diverses ratifications sont successivement déposées aux archives impériales. Quand elles y sont toutes parvenues, les Représentants des Puissances signataires se réunissent pour dresser un protocole authentique constatant le dépôt de toutes les ratifications. Un exemplaire certifié de ce document est ensuite transmis à toutes les Puissances signataires par les soins du Gouvernement Impérial d'Allemagne.

Cette procédure est d'une grande simplicité; elle atteint le but voulu en réduisant les formalités aux proportions strictement indispensables. Elle paraît particulièrement appropriée aux convenances d'assemblées diplomatiques nombreuses, dont la réunion est fréquente à notre époque et paraît appelée à exercer une influence de plus en plus considérable sur le développement des relations entre les Etats.

II

Parmi les formes adoptées pour les transactions internationales, quelle est celle dont il conviendra de revêtir les résolutions arrêtées par la Conférence?

Quelques indications vous ont été fournies à ce sujet, dans votre séance du

31 janvier, par celui des Plénipotentiaires que vous avez bien voulu charger de la préparation de l'Acte final, et après quelques considérations développées par d'autres Membres de la Conférence, vous avez confié à votre Commission le soin de discuter et de vous soumettre le projet définitif sur lequel vous aurez à statuer.

La Commission a adopté d'une voix unanime la proposition de réunir et de coordonner en un instrument unique tous les actes sortis de vos délibérations.

Elle s'est trouvée d'accord avec l'auteur du projet pour donner à ce document diplomatique la qualification d'Acte général de la Conférence de Berlin. Outre qu'il est en concordance avec un précédent bien connu, ce titre a l'avantage, non sans intérêt dans le cas qui nous occupe, de représenter collectivement une série d'actes partiels. La dénomination d'Acte général empêchera d'ailleurs les confusions qui pourraient se produire entre le traité à intervenir et le Traité de Berlin de 1878; ajoutons qu'elle a contribué à lever les scrupules que le titre de traité faisait naître chez quelques-uns des Plénipotentiaires.

Un Acte général rendait nécessaire un préambule adapté à l'ensemble de l'œuvre de la Conférence. La Commission a donné son approbation à la formule suivante, exprimant les vues qui ont provoqué la réunion de la Conférence de Berlin et qui vous ont vous-mêmes dirigés :

« Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, etc., etc.

« Voulant régler dans un esprit de bonne entente mutuelle les conditions les plus favorables au développement du commerce et de la civilisation dans certaines régions de l'Afrique et assurer à tous les peuples les avantages de la libre navigation sur les deux principaux fleuves africains qui se déversent dans l'Océan Atlantique; désireux d'autre part de prévenir les malentendus et les contestations que pourraient soulever à l'avenir les prises de possessions nouvelles sur les côtes de l'Afrique, et préoccupés en même temps des moyens d'accroître le bien-être moral et matériel des populations indigènes, ont résolu, sur l'invitation qui leur a été adressée par le Gouvernement Impérial d'Allemagne d'accord avec le Gouvernement de la République française, de réunir à cette fin une Conférence à Berlin et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir : »
etc., etc.

D'autre part, de sérieux motifs rendaient désirable de conserver aux divers actes de la Conférence leur physionomie propre et leur caractère distinct. Dans ce but, le projet les énumère avec les indications particulières que la Conférence y a attachées et il les distribue ensuite en autant de chapitres séparés qu'il y a d'actes, chaque chapitre portant le titre de l'acte lui-même.

Enfin l'énumération des articles, poursuivie du commencement à la fin de l'Acte général, rattache entre elles toutes ses parties et y facilitera les références.

Tel est, dans ses lignes principales, le plan soumis à votre approbation.

Nous ne fatiguerons pas votre attention par l'examen des détails.

Les textes des actes que vous avez déjà votés — et ils constituent la presque totalité de l'Acte général — ont été purement et simplement reproduits ou n'ont subi que quelques corrections d'intérêt secondaire.

Les autres, qui font l'objet de la première partie de ce rapport, prendront, s'ils obtiennent votre suffrage, la place qui leur est assignée dans l'instrument commun.

L'Acte général, ainsi complété, n'attendra plus que votre sanction et votre signature.

Le Rapporteur,
Baron LAMBERMONT.

Le Président,
ALPH. DE COURCEL.

Acte général de la Conférence de Berlin.**CHAPITRE I^{er}**

Déclaration relative à la liberté du commerce dans le bassin du Congo, ses embouchures et pays circonvoisins, et dispositions connexes.

Article premier. — Le commerce de toutes les nations jouira d'une complète liberté :

1° Dans les territoires constituant le bassin du Congo et de ses affluents. Ce bassin est délimité par les crêtes des bassins contigus, à savoir notamment les bassins du Niari, de l'Ogowé, du Schari et du Nil, au nord; *par la ligne de faite orientale des affluents du lac Tanganyka, à l'est*: par les crêtes des bassins du Zambèze et de la Logé, au sud. Il embrasse, en conséquence, tous les territoires drainés par le Congo et ses affluents, y compris le lac Tanganyka et ses tributaires orientaux.

Proposition de la Commission tendant à modifier le premier et le second paragraphe de l'article 19 du projet d'acte général.

La Commission internationale de navigation du Congo se constituera aussitôt que cinq des Puissances signataires du présent Acte général auront nommé leurs Délégués. En attendant la constitution de la Commission, la nomination des Délégués sera notifiée au Gouvernement Impérial d'Allemagne, par les soins duquel les démarches nécessaires seront faites pour provoquer la réunion de la Commission.

La Commission élaborera, etc.

Projet de déclaration relative à la neutralité des territoires compris dans le bassin conventionnel du Congo.

Article A. — Afin de donner une garantie nouvelle de sécurité au commerce et à l'industrie et de favoriser, par le maintien de la paix, le développement de la civilisation dans les contrées mentionnées à l'article 1^{er} et placées sous le régime de la liberté commerciale, les Hautes Parties signataires du présent Acte et celles qui y adhéreront par la suite s'engagent à respecter la neutralité des territoires ou parties de territoires dépendant desdites contrées, y compris les eaux territoriales, aussi longtemps que les Puissances qui exercent ou exerceront des droits de souveraineté ou de protectorat sur ces territoires, usant de la faculté de se proclamer neutres, demeureront fidèles aux devoirs que la neutralité comporte.

Art. B. — Dans le cas où une Puissance exerçant des droits de souveraineté ou de protectorat dans les contrées mentionnées à l'article 1^{er} et placées sous le régime de la liberté commerciale serait impliquée dans une guerre, les Hautes Parties signataires du Présent Acte et celles qui y adhéreront par la suite s'engagent à prêter leurs bons offices pour que les territoires appartenant à cette Puissance et compris dans la zone conventionnelle de la liberté commerciale soient, du consentement commun de cette Puissance et de l'autre ou des autres parties belligérantes, placés pour la durée de la guerre sous le régime de la neutralité et considérés comme appartenant à un Etat non belligérant; les parties belligérantes renonceraient dès lors à étendre les hostilités aux territoires ainsi neutralisés aussi bien qu'à les faire servir de base à des opérations de guerre.

Art. C. — Dans le cas où un conflit, ayant pris naissance au sujet ou dans les limites des territoires mentionnés à l'article 1^{er}, et placés sous le régime de la liberté commerciale, viendrait à s'élever entre les Puissances signataires du

présent Acte, ces Puissances s'engagent à faire appel à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

CHAPITRE III

Déclaration relative à la neutralité des territoires compris dans le bassin conventionnel du Congo.

Art. 10. — Afin de donner une garantie nouvelle de sécurité au commerce et à l'industrie et de favoriser, par le maintien de la paix, le développement de la civilisation dans les contrées mentionnées à l'article 1^{er} et placées sous le régime de la liberté commerciale, les Hautes Parties signataires du présent Acte et celles qui y adhéreront par la suite s'engagent à respecter la neutralité des territoires ou parties de territoires dépendant desdites contrées, y compris les eaux territoriales, aussi longtemps que les Puissances qui exercent ou qui exerceront des droits de souveraineté ou de protectorat sur ces territoires, usant de la faculté de se proclamer neutres, rempliront les devoirs que la neutralité comporte.

Art. 11. — Dans le cas où une Puissance exerçant des droits de souveraineté ou de protectorat dans les contrées mentionnées à l'article 1^{er} et placées sous le régime de la liberté commerciale serait impliquée dans une guerre, les Hautes Parties signataires du présent Acte et celles qui y adhéreront par la suite s'engagent à prêter leurs bons offices pour que les territoires appartenant à cette Puissance et compris dans la zone conventionnelle de la liberté commerciale soient, du consentement commun de cette Puissance et de l'autre ou des autres parties belligérantes, placés pour la durée de la guerre sous le régime de la neutralité et considérés comme appartenant à un Etat non belligérant; les parties belligérantes renonceraient, dès lors, à étendre les hostilités aux territoires ainsi neutralisés, aussi bien qu'à les faire servir de base à des opérations de guerre.

Art. 12. — Dans le cas où un dissentiment sérieux, ayant pris naissance au sujet ou dans les limites des territoires mentionnés à l'article 1^{er} et placés sous le régime de la liberté commerciale, viendrait à s'élever entre les Puissances signataires du présent Acte, ces Puissances s'engagent, avant d'en appeler aux armes, à recourir à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

CHAPITRE VII

Dispositions générales.

Art. 36. — Les Puissances signataires du présent Acte général se réservent d'y introduire ultérieurement et d'un commun accord les modifications ou améliorations dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 37. — Les Puissances qui n'auront pas signé le présent Acte général pourront adhérer à ses dispositions par un acte séparé.

L'adhésion de chaque Puissance est notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de l'Empire d'Allemagne, et par celui-ci à tous les Etats signataires ou adhérents.

Elle emporte de plein droit l'acceptation de toutes les obligations et l'admission à tous les avantages stipulés par le présent Acte général.

Art. 38. — Le présent Acte général sera ratifié dans un délai qui sera le plus court possible et qui, en aucun cas, ne pourra excéder un an.

Il entrera en vigueur pour chaque Puissance à partir de la date où elle l'aura ratifié.

En attendant, les Puissances signataires du présent Acte général s'obligent à n'adopter aucune mesure qui serait contraire aux dispositions dudit Acte.

Chaque Puissance adressera sa ratification au Gouvernement de l'Empire d'Allemagne, par les soins de qui il en sera donné avis à toutes les autres puissances signataires du présent Acte général.

Les ratifications de toutes les Puissances resteront déposées dans les archives

du Gouvernement de l'Empire d'Allemagne. Lorsque toutes les ratifications auront été produites, il sera dressé acte du dépôt dans un protocole qui sera signé par les Représentants de toutes les Puissances et dont une copie certifiée sera adressée à toutes les Puissances.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Acte général et y ont apposé leur cachet.

Fait à Berlin, le..... jour du mois de février mil huit cent quatre-vingt-cinq.

Protocole de la séance de la Conférence du 31 janvier 1885.

(Extrait)

Le Président propose à la Haute Assemblée de procéder à un échange de vues générales relativement à la forme que devra revêtir l'Acte final.

Le baron Lambermont, qui a été chargé de la préparation de cet Acte, fait connaître qu'il peut être établi suivant deux ou trois modes différents. Le Plénipotentiaire de la Belgique rapporte les précédents qu'il a été amené à étudier à ce sujet. Lors des traités de Vienne, de 1815, de Paris, de 1856, et de Berlin, de 1878, on a été conduit à réunir dans un traité unique tous les Actes adoptés par le Congrès, en les faisant précéder d'un préambule qui marquait leur filiation. Les dispositions diverses du traité se trouvaient former ainsi une suite d'articles, avec une seule série de numéros.

Dans d'autres cas, l'acte conventionnel s'est résumé en un ou deux articles indiquant l'objet général poursuivi par les parties contractantes, et à cet instrument principal a été annexée la série des actes précédemment délibérés. Cette forme, qui est notamment celle du Traité conclu en 1839 à la suite de la Conférence de Londres, a été assez rarement employée.

On pourrait encore placer à la suite les uns des autres les différents Actes adoptés par la Haute Assemblée, en les numérotant entre eux et en les faisant précéder de leur préambule respectif. Il y aurait alors un certain nombre d'Actes séparés, que rien ne rattacherait les uns aux autres. A la connaissance du baron Lambermont, ce mode de procéder n'aurait jamais été usité.

Le Plénipotentiaire belge ajoute qu'il a déjà préparé un projet, en adoptant la forme qu'il a citée en premier lieu. Ce projet comprendrait un préambule et autant de chapitres que la Conférence a sanctionné d'Actes différents, mais avec une seule série de numéros pour tous les articles compris dans le traité. La division serait la suivante :

Préambule;

Chapitre I^{er}, constitué par la Déclaration relative à la liberté du commerce;

Chapitre II, dont l'objet sera expliqué plus tard;

Chapitre III et IV, formés respectivement par les Actes de navigation concernant le Congo et le Niger;

Chapitre V, reproduisant la Déclaration afférente à l'effectivité des occupations;

Chapitre VI, concernant la traite des esclaves.

Le Président consulte la Haute Assemblée pour savoir s'il lui convient de choisir séance tenante entre les trois formes indiquées par le baron Lambermont.

Le baron Lambermont ne verrait pas d'inconvénients à ce que la décision sur ce point fût réservée à la Commission.

Le baron de Courcel, le Président et le baron Lambermont échangent à ce sujet quelques considérations et il reste entendu que la question sera renvoyée entière à la Commission. Les Membres de la Conférence s'engagent, d'ailleurs, à tenir secret ce qui se rapportera à cette partie de leurs travaux.

L'impression du projet rédigé par le baron Lambermont, et la réimpression

des diverses Déclarations déjà adoptées séparément par la Conférence, sont décidées pour faciliter le travail des Membres de la Commission.

M. Kasson désire au préalable, appeler l'attention de la Haute Assemblée sur ce que le choix de la forme donnée à l'Acte définitif peut avoir une importance particulière pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. La forme d'un traité proprement dit serait peut-être de nature à soulever, à Washington, des objections dues à des scrupules constitutionnels et au respect de certaines traditions admises par la jurisprudence internationale américaine. En thèse générale, le Gouvernement des Etats-Unis n'envisage pas volontiers l'éventualité d'engagements réciproques qui le lient envers un ensemble de Puissances, comme dans le cas où est signé un traité collectif. Eu égard à ces considérations, le Plénipotentiaire des Etats-Unis, pour rendre plus facile la ratification des Actes définitifs par son Gouvernement, s'est attaché à lui présenter l'œuvre de la Conférence comme devant comprendre une série de Déclarations, auxquelles les Puissances feraient adhésion. M. Kasson désirerait, en conséquence, que la forme de l'Acte final fût telle que l'accord des Puissances pût se manifester, en effet, sous cette forme spéciale d'adhésions individuellement données à des Déclarations, et non sous la forme d'un traité général, liant tous les Gouvernements à un ensemble d'obligations réciproques et communes. Quant au fond, le résultat serait le même, puisque la série des adhésions données par les Puissances les obligerait à l'observation des arrangements conclus, au même degré que leur participation à un traité.

La question ainsi soulevée donne lieu à des observations de la part d'un certain nombre de Membres de la Haute Assemblée, et notamment de la part du Président, du baron de Courcel, du comte de Launay, du baron Lambert, du comte de Benomar et de M. Sanford. Divers précédents sont cités et examinés.

Le Plénipotentiaire d'Espagne rappelle notamment que son Gouvernement, après avoir pris part aux travaux du Congrès de 1815, n'avait, pour des motifs particuliers, pas cru pouvoir signer le traité issu de ses délibérations. Le Cabinet de Madrid avait seulement adhéré plus tard au même traité. Plusieurs Membres de la Conférence et le Président de la Haute Assemblée exprimaient l'avis que ce précédent pourrait être suivi dans le cas où le Gouvernement des Etats-Unis aurait des objections contre la forme adoptée par les Gouvernements européens pour sanctionner les décisions prises par la Conférence. La question est d'ailleurs renvoyée à la Commission avec celles concernant la préparation de l'Acte final.

PROTOCOLE N° 10

Séance du 26 février 1885

La séance est ouverte à deux heures et demie, sous la présidence de S. A. S. le Prince de Bismarck.

Le Président exprime le regret qu'il éprouve d'avoir été empêché, par l'état de sa santé et l'excès de ses occupations, de s'associer à une partie des travaux de la Haute Assemblée qu'il a pourtant suivis avec tant de sympathie.

Son Altesse Sérénissime prononce ensuite le discours suivant :

« Messieurs,

« Notre Conférence, après de longues et laborieuses délibérations, est arrivée au terme de ses travaux, et je suis heureux de constater que, grâce à vos efforts et à l'esprit de conciliation qui a présidé à nos négociations, une entente complète a été établie sur tous les points du programme qui nous avait été soumis.

« Les résolutions que nous sommes sur le point de sanctionner assurent au commerce de toutes les nations le libre accès au centre du Continent africain. Les garanties dont la liberté commerciale dans le bassin du Congo sera entourée et l'ensemble des dispositions consignées dans les Actes de navigation du Congo et du Niger sont de nature à offrir au commerce et à l'industrie de toutes les nations les conditions les plus favorables à leur développement et à leur sécurité.

« Par une autre série de dispositions, vous avez manifesté votre sollicitude pour le bien-être moral et matériel des populations indigènes, et il y a lieu d'espérer que ces principes, dictés par un esprit de sage mesure, porteront leurs fruits et contribueront à associer ces populations aux bienfaits de la civilisation.

« Les conditions particulières dans lesquelles se trouvent placées les vastes régions que vous venez d'ouvrir aux entreprises du commerce ont paru exiger des garanties spéciales pour le maintien de la paix et de l'ordre public. En effet, les fléaux de la guerre assumeraient un caractère particulièrement désastreux si les indigènes étaient amenés à prendre partie dans les conflits des Puissances civilisées. Justement préoccupés des dangers qu'une pareille éventualité pourrait porter aux intérêts du commerce et de la civilisation, vous avez recherché les moyens de soustraire une grande partie du Continent africain aux vicissitudes de la politique générale en y restreignant les rivalités nationales à la concurrence pacifique du commerce et de l'industrie.

« Dans le même ordre d'idées, vous avez tenu à prévenir les malentendus et contestations auxquels de nouvelles prises de possession sur les côtes d'Afrique pourraient donner lieu. La déclaration sur les formalités à remplir pour que ces prises de possession soient considérées comme effectives, introduit dans le droit public une nouvelle règle qui contribuera à son tour à écarter des relations internationales des causes de dissentiment et de conflit.

« L'esprit de bonne entente mutuelle qui a distingué vos délibérations a présidé également aux négociations qui ont eu lieu en dehors de la Conférence dans le but de régler des questions difficiles de délimitation entre les parties qui exerceront des droits de souveraineté dans le bassin du Congo et qui, par la nature de leur position, sont appelées à devenir les principaux gardiens de l'œuvre que nous allons sanctionner.

« Je ne puis toucher à ce sujet sans rendre hommage aux nobles efforts de Sa Majesté le Roi des Belges, fondateur d'une œuvre qui est aujourd'hui reconnue par presque toutes les Puissances, et qui, en se consolidant, pourra rendre de précieux services à la cause de l'humanité.

« Messieurs, je suis chargé par Sa Majesté l'Empereur et Roi, mon Auguste Maître, de vous exprimer ses remerciements les plus chaleureux pour la part que chacun de vous a prise dans l'heureux accomplissement de la tâche de la Conférence.

« Je remplis un dernier devoir en me rendant l'organe de la reconnaissance que la Conférence doit à ceux de ses membres qui se sont chargés des travaux difficiles de la Commission, notamment à Monsieur le Baron de Courcel et à Monsieur le Baron Lambermont. Je remercie également Messieurs les Délégués du précieux concours qu'ils ont bien voulu nous prêter et j'associe, dans l'expression de cette reconnaissance, le Secrétariat

de la Conférence qui, par la précision de ses travaux, a contribué à faciliter notre tâche.

« Messieurs, les travaux de la Conférence seront, comme toute œuvre humaine, susceptibles d'amélioration et de perfectionnement, mais ils marqueront, je l'espère, un progrès du développement des relations internationales et formeront un nouveau lien de solidarité entre les nations civilisées. »

Le Comte de Launay prend la parole dans les termes ci-après :

« Messieurs,

« Nous avons été vivement satisfaits de revoir au milieu de nous son Altesse Sérénissime le Prince de Bismarck.

« Nous avons l'honneur de le remercier de son langage empreint d'une parfaite courtoisie, et de son jugement si flatteur pour nos efforts qui ont amené une entente générale.

« Ainsi que vous venez de l'entendre, il a été empêché, bien malgré lui, de présider en personne à toutes nos séances ; mais son vaste esprit planait sur cette Assemblée. S'il a dû se prévaloir de la faculté de déléguer ses fonctions, il savait d'avance qu'il les plaçait en bonnes mains. En effet, Son Exc. M. le Comte de Hatzfeldt et le Sous-Secrétaire d'Etat M. Busch ont successivement rempli leur mandat avec une intelligence, un tact et un sentiment de conciliation que nous nous plaisons à constater. Nous acquittons envers eux une dette de reconnaissance. L'un et l'autre s'inspiraient des principes exposés, avec autant de justesse que d'élévation de vues, lors de l'inauguration de la Conférence.

« Quel que soit l'avenir réservé à notre œuvre, qui reste soumise aux vicissitudes de toutes choses humaines, nous pouvons dès à présent, du moins, porter témoignage de n'avoir rien négligé, dans la mesure du possible, pour ouvrir, jusqu'au centre du Continent africain, une large voie au progrès moral et matériel des populations indigènes, au développement des intérêts généraux du commerce et de la navigation.

« Nous avons, en même temps, servi la cause de la religion, de la paix, de l'humanité, et agrandi le domaine du droit public international.

« Tel était le but que nous nous proposions. Si nous avons réussi à l'atteindre, une grande part de mérite en revient à notre illustre Président, au promoteur de la réunion de cette Conférence, à l'auteur du programme qui formait la base de nos délibérations.

« Je suis donc certain de rencontrer l'assentiment unanime des Membres de cette Haute Assemblée, en exprimant à Son Altesse Sérénissime le Prince de Bismarck notre vive reconnaissance pour avoir su, de loin comme de près, imprimer la meilleure direction à nos travaux.

« Sur le point de nous séparer, je crois aussi, Messieurs, me rendre votre fidèle interprète en offrant l'hommage de notre respectueuse gratitude pour l'accueil si bienveillant que nous avons reçu de Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, ainsi que de la part de Son Auguste Famille. »

Sur la proposition du Comte de Launay, les Membres de la Haute Assemblée se lèvent de leur siège pour marquer leur chaleureux assentiment aux paroles prononcées par le Représentant de l'Italie à l'adresse de Sa Majesté l'Empereur.

Le Prince de Bismarck remercie le Comte de Launay de ses bienveillantes appréciations. Il exprime le vœu que les Plénipotentiaires, et lui-

même, aient au cours de leur existence politique, de fréquentes occasions de se rencontrer dans cet esprit si unanimement amical qui a caractérisé la Conférence de Berlin. Son Altesse Sérénissime témoigne de la satisfaction qu'il a puisée dans les excellentes relations auxquelles elle a donné lieu.

Le Président consulte la Haute Assemblée pour savoir s'il lui convient, avant de procéder à la signature de l'Acte général, qu'une dernière lecture soit faite, devant elle, de ce document. L'Acte général, déjà adopté dans son ensemble par la Conférence, a été imprimé et distribué aux Plénipotentiaires qui ont pu en prendre mûrement connaissance. La Haute Assemblée estimera donc peut-être pouvoir passer outre la formalité de la lecture d'usage. Si tel était son sentiment, il répondrait à celui du Président.

Saïd Pacha croit, en effet, la lecture superflue.

La Haute Assemblée donne unanimement son adhésion à la suggestion présentée par le Prince de Bismarck.

Le Président en prend acte et fait connaître que la Haute Assemblée, ayant donné à l'Acte général sa sanction définitive, sans désirer en entendre lecture une dernière fois, il peut être immédiatement passé à la signature des instruments.

Toutefois, avant d'inviter les Plénipotentiaires à procéder à cette formalité, le Prince de Bismarck, pour simplifier l'ordre des travaux, désire faire à la Conférence une communication qui, rigoureusement, devrait plutôt suivre la signature du traité, et il s'exprime comme suit :

« En me référant à l'article 37 de l'Acte que vous venez d'agréer, j'ai l'honneur de vous faire part d'une communication qui m'est parvenue tout à l'heure. C'est l'acte d'adhésion de l'Association Internationale du Congo aux résolutions de la Conférence. Je me permettrai de vous donner lecture de cet acte, ainsi que d'une lettre et des pleins pouvoirs de M. le colonel Strauch, Président de l'Association.

Le Président donne lecture de ces documents qui sont ainsi conçus :

1^o Acte d'adhésion de l'Association Internationale du Congo à l'Acte général de la Conférence de Berlin en date du 26 février 1885.

L'Association Internationale du Congo, en vertu de l'article 37 de l'Acte général de la Conférence de Berlin, déclare par les présentes adhérer aux dispositions dudit Acte général.

En foi de quoi le Président de l'Association Internationale du Congo a signé la présente Déclaration et y a apposé son cachet.

Fait à Berlin, le vingt-sixième jour du mois de février mil huit cent quatre-vingt-cinq.

(L. S.) Colonel STRAUCH.

2^o Lettre de M. le Colonel Strauch à Son Altesse Sérénissime le Prince de Bismarck :

« Prince, en vertu des pleins pouvoirs qui m'ont été délivrés par Sa Majesté le Roi des Belges, agissant comme fondateur de l'Association internationale du Congo, pleins pouvoirs qui sont ci-annexés, et en conformité de l'article 37 de l'Acte général de la Conférence de Berlin, j'ai l'honneur d'adresser au Gouvernement de l'Empire d'Allemagne l'acte par lequel l'Association internationale du Congo adhère audit Acte général.

« J'ai la confiance que Votre Altesse Sérénissime voudra bien, selon la

stipulation qui forme le paragraphe 2 du même article, notifier cette adhésion aux Etats qui ont signé l'Acte général ou qui y adhéreront.

« L'Association internationale du Congo envisagera la suite favorable donnée à sa demande comme un nouveau témoignage de la bienveillance des Puissances pour une œuvre appelée, par son origine, ses conditions d'existence et son but, à seconder l'accomplissement des vues généreuses de la Conférence.

« Je suis avec un profond respect, de Votre Altesse Sérénissime, le très humble et très obéissant serviteur.

Le Président de l'Association internationale du Congo,

Colonel STRAUCH. »

Berlin, 26 février 1885.

3^e Pleins pouvoirs conférés à M. le colonel Strauch :

« Nous Léopold II, Roi des Belges, agissant comme fondateur de l'Association internationale du Congo, donnons par les présentes pleins pouvoirs à M. Strauch, Président de cette Association, de signer l'acte d'accession au traité général adopté par la Conférence de Berlin.

(L. S.) STRAUCH. »

Bruzelles, le 15 février 1885.

Son Altesse Sérénissime le Prince de Bismarck prononce ensuite les paroles suivantes :

« Messieurs, je crois répondre au sentiment de l'Assemblée en saluant avec satisfaction la démarche de l'Association internationale du Congo et en prenant acte de son adhésion à nos résolutions. Le nouvel Etat du Congo est appelé à devenir un des principaux gardiens de l'œuvre que nous avons en vue et je fais des vœux pour son développement prospère et pour l'accomplissement des nobles aspirations de son illustre fondateur. »

Sur l'invitation du Président, les Plénipotentiaires procèdent alors à la signature de l'Acte final.

Le Président fait connaître que la séance est levée et la Haute Assemblée se sépare à quatre heures et demie.

Signé : SZÉCHENYI, Comte AUGUSTE VAN DER STRATEN PONTHOZ, Baron LAMBERMONT, E. VIND, Comte DE BENOMAR, JOHN A. KASSON, ALPH. DE COURCEL, EDWARD B. MALET, LAUNAY, F. P. VAN DER HOEVEN, Marquis DE PENAFIEL, A. DE SERPA PIMENTEL, Comte P. KAPNIST, GILLIS BILDT, SAÏD, V. BISMARCK, BUSCH, V. KUSSEROW.

EGYPTE — FRANCE

AFFAIRE DU JOURNAL « LE BOSPHORE ÉGYPTIEN » (1)

M. Saint-René Taillandier, gérant l'agence et Consulat général de France en Egypte, à M. de Freycinet, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Le Caire, le 8 avril 1885.

Aujourd'hui, malgré l'opposition d'un délégué du consulat général et dans les circonstances les plus propres à accroître la gravité de cet acte, l'imprimerie du journal le *Bosphore égyptien* a été fermée par la violence. Nubar-Pacha m'a fait prévenir, vers trois heures, par Tigrane-Pacha, que le gouvernement, par un arrêté de ce jour, avait décidé la fermeture de cette imprimerie. Je représentai à Tigrane-Pacha ce qu'une pareille mesure avait d'impolitique et d'arbitraire, et je ne lui laissai aucun doute sur l'attitude que j'allais prendre.

En même temps, le gouverneur du Caire avisait par écrit M. Lequeux de la décision du gouvernement et lui demandait l'assistance d'un délégué du consulat. Consulté à ce sujet par M. Lequeux, je donnai l'ordre à son chancelier, M. Taillet, de se rendre à l'imprimerie avec deux cawas, avant l'heure indiquée, de protester contre l'exécution d'un arrêté illégal, de ne céder qu'à la force et de dresser procès-verbal. J'adressai en même temps à Nubar-Pacha une protestation écrite par laquelle je déclarais le gouvernement Egyptien responsable des accidents qui pourraient survenir. Ma démarche n'a pas arrêté Nubar-Pacha.

L'attitude résolue de M. Taillet n'a pas arrêté non plus le chef de la police. La porte de l'imprimerie a été brisée. Le domicile d'un Français a été violé. M. Taillet, les deux commis du consulat, les deux cawas ont été bousculés.

Le procès-verbal attestant ces actes de brutalité s'est aussitôt couvert de signatures.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

1. Le gouvernement britannique et le gouvernement français ont également publié la correspondance diplomatique relative à cette affaire. Le *Livre bleu* s'ouvre par une dépêche dans laquelle sir Evelyn Baring suggère à lord Granville la nécessité de faire des représentations au gouvernement français au sujet de l'attitude de la presse française en Egypte. Le ton sur lequel cette presse s'exprime rendrait impossible l'établissement de relations amicales entre les Anglais et les Français du Caire et les fausses nouvelles qu'elle donne du Soudan causeraient une grande anxiété parmi les parents et les amis des hommes en service au Soudan. Il n'y aurait aucune difficulté à supprimer les journaux dont il est question, si le consul général français donnait son appui au gouvernement égyptien.

Cette dépêche est le point de départ des négociations avec le gouvernement français. M. Ferry promet de donner au consul général des instructions en vue des mesures à prendre pour éviter le mal, mais déclare qu'il ne peut compromettre les privilèges des citoyens français. Nubar Pacha insiste pour la suppression du *Bosphore* et demande s'il sera soutenu par l'Angleterre ; lord Granville répond qu'il ne voit pas de motif d'empêcher l'action du gouvernement égyptien. Le *Bosphore égyptien* est alors supprimé le 8 avril.

M. Saint-René Taillandier, à M. de Freycinet, ministre
des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Le Caire, le 9 avril 1885.

L'arrêté qui a décidé la fermeture de l'imprimerie *Serrière* où s'imprime le *Bosphore* vise un ancien arrêté de suppression, daté du 29 février 1884. Il vise en outre la loi de 1881 qui n'a pas été communiquée aux consuls généraux et qui est entachée de nullité en ce qui concerne les étrangers. Il est donc éminemment illégal. Le jugement récent du tribunal d'Alexandrie dans l'affaire Takla met hors de doute la légitimité de mon opposition. Enfin, cet arrêté arbitraire a été exécuté avec toutes les circonstances aggravantes que Votre Excellence connaît déjà.

La prétention émise par le gouvernement Egyptien d'appliquer, malgré les puissances, la loi de 1881, donne à l'incident actuel un intérêt international. Votre Excellence appréciera si le moment est venu de régler, d'accord avec l'Egypte et les puissances, la situation de la presse étrangère dans ce pays. Mais il y a une nécessité urgente : c'est celle d'obtenir satisfaction pour l'acte du 8 avril.

Une vive effervescence règne dans la colonie française et même parmi les étrangers. Je m'applique de tout mon pouvoir à la calmer.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. de Freycinet, à M. Saint-René Taillandier.

(Télégramme.)

Paris, le 10 avril 1885.

Avant de vous envoyer des instructions définitives au sujet de l'incident du *Bosphore égyptien*, je désire connaître les termes de l'arrêté Egyptien du 8 avril. Veuillez m'en envoyer le texte complet¹. Si, comme vos dépêches l'indiquent, l'arrêté prononce la fermeture de l'imprimerie et non pas seulement la suspension du journal, il constitue certainement un abus de pouvoir et une atteinte au droit de nos nationaux. Les tribunaux mixtes ont depuis longtemps jugé qu'une imprimerie ne peut être fermée par mesure administrative. Cette infraction est encore aggravée par les offenses commises contre les employés du consulat et pour lesquelles une réparation devra être obtenue dans tous les cas. Nous devons demander la réouverture de l'imprimerie et la révocation des fonctionnaires responsables de la violation du domicile de nos ressortissants et des immunités de nos agents. Prévenez-en officieusement Nubar Pacha et le Khédive. Ne laissez point ignorer qu'une résolution spontanée de l'administration Egyptienne est le seul moyen de prévenir de graves complications, le gouvernement de la République restant bien décidé à obtenir les satisfactions qui lui sont dues et à faire respecter en Egypte comme ailleurs les droits de ses nationaux.

C. DE FREYCINET.

1. Nous avons rapporté ce texte : *Archives*, 1885, II, 231.

M. Saint-René Taillandier, à M. de Freycinet.

(Télégramme.)

Le Caire, le 11 avril 1885.

Le langage que j'ai tenu au Khédive et à Nubar-Pacha a été conforme à vos instructions. Le Khédive a paru très ému de ma démarche. Après m'avoir écouté en silence, il s'est plaint du ton habituel du *Bosphore* et particulièrement de la citation récente d'une soi-disant proclamation du Madhi. Je lui ai répondu que je n'étais pas venu auprès de lui pour défendre un journal qui a pu en effet causer des sujets de plainte, mais que, après tant de preuves de bienveillance données par la République à sa personne et à son gouvernement, nous étions en droit de nous étonner que le gouvernement Egyptien, au lieu de nous exposer courtoisement ses griefs, eût porté la main sur les droits de nos nationaux et les immunités de nos agents.

J'ai parlé de même à Nubar-Pacha. Je lui ai indiqué comme j'avais fait au Khédive, en termes modérés mais résolus, le minimum de nos exigences. Il m'a opposé un refus catégorique. Il s'est déclaré décidé à ne consentir ni à la réouverture de l'imprimerie ni à la révocation de fonctionnaires qui, m'a-t-il dit, n'ont fait qu'exécuter ses ordres.

Le bruit de ma double visite commence à se répandre. Il excite partout de vives espérances. Le directeur du *Bosphore* serait en mesure de reprendre la publication de son journal. Je l'ai détourné de le faire jusqu'à nouvel ordre.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. de Freycinet, à M. Saint-René Taillandier.

(Télégramme.)

Paris, le 12 avril 1885.

Je donne mon approbation au langage que vous avez tenu au Khédive et à Nubar-Pacha. Comme vous, je crois qu'il est préférable que le *Bosphore* ne reparaisse pas jusqu'à ce que la question soit résolue.

C. DE FREYCINET.

M. Saint-René Taillandier, à M. de Freycinet.

(Télégramme.)

Le Caire, le 12 avril 1885.

Ainsi que Votre Excellence l'a vu par le texte de l'arrêté du 8 avril, c'est bien la fermeture d'une imprimerie française que le gouvernement Egyptien a ordonnée pour arriver à supprimer de fait le *Bosphore*. La suppression du journal a été le but ; la fermeture de l'imprimerie a été le moyen. L'illégalité de la mesure est donc manifeste.

J'ai des raisons de croire que Nubar-Pacha se prépare à m'adresser une lettre justificative où il s'efforcera de prouver que le gouvernement a agi dans la plénitude de ses droits et que j'étais moralement tenu de lui prêter mon concours. Que je reçoive ou non cette note, je ne laisserai pas déplacer une question qui s'est posée dans les termes les plus simples. Elle se résume en peu de mots : fermeture arbitraire d'une imprimerie française, violation d'un domicile français, offenses graves faites publiquement à nos agents.

Nubar-Pacha m'a formellement déclaré qu'il revendiquait la responsabilité de tout ce qui a été fait. SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. Saint-René Taillandier, à M. de Freycinet.

(Télégramme.)

Le Caire, le 12 avril 1885.

J'apprends que M. Serrière recevra demain un acte judiciaire l'autorisant à rouvrir son imprimerie, sous la condition expresse de ne plus imprimer le *Bosphore*. M. Serrière m'a promis de ne donner aucune réponse à cette notification. SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. de Freycinet, à M. Saint-René Taillandier.

(Télégramme.)

Paris, le 14 avril 1885.

M. Serrière, d'après vos dépêches, serait autorisé à rouvrir son imprimerie, à la condition de ne plus imprimer le *Bosphore*. Nous ne pouvons, quant à nous, accepter aucune restriction dans la réparation d'un acte illégal. Mais une fois la réouverture opérée purement et simplement, nous verrions volontiers, afin de bien marquer la séparation que nous entendons maintenir entre la question du journal et celle de l'imprimerie, que la publication du journal restât suspendue pendant quelques jours.

Quant aux offenses dont les représentants du consulat ont été l'objet, c'est un point que nous réglerons aussitôt que j'aurai étudié le procès-verbal que je vous ai demandé. C. DE FREYCINET.

M. Saint-René Taillandier, à M. de Freycinet.

(Télégramme.)

Le Caire, le 14 avril 1885.

J'ai l'honneur de vous envoyer le texte du procès-verbal que vous m'avez demandé par votre dépêche du 15 avril.

« Le 8 avril, à six heures du soir, nous, Paul Taillet, chancelier du consulat général de France au Caire, agissant par délégation du consul et du consul général de France, dans les bureaux du *Bosphore égyptien*, où étant, en présence de M. Giraud, directeur dudit journal, MM. Chidiac, Arnould et Jouslin, le premier drogman, le second et le troisième, attachés au consulat de France au Caire, s'est présenté, sur notre invitation, M. Fœwnik, commandant de la police, qui arrivait à la tête d'une troupe d'agents pour saisir les presses de l'imprimeur Serrière, en vertu d'un décret du ministre de l'intérieur, qu'il nous a montré.

« Après lui avoir déclaré nos qualités, nous lui avons signifié que, loin d'être ici pour l'aider dans sa saisie, nous étions venus spécialement pour nous y opposer, et ce, en vertu des ordres à nous donnés par le consul et le chargé d'affaires de France. Nous avons ajouté que nous nous opposerions jusqu'au dernier moment à la saisie en question et jusqu'à ce que nous soyons contraints de céder à la violence ; que, d'ailleurs, nous ne reconnaissons pas la loi sur la presse sur laquelle est basé l'arrêté sus-

dit ; et qu'il violait le domicile d'un citoyen français. M. Fœwnik nous a répondu qu'il avait des ordres formels et qu'il était dans la nécessité d'employer au besoin la force pour les exécuter.

« Nous avons fait observer à M. Fœwnik que l'imprimerie était la propriété de M. Serrière et non celle du *Bosphore égyptien*, et que nous le rendions responsable, lui et le gouvernement égyptien, de tout ce qui pourrait résulter de l'exécution de ces ordres. On est venu nous prévenir à ce moment que les agents de police essayaient de briser une porte de derrière de l'imprimerie (porte qui ne nous avait pas été indiquée), sans avoir fait de sommations, et sans avoir essayé d'entrer par la porte principale. Nous y étant rendus, nous avons été bousculés par les cavaliers postés à l'entrée de la rue, où ils ont repoussé la foule ; ayant de nouveau protesté que nous ne céderions qu'à la violence, M. Fœwnik a ordonné de charger les armes. M. Jouslin, qui avait passé précédemment, et qui se trouvait devant la porte de l'imprimerie que les agents se disposaient à briser, a, après avoir déclaré ses qualités, protesté de la façon la plus formelle. Le commandant l'a pris alors par le bras et l'a éloigné. M. Jouslin a déclaré ne céder qu'à la force. M. Serrière s'est alors présenté et a déclaré que les agents de police, M. Fœwnik en tête, étaient entrés chez lui par la porte brisée, à laquelle ils n'avaient pas même frappé ; le commandant a déclaré à M. Serrière qu'il agissait en vertu d'un arrêté ministériel ordonnant la fermeture de l'imprimerie du *Bosphore*, et qu'il devait exécuter cet arrêté, bien qu'il sût que M. Serrière avait d'autres travaux pour des particuliers, des administrations, etc. M. Serrière a protesté contre la violation de son domicile, qu'il abandonne en rendant M. Fœwnik responsable, ainsi que le gouvernement égyptien, de tout ce qui pourrait résulter de cet acte, et de tout ce qui précède. Nous avons dressé le présent procès-verbal, que nous avons signé avec les susnommés et les témoins. M. Fœwnik, qui au début avait promis de signer le procès-verbal, a refusé au dernier moment de le faire, disant avoir reçu des ordres en conséquence. »

Le nombre des signataires est de vingt-un ; il aurait été beaucoup plus considérable si M. Taillet l'avait désiré. L'ordre de charger les armes a été distinctement entendu. Une compagnie de soldats soudaniens, dans une caserne voisine, attendait l'ordre d'agir. La police à cheval, sabre à la main, faisait des patrouilles dans le quartier.

Je rappelle à Votre Excellence qu'une heure avant l'exécution, j'ai prévenu par écrit Nubar-Pacha que je donnais l'ordre au chancelier du consulat de s'opposer à une mesure illégale.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. de Freycinet, à M. Saint-René Taillandier.

(Télégramme.)

Paris, le 17 avril 1885.

Vous m'avez annoncé, à la date du 8 avril, la fermeture de l'imprimerie Serrière, ainsi que les incidents qui ont précédé et suivi cette mesure. Je vous ai, de mon côté, fait part, dès le lendemain, de la première impression produite sur moi par ces nouvelles, et recommandé d'agir officieusement auprès du Khédive et de Nubar-Pacha pour obtenir d'eux

une réparation spontanée. Je voulais ainsi laisser au gouvernement Egyptien le temps de la réflexion et m'entourer moi-même de toutes les lumières nécessaires.

J'ai pris l'avis de jurisconsultes compétents. De l'examen approfondi de la question il ressort que, si des décisions judiciaires ont reconnu au gouvernement Egyptien la faculté de suspendre ou de supprimer un journal, d'autre part, ce gouvernement n'a pas le droit de prescrire par voie administrative la fermeture d'une imprimerie européenne. D'où résulte que l'arrêté du 8 avril, qui a prononcé la fermeture de l'imprimerie Serrière, est absolument sans valeur. Les actes accomplis pour mettre à exécution cet arrêté constituent à la fois une violation de domicile, une atteinte à la propriété et un manquement direct aux officiers du consulat de France qui ont tenté de s'y opposer.

Je vous invite en conséquence à réclamer officiellement du gouvernement khédivial les satisfactions suivantes :

- 1^o Réouverture pure et simple de l'imprimerie Serrière ;
- 2^o Puntion des auteurs responsables des actes coupables.

Vous ferez comprendre au Khédive et à Nubar-Pacha, dans un langage courtois, mais très net, que si le gouvernement français n'obtient pas une réponse satisfaisante dans un bref délai, il ne s'en tiendra pas là et déterminera dans le sentiment de sa dignité les résolutions ultérieures auxquelles il devra s'arrêter.

Vous vous attacherez, dans les explications que vous pourrez être amené à donner, à bien marquer la séparation que nous avons établie dès le premier jour entre le journal et l'imprimerie.

Sans mêler à ce débat vos collègues étrangers, vous pourrez ne pas leur laisser ignorer le point de vue auquel se place le gouvernement de la République, dans une question qui, se rapportant aux capitulations, intéresse toutes les colonies européennes en Egypte.

C. DE FREYCINET.

M. Saint-René Taillandier, à M. de Freycinet.

(Télégramme.)

Le Caire, le 18 avril 1885.

Je viens de voir de nouveau le Khédive et Nubar-Pacha. Je leur ai notifié les conclusions auxquelles Votre Excellence a été amenée par un examen approfondi de l'affaire du 8 avril ; m'inspirant de toutes vos vues, j'ai formulé officiellement les deux points de votre demande de réparation et j'ai laissé au gouvernement Egyptien un délai de quarante-huit heures pour donner une réponse satisfaisante.

Le Khédive m'a demandé si nous refusions à son gouvernement le temps de se justifier. Je lui ai répondu que ce temps ne lui avait pas manqué depuis dix jours ; je lui ai rappelé ma démarche officieuse et le refus absolu de toute satisfaction que m'avait opposé Nubar-Pacha. Mon langage, très courtois d'ailleurs, n'a pu laisser aucun doute sur la fermeté de notre résolution.

J'ai trouvé l'attitude de Nubar-Pacha notablement différente de ce qu'elle avait été. Mais il m'a représenté qu'on imposait à l'Egypte une situation intolérable, en lui contestant le droit de légiférer sur la presse. C'est là, dans son essence, la thèse par laquelle il croit pouvoir justifier

les actes du 8 avril. Je lui ai répondu qu'en matière de presse nous contestions seulement au gouvernement Egyptien le droit d'appliquer à nos nationaux une loi qui est entachée de nullité en ce qui les concerne, faute de nous avoir été communiquée. Je n'ai pas laissé, d'ailleurs, l'entretien s'engager sur ce terrain.

J'attends d'ici à deux jours la réponse du gouvernement Khédivial à ma démarche officielle.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. de Freycinet, aux Ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Rome et Vienne.

(Télégramme.)

Paris, le 18 avril 1885.

Je vous envoie ci-après, pour votre information, copie des instructions que j'ai adressées à M. Saint-René Taillandier relativement à l'incident du journal le *Bosphore égyptien*.

C. DE FREYCINET.

(Voir plus haut la dépêche de M. de Freycinet à M. Saint-René Taillandier, du 17 avril 1885.)

M. de Freycinet, à M. Saint-René Taillandier.

(Télégramme.)

Paris, le 19 avril 1885.

J'approuve entièrement le langage que vous avez tenu et vous remercie de votre dépêche du 18 avril.

C. DE FREYCINET.

M. Saint-René Taillandier, à M. de Freycinet.

(Télégramme.)

Le Caire, le 20 avril 1885.

Je viens de recevoir la visite de Nubar-Pacha. Au lieu de m'apporter la réponse attendue, il m'a prié de demander à Votre Excellence pour le gouvernement Egyptien un délai de quelques jours, motivant cette requête par la nécessité de consulter, d'une part, la Porte sur la question qui se rattache aux capitulations, d'autre part, l'Angleterre, en raison de la situation de fait où se trouve l'Egypte.

J'ai répondu à Nubar-Pacha que je regrettais pour lui que le gouvernement Egyptien eût laissé s'écouler le délai convenu ; que le gouvernement de la République n'en accorderait certainement pas un nouveau ; que ni la Porte ni l'Angleterre n'étaient intéressées dans la question actuelle ; que je consentais cependant à vous faire part de sa démarche, mais sans pouvoir lui laisser aucun doute sur l'accueil que vous y feriez.

Si, en effet, comme l'indique l'approbation donnée jusqu'ici à mon langage, Votre Excellence est résolue à ne pas tolérer de nouveaux attermolements, je la prie de m'en aviser d'urgence, et de me mettre ainsi en mesure d'exiger du gouvernement Egyptien une réponse *immédiate*.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. de Freycinet, à M. Saint-René Taillandier.

(*Télégramme.*)

Paris, le 20 avril 1885.

Je vous prie de réclamer du gouvernement Egyptien une réponse catégorique dans la journée de demain.

C. DE FREYCINET.

M. Saint-René Taillandier, à M. de Freycinet.

(*Télégramme.*)

Le Caire, le 21 avril 1885

Je reviens de chez Nubar-Pacha. Je l'ai mis en demeure de me donner une réponse catégorique aujourd'hui, avant 4 heures. Il s'est incliné, en signe d'assentiment.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. Saint-René Taillandier, à M. de Freycinet.

(*Télégramme.*)

Le Caire, le 21 avril 1885.

Nubar-Pacha, qui sort de l'agence, m'a dit qu'il avait reçu du Grand-Vizir, après ma visite de ce matin, un télégramme lui annonçant que l'ambassadeur de Turquie à Paris était invité à entretenir Votre Excellence de l'incident du *Bosphore*.

« Devant cette situation, m'a dit Nubar-Pacha, je prie instamment le gouvernement français de patienter un peu. »

J'ai répondu en substance : « Mon gouvernement ne voit pour la Porte aucune raison d'intervenir dans cette affaire. Mes instructions me le prouvent. Elles sont trop catégoriques pour qu'il me soit permis de transmettre de votre part à M. de Freycinet la demande d'un nouveau délai.

« Je vais simplement lui annoncer que le gouvernement Egyptien a laissé passer le terme convenu sans nous donner satisfaction. Le plus que je puisse faire est de l'informer en même temps du motif invoqué par Votre Excellence pour justifier ce retard. »

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. de Freycinet, à M. Saint-René Taillandier.

(*Télégramme.*)

Paris, le 22 avril 1885.

Aujourd'hui, l'ambassadeur de Turquie est venu à ma réception hebdomadaire, et a abordé, ainsi que je m'y attendais, d'après votre dépêche, l'affaire du *Bosphore*. Je l'ai interrompu dès les premiers mots en lui disant que c'était là une question purement intérieure à l'Egypte, que nous traitions directement avec elle, et dans laquelle la Turquie n'avait pas de raison d'intervenir. Le reste de l'entretien, d'ailleurs très amical, a été à titre privé.

Demain vous recevrez des instructions sur l'attitude que vous avez à prendre en conséquence du refus de Nubar-Pacha.

C. DE FREYCINET.

M. de Freycinet, à M. Saint-René Taillandier.

(Télégramme.)

Paris, le 23 avril 1883.

Le délai que nous avons laissé au gouvernement Égyptien, pour nous donner les satisfactions qui nous sont dues à raison de la fermeture illégale de l'imprimerie Serrière et des offenses faites à cette occasion, à nos officiers consulaires, est expiré sans que nous ayons obtenu les réparations si modérées que nous demandions, savoir : la réouverture *sans conditions* de l'imprimerie et la punition des auteurs responsables du manquement commis envers notre personnel consulaire.

À l'heure actuelle, nous ne saurions nous prêter à de nouveaux attermoissements, qui ne feraient du reste qu'augmenter l'impatience de l'opinion en France comme en Égypte.

Nous avons soigneusement écarté du débat le journal incriminé, nous déclarant disposés, dès que nous aurions les satisfactions morales et matérielles que comporte l'incident de l'imprimerie, à examiner le régime auquel pourraient être soumis les journaux publiés par des étrangers en Égypte.

Mais nous persistons à croire qu'une controverse sur cette question de principes serait prématurée, tant que le point de fait actuel ne sera pas réglé conformément à nos droits.

L'attitude prise dans cette circonstance par le gouvernement khédivial témoigne, nous le constatons à regret, de peu de gratitude pour notre pays, qui s'est pourtant montré toujours animé des dispositions les plus bienveillantes et les plus amicales envers l'Égypte.

Le souci de notre dignité ne nous permet pas de rester indifférents à cet oubli du passé.

Je vous invite donc à suspendre toute relation officielle avec le Khédivé et ses ministres et à recommander à nos consuls de se renfermer strictement dans leur devoir de protection à l'égard de leurs ressortissants.

Le gouvernement de la République est résolu à se tenir, jusqu'à nouvel ordre, dans une complète réserve, pour toutes les questions qui touchent aux intérêts de l'Égypte. C'est ainsi qu'il ajournera la sanction par les Chambres de l'arrangement relatif aux finances égyptiennes. Le moment serait, en effet, mal choisi pour solliciter l'approbation du Parlement en faveur d'une convention qui stipule la garantie de la France pour un emprunt destiné à rétablir la prospérité intérieure de l'Égypte, convention qui non-seulement fait peser de lourdes charges sur nous, soit par une retenue sur les coupons de la dette, soit en soumettant nos résidents à des impôts nouveaux, mais encore annule l'effet des sentences judiciaires relatives à l'inobservation de la loi de liquidation.

J'ajoute que si nous nous en tenons, pour l'instant, à cette attitude expectante, nous n'entendons point aliéner, pour cela, notre liberté d'action ultérieure.

Vous voudrez bien lire cette dépêche à Son Altesse le Khédivé et à Nubar-Pacha et en laisser copie à ce dernier, s'il le désire; je vous autorise également à en donner connaissance à vos collègues.

Dès demain, vous ferez vos préparatifs de départ pour Alexandrie, de façon à pouvoir vous mettre en route dès que vous en recevrez l'ordre.

C. DE FREYCINET.

M. Saint-René Taillandier, à M. de Freycinet.

(*Télégramme.*)

Le Caire, le 24 avril 1885.

J'ai lu au Khédivé votre télégramme d'hier et j'en ai laissé copie à Nubar-Pacha. J'ai suspendu toute relation officielle avec le gouvernement égyptien. J'ai transmis vos recommandations à nos consuls et je fais mes préparatifs de départ. Un entretien avec M. Baring m'a laissé l'impression que l'Angleterre est disposée à laisser au gouvernement égyptien la responsabilité des actes illégaux du 8 avril. La suspension des relations officielles est déjà connue ici. Elle y produit un effet considérable. Je compte, sauf avis contraire, partir demain soir pour Alexandrie où j'attendrai vos ordres.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. de Freycinet aux Ambassadeurs de la République française à Berlin, Constantinople, Londres, Saint-Petersbourg, Rome et Vienne.

(*Télégramme*)

Paris, le 24 avril 1885.

L'attitude observée par le Gouvernement khédivial dans l'affaire du *Bosphore* m'a conduit à adresser hier au Chargé d'affaires de France au Caire le télégramme suivant :

(Voir plus haut la dépêche de M. de Freycinet à M. Saint-René Taillandier, du 23 avril 1885).

Les puissances ne doivent pas se méprendre sur les motifs pour lesquels une semblable communication a été faite. Je n'entends, en aucune manière, me délier des engagements souscrits par mon prédécesseur ; mais, en présence du refus de l'Egypte de nous accorder les réparations si modérées que nous réclamions, nous ne saurions demander au Parlement français de consacrer un arrangement qui impose des charges nouvelles à nos compatriotes. Cet ajournement qui, je l'espère, ne sera pas de longue durée, nous est dicté par l'obligation de ne pas laisser impuni un fait qui, portant une sérieuse atteinte au régime traditionnel des Capitulations, constituerait un précédent tout aussi fâcheux pour les autres puissances que pour la France.

Je vous prie de saisir la première occasion de vous expliquer verbalement dans ce sens avec le Ministre des affaires étrangères du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

C. DE FREYCINET.

M. de Freycinet au Marquis de Noailles, Ambassadeur de la République française à Constantinople.

(*Télégramme*).

Paris, le 24 avril 1885.

Essad Pacha est venu m'entretenir avant-hier de l'affaire du *Bosphore*.

J'ai décliné tout entretien officiel avec lui, mais je lui ai, à titre privé, fait comprendre que cet incident est une simple affaire de police intérieure, qui doit se régler exclusivement au Caire. Vous pourrez vous exprimer de la même manière avec le Grand-Vizir, en ajoutant que s'il s'agissait d'une question de souveraineté, nous serions heureux, au contraire, de témoigner de notre respect pour les droits du Sultan.

C. DE FREYCINET.

M. Saint-René Taillandier à M. de Freycinet.

(*Télégramme*).

Le Caire, le 25 avril 1885.

M. Baring m'a fait demander, avec de vives instances, de retarder mon départ, au moins jusqu'à demain. Je m'y suis engagé.

SAINT-RÉNÉ TAILLANDIER.

M. de Freycinet à M. Saint-René Taillandier.

(*Télégramme*).

Paris, le 25 avril 1885.

Vous devez exiger les deux réparations dans les termes où nous les avons demandées et, par conséquent, en ce qui concerne la réouverture de l'imprimerie, vous devez la réclamer sans condition d'aucune sorte. Il est indispensable que le *Bosphore* puisse paraître, mais, ainsi que je vous l'ai dit, je désirerais qu'il ne reparût que quelques jours après la réouverture de l'imprimerie, afin de marquer la séparation que nous avons toujours entendu établir entre l'imprimerie et le journal. Quant à la punition des auteurs responsables, vous en laisserez l'initiative au Gouvernement égyptien et vous me ferez connaître ses intentions.

Ces deux réparations obtenues, vous écouterez les ouvertures que pourra vous faire Nubar-Pacha pour l'établissement d'un régime applicable aux journaux publiés par des étrangers en Egypte et vous me les transmettez immédiatement. Votre langage devra donner l'impression de notre bon vouloir à prévenir le retour de semblables difficultés.

C. DE FREYCINET.

M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, à M. de Freycinet, ministre des affaires étrangères.

(*Télégramme*).

Londres, le 25 avril 1885.

Aujourd'hui, j'ai vu deux fois Lord Granville, ce matin d'abord et ensuite à quatre heures.

Dans le premier entretien, je lui ai exposé que vous étiez désireux de mettre fin à l'incident du *Bosphore* et que, puisque le Gouvernement anglais avait une part de responsabilité dans cette affaire, il serait sans doute disposé à donner au Khédivé des conseils de nature à nous faire obtenir les réparations auxquelles nous avons droit.

J'ai tout d'abord déclaré à Lord Granville que nous écartions du débat le journal lui-même et, qu'une fois l'incident de l'imprimerie vidé, vous étiez disposé à examiner le régime qui pourrait être appliqué aux journaux publiés en Egypte par des étrangers. Lord Granville m'a répondu qu'il se prêterait volontiers à un échange de vues sur cette question.

Je lui ai alors rappelé qu'il y avait eu deux faits graves, un manquement vis-à-vis de notre personnel consulaire et la fermeture illégale d'une imprimerie française, et que nous demandions à titre de réparation la punition des auteurs responsables du manquement ainsi que la réouverture *sans conditions* de l'imprimerie. J'ai ajouté que l'opinion publique en France était fort émue de l'incident et que, tant qu'il ne serait pas réglé à notre satisfaction, il serait bien difficile, pour ne pas dire inutile, de demander aux Chambres la ratification de la Convention financière.

Lord Granville, après avoir écouté ma déclaration, manifesta le désir de consulter ses collègues avant de me répondre, et c'est seulement à la suite d'un conseil qu'il me fit connaître les vues de son gouvernement ; il les formula à peu près dans ces termes :

« Le Cabinet anglais prend acte de ce que le Gouvernement français ne soulève pas de question sur la suppression du journal *le Bosphore*, et il est d'avis que la fermeture de l'imprimerie n'était pas autorisée par la loi ; l'imprimerie, en conséquence, doit être rouverte immédiatement. Quant à la conduite du chef de la police, elle est conforme aux ordres qu'il a reçus, et le Gouvernement anglais espère que le Gouvernement de la République reconnaîtra que la responsabilité pour le manquement vis-à-vis du personnel consulaire n'incombe pas à ce fonctionnaire. Le Gouvernement anglais, enfin, ayant déclaré qu'il ne décline pas sa part de responsabilité dans la suppression du journal *le Bosphore*, n'hésite pas à s'associer aux regrets qu'il a conseillé au Gouvernement khédivial d'exprimer au sujet des incidents qui ont accompagné cette suppression. »

Je lui rappelai que j'avais demandé la réouverture de l'imprimerie sans condition : il ne le contesta pas, mais il me dit que, si nous arrivions à une entente, il comptait bien que vous empêcheriez le journal de reparaitre pendant quelque temps.

J'attends vos instructions ; comme c'est demain dimanche, il est probable que je ne pourrai voir Lord Granville avant lundi.

WADDINGTON.

Le baron de Courcel, Ambassadeur de la République française à Berlin, à M. de Freycinet, ministre des Affaires étrangères.

(Télégramme).

Berlin, le 25 avril 1885.

Le comte de Hatzfeldt m'ayant spontanément parlé aujourd'hui de l'affaire du *Bosphore égyptien*, je lui ai donné connaissance des instructions que vous avez adressées à notre Chargé d'affaires au Caire et que ce dernier a dû lire au Vice-Roi et à Nubar-Pacha. J'ai fait ressortir qu'en défendant l'inviolabilité du domicile et le respect des capitulations, nous

défendions la cause de tous les Européens. Le comte de Hatzfeldt m'a dit que l'Allemagne approuvait notre point de vue et qu'elle ne s'en était point cachée.

COURCEL.

M. de Freycinet, ministre des affaires étrangères, à M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres.

(Télégramme).

Paris, le 26 avril 1885.

La Note qui vous a été remise par Lord Granville me fait craindre qu'il ne se soit établi un malentendu sur le caractère de la conversation amicale que nous vous avons prié d'avoir avec lui. Nous n'avons pas eu la pensée de régler avec le Gouvernement anglais les conditions des réparations que nous croyons devoir exiger du Gouvernement égyptien, mais nous avons supposé que les connaissant, il pourrait juger opportun et efficace de faire entendre au Gouvernement khédivial les avis de modération et de sagesse. Lord Granville se montre tout disposé à conseiller aux ministres de Son Altesse la réouverture, sans condition, de l'imprimerie qu'il reconnaît avoir été fermée illégalement, et même, à cette occasion, il veut bien, ce dont nous sommes vivement touchés, nous exprimer des regrets pour la part de responsabilité qu'il peut avoir prise, par ses conseils, dans l'accomplissement de cette mesure. Quant à la punition des auteurs responsables de la violation du domicile, Lord Granville estime qu'il n'y a pas lieu de persister dans notre demande, par la raison que les agents d'exécution n'ont fait, selon Sa Seigneurie, que se conformer strictement aux ordres qu'ils ont reçus. S'il en est réellement ainsi et si Nubar-Pacha croit devoir, en effet, couvrir ses agents à tous les degrés, nous nous abstiendrons d'insister, mais à la condition alors, bien entendu, que Nubar-Pacha fera lui-même à notre agent diplomatique des excuses officielles avec la solennité que comportent les circonstances.

L'affaire ainsi réglée, nous serions tout prêts à accueillir les ouvertures que nous ferait le Gouvernement égyptien, que nous avons seul mis en cause en cette affaire, et si Lord Granville peut aider à un dénouement satisfaisant par ses sages suggestions, nous ne pourrions que lui en savoir le meilleur gré.

Le Gouvernement égyptien n'ignore pas d'ailleurs les bonnes dispositions dont nous sommes animés pour rechercher, une fois les réparations obtenues, un régime de presse de nature à prévenir le retour de ces difficultés.

C. DE FREYCINET.

M. Saint-René Taillandier, à M. de Freycinet.

(Télégramme).

Le Caire, le 26 avril 1885.

Je pars pour Alexandrie, où j'attendrai vos directions.

SAINT-RÉNÉ TAILLANDIER.

M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres,
à M. de Freycinet, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme).

Londres, le 27 avril 1885.

Votre télégramme m'est parvenu hier soir, et ce matin je suis allé trouver Lord Granville. J'ai commencé par lui rappeler que le but de l'entretien que j'avais eu avec lui samedi n'était pas de régler directement et officiellement avec le Gouvernement anglais les réparations que nous avons à exiger du Gouvernement égyptien, mais de lui faire connaître nos conditions, afin qu'il donne des conseils de modération au Gouvernement égyptien, en usant de l'influence que sa situation de fait lui assure au Caire.

Cela dit, je lui ai exposé que vous n'insistiez pas sur la punition des agents d'exécution, puisque Nubar-Pacha croit devoir les couvrir, mais qu'alors il était nécessaire que Nubar-Pacha fit lui-même à notre Agent diplomatique des excuses officielles et solennelles ; que nous poursuivions la réparation d'une offense commise par les ordres de Nubar-Pacha et dont il assumait la responsabilité. J'ai ajouté que vous aviez été très sensible aux regrets exprimés par le Gouvernement anglais, mais qu'en Orient surtout une offense publique exigeait une réparation également publique.

Il aurait voulu que tout se terminât par une lettre de regret que Nubar-Pacha aurait écrite à notre Agent. Je lui ai dit que c'était insuffisant. Finalement il m'a déclaré que pour mettre fin à l'incident il conseillerait à Nubar-Pacha de faire à notre Agent diplomatique *une visite officielle pour lui exprimer ses regrets*. Je lui ai dit que je vous informerais immédiatement par le télégraphe sans pouvoir préjuger votre opinion.

En résumé, la réparation conseillée par le Gouvernement anglais, consisterait :

1^o En la réouverture sans conditions de l'imprimerie fermée ; mais avec l'entente officieuse que *le Bosphore* ne reparaitra pas immédiatement ;

2^o Nubar-Pacha ferait à notre Agent une visite officielle pour exprimer ses regrets.

Une fois la réparation accomplie, on fixerait le plus tôt possible le régime de la presse européenne en Egypte.

WADDINGTON.

M. Saint-René Taillandier à M. de Freycinet,

(Télégramme).

Alexandrie, le 27 avril 1885.

Je suis arrivé hier soir à Alexandrie. Mes collègues d'Allemagne, d'Autriche et de Russie m'ont accompagné à la gare. La confiance générale qui se manifeste m'a confirmé l'opportunité de ce voyage.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

Le Général Appert, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. de Freycinet, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme).

Saint-Petersbourg, le 27 avril 1885.

M. de Giers, à qui j'ai donné connaissance du sens général de votre dépêche du 25 avril, relative à l'affaire du *Bosphore égyptien*, regrette cet incident qui va retarder l'arrangement des affaires d'Egypte. Il espère que le Gouvernement égyptien comprendra que la France ne pouvait rester indifférente en présence de la violation du régime traditionnel des capitulations et qu'il finira par accorder les justes satisfactions réclamées.

APPERT.

M. de Freycinet, à M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres.

(Télégramme).

Paris, le 28 avril 1885.

Par votre dépêche d'hier vous m'annoncez que le Gouvernement anglais est disposé à conseiller au Gouvernement égyptien de nous accorder les deux réparations que nous demandons : 1^o l'imprimerie Serrière serait rouverte sans conditions. Il est bien entendu que l'indication que nous avons spontanément donnée, dès le début, de notre désir de laisser s'écouler un certain temps entre la réouverture de l'imprimerie et la réapparition du journal ne doit pas être interprétée comme une concession de notre part qui affaiblirait la valeur même de cette réparation ; 2^o le Gouvernement anglais, nous le constatons avec plaisir, reconnaissant qu'une communication écrite à notre Agent — moyen auquel il avait d'abord songé — ne constituerait pas une réparation suffisante, est prêt aujourd'hui à conseiller à Nubar-Pacha une visite officielle et solennelle. Nous considérerons cette visite comme étant l'expression d'un regret en ce qui concerne l'ensemble de l'incident, et d'une excuse sur le fait spécial des offenses matérielles envers nos officiers consulaires dont la qualité et l'intervention avaient été déclarées et reconnues.

Aussitôt que M. Saint-René Taillandier, qui s'est rendu à Alexandrie, aura été informé par le Gouvernement égyptien que Nubar-Pacha est prêt à accorder les deux réparations sus-mentionnées, il s'empressera de rentrer au Caire pour recevoir la visite du Premier Ministre.

Dès que j'aurai votre réponse, je donnerai les instructions nécessaires à M. Saint-René Taillandier.

C. DE FREYCINET.

M. Waddington à M. de Freycinet.

(Télégramme).

Londres, le 28 avril 1885.

Je viens de voir Lord Granville et je lui ai fait connaître, dans les termes mêmes de votre télégramme, le sens que vous attachez à la visite officielle que Nubar-Pacha doit faire.

Lord Granville en a pris note en l'acceptant. Il est également bien entendu que l'ajournement de la réapparition du *Bosphore* pendant quel-

que temps est un acte spontané de votre part, n'ayant aucun caractère officiel. Lord Granville désire naturellement que vous retardiez la réapparition le plus possible et il voudrait que dans l'intervalle on pût arriver à une entente sur un *modus vivendi* pour la presse européenne en Egypte, sauf à en fixer plus tard le régime définitif. J'ai réservé votre liberté entière sur ces deux points. J'ai d'ailleurs déclaré que vous désiriez autant que personne établir des règlements qui empêchent le retour d'incidents aussi fâcheux. Lord Granville doit télégraphier sans retard au Caire.

WADDINGTON.

Lord Granville à Sir Evelyn Baring.

Londres, le 28 avril 1885.

Monsieur,

J'ai eu plusieurs conversations avec l'ambassadeur français pendant ces jours derniers au sujet de la question qui s'est élevée entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement français au sujet de la procédure suivie lors de la suppression du *Bosphore égyptien*, et je me suis mis d'accord avec S. Exc. sur les termes d'un arrangement à intervenir pour le règlement de cette affaire.

Les termes de l'arrangement proposé et accepté par le gouvernement français sont les suivants :

Il est convenu que le Gouvernement français ne désire point couvrir le *Bosphore* ni empêcher qu'il soit traité selon la loi. Il ne soulève donc aucune question relativement à la suppression du journal en tant qu'il ne s'agit pas de la procédure suivie dans cette suppression.

Quant à ce second point, le Gouvernement de S. M., après s'être fait renseigner sur toutes les circonstances qui ont accompagné cette suppression et les avoir mûrement examinées, est d'avis que la clôture de l'imprimerie n'était autorisée par aucune loi. Cette imprimerie doit donc être réouverte immédiatement.

Les officiers de la police égyptienne s'étant conformés aux ordres qu'ils avaient reçus, le Gouvernement français a admis qu'on ne doit pas les considérer comme responsables de leurs agissements vis-à-vis des agents du consulat français, et a abandonné toute demande de châtiement contre eux.

Le Gouvernement de S. M., ayant déclaré qu'il ne déclinait pas sa part de responsabilité dans la décision qui a été prise relativement à la suppression du journal, a fait savoir au Gouvernement français qu'il n'hésitait pas à associer ses regrets à ceux qu'il avait conseillé au Gouvernement du Khédive de lui exprimer au sujet des incidents qui ont accompagné la suppression du *Bosphore*.

Je vous ai fait connaître par plusieurs télégrammes l'essence de cet arrangement et je vous prie de recommander son acceptation à Nubar-Pacha comme offrant une solution équitable et satisfaisante de la question, et de recommander à Son Exc. de faire une visite officielle au représentant de la France, qui se rendra au Caire pour le recevoir. Le Gouvernement français déclare que cette visite sera faite pour exprimer le regret que cause au Gouvernement égyptien la violation du domicile et pour offrir des excuses à raison de l'offense réelle faite aux agents du

consulat de France, dont le titre et la qualité avaient été déclarés et reconnus.

Il vous est loisible d'informer Nubar-Pacha que le Gouvernement de S. M. a des raisons de penser — bien que l'ouverture de l'imprimerie se fasse sans conditions — que le *Bosphore égyptien* ne reparaitra pas de quelque temps et que le Gouvernement français, entre temps, sera prêt à un échange de vues en ce qui concerne l'application des lois sur la presse aux journaux publiés en Egypte par des citoyens français.

M. de Freycinet à M. Saint-René Taillander.

(*Télégramme*).

Paris, le 29 avril 1885.

Aussitôt que l'avis officiel du Gouvernement égyptien vous sera parvenu, vous vous rendrez au Caire pour y recevoir la visite de Nubar-Pacha.

C. DE FREYCINET.

M. Saint-René Taillandier à M. de Freycinet.

(*Télégramme*).

Alexandrie, le 30 avril 1885.

Je me dispose à rentrer au Caire.

Votre Excellence ne m'a donné aucune indication relative à la visite officielle que je devrai faire au Khédive. Elle jugera peut-être opportun de m'envoyer par télégraphe, pour la circonstance, des pouvoirs spéciaux, sous la forme d'une Note que je remettrai à Son Altesse.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. de Freycinet, à M. Saint-René Taillandier.

(*Télégramme*).

Paris, le 1^{er} mai 1885.

J'ai reçu votre dépêche d'hier. Vos relations avec le Gouvernement égyptien ayant été, non point rompues, mais simplement suspendues, vous n'avez besoin ni de pouvoirs spéciaux ni de Note pour les reprendre. Il faut et il suffit qu'aussitôt après la démarche de Nubar-Pacha vous alliez à votre tour rendre visite au Khédive et au Premier Ministre.

C. DE FREYCINET.

M. Saint-René Taillandier à M. de Freycinet.

(*Télégramme*).

Le Caire, le 3 mai 1885.

Je suis heureux de pouvoir annoncer à Votre Excellence que nos relations officielles sont reprises avec le Gouvernement égyptien.

Hier soir, à la gare du Caire, un maître des cérémonies du Khédive m'a souhaité la bienvenue au nom de Son Altesse.

Ce matin Nubar-Pacha, en uniforme, est venu m'exprimer les regrets et les excuses de son Gouvernement. Je l'ai reçu assisté de M. Bailly, de M. Lequeux, de M. Taillet, du commandant et d'un officier du

Seignelay. Le Premier Ministre a prononcé la formule d'excuses convenue. Je me suis hâté de l'interrompre.

L'entrevue a été des plus courtoises. Je me suis rendu aussitôt après chez le Khédive. Le poste du Palais m'a rendu les honneurs militaires. Le Khédive s'est montré sensible au soin que j'ai eu de marquer notre satisfaction et notre désir d'entretenir avec lui de bons rapports.

Je suis allé enfin chez Nubar-Pacha où l'entretien, étranger à la politique, a été exempt de tout embarras.

La réouverture de l'imprimerie aura lieu aujourd'hui à quatre heures par les soins de M. Taillet.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. Saint-René Taillandier à M. de Freycinet.

(*Télégramme*).

Le Caire, le 3 mai 1885.

M. Taillet, en uniforme, a procédé tout à l'heure à la réouverture de l'imprimerie Serrière, en présence du délégué du Gouvernement et d'un piquet de soldats. L'action diplomatique a donc atteint son but.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. Saint-René Taillandier à M. de Freycinet,

(*Télégramme*).

Le Caire, le 5 mai 1885.

M. Giraud se dispose à faire reparaitre *le Bosphore* vers le 20.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

M. de Freycinet à M. Saint-René Taillandier.

(*Télégramme*).

Paris, le 6 mai 1885.

M. Giraud est parfaitement libre de faire reparaitre *le Bosphore* à ses risques et périls le 20 courant comme il vous en annonce l'intention.

C. DE FREYCINET.

M. Saint-René Taillandier à M. de Freycinet.

(*Télégramme*).

Le Caire, le 21 mai 1885.

La réapparition du journal *le Bosphore égyptien* a eu lieu hier sans incident.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Organisation du protectorat de la Tunisie

Décret du 23 juin 1885 (1)

Le Président de la République française,
Vu le décret du 22 avril 1882 ;
Vu les lois des 27 mai 1881 et 9 avril 1884 ;
Vu la loi du 27 mars 1883 ;
Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le représentant du Gouvernement de la République française en Tunisie porte le titre de résident général et relève du ministre des affaires étrangères.

Art. 2. — Le résident général est le dépositaire des pouvoirs de la République dans la Régence. Il a sous ses ordres les commandants des troupes de terre et de mer et tous les services administratifs concernant les Européens et les indigènes.

Art. 3. — Il a seul le droit de correspondre avec le Gouvernement français. Exception est faite pour les affaires d'un caractère purement technique et d'ordre intérieur dans chaque administration française. Ces affaires pourront être traitées directement avec les ministres compétents par les chefs des différents services institués en Tunisie.

Art. 4. — Le résident général communique avec les divers membres du Gouvernement par l'intermédiaire du ministre des affaires étrangères. Il les saisit sans délai de toutes les questions qui intéressent leur département.

Art. 5. — Le décret du 22 avril 1882 est abrogé en ce qu'il a de contraire aux dispositions susénoncées.

Art. 6. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 juin 1885.

JULES GRÉVY.

(1) Il est promulgué dans le *Journal Officiel* du 24 juin.

Ce décret est précédé d'un rapport du Ministre des affaires étrangères ainsi conçu :

Lorsque le Gouvernement de la République a voulu organiser son protectorat dans la Régence, il a dû se préoccuper de choisir une autorité unique pour être dépositaire des pouvoirs que les traités lui avaient reconnus en Tunisie. Il est, en effet, de principe, dans les colonies et dans les pays de protectorat relevant de la France, que les différents services ne doivent pas y être simplement juxtaposés, ni garder la faculté de correspondre isolément avec les ministres français compétents. Dans chaque contrée, un agent d'un rang élevé est investi du droit de communiquer avec le gouvernement central, de le représenter auprès des diverses administrations locales et de prévenir les difficultés, en veillant à ce que chacune d'entre elles ne sorte pas de ses attributions.

C'est ainsi qu'en Algérie, il a été décidé, par décret du 15 mars 1879, que le gouverneur général aurait « sous ses ordres les commandants des troupes de terre et de mer et tous les services administratifs concernant les Européens et les indigènes. »

Les ordonnances du 21 août 1825, du 9 février 1827, du 22 août 1833, etc., ont établi de même pour les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane, de l'Inde, etc., que le gouverneur de chacun de ces pays y serait le représentant suprême du Gouvernement français et serait chargé du « commandement général et de la haute administration. » Une ordonnance de 1869 a conféré les mêmes attributions au commissaire du Gouvernement aux îles Taïti, alors pays de protectorat.

Conformément à ces divers précédents, il fut décidé, en 1882, qu'en ce qui concerne la Tunisie, ces fonctions supérieures seraient confiées au résident. Le décret du 22 avril 1882, tout en rattachant aux départements ministériels français les différentes administrations existant dans la Régence, a fait du résident l'intermédiaire obligé entre les ministères et les « divers services ou établissements institués en Tunisie. » Toute la correspondance devait passer par ses mains et être ensuite examinée, au point de vue politique, par le ministre des affaires étrangères qui se chargeait de la répartir entre ses collègues.

Une pratique de trois années et le développement pris à la suite de nos réformes par certaines branches de l'administration, ont démontré qu'il était nécessaire de préciser les termes du décret du 22 avril et de mieux définir les pouvoirs du résident, tout en supprimant ce qui pourrait conduire à un formalisme excessif. Plusieurs services tendent à prendre une extension considérable et il paraît difficile de leur imposer, pour tous les détails, les lenteurs d'un double intermédiaire. D'autres, et non des moins importants, ont été jusqu'ici, pour des raisons diverses, en partie soustraits au contrôle du résident.

Il conviendrait de distinguer désormais, dans chacune des branches administratives, les affaires d'ordre technique, celles qui constituent le fonctionnement en quelque sorte intérieur et normal du service, des affaires qui présentent une portée politique ou qui exigent le concours de plusieurs administrations différentes. Les premières peuvent, sans inconvénients, être traitées en dehors de l'intervention du résident. Pour les secondes, il est, au contraire, l'intermédiaire désigné, et aucune mesure pouvant engager à un degré quelconque la responsabilité du Gouvernement ne devra être prise sans son approbation préalable.

Des actes tels que des déplacements importants de troupes, des modifications dans l'armée indigène, des règlements ou des décisions touchant à des questions de police et à la sécurité des personnes, des projets de travaux d'intérêt public, des remaniements d'impôts, des changements de circonscriptions administratives, et, en général, toutes les dispositions ayant un caractère permanent et réglementaire ne pourront intervenir sans le concours ou le consentement du résident. Il aura, de plus, vis-à-vis de toutes les administrations de la Régence, un rôle naturel de modérateur, et son intervention opportune préviendra les conflits qui, dans les pays nouvellement soumis à l'influence européenne, tendent souvent à se produire.

Les administrateurs, d'autre part, garderont une indépendance suffisante pour que toutes les mesures de simple exécution puissent être appliquées sans encourir d'inutiles délais. Elle pourront se mouvoir librement dans leur domaine naturel et ne risqueront pas de modifier l'état de choses en vigueur et d'engager indûment l'action du protectorat.

A cette occasion, il paraît convenable, par assimilation au régime que le traité de Hué vient de mettre en vigueur dans l'Annam et le Tonkin, de remplacer le titre de résident par celui de « résident général », mieux approprié à l'étendue et à l'importance des attributions qui sont dévolues à ce haut fonctionnaire.

Si vous adoptez cette manière de voir, je vous prie, monsieur le Président, de vouloir bien revêtir de votre approbation le décret ci-joint.

SUISSE

Circulaire du Conseil fédéral à tous les Etats confédérés concernant la nationalité et le service militaire des Suisses nés en France.

(Du 16 janvier 1885).

Fidèles et chers Confédérés,

Par dépêche du 16 décembre 1884, la légation suisse à Paris a demandé qu'on mette à sa disposition, pour les distribuer aux consuls suisses en France et en Algérie, un assez grand nombre d'exemplaires de notre circulaire du 8 janvier 1875, concernant la *nationalité et le service militaire des Suisses nés en France* (feuille fédérale de 1875, vol. I, pages 44 à 48).

Toutefois, comme, depuis l'année 1875, diverses modifications ont été introduites dans les conditions relatives à cette affaire, nous avons jugé à propos de vous adresser, sur cet objet, une nouvelle circulaire, à laquelle nous annexons un résumé extrait des prescriptions législatives et conventionnelles actuellement en vigueur.

Nous avons donc l'honneur de vous transmettre avec la présente un certain nombre d'exemplaires de ce résumé, que nous avons dressé avec la coopération de notre légation à Paris et qui doit remplacer les indications annexées à notre circulaire susmentionnée du 8 janvier 1875.

Nous vous prions de bien vouloir donner à ce résumé toute la publicité nécessaire, et nous saisissons cette occasion, fidèles et chers Confédérés, pour vous recommander avec nous à la protection divine.

Berne, le 16 janvier 1885.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le Président de la Confédération,
SCHENK.

Nationalité et service militaire des enfants nés en France de parents suisses ou naturalisés suisses

I. *Traité d'établissement du 23 février 1882 entre la Suisse et la France*

ARTICLE 4. « Les ressortissants de l'un des deux pays établis dans l'autre ne seront pas atteints par les lois militaires du pays qu'ils habiteront, mais resteront soumis à celles de leur patrie. Ils seront également exempts de tout service soit dans la garde nationale, soit dans les milices municipales. »

II. *Enfants nés en France de parents suisses nés eux-mêmes hors de France*

1. « Tout individu né en France d'un étranger pourra *dans l'année qui suit l'époque de sa majorité* (c'est-à-dire entre 21 et 22 ans) réclamer la qualité de français, pourvu que, dans le cas où il résiderait en France, il déclare que son intention est d'y fixer son domicile, et que, dans le cas où il résiderait en pays étranger, il fasse sa soumission de fixer en France son domicile, et qu'il l'établisse dans l'année, à compter de l'acte de soumission » (code civil français, article 9).

2. Pourront, même après l'année qui suivra l'époque de leur majorité, réclamer la qualité de français, en faisant la déclaration prescrite par l'article 9 du code civil :

(a) L'individu né en France d'un étranger, s'il a servi ou s'il sert dans les armées de terre ou de mer, ou s'il a satisfait au recrutement en France sans exciper de son extranéité (loi du 22/25 mars 1849);

(b) L'enfant majeur d'un français qui a perdu cette qualité (loi du 14 février 1882);

3. Des facilités sont accordées, pour devenir français, aux mineurs :

(a) Nés en France d'une femme française mariée avec un étranger, si leur mère devient veuve, ou s'ils sont orphelins de père et de mère (lois des 14 février 1882 et 28 juin 1883);

(b) Nés d'un français qui a perdu sa nationalité et l'a recouvrée (articles 17 et 18 du code civil et loi du 14 février 1882).

III. *Enfants nés en France de parents suisses nés eux-mêmes en France*

A teneur de la loi française du 16 décembre 1874, article 1^{er}, « est français tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né, à moins que, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité telle qu'elle est fixée par la loi française (c'est-à-dire entre 21 et 22 ans, *ni plus tôt ni plus tard*), il ne réclame la qualité d'étranger par une déclaration faite, soit devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence (en France), soit devant les agents diplomatiques et consulaires de France à l'étranger, et qu'il ne justifie avoir conservé sa nationalité d'origine par une attestation en due forme de son gouvernement, laquelle demeurera annexée à la déclaration. Cette déclaration pourra être faite par procuration spéciale et authentique. »

Le ministre français de la guerre réclame que l'attestation établissant la nationalité suisse de l'optant soit délivrée par la légation suisse à Paris (à l'exclusion des consulats suisses.)

IV. *Enfants de Suisses naturalisés français*

Les enfants majeurs ou mineurs d'un étranger naturalisé français restent étrangers, s'ils étaient déjà nés au moment de cette naturalisation. Des facilités spéciales sont cependant accordées à ces enfants pour devenir français (lois des 7/12 février 1851, article 2, et du 14 février 1882.)

V. *Enfants de Français naturalisés suisses*

Ces enfants restent français, mais leur appel sous les drapeaux est retardé en France jusqu'à ce qu'ils aient dépassé leur 22^{me} année, et ils peuvent opter pour la Suisse, entre 21 et 22 ans, en remplissant les conditions prescrites par la convention franco-suisse du 23 juillet 1879 (recueil officiel, nouv. série, tome V, page 163) — circulaires du conseil fédéral des 27 juillet 1880, 10 décembre 1880, 14 avril 1882, 19 janvier 1883 et 4 décembre 1883 (feuille fédérale 1880, III. 477 ; IV. 638 ; 1882, II. 226 ; 1883, I. 107 ; IV. 728.)

Circulaire du Conseil fédéral suisse à tous les Etats confédérés, concernant la correspondance directe entre les magistrats suisses et français en matière pénale.

(Du 20 janvier 1885).

Fidèles et chers Confédérés,

Aux termes de l'art. 12 de la convention d'extradition conclue le 9 juillet 1869 entre la Suisse et la France (1) :

« Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des deux gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre état, ou tous autres actes d'instruction, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet, par la voie diplomatique. »

Cette stipulation, dans la pratique, n'est pas spéciale aux commissions rogatoires ; elle s'applique d'une manière générale à toutes les communications échangées entre les autorités suisses et les magistrats français.

Toutefois, on ne saurait méconnaître que l'obligation de recourir à la voie diplomatique est susceptible parfois d'entraîner des lenteurs préjudiciables à la prompt expédition des affaires criminelles. Pour remédier à cet inconvénient, les gouvernements intéressés ont jugé utile de chercher un *modus vivendi* qui conciliât, autant que possible, les intérêts de la justice répressive avec la surveillance dont les gouvernements ne peuvent se départir en matière de relations internationales.

L'art. 12 du traité franco-suisse prescrit, d'une manière absolue, l'usage de la voie diplomatique lorsqu'il s'agit d'actes d'instruction nécessitant l'envoi d'une commission rogatoire ; il ne saurait donc être, à l'égard des actes de cette nature, dérogé aux dispositions formelles qui les concernent. Mais il a paru que, sans porter atteinte au traité, il était possible d'autoriser les magistrats des deux pays à correspondre à l'avenir directement entre eux, en vue d'obtenir l'envoi de bulletins du casier judiciaire et des extraits de jugements en matière pénale. Les gouvernements suisse et français ont également admis que la correspondance directe serait autorisée, dans les cas d'urgence, à charge toutefois par le magistrat expéditeur suisse, d'aviser immédiatement de cette correspondance le département fédéral de justice et de police et, par le magistrat expéditeur français, le garde des sceaux, ministre de la justice.

Il demeure bien entendu, d'ailleurs, que les relations directes échan-

(1) *Archives*, 1870, I, 281.

gées entre les magistrats des deux pays ne pourront jamais, quelle que puisse être l'urgence, avoir pour objet des matières politiques.

Notre circulaire du 22 mai 1883, au sujet de l'interdiction des relations directes entre les autorités suisses et les autorités françaises (feuille fédérale de 1883, II, 902), est modifiée dans le sens du mode de vivre ci-dessus, auquel vous voudrez bien vous conformer dès le 31 janvier 1885.

Quant à l'exigence d'après laquelle les mesures prises dans les cas d'urgence doivent être portées à la connaissance de notre département de justice et de police, elle n'est pas contraire à notre circulaire du 14 janvier 1870 sur la mise à exécution du traité d'extradition franco-suisse, ni à celle, y faisant suite, de notre département précité, du 12 décembre 1874 (feuille fédérale de 1870, I, 60; 1874, III, 897), circulaires auxquelles nous nous référons.

Nous saisissons cette occasion, fidèles et chers Confédérés, pour vous recommander avec nous à la protection divine.

Berne, le 20 janvier 1885.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le Président de la Confédération,

SCHENK.

Circulaire du Conseil fédéral à tous les Etats confédérés, concernant les jeunes gens nés en Suisse de parents étrangers et admis au recrutement dans l'armée suisse.

(Du 5 mai 1885).

Fidèles et chers Confédérés,

Nous avons déjà maintes fois, à l'occasion de questions relatives au droit de cité, fait l'observation que de jeunes hommes nés, il est vrai, en Suisse, mais issus de parents étrangers, étaient admis dans les rangs de l'armée fédérale et faisaient ensuite valoir cette circonstance pour prétendre avoir perdu leur nationalité primitive et acquis la nationalité suisse.

Il va de soi et il ressort des prescriptions constitutionnelles de la Confédération que les citoyens suisses seuls ont le devoir et le droit de faire partie de l'armée fédérale. Abstraction faite des inconvénients qui pourraient en résulter en cas de guerre, il faut éviter le recrutement d'étrangers, parce que les ressortissants de divers Etats perdent leur nationalité par le fait même de leur incorporation dans l'armée d'un autre Etat, sans pour cela être libérés des conséquences qui peuvent atteindre celui qui prend les armes contre sa patrie.

Nous avons cru ne pas devoir négliger d'appeler votre attention sur ces circonstances, et nous vous invitons à donner des instructions sévères pour que, à l'avenir, les citoyens réellement suisses seuls soient inscrits sur les listes de recrutement, en faisant observer expressément que toutes les suites qui pourraient résulter du recrutement d'un étranger

retomberont sur la commune dans laquelle s'est faite la première inscription dans les rôles militaires.

Nous saisissons cette occasion, fidèles et chers Confédérés, pour vous recommander avec nous à la protection divine.

Berne, le 5 mai 1885.

Au nom du Conseil fédéral suisse,

Le Président de la Confédération,

SCHENK.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Le Congrès télégraphique international s'est réuni à Berlin le 10 août.
Voici les propositions que le gouvernement allemand lui a soumises :

Le tarif des télégrammes internationaux pour l'Europe est fixé à 0 fr. 50 par télégramme et 0 fr. 20 par mot.

Pour les télégrammes expédiés par voies souterraines, il pourra être perçu une taxe additionnelle de 0 fr. 10 par mot.

La taxe de transit des télégrammes expédiés par lignes de terre sera de 0 fr. 02 par mot pour la Belgique, la Bosnie et l'Herzégovine, la Bulgarie, le Danemark, la Grèce, le Luxembourg, le Montenegro, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Serbie et la Suisse.

De 0 fr. 04 pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Russie, la Suède et la Turquie.

Cette dernière taxe de 0 fr. 04 pourra être réduite à 0. fr. 2 si les pays qui opèrent le transit le jugent à propos.

Pour les télégrammes sous-marins, la taxe sera de 0 fr. 05 par mot pour une distance de 300 milles, et de 0 fr. 10 pour toute distance dépassant 300 milles.

Dans aucun cas, les taxes de transit par terre et par mer ne pourront être supérieures à celles des tarifs actuellement existants.

FRANCE

1^o Traité de paix avec la Chine

Nous avons rapporté le texte du Traité avec les explications dont le ministre des affaires étrangères l'a fait précéder (*Archives*, 1885, 3, 114.) Dans la séance de la Chambre des députés du 4 juillet, M. Antonin Dubost a donné lecture du rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le Traité et la discussion est venue à la séance du 6. Avant qu'elle ne commençât, le ministre de la guerre a rendu compte des événements qui venaient de se produire à Hué.

« Vous savez, a-t-il dit, que M. le commandant du corps expéditionnaire, qui remplit en même temps les fonctions de résident général de la République française auprès de l'empereur d'Annam, s'est rendu à Hué, le 2 juillet, afin de présenter ses lettres de créance et de régler quelques questions relatives au traité.

Il a amené avec lui un bataillon du 3^e zouaves, et une compagnie de chasseurs. Ces troupes, jointes à l'artillerie et à l'infanterie de marine, occupaient le fort de Thuanan, à l'entrée de la rivière de Hué et une partie de la citadelle de Hué.

Cette citadelle, siège du gouvernement, est située sur la rive droite de la rivière ; elle forme un quadrilatère dont chaque côté a deux kilomètres et dont l'une des diagonales est orientée dans la direction Nord-Sud.

L'angle Nord est la partie occupée par nos troupes ; elle confine au quartier populaire de la ville de Hué appelé Mang-La.

Dans la direction opposée, séparée par la rivière, se trouve la légation française, défendue par un détachement d'infanterie de marine.

Les journées des 4 et 5 juillet se sont passées en pourparlers entre M. le général de Courcy et le Conseil des ministres de l'Annam. Ces pourparlers ont établi, une fois de plus, l'hostilité constante du gouvernement annamite contre la France. C'est ce qui retarda la remise des lettres de créance.

Dans la nuit du 5 juillet, à une heure du matin, les troupes annamites de la citadelle ont attaqué, à la fois, notre casernement dans Mang-La et la légation. Les faits sont relatés dans trois dépêches de M. le général de Courcy, que je vais vous lire intégralement.

Hué, le 5 juillet, 3 h., matin.

« Légation et Mang-La attaqués inopinément à une heure matin par la totalité des troupes de la citadelle ; tout le quartier infanterie de marine en paillottes environnant légation brûlé par fusées incendiaires et mains d'hommes ; bâtiment légation même intact, aucune perte sérieuse.

« Impossible savoir ce qui est advenu au Mang-La, où se trouve le 3^e zouaves. Citadelle est en feu sur plusieurs points ; fusillade et canonnade sont vives ; je suis certain par la direction du feu ennemi est repoussé.

« Ai pu préserver paillottes du télégraphe. Ai donné ordre à Haïphong d'expédier les troupes cantonnées. N'ai aucune inquiétude. »

Hué, le 5 juillet, 11 h., matin.

« La citadelle est en notre pouvoir avec 1,000 pièces de canon. Troupes ont été magnifiques, pleines de confiance. Pertes sensibles. Attaque des Annamites a commencé simultanément à une heure du matin contre la partie de la citadelle occupée par nous et la légation.

« Assaillants, au nombre de 30,000, ont incendié tout d'abord avec fusées tout le casernement en paillottes de Mang-La et celui de l'infanterie de marine de la légation. Tous les effets brûlés ; munitions et vivres sont sauvés. Hôtel légation criblé de boulets.

« Je prends toutes dispositions nécessaires repousser contre-attaque qui pourrait se produire nuit prochaine au moins contre la légation. Soyez sans inquiétude ; mouvements de troupes sont ordonnés pour renforcer la garnison. »

Hué, le 5 juillet, 12 h. 15 matin.

« Confirmation de la possession de la citadelle après attaque inqualifiable de toutes les troupes annamites. Les troupes réveillées au milieu de l'incendie de leurs quartiers et bombardées ont tenu tête ; au jour elles se sont mises en mouvement ; tous les ennemis ont été mis en déroute ; 1,200 à 1,500 cadavres de soldats couvrent le sol ; pertes 60 hommes tués ou blessés.

« Vous donnerai détails demain pour la troupe et la liste des récompenses pour ce fait d'armes tout à l'honneur de nos braves officiers et soldats. Prévenu d'une attaque sur la légation pour cette nuit. Je veille en personne. Tout ira bien. »

« Nous avons en ce moment 35,000 hommes dans le delta du Tonkin sur lesquels 30,000 hommes sont considérés comme absolument disponibles.

Il y a là des forces plus que suffisantes pour faire face aux difficultés du moment.

« J'estime donc, ainsi du reste que le fait pressentir le général de Courcy, que le Parlement et le pays peuvent envisager avec confiance la situation actuelle. J'ajouterai que, d'ailleurs, le Parlement et le pays seront tenus fidèlement par nous au courant de tous les événements qui pourront se produire.

Après cette déclaration saluée par de très vifs applaudissements, la parole a été donnée à M. Freppel sur le projet de loi relatif au traité de Tientsin, mais M. l'évêque d'Angers, estimant que cette discussion ne pouvait avoir lieu utilement après les communications « si graves » faites par le ministre de la guerre, a demandé l'ajournement à jeudi ou à samedi.

M. le ministre des affaires étrangères a répondu qu'il ne voyait aucun rapport entre les événements de Hué et le traité de Tientsin. Celui-ci, a-t-il dit, règle nos relations avec la Chine ; le reste est une affaire entre nous et l'Annam. Puis M. de Freycinet a ajouté :

Si l'honorable évêque d'Angers, en proposant l'ajournement, a voulu faire allusion à un certain état d'esprit qui se serait produit dans cette Assemblée à la suite de la lecture des dépêches que vous venez d'entendre, je dirai que cet état d'esprit ne peut être qu'une noble satisfaction en voyant de quelle manière nos troupes ont soutenu l'honneur du drapeau français.

L'ajournement n'a pas été prononcé et M. Freppel a dû discuter « au fond ». D'après lui, le traité de Tientsin contient une équivoque dangereuse. Il dit, en effet, que la Chine est décidée à ne rien faire qui puisse compromettre l'œuvre de pacification entreprise par la France, et notamment dans ses rapports avec l'empire d'Annam, sous cette réserve que, « bien entendu, ils seront de nature à ne point porter atteinte à la dignité de l'empire Chinois. » Cela ne signifierait-il pas que la Chine demande la reconnaissance de sa suzeraineté sur l'Annam ? Et les « liens traditionnels » dont il a été question plus d'une fois, ne sont-ils pas, en réalité, des liens de vassalité ? S'il en était ainsi, conclut M. l'évêque d'Angers, votre traité définitif ressemblerait fort à un arrangement provisoire, et le paragraphe sur « la dignité » de la Chine constituerait un « nid à conflits, de la graine de coups de fusils et de coups de canon. »

M. de Freycinet a tenu à rassurer M. l'évêque d'Angers. Il n'y a eu dans tout cela qu'une « querelle grammaticale ».

De là des susceptibilités qu'on rencontre en toute circonstance, car, s'il est facile de s'entendre sur les questions d'intérêt, il est souvent très difficile de tomber d'accord sur les questions de susceptibilité.

C'est la trace manifeste des préoccupations des négociateurs chinois de 1884 que vous avez retrouvée dans le traité définitif ; l'empire chinois paraissait craindre de passer pour être tenu en dehors du cercle de ses relations avec l'Annam ; il paraissait craindre que l'Annam pût interpréter sa situation vis-à-vis de la Chine d'une façon blessante pour elle, et il insistait pour qu'il n'y eût rien, dans les rapports entre les deux pays, qui fût pénible pour lui.

Ces préoccupations peuvent nous faire sourire. Ce n'est pas de la diplomatie européenne sans doute ; mais, lorsqu'on traite en Asie, il faut faire de la diplomatie asiatique.

Comme nous voulions éviter toute équivoque, nous avons consenti à insérer dans le traité la clause dont il s'agit, et qui porte que les rapports entre la Chine et l'Annam seront de nature à ne point porter atteinte à la dignité de l'empire chinois. Mais nous avons tenu à ce qu'il fût entendu que cette préoccupation ne pouvait dépasser les limites du traité actuel et que les rapports entre la Chine et l'Annam ne pourraient, dans aucun cas, donner lieu à une violation du traité.

Il résulte de l'ensemble de ces pourparlers et de ces explications que vous ne devez concevoir aucune espèce de crainte. Le lien auquel il est fait allusion

n'est plus qu'un souvenir, et je crois que le mieux est de ne pas étendre une discussion qui pourrait ramener l'attention de la Chine sur un point où elle a cru sa dignité intéressée.

« L'équivoque » dissipée, on est entré dans la discussion générale proprement dite.

M. Lockroy, le premier, a déclaré qu'il voterait le traité, parce que ses amis et lui ont toujours désiré « voir la fin de cette triste aventure ». Ils voteront d'autant plus volontiers que c'est leur politique qui triomphe, et ils ne marchandent pas les remerciements « au gouvernement actuel qui, par des négociations si heureuses et si habiles, a mené à bien cette entreprise ». Quant au fruit de cette longue campagne militaire et diplomatique, quant au Tonkin lui-même, M. Lockroy n'en pense pas grand chose, il n'en pense même rien. Mais n'importe, le traité est le bien veu.

M. Georges Perin est de l'avis de M. Lockroy, à cela près qu'il estime que les négociations, « si habilement et si heureusement conduites », l'ont été en réalité fort mal — par le gouvernement précédent. Aussi bien l'orateur aurait-il voulu, pour sa part, que, « comme préface au traité », on parlât un peu du passé, qu'on examinât notamment les opérations militaires antérieures. Cependant, il s'incline devant la décision de la commission et se borne à faire « beaucoup de réserves » et sur les termes mêmes du traité et sur les avantages qu'il peut nous assurer. Il estime, d'ailleurs, que la Chambre, que le pays auront à réfléchir, et qu'ils poseront soigneusement les avantages et les inconvénients d'une occupation définitive du Tonkin avant de prendre une résolution sans retour.

M. Georges Perin n'avait dirigé contre le Cabinet précédent qu'une attaque tout indirecte. M. Clémenceau lui a, au contraire, jeté le gant.

J'ai lu avec attention toute la partie du rapport qui s'explique sur la politique coloniale ; ces explications, nous les attendions depuis longtemps. Pour bien faire, il n'aurait pas fallu attendre pour les donner que des centaines de millions eussent été dépensés, que des milliers de soldats fussent morts ; il aurait fallu les apporter à la tribune avant le commencement des opérations.

Sous un régime républicain, lorsqu'un homme d'Etat a de si hautes conceptions et veut se lancer dans de si grandes entreprises, qui nécessiteront des dépenses de plusieurs centaines de millions et où l'on jettera 33,000 hommes (c'est le chiffre qui a été donné par M. le ministre de la guerre), il devrait en soumettre préalablement au Parlement le plan et le but.

.....
Pour se rendre compte de la situation dans laquelle nous place ce traité, il suffit de comparer le ton belliqueux des orateurs qui sont venus défendre à la tribune l'entreprise du Tonkin avec le ton sur lequel on nous demande aujourd'hui de mettre notre signature au bas de ce traité de paix.

Les temps sont bien changés ! Vous souvenez-vous du temps où le gouvernement vous disait, après Bac-Lé, qu'il y avait là une trahison, que ces choses-là se payaient ? Tout le monde croyait que cela voulait dire que la Chine payerait, et il se trouve que c'est la France qui paye !

La Chine offrait alors l'exécution du traité de Tientsin, c'est-à-dire la pleine et entière possession du Tonkin et 3,500,000 fr.

Or, le gouvernement français avait commencé par demander 250 millions d'indemnité ; puis on avait discuté, on a fait des concessions, on avait marchandé dans je ne sais quelle boutique le prix du sang de nos soldats.

Aujourd'hui, où sont ces millions ? Et s'ils ne sont représentés par rien dans le traité qui vous est soumis, je vous demande où nous a conduits l'obstination présomptueuse de ceux qui ont dépensé 360 millions et fait couler le meilleur du sang de nos soldats ?

M. Clémenceau se plaint, d'autre part, qu'on sache moins que jamais à quoi s'en tenir sur la triste affaire de Lang-Son. On a dit que la Chambre avait été

affolée par cette affaire ; mais le ministre de la guerre n'a pas demandé la parole ; s'il y a eu quelqu'un d'affolé, ce n'est pas la Chambre, c'est celui qui ayant assumé d' « effroyables responsabilités » s'est trouvé en présence de dépêches tellement alarmantes, que, pour la première fois peut être, et sans prendre la peine d'y réfléchir, il les a jetées tout entières à la Chambre et au pays.

M. Clémenceau conclut que c'est une paix que nous subissons, et il n'est pas même prouvé que nous ayons brisé le lien qui unissait l'Annam et la Chine ; mais, s'il en est ainsi, ce n'est pas la faute du parti républicain qui a été trompé. Ce n'est pas tout que de signer cette paix nécessaire, que fera-t-on du Tonkin ? Il se pose à ce sujet toute une série de questions que le gouvernement devra examiner ; il faut préparer une solution à soumettre à la Chambre future pour que le pays puisse se prononcer sur l'occupation définitive du Tonkin.

M. le rapporteur Dubost a déclaré qu'il n'avait pas à intervenir dans un débat rétrospectif et nécessairement stérile. Aussi n'a-t-il parlé que de l'avenir du Tonkin, qui lui apparaît comme des plus brillants : avant peu, on verra les frais de l'occupation couverts et au-delà par les revenus du pays, et le traité servira aussi bien les intérêts du commerce et de l'industrie que les intérêts généraux de la France.

M. Raoul Duval, beaucoup moins optimiste, calcule que, « comme entrée de jeu », le Tonkin nous a déjà coûté 500 millions au bas mot. A cette première mise de fonds, qu'il considère comme un capital perdu, il faut joindre les dépenses annuelles d'occupation — au minimum 50 millions et non 10 millions, comme le dit M. Antonin Dubost dans son rapport. Or, retrouvera-t-on ces avances, retrouvera-t-on seulement l'intérêt du capital avancé ? En aucune façon ! Le pays est insalubre, impraticable, peu productif, quoi qu'on en ait dit, et ne constitue ni un débouché pour notre commerce d'exportation, ni un aliment pour notre commerce d'importation. « En somme, conclut M. Raoul Duval, nous n'aurons retiré de cette expédition « ni gloire ni profits ».

La discussion a été close par une courte déclaration de M. le ministre des affaires étrangères.

Au moment où le débat touche à son terme, a dit M. de Freycinet, je ne voudrais pas que la Chambre votât le traité sous l'impression de certaines paroles que vous venez d'entendre et qui, j'en ai la conviction, ont dépassé la pensée de leurs auteurs.

On a dit que le traité n'était pas clair et qu'il laissait subsister une situation équivoque et dangereuse. J'ai répondu dans une interruption à M. Clémenceau, dont je connais d'ailleurs le patriotisme, en déclarant hautement que la question de suzeraineté de la Chine était définitivement tranchée. Le tribut dont il parle n'existe plus : il n'est pas, il ne sera pas revendiqué. La Chambre peut donc bannir toute préoccupation de ce côté. Si, sur les autres points, le traité ne réalise pas toutes les espérances que l'on avait conçues, il ne faut pas cependant l'envisager comme constituant pour la France une sorte d'humiliation. La situation de la France peut s'avouer hautement. Nous ne l'avons pas subi. Nous l'avons accepté sans nous dissimuler à la suite de quels événements il est intervenu, parce que nous avons cru qu'il était conforme à la dignité, à l'honneur et à l'intérêt de la France.

C'est dans cet ordre d'idées que nous vous demandons de le voter, avec la certitude qu'il ne contient aucune obscurité, qu'il ne donne lieu à aucune équivoque.

Tâchons de faire trêve à nos récriminations sur des événements qui ont été souvent glorieux pour nos armes et quelquefois malheureux. Oublions le passé. Nous sommes, à l'heure qu'il est, maîtres incontestables d'un territoire important, quelle que soit l'opinion que l'on ait sur ses ressources. Ce territoire nous

a rendus voisins d'un grand empire avec lequel nous sommes appelés à avoir des rapports d'amitié et de commerce.

Notre intérêt y trouvera des satisfactions, et j'ajoute que la civilisation du monde n'aura pas à s'en repentir.

Personne, d'ailleurs, ne songeait à refuser le vote du traité en lui-même, et c'est à mains levées que le projet de loi a été adopté.

La discussion du Traité est venue au Sénat dans la séance du 16 juillet; elle a été très animée et a donné lieu de revenir sur les faits qui ont amené l'expédition du Tonkin et le conflit avec la Chine.

M. le marquis de l'Angle-Beaumanoir venait de critiquer certains points du traité soumis à la ratification du Sénat et de présenter quelques considérations générales sur la politique extérieure républicaine; le rapporteur, l'honorable M. de Marcère, lui avait répondu très nettement, à la satisfaction de la plus grande partie de l'assemblée, lorsque M. l'amiral Peyron, membre du précédent cabinet, qui avait été mis en cause par diverses allusions, a demandé la parole. Le débat a pris aussitôt une tournure particulière, et l'attention du Sénat a été vivement excitée. On avait dit qu'il y a un an, en juillet 1884, au lendemain de l'incident de Bac-Lé, la Chine nous offrait une paix meilleure que celle que nous avons aujourd'hui, et que le cabinet Ferry avait refusé de la faire, bien que la Chine accordât trois millions et demi d'indemnité. C'a été, d'ailleurs, le grand argument qu'a fait valoir M. Clémenceau à la Chambre des députés, lors de la discussion du traité. L'ancien ministre de la marine a répondu en ces termes qui ont été vivement applaudis :

Je l'affirme a dit l'amiral Peyron, jamais la Chine ne nous a offert d'indemnité; vous pouvez en avoir la preuve dans la dépêche de M. Patenôtre.

Les trois millions 500,000 francs, non d'indemnité, mais de secours pour les familles des victimes de Bac-Lé, ont été un moment accordés par les plénipotentiaires, mais depuis nous avons su que les mandarins avaient été vivement blâmés par le gouvernement chinois, qui avait désapprouvé et retiré cette concession.

D'ailleurs, messieurs, pouvions-nous accepter ce secours de 3,500,000 francs au moment des événements de Bac-Lé? (Très bien! et applaudissements à gauche).

Le sang versé dans le guet-apens de Bac-Lé pouvait-il se payer avec de l'argent? (Nouvelle approbation.)

On dit que la Chine avait alors reconnu le traité de Tien-Tsin.

Je vous en donne ma parole, messieurs, si nous avions été convaincus que ce traité dût être à ce moment accepté par la Chine, nous aurions essayé de décider le président du conseil, et sans doute nous aurions réussi à traiter à ce moment et sur ces bases. (Très bien! à gauche.)

M. BUFFET. — Cela résulte des dépêches.

M. L'AMIRAL PEYRON. — C'est une erreur.

Rappelez-vous, messieurs, que lorsque le 15 juillet on prétendait que la *Gazette de Pékin* contenait ce décret d'approbation, ce qui n'était pas exact, on se trouvait au jour même où l'amiral Courbet entra à Fou-Tcheou.

Il fallait donc, devant cette promesse, et nous étions payés pour ne pas avoir confiance dans ces sortes de promesses, il fallait envoyer notre escadre en dehors des eaux de la Chine. C'était la première condition que la Chine mettait à une acceptation, et elle ne pouvait être qu'illusoire et décevante. Elle ne songeait alors qu'à gagner du temps pour réunir ses forces.

La suite des événements a confirmé le peu de confiance que nous inspiraient des démonstrations intéressées et sans sincérité.

La preuve en est que, lorsque M. l'amiral Courbet était à Ke-Lung, les Chinois nous ont offert de nouveau de reprendre ce traité. Et le gouvernement anglais, avec une parfaite courtoisie, nous a fait observer que dans ce traité nous étions traités de vainqueur à vaincu et non d'égal à égal, et qu'on nous

accordait une zone de terre de beaucoup inférieure à celle que nous réclamions.

Si nous avons obtenu plus tard l'exécution du traité dans les conditions stipulées par nous, c'est après de nombreux succès, alors que les Chinois eux-mêmes avaient reconnu qu'ils avaient intérêt à revenir au traité de Tien-Tsin. (Très bien ! et applaudissements à gauche et au centre).

Nous avons trouvé la France engagée. Nous avons cherché à la dégager à son honneur et à son profit. Une telle tâche n'avait pas besoin de dissimulation. Eh bien ! je déclare que nous n'avons jamais changé le texte d'aucune des dépêches, nous avons cru ne pas devoir les donner entières, et peut-être aurions-nous dû nous montrer encore plus réservés, car il était plus facile d'en dire trop que d'en dire assez et nous ne pouvions oublier le parti que l'ennemi tirait de ces renseignements ; mais, sur mon honneur de soldat, je le répète, nous n'avons jamais caché de faits essentiels, de faits dont nous puissions être certains, ni menti comme on a osé nous en accuser. (Très bien et applaudissements prolongés.)

M. Buffet a saisi l'occasion qui s'offrait à lui de diriger quelques critiques non seulement contre la conduite du précédent cabinet, mais aussi contre le traité lui-même ou du moins contre quelques-unes de ses dispositions. En dépit des explications fournies par M. l'amiral Peyron, l'orateur de la droite a maintenu cette affirmation que le ministère Ferry pouvait signer la paix, avec indemnité, en juillet 1884. Ce fait ressort, a-t-il dit, des dépêches du Livre Jaune. Il s'est livré ensuite à une discussion minutieuse des articles du traité actuel, prétendant, d'une part, qu'il ne supprime pas d'une façon explicite la suzeraineté de la Chine sur l'Annam, et, d'autre part, que les avantages commerciaux qu'il nous offre sont illusoire. Il a exprimé, d'une manière générale, la crainte que le traité ne mit fin que provisoirement à l'état de guerre, et n'ouvrit, par ses dispositions mêmes, une ère nouvelle de difficultés avec la Chine. Un seul article, a-t-il dit, portant que les hostilités ont cessé d'exister entre la France et l'empire chinois, sans autres dispositions, ferait bien mieux l'affaire.

Toutes ces considérations et ces critiques, présentées avec la vigueur de raisonnement et l'art que M. Buffet apporte toujours dans sa discussion, avaient produit une certaine impression et excité de vifs applaudissements du côté droit de l'assemblée. Mais cette impression s'est peu à peu dissipée, grâce aux explications claires et précises que M. de Freycinet s'est empressé de fournir à M. Buffet avec son talent habituel. Aussi la majorité ne lui a-t-elle pas ménagé les applaudissements.

L'honorable ministre a expliqué qu'il eût été difficile, impossible même, de faire admettre par la Chine une renonciation nette, déposée dans une formule, au droit de suzeraineté ; car elle aurait cru, en y consentant, se diminuer aux yeux de ses populations. Mais nous avons une renonciation de fait, la Chine a pris l'engagement de faire respecter l'ordre à ses frontières, et de ne jamais faire franchir par ses troupes la frontière qui la sépare de l'Annam et du Tonkin ; en un mot, de ne se jamais mêler des affaires de ces deux colonies. C'est la renonciation importante, c'est la chose qu'il fallait obtenir et que nous avons obtenue. Cela résulte des dépêches qui ont été échangées pendant les négociations entre les deux gouvernements et des dispositions du traité lui-même.

M. de Freycinet s'est expliqué, à la satisfaction du Sénat, sur le côté commercial du traité, si fort raillé par M. Buffet, et, à cette occasion, a dit en termes excellents de quelle façon, selon lui, nous devons nous efforcer de consolider notre possession, non en entretenant la défiance, mais en développant les rapports d'amitié, de confiance réciproque et de civilisation. C'est là l'idéal, mais l'avenir du Tonkin est là. Nous croyons devoir donner d'après le compte-rendu analytique toute cette partie du discours de M. de Freycinet, que la gauche a fort applaudie :

Il y a un autre article qui a été l'objet de critiques faciles de la part des orateurs qui se sont succédé à cette tribune, et aussi dans l'autre Chambre, c'est l'article relatif à cette fameuse construction de routes et de chemins de fer.

Je ne crois pas nécessaire de rassurer le Parlement sur les conséquences de cette clause. C'est là une énonciation théorique qui n'a rien d'obligatoire juridiquement.

Mais n'est-il pas évident, messieurs, que nous serons appelés à construire des routes et des chemins de fer au Tonkin? Cet acte matériel est dans nos prévisions.

Si nous devions, en effet, laisser les choses dans le même état au Tonkin, il aurait été préférable de n'y pas aller.

M. BATBIE. — C'est le chemin de fer de Bafoulabé!

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Nous ne sommes pas au Sénégal, mais au Tonkin, pour le moment. Parlons du Tonkin. Eh bien, cette clause, dont l'exécution n'a pas de date précise, avait pour but, et j'espérais que vous l'auriez deviné, d'en amener une seconde, contenue dans le deuxième paragraphe de cet article 7.

Le deuxième paragraphe dit que, lorsque la Chine aura résolu de construire des voies ferrées, il est entendu qu'elle s'adressera à l'industrie française.

Là-dessus on objecte que la fin de ce même paragraphe porte que cette clause ne peut être considérée comme constituant un privilège exclusif en faveur de la France.

A-t-il pu venir à l'esprit de personne, même en admettant que la Chine soit sous notre entière domination, qu'il fût possible de lui imposer de se fournir exclusivement chez nous et de subir toutes les conditions, sous peine de renoncer à son œuvre?

Pourquoi donc avons-nous inséré cette clause? C'est, messieurs, par une considération politique; je dirai même de haute politique.

Il était à craindre qu'à la suite de cette guerre qui a duré deux ans et demi, par la volonté de la Chine principalement, qu'elle ne gardât contre nous des ressentiments, des griefs, des rancunes qui auraient entretenu entre les deux pays un état de défiance, et alors nous avons déposé dans ce traité une affirmation.

Nous avons voulu dire qu'après ces deux années de guerre acharnée ces deux pays comptaient se rapprocher par des intérêts pacifiques.

Nous établissons par là un lien dans l'avenir entre la Chine et nous.

Car c'est ainsi que nous devons envisager le Tonkin.

Si nous le considérons comme une simple occupation militaire, avouez que cette opération ne serait pas très profitable.

Mais si, au contraire, nous unissons la Chine à nous par le commerce, par l'industrie, par les intérêts de la civilisation, je dis que l'avenir du Tonkin est assuré.

Et pour aboutir à ce résultat il fallait inspirer confiance à la Chine, il fallait mettre à profit l'estime réciproque qui a suivi la guerre, car, si de notre côté nous avons appris à apprécier la puissance de cet empire, du sien, la Chine a appris de nous une foule de procédés qu'elle pourra mettre au service du progrès et de la civilisation.

Eh bien, je crois qu'en agissant ainsi nous assurons le développement et la sécurité de notre possession, qui ne peut vivre et grandir que par le commerce, l'industrie, et non par la guerre continue.

Je crois que, tant que la France gardera cette colonie, et dans ma pensée je crois qu'elle doit la garder indéfiniment (Mouvement), je crois qu'elle est obligée de se rapprocher du grand empire chinois, avec lequel elle doit entrer en relations suivies, au lieu de s'isoler et de rester dans l'extrême Orient à l'état de campement provisoire.

Trois grandes puissances sont établies là-bas : la Russie, l'Angleterre, l'Allemagne, il faut que nous soyons la quatrième de ces grandes puissances.

Je suis convaincu qu'en se plaçant à ce point de vue tous ces périls que vous entrevoyez pour l'avenir se trouveront facilement dissipés.

Je crois que, par une sage application du traité, par les rapports de bonne amitié, de bon voisinage, d'estime réciproque, qui s'établiront entre nous et la Chine, ainsi que les autres puissances voisines de nos nouvelles possessions en extrême Orient, la situation s'apaisera, s'éclaircira mieux que par l'influence d'un grand déploiement de forces militaires impliquant la défiance et l'hostilité. (Vives marques d'approbation et applaudissements.)

Il n'y avait pas à insister davantage sur un traité, dont le vote ne faisait aucun doute. Quand M. le ministre des affaires étrangères eut terminé son discours, M. Tirard a demandé la parole pour relever les accusations dirigées par M. Buffet contre la politique suivie par le précédent cabinet. L'ancien ministre des finances a revendiqué hautement sa part de responsabilité dans toute cette affaire; il l'a fait en termes qui ont soulevé les protestations de la droite, mais ont provoqué de nombreux et vifs applaudissements à gauche :

Le traité était négocié peu de temps après l'incident de Bac-Lé; or, la première condition de la Chine, c'était que l'amiral Courbet abandonnerait toutes les positions militaires que nous avions occupées, et il eût été fâcheux à ce moment d'accepter une semblable condition, et voici pourquoi nous occupions ces positions militaires : c'était précisément afin d'obliger la Chine à tenir désormais ses engagements. M. Buffet a ajouté, à ce sujet, qu'il partageait complètement cette opinion émise par un orateur à la Chambre des députés, c'est que, s'il était difficile d'abandonner le pays occupé par nous, il était bien facile de ne pas y aller.

Je regrette d'avoir à faire remarquer que M. Buffet n'a pas eu toujours cette opinion, car le député dont il s'agit est le seul qui se soit opposé, dans l'Assemblée nationale, au traité de 1874 présenté par M. le duc Decazes, alors ministre des affaires étrangères, et c'est précisément à la suite de ce traité de 1874 que toutes les difficultés se sont produites successivement, et, si nous sommes allés en Chine, c'est pour faire honneur à votre signature. (Applaudissements à gauche.)

M. BUFFET. — Comment ! à ma signature !

M. TIRARD. — Le traité de protectorat de 1874 fut présenté par M. le duc Decazes, alors ministre des affaires étrangères, au nom d'un ministère dans lequel, je crois, se trouvait M. Buffet. (Réclamations à droite.)

M. BUFFET. — Je n'étais pas ministre; j'étais alors président de l'Assemblée nationale.

M. TIRARD. — Mais les ministres étaient du moins tous vos amis... (Bruit en sens divers.)

Enfin les armes, l'honneur de la France étaient engagés et nous avons dû les soutenir. (Très bien ! très bien ! à gauche.)

L'honorable M. Buffet a raillé les conditions commerciales du traité et a prétendu que nous n'aurions jamais dû, dans notre intérêt, nous établir au Tonkin; or, une des clauses du traité de 1874, c'était la liberté de navigation sur le fleuve Rouge pour un intérêt commercial : si nous avons eu des illusions, on voit qu'elles ont été partagées par nos prédécesseurs. (Rires et approbation à gauche.)

Sans doute, le protectorat pourra nous coûter encore de l'argent, mais on ne parviendra pas à rendre le gouvernement de la République responsable du début de l'affaire. (Applaudissements à gauche.)

Venir nous reprocher d'avoir fait honneur à la signature que vos amis avaient apposée au bas du traité de 1874, non, c'est une reproche qui est inconcevable ! Et, loin de répudier la solidarité qui m'unit au précédent cabinet, j'ajoute que, si ce cabinet est tombé, il est tombé dignement et avec la conscience d'avoir accompli son devoir. (Double salve d'applaudissements à gauche.)

M. Buffet a protesté contre cette prétention de faire remonter toutes les con-

séquences de l'expédition du Tonkin au traité de 1874. La droite l'a vivement soutenu, mais l'opinion de la grande majorité du Sénat était faite. M. Chesnelong a essayé de réveiller le débat en reproduisant cet argument que le précédent cabinet avait pu faire la paix dans de meilleures conditions qu'aujourd'hui et qu'il ne l'avait pas faite. Effort inutile. On n'a pas répondu à M. Chesnelong. Tout le monde considérait le débat comme clos, et M. Léon Renault, au moment du vote sur l'article unique du projet de loi, s'est borné à faire appel à l'union et à la conciliation dans un intérêt patriotique :

Pour avoir été préparé par des mains diverses, a dit M. Léon Renault, l'œuvre que nous avons à ratifier n'en est pas moins bonne. Il ne s'agit pas ici d'une stérile querelle de parti à parti ou de coterie. Unissez-vous donc dans un même sentiment national pour voter un traité qui est un grand service rendu à la patrie. (Très bien ! et applaudissements à gauche.)

Le traité a été adopté à l'unanimité de 246 votants.

Le nouvel ambassadeur de Chine à Paris, Hsu-King-Tchang, a présenté le 27 juillet, à deux heures et demie, ses lettres de créance au Président de la République.

Voici le discours prononcé par l'ambassadeur de Chine :

Monsieur le Président,

Par ordre de S. M. l'Empereur de Chine, mon auguste souverain, j'ai l'honneur de remettre entre vos mains les lettres de créance qui m'accréditent auprès de vous en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

Les circonstances douloureuses qui ont momentanément assombri les rapports entre les deux pays ont dû retarder la présentation de ces lettres.

Mais aujourd'hui que le traité de paix intervenu entre la France et la Chine a rétabli toutes les anciennes relations d'amitié, mon gouvernement, désireux de témoigner la satisfaction qu'il en éprouve, m'a ordonné de me rendre immédiatement dans la capitale de la France et d'affirmer la sincérité de ses bonnes intentions.

Cette mission que j'aurais pu croire au-dessus de mes forces, en raison même de sa délicatesse, je l'ai acceptée avec empressement, parce que je savais d'avance pouvoir compter sur votre bienveillant appui, ainsi que sur les sympathies de votre gouvernement.

J'ose donc espérer, Monsieur le Président, que vous partagerez les mêmes intentions que celles de mon auguste souverain et serez convaincu que notre désir le plus ferme est d'assurer une paix durable, bienfaisante, entre les deux nations.

Le Président de la République a répondu en ces termes :

Monsieur le Ministre,

La France ne peut que se féliciter, comme la Chine, du rétablissement de nos anciennes relations d'amitié qui vont devenir, en outre, des rapports de bon voisinage, au commun avantage des deux pays.

En venant inaugurer avec nous cette ère nouvelle, vous pouvez être assuré, Monsieur le Ministre, de toutes les sympathies du gouvernement français.

2^e Projet d'Union internationale pour la protection de la propriété littéraire

A la séance du Sénat du 31 juillet, M. Bardoux a appelé l'attention du Ministre des affaires étrangères sur la conférence internationale qui va se réunir à Berne au mois de septembre suivant. Il s'est exprimé ainsi :

Vous savez, Messieurs, que la France fournit à l'Europe entière des produits de son imagination. L'intérêt à débattre à Berne est donc un intérêt surtout

français. Littérature de toutes sortes, romans, théâtre, revues, œuvres et productions artistiques de tous genres, tout est traduit, imité, copié et travesti, la plupart du temps sans profit pour nos écrivains et nos artistes.

Les associations littéraires françaises se sont émues et je dois reconnaître que dans la première conférence qui a eu lieu, M. le Ministre des affaires étrangères a donné à ses agents des instructions très-libérales. Cela était d'autant plus facile à M. le Ministre des affaires étrangères actuel, qu'il est l'auteur du type même de ces conventions, de la convention franco-espagnole.

Deux questions importantes vont être soulevées à la conférence de Berne. D'abord la question de traduction. Il s'agit de savoir si les traductions ne sont pas une forme de la propriété et s'il n'y a pas assimilation complète entre la traduction et le droit de propriété littéraire lui-même.

Les représentants du gouvernement français ont rencontré des résistances pour faire triompher cette idée, et dans les documents diplomatiques français, je lis ceci :

« Les délégués français, au nom de leur Gouvernement, ont déclaré qu'ils maintenaient le système de l'assimilation complète de la traduction à la reproduction proprement dite. C'est pour eux un principe doctrinal. Et la reconnaissance n'en est plus retardée que par des préventions dérivant de l'ancienne idée du droit d'aubaine. — Ils réservent expressément la décision ultérieure de leur Gouvernement. »

Il y a un second point qui mérite également l'attention de M. le Ministre des affaires étrangères, c'est le droit d'adaptation. Vous savez que ce droit consiste à couper dans une œuvre ou à en prendre le cadre, l'idée, le plan, si je puis m'exprimer ainsi, et à en faire une œuvre nouvelle.

Un homme très distingué dont je puis citer le nom, M. Forgues, s'était fait une spécialité de l'adaptation, et il avait publié ainsi dans la *Revue des Deux Mondes* la plupart des romans de Charles Dickens et de Currer Bell.

Ce travail d'adaptation se fait partout à l'étranger sur des pièces de théâtre, sur des romans et des œuvres d'art.

La question s'est élevée de savoir s'il n'y a pas là une contrefaçon.

Les délégués français ont défendu avec une extrême énergie les droits absolus de nos artistes et de nos écrivains.

Je viens donc prier M. le Ministre des affaires étrangères — s'il n'y voit pas d'inconvénient — de vouloir bien se renseigner et de voir s'il ne jugerait pas opportun de maintenir vis-à-vis de nos agents les instructions que ses prédécesseurs et lui-même avaient déjà données ou inspirées; je suis, d'ailleurs, certain que M. de Freycinet se souviendra particulièrement de cet article 3 de la convention franco-espagnole qui est ainsi conçu :

« Les auteurs de chacun des deux pays jouiront dans l'autre pays du droit exclusif de traduction sur leurs ouvrages, pendant toute la durée qui leur est accordée pour le droit de propriété sur l'œuvre en langue originale. »

Ce sont des clauses libérales, qui sont protectrices des droits des écrivains français, que je viens recommander à toute la sollicitude de M. le Ministre des affaires étrangères, au moment où l'instrument qui unifie toutes les conventions internationales va être débattu et examiné à Berne. (Très bien ! très bien !)

M. DE FREYCINET, ministre des affaires étrangères. — Les questions que vient de soulever l'honorable M. Bardoux sont des plus intéressantes, et le Sénat peut être assuré que je tiendrai le plus grand compte des judicieuses observations qu'il a présentées. (Très bien ! très bien !)

3° Différend douanier avec la Roumanie

Nous donnons ci-après le rapport fait par M. Drumel à la Chambre des députés, qui expose très nettement les causes du différend :

Messieurs,

Le gouvernement vient de saisir la Chambre d'un projet de loi par lequel il sollicite l'autorisation de frapper d'un droit pouvant s'élever à 50 0/0 de la valeur les produits d'origine ou fabrication roumaine, importés directement ou indirectement en France. Cette mesure se rattache au vote d'une loi roumaine du 18 mars 1885, dont l'application aux produits français importés en Roumanie, équivaut à une véritable prohibition, et qui remet en vigueur le tarif général du 16 mai 1876 aggravé. A l'époque où parut ce tarif, la France obtint de la Roumanie une convention soumettant ses importations au traitement de la nation la plus favorisée. Cette convention, dont les effets étaient limités à une durée de neuf mois, fut prorogée en 1877 pour une nouvelle période de neuf mois. Puis elle fut remplacée par la loi du 28 juillet 1878 actuellement en vigueur; cette loi accorde à la France, comme à tous les pays qui entameront des négociations avec le gouvernement roumain, le traitement de la nation la plus favorisée.

En voici du reste les principales dispositions :

« Article premier. — Les droits de douane à l'importation sur les produits du sol ou de l'industrie des pays avec lesquels la Roumanie n'a pas de convention de commerce, seront perçus conformément au tarif établi sur la base de la convention de commerce du 11 juin 1875 entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie avec une surélévation de 15 0/0 sur ces droits.

« Les droits à la sortie, les exemptions et les prohibitions seront appliqués conformément à ce tarif. . .

« Art. 2. — Les pays dont les gouvernements ont déjà signé des conventions avec le gouvernement roumain, ou qui entameront des négociations en vue de la conclusion de conventions, bénéficieront immédiatement des avantages de l'Etat le plus favorisé. La présente loi sera mise en application, le 1^{er} août 1878, date à laquelle le tarif général du 16 mars 1879 sera abrogé. »

Depuis 1878, la France a joui, sans la moindre contestation, des avantages accordés à la nation la mieux traitée. A ce régime, la loi du 18 mars 1885 en substitue un autre, dont la gravité ne peut échapper à personne. Cette loi nouvelle dispose :

« Article premier. — La loi du 25 juillet 1878 est et reste abrogée.

« Art. 2. — Jusqu'à la promulgation d'un nouveau tarif général pour les droits de douane, le tarif autonome du 16 mai 1876 sera mis en application.

« Le gouvernement a la faculté de modifier la composition et la classification des articles, de remplacer les taxes *ad valorem* par des taxes spécifiques sur les poids et d'augmenter les droits fixés par ce tarif jusqu'au maximum de 50 0/0 sur la valeur des marchandises pour tous les articles qui sont taxés sur une base inférieure à ce chiffre. Aucune modification ne peut être introduite dans la taxation des articles que le tarif autonome a déjà imposés sur une base supérieure au chiffre de 50 0/0 *ad valorem* . . .

« Art. 4. — Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1^{er}/13 juillet 1885.

Par un arrêté du ministre des finances, qui vient de paraître au *Moniteur officiel roumain*, les marchandises expédiées de France en Roumanie avant le 10 juillet et arrivées en Roumanie avant le 9 août, seront soumises à l'ancien tarif conventionnel.

La situation faite à notre commerce en Roumanie, par l'application de ces nouvelles mesures, sera des plus défavorables : elle a été signalée au gouvernement par une pétition des négociants français établis en Roumanie (pétition de mars 1885), et par la chambre de commerce de Marseille dans trois pétitions qui portent les dates des 20, 29 juin et 1^{er} juillet 1885. Dans l'une d'elles, la chambre de commerce insiste sur ce fait que la loi du 18 mars consacre une véritable prohibition pour les produits français, et elle demande une mesure analogue pour les produits roumains. Les droits nouveaux varient en effet entre

30 et 160 0/0 de la valeur, et ceux qui sont inférieurs à 50 0/0 pourront être majorés. Ils porteront sur des importations dont le chiffre s'est élevé, en 1882, à près de 8,000,000 de francs, et qui comprenaient surtout des produits fabriqués.

Le gouvernement français a fait de vains efforts pour éviter à notre commerce d'exportation l'application de ces nouveaux droits. Si après la loi de 1878 il n'a pas entamé des négociations pour arriver à la conclusion d'un traité avec la Roumanie, c'est parce qu'à cette époque on préparait en France la révision du tarif général. Ce n'est que plus tard qu'on a songé à négocier avec la Roumanie comme avec les autres Etats. Des notes officieuses furent échangées à cet effet. A la fin de décembre 1884, M. Lavertujon, représentant de la France à la Commission internationale du Danube, profita de ses relations avec plusieurs membres du cabinet roumain pour entamer des négociations.

Il prépara plusieurs projets de traités, un traité de commerce et de navigation, une convention consulaire, un traité d'extradition, un arrangement pour la protection de la propriété littéraire, industrielle et artistique, et une convention pour les marques de fabrique. Ces divers projets furent transmis au gouvernement français; par une dépêche du 27 janvier 1885, le ministre des affaires étrangères en accuse réception et annonce à M. Lavertujon qu'il va recevoir des pouvoirs spéciaux pour faire un traité provisoire.

Par une lettre du 28 janvier, le gouvernement français indique que les projets devront subir des modifications, qui pourront retarder la conclusion des traités, et il invite M. Lavertujon à conclure provisoirement un arrangement, assurant à la France le traitement de la nation la plus favorisée pour ses agents diplomatiques, ses navires et ses marchandises. Mais, dans cette lettre, se trouve clairement et nettement manifestée l'intention de la part du gouvernement français, de substituer le plus tôt possible, un traité définitif à cet arrangement provisoire.

A la date du 11 février, M. Lavertujon écrit au ministre des affaires étrangères, qu'il ne doute pas du succès des négociations pour la conclusion du traité provisoire, et il annonce au gouvernement qu'il s'est entendu avec M. Ordega, chargé de les poursuivre; il parle des dispositions conciliantes du Cabinet roumain, et il manifeste toujours le même espoir au sujet de l'arrangement projeté.

Les négociations continuent. Dans les premiers jours de mars, M. Ordega informe le ministre de la dénonciation du traité austro-roumain, dont l'application cessera en 1886 (juin). M. le ministre des affaires étrangères, dans une dépêche du 14 mars, insiste sur la nécessité de conclure un traité définitif avec un tarif annexé et dressé sur les bases qu'il a indiquées dans une note du 14 août 1884; mais comme la conclusion de ce traité peut demander un certain temps, il maintient sa proposition antérieure relative à un arrangement qui accorde à la France le traitement de la nation la plus favorisée, au moins pendant la durée des négociations avec l'Autriche-Hongrie. Une dépêche du 17 mars renouvelle la même proposition, et, en présence de l'opposition qu'elle rencontre et que les documents diplomatiques de janvier et de février étaient loin de faire prévoir, M. le ministre des affaires étrangères a, par une dépêche du 23 mars, restreint la durée de la convention provisoire à l'année pendant laquelle le traité austro-roumain demeurera en vigueur. Il fait remarquer que de toutes les nations qui ont avec la Roumanie des relations commerciales d'une certaine importance, la France est la seule qui aura à souffrir immédiatement de l'application de la loi du 18 mars. Le gouvernement roumain refuse d'accueillir la proposition de la France.

Ce refus est consigné dans une dépêche du 27 mars; les motifs sont indiqués dans le même document; ils peuvent se ramener à trois : retard dans les négociations, vote de la loi sur les céréales et désir de recouvrer sa liberté.

Tout en reconnaissant que par suite du changement de négociateur on a perdu un peu de temps, on doit constater que ce n'est pas un motif suffisant pour expliquer le rejet d'une proposition qui avait pour objet de maintenir,

pendant un an, une situation qui dure depuis neuf années et qui n'a pas peu contribué à entretenir les bonnes relations entre deux pays dont l'amitié est presque séculaire.

Le vote de la loi sur les céréales n'est guère plus concluant en faveur de la décision prise par le gouvernement roumain : en effet, cette loi est générale, elle s'applique à la Roumanie comme aux autres nations ; la loi de la Roumanie, du 18 mars, s'appliquera surtout à la France ; d'autre part, certains pays traitent plus défavorablement que la France, les céréales venant de la Roumanie ; les nouveaux tarifs allemands, par exemple, frappent d'une taxe de 3 fr. 75 c. le froment et le seigle, tandis qu'en France ces produits n'ont à acquitter qu'un droit de 3 fr. pour le blé, de 1 fr. 50 c. pour le seigle ; le maïs, un des principaux articles d'importation de la Roumanie, entre en France exempt, tandis qu'en Allemagne il est frappé d'un droit de 1 fr. 50 c. Il en est de même des graines oléagineuses qui, en Allemagne, acquittent un droit de 2 fr. 50 c. La raison tirée du vote de la loi des céréales a donc tout au plus pu servir de prétexte au revirement qui s'est produit brusquement dans les intentions du Cabinet roumain : car, à la date du 20 mars, il paraissait encore disposé à traiter, puisqu'il demandait des renseignements sur le tarif applicable aux produits roumains, à leur entrée en France, et qu'il lui fut répondu qu'ils continueraient à jouir du tarif résultant des traités passés dans ces dernières années.

Quant à la troisième raison invoquée par la Roumanie, elle n'a aucune valeur, puisque la dernière proposition du gouvernement français limitait à une année la durée de la convention provisoire et que la Roumanie recouvrait sa liberté envers la France au moment même où elle était dégagée de ses engagements envers l'Autriche-Hongrie.

Elle est d'ailleurs liée envers d'autres nations, la Suisse, la Russie, l'Allemagne, l'Italie et l'Angleterre ; les traités passés avec ces différents pays prennent fin en 1885, 1886, 1887, 1888, 1890. Il est vrai que six autres nations, la Turquie, la Serbie, l'Espagne, le Danemarck, la Suède, la Norvège, les Etats-Unis, n'ont pas de traité avec la Roumanie, et que les importations venant de ces pays seront, comme les importations françaises, soumises à la loi du 18 mars. Mais il est bon de remarquer que leur situation n'est pas la même que celle de la France. Trois de ces nations conservent le régime qu'elles avaient, puisqu'elles n'ont pas bénéficié de la clause de la nation la plus favorisée ; les trois autres n'ont jamais eu, comme la France, de traité avec la Roumanie.

M. le ministre des affaires étrangères avait donc raison d'insister sur ce fait que la France était seule frappée par la loi roumaine du 18 mars 1885 et que, si par cette nouvelle mesure le gouvernement roumain n'avait pas eu l'intention de porter atteinte au commerce français, en fait celui-ci souffrirait surtout des tarifs autonomes. Pour éviter ce fâcheux résultat, des demandes ont été renouvelées du 17 juin au 2 juillet ; mais elles n'ont pas abouti et elles ont seulement permis de constater le refus persistant de la Roumanie.

Dans ces conditions, que devait faire le gouvernement français ?

Suspendre ses relations diplomatiques ? on n'y pouvait guère songer, parce que cette mesure, de prime abord, aurait accentué un désaccord qu'il est désirable de voir disparaître.

Revendiquer l'application du traité franco-turc du 29 avril 1861 qui devait durer 28 ans ? on a conseillé ce moyen au gouvernement ; mais il n'a pas cru devoir y recourir et on ne peut l'en blâmer. Car une pareille réclamation de la part de la France eût blessé les sentiments d'indépendance du peuple roumain ; elle eût pu paraître en contradiction avec l'attitude de la France dans les questions qui intéressent la Roumanie : en effet, au Congrès de Berlin, un des représentants français, M. Waddington, a demandé et obtenu l'admission des représentants roumains ; il a défendu l'indépendance de la Roumanie et soutenu les conditions les plus avantageuses et l'agrandissement du territoire. (Séances du 29 juin et du 1^{er} juillet 1878.)

D'autre part, avant et depuis cette époque, le gouvernement de la République

a traité directement avec la Roumanie (conventions de 1876-1877 — loi de 1878).

Reste un troisième moyen qui consiste à frapper les produits roumains de droits équivalents à ceux dont seront frappés les produits français en Roumanie. C'est ce moyen qui a été indiqué par la chambre de commerce de Marseille et c'est celui auquel s'est arrêté le gouvernement, après en avoir informé le Cabinet roumain (Dépêche du 30 juin). Il ne lui a pas paru, en présence de l'attitude de la Roumanie, que l'on pût accepter le sacrifice des intérêts français. Si la légalité de cette mesure n'a pas été contestée, son efficacité a été l'objet de certaines contestations. On a fait remarquer que les produits roumains pourraient être soustraits à l'application de la nouvelle taxe et qu'il suffirait pour cela de les *dénationaliser*, ce qui serait facile, la France ayant des traités avec la plupart des pays voisins. Il a été répondu que l'administration avait en main les moyens d'empêcher cette fraude, et que la difficulté d'appliquer une loi ne devait pas en empêcher l'adoption.

On a critiqué la mesure au point de vue commercial et économique; on a insisté sur ce fait que le résultat du commerce avec la Roumanie se chiffrait par 8,000,000 de francs pour les importations et 27,000,000 francs pour les exportations, la France souffrira plus que la Roumanie.

Il n'est pas douteux que la mesure ne soit désavantageuse pour les deux pays; mais les Roumains souffriront plus qu'on le prétend: car, si en raison des droits nouveaux, les importations de Roumanie en France sont diminuées, ou même arrêtées, le producteur roumain en éprouvera un préjudice plus grand que le consommateur français, qui pourra se pourvoir ailleurs.

D'un autre côté, ce sont les plus intéressés eux-mêmes qui ont appelé l'attention du gouvernement; les négociants français établis à Galatz, et le commerce de Marseille ont insisté pour obtenir une mesure dont ils ont dû prévoir les conséquences.

Peut-être espèrent-ils qu'elle aura pour effet immédiat d'éclairer la nation roumaine et d'amener son gouvernement à reprendre des négociations brusquement interrompues. Si ce résultat se produisait, l'autorisation que demande le gouvernement français n'aurait plus de raison d'être. Mais votre Commission, après s'être livrée à un examen détaillé des documents, a pensé que l'on ne devait pas hésiter à la lui accorder. Elle vous propose en conséquence d'adopter le projet de loi suivant :

Projet de loi

Article unique. — Le gouvernement est autorisé à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à cinquante pour cent (50 0/0) de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine, importés directement ou indirectement de la Roumanie.

Dans sa séance du 5 août, le Sénat a voté le projet de loi relatif à l'imposition des produits roumains, après un court échange d'observations.

M. BARDoux. — Messieurs, je désirerais poser une question à M. le Ministre des affaires étrangères.

Je n'ai pas dans la pensée d'entrer dans le débat économique que soulève le projet de loi qui vous est soumis; je n'ai pas davantage l'intention de rechercher les causes du dissentiment qui, je l'espère, sera passager entre la France et la Roumanie. (Très bien ! à gauche.)

Mais il est à présumer — et il est impossible que je ne le pense pas, après les rapports de sympathie d'ancienne date qui existent entre la France et la Roumanie — il est à présumer qu'un retour se fera dans les esprits et que les négociations pourront être rouvertes. J'en ai pour gage les sentiments que la France a rencontrés en Roumanie lors des événements de 1870; j'en ai pour gage la conformité de tempérament et de race qui existe entre les deux nations; j'en ai pour gage les vœux et les efforts que nous avons faits nous-mêmes

lorsqu'il s'est agi de l'émancipation et de l'indépendance des pays roumains; j'en ai pour gage cet entraînement qui porte la jeunesse roumaine à venir demander à la France d'achever son éducation.

Je pense donc que les négociations se rouvriront et l'unique question que je veuille adresser à M. le Ministre des affaires étrangères est celle-ci :

Après le vote de cette loi, après que nous aurons donné au Ministre des affaires étrangères une arme aussi redoutable que celle que nous allons lui donner, pense-t-il que nous aurons créé un obstacle à la réouverture des négociations ? Telle est la seule et unique question que j'avais à poser à M. le Ministre des affaires étrangères. (Très bien ! très bien ! à gauche.)

M. DE FREYCINET, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, je remercie l'honorable M. Bardoux de n'avoir pas apporté à la tribune la recherche des causes qui avaient pu amener le Gouvernement à vous présenter le projet de loi dont vous êtes saisis. Comme lui-même, j'éprouve le plus profond sentiment de sympathie pour la Roumanie et il me serait très pénible de dire à cette tribune quoi que ce soit qui pût rendre plus difficile le rapprochement qui, dans un avenir prochain, je l'espère, se produira entre les deux pays. Je crois que les faits qui sont cause du dissentiment actuel sont des faits passagers, qu'il y a eu probablement des malentendus et que ces malentendus ne tarderont pas à se dissiper. C'est afin de faciliter le moment où ce rapprochement pourra se faire, où des négociations amicales pourront se rouvrir, que le Gouvernement a adopté le texte qui vous est soumis.

Vous avez pu remarquer, en effet, que ce texte, contrairement à celui des autres lois de ce genre, n'est pas impératif et que le Gouvernement reste libre de l'appliquer.

J'espère que lorsque la loi sera votée, des pourparlers ne tarderont pas à s'engager entre le Gouvernement roumain et le Gouvernement français et vous pouvez être assurés que de notre côté, nous y apporterons l'esprit de conciliation le plus grand. (Très bien ! très bien ! sur un grand nombre de bancs.)

Nous considérons la Roumanie comme une jeune sœur et nous aurons pour elle tous les sentiments d'amitié que vous pouvez souhaiter. (Vive approbation et applaudissements à gauche et au centre.)

4^e Question du Congo

Dans la séance du 3 août, la Chambre des députés a voté le projet de loi « portant approbation de l'acte final de la Conférence de Berlin. » Le débat a été très court.

M. Georges Perin a présenté quelques considérations, desquelles il paraît résulter que l'honorable membre craint des difficultés pour l'avenir. M. de Freycinet a rassuré M. Perin, et, sans entrer dans de longs développements, ce qui n'était pas nécessaire, a expliqué, avec sa concision et sa netteté ordinaires, en quoi consiste le projet. M. le Ministre des affaires étrangères s'est exprimé en ces termes :

Ainsi que l'a rappelé l'honorable M. Perin, la question que ce projet a pour but de résoudre a son origine dans la mission confiée à M. de Brazza, lequel a été chargé d'explorer cette partie du continent africain pour y préparer la voie à l'influence française.

Mais nous ne nous sommes pas trouvés seuls à accomplir une pareille mission ; d'autres missions semblables se sont développées parallèlement à la nôtre, notamment celle de l'Association internationale.

Un certain nombre d'explorateurs ont formé sous ce nom une sorte de syndicat d'explorateurs sous le patronage du roi des Belges, avec le concours des notoriétés scientifiques.

Des explorations concurrentes se sont donc trouvées engagées dans l'intérieur de celle de M. de Brazza : les prétentions de certaines nations se sont revêlées sur des points revendiqués par divers explorateurs.

Les diverses nations ont alors éprouvé le besoin de mettre de l'ordre dans ce qui menaçait de dégénérer en chaos, de devenir une source de conflits.

C'est là le point de départ de la Conférence de Berlin.

Cette conférence a eu pour but de départager les nations qui accomplissaient des explorations parallèles et de décréter les principes de la liberté de navigation du Congo.

La délimitation des possessions des diverses nations n'a donc pas eu pour but de faire naître des conflits, mais de les prévenir. On a indiqué sur les cartes les limites approximatives dans lesquelles s'étendra l'influence française; on a fixé les limites de l'Association internationale, celles des anciennes possessions portugaises et espagnoles.

Enfin on a indiqué la totalité du bassin dans lequel le commerce pourra librement s'exercer.

Je ne crois pas qu'on puisse élever de sérieuses contestations sur aucun des points principaux de l'œuvre de la conférence de Berlin, œuvre éminemment pacifique et conçue dans l'esprit auquel est attaché l'honorable M. Perin.

Il ne s'agit pas, je le répète, de faire surgir des conflits, de nous mettre les armes à la main, mais, au contraire, de déterminer les limites dans lesquelles l'influence pacifique de la France pourra s'exercer.

Il y avait tout avantage à fixer par avance les conditions dans lesquelles doivent s'opérer dans ces pays des occupations de territoires; c'est ce qu'a fait la conférence de Berlin.

Son œuvre est donc éminemment pacifique, civilisatrice et la Chambre peut en toute sûreté de conscience ratifier, comme nous le lui demandons, l'acte de la conférence.

La Chambre a souligné de fréquentes marques d'approbation les explications données par l'honorable M. de Freycinet; ce qui n'a pas empêché M. Maigne de combattre le projet comme étant une application de la doctrine qui donne aux « races supérieures » un droit sur les « races inférieures ». M. Steeg, rapporteur, a dit qu'il s'agissait, au contraire, d'une œuvre éminemment pacifique et civilisatrice. Et, après avoir entendu M. Gaillard (Vaucluse), qui a préconisé l'arbitrage, la Chambre s'est empressée de ratifier l'acte de la conférence de Berlin par 251 voix contre 96.

Le *Journal officiel* du 6 août contient en tête de sa *partie officielle* la note suivante :

Le Président de la République vient de recevoir la lettre par laquelle S. M. le roi des Belges lui annonce qu'il a pris le titre de souverain de l'État indépendant du Congo.

5^e Approbation de traités

Le *Journal officiel de la République française* du 22 juillet, contient la promulgation de quatre lois du 17 juillet :

La première portant approbation de la convention conclue le 17 juin 1884, entre la République française et le roi du Cambodge ;

La deuxième portant approbation de la convention signée à Paris, le 23 août 1884, entre la France et le grand-duché de Luxembourg, pour le raccordement des chemins de fer français et luxembourgeois entre Mont-Saint-Martin et Rodange ;

La troisième portant approbation de la convention conclue à Londres, le 18 mars 1885, entre l'Allemagne, et l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Russie et la Turquie (finances égyptiennes) ;

Et la quatrième portant approbation du traité de paix, d'amitié et de commerce, conclu entre la France et la Chine, à Tien-Tsin, le 9 juin 1885.

GRANDE-BRETAGNE

Chute du Ministère libéral.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 8 juin*). — Sir Michaël Hicks-Beach combat la seconde lecture du budget des recettes par un amendement portant que l'augmentation des droits sur les esprits et sur la bière est peu équitable, tant qu'une augmentation correspondante de droits n'a pas été établie sur les vins. L'amendement repousse tous nouveaux impôts sur la propriété foncière, tant qu'on n'a pas allégé les taxes locales.

Sir Charles Dilke combat l'amendement de sir Michaël Hicks-Beach. Il déclare dénuée de raison l'idée d'augmenter les droits sur le thé, qui est la boisson de toute la population. Il dément que la France ait augmenté ses droits contre l'Angleterre. L'exportation anglaise en France a augmenté. L'augmentation des droits sur les vins en bouteilles serait regardée en France comme spécialement dirigée contre le commerce des vins français. Cette mesure portera un coup au parti libre-échangiste français et pourrait soulever une agitation en France en faveur de l'abolition du traitement de la nation la plus favorisée accordé à l'Angleterre.

Sir Charles Dilke conclut en disant que l'amendement de sir Michaël Hicks-Beach ne doit pas être considéré simplement comme une modification aux propositions du budget, mais comme une question de défiance.

Après les discours de plusieurs orateurs, M. Gladstone, défendant le budget, déclare que l'amendement présenté est peu pratique. Le gouvernement s'est trouvé dans la nécessité de faire des préparatifs militaires pour écarter un grave danger; on peut espérer aujourd'hui que ce danger est passé, mais le gouvernement ne saurait en ce moment l'affirmer. Le crédit demandé par le gouvernement a été voté à l'unanimité; l'opposition veut maintenant enlever au gouvernement les moyens de couvrir ce crédit sans en proposer elle-même de nouveaux. Dans ces conditions, le gouvernement doit faire de la décision de la Chambre une question de cabinet, de façon que, si l'opposition est victorieuse, elle devra supporter les conséquences de son vote.

La Chambre, par 264 voix contre 232, se prononce contre la seconde lecture du projet de loi relatif à la surtaxe sur la bière et les spiritueux, proposée par le gouvernement, qui a eu contre lui une majorité de 12 voix.

M. Gladstone demande l'ajournement de la Chambre, afin que le cabinet puisse examiner les effets du vote.

Après quelques hésitations, un ministère tory s'est constitué sous la présidence du marquis de Salisbury, qui est chargé du *Foreign Office*; M. Bourke est sous-secrétaire d'Etat au même département.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 24 juin*). — La Chambre des communes, dans cette séance, a ordonné de nouvelles élections pour les sièges rendus vacants par l'entrée de plusieurs membres dans le nouveau cabinet.

M. Gladstone a lu à la Chambre la correspondance qui a été échangée entre lui et le marquis de Salisbury par l'intermédiaire de la reine.

Le premier document dont il a donné lecture était une lettre du marquis de Salisbury portant la date du 17 juin.

Dans cette lettre, il est dit que, avant d'accepter le pouvoir, le marquis de Salisbury juge indispensable d'obtenir des chefs de la majorité de la Chambre des communes l'assurance qu'ils prêteront leur appui à toutes les mesures absolument nécessaires jusqu'à la clôture de la session. Les engagements que demandait le marquis de Salisbury de la part des leaders libéraux portaient : 1^o que, les jours où le gouvernement présenterait une motion sur l'*Appropriation-Bill*, ou projet d'affectation des crédits déjà ouverts à des services spéciaux, cette motion aurait la priorité sur les autres affaires en discussion; et

2^o que, dans le cas où il ne serait pas pourvu d'une autre manière, acceptée par la Chambre, au déficit budgétaire, créé par le crédit extraordinaire, ce découvert serait comblé par l'émission de bons de l'Echiquier pour la somme nécessaire.

Le deuxième document est une lettre de M. Gladstone à la reine, portant l'assurance que le parti libéral n'est aucunement disposé à créer des embarras au nouveau cabinet, mais aussi l'avis qu'il serait peu conforme à l'intérêt public de prendre des engagements spécifiques sur tel ou tel point et de renoncer à contrôler des actes sur lesquels il ne possède pas actuellement des renseignements suffisants.

Dans une autre lettre adressée à la reine, M. Gladstone dit qu'il partage l'avis du marquis de Salisbury qu'une dissolution du Parlement est actuellement impossible.

Le marquis de Salisbury, dans une lettre portant la date du 18 juin, dit que, d'après l'opinion unanime émise par ses collègues, les assurances de M. Gladstone ne sont aucunement un engagement de sa part à prêter au nouveau cabinet l'appui nécessaire jusqu'à la clôture de la session, et que, sans un engagement de ce genre, il est impossible de prendre le pouvoir en présence d'une majorité hostile.

M. Gladstone, dans un memorandum de la même date, répond que la valeur des déclarations qu'il a faites dépendra de l'esprit dans lequel elles sont conçues et agréées, et que les leaders du parti libéral s'engagent à les appliquer dans le même esprit qui a présidé aux récents pourparlers avec le parti conservateur sur le bill de répartition des sièges électoraux.

Le 19 juin, le marquis de Salisbury écrit que la difficulté pourrait être réglée de la manière suivante. Les libéraux accorderaient la priorité aux propositions du gouvernement en matière financière, et les conservateurs s'engageraient de leur côté à ne pas soulever d'autres questions sur lesquelles M. Gladstone aurait des objections à faire valoir. En ce qui concerne les affaires financières, lord Salisbury donnait l'assurance que l'*income-tax* resterait de 8 pences par shilling, soit 3 fr. 20 0/0 par an, et que les dépenses supplémentaires seraient couvertes par des bons de l'Echiquier ou par un emprunt temporaire.

Le lendemain, 20 juin, M. Gladstone répond à la reine qu'il a jugé nécessaire de consulter ses collègues du cabinet, et ils l'ont chargé d'informer Sa Majesté qu'ils considéraient comme contraire à leurs devoirs publics de compromettre les libertés de la Chambre en prenant l'engagement spécifique que demandait le marquis de Salisbury.

Ce dernier écrit le même jour à la reine que tout ce qu'il demande est une déclaration du cabinet démissionnaire qui permettra au nouveau ministère de diriger librement les affaires urgentes du pays. Il ne saurait comprendre ce que M. Gladstone entend par les mots « compromettre les libertés de la Chambre ».

Lord Salisbury insiste encore une fois sur ce point que les déclarations de M. Gladstone ne contiennent aucune promesse d'appui bien définie et ne présentent aucune garantie contre le renouvellement des difficultés actuelles.

Enfin, dans une lettre du 21 juin, M. Gladstone dit que toutes les facilités pour le fonctionnement régulier des services financiers pourront être accordées et qu'il n'y aura pas de tentatives de créer des embarras en ce qui concerne les mesures nécessaires pour assurer la marche des services publics. Toute la difficulté repose sur ce que le parti libéral ne saurait s'engager à telle ou telle action dans des questions qu'il ne connaît pas encore. C'est pourquoi il persiste, en son nom et en celui de ses collègues, dans le refus de prendre l'engagement spécifique que réclame lord Salisbury.

CHAMBRE DES LORDS (*Séance du 25 juin*). — Le marquis de Salisbury dit qu'il espère obtenir l'appui qui a toujours été accordé au chef du gouvernement. Il déclare n'avoir que fort peu à ajouter à la correspondance qui a été lue hier par M. Gladstone. Au début de la crise ministérielle, le marquis de Salisbury représenta à la reine que, dans les circonstances anormales créées par le bill de

répartition des collèges électoraux, il était désirable que le précédent Cabinet conservât le pouvoir. Mais M. Gladstone fit savoir télégraphiquement qu'il n'était pas en mesure de revenir sur la décision du Cabinet démissionnaire.

« Vous savez, ajoute le marquis de Salisbury, que M. Gladstone a refusé de prendre des engagements particuliers ; mais dans sa dernière lettre, tout en maintenant son refus, il a modifié un peu son attitude et a donné des assurances plus caractérisées. La reine est alors intervenue, faisant ressortir qu'un délai plus long serait préjudiciable au service public. L'avis de S. M. était que les assurances données étaient raisonnables. » Ces assurances, et surtout le préjudice qu'aurait occasionné au service public une prolongation de la crise, ont amené le marquis de Salisbury, avec le consentement unanime de ses collègues, à accepter le ministère.

« Nous croyons, dit l'orateur, avoir pris la décision qui convenait. Nous espérons que quelques semaines du nouveau régime en fourniront un commentaire meilleur que tous ceux que je pourrais donner actuellement. Une déclaration politique aura lieu dans quelques jours. »

L'orateur fait allusion aux pronostics fâcheux que certains personnages distingués ont formulés sur la durée du nouveau ministère. « Rien n'est plus dangereux, dit-il, que les prophéties, surtout en matière politique ; il est arrivé plus d'une fois que des gouvernements à qui on avait prédit une courte durée sont restés au pouvoir pendant neuf ou dix ans. »

Lord Granville fait observer que M. Gladstone, quoique refusant de revenir sur la décision du Cabinet, avait déclaré que, si le marquis de Salisbury refusait absolument de prendre le pouvoir, les circonstances seraient changées ; « mais, ajoute-t-il, il n'y a aucune nécessité pour le marquis de Salisbury d'excuser sa conduite, car il a suivi la voie constitutionnelle. »

Le marquis de Salisbury demande que la Chambre s'ajourne jusqu'au 6 juillet.

L'ajournement est adopté.

Politique extérieure du nouveau Cabinet.

CHAMBRE DES LORDS (*Séance du 6 juillet*). — Voici le texte des déclarations portées par lord Salisbury à la Chambre des lords, relativement aux intentions du gouvernement qui vient de prendre la direction des affaires et plus particulièrement en ce qui concerne les affaires étrangères :

« La première question à laquelle Vos Seigneuries prennent un grand intérêt — une question de la plus haute importance — est celle des négociations qui ont eu lieu depuis quelque temps avec la cour de Russie, relativement aux frontières de l'Afghanistan.

« Je n'ai pas à faire de commentaires sur le passé ; notre devoir est de prendre la politique de nos prédécesseurs au point où ils l'ont laissée, et de tâcher de la mener au but qui nous semble compatible avec l'intérêt public.

« Nous sommes appelés à finir ce que d'autres ont commencé.

« Beaucoup d'engagements ont été pris, et le premier devoir d'un gouvernement, de quelque côté de la Chambre qu'il soit sorti, est de veiller à ce que les engagements pris par le gouvernement anglais, en tant que gouvernement anglais, soient observés. (Applaudissements.)

« Ces engagements limitent naturellement notre liberté d'action.

« Cette déclaration, mylords, s'applique éminemment à la question de la frontière de l'Afghanistan, et en ce qui concerne ce qu'on appelle la passe de Zulficar.

« L'importance de cette passe, qu'elle soit grande ou petite, n'est pas ce dont nous ayons à nous occuper : nous n'avons à nous occuper que du fait que l'Angleterre a promis à l'emir que cette passe sera comprise dans les limites de l'Afghanistan, et il ne nous est pas permis de nous écarter de cette promesse.

« Il est d'une importance vitale que nous prouvions aux yeux de tous, à tous ceux qui ont confiance en notre parole ou qui dépendent de nous, non pas seule-

ment en Asie, mais ailleurs, mais surtout en Asie, que la parole de l'Angleterre, une fois donnée, sera respectée. (Applaudissements.)

« Mais je suis tenu de dire que cette promesse donnée à l'émir était dépendante d'une autre promesse donnée par la cour de Russie que Zulficar serait compris dans le territoire de l'Afghanistan.

« Des différends ont surgi quant à l'application précise de cette promesse, et ces différends sont maintenant l'objet de négociations.

« En tant que j'aie eu l'occasion d'en juger, je dirai que ces négociations sont conduites par la cour de Russie, comme elles sont certainement conduites de notre côté, avec le sincère désir d'aboutir à un arrangement amical, et j'espère que nous pouvons nous attendre à ce qu'un arrangement amical intervienne.

« Je dirai toutefois en même temps que les négociations n'ont pas été poussées assez loin pour me permettre de parler d'une manière positive.

« Un regrettable deuil de famille que nous déplorons tous a empêché le ministre des affaires étrangères de poursuivre ces négociations en ce moment, et nous devons le regretter d'autant plus que M. de Giers, dans tous les différends qui ont surgi entre ce pays et la Russie, a toujours mérité toutes nos sympathies.

« Mylords, je ne voudrais pas vous demander en même temps d'attacher une importance trop décisive ou concluante à ces négociations, lorsqu'elles aboutiront à une conclusion. Sans entrer dans la question des vues de certains potentats, c'est un point connu de tous ceux qui ont étudié la question, que toute la condition des affaires dans ce pays se trouve dans un état d'équilibre variable, et que ce n'est pas à des traités ou à des conventions, quelque utiles qu'ils soient, que nous devons nous fier pour la défense des précieux intérêts que nous avons dans ce pays ; aussi, quoique nous cultivions l'amitié de l'émir de l'Afghanistan, ce n'est pas à l'amitié de l'émir que nous devons nous fier pour la protection de nos intérêts, mais à des préparatifs habilement conçus et vigoureusement et habilement exécutés pour la défense de notre frontière sur tous les points où elle est faible, et à des boulevards qui non-seulement défendront la position lorsqu'elle sera attaquée, mais qui s'étendront assez loin pour empêcher le flux de la guerre de remonter jusqu'à eux.

« J'espère, quels que soient les changements qui se produiront en Angleterre, ou quel que soit le parti qui la gouvernera, que jamais, à partir de notre époque, ces préparatifs ne seront un moment ni abandonnés ni affaiblis. (Applaudissements.)

« Une autre question qui occupe vivement l'attention publique, — la question la plus compliquée qui peut-être ait jamais été soumise à l'attention d'aucun gouvernement, — est celle de la position actuelle de l'Egypte. Les difficultés de cette question sont énormes ; aussi je ne me propose pas en ce moment de vous indiquer la nature précise des remèdes que nous nous proposons d'adopter.

« Je me décide à suivre cette voie parce que, pour des motifs que vous saisissez tous, nous devons, avant de prendre une décision, consulter tous ceux qui, par leur expérience et leur savoir, sont les plus compétents à nous guider.

« Nous devons agir de telle façon que, une fois engagés dans une voie, nous nous y maintenions sans reculer, et que notre politique reste ferme et décidée.

« Du moment où notre politique remplira ces conditions, nous lui aurons assurément ses qualités essentielles, même dans le cas où nous n'atteindrions pas rapidement notre but.

« La première chose que nous ayons à nous dire, c'est que nous avons un ennemi triomphant sur la frontière, — sur la frontière de Khartoum et sur la frontière de Souakim.

« Nous avons un ennemi qui, certainement d'après ses idées, et c'est là un point important, a le dessus dans la lutte engagée. Il nous a empêchés d'atteindre le but que nous avions en vue et il nous a vus nous retirer du terrain que nous occupions. Il serait présomptueux de notre part de supposer que le madhi, avec la fermeté de résolution que nous lui connaissons, avec l'appui du fana-

tisme de toutes les tribus qui se sont dévouées à sa cause ; il est présomptueux, dis-je, de supposer que jamais le madhi échange sa position actuelle contre une attitude passive et indolente.

« Nous devons, jusqu'à ce que nous ayons dompté le madhi, considérer sa puissance comme un des dangers de l'Egypte, et c'est pour cette raison que la question militaire l'emporte ici sur toute autre.

« Ce que nous avons à faire, c'est de rechercher comment nous pourrions appliquer les forces de l'Egypte, — assistées sans doute, dans une certaine mesure, par les nôtres et assistées aussi par d'autres moyens, — de façon à tenir cette irruption de fanatisme et de barbarie sanguinaire à distance ; comment nous pourrions mettre les frontières de l'Egypte en sécurité, de façon à ce que la civilisation que nous voulons laisser derrière nous puisse prospérer sans danger, quel que soit le moment où nous déciderons de nous retirer.

« Mylords, les difficultés ne restent pas là : la difficulté militaire est énorme, mais la difficulté politique que crée le Soudan est peut-être plus grande encore.

« De vastes territoires qui se trouvaient sous le gouvernement de l'Egypte ont cessé de se trouver sous son contrôle ; la misère s'est étendue sur eux, tous les vestiges de progrès et de civilisation y ont disparu et la population s'y est décimée. Cependant nous ne pouvons abandonner entièrement ces provinces à leur sort. Le Soudan est un vaste nom que l'on donne à des districts considérables qui diffèrent beaucoup entre eux et quant à leur importance vis-à-vis de l'Egypte.

« Il y a la question de savoir quelle partie du Soudan doit rester sous le gouvernement de l'Egypte.

« Il y a aussi la question de savoir quelle étendue du désert il faudra laisser au-delà de ce territoire pour que des attaques ne soient plus à craindre.

« Ces questions doivent être résolues et doivent l'être avant que nous puissions dire que nous avons placé l'Egypte dans une position sûre ou que nous avons rempli le devoir que nous imposait notre intervention.

« Il y a encore la question financière. Une convention a été conclue, mais des difficultés diplomatiques en ont empêché l'exécution, et jusqu'à ce que ces difficultés aient été résolues, la condition financière de l'Egypte ne sera pas moins un obstacle aussi sérieux à tout progrès dans ce pays que précédemment.

« Mylords, la question des finances est certainement une question de première importance, et rien ne pourra être fait aussi longtemps qu'elle n'aura pas été résolue.

« Mylords, j'ai appelé votre attention sur ces difficultés afin que vous compreniez qu'une sage et prudente politique exige que nous prenions du temps pour obtenir les meilleurs conseils de ceux qui sont le plus autorisés à en donner. Il est impossible que nous rétablissions l'Egypte dans la condition où elle se trouvait avant l'arrivée de nos troupes, à moins que nous ne nous décidions à une politique de quelque durée. Il n'y a pas d'autre alternative devant nous que celle de marcher progressivement dans le but de porter remède à tous les maux par une politique prudente et circonspecte. Il n'y a pas d'alternative entre celle-là et une conduite qui, j'en suis convaincu, couvrirait l'Angleterre de honte, celle d'abandonner l'Egypte à son sort, à l'anarchie et au chaos. (Applaudissements.)

« Nous avons eu en Egypte une compensation : celle d'avoir eu à traiter avec un Khédive qui, pendant tout le cours de cette calamiteuse histoire, s'est montré loyal et fidèle envers l'Angleterre. » (Applaudissements.)

Le marquis de Salisbury dit, en terminant, qu'il espère clore cette session aussitôt que possible. Il se bornera à prendre les mesures nécessaires. Il est prêt à appuyer le bill tendant à créer un ministère d'Ecosse. Il déclare sans fondement le bruit que le gouvernement aurait l'intention d'ajourner la dissolution de la Chambre. Le gouvernement fera, au contraire, tout son possible pour que

la situation anormale actuelle prenne fin. Il espère que les élections pourront avoir lieu vers le 17 novembre.

Lord Carnarvon explique la politique du gouvernement relativement à l'Irlande. Il dit que, d'après l'examen de toutes les circonstances, le gouvernement est résolu à ne pas demander le renouvellement des lois exceptionnelles et à faire appel au bon sens et aux meilleurs sentiments du peuple irlandais. Il espère que, s'il n'y a pas une grande opposition à la Chambre, le bill relatif au rachat des fermes et le bill amendement la loi de 1883 au sujet des ouvriers pourront passer dans cette session. Il a l'intention d'appliquer avec fermeté les lois ordinaires et compte sur leur efficacité.

Après une courte discussion, la séance est levée.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 6 juillet*). — Sir Michaël Hicks-Beach a été interpellé par M. Labouchère sur la question de savoir si le gouvernement russe avait demandé au Foreign Office des explications touchant les discours russophobes prononcés dans l'Opposition par lord Salisbury et lord Randolph Churchill. Sir Michaël Hicks-Beach a répondu que le gouvernement russe n'a demandé jusqu'ici aucune explication ; que, d'ailleurs, lord Randolph Churchill conteste l'exactitude des paroles russophobes qu'on lui attribue.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 7 juillet*). — Sir Michaël Hicks-Beach, chancelier de l'Echiquier, répondant à M. Maclaren, a dit que le gouvernement a l'intention d'envoyer une mission spéciale en Egypte, mais que les arrangements particuliers concernant cette mission ne sont pas encore pris. Sir M. Hicks-Beach a appris que sir Henry Drummond Wolff, avant d'être désigné pour la mission d'Egypte, avait abandonné les postes qu'il occupait à l'Anglo-Egyptian Bank et dans une autre banque. Le gouvernement ne voit aucune raison qui empêche sir H. Drummond Wolff de remplir la mission dont il s'agit. Il a, au contraire, des raisons de croire que ce choix serait agréable au khédive.

M. Maclaren annonce qu'il proposera une motion tendant à déclarer qu'il n'est pas désirable que sir H. Drummond Wolff soit chargé d'une mission en Egypte.

Sir M. Hicks-Beach demande que les mardis et les mercredis soient consacrés à la discussion des propositions gouvernementales.

M. Gladstone appuie la motion de sir M. Hicks Beach. Le but du gouvernement libéral fut, dit-il, de garantir les intérêts de l'émir de l'Afghanistan de telle sorte qu'en déterminant la question de frontière il se chargeait des intérêts de l'émir comme des siens propres : la possession du défilé de Zulfikar par l'émir le dédommagera de la perte de Penjdeh. L'orateur croit que, vu les bases indiquées, on peut prévoir un arrangement rapide et satisfaisant.

Quant à l'Egypte, la question financière domine toutes les autres. Rien ne peut être fait avant que cette question ne soit réglée. Il faudra donc alors arriver à une décision au sujet de l'occupation de l'Egypte sans sacrifier les intérêts anglais, en tenant compte certainement des besoins de sécurité et d'indépendance réelle de l'Egypte et en laissant l'Angleterre en possession d'une véritable indépendance à l'égard des autres puissances.

Si l'on en juge par les événements passés, le gouvernement, dit en terminant M. Gladstone, assume une grande responsabilité en abandonnant les lois d'exception pour l'Irlande.

Lord Randolph Churchill remercie M. Gladstone d'avoir confirmé que le gouvernement russe a promis de céder le défilé de Zulfikar. Une déclaration semblable de la part de M. Gladstone ne peut manquer d'avoir un effet des plus marqués sur les négociations actuelles. Il n'existe aucune raison de croire que les négociations ne se termineront pas d'une manière satisfaisante pour l'Angleterre.

Quant à l'Egypte, il ne faut pas supposer que le gouvernement actuel approuve

l'évacuation de Dongola. L'Égypte a ainsi perdu une province très fertile, mais le gouvernement ne pouvait pas changer de politique, car l'évacuation avait été décidée et exécutée par le dernier cabinet.

L'orateur défend ensuite la politique du gouvernement à l'égard de l'Irlande.

Sir Wilfrid Lawson propose un amendement à la motion de sir M. Hicks-Beach, portant que la Chambre, n'ayant pas confiance dans le gouvernement, refuse d'accéder à sa demande de fixer les mardis et mercredis pour discuter les propositions gouvernementales.

Cet amendement est rejeté par 151 voix contre 2.

La motion de sir M. Hicks-Beach est ensuite adoptée sans scrutin.

Affaires d'Égypte et de l'Inde.

CHAMBRE DES COMMUNES. (*Séance du 6 juillet.*) — Sir Michael Hicks Beach, répondant à M. Labouchère, dit que le protocole de désintéressement signé à Constantinople, relativement à l'Égypte, avait été rédigé en vue d'une action concertée des puissances, action qui avait été proposée autrefois pour le règlement des affaires d'Égypte. Cette proposition a été abandonnée et, par suite, le protocole est demeuré sans effet.

Dongola a été évacué hier. La dépêche adressée au général Wolseley sera prochainement publiée. Elle explique l'action du gouvernement relativement aux affaires militaires de l'Égypte.

CHAMBRE DES COMMUNES. (*Séance du 14 juillet.*) — Lord Churchill dit qu'il n'y a pas eu de négociations avec l'émir au sujet de l'établissement de cantonnements anglais à Candahar. Il ne sait pas non plus si le gouvernement a l'intention d'entamer de telles négociations, mais l'Angleterre est obligée dans certaines circonstances de prêter une assistance militaire à l'émir.

Répondant à M. Buchanan qui désire savoir si on a l'intention d'occuper Candahar, avec ou sans la permission de l'émir, lord Churchill dit que cette question est changée, puisque l'occupation serait un acte de guerre et que l'émir est en ce moment l'ami et l'allié de l'Angleterre.

A propos de l'aide militaire à prêter à l'émir, lord Churchill espère que si jamais l'émir demandait le concours de l'Angleterre pour la défense de Candahar, quel que soit le gouvernement alors au pouvoir, sa politique sera bien définie et nette.

CHAMBRE DES COMMUNES. (*Séance du 31 juillet.*) — M. Bourke, répondant à M. Labouchère, dit que la question d'envoyer des secours à la garnison de Kasala est toujours visée, mais il pense qu'une déclaration à ce sujet n'est pas opportune actuellement. L'orateur nie l'exactitude de la nouvelle publiée par les journaux et d'après laquelle sir Drummond Hay, ministre anglais au Maroc, aurait fait des démarches pour la suppression de certains journaux publiés au Maroc.

Sir Drummond Hay a seulement averti les rédacteurs d'avoir soin d'éviter l'insertion d'articles qui autoriseraient le gouvernement marocain à prendre des mesures contre les journaux.

Répondant à M. Arnold, M. Bourke dit que, afin de faciliter l'émission de l'emprunt égyptien, les grandes puissances d'Europe, suivant la convention du 18 mars dernier, consentirent à ce que le Khédive, avec l'autorisation du Sultan, promulgât le décret. Le Khédive le promulgua dans les termes d'un projet annexe de la convention. Entre autres conditions, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et la Russie s'engagèrent, soit à garantir conjointement et séparément le paiement régulier, soit à demander l'autorisation de leurs Parlements respectifs pour payer les annuités de 315,000 liv. st. Lorsque le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir, il a constaté que les Parlements allemand, autrichien et italien, n'avaient pas pris de décision à ce

sujet et qu'ils s'étaient ajournés sans espoir de réunion avant plusieurs mois. Le gouvernement anglais trouva ainsi l'émission de l'emprunt virtuellement suspendue. Le résultat des négociations ultérieures a été l'accord survenu entre l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie pour donner l'assurance que la garantie serait soumise à la ratification aussitôt la réunion de leurs Parlemens. Les gouvernements de ces puissances, anticipant sur cette ratification, ont donné leur assentiment à l'émission immédiate de l'emprunt.

Les autres puissances ont approuvé le décret annexe de la convention, l'emprunt a donc été émis avec une modification augmentant la facilité de l'émission et le paiement des coupons.

CHAMBRE DES LORDS. (Séance du 4 août.) — Le marquis de Salisbury, répondant à lord Marlborough, dit que Meruschak reste à l'Afghanistan et Penjdeh à la Russie; cela a été décidé par le dernier gouvernement, et depuis rien n'a été fait d'aucun côté pour détruire cette entente.

Quant au défilé de Zulficar, la situation ne diffère pas de ce qu'elle était le jour où nous avons pris le pouvoir. Nous croyons que l'Angleterre et la Russie sont toutes les deux obligées par leurs promesses à donner le défilé à l'émir; il est impossible de définir d'une façon précise les vues de la Russie, mais elle conteste le point de vue anglais.

La publication des documents dissiperait ce désaccord et rendrait la situation du gouvernement plus satisfaisante; mais il n'est pas possible pour le moment de publier la correspondance échangée; ce retard est dû surtout au désir de la Russie d'obtenir des renseignements ultérieurs au sujet du point contesté.

Quant à l'entrevue de lord Dufferin et de l'émir, il est impossible d'en publier le compte-rendu complet, mais il fut nettement convenu que l'émir recevrait Zulficar comme partie du territoire Afghan; les termes de l'accord n'ont été depuis ni modifiés ni amendés.

Quant à la vallée de Pishin, elle n'est pas en la possession de l'émir; elle appartient à l'Angleterre; elle est déjà occupée et le sera probablement plus tard par des forces plus considérables.

Il existe une nécessité impérieuse de fortifier la frontière de l'Inde. Nous agissons dans ce but avec autant de rapidité et de vigueur que possible et aucun changement dans la situation diplomatique ne saurait nous détourner du but poursuivi, cette politique ne dépendant pas des conditions transitoires de nos relations avec l'une ou l'autre des puissances, mais étant absolument nécessaire pour la sécurité de l'empire indien.

Nous n'avons nulle intention de faire occuper en automne par un corps d'observation des positions stratégiques dans les possessions de l'émir. L'émir étant un souverain indépendant, nous ne pourrions le faire sans son consentement, mais nous n'en avons nul désir pour le moment.

Il est impossible de dire ce que peuvent amener les éventualités futures; mais actuellement aucun projet de ce genre n'existe.

CHAMBRE DES COMMUNES. (Séance du 4 août.) — M. Bourke, répondant à M. Williamson, dit que le gouvernement anglais s'est joint aux autres gouvernements intéressés pour adresser des représentations au gouvernement du Chili et l'engager à remplir sa promesse d'arriver à une entente équitable avec les créanciers du Pérou ayant des droits qui méritent d'être pris en considération et qui sont basés sur des actes et des contrats légalement établis.

CHAMBRE DES COMMUNES. (Séance du 6 août.) — Lord Randolph Churchill, parlant du budget des Indes, déclare que le budget de l'année courante, publié en mars, a été totalement modifié par suite de circonstances spéciales.

L'orateur fait allusion au progrès des troupes russes dans l'Asie centrale, au refus du gouvernement russe de remplir l'engagement d'envoyer des commis-

saïres pour délimiter la frontière, et à la marche en avant du général Komaroff, qui obligèrent le dernier gouvernement à faire des préparatifs considérables. Le résultat de tout cela fut l'organisation d'un deuxième corps d'armée nécessitant une dépense de 2,600,000 liv. st. pour le transport de vivres, de matériel, etc., aux Indes et une dépense de 450,000 liv. st. pour l'artillerie en Angleterre.

Il fut nécessaire aussi de donner à l'émir une subvention spéciale de 250,000 liv. st. ; il y eut, en outre, une dépense de 480,000 liv. st. pour les chemins de fer, ce qui fait une augmentation totale de dépense de 3,780,000 liv. st. par suite des nécessités militaires.

L'orateur condamne ensuite la politique du marquis de Ripon qui ne prêta pas assez d'attention à l'avance des Russes dans l'Asie centrale et négligea en conséquence de prendre des mesures de précaution.

« Le gouvernement des Indes, ajoute lord Randolph Churchill, vient de nous envoyer un projet pour renforcer la frontière du Nord-Ouest ; mais, en dehors de cela, il faut dans l'avenir augmenter le budget des dépenses militaires de 2 millions par an.

« On a établi une réserve pour l'armée indienne, ce qui augmentera l'armée, en cas de nécessité, de 22,700 hommes d'infanterie ; en outre, nous augmenterons l'armée régulière de 3,000 hommes de cavalerie et de 4,350 fantassins.

« L'armée indigène sera munie du fusil Martini. Il faut fournir des torpilles et des canonnières pour la protection des ports indiens, et l'augmentation des troupes indigènes rendra nécessaire l'augmentation des troupes anglaises dans les Indes. »

L'orateur annonce ensuite que les membres du gouvernement demanderont, dans la session prochaine, qu'ils soient au pouvoir ou qu'ils se trouvent dans les rangs de l'Opposition, une enquête parlementaire sur le système administratif des Indes.

La discussion continue.

Après une discussion très animée, pendant laquelle le marquis de Hartington a repoussé vigoureusement les attaques contre le marquis de Ripon et le dernier gouvernement, le budget indien a été adopté sans scrutin.

Renseignements divers

Une députation d'israélites s'est rendue le 7 août auprès du marquis de Salisbury, pour solliciter l'intervention de l'Angleterre, soit seule, soit d'accord avec les autres signataires du traité de Berlin, au sujet de la persécution dont sont victimes les israélites de Roumanie.

Le marquis de Salisbury a répondu que l'Angleterre, comme signataire du traité de Berlin, ne saurait se désintéresser de cette question et regrettait beaucoup de voir la Roumanie user de tels procédés à l'égard des israélites. Le chef du Foreign-Office a ajouté qu'il pouvait assurer la députation que le gouvernement ferait son possible pour adoucir les souffrances des israélites ; qu'il les attribue à l'aversion du peuple, qui trouve un écho dans la législation, et que, par suite, l'affaire est très délicate à traiter.

Il a renouvelé cependant l'assurance que le gouvernement ferait de son mieux.

Le président de l'Association internationale de paix et d'arbitrage avait écrit, il y a quelque temps, à lord Salisbury pour lui demander si réellement des officiers anglais avaient mis à prix la tête d'Olivier Pain. Il faisait ressortir dans sa lettre que les réponses vagues faites au Parlement n'avaient pas calmé l'émotion provoquée par cette nouvelle en France, et demandait au chef du cabinet une réponse plus catégorique, dans l'intérêt des bonnes relations des deux nations.

Voici la réponse que lord Salisbury a fait adresser au président de l'Association :

Foreign-Office, 1^{er} août.

Monsieur,

Je suis chargé par le marquis de Salisbury d'accuser réception de votre lettre du 23 juillet, lui demandant s'il est vrai que la tête de M. Olivier Pain ait été mise à prix.

J'ai mission de vous déclarer que le gouvernement de Sa Majesté n'a pas eu connaissance de la publication d'une proclamation de ce genre par les officiers anglais au Soudan et en Egypte.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Signé : J. PAUNCFOTE.

SUISSE

Mesures relatives aux anarchistes

Arrêté du Conseil fédéral ordonnant l'expulsion de vingt-et-un anarchistes
(3 juin 1885.)

Le conseil fédéral suisse, vu son arrêté du 26 février de la présente année ordonnant l'ouverture de poursuites pénales au sujet de délits attribués aux anarchistes ;

Vu que le procureur général de la Confédération est d'accord avec le juge d'instruction fédéral fonctionnant dans la Suisse allemande pour abandonner la poursuite dirigée contre. (Suit l'énumération de 18 individus) ;

Vu que le juge d'instruction fonctionnant dans la Suisse romande propose de ne pas donner suite à l'enquête dans son ressort et que le procureur général s'est déclaré d'ores et déjà d'accord avec ces propositions pour ce qui concerne les personnes suivantes (au nombre de trois) ;

Vu l'art. 29, 3^e al., de la loi de 1851 sur la procédure pénale fédérale, ainsi conçu :

« Si le juge d'instruction et le ministère public sont d'accord, la poursuite peut être arrêtée immédiatement pour les délits communs ; lorsqu'il s'agit de délits politiques, des instructions doivent être demandées au conseil fédéral. »

Attendu qu'il n'existe à la charge d'aucun des vingt-et-un individus prénommés la preuve suffisante qu'ils aient pris part à un délit réprimé par le code pénal fédéral ; mais attendu d'autre part que tous ont pris une part active aux menées du groupe anarchiste, qui s'est donné pour but de renverser par la violence l'ordre établi et proclame comme moyens légitimes le vol, l'incendie et le meurtre ;

Attendu que ces vingt-et-un étrangers ont applaudi à ceux de leurs camarades qui avaient commis des crimes de ce genre, qu'ils ont propagé des écrits destinés à approuver ces meurtriers et à les donner en exemple, et qu'ils ont joué un rôle militant dans les réunions anarchistes ;

Considérant que la sécurité publique exige le renvoi de ces individus dangereux ;

Sur les propositions conformes du procureur général de la Confédération et en application de l'article 70 de la constitution fédérale,

Arrête :

1. Le conseil fédéral donne son consentement à ce que la poursuite pénale soit abandonnée contre les vingt-et-un étrangers ci-dessus nommés, mais il ordonne leur expulsion du territoire de la Suisse.

2. Les gouvernements des cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Schaffhouse, St-Gall, Thurgovie, et Vaud, ainsi que ceux des cantons sur le territoire desquels

un de ces individus serait rencontré, sont chargés d'exécuter le présent arrêté et de faire rapport sur son exécution au département fédéral de justice et police.

Berne, le 3 juin 1885.

Arrêté du Conseil fédéral donnant son consentement à la clôture de l'enquête ouverte au sujet des menées anarchistes

(7 juillet 1885.)

Le conseil fédéral suisse, vu son arrêté du 26 février de la présente année, décidant l'ouverture de poursuites pénales au sujet de délits attribués aux anarchistes :

Vu son arrêté du 3 juin suivant, qui prononçait l'expulsion de vingt-et-un étrangers, convaincus d'avoir pris une part active aux menées du groupe anarchiste, d'y avoir joué un rôle militant et notamment d'avoir propagé des écrits qui approuvaient les crimes commis au nom des doctrines anarchistes ;

Vu que les deux juges d'instruction fédéraux proposent de ne pas donner d'ulérieure suite à l'enquête et que le procureur général s'est déclaré d'accord avec eux ;

Vu l'article 29, 3^{me} alinéa, de la loi de 1851 sur la procédure pénale fédérale ;

Attendu que, si l'enquête n'a fourni à la charge d'aucun des individus qui y ont été entendus la preuve suffisante qu'ils aient pris part à un délit réprimé par le code pénal fédéral, elle a, d'autre part, atteint son but en fournissant à l'autorité des renseignements complets sur le groupe des anarchistes en Suisse et en désignant les étrangers qui y jouaient le rôle principal,

Arrête :

1. Le conseil fédéral donne son consentement à la clôture de l'enquête ouverte ensuite de son arrêté du 26 février écoulé.

2. Le présent arrêté sera communiqué au tribunal fédéral et au procureur général, puis inséré dans la feuille fédérale.

Berne, le 7 juillet 1885.

A propos de l'examen du *Rapport de gestion* du Conseil fédéral pour 1884, l'assemblée fédérale, dans sa session de juin, a adopté les *postulats* suivants :

« Le conseil fédéral est invité à présenter un rapport sur la question de savoir si les extraditions par voie purement administrative, c'est-à-dire les extraditions basées sur le principe de la réciprocité, malgré l'inexistence de traités internationaux, sont admissibles au point de vue constitutionnel; et dans le cas où ce point de vue serait admis, s'il n'y aurait pas lieu d'entourer les extraditions basées sur le principe de la réciprocité, des mêmes garanties que celles accordées en vertu des traités ».

« Le conseil fédéral est invité à examiner quelles mesures on pourrait prendre pour résister à la politique douanière protectionniste des grandes puissances, qui nuit à l'industrie suisse.

Cette enquête aurait à porter notamment :

a. Sur la dénonciation du traité de commerce avec l'Allemagne, du 8 mai 1881;

b. Sur la représentation diplomatique ou consulaire directe de la Suisse en Turquie et dans les pays en dépendant ».

La Commission du Conseil des Etats motivait ainsi la partie générale de ce postulat :

Si les grandes puissances de l'Europe et de l'Amérique ferment pour longtemps leurs marchés à la Suisse au moyen de droits d'entrée élevés, la Suisse se trouve réduite à son propre marché. Or, son territoire est trop petit pour procurer à son industrie un écoulement suffisant, et nous assisterons au douloureux spectacle de voir nos industriels obligés de cesser leurs affaires ou de s'expatrier. En particulier, notre agriculture serait gravement atteinte si les autres Etats grevaient les fromages de droits d'entrée si élevés qu'ils équivaldraient à une prohibition.

La Suisse ne peut pas, à elle seule, modifier ces conditions ; elle doit chercher des alliés. Nous pouvons peut-être les trouver dans les petits Etats neutres et dans l'opinion publique. Celle-ci, même dans les Etats monarchiques, est devenue une puissance qui n'est pas à mépriser et que chaque pays a le droit d'influencer et d'utiliser à son profit. Il viendra peut-être aussi d'autres conjonctures qui amèneront les Etats européens à une politique douanière plus raisonnable. Il faudrait fermer les yeux à toute prévision pour ne pas reconnaître que, dans un avenir peu éloigné, l'Amérique écrasera par sa concurrence l'Europe *désunie*. L'Amérique a déjà fermé le marché de son propre pays à beaucoup de produits venant du dehors et lui par là énormément à la production des Etats qui autrefois entretenaient avec elle des relations très étendues. Les droits d'entrée en Amérique s'élèvent à 35, 60 et même 80 pour cent de la valeur. Mais l'Amérique ne s'arrêtera pas là ; elle cherchera en Europe des débouchés pour ses industries et fera concurrence à la nôtre sur nos propres marchés. Tandis que la Russie est indépendante des puissances étrangères au point de vue agricole et industriel et que l'Angleterre, avec son immense industrie, occupe les marchés les plus divers, les autres Etats de l'Europe seront exploités par l'Amérique. Les progrès faits ces dernières années par l'exportation américaine sont énormes. L'exportation des Etats-Unis en France, par exemple, qui était de 1880 millions de francs en 1870 a atteint en 1880 le chiffre de 4,000 millions. En 1880, les Etats-Unis ont importé en Angleterre, en France, en Allemagne et en Belgique des marchandises pour une somme de 11,100 millions de francs supérieure à ce qu'ils ont reçu de ces pays (1). L'augmentation incessante des chiffres prouve assez clairement que cette supériorité de l'importation américaine en Europe peut, avec le temps devenir écrasante pour l'industrie européenne. La constatation de ce fait peut amener les Etats de l'Europe à se rapprocher et peut-être à former une union douanière comme l'ont proposée Molinari, Leroy-Beaulieu, Bergmann et d'autres encore. Nous savons fort bien que cette idée n'a pas encore trouvé d'écho dans les sphères dominantes de l'Europe, mais elle acquiert toujours plus de partisans dans les divers pays, et en Suisse aussi on peut agiter la question, parce qu'elle est de la plus grande importance pour notre pays.

Les idées de ce genre doivent être préparées dans les divers domaines et dans les diverses sphères avant de pouvoir être réalisées. L'idée du percement des Alpes a eu besoin de beaucoup de temps pour arriver à l'exécution au moyen de l'union de divers Etats.

Si donc les divers Etats de l'Europe arrivent à se convaincre que, vis-à-vis de l'Amérique, une action commune est seule capable de conduire au succès, la politique douanière de chacun de ces Etats devra subir une modification essentielle.

Nous sommes bien loin de méconnaître les difficultés d'exécution. Nous ne voulons pas non plus présenter de propositions positives. Nous ne voulons que provoquer l'étude de la question. De la même manière que la réalisation de l'idée de l'Union monétaire latine, de l'Union postale universelle, de la Croix-rouge a été possible par une entente entre certains Etats, de même il n'est pas dans le domaine des impossibilités *qu'il se produise un rapprochement de divers Etats dans le but de protéger leurs intérêts contre l'exploitation d'au-*

(1) Ces chiffres sont empruntés à un travail du Dr Alexandre Peez, membre du Parlement autrichien.

tres Etats. L'étude de cette question est le but de notre proposition. Nous connaissons fort bien les objections qui pourront être soulevées contre une action dans ce sens : scrupules de nature politique et commerciale, scrupules se rapportant à la difficulté de l'exécution pratique.

Si plusieurs Etats se rapprochent dans leurs intérêts de politique douanière, nous ne pouvons pas y voir un inconvénient politique, pas plus que lorsque l'on conclut des traités de commerce avec quelques grands Etats voisins. La réunion de divers intérêts douaniers ne nous apportera pas plus de dangers politiques que ne l'a fait l'union monétaire latine ou le traité de l'union postale universelle.

Au point de vue commercial, une entente non pas avec un seul Etat, mais avec plusieurs autres, offre pour les petits Etats des avantages si éminents et si palpables qu'il n'est pas nécessaire de les démontrer. Elle n'a pas d'autre signification qu'une extension des débouchés. L'exécution pratique rencontre, il est vrai, beaucoup d'obstacles, mais ils ne sont pas insurmontables, et l'on peut appliquer divers modes d'exécution, allant plus ou moins loin de l'idée fondamentale.

Le ministère des affaires étrangères de *Bulgarie* a informé le conseil fédéral que cette principauté adhère, à partir du 1^{er} juillet 1885, à la convention conclue à Paris, le 4 juin 1878, au sujet de l'échange des mandats de poste.

Cette convention existe maintenant entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Bulgarie, le Danemark, l'Egypte, la France et ses colonies, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et Norvège et la Suisse.

Son excellence le prince *Prisdang*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du *royaume de Siam* près la République française, à Paris, a fait savoir au conseil fédéral, par l'entremise de la légation suisse à Paris, que l'Etat qu'il représente désire adhérer à l'Union postale universelle conclue à Paris le 1^{er} juin 1878 et au règlement d'exécution qui s'y rapporte, pour le 1^{er} juillet 1885.

Le conseil fédéral a ratifié, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les dispositions de l'article 15 de la loi fédérale sur la pêche, du 18 septembre 1875, la convention conclue le 30 juin dernier entre la Suisse, l'Allemagne et la Hollande au sujet de la pêche du saumon dans le Rhin.

TUNISIE

Le *Journal officiel tunisien* du 30 juillet contient une série de décrets abolissant diverses taxes qui, pour être d'un faible rendement, n'en étaient pas moins vexatoires. Les droits d'exportation sont abolis sur une vingtaine d'articles, notamment sur le gibier, les volailles, les œufs, les farines et les semoules.

Il en est de même des droits de consignation qui pesaient sur les opérations de cabotage, et de la taxe de 3 0/0 qui se percevait dans les ports de la Régence sur les marchandises indigènes provenant d'un autre port tunisien, ce qui constituait une véritable douane intérieure.

Ces divers dégrèvements ont pu être consentis sans péril pour l'équilibre du budget de la Régence.

Le même numéro du *Journal officiel* contient, en effet, le tableau des encaissements opérés, pendant les neuf premiers mois de l'année fiscale (du 18 octo-

bre 1884 au 12 juillet 1885). Ces encaissements se sont élevés au chiffre de 24,608,044 piastres (la piastre vaut 60 c.), supérieur de plus de 800,000 piastres aux prévisions budgétaires pour l'année entière.

Le montant des neuf douzièmes de ces évaluations étant de 17,806,500 piastres, il en résulte que la plus-value acquise à la date du 12 juillet s'élevait à la somme de 6 millions 801,544 piastres, plus de 4 millions de francs.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes

1^{er} juillet. — *L'avenir de la puissance anglaise : les colonies d'Australie, les conflits avec l'Allemagne*, par Cucheval-Clarigny. — *Un nouveau livre sur la Révolution française*, par G. Valbert (étude du remarquable livre de M. Albert Sorel : *L'Europe et la Révolution française*.)

15 juillet. — *L'avenir de la puissance anglaise : les colonies d'Afrique et d'Amérique*, par Cucheval-Clarigny. — *Les préliminaires de l'histoire d'Allemagne*, par Ernest Lavisse. — *L'armée et la démocratie : le service de cinq ans, le remplacement*.

1^{er} août. — *La Bosnie : régime agraire et économie rurale*, par E. de Laveleye. — *La capitulation de Soissons en 1814*, d'après les documents originaux, par Henry Houssaye (éclaircissement d'un point historique très important). — *Le journal de Gordon à Khartoum*, par G. Valbert.

La Nouvelle Revue

1^{er} juillet. — *La politique coloniale*, par Le Myre de Vilers, ancien gouverneur de la Cochinchine. — *La République d'Andorre*, par Georges Bastard (impressions de voyage).

15 juillet. — *L'armée allemande*, par le général Cosseron de Villenoisy (avec cette épigraphe : *fas est et ab hoste doceri*). — *La France au Tonkin : un rapport inédit de Francis Garnier*, par Gervais (le rapport est daté de la citadelle de Hanoi, 3 décembre 1873, c'est-à-dire de quelques jours seulement avant sa mort).

1^{er} août. — *L'Égypte économique depuis Méhémet-Ali*, par André Zogheb (la conclusion de l'auteur est que la situation économique de l'Égypte depuis le commencement du siècle jusqu'à ce jour n'a pas cessé de s'améliorer).

Le Correspondant

10 juillet. — *La majorité du Tonkin* (fin). — *L'alliance et la rupture de M. Molé et de M. Guizot*, par P. Thureau-Dangin (fin). — *Le journal de Gordon pendant le siège de Khartoum*, par André Villamus. — *Notre frontière naturelle du Maroc*, par L. Sainson. — *Les dernières élections et les partis en Autriche*, par Léon de Crousaz.

25 juillet. — *Le bilan de la République*, par Henry Fournier, ancien sénateur. — *Le Congo : explorations de MM. Stanley, de Brazza et Ballay dans l'Afrique*

équatoriale par de Chevigny. — *Le nouveau Cabinet en Angleterre*, par Ch. Gavard.

Revue britannique

Juillet. — *L'armement contre la Russie* (traduction d'un article de *Temple Bar*). — *Les finances de l'ancien régime et de la Révolution*, par Octave Noël (à propos de l'ouvrage de M. René Stourm).

Bibliothèque universelle et Revue Suisse

Juillet. — *L'Angleterre et la Russie dans l'Asie centrale*, par de Verdilhac (2^e article).

Revue politique et littéraire

4 juillet. — *L'Égypte et le ministère Tory*. — *Le conflit économique avec la Roumanie*. — *Lord Salisbury dans sa famille*.

11 juillet. — *Les dernières expériences de l'escadre d'évolutions*, d'après des témoins oculaires. — C.-A. Rosetti, par Louis Ulbach (Conférence faite sous les auspices de l'Association internationale).

18 juillet. — *Les impossibilités de l'Orléanisme*, par de Pressensé, sénateur (à propos de l'histoire de la monarchie de juillet, par Thureau-Dangin).

25 juillet. — *Les Républiques de l'Amérique centrale : le général Barrios*, par C. de Varigny (appréciation en somme assez favorable au défunt président du Guatemala). — *Frédéric II et les humanités*, par Arvède Barine.

1^{er} août. — *Un manifeste de 1869*. — *Terenzio Mamiani*, par A. Geffroy (de l'Institut). — *Politique coloniale : les bords de la mer rouge*, par Léo Quesnel.

8 août. — *L'emprunt égyptien*. — *La question juive*, d'après des publications récentes, par Arvède Barine.

Revue historique

Mai-juin. — *Louise de Kéroualle, duchesse de Porstmouth*, par H. de Forneron (détails aussi curieux que peu édifiants sur la Cour de Charles II). — *La mission du père Joseph à Ratisbonne en 1630*, par G. Fagniez (fin).

Juillet-août. — *Études sur l'histoire de Hugues Capet*, par G. Monod. — *Louise de Kéroualle, duchesse de Porstmouth*, par H. Forneron (2^e article).

Revue maritime et coloniale

Juillet. — *Les marines de guerre de l'antiquité et du moyen-âge*, par l'amiral Serre (avec des planches). — *Affaire de Sheipoo* (rapport officiel sur l'attaque des bâtiments chinois mouillés dans le port de Sheipoo dans la nuit du 14 au 15 février 1885). — *Les batailles navales au milieu du XVII^e siècle* (fin), par le capitaine de frégate Chabaud-Arnault. — *L'expédition du Red-River*, par Grasset, inspecteur de la marine (épisode de la guerre de la sécession américaine). — *Le vice-amiral Courbet* : notice nécrologique et état de services.

Août. — *Le budget de la marine anglaise* (discussion à la Chambre des communes en mars 1885). — *Les marines de guerre de l'antiquité*, par l'amiral Serre (suite). — *Notes sur l'organisation de l'Indo-Chine*. — Le numéro contient une carte détaillée de la Guadeloupe.

Revue de géographie

Juillet. — *La panique coloniale du 30 mars et l'expansion de la France*, par Drapeyron. — *De l'Inde française et de son utilisation*, par Pène-Siefert. — *Hérat et les territoires contestés*, par J.-B. Paquier (suite). — *Formation de la nationalité hongroise*, par de Gérando (avec une carte). — *La prise de la citadelle de Hansi par le commandant Rivière, ses conséquences*, par Ch. Labarthe.

Août. — *L'Australie*, par E. Levasseur (Les races, les découvertes et les origines). — *De l'Inde française*, par Pène-Siefert (fin). — *Hérat et les territoires contestés*, par J.-B. Paquier (fin).

Le Mémorial diplomatique

4 juillet. — *Conjectures sur la politique extérieure du ministère Tory. — Documents relatifs à la succession du duché de Brunswick.* — Documents : France, arrêté réorganisant la direction politique du ministère des affaires étrangères; Saint-Siège, discours du pape aux délégués des Sociétés catholiques de Rome à l'occasion du centenaire de Grégoire VII.

11 juillet. — *Le ministère Tory et sa politique extérieure* — Documents : Protocole signé par l'Angleterre avec l'Allemagne et l'Espagne relativement à l'Archipel de Soulou.

18 juillet. — *La question anglo-russe et les bruits alarmistes. — Documents relatifs à la succession du duché de Brunswick* (suite). — Documents : Bref du pape proclamant Saint-Vincent de Paul, patron de toutes les œuvres de charité de l'Eglise universelle (12 mai 1885).

25 juillet. — *La Bulgarie et le traité de Berlin. — Le prince de Hohentlohe. — Affaires du Congo. — Documents relatifs à la succession du duché de Brunswick.* — Documents : Discours du président du Chili à l'ouverture du Congrès national de 1885 (1^{er} juin 1885); Convention entre la Chine et le Japon à propos des affaires de Corée (27 mai 1885).

1^{er} août. — *L'Egypte. — Documents* : Arrangement entre l'Allemagne et l'Angleterre relatif à la côte de Guinée; discours du pape dans le Consistoire secret du 27 juillet.

8 août. — *La France et sa politique coloniale. — Affaires du Mexique* (analyse de la loi du 22 juin relative à diverses mesures financières). — Documents : une nouvelle République dans l'Afrique méridionale; allocution du pape aux nouveaux cardinaux (28 juillet).

L'Économiste français

4 juillet. — *Les Républiques de la Plata : leur population, leurs ressources et leur situation économique*, par de Fontpertuis. — *La circulation monétaire en Allemagne. — Le budget Egyptien en 1885* (recettes). — *Brême et son commerce en 1883*, par Hubert Vitalis.

11 juillet. — *Un nouveau danger de notre politique coloniale : les intrigues à Tunis*, par Leroy-Beaulieu (article très vif en faveur du ministre résident). — *Une enquête universelle sur l'organisation du crédit et des banques*, par Fournier de Flaix (d'après les rapports faits par les consuls américains sur les systèmes de crédit et de commerce dans le ressort de leur résidence). — *Le budget Egyptien en 1885* (dépenses).

18 juillet. — *Les Unions douanières en général et le projet d'union entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie*, par P. Leroy-Beaulieu (article important). — *La Conférence monétaire. — La question agraire en Irlande ; ses phases et sa*

position actuelle, par de Fontpertuis. — *Les chemins de fer en Angleterre* (analyse d'un document officiel).

25 juillet. — *Le commerce extérieur de la France et de l'Angleterre pendant les six premiers mois de 1885.* — *Le mouvement économique aux Etats-Unis*, par de Fontpertuis (analyse d'une brochure américaine récente relative aux effets du protectionisme). — *La colonisation française comparée à celle des autres Etats colonisateurs*, par T. Loua (nombreux renseignements statistiques).

1^{er} août. — *La population allemande : les Allemands à l'Etranger et le commerce allemand depuis dix ans*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Les dépenses et les recettes de l'Etat français de 1870 à 1884.* — *L'Asie russe : ses populations, ses villes et ses ressources*, par de Fontpertuis.

8 août. — *La situation de l'entreprise du Canal de Panama*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Aventures lointaines*, par Arthur Mangin (politique coloniale).

The European concert in the eastern question, a collection of treaties and other public Acts, edited with Introductions and notes by Thomas Erskine Holland, 4 vol. in-8°, Oxford at the Clarendon Press, 1885.

Le savant professeur, qui a dirigé la publication de cet ouvrage, fait remarquer avec raison que l'action des grandes puissances européennes dans la Question d'Orient mérite d'être étudiée dans son ensemble et que, pour cette étude, les documents officiels sont indispensables. Ces documents ne se trouvent que dans de volumineuses collections et, de plus, ces documents auraient besoin d'explications destinées à en faire ressortir le caractère et la portée. M. Holland s'est donc proposé de réunir ces documents en les accompagnant d'introductions et de notes destinées à en faciliter l'intelligence; il a fait là une œuvre des plus utiles et dont doivent le remercier les diplomates de profession comme les historiens et les juriconsultes. Ces documents n'offrent pas en effet seulement un intérêt historique, mais un intérêt politique actuel, puisque la question d'Orient en général et la question d'Egypte en particulier sont toujours à l'ordre du jour.

L'ouvrage est divisé en six chapitres. Le chapitre 1^{er} intitulé : *Les grandes Puissances et l'Empire Ottoman* est une brève introduction historique. Le chapitre 2, consacré à la *Grèce*, contient les divers actes diplomatiques qui, depuis le protocole de Saint-Petersbourg du 4 avril 1826, jusqu'à la convention de Constantinople du 24 mai 1884, ont influé sur la constitution politique et territoriale du royaume hellénique. Le chapitre 3 est relatif à *Samos et à la Crète*. Le chapitre 4, le plus long, à *l'Egypte*; le premier acte est le firman du 1^{er} juin 1841 et le dernier la déclaration signée à Londres le 17 mars 1885. Le chapitre 5 traite du *Liban*, et le chapitre 6 de la *Péninsule des Balkans*.

Un appendice renferme divers actes qui, quoique n'ayant pas un caractère européen comme les précédents, sont d'une très grande importance pour l'intelligence de la question d'Orient comme on va le juger. I. *Egalité religieuse et politique en Turquie* : firmans de réformes de 1839 et 1856, extraits de la Constitution ottomane de 1876. II. *Russie et Turquie* : traité de San Stefano, traité définitif de paix, convention relative à l'indemnité de guerre. III. *Grande-Bretagne et Turquie* : conventions relatives à Chypre. IV. *Autriche et Turquie* : convention relative à la Bosnie et à l'Herzégovine. Enfin l'ouvrage se termine par un *index alphabétique*.

L. R.

Résumé historique des principaux traités de paix, conclus entre les puissances européennes de 1648 à 1878, par le prince Ouroussow, 1 vol. gr. in-8°, Paris, 1885, Ernest Leroux.

Ce volume est destiné à rendre de grands services d'abord à ceux qui se

destinent à la carrière diplomatique, puis à ceux qui veulent connaître l'histoire de l'Europe moderne et de la constitution territoriale des principaux Etats qui la composent. Le prince Ouroussow a fait un ouvrage qui, sous une apparence modeste, exigeait une grande clarté et une grande précision, en même temps que la connaissance des grandes négociations diplomatiques qui se sont poursuivies en Europe depuis environ deux siècles et demi. Il explique très bien le but qu'il s'est proposé et qu'il a atteint. Il a considéré avec raison que celui qui veut étudier l'histoire diplomatique moderne, ne trouve guère à sa disposition que des recueils volumineux de textes ou des histoires développées de la politique extérieure des divers Etats. Il a voulu présenter le tableau chronologique des principaux traités qui ont influé sur la formation territoriale de l'Europe en faisant précéder chacun de ces traités « d'une courte introduction destinée à nettement préciser l'époque où il est intervenu, l'origine des difficultés dont il a été la solution, l'état des esprits et les circonstances, de façon à le bien placer dans son milieu, pour ainsi dire, et à l'éclairer de son véritable jour. »

L'ouvrage est divisé en quatre parties : la *première* va de 1648 à 1789, la *seconde* de 1789 à 1815, la *troisième* de 1815 à 1878, la *quatrième* est consacrée aux traités passés par la Russie avec ses voisins immédiats, la Suède, la Pologne et la Turquie. Après un exposé toujours clair, très sobre et très substantiel, des événements, les principales clauses de chaque traité sont rapportées et analysées. Nous aurions seulement désiré que l'auteur renvoyât toujours au recueil où le traité est rapporté *in extenso* ; il l'a fait souvent, mais quelquefois, notamment pour les traités un peu anciens, le renvoi fait défaut.

En somme, il y a là une œuvre des plus utiles, très consciencieuse, que nous ne saurions trop recommander. Ajoutons que, ce qui ne gâte rien, le volume fait grand honneur à l'éditeur et à l'imprimeur : c'est un beau et bon livre.

L. R.

Le général Bourbaki, par un de ses anciens officiers d'ordonnance, avec portrait, cartes et fac-simile, 1 vol. gr. in-8°, Paris, 1885, librairie Plon.

Le nom du général Bourbaki a été mêlé, depuis quarante ans, aux principaux faits de notre histoire militaire. Un de ses anciens officiers d'ordonnance, M. Louis d'Eichthal, a entrepris de nous raconter la vie d'un des chefs les plus populaires de notre armée. L'auteur retrace rapidement la première partie de la vie du général, les guerres d'Afrique, de Crimée, d'Italie. Arrivé à la guerre de 1870, il donne des détails d'un vif intérêt sur l'armée du Rhin et surtout sur l'armée de l'Est. La tentative faite pour débloquer Belfort, le glorieux combat de Villersexel, la retraite, les souffrances de nos malheureux soldats, le désespoir du général en chef, tout ce drame se retrouve dans le récit simple et ému d'un homme qui peut dire : « J'y étais ! » Des cartes permettent de suivre le détail des opérations militaires, des *fac-simile* reproduisent plusieurs documents historiques, entre autres l'ordre donné par le maréchal Bazaine au général Bourbaki pour sa sortie de Metz. Enfin, un beau portrait nous montre la figure sympathique et chevaleresque du général Bourbaki. Ce volume occupera certainement une place honorable parmi les publications relatives à la guerre franco-allemande.

La Société de Vienne, par le comte Paul Vasili, in-8°, 1885, Paris, bureaux de la *Nouvelle Revue*.

La Société de Londres, par le comte Paul Vasili, in-8°, 1885.

L'auteur inconnu, qui se cache sous le nom de Paul Vasili, s'est proposé de faire connaître les Sociétés des grandes capitales de l'Europe. Il a commencé par Berlin et nous avons rendu compte de son premier volume qui a eu un grand succès (*Archives*, 1884, II, 125). Il a continué par Vienne qui paraît avoir

ses sympathies, quoique les remarques malignes et piquantes ne fassent pas défaut. Enfin, il vient de publier une série de lettres sur la Société de Londres dont il essaie de nous faire comprendre le caractère complexe. C'est toujours la même plume, vive et alerte, touchant légèrement aux plus graves sujets, passant d'une considération de haute politique à un trait piquant. On lira certainement ces lettres avec grand plaisir.

La patrie Hongroise, souvenirs personnels, par M^{me} Adam, in-8°, 1884, Paris, bureaux de la *Nouvelle Revue*.

M^{me} Adam, plus connue dans le monde des lettres sous le nom de Juliette Lamber, a fait un voyage en Hongrie, elle y a été reçue avec les honneurs dus à son talent et à sa charité ; elle nous raconte ses impressions sur les choses et sur les hommes, sur le pays et sur la politique. On comprend qu'elle n'était pas tout-à-fait dans la situation d'un observateur froid et désintéressé et il n'y a pas à s'étonner qu'avec son caractère ardent et enthousiaste, elle ait un peu embelli ce qu'elle a vu. Peut-être aussi a-t-elle trop écouté les hommes d'un des partis qui se partagent la Hongrie. Quoi qu'il en soit et quelques réserves qu'il faille faire, l'ouvrage se lit avec beaucoup de charme et d'intérêt ; il abonde en gracieux paysages, en portraits piquants, en considérations fines. Nous ferons deux citations qui permettront de juger du talent littéraire de l'auteur. Voici un tableau de la campagne dans le voisinage de Laybach :

« Les sapins ne sont plus les seuls maîtres de la montagne ; ils se laissent égarer par les bouleaux aux branches souples, légères comme des arbres de féerie, dont les fines pousses ressemblent à des antennes de scarabées au ventre roux ; les charmes frémissent en agitant leurs chatons ; les genévriers, aux allures coquettes, forment des taillis, s'isolent pour s'arrondir en boule, pour se dresser en pyramides. Les mousses, par taches, se dorment au pied des chênes ; les houx luisent sous bois, les feuilles des marronniers cherchent à s'échapper de leurs bourgeons et pendent comme les ailes des oiselets hors du nid. Des rochers, avec des formes d'animaux gigantesques, dominant, superbement nus, le paysage ; d'autres, plus frileux, sont recouverts de plaques d'un gris blanchi comme la peau de l'hippopotame. On entend des cris d'oiseaux, des papillons jaunes et blancs volent au soleil.

« Le sol est criblé d'innombrables fleurs aux tiges très basses, jetées à pleines mains sur la terre : des pervenches, des anémones, des gentianes, des crocus, des primevères jaunes, des roses de Noël lie de vin, des campanules, des pissenlits, des jacinthes, ce qu'on appelle à Paris le muguet bleu, des myosotis, des colchiques. L'aubépine, qui défile, poudre toutes ces fleurs de pétales blancs. Des masses de violettes rondes, sur le talus des bois, regardent, effrontées, comme les paysannes enhardies qui viennent en troupe, au bord des champs, pour voir passer les trains. »

Voici maintenant un portrait du premier ministre, M. Tisza, pour qui Mme Adam ne paraît pas avoir grande sympathie :

« Le président du Conseil, en Hongrie, est un homme de gouvernement, ce n'est pas un homme d'Etat ; mais il a de telles ressources d'expédients, et une passion si obstinée du pouvoir, qu'il arrive à dominer des situations difficiles, et à remplacer la grandeur des moyens par une série de petites manœuvres. Il ne cherche pas à convaincre, à conquérir ses adversaires, mais à les accaparer, à les compromettre ou à les briser. Il se donne d'ailleurs tout entier aux affaires, sa vie leur est exclusivement consacrée. Dans les questions qu'il traite, jamais il ne trouve le motif d'un enthousiasme ; il a horreur du sentiment. Il use de l'argumentation précise, la répète, la ressassé, et, si elle ne triomphe pas, il s'entête, la reprend, la représente sous la même forme, jusqu'à ce que ses combinaisons en aient assuré le succès.

« M. Tisza n'a aucun goût pour le monde, il ne reçoit pas. Bon époux, père de famille économe, il ne dépense rien, quoiqu'il ait cent cinquante mille francs de rentes.

« M. Tisza, malgré sa naissance, est bien un petit bourgeois, mince, étroit, qui thésaurise; un grand nombre d'hommes comme lui sont une ressource précieuse dans un pays qui se plaint à la dépense et l'exagère; mais, à la tête du gouvernement, nous nous permettrons de croire que le président du Conseil hongrois n'est pas fait pour maintenir sa patrie dans les voies de l'héroïsme et de la grandeur. »

Un roi et un conspirateur, Victor-Emmanuel et Mazzini, d'après des documents nouveaux, par Auguste Bouillier, 1 vol. in-12, Paris, 1885, librairie Plon.

Comme le dit l'auteur lui-même, ce livre ne contient pas l'histoire de la formation de l'unité italienne, il montre seulement le rôle joué par la Royauté et la Révolution dans ce grand drame, en mettant en regard les deux hommes qui les personnifient. Des documents ont été publiés récemment en Italie au sujet des rapports qui ont existé à un certain moment entre ces deux hommes qui, séparés sur tant de points, avaient du moins cela de commun d'aimer passionnément leur pays et de vouloir également l'unité de l'Italie. Quelles que soient les opinions personnelles de l'auteur, il faut reconnaître qu'il a exposé les faits et analysé les documents avec une grande impartialité. On le lira avec grand intérêt et on y verra ce que cachent quelquefois les déclarations ou négociations officielles. L'ouvrage se termine par une étude sur les négociations secrètes entre M. de Bismarck et Mazzini.

Lettres politiques confidentielles de M. de Bismarck (1851-1858), publiées par M. de Poschinger, traduction française par E.-B. Lang, professeur à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, 1 vol. in-12, Paris, 1885, Paul Ollendorff.

Nous avons rendu compte de la publication de la correspondance diplomatique officielle de M. de Bismarck, alors qu'il représentait la Prusse à la diète de Francfort (*Archives*, 1883, III, 288) et nous avons fait ressortir l'intérêt qu'elle présente. On nous donne aujourd'hui sa correspondance confidentielle pendant la même période; en dehors de ses rapports officiels, M. de Bismarck écrivait librement à son chef, M. de Manteuffel, ministre des affaires étrangères, ses impressions sur les hommes et les choses. Les deux publications se complètent et s'éclairent réciproquement. Elles peuvent donner lieu à une étude sérieuse et des plus instructives sur l'histoire du temps dont il s'agit et surtout sur l'homme qui écrivait ces lettres si substantielles et si vivantes. Il s'y révèle déjà tout entier.

Nous devons des remerciements à M. Lang qui nous les fait connaître dans une traduction facile à lire et ayant conservé, dans la mesure du possible, l'allure de l'original.

Histoire de l'Europe pendant la Révolution française, par H. de Sybel, directeur des Archives royales, traduit de l'Allemand par Mlle Marie Dosquet, édition revue par l'auteur, tome IV, Paris, 1883, librairie Félix Alcan (anciennement Germer-Baillière).

Cette histoire jouit avec raison d'une grande autorité due au talent de l'auteur et aux ressources exceptionnelles qu'il a eues à sa disposition. Non-seulement les Archives de son pays étaient naturellement à sa disposition, puisque

depuis longtemps il en est le directeur, mais même les Archives des autres pays lui ont été libéralement ouvertes. Alors que les documents originaux français étaient souvent refusés à nos savants, le gouvernement impérial permettait aux savants allemands, et notamment à M. de Sybel, d'y puiser largement. Aussi, quelques réserves que nous devions faire au sujet des tendances de l'auteur, de ses appréciations des hommes et des choses de la Révolution, son ouvrage est-il d'une importance capitale pour nous. Il est bon de ne pas lire seulement des Français apologistes ou détracteurs de la Révolution, qui se placent au point de vue de leurs idées et de leurs passions politiques, mais aussi de connaître les appréciations des étrangers sur cette période de notre histoire encore si discutée. Nous avons aussi trop l'habitude de considérer notre pays isolément et de ne pas tenir suffisamment compte des vues et de la politique des autres pays. M. de Sybel nous permet d'élargir notre horizon en nous présentant l'Histoire de l'Europe pendant la Révolution française.

Nous ne saurions donc trop remercier et féliciter le traducteur et l'éditeur d'avoir entrepris de faire connaître aux lecteurs français l'œuvre considérable de M. de Sybel.

La publication, quelque temps interrompue, reprend et va, nous assure-t-on, être bientôt achevée. Le quatrième volume, qui vient de paraître, est consacré au Directoire et va jusqu'aux préliminaires de la paix entre la France et l'Autriche.

Chute d'une République, — Venise, — par Ed. Bonnal, 1 vol. in-18 Jésus; 1885, Firmin-Didot et C^e, éditeurs.

Le livre que vient de publier M. E. Bonnal expose les faits militaires et diplomatiques de la campagne d'Italie de 1796-1797, pendant laquelle se produisirent deux événements d'une grande importance pour la nationalité italienne : l'expulsion de la maison d'Autriche de la Lombardie et la chute de la République de Venise.

D'après les documents donnés par l'auteur, il paraît certain que Venise fut sacrifiée au sentiment de jalousie que le général Bonaparte éprouvait contre Hoche et Moreau. Un attrait de curiosité s'ajoute donc à cet ouvrage, qui renferme en outre plus d'un enseignement historique relatif à la première période de l'épopée napoléonienne.

Le monde terrestre au point de vue actuel de la civilisation. Nouveau précis de géographie comparée descriptive, politique et commerciale avec une introduction, l'indication des sources et cartes et un répertoire alphabétique, par Charles Vogel, 5 vol. in-8°, librairie Reinwald, 1877-1884.

C'est un ouvrage considérable que celui de M. Vogel et on doit admirer le labeur grâce auquel il a pu être composé et publié dans un temps relativement court. Il constitue à ce moment le travail le plus complet que nous ayons sur le *Monde terrestre* envisagé dans son ensemble; Malte-Brun a vieilli et Elisée Reclus est encore loin d'avoir terminé son œuvre. M. Vogel donne peut-être plus d'importance que ses devanciers à l'histoire diplomatique, à la constitution politique des divers pays qu'il décrit; si à ce point de vue il a dû attirer quelques critiques de la part des géographes de profession, nous ne pouvons pas lui en faire de grief, puisque par là son livre est particulièrement utile à ceux qui se livrent à l'étude de la diplomatie et de l'histoire en général. Peut-être lui aurions-nous demandé plus de précision encore; ainsi quand il fait un historique abrégé de la constitution territoriale de chaque pays, il aurait été utile qu'il indiquât très nettement les divers traités qui ont influé sur cette constitution. Tel qu'il est, cet ouvrage rend de grands services à ceux qui pensent que, pour l'intelligence des rapports internationaux, il est indispensable de se rendre compte de la situation géographique, de la race, des traditions, des

mœurs de chaque peuple. Sur tous ces points, M. Vogel nous fournit des renseignements abondants, puisés aux meilleurs sources et il nous indique les ouvrages spéciaux où nous pourrions trouver des développements plus approfondis.

Donnons une idée des principales divisions de l'ouvrage. Il débute par une *Introduction* consacrée aux *éléments généraux* (histoire de la géographie et systèmes cosmiques, cosmologie, géologie, géographie physique et climatologie, géographie politique et commerciale, bibliographie et cartographie); plus de 300 pages sont consacrées à cette partie générale. La partie spéciale est divisée en quatorze livres: *Livre I^{er}*, l'Europe en général. *Livre II*, l'Italie; nous allons indiquer les subdivisions de ce livre pour faire comprendre la méthode de l'auteur: chap. I^{er}, la terre italienne, son aspect, ses origines et sa population; chap. 2^e, la nation italienne, le royaume d'Italie, mouvement national et formation du nouveau royaume, les Italiens, organisation et statistique administrative, développement économique et progrès général; chap. 3^e, topographie et particularités de l'Italie continentale; chap. 4^e, les îles italiennes. *Livre III*, la péninsule occidentale, Espagne et Portugal. *Livre IV*, la France. Ces quatre livres forment le premier volume qui comprend plus de 4,000 pages dont la France n'occupe guère plus de 200.

Livre V, les Etats neutres de l'Europe centrale; chap. 1^{er}, Suisse; chap. 2^e, les Pays-Bas dans leur ensemble; chap. 3^e, Belgique; chap. 4^e, Pays-Bas et Luxembourg. On peut critiquer une division qui semble faire de la Belgique une subdivision d'un autre Etat et des Pays-Bas un Etat neutre. *Livre VI*, les îles Britanniques. *Livre VII*, les Etats Scandinaves. *Livre VIII*, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Le 2^e volume, de près de 4,200 pages, se termine par une *revue complémentaire* présentant l'état de l'Europe au commencement de 1880.

Le 3^e volume est consacré à l'Europe orientale et nous indique les transformations que lui ont fait subir le traité de Berlin et les conventions qui s'y rattachent. *Livre IX*, Russie, Pologne et Finlande (plus de 300 pages). *Livre X*, pays riverains du Bas-Danube, péninsule orientale et dépendances insulaires.

Le 4^e volume traite de l'Asie (*livre XI*) et de l'Afrique (*livre XII*); il date de 1882.

Le 5^e et dernier volume, qui est de 1884, renferme le *livre XIII* (Amérique) et le *livre XIV* (Australie). Il se termine par des notes additionnelles destinées à faire suite au supplément du tome II et par un *Répertoire alphabétique*, indispensable pour les recherches. Il est à désirer que M. Vogel tienne son ouvrage au courant en publiant de temps en temps des suppléments, l'inconvénient de pareils ouvrages étant de vieillir trop vite.

L. R. ,

Jean de Vivonne, sa vie et ses ambassades, par le vicomte Guy de Brémond d'Ars; in-8°, Paris, Plon, 1884.

Les études historiques sont en faveur. Chaque année nous donne un fort contingent de livres estimables qui, sous forme de biographies, plus exactement de monographies, fournissent des documents précieux aux historiens généralisateurs. Écrire une vaste histoire, monument géant, à la façon des Guizot ou des Henri Martin, cela ne se peut plus, ou ne se peut pas encore. On a bouleversé la méthode historique, les études nouvelles commencent à peine et il serait prématuré de rien entreprendre de général. Il faut donc savoir bon gré à ceux qui, comme M. de Brémond d'Ars, donnent leur temps et leur peine pour dépouiller les archives et extraire de ces manuscrits, que nous sommes si coupables de ne pas publier, tout ce qu'ils peuvent encore contenir d'inédit.

Le petit avis dont l'éditeur a cru devoir accompagner l'ouvrage de M. Brémond d'Ars nous dit qu'il sera lu avec intérêt même des gens du monde, même des femmes. Cela est vrai. Jean de Vivonne est une figure sympathique. Jeté, malgré lui, par son zèle pour la royauté, dans la carrière des ambassades, une fois

d'abord à Madrid, aux prises avec un monarque ombrageux et qui se cèle aux ambassadeurs, puis à Rome où il est en opposition presque constante avec Sixte-Quint, Jean de Vivonne, qu'il s'appelle M. de Saint-Gouard ou M. de Pisany, est une bonne connaissance à faire, et M. de Brémont d'Ars a été un excellent introducteur. Le roman de cette vie du ^{xvi}^e siècle, dans ces temps troublés des guerres de religion et de la Ligue, est très heureusement rendu par lui. L'allure des récits et l'intérêt qui s'en dégage n'ont rien enlevé au travail de sa valeur historique. L'auteur n'a puisé qu'aux sources les plus sûres, et il y a toujours exactement renvoyé.

Je ferai cependant deux reproches à M. de Brémont d'Ars.

J'aurais aimé à le voir mettre en tête de son livre, sous forme d'introduction ou autrement, une sorte de tableau général du ^{xvi}^e siècle. Les maîtres historiens n'y manquent jamais, quel que soit le temps qu'ils étudient. Et à ce faire ils trouvent un double intérêt : transporter le lecteur dans le milieu convenable, et, par suite, s'éviter, au cours de l'ouvrage, des redites ou des digressions. M. Van Praet, M. de Broglie, M. Juste ne font pas autrement.

Le second reproche s'adresse, je ne sais si c'est à l'éditeur ou à l'auteur. L'ouvrage porte en premier titre : *Le père de Madame de Rambouillet*. C'est là une petite habileté dont le talent de M. Brémont d'Ars le dispensait. Il n'y a rien à dire : Jean de Vivonne est le père de madame de Rambouillet. Mais qu'importe ? Il est mort quand elle était une enfant ; il n'a eu sur elle et sur son éducation aucune influence ; l'ouvrage ne parle d'elle qu'en passant et dans le dernier chapitre. Il était inutile de la mentionner. Il en serait bien autrement s'il s'agissait d'écrire la vie de cette délicieuse italienne qui fut Madame de Pisany et mère de Madame de Rambouillet. Là, je le crois, l'influence serait évidente. Il serait curieux de rechercher ce que Madame de Rambouillet, et, avec elle, tout le cercle littéraire qu'elle créa et rassembla, purent devoir au génie italien de la princesse sa mère.

Mais je n'insiste pas. Ces légères critiques n'enlèvent rien à la valeur de l'ouvrage. Il fait honneur à son auteur et doit l'engager à poursuivre ses travaux historiques.

J. CHAILLEY.

Le Monde Chinois, par Philippe Daryl, 1 vol. in-12, Paris, 1885, librairie Hetzel.

M. Philippe Daryl semble s'être proposé de nous initier à la vie politique et sociale, aux habitudes d'esprit de différents pays. Il a débuté par l'Angleterre et il a publié, avec un grand succès, *la vie publique en Angleterre* dont nous avons rendu compte. Aujourd'hui que l'attention se porte sur l'Extrême-Orient, dont les rapports avec l'Occident, pacifiques ou autres, deviennent de plus en plus nombreux et importants, il veut nous faire connaître la Chine d'aujourd'hui, « qui n'est plus la Chine d'il y a vingt ans, ni même d'il y a quatre ou cinq ans ». Il s'agit pour nous d'un intérêt de premier ordre, politique et scientifique et on comprend l'insistance avec laquelle l'auteur engage les savants à diriger leurs études du côté de la Chine. « Il est temps de sortir de nos étroits horizons, de nous dire qu'un peuple de quatre cents millions d'individus, aussi ancien que l'humanité, ne saurait être dédaigné ni par la science ni par la diplomatie. Les mêmes raisons qui nous font entretenir des écoles d'archéologie près des ruines du Parthénon ou des Termes de Caracalla, exigent que nous en ayons une autre dans la patrie de Confucius ».

M. Daryl ne nous donne pas le résultat de recherches personnelles, d'observations recueillies dans le pays ; il fait fonction de rapporteur. Il a dépouillé pour nous les travaux les plus estimés et les plus récents publiés en différents pays, notamment en Angleterre, en Allemagne, en Russie et aux Etats-Unis ; il les a contrôlés les uns par les autres et il nous en présente un résumé lumineux, qui n'a rien de la sécheresse d'un *précis*, qui a au contraire le charme et la

vivacité d'un travail original. Il ne s'est pas préoccupé de faire de l'esprit aux dépens des Chinois, mais de faire bien connaître le peuple dont il parle au moyen de renseignements positifs ou de détails pittoresques; il laisse au lecteur le soin de conclure. Voici les titres des vingt chapitres dont se compose l'ouvrage: 1^{er}, la nation chinoise et son gouvernement; 2^e, l'empereur; 3^e, l'agriculture; 4^e, l'industrie; 5^e, l'éducation et les sciences; 6^e, la renaissance présente; 7^e, l'art; 8^e, l'histoire; 9^e, philosophie et religions; 10^e, la langue et l'écriture; 11^e, la littérature; 12^e, le théâtre; 13^e, la musique; 14^e, finances; 15^e, commerce, douanes maritimes; 16^e, tribunaux, procédures et peines; 17^e, la famille; 18^e, mœurs domestiques; 19^e, forces militaires et navales; 20^e, la Chine et le monde extérieur.

L'auteur pense que la Chine est à la veille d'une vaste transformation économique. « Mais, dit-il, que l'Occident en soit bien convaincu: tout cela se fera par les Chinois, pour les Chinois. » L'Empire du milieu, comme le Japon, est parfaitement décidé à prendre aux « hommes de l'Océan » ce qu'ils peuvent lui apporter d'utile, sans jamais se laisser absorber par eux. C'est lui peut-être qui inondera bientôt de ses masses profondes et viendra, soit par ses produits, soit par ses travailleurs, compliquer encore sur nos marchés le problème économique.

Nous souhaitons et nous espérons pour *le Monde Chinois* le succès si mérité qui a accueilli *la vie publique en Angleterre*. L. R.

Le Congo au point de vue économique, par A.-J. Wauters, avec 3 cartes et 8 vignettes, 1 vol. in-12, Bruxelles, 1885. Institut national de géographie.

Le Congo est à la mode depuis plusieurs années; tout le monde a suivi avec intérêt les explorations des Brazza et des Stanley. La Conférence de Berlin a fait entrer le vaste pays arrosé par le fleuve africain dans le domaine du droit international, l'a ouvert au commerce de toutes les nations de la manière la plus libérale. Le *Comité d'études du Haut-Congo* qui s'était constitué à Bruxelles, le 23 novembre 1878, sous le patronage du roi Léopold, a vu reconnaître successivement son pavillon par les diverses puissances; l'*Etat indépendant du Congo* est fondé et le roi Léopold en est le souverain. Il y a là un événement des plus curieux pour ceux qui étudient le droit international et ses transformations. L'auteur du livre que nous annonçons s'est placé à un autre point de vue d'un grand intérêt pratique. « Savoir quelles sont la fertilité et la population, les conditions climatiques, les produits actuels et les ressources futures de cette vaste contrée; savoir s'il est permis d'espérer la possibilité de nouer avec les populations indigènes des relations commerciales fructueuses; quelles sont les conditions actuelles de transport; quels progrès l'on peut attendre de la construction d'une voie ferrée se dirigeant vers le centre du Continent; voilà autant de points qui, en ce moment, intéressent au plus haut degré l'opinion publique et sur lesquels celle-ci réclame des données précises et dignes de foi. »

M. Wauters a voulu résumer méthodiquement les connaissances acquises sur le Congo au point de vue économique. Il a consulté les nombreux documents publiés à ce sujet dans ces dernières années; il a même eu à sa disposition beaucoup de renseignements inédits fournis notamment par les agents de l'association internationale du Congo. Il était donc en situation de nous présenter un exposé aussi exact que possible de la situation qu'il voulait nous faire connaître. Voici l'ordre des matières: chap. 1, le Congo entre Banana et Vivi; chap. 2, la fertilité du sol; chap. 3, population; chap. 4, les indigènes du Bas-Congo; chap. 5, les produits du Congo; chap. 6, les cultures; chap. 7, conditions climatiques; chap. 8, organisation du travail; chap. 9, les animaux domestiques;

chap. 10, les marchés et le commerce africain; chap. 11, la consommation africaine dans ses rapports avec l'industrie européenne; chap. 12, le mouvement commercial; chap. 13, navigation; chap. 14, le chemin de fer du Congo.

En annexe, se trouve *l'acte général de la Conférence de Berlin*. Nous signalerons encore une carte politique de l'Afrique occidentale.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

	1880	Pages
Mai	19 <i>Maroc</i> (Affaires du). Conférence de Madrid. Protocole n° 1.	13
—	24 <i>Maroc</i> (Affaires du). Protocole n° 2.	15
—	26 <i>Maroc</i> (Affaires du). Protocole n° 3.	19
—	28 <i>Maroc</i> (Affaires du). Protocole n° 4.	21
Juin. . . .	1 <i>Maroc</i> (Affaires du). Protocole n° 5.	23
—	6 <i>Maroc</i> (Affaires du). Protocole n° 6.	27
—	9 <i>Maroc</i> (Affaires du). Protocole n° 7.	33
—	<i>Maroc</i> (Affaires du). Protocole n° 8.	37
—	12 <i>Maroc</i> (Affaires du). Protocole n° 9.	42
—	21 <i>Maroc</i> (Affaires du). Protocole n° 10.	45
—	24 <i>Maroc</i> (Affaires du). Protocole n° 11.	49
—	26 <i>Maroc</i> (Affaires du). Protocole n° 12.	57
—	28 <i>Maroc</i> (Affaires du). Protocole n° 13.	63
—	30 <i>Maroc</i> (Affaires du). Protocole n° 14.	65
Juillet . . .	2 <i>Maroc</i> (Affaires du). Protocole n° 15.	66
—	3 <i>Maroc</i> (Affaires du). Protocole n° 16.	67
1883		
Décembre .	5 <i>Grande-Bretagne</i> Le ministre des affaires étrangères au ministre à Rome.	149
—	13 L'ambassadeur à Paris au ministre des affaires étrangères	149
1884		
Mars . . .	14 <i>Allemagne</i> — <i>Autriche</i> — <i>Belgique</i> — <i>Brésil</i> — <i>France</i> , etc. Convention pour la protection des câbles.	5
Avril . . .	22 <i>Etats-Unis</i> . Association du Congo. Déclaration. . . .	129
—	30 <i>Allemagne</i> . Loi pour l'exécution de la convention du 6 mai 1882 (pêcheries de la mer du Nord). . . .	109
Juillet . . .	16 <i>Grande-Bretagne</i> . Sir J. Pouncefote au secrétaire de l'amirauté	150
Août . . .	26 <i>France</i> . Le consul général à Shanghai au consul général d'Allemagne.	152
Septembre.	25 Le ministre des affaires étrangères au chargé d'affaires de la Grande-Bretagne.	151

		Pages
—	28 <i>Grande-Bretagne</i> . Le chargé d'affaires à Paris au ministre des affaires étrangères.	434
Novembre .	45 <i>Congo</i> (Affaires du). Conférence de Berlin. Protocole n° 1.	69
—	49 <i>Congo</i> (Affaires du). Protocole n° 2.	77
—	22 <i>Grande-Bretagne</i> . M. Lister à M. Godley.	452
—	24 <i>Allemagne</i> . — <i>Association du Congo</i>	430
—	27 <i>Congo</i> (Affaires du). Protocole n° 3.	84
Décembre .	4 <i>Congo</i> (Affaires du). Protocole n° 4.	481
—	13 <i>Congo</i> (Affaires du). Protocole n° 5.	493
—	16 <i>Grande-Bretagne</i> . — <i>Association du Congo</i> . Déclaration	434
—	<i>Grande-Bretagne</i> . — <i>Association du Congo</i> . Convention	432
—	49 <i>Italie</i> . — <i>Association du Congo</i>	434
—	20 <i>France</i> . Loi concernant la répression des infractions à la convention du 14 mars 1884 (cables sous-marins).	403
—	22 <i>Affaires du Congo</i> . Protocole n° 6.	238
—	24 <i>Autriche-Hongrie</i> — <i>Association du Congo</i> . Déclarations	435
—	27 <i>Pays-Bas</i> — <i>Association du Congo</i> . Convention	436
1885		
Janvier . .	7 <i>Espagne</i> — <i>Association du Congo</i> . Convention	438
—	7 <i>Affaires du Congo</i> . Protocole n° 7.	249
—	46 <i>Suisse</i> . Circulaire du Conseil fédéral à tous les Etats confédérés.	345
—	46 <i>Nationalité et service militaire des enfants nés en France de parents suisses ou naturalisés suisses</i>	346
—	29 <i>Circulaire du Conseil fédéral suisse à tous les Etats confédérés</i>	347
—	23 <i>France</i> . Le consul à Singapore au ministre des affaires étrangères.	433
—	Le consul à Hong-Kong au ministre des affaires étrangères.	433
—	24 Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur à Londres.	433
—	Le ministre des affaires étrangères aux ambassadeurs et agents de la République.	435
—	Le ministre des affaires étrangères au ministre à Shanghai.	435
—	25 Le ministre des affaires étrangères au ministre de la marine.	436
—	<i>Congo</i> (Affaires du). Rapport de la Commission chargée d'examiner le projet de déclaration relative aux occupations nouvelles (annexe au protocole n° 8).	260
—	29 <i>France</i> . L'ambassadeur à Londres au ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne.	456
—	31 <i>Grande-Bretagne</i> . Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur de France à Londres.	438
—	<i>Affaires du Congo</i> . Protocole n° 7.	253
Février . .	1 <i>France</i> . L'ambassadeur à Londres au ministre des affaires étrangères.	456

	Pages
— 5 Association du Congo. Convention.	140
— Russie — Association du Congo. Convention.	141
— Etats-Unis. Le secrétaire d'Etat au ministre de France à Washington.	158
— 6 France. Le ministre de France à Washington au ministre des affaires étrangères.	158
— 8 Italie. Le ministre des affaires étrangères à l'ambassa- deur de France à Rome.	159
— 10 Suède — Norvège — Association du Congo. Convention	142
— 10 France. Le ministre à Stockholm au ministre des affaires étrangères.	159
— 11 L'ambassadeur à Rome au ministre des affaires étrangères.	159
— 12 Le ministre à Copenhague au ministre des affaires étrangères.	160
— 14 Portugal — Association du Congo. Convention.	144
— France. Le ministre des affaires étrangères au ministre de la marine.	160
— 18 Autriche — Hongrie. Le chargé d'affaires à Paris au ministre des affaires étrangères de la République Française.	161
— 20 France. Le ministre des affaires étrangères aux ambas- sadeurs et agents de la République.	161
— L'ambassadeur à Londres au ministre des affaires étrangères de Grande-Bretagne.	177
— 21 Le ministre des affaires étrangères aux ambassadeurs et agents de la République.	161
— 22 L'ambassadeur à Berlin au ministre des affaires étrangères.	166
— 23 Danemark — Association du Congo. Convention	145
— Belgique — Association du Congo. Déclarations.	146
— Congo (Affaires du). Protocole n° 9.	268
— 24 France. L'ambassadeur à Londres au ministre des affaires étrangères.	164
— Grande-Bretagne. Extrait du <i>Times</i> (annexe à la dépêche du 24).	164
— France. Le ministre des affaires étrangères aux ambas- sadeurs et agents de la République.	165
— L'ambassadeur à Berlin au ministre des affaires étran- gères.	166
— Allemagne. Extrait du <i>Journal Officiel</i> (annexe à la dépêche du 24).	167
— France. L'ambassadeur à Londres au ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne.	167
— 25 Le ministre à Lisbonne au ministre des affaires étrangères.	166
— 26 Hollande. Le ministre des affaires étrangères à l'ambas- sadeur de France.	170
— Congo. Protocole n° 10.	290
— 27 Grande-Bretagne. Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur de France	168

		Pages
—	28 <i>France</i> . L'ambassadeur à Londres au ministre des affaires étrangères.	167
—	28 L'ambassadeur à Londres au ministre des affaires étrangères.	167
—	<i>Italie</i> . Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur de France à Rome.	169
Mars. . . .	1 <i>Autriche — Hongrie</i> . L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris au ministre des affaires étrangères de France.	168
—	2 <i>France</i> . L'ambassadeur à Rome au ministre des affaires étrangères.	169
—	L'ambassadeur à La Haye au ministre des affaires étrangères.	169
—	3 L'ambassadeur à Madrid au ministre des affaires étrangères.	171
—	<i>Espagne</i> . Le ministre d'Etat au chargé d'affaires de France.	171
—	4 <i>Suède</i> . Le ministre des affaires étrangères au ministre de France.	170
—	6 <i>France</i> . Le ministre de France à Stockholm au ministre des affaires étrangères.	170
—	7 Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur de France à Londres.	171
—	13 Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur de France à Londres.	173
—	17 <i>Danemark</i> . Note du ministère des affaires étrangères.	176
—	Le ministre des affaires étrangères au ministre de France.	175
—	18 <i>France</i> . Le ministre à Copenhague au ministre des affaires étrangères.	175
—	20 Le ministre des affaires étrangères au ministre de France à Stockholm.	176
—	21 L'ambassadeur à Londres au ministre des affaires étrangères.	177
—	<i>Grande-Bretagne</i> . Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur de France.	178
—	22 <i>France</i> . L'ambassadeur à Londres au ministre des affaires étrangères.	178
Avril	4 <i>Grande-Bretagne</i> . Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur de France.	174
—	Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur de France.	179
—	8 <i>France</i> . Consul général au Caire au ministre des affaires étrangères.	295
—	9 Consul général au Caire au ministre des affaires étrangères.	296
—	10 Le ministre des affaires étrangères au consul général au Caire.	296
—	11 Consul général au Caire au ministre des affaires étrangères.	297
—	12 Le consul général au Caire au ministre des affaires étrangères.	297

		Pages
—	12 Le ministre des affaires étrangères au consul général au Caire.	297
—	Consul général au Caire au ministre des affaires étrangères.	298
—	14 Le ministre des affaires étrangères au consul général au Caire.	298
—	Le consul général au Caire au ministre des affaires étrangères.	298
—	17 Le ministre des affaires étrangères au consul général au Caire.	299
—	18 Le consul général au Caire au ministres des affaires étrangères.	300
—	18 Le ministre des affaires étrangères aux ambassadeurs de la République.	301
—	19 Le ministre des affaires étrangères au consul général au Caire.	301
—	20 Le consul général au Caire au ministre des affaires étrangères.	301
—	Le ministre des affaires étrangères au consul général au Caire.	302
—	21 Le consul général au Caire au ministre des affaires étrangères.	302
—	Le consul général au Caire au ministre des affaires étrangères.	302
—	22 Le ministre des affaires étrangères au consul général au Caire.	302
—	23 Le ministre des affaires étrangères au consul général au Caire.	303
—	24 Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur à Constantinople.	304
—	Le ministre des affaires étrangères aux ambassadeurs de la République.	304
—	Le consul général au Caire au ministre des affaires étrangères.	304
—	25 Le ministre des affaires étrangères au consul général au Caire.	305
—	Le consul général au Caire au ministre des affaires étrangères.	305
—	L'ambassadeur à Londres au ministre des affaires étrangères.	305
—	L'ambassadeur à Berlin au ministre des affaires étrangères.	306
—	26 Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur à Londres.	307
—	Le consul général au Caire au ministre des affaires étrangères.	307
—	27 Le consul général au Caire au ministre des affaires étrangères.	308
—	L'ambassadeur à Londres au ministre des affaires étrangères.	308
—	27 L'ambassadeur à Saint-Petersbourg au ministre des affaires étrangères.	309

			Pages
—	28	L'ambassadeur à Londres au ministre des affaires étrangères.	309
—		Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur à Londres.	309
—		<i>Grande-Bretagne.</i> Le ministre des affaires étrangères au ministre d'Angleterre au Caire.	310
—	29	<i>France.</i> Le ministre des affaires étrangères au ministre de France au Caire.	311
—	30	Le ministre au Caire au ministre des affaires étrangères.	311
Mai	1	Le ministre des affaires étrangères au ministre de France au Caire.	311
—	3	Le ministre au Caire au ministre des affaires étrangères.	311
—		Le ministre au Caire au ministre des affaires étrangères.	312
—	5	Le ministre au Caire au ministre des affaires étrangères.	312
—		<i>Suisse.</i> Circulaire du Conseil fédéral aux Etats confédérés.	318
—	6	<i>France.</i> Le ministre des affaires étrangères au ministre de France au Caire.	312
—	21	Le ministre au Caire au ministre des affaires étrangères.	312
Juin. . . .	23	Rapport du ministre des affaires étrangères.	314
—		Organisation du protectorat de la Tunisie.	313

Le Gérant : FÉCHOZ.